

Acta Juridica

ACADEMIAE
SCIENTIARUM
HUNGARICAE

ADIUVANTIBUS

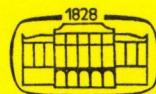
O. BIHARI, T. KIRÁLY, E. LONTAI, F. MÁDL,
L. RÉCZEI, I. SERES, I. SZABÓ

REDIGIT

GY. EÖRSI

TOMUS XVIII

FASCICULI 1–2



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST
1976

ACTA JURIDICA

A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA JOGTUDOMÁNYI KÖZLEMÉNYEI

SZERKESZTŐSÉG: 1250 BUDAPEST. PF. 25.

KIADÓHIVATAL: 1054 BUDAPEST, ALKOTMÁNY UTCA 21.

Az *Acta Juridica* magyar szerzőktől német, angol, francia és orosz nyelven közöl értekezéseket az állam- és jogtudományok köréből.

Az *Acta Juridica* félévenként jelenik meg, két kettősfüzet alkot egy kötetet.

A közlésre szánt kéziratok és az ezekkel kapcsolatos levelezés a következő címre küldendő:

Acta Juridica, 1250 Budapest, Pf. 25.

Megrendelhető a belföld számára az Akadémiai Kiadónál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 225-11488), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv-és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 Bankszámla 218-10990 sz.) vagy annak külföldi képviselőinél, bizományosainál.

The *Acta Juridica* publish papers on jurisprudence by Hungarian authors in English, French, German and Russian.

The *Acta Juridica* appear twice a year in issues making up one volume (of some 400–500 pp.).

Correspondence should be addressed to:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

The rate of subscription is \$ 32.00 a volume.

Orders may be placed with „Kultúra” Foreign Trade Company for Books and Newspapers (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 — Account No. 218-10990) or with representatives abroad.

Nous présentons aux lecteurs cette étude de l'Académicien István Szászy (1899–1976) comme malheureusement un ouvrage posthume. Le Professeur Szászy était un représentant éminent du droit comparé, jouissant d'une renommée internationale dont rendent témoignage ses à peu près 30 monographies, plus de 200 études ainsi que de nombreuses conférences tenues en Hongrie et à l'étranger. Parmi ces dernières il faut mentionner, en premier lieu, ses cours à l'Académie de Droit International à La Haye. Il était également membre de l'Institut de Droit International. Par son décès la science juridique hongroise ainsi que la science de droit internationale ont subi une perte très grave.

Les problèmes fondamentaux de la science du droit financier international

par

Prof. I. SZÁSZY

Dans la partie introductive de l'étude (I) l'auteur esquisse la nature juridique des diverses espèces des conflits de lois: des conflits interspatiaux, intertemporels et des conflits indépendants de l'espace et du temps, à savoir des conflits interpersonnels, intersystématiques, interinstitutionnels et interindividuels. Dans la suite il résume l'évolution historique de la doctrine des conflits de lois dans le domaine du droit civil et commercial (II), ainsi que dans le domaine du droit financier (III). Il souligne l'importance des travaux scientifiques de l'Institut de Droit International et de l'International Law Association (IV), et analyse les problèmes théoriques de base (V) et les principes fondamentaux du droit financier international (VI). Dans la partie VII il examine dans le domaine du droit financier international l'application de la clause de l'ordre public, du principe de la fraude à la loi, et dans la partie finale (VIII) le problème de l'établissement d'une monnaie internationale uniforme.

I. Dans mon livre publié en langue hongroise vers la fin de 1973 et en anglais au mois de janvier 1974 j'ai essayé de démontrer que les catégories de l'espace et du temps qu'Immanuel Kant appelle dans son ouvrage, intitulé *Die Kritik der reinen Vernunft*, «*notwendige Vorstellungen a priori*» et au sujet desquelles un autre philosophe célèbre, le grand et injuste ennemi du sexe féminin, Schopenhauer avait constaté: «*aus welchem kein Ding heraus kann ohne aufzuhören etwas zu sein*», c'est-à-dire que les catégories de l'espace et du temps déterminent aussi la mise en valeur des règles du droit. Les systèmes légaux se succèdent depuis les origines de l'évolution du droit dans le temps et ils existent les uns à côté des autres dans l'espace.¹

¹ SZÁSZY, I.: *Jogszabályütközések* (Conflits des lois). 1973. p. 28., *Idem*, *Conflict of Laws in the western, socialist and developing countries*. 1974. p. 25 et *idem*, *Droit International privé comparé. Traité de législation comparée avec référence spéciale au droit égyptien et musulman*. Alexandrie-Paris. 1940. p. 3–4.

Il résulte du fait que la sphère de la mise en valeur des règles du droit est délimitée dans l'espace et dans le temps, que dans certains cas les règles de droit peuvent se heurter, se trouver en conflit dans l'espace et dans le temps. Voire, elles peuvent non seulement se heurter dans l'espace et dans le temps, mais aussi indépendamment de ceux-ci, par exemple si les règles de droit en conflit sont en vigueur au sein des divers groupes humains habitant sur un même territoire (divers groupes confessionnels, raciaux, ethniques ou tribaux) ou si les deux règles de droit en conflit sont des règles de deux différentes branches du système légal, ou encore, si les deux règles de droit réglementent la même institution du système légal, par exemple la succession, d'une manière différente, et finalement si les deux règles de droit sont des règles individuelles, elles se réfèrent à un seul et même fait où à l'avantage ou à la charge d'une personne unique, et il faut décider laquelle des deux règles individuelles devra être appliquée.

Bien entendu, l'expression «conflit des lois» ne doit être entendue qu'au sens figuré. Ce n'est qu'une image, une comparaison et signifie que les faits, les rapports de droit réglementés par le droit se rattachent à plusieurs systèmes légaux et il faut décider quelle règle de droit devra être appliquée au cas concret parmi les règles de droit de ces systèmes légaux. Il peut s'agir, parmi ces plusieurs systèmes légaux, des systèmes légaux de deux États souverains, mais il peut aussi s'agir de deux systèmes légaux en vigueur *au sein* du système légal d'un seul et même État: par exemple les systèmes légaux de deux États-membres d'un État fédéral, les systèmes légaux de deux cantons suisses, les systèmes légaux de deux provinces ou de deux territoires légaux ne disposant pas de l'autonomie des provinces, mais il se peut aussi qu'il y ait un système légal ancien, abrogé et un système légal nouveau, en vigueur, ou bien un système mis en valeur au sein des groupes humains existant au sein de l'État (groupes confessionnels, raciaux, ethniques, tribaux). Il se peut également qu'il y ait des systèmes légaux constituant deux branches spécifiques du système légal de l'État (par exemple dans les droits anglo-saxons le common law et l'equity ou le système du droit civil, du droit de famille, du droit de travail, du droit de procédure civile ou pénale, du droit constitutionnel et d'administration publique, du droit pénal, du droit financier etc.). Il peut y avoir au sein de deux systèmes légaux identiques un système réglementant deux institutions légales (par exemple le système de la succession des effets mobiliers et immobiliers) et finalement les deux règles de droit «en collision» peuvent correspondre à deux règles individuelles, à deux règles établies à l'égard des mêmes faits ou aux fins de la faveur ou de la charge d'une seule personne (par exemple deux jugements du tribunal ou de la cour d'arbitrage prononcés dans la même affaire, deux privilèges concernant la même personne ou même un acte conclu entre les mêmes parties).²

Sur la base de ce que nous venons de dire, nous distinguons les espèces suivantes des conflits des lois:

1. Conflits *interspatiaux*, lesquels se divisent en conflits
 - a) internationaux (entre deux États souverains);
 - b) interrégionaux, interlocaux ou interterritoriaux (entre les États-membres de l'État fédéral, intercantonaux, interprovinciaux);
 - c) intercoloniaux (entre les règles de droit de la puissance coloniale et celles des colonies).
2. Conflits *intertemporaux*.
3. Conflits *indépendants de l'espace et du temps* (extra- ou aterritoriaux et extra- ou atemporaux):
 - a) interpersonnels (interconfessionnels, interraciaux, interethniques, intergents, intertribaux);
 - b) intersystématiques (par exemple entre le common law et l'equity) (entre le droit civil et le droit de famille, le droit de travail et le droit de procédure civile et pénal, le droit constitutionnel et le droit de l'administration publique, le droit pénal et le droit financier etc.)
 - c) interinstitutionnel (entre les règles règlementant la succession des effets mobiliers et immobiliers)
 - d) interindividuels (conflits de règles juridiques entre les règles de droit individuelles)³

En outre, les conflits des règles de droit peuvent être groupés en dehors du fait qu'ils apparaissent dans l'espace et dans le temps ou indépendamment de l'espace et du temps, *selon la branche de droit où ils interviennent*. Par exemple, nous nous trouvons en face de conflits entre les diverses règles du droit civil, entre celles du droit de commerce ou du droit de travail ou du droit de procédure civile ou pénale, du droit constitutionnel ou de l'administration publique, ou du droit pénal ou du droit financier. Cette classification et la distinction des conflits des règles de droit se produisant au sein de la même branche du droit sont nécessaires car les législateurs ne donnent pas toujours des solutions identiques à ces conflits de règles de droit se produisant au sein des différentes branches du droit. Dans une certaine mesure les conflits des règles de droit doivent être tranchés selon des principes différents s'ils se produisent, par exemple, dans le domaine du droit civil ou du droit de travail ou du droit pénal ou du droit de la procédure civile ou d'un autre droits.

² SZASZY: *A magyar magánjog általános része, különös tekintettel a külföldi magánjogi rendszerekre* (La partie générale du droit privé hongrois, avec une référence spéciale aux systèmes étrangers du droit privé). 1947–1948. Ier volume, p. 8–89.

³ SZASZY: *Jogszabályösszeütközések* (Conflits des lois). 1973. p. 29.

En ce qui concerne la solution des conflits des règles de droit, il y a des différences aussi dans le cas où les conflits des règles de droit se produisent *dans un pays socialiste, dans un pays capitaliste industriellement développé ou dans un pays en voie de développement*.⁴

Finalement, il y a aussi des divergences quant à la solution des conflits entre les règles de droit dans le cas où nous nous trouvons en face d'un conflit de deux règles de droit de la même nature, par exemple de deux règles de droit relevant du droit civil ou de deux règles de droit relevant du droit de travail ou du droit pénal, dans ce cas nous parlons des conflits de règles de droit à la *première puissance*. Dans le cas où au conflit des règles de droit à la première puissance se rattache un autre conflit de règles de droit, en ce cas si les deux conflits de règles de droit sont *d'une nature identique* (par exemple les deux sont internationaux ou les deux sont interrégionaux ou intertemporaux), nous nous trouvons en face d'un conflit de règles de droit à la *deuxième puissance*. Si au conflit des règles de droit à la deuxième puissance se rattache un troisième conflit de règles de droit *d'une autre espèce* (par exemple à un conflit international des règles de droit à la deuxième puissance se rattache un conflit interrégional), dans ce cas nous pouvons parler d'un conflit de règles de droit à la *troisième puissance*. Si ce sont deux conflits de différentes sortes (par exemple à un conflit de règles du droit international à la deuxième puissance se rattache un conflit interrégional et un conflit intertemporal), il s'agira d'un conflit à la *quatrième puissance*. Si ce sont trois sortes différentes (par exemple au conflit sus-mentionné s'ajoute un conflit intersystématique) le conflit sera à la *cinquième puissance*. Si ce sont quatre différentes sortes (par exemple aux précédents s'ajoute encore un conflit interpersonnel), le conflit sera à la *sixième puissance*. Si ce sont cinq différentes sortes (par exemple aux précédents s'ajoute un conflit interinstitutionnel), le conflit sera à la *septième puissance*. Et si ce sont six différentes sortes (par exemple aux précédents s'ajoute encore un conflit individuel de règles de droit), le conflit sera à la *huitième puissance*.

Nous faisons par exemple face à un conflit de règles de droit à la *première puissance* quand il faut décider si le juge doit appliquer le droit civil national ou étranger (conflit international à la première puissance). Le conflit sera à la *deuxième puissance* si par exemple l'État étranger résout autrement le conflit international et considère applicable le droit d'un État différent de celui considéré comme applicable par le forum. Nous nous trouvons en face d'une collision à la *troisième puissance* si par exemple le droit de l'État étranger doit être appliqué et l'État étranger est un État fédéral et le juge du forum doit décider la question de savoir la loi de quel État-membre devra être appliqué. Nous nous trouvons en face d'un conflit la

⁴ SZÁSZY: op. cit. p. 30.

quatrième puissance quand le droit de l'État-membre en question a été modifié entretemps et il faut également trancher la question, faudra-t-il appliquer le droit ancien ou le droit nouveau. Le conflit est à la *cinquième puissance* si sur le territoire de l'État-membre en question on trouve plusieurs communautés tribales ou confessionnelles et il faut également se décider en faveur de l'application du droit ancien ou nouveau d'une communauté tribale ou confessionnelle donnée. Le conflit est à la *sixième puissance* s'il faut également décider si les règles du droit de famille ou du droit de travail du droit tribal étranger à appliquer doivent être appliquées. Le conflit est à la *septième puissance* si, en plus de tout ce que nous venons de mentionner, il faut également savoir si les règles à appliquer sont celles de la succession des effets mobiliers ou immobiliers. Et finalement le conflit est à la *huitième puissance* s'il faut par-dessus le marché décider aussi au sujet d'un conflit individuel de règles de droit, par exemple lequel des deux jugements du tribunal ou lequel des deux actes existants devra être considéré comme compétent.⁵

II. La littérature du droit s'occupe d'une façon plus approfondie des conflits entre les diverses règles de droit depuis des dates différentes. Elle s'occupe le plus anciennement des conflits internationaux et interrégionaux des règles de droit se produisant dans les domaines des *droits civil et de commerce*. Vers la fin du XIIe siècle ces conflits furent déjà étudiés par les post-glossateurs, par les légistes, par les canonistes, par les commentateurs élaborant la théorie des statuts (les disciples de Magister Aldricus: Bartolus de Saxoferrato [1314–1357], Baldus de Ubaldis [1327–1400], Bartholomeus de Salicet [1363–1414]) qui s'efforcèrent à déduire le système entier des normes de conflit à partir de quelques principes de base et déterminaient l'empire territorial des règles de droit suivant leur objet.

La théorie des statuts revêtit des formes différentes au XVIe siècle en France, du début du XVIIe siècle aux Pays-Bas et à la fin du XVIIe siècle sur le territoire des États anglo-saxons.

Dans la première moitié du XIXe siècle Wächter, Story et Savigny s'opposèrent nettement à cette théorie, cependant, vers la fin du XIXe siècle la théorie des statuts se raviva sous une autre forme. Les excellents auteurs de la seconde moitié du XIXe siècle et du siècle présent (Mancini, Weiss et leurs suivants: Diena, Catellani, Fiore, Surville et Arthuys, Laurent, par la suite Pillet, Niboyet, Caleb, Zitelmann, Frankenstein) essayèrent à nouveau de déduire le système complet des règles de conflit internationales de quelques principes de base en ayant recours à la théorie universaliste et internationaliste. Néanmoins, au cours de la seconde moitié de notre siècle il devint évident que cette tendance resterait sans résultat et le règne de la théorie universaliste et internationaliste fut subsisté

⁵ SZÁSZY: op. cit. p. 35–36.

d'abord par le règne de la théorie particulariste et nationaliste, ensuite par la théorie pragmatique et empirique.

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, tout comme dans la philosophie, les sciences sociales et naturelles, les arts, le terrain tout entier de la vie, dans le monde capitaliste la science s'occupant des conflits des règles de droit traversa également une crise grave. Certains auteurs, comme par exemple Jean Cassou, parlaient tout droit de la mort de la faculté imaginative et de la force créative de l'humanité. En Occident cette crise dure toujours à l'heure actuelle, voire même elle est peut-être devenue encore plus profonde. Les gens ont perdu leur foi en les théories qu'ils considéraient auparavant comme inconditionnellement justes et irréversibles. Des théories anciennes, généralement acceptées, s'écroulèrent, de nouvelles théories virent le jour qui, cependant, ne purent pas acquérir la reconnaissance générale des masses. Ces théories s'efforcèrent de faire accepter au monde des idées nouvelles des plus contradictoires et s'excluant mutuellement. Autrefois elles revêtirent des anciennes théories discréditées et ayant perdu toute créance en de nouveaux habits. Le néo-réalisme anglais de Bertrand A. W. Russel; le «cercle viennois»: le néopositivisme de Schlick, Neurath, Carnap, Reichenbach; l'école analytique de George Edward Moore; le nouveau hegelianisme de Bradley, Josiah Royce, Croce, Gentile; le nouveau-kantisme de Cohen, Natorp, Windelband, Rickert; la philosophie de vie de Bergson, Nietzsche, Keyserling, Klages; le pragmatisme de William James, Vaihinger, Dewy; l'historicisme de Dilthey, Spranger, Spengler; la phénoménologie de Brentano, Meinong, Husserl, Max Scheler; l'existentialisme de Kierkegaard, Jaspers, Gabriel Marcel, Heidegger, Sartre, Camus; les systèmes métaphysiques de Conwy Lloyd Morgan, Samuel Alexander, Whitehead, Driesch, Othmar Spann, Nicolai Hartmann; le néothomisme de Mercier, Jacques Maritain, Étienne Gilson mènent une lutte sans merci les uns contre les autres et aussi contre le marxisme.

III. Alors que la science du droit civil s'occupe depuis le XII^e siècle de la question de trouver une solution aux conflits internationaux des règles de droit se produisant dans le domaine du droit civil, c'est-à-dire des problèmes du droit international privé, les sciences du droit international du travail, du droit international de la procédure civile, du droit constitutionnel et de l'administration publique international et du droit pénal et du droit de la procédure pénal international, c'est-à-dire les droits-frères du droit international privé n'accordèrent leur attention que vers la fin du siècle dernier et au cours du siècle présent, après la première guerre mondiale, à l'étude plus approfondie de la solution des conflits des règles de droit.

La littérature accorda son attention encore plus tard à l'étude des conflits internationaux des règles de droit se produisant dans le domaine du droit financier,

et ainsi des problèmes fondamentaux du droit financier international. Selon la constatation d'un écrivain français excellent, Chrétien Maximilien le droit financier international se trouve encore de nos jours «à l'état embryonnaire». Ceci est aussi mon opinion car on n'a encore toujours pas décidé si la science du droit financier international s'est définitivement séparée de la science du droit financier interne et si on peut la considérer en tant que branche scientifique indépendante, ou bien si elle se trouve à l'heure actuelle sur la voie de la séparation, de la naissance. Et il n'est pas encore décidé, à savoir quels sont les problèmes fondamentaux du droit financier international, selon quels principes faut-il résoudre les conflits des règles du droit financier international. Finalement il n'est non plus clair quelle parenté existe entre le droit financier international et le droit international privé, notamment si les principes généraux que les représentants de la science du droit international privé ont élaborés depuis les post-glossateurs dans le domaine du droit international privé devaient aussi être appliqués dans le domaine du droit financier international.

Jusqu'à présent, dans la littérature du droit financier international cette question n'a même pas été soulevée, pourtant la décision de cette question est fort importante de nos jours, non seulement du point de vue de la théorie, mais aussi de la pratique.⁶

Meznerics constate justement dans son nouveau livre excellent, d'une portée fondamentale, publié en 1972, que les racines du système actuel capitaliste des devises remontent à la période d'entre les deux guerres mondiales, quand en 1922 à la conférence de Genève on avait décidé que *les devises dites de clef* (essentiellement le dollar USA et la livre anglaise) disposant d'une provision en or pourraient également être incluses aux réserves de devises des divers pays, en plus de l'or. C'est aussi ici qu'a son origine la dénomination du système de *devises d'or standard* qui a remplacé le véritable système de devises d'or avant la première guerre mondiale.⁷

Après la crise de l'économie mondiale des années trente et après les bouleversements monétaires provoqués par la seconde guerre mondiale le système des devises d'or fut essentiellement ranimé en 1944 par l'accord de Bretton Woods.

Or, en fin de compte, il ne devint plus possible de sauver définitivement le système des devises d'or.

Les réévaluations en 1970, le flottement des devises dans les divers pays, la dévaluation du dollar vers la fin de 1971 ne signifièrent que des solutions provisoires et il devint évident qu'il n'est plus possible de bâtir le système des devises sur l'or en tant que facteur unique. Il fallait donc chercher la solution ailleurs. Mais où? – et

⁶ NAGY, T.: *A nemzetközi pénzügyi jog tárgya és helye a jogrendszerben* (L'objet et la place du droit financier international dans le système légal) Jogtudományi Közlöny, 9/1960. p. 479.

⁷ MEZNERICS, I.: *Pénzügyi jog a szocialista gazdaságban és a nemzetközi kapcsolatokban* (Le droit financier dans la gestion socialiste et dans les relations internationales). 1972. p. 574.

voilà le fond de la question. Qui pourrait être chargé de trouver les solutions théoriquement justes au cas des conflits internationaux des règles du droit fiscal de résoudre les problèmes fondamentaux théoriques du droit financier international? *Est-ce que l'application des principes définis par la science du droit international privé pourrait apporter un remède ou non?*

IV. La solution – sur une base théorique – des conflits internationaux des règles du droit financier, des problèmes fondamentaux du droit financier international devrait revenir – à mon avis – à la charge de deux institutions: l'Institut de Droit International et l'International Law Association (ILA).

L'organisation et l'histoire des deux institutions diffèrent les unes des autres.

L'Institut a été constitué le 11 septembre 1873.⁸ A sa session de Rome du 5 au 15 septembre 1973 il a célébré son centenaire. Il tient ses sessions tous les deux ans, chaque fois dans une autre ville. Jusqu'à présent il y eut 57 sessions. La dernière session a été tenue en septembre 1975 à Wiesbaden. Il a 3 membres honoraires, 60 membres ordinaires et 62 membres associés. La séance plénière élit les nouveaux membres par un vote secret aux places vacantes. La séance plénière constitue des commissions chargées d'étudier les différentes questions du droit public et du droit privé internationaux; ces commissions sont dirigées par des rapporteurs. Les commissions soumettent des projets de résolution à la séance plénière et les résolutions de la séance plénière jouissent d'une grande autorité par le monde entier.

A la session de Nice en 1965 j'ai été élu rapporteur de la commission du droit de travail international; les projets de résolution que j'avais soumis ont été adoptés par la séance plénière de l'Institut à la session de Zagreb en 1971.

Parmi les pays socialistes l'Institut a 2 membres polonais, 3 soviétiques, 3 yougoslaves, 2 hongrois et 1 tchécoslovaque.

Il est fort regrettable que jusqu'à présent l'Institut n'ait pas trop étudié les questions du droit financier international, ce n'est qu'en 1954 qu'il s'occupa pour la première fois des règles du droit financier, et alors aussi seulement du point de vue du droit international privé. L'année dernière à Rome j'avais proposé que l'Institut mette à l'ordre du jour le problème ayant trait à la solution des conflits internationaux des règles du droit financier, mais le Bureau n'accepta pas ma proposition, car trois questions importantes figuraient à l'ordre du jour de la session de Rome: la question de l'application du droit international général des contrats aux accords internationaux conclus par les Organisations internationales, les effets de l'adoption dans le droit international privé, la question de l'enseignement aux

⁸ Les fondateurs furent Mancini le premier président, Asser, le Russe Besobrasoff, Bluntschli, Carlos Calvo, David Dudley-Field, Emile de Laveley, James Lorimer, Moynier, Pierantoni et Gustave Rolin-Jaequemyns.

universités du droit international, et ainsi il ne resta plus de temps pour discuter le problème que j'avais proposé. Or, je souhaite répéter ma proposition à la prochaine session de l'Institut.

L'*International Law Association* s'est davantage occupée des problèmes fondamentaux de la science du droit financier international. L'organisation de cette institution diffère de celle de l'Institut. Elle fut constituée également à la Conférence de Bruxelles en 1873, c'est-à-dire son existence remonte aussi à un siècle. Sa dénomination était à l'origine: *Association for the Reform and Codification of the Law of Nations*; en 1895, également à la Conférence de Bruxelles, cette dénomination fut changée en celle connue de nos jours. Les conférences de l'Association ont été tenues parfois chaque année, parfois tous les deux ans ou dans des périodes embrassant plusieurs années, depuis 1962 les conférences sont convoquées tous les deux ans. L'Association comprend quarante branches comptant au moins 10 membres, ces branches sont théoriquement régionales et non nationales. Les membres sont élus par les branches. Les statuts des branches sont approuvés par le Conseil Exécutif. L'Association a plus de 4000 membres, la branche hongroise en a 30. Les membres peuvent aussi être des non-juristes, des propriétaires de navires, des philanthropes, les délégués des chambres de commerce, des cours d'arbitrage et aussi des sociétés pour la paix.⁹ Jusqu'à présent 55 conférences ont été tenues, la dernière en 1972 à New York.

L'Association s'occupa des problèmes ayant trait au droit financier international déjà aux conférences de Budapest en 1934, de Paris en 1936 et d'Amsterdam en 1938; à celles-ci il fut examiné de quelle manière on pourrait soumettre les paiements internationaux, notamment les emprunts émis sur les marchés monétaires mondiaux au règne du statut particulier des règles de droit dans le domaine du droit financier. La conférence de New York en 1972 s'efforça également de déterminer une nouvelle *lex mercatoria*, un droit nouveau indépendant des règles de droit pour les opérations monétaires internationales.¹⁰ Les résolutions des conférences de l'Association à Bruxelles en 1962, de Buenos Aires en 1968, de La Haye en 1970 et de New York en 1972 étaient aussi importantes en ce qui concerne la garantie de change, et il en fut de même quant aux résolutions des conférences de Budapest en 1934 et de New York en 1972, celles désirant réglementer les effets du contrôle des devises.

Je considère comme les plus importants, en ce qui concerne les travaux de l'Association dans le domaine du droit financier international, l'élaboration des

⁹ International Law Association, Report of 54th Conference. The Hague, 1970. XVI. 1.

¹⁰ GUIBAN, H.: *Quelques aspects du droit monétaire contemporain*. (ILA, The Present State of International Law. 1973. p. 261 et seq.)

projets aux conférences de Dubrovnik en 1956, de Helsinki en 1966, ainsi que de La Haye en 1970; c'est sur la base de ces projets que le 11 décembre 1967 virent le jour l'*Accord Européen réglementant les obligations établies en monnaies étrangères* et signé jusqu'en ce jour par l'Autriche, la France, la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas, ainsi que l'*Accord Européen déterminant le lieu du paiement* également signé par l'Autriche, la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas. Ces deux accords ont été créés au sein du Conseil d'Europe. Ces accords prévoient l'obligation du débiteur de payer ses dettes au créancier à son lieu de séjour ordinaire à la date du paiement, mais ils permettent aussi que le débiteur règle ses dettes en une monnaie étrangère différant de celle du lieu du paiement, si l'intention des parties ou les coutumes n'exigent rien d'autre et cette solution ne cause pas de dommage important au créancier, en la monnaie du lieu du paiement. En plus, les accords garantissent aussi au créancier le droit du remboursement des dommages-intérêts et le droit d'exiger le paiement dans la monnaie du lieu de paiement.

Le président de la commission ayant élaboré ces projets était le Dr. H. Guisan de la Suisse, le rapporteur en était le juriste éminent en affaires monétaires, le professeur F.A. Mann.¹¹

V. Même si l'Institut ne l'a pas fait, l'Association a indubitablement effectué un travail utile dans le domaine de la solution de certains problèmes de base du droit financier international et il en est de même quant à la littérature plus récente dont les représentants les plus excellents sont Garelli (1899), Isay (1934), Chrétien (1953), Trotabas (1956), Lisovsky (1964) et Rovinsky (1965), alors que dans la littérature hongroise ce sont Meznerics (1969, 1972), Kövér, Wiesel (1961, 1965, 1967) et T. Nagy (1961, 1964, 1966). Mais ces travaux ne sont encore de loin suffisants, la majorité des problèmes théoriques de base n'est encore toujours pas résolue dans la littérature internationale.

Quels sont ces problèmes théoriques de base?

A mon avis le matériel du droit financier international devrait être étudié réparti en trois parties. Dans la première partie, la partie générale, il faut étudier les principes généraux, dans la partie seconde, la partie spéciale, les divers problèmes partiels du droit financier international, alors que dans la troisième partie, la partie du droit comparé, il faudrait étudier les solutions positives des divers systèmes de droit étrangers. A mon avis, il faudrait traiter dans la partie spéciale les problèmes du droit des impôts, en particulier des doubles impôts, du droit des douanes, du droit

¹¹ Les membres de la commission étaient: les deux Gutzwiller, Bernini, C.D. van Boeschoten, Colten, Curutchet, Dach, Duden, Evan, Gyselynck, Hahn, Hjerner, Meichsner, von Overbeck, Schnitzer, Vasseur (Report cit. p. 576).

des devises, la réglementation des paiements internationaux et des relations bancaires, en particulier le droit du clearing, le système international des comptes, les recours de droit internationaux, la coopération internationale monétaire, les institutions monétaires internationales,¹² la réglementation de la situation des non-résidents, de la reconnaissance dans les pays de la procédure des autorités et des tribunaux étrangers, de l'expansion à l'étranger du pouvoir financier, des investissements financiers effectués à l'étranger, les tendances visant l'uniformisation du droit.

VI. 1. En ce qui concerne la partie générale, le premier problème à résoudre est tout de suite *la définition de la notion du droit financier international*. Les différents auteurs déterminent la notion du droit financier international de façons diverses.

Tout d'abord il y a ceux qui ne reconnaissent pas *le caractère autonome en tant que branche de droit* du droit financier international. Ils le considèrent en tant que partie soit du droit financier interne, soit du droit public international, soit du droit de l'administration publique, soit du droit international privé.

Deuxièmement, il y a des auteurs qui limitent la notion du droit financier international au champ du *droit international des impôts*, alors qu'il en a d'autres qui tracent les limites de cette notion bien plus largement.

Troisièmement, les auteurs diffèrent aussi quant à la question, à savoir si la notion du droit financier international n'embrasse que les règles du *droit public international* ayant trait aux affaires financières, comme l'enseigne Chrétien, ou bien, en plus des règles du droit public international ayant trait aux affaires financières, elle comprend aussi les règles réglementant les rapports légaux des affaires financières étrangères *du droit au sein de l'État*, comme cela est enseigné par Lippert, Isay et Meznerics.

Quatrièmement, il y a des divergences parmi les auteurs au sujet de la question, à savoir si le droit financier international comprend seulement des normes de conflit (comme cela est par exemple enseigné par Morelli) ou tant *des normes de conflit que des règles réglementant directement le droit*, comme l'enseigne Lippert.

¹² En particulier le Fonds International Monétaire (IMF) (1944), la Banque Mondiale (IBRD) (1944) et les institutions associées: la Compagnie de Financement International (IFC) (1956) et l'Association du Développement International (IDA) (1960), la Banque des Paiements Internationaux (BIS) (1930), l'Organisation de la Coopération Economique en Europe (OEEC), L'Union Européenne des Paiements (EPU), la Convention Monétaire Européenne (EMA), qui remplaça l'EPU, la Banque des Investissements Européens du Marché Commun (OECD) (1957) et les banques de développement économiques des divers continents: la Banque de Développement pour l'Afrique, la Banque du Développement Economique pour l'Asie (1965). Parmi les organisations internationales des pays socialistes les plus importantes sont: la Banque de Coopération Economique Internationale (NGEB) (1963, le décret-loi hongrois No 2 de l'an 1968) et la Banque d'Investissements Internationaux (1970, le décret-loi No 7 de l'an 1971, Journal Officiel No 32).

comme en faisant partie, alors que d'autres, par exemple les auteurs allemands, l'excluent du domaine du droit international privé et le considèrent comme faisant partie du droit civil national.

Même à l'égard des méthodes à appliquer dans la science du droit financier international il n'y a pas de plein accord parmi les auteurs. Il y en a qui sont les partisans de l'application de la méthode déductive, il y en a d'autres qui sont les partisans de l'application de la méthode *inductive* et il y en a aussi (par exemple Isay) qui prennent position en faveur de l'application des deux méthodes.

A mon avis, la notion du droit financier international, en tant que notion du droit international privé et des droits associés, peut être déterminée plus *largement* et plus *étroitement*. Au sens plus *large* le droit financier international embrasse toutes les règles de droit réglementant les aspects internationaux du droit matériel et du droit de procédure du droit financier, alors qu'au sens plus *étroit*, il ne comprend que les règles de droit réglant directement et indirectement les conflits des règles juridiques du droit matériel et de procédure du droit financier international à côté du droit financier interne et on ne doit pas le limiter au territoire du droit international des impôts. Il faut traiter également les règles du droit financier international dans le domaine du droit public international et du droit constitutionnel interne, puis les normes de conflit et les règles de droit réglementant directement les droits, ainsi que les normes de conflit unilatérales et bi- ou multilatérales.

2. Tant dans le droit international privé que dans les autres branches «internationales» du système juridique il y a des *normes de conflit principales* et des *normes de conflit auxiliaires* (Hilfsnormen) qui servent à compléter les normes de conflit principales, et forment du point de vue de la logique une partie des premières. Et tout comme dans les autres branches «internationales» du système légal ici aussi il y a des normes de conflit *unilatérales* et *bi- ou multilatérales*. Au sein du droit

Cinquièmement, les auteurs ne sont non plus d'accord – notamment les auteurs qui reconnaissent que le droit financier international comprend également des normes de conflit – quant à la question si ces normes de conflits sont exclusivement des normes de conflit *unilatérales* qui ne déterminent que les limites de l'applicabilité de la *lex fori* et excluent la possibilité de l'application du droit financier étranger (comme cela est enseigné par Neumeyer, Isay, Batiffol et Chrétien) ou s'il s'agit aussi de normes de conflit *bilatérales* ou *multilatérales* qui déterminent non seulement la *lex fori*, mais aussi le droit financier *étranger* à appliquer.

Sixièmement, il y a aussi des divergences parmi les auteurs en ce qui concerne la question de savoir, quels sont les rapports entre le droit financier international et le droit dit de «condition des étrangers» (Fremdenrecht), que certains (par exemple les auteurs français) traitent dans le cadre du droit international privé et considèrent

financier international, intergouvernemental les normes de conflit sont en général *bi- ou multilatérales*, alors que dans le droit financier au sein de l'État la plupart des normes de conflit sont unilatérales car l'État ne détermine que la sphère de l'application des règles du droit financier de la *lex fori*, bien qu'il y ait ici aussi des normes de conflit bi- ou multilatérales et ainsi ici aussi il y a lieu d'appliquer le droit financier étranger, à savoir en particulier en ce qui concerne le jugement des conflits, des questions préalables, des dispositions limitant le commerce, des devises, ainsi que l'application des recours légaux du droit financier international.

3. *Les rapports du droit financier* réglementés par le droit financier international et contenant des éléments étrangers – tout comme dans les autres branches du système légal – peuvent être ramenés aux situations de base de la créance, de la puissance, de la dispense, du droit du débiteur, de la situation de l'expectative et de la possession. Et, tout comme partout ailleurs, les éléments de ces rapports légaux sont: 1. les *sujets* (autorités étatiques, organes monétaires et économiques, personnes privées et diverses personnes morales), 2. l'*objet direct des rapports légaux* (comportement et attitudes à intérêt financier et à caractère matériel et de procédure), 3. l'*objet indirect* (l'argent en tant que chose) et 4. la *teneur* (titres et obligations légales). Les comportements correspondant à l'objet direct des rapports du droit financier sont en partie des actes monétaires financiers internes entre les organes exerçant les attributions des autorités et en partie des actes monétaires et financiers extérieurs entre les autorités et les personnes privées (personnes morales), ce qui a comme explication que les rapports du droit monétaire et financier existent en partie entre les seuls organes exerçant les attributions des autorités et en partie d'une part entre les organes exerçant les attributions des autorités et d'autre part les personnes chargés des obligations légales monétaires.

4. Dans le domaine du droit financier international – semblablement au droit international privé et aux droits associés – nous distinguons des conflits de lois à *la première puissance et aux puissances supérieures*.

La réglementation des conflits des lois à la première puissance est effectuée ici aussi ayant recours aux *principes de rattachement* de la loi compétente à savoir tant dans la partie du droit intergouvernemental que dans la partie du droit constitutionnel interne du droit financier. Ces principes de rattachement de la loi compétente servent à déterminer la loi à appliquer. La différence ne consiste que dans le fait qu'ici, partiellement, les principes de rattachement de la loi compétente sont différents de ceux connus dans le droit international privé et dans les droits associés.

Au sein du droit financier international les principes de rattachement de la loi compétente sont différents suivant la question de savoir dans quelle partie du droit financier international il se présentent. Ils diffèrent également suivant cette question à l'égard de quel genre d'impôts sont-ils appliqués dans le droit international des

impôts. En ce qui concerne *les impôts généraux* qui reviennent à la charge du sujet des impôts sur la base des rapports personnels, des revenus ou des rapports patrimoniaux de la personne imposable et qui saisissent la sphère entière de celle-ci, les principes de rattachement de la loi compétente sont: le domicile, le lieu de séjour durable (permanent ou habituel), exceptionnellement la nationalité; au cas des personnes morales, le centre administratif, le lieu de l'entreprise, le siège statutaire et effectif. Pour *les impôts réels et les impôts matériels* (sachliche Steuern) qui reviennent à la charge des biens tels quels, les principes de rattachement sont: le lieu de l'objet de l'impôt, de l'immeuble, du bâtiment. Pour *les impôts partiels* (Teilsteuern) qui ne se trouvent qu'à la charge d'une partie de la sphère du sujet imposable, par exemple seulement à la charge de son revenu ou de ses biens «intérieurs», le principe de rattachement de la loi compétente est le rapport entre l'objet chargé de l'impôt et l'économie intérieure. Ce rapport est donné si l'immeuble se trouve à l'intérieur du pays; si l'entreprise industrielle ou les activités professionnelles non industrielles sont poursuivies à l'intérieur du pays; si le travail non indépendant est exécuté à l'intérieur du pays; si la créance chargée de l'impôt existe incorporée en tant qu'hypothèque sur un immeuble à l'intérieur du pays; ou si elle grève un débiteur domicilié à l'intérieur du pays. Les impôts incombant aux actions sont en relation avec l'économie de l'État du siège effectif de la société, et ceux incombant aux effets corporels mobiliers (espèces, bijoux, trésors, etc.) avec l'économie de l'État sur le territoire duquel ils se trouvent pas seulement d'une manière transitoire.

L'impôt de succession peut être formé sous différentes formes: ainsi sous la forme des impôts de droit ou de possession (Nachlass-Steuer ou Erbanfallsteuer) ou des échanges incombant au transfert des biens (Verkehrsabgabe). Ici le principe de rattachement de la loi compétente peut aussi correspondre au domicile du testateur ou de l'héritier ou au lieu de l'emplacement de la succession.

Au cas *des impôts de consommation* (Verbrauchssteuern) le principe de rattachement de la loi compétente peut être l'acte précédant la consommation, le lieu de la production, du mouvement, de la mise en circulation juridique de la marchandise. Pour *les impôts de circulation* (Verkehrssteuern) le principe de rattachement est le lieu des actes effectués à l'intérieur du pays, la *lex loci actus*.

En ce qui concerne *les droits et les taxes* à caractère plutôt économique, le principe de l'équivalence concrète (konkrete Äquivalenz) fait la règle d'une manière illimitée, et ici le principe de rattachement est constitué par le service accompli par l'organe de l'État ou par l'autorité; leur service constitue la contre-valeur du droit ou de la taxe. Souvent la question de la qualification pose ici des difficultés. Surtout en ce qui concerne la question de savoir si le service à la charge de la personne

doit être qualifié de paiement du droit, ou de la taxe ou de paiement de la contre-valeur selon le droit civil.

5. En ce qui concerne les conflits des lois à la *deuxième puissance*, ici aussi se pose – tout comme dans le droit international privé – le problème de la détermination de la loi compétente pour la *qualification* et pour la *question préalable*. Le problème du *renvoi*, le principe du *droit plus efficace (plus fort)*, le principe du *jugement multiple identique* et le principe du *dédoublement* des normes de conflit – principes qui jouent un rôle très important au sein du droit international privé – n'ont pas de portée pratique ici car ici les possibilités de l'application du droit financier étranger se trouvent en un cercle plus restreint. Cependant, là où ces possibilités sont données, ces problèmes peuvent avoir une grande importance et leur solution sera aussi la même que dans le cas du droit international privé et des autres droits associés.

Du point de vue de la détermination de la loi compétente pour la *qualification*, nous devons ici aussi faire une distinction entre le droit financier international, intergouvernemental et droit financier international en vigueur au sein de l'État. Dans le droit financier intergouvernemental – comme cela est observé par Isay d'une façon fort pertinente¹³ – «Sätze, die unabhängig vom positiven Finanzrecht der Staaten, deren Finanzgewalt abgrenzen, tragen ihre Begriffsbestimmungen in sich selber», ce qui veut dire qu'il faut déterminer la notion de l'impôt de revenu ou le domicile, mentionnés par exemple dans une convention internationale suivant le droit international public, sur la base de la règle intergouvernementale à appliquer, c'est-à-dire selon la *lex causae* et non pas selon la *lex fori*. Par contre, dans le droit financier international en vigueur au sein de l'État – tout comme dans le droit international privé et les droits associés – s'il faut qualifier une *situation effective*, un principe de rattachement de la loi compétente ou une autre notion juridique se trouvant dans la règle de conflit ou dans le texte de la règle réglementant directement le conflit des lois, comme par exemple la qualité mobilière ou immobilière de l'objet de l'impôt, ou encore le domicile, le siège du sujet imposable, la relation de l'objet chargé de l'impôt avec l'économie intérieure, le lieu des actes exécutés, la qualification aura ici aussi lieu en deux phases, principalement selon la *lex fori* et secondairement selon la *lex causae*. Or, s'il faut qualifier une *disposition d'une règle de droit étrangère* ou une *institution légale étrangère*, par exemple un trust, ceci se fera également en quatre phases, primaire est la *lex causae*, secondaire la *lex fori*, tertiaire la *lex fori* et quaternaire la *lex causae*. Ici aussi peut se poser la nécessité de la correction de la qualification et de la qualification subsidiaire: l'application des

¹³ ISAY: *Internationales Finanzrecht*. 1935. p. 57.

principes de l'adaptation, de la substitution, de la transposition, de l'absorption et de la réparation.

6. Tout comme relativement à la question de la qualification à la *question préalable* aussi ce sont les mêmes principes qui devront être appliqués que ceux appliqués dans le droit international privé, dans le droit international du travail ou dans le droit international de la procédure civile.

Comme selon la conception juste, la *question préalable* doit être jugée dans le droit international privé et dans ses droits frères non pas selon les règles de conflit de la *lex fori*, il faut appliquer les mêmes lois dans le domaine du droit financier international aussi. Lorsqu'on veut décider une question du droit financier international, une question préalable peut être, en dehors d'une question monétaire, également une question ayant trait au droit civil, au droit de famille, au droit de travail, au droit de procédure civile, au droit de l'administration publique, au droit pénal, et dans ces cas il faut trancher la question préalable selon la loi compétente suivant la règle de conflit du droit international privé, du droit international de travail, du droit de procédure civile international, du droit international de l'administration publique ou du droit pénal international du forum. Dans le cas, par exemple, de l'imposition des revenus étrangers de l'épouse d'un sujet imposable, la question de savoir si le mariage conclu par la femme avec le sujet imposable doit être considéré comme un mariage valable, ou dans le cas où l'impôt de succession doit être évalué selon la *lex domicilii* de l'héritier (la question de savoir) considéré comme l'héritier du testateur, ces questions seront décidées selon la règle de conflit du droit international privé du forum.

V. Tout comme dans les domaines du droit international privé et des droits associés, dans le droit financier international il peut également se produire que l'application de la loi étrangère est *exclue* sur la base de la *clause de l'ordre public*. De même, tout comme dans le droit international privé et dans les droits associés, peuvent également se produire dans le droit financier international des cas de l'*exclusion* des règles du droit fiscal international par suite de la *fraude à la loi*, de la *fraus legis*, et la question se pose, comment faut-il juger ces cas. La solution sera la même que celle du droit international privé, du droit international du travail et du droit de procédure civile international, car ici il ne faut non plus considérer la notion de la fraude à la loi comme une notion autonome à côté du cas de l'application du principe de l'ordre public, comme un cas autonome de l'exclusion du droit étranger, des juridictions législatives et des tribunaux étrangers.

VII. Comme cela est manifeste de ce que nous venons de dire la *solution des conflits des règles de droit se trouve en général dans les domaines des différentes branches du système légal sous le règne de principes similaires*. Ceci est également valable quant à la solution des conflits des règles du droit financier international.

Cela revient à dire qu'en général les problèmes fondamentaux du droit financier international sont similaires aux problèmes fondamentaux du droit international privé, du droit international du travail, du droit de la procédure civile internationale, du droit constitutionnel international, du droit international de l'administration publique, du droit pénal international et du droit de procédure pénale internationale et que leurs solutions sont également semblables. Jusqu'à présent la littérature n'a pas pris compte de ce fait. Ceci, bien entendu, ne veut pas dire que les modalités de la solutions des problèmes sont entièrement *identiques* lorsqu'il s'agit des conflits des règles de droit dans les diverses branches du système juridique. Ceci ne pourrait être possible, car il existe des différences essentielles quant à la nature juridique des diverses branches du droit, mais cela veut bien dire que la grande majorité des problèmes est *semblable*.

Or, la science du droit financier international a un problème qui est exclusivement son propre problème, dont la solution est plus importante que toute autre chose, à savoir le renforcement de la coopération financière et monétaire parmi les différents pays, et dans un avenir plus lointain, la réalisation de l'intégration monétaire, l'établissement d'une monnaie internationale uniforme est probable. De ce point de vue le système des SDR (Special Drawing Rights), le système «*or-devises-SDR-standard*» sont d'une importance toujours croissante.¹⁴ Pourtant Henri Guisan, le conseiller juridique de la Banque Internationale des Paiements de Bâle, de la BIS, et le président de la commission juridique monétaire de l'ILA, cite dans un nouvel article d'une portée fondamentale la constatation de Thomas d'Aquino: «Le prince doit procéder avec la plus grande modération quand il s'agit de changer le poids ou le tire de la monnaie: c'est un tort qu'il fait à son peuple, puisque la monnaie est la mesure des choses – un changement des espèces a les mêmes effets qu'un changement dans les poids et les mesures».¹⁵

Je ne voudrais ajouter à cette citation qu'à une excursion organisée au cours de la session en septembre 1973 de l'Institut de Droit International j'ai eu l'occasion de faire connaissance de l'histoire et de la mythologie merveilleuse des Étrusques. J'ai appris que *Nortia*, la déesse mystérieuse du destin, qui est cachée des hommes par un voile et qui règne sur l'espace et le temps, domine aussi la solution des conflits des règles de droit dans l'espace et dans le temps. J'ai appris que dans les temples de *Nortia*, au terme de chaque année célébrée solennellement, on enforçait un clou dans le mur et ceci avait une signification magique, car en dehors que ceci était la base du tableau du temps cela signifiait aussi que parmi les problèmes non résolus au

¹⁴ MEZNERICS: op. cit. p. 576.

¹⁵ GUIBAN: op. cit. p. 278.

cours de l'année passée il sera possible d'en résoudre quelques-uns au cours de l'année suivante.

J'ai essayé d'enfoncer un tel clou, par cette étude modeste, dans le bâtiment du droit financier et monétaire international et peut-être la découverte des traits parallèles entre les principes du droit international privé, des droits associés et du droit financier et monétaire international pourra contribuer par un petit pas à la solution des problèmes théoriques généraux du droit financier et monétaire international.

Grundprobleme der internationalen Finanzrechtswissenschaft

I. SZÁSZY

Im ersten Teil (I) der Abhandlung beschäftigt sich der Verfasser mit der rechtlichen Natur der verschiedenen Rechtskollisionen d.h. mit der rechtlichen Natur der räumlichen und zeitlichen, sowie von Raum und Zeit unabhängigen Kollisionen, nämlich mit der interpersonalen, intersystemaren, interinstitutionellen und interindividuellen Normenkollision. Im folgenden beschreibt er die geschichtliche Entwicklung der Lösungen dieser Kollisionen im Zivil- und Handelsrecht (II) und auf dem Gebiete des Finanzrechts (III). Der Verfasser hebt die Bedeutung der wissenschaftlichen Tätigkeit des *Institut de Droit International* und der *International Law Association* hervor (IV) und analysiert die grundsätzlichen theoretischen Fragen (V) und die Grundprinzipien (VI) des internationalen Finanzrechts. Im Teil VII untersucht der Verfasser die Bedingungen der Anwendung der Vorbehaltsklausel im internationalen Finanzrecht. Im letzten Teil (VIII) werden die Bedingungen zur Schaffung bzw. Emission eines internationalen Geldes besprochen.

Основные проблемы науки международного финансового права

И. САСИ

В первой части статьи автор обрисовывает правовую природу различных видов коллизий норм права, правовую природу коллизий во времени, интертемпоральных, зависимых и независимых от времени коллизий, а именно — межперсональных, межсистемных, межиндивидуальных и между институтами коллизий норм права. В дальнейшем он излагает историческое развитие решения коллизий норм права в области гражданского (ч. II) и торгового права (ч. III). Он подчеркивает значение научной деятельности Института международного права и Ассоциации международного права (ч. IV), и подвергает анализу основные вопросы (ч. V) и принципы (ч. VI) международного финансового права. В VII части автор изучает условия применения клаузулы общественного порядка в международном финансовом праве, а в последней (VIII) части — условия создания международной валюты.

Über den rechtlichen Mechanismus der europäischen wirtschaftlichen Kooperation auf Unternehmensebene

F. MÁDL

Professor an der Fakultät für Staats- und Rechtswissenschaften der „Eötvös Loránd“ Universität zu Budapest

1. Einleitende Bemerkungen

2. *Über Regelungssysteme der internationalen Beziehungen der Unternehmen und die Aufgaben im allgemeinen.* 2.1. Heutige wirtschaftliche und geschichtliche Bedingungen der Regelungsformen 2.2. Die Tendenz des einheitlichen internationalen Handelsrechts (lex mercatoria) 2.3. Heutiger Stand der verschiedenen Regelungssysteme (Regelung im internationalen Privatrecht, internationalen materiellen Recht, innerstaatlichen Recht, die Vertragspraxis, usw.) und die wichtigeren Aufgaben

3. *Einige konkrete rechtliche Formen der internationalen Unternehmensbeziehungen in den entwickelten kapitalistischen Ländern und das ungarische Recht – Lage und Aufgaben.* 3.1. Abgrenzung 3.2. Katalog der wichtigeren rechtlichen Formen 3.3. Über Katalog und Aufgaben in größeren Zusammenhängen 3.4. Lage und Aufgaben in den einzelnen Verbindungsformen (internationaler Kauf, Investitionen, Kooperations- und Kartellverträge, Leasing, Switch, internationale wirtschaftliche Vereinigungen im Westen und in Ost-West Relation)

4. *Äußere Regelung und Gestaltung der internationalen Unternehmensbeziehungen in staatlichen und internationalen Rahmen.* 4.1. Funktion 4.2. Katalog der äußeren Regulierungssysteme (in den innerstaatlichen Rechten, bilateralen und multilateralen Vereinbarungen, im rechtlichen Mechanismus)

1. Einleitende Bemerkungen

1.1. Das Buch „*Coexistence and commerce*“ ist ein außerordentliches Werk, ein richtiges Ereignis in den Ost-West Beziehungen – schreibt J.J. Servan-Schreiber (Verfasser des „*Défi américain*“). „Eine erregende Analyse, Vergegenwärtigung einer neuen politischen Auffassung“ sagt Edward Kennedy und Giovanni Agnelli (Generaldirektor der Fiat Werke). „Hochwertige Schöpfung für all diejenigen, die in den internationalen wirtschaftlichen Beziehungen Verantwortung tragen,“ stellt II Henry Fort fest. „Nixon in China, Nixon in der Sowjetunion, Europa selber ist in der Bewegung dieses Verhältnisses der Großmächte Schauplatz großer Umwandlungen, wo Offiziere und Soldaten, Wissenschaftler und Minister, Generaldirektoren und Zollbeamten sich selbst fragen: welche Strömungen in diesem Bouleversement des internationalen Wirtschaftslebens den Hauptstrom der Entwicklung

ergeben“ – formulieren andere, als sie das 1972 auch englisch und französisch erschienene Buch von S. Písar werten.¹

Dieses symbolische Schnellinterview in Verbindung mit Píсарs Buch ist für uns nicht deshalb bedeutend, weil wir die Richtigkeit seiner Grundthese – wonach wir nämlich Zeugen der Entwicklung einer neuen Epoche auf dem Gebiet der Ost-West Kontakte in den wirtschaftlichen Beziehungen sind – mit diesen Zitaten belegen wollten oder müßten. Vielmehr will es bloß andeuten, daß dieser historische Vorgang auch von der anderen Seite wahrgenommen wurde, und die Anpassung an diese Erscheinung begonnen hat. Freilich wird auch dieser Aufsatz sich mit zahlreichen Fragestellungen von Píсар und damit vom Westen befassen, es handelt sich ja hier um ein Gespräch über ein Thema, bei dem der andere Partner letzten Endes – symbolisch gesagt – Píсар ist, bzw. alle diejenigen, die die internationalen Realitäten beachtend, wohlwollend und mit wissenschaftlicher Objektivität am Gespräch teilnehmen wollen, das durch die Geschichte auch denen aufgezwungen wird, die es ablehnen möchten.

Aufgrund oder am Ende der wirklich erregenden Analysen von Píсар steht quasi als „*ceterum censeo*“, das er mit dem Postulat ausdrückt, daß man um die „*pax mercatoria*“ der modernen Zeit (also für den Frieden des neuzeitlichen Welthandels) mit leidenschaftlicher Hingabe ständig kämpfen muß. Im Zeichen dieser Studie können wir auch hinzufügen, daß dieses Postulat letzten Endes auch zur Entstehung eines neuen „*lex mercatoria*“ zu führen hat, das als zeitgemäßes Recht des Welthandels verwendbarer sein wird, als das heutige. Unsere Studie versucht über die Problematik – die bestehende Lage und die entsprechenden Aufgaben – eine zusammenfassende Übersicht zu bieten.

Nach obiger Eröffnung würde es als natürlich erscheinen, daß es auch aus der Position der sozialistischen Praxis und Theorie zur Wertung der Entwicklung der Ost-Westbeziehungen im Wirtschaftsleben kommt. Diese Studie setzt jedoch die wirtschaftlichen und politischen Interessen bezüglich der Entwicklung dieser Beziehungen bloß voraus, ohne sie zu erörtern. Ebenso auch diejenigen objektiven Erscheinungen und Gesetzmäßigkeiten, die die objektiven Rahmen und Determinanten der weiteren Entwicklung und der Optimalisierung der rechtlichen Lenkungssysteme darstellen (Einheit des Weltmarktes, die allmähliche Internationalisierung der Technologie, Produktion und Verwertung, Fortschritt der internationalen Arbeitsteilung, die friedliche Koexistenz, die auch heute starke wirtschaftliche Interdependenz, die ein Drittel ausmachende Beteiligung der nicht-sozialisti-

¹ PÍСAR, S.: *Transactions entre l'Est et l'Ouest*. Préface de V. Giscard d'Estaing. Paris, Dunod, 1972., p. 335. Das Buch wurde englisch mit dem Titel *Coexistence and commerce* verlegt. Die angeführten Würdigungen sind in den Presseinformationen des Verlages zu finden, die zum Werk veröffentlicht wurden.

schen Länder im ungarischen Außenhandel, wirtschaftspolitische Normen über Wichtigkeit und Entwicklung der Ost-Westbeziehungen, die in grundlegenden Dokumenten hier im Lande und im RGW formuliert wurden, usw.)

1.2. Die Studie berührt diejenigen Formen der wirtschaftlichen Kooperation nicht, die zwar teils oder in Gänze dem Bereich des operativen Wirtschaftens angehören, jedoch in staatlich-staatsrechtlichen Rahmen funktionieren (z.B. das Concorde-Programm, regionale Entwicklung mit staatlichen Investitionen und finanzieller Unterstützung, Projekte für Energetik, Fernmeldetechnik und andere Kooperationszwecke, ELDO usw.).

1.3. Die Studie sucht, wie schon erwähnt, eine zusammenfassende Übersicht zu bieten. In diesem Rahmen konzentriert oder orientiert sie sich meistens auf diejenigen rechtlichen Formen, Lenkungssysteme und Konzeptionen, möglichen Lösungsvarianten und als zweckmäßig erscheinenden Schritte, die mit den wirtschaftlichen Operationen zwischen Ost und West a) im Westen, b) in den sozialistischen Ländern, insbesondere in Ungarn, bzw. c) in internationalen Organisationen entstandenen oder entstehenden Rechtsstoffen zusammenhängen.

Ihrer ursprünglichen Zielsetzung und ihrem Gepräge entsprechend ist die Studie keine monographische Darstellung. Fußnoten werden im allgemeinen weggelassen; grundsätzlich ging sie davon aus, daß diese Arbeit in vielen Hinsichten nur eine Zusammenfassung von Problemen bezweckt, die andere Verfasser dargelegt haben und auch von Lehrbüchern bekannt sind, die hier – oft nur in kurzer Form berücksichtigt werden; monographische Bearbeitungen dieser Probleme (hier nur Teilprobleme) wird der Leser in entsprechenden Quellen der Fachliteratur finden. Dies gilt insbesondere für diejenigen Fragen, deren tiefere Analyse im mitveröffentlichten Aufsatz von L. Sólyom gleichfalls nicht zu finden ist;² diese zwei Studien hatten nämlich zusammen das Ziel, ein Gesamtbild von den rechtlichen Fragen der Unternehmensbeziehungen zwischen Ost und West – auf dem Niveau der erwähnten umfassenden Übersicht – zu geben.

2. Über Regelungssysteme der internationalen Beziehungen und die Aufgaben im allgemeinen

2.1. *Heutige wirtschaftliche und geschichtliche Bedingungen der Regelungsformen.* Als Prämisse der klaren und vom Gesichtspunkt der sozialistischen Wissenschaft 'zeitgemäßen' Auffassung der Einheit und Verschiedenheit der

² SÓLYOM, L.: *Rechtliche Formen der RWG und die Unternehmensbeziehungen zwischen Ost und West.* Acta Juridica, 1–2/1976. p. 73–97.

Regelungssysteme müssen die Gesetzmäßigkeiten und objektiven Realitäten der wirtschaftlichen Entwicklung dienen. Das Wesen dieser Vorbedingung ist, daß wir unter Umständen der relativen Einheit der Weltwirtschaft bzw. des Weltmarktes leben. Damit wird gemeint, daß während die Weltwirtschaft und der Weltmarkt früher von der Vorherrschaft des kapitalistischen Privateigentums gekennzeichnet wurden, (die Internationalisierung der wirtschaftlichen Beziehungen nach den bekannten Bewegungsgesetzen des Kapitals), hat das Erscheinen der Sowjetunion, später der neu entstandenen sozialistischen Staaten nach dem zweiten Weltkrieg den Weltmarkt hinsichtlich der Eigentumsgrundlage verdoppelt. Es ist auch der sozialistische Weltmarkt entstanden. Nach dem zweiten Weltkrieg ist aber auch das System der offenen Kolonisierung zusammengestürzt und die so entstehende dritte Welt brachte ein weiteres neues Element in das ganze Gefüge des Weltmarktes. Diese „Welten“ sind heute – nach der Periode des auf gegenseitige Liquidierung oder Zusammenbruch orientierten kalten Krieges, aufgrund der technologischen, wirtschaftlichen Gegenseitigkeit sowie des allgemeinen Zusammenhanges des Weltverkehrs – im durch die friedliche Koexistenz gekennzeichneten Zeitabschnitt, der neben verschiedenen Formen des Kampfes das Element der aktiven wirtschaftlichen Kontakte, sogar Zusammenarbeit in den Vordergrund stellt. Dieser Welthandel hat das Gewicht der technologischen, fallweise sogar der Produktions- und Verwertungsinterdependenz so bedeutend erhöht, daß ein plötzlicher Rückfall derer sozusagen unvorstellbar ist und den einzelnen Volkswirtschaften ernste Schäden zufügen würde. Eine andere Seite dieses Vorganges besteht darin, daß die Interdependenz und internationale Zusammenarbeit eben auf unserem Kontinent – bei Aufrechterhaltung des Grundsatzes des Nationalstaates – auch in einer qualitativ neuen Form erschienen sind, nämlich in der wirtschaftlichen Integration, die sich zuerst in theoretischen, heute aber in wirklichen, in Regelungssystemen institutionalisierter Form entfaltete, bzw. in weiterer Entfaltung begriffen ist und wir werden wahrscheinlich in absehbarer Zeit Zeugen der Institutionalisierung des Verhältnisses der Integrationssysteme zueinander sein.

2.2. *Die Tendenz des einheitlichen internationalen Handelsrechts (lex mercatoria).* Das rechtliche Regelungssystem der internationalen Unternehmensbeziehungen müssen wir – aufgrund der im vorherigen umrissenen relativen Einheit und Entwicklung der Weltwirtschaft aufgefaßt – mit folgenden Eigenheiten sehen, bzw. weiterbauen wollen. Die internationalen Unternehmensbeziehungen, die spezifischen Verkehrsverhältnisse des Außenhandels im allgemeinen, die Natur der Ware, die meistens gleiche oder ähnliche Bedingungen und Kanäle notwendig macht, die sich an den relativ reibungslosen internationalen Waren- und Geldverkehr knüpfenden (kaufmännischen) und mikrostrukturellen (staatlichen) Interessen haben in den Regelungsmechanismus des internationalen Handels immer eine

Art Anspruch auf innere Harmonie hineingebaut. Geschichtlich betrachtet war es die *lex mercatoria*, die das für Vermittlung des internationalen Warenverkehrs geeignete modernisierte römische Recht an Stelle der Landesrechte von Regionen verschiedener Gesellschaftsordnung am Anfang der Neuzeit gesetzt hat. In der Gesamtheit der rechtlichen Regler des internationalen Handels verschiedenen Ursprungs – also auch im abgesonderten innerstaatlichen Handelsrecht der nach Nationalstaaten gebildeten staatlichen Rechtssysteme – sind immer mehr Elemente der neuzeitlichen *lex mercatoria*, des *law merchant* erschienen. Mit dem Erscheinen des Sozialismus als Weltsystem und dessen zunehmender Geltung in den internationalen Wirtschaftsbeziehungen entwickelt sich dieser Vorgang im sich geschichtlich gestaltenden Verhältnis der Rechtssysteme, die durch verschiedene Gesellschaftsordnungen bestimmt, auf verschiedenen Eigentumsgrundlagen beruhen. Einerseits sind die sozialistischen Staaten entweder Mitglieder von zahlreichen internationalen Abkommen handelsrechtlichen Inhalts geblieben, oder sind früheren Verträgen beigetreten. Andererseits bauten sich die fördernden objektiven Elemente der internationalen Harmonisierung oder Vereinheitlichung in bezug auf die zivilrechtlichen Institute der internationalen Wirtschaftsbeziehungen auch in die sozialistischen Rechte ein. Dieser Vorgang wurde durch solche Faktoren bedingt, wie die Warenverbindungen der sozialistischen Staaten untereinander, bzw. die Eigenarten des Warenverkehrs zwischen Ost und West, die erwähnte eigenartige Natur und Wirkung des internationalen Warenverkehrs, in zahlreichen Fällen das gleichentwickelte Gepräge und gleiche Fragestellungen der modernen Warenverkehrsverhältnisse (Verkehr, Transport, Atomenergie, Geldverkehr usw.). Heute sind wir Zeugen der Entfaltung dieses Prozesses, während aber die Auflösung der die Eigentumsverhältnisse direkt ausdrückenden oder schützenden Grundinstitute nicht in Frage kommt und neben der Stärkung des erwähnten Vorganges auch nicht in Frage kommen muß.

2.3. *Heutiger Stand der verschiedenen Regelungssysteme (Regelung im internationalen Privatrecht, internationalen materiellen Recht, die Vertragspraxis usw.) und die wichtigsten Aufgaben.* Das *ius gentium* der internationalen Wirtschaftsbeziehungen ist jedoch weit davon, daß es eine Art einheitliches Welthandelsrecht werde (*einheitliches Recht des Welthandels*, wie es viele in der westlichen Literatur einzustellen glauben). Die in den Widersprüchen der sich absondernden nationalen Rechtssysteme, bzw. der Länder verschiedenen gesellschaftlichen Systems tatsächlich zustande gekommenen Regelungssysteme sind kurz im folgenden zusammenzufassen:

2.3.1. Die als allgemein geltende Form stellt – wenigstens von der Seite der Wirkungen und Ausdehnung der rechtlichen Regelung – die sogenannte mittelbare, indirekte Regelung der Rechtsverhältnisse des Handels dar. Jede konkrete

internationale wirtschaftliche Operation bringt den Konflikt der inneren rechtlichen Regelungssysteme der teilnehmenden Parteien mit sich (*conflicts des lois*). Die mittelbare Regelung (Kollisionsrecht) gibt im Bereich der verschiedenen Rechtsverhältnisse Antwort darauf, welches materiell-rechtliche Regelungssystem der am Konflikt beteiligten nationalen Rechte anzuwenden ist (z.B. das Recht des Verkäuferlandes, des Käufers, oder des Ortes wo der Vertrag zustande kam usw.).

Dieser kollisionsrechtliche Rechtsstoff stellt auch binnen der einzelnen Länder ein positives Recht dar, das entweder im Wege der inneren Gesetzgebung oder des Gewohnheitsrechtes gebildet und entwickelt wird. Nachdem jedoch die Kollisionsrechte je nach den Ländern abweichen, sind mindestens zur internationalen Vereinheitlichung von diesen zahlreiche internationale Abkommen zustande gekommen (z.B. mit dem Zweck, daß jedes beitretende Land dasselbe Recht, gegebenenfalls die Anwendung des Rechtes des Verkäuferlandes und keine Rechte unter irgendeinem anderen Rechtstitel vorschreibe). Auch auf diesem Gebiet gibt es noch viel zu tun. Es kann kaum ein prinzipielles Gegenargument genannt werden, im Gegenteil: wirtschaftliche und rechtspolitische Interessen sprechen dafür, daß wir die Schwierigkeiten diesbezüglich, also die Schwierigkeiten der internationalen Harmonisierung vermindern. Ungarn hat bis heute kein kollisionsrechtliches, das heißt IPR-Gesetz, obgleich es seit Jahren über Entwürfe verfügt und dies vom Gesichtspunkt der konkreten Rechtsanwendung aus, insbesondere jedoch im Interesse des Ansehens und der internationalen Reputation unserer rechtlichen Regelungssysteme wünschenswert wäre. Die Sowjetunion (1961) und auch andere sozialistischen Länder (Tschechoslowakei 1963, Polen 1965, DDR 1975) haben ihr diesbezügliches Gesetz geschaffen, wodurch ihr Recht nach außen bekannt, ihre konkreten Regelungsnormen für den internationalen Verkehr stabiler geworden sind.

Die sozialistischen Staaten (so auch Ungarn) haben auf dem Gebiet der internationalen Vereinheitlichung einerseits im Wege ihrer Rechtshilfeverträge, andererseits im Rahmen ihrer Handelsabkommen bilaterale Schritte getan. Diese führten jedoch – ohne besondere prinzipielle Gründe – auch für identische Rechtsinstitute (z.B. juristische Persönlichkeit der Unternehmen) je nach der Relation in vielen Fällen zu abweichenden Regelungen. Die Aufgabe besteht hier – beim Abschluß von neuen Abkommen – in der sukzessiven Steigerung der Übereinstimmung bis zum möglichen Maße. Multilateral vereinheitlichte kollisionsrechtliche Normen gibt es nur fallweise, in den Schlußbestimmungen der unter Punkt 2.3.2. angeführten Abkommen. Schon früher sind jedoch die Haager Abkommen für Internationales Privatrecht (1951) zustande gekommen, die für die meisten Verhältnisse des internationalen Verkehrs eine einheitliche Kollisionsrege-

lung schaffen. Sowohl die westliche wie auch die sozialistische Fachliteratur betont, daß der Beitritt in immer größerer Zahl wünschenswert wäre.

Es könnte erwogen werden, daß die RGW-Länder die Vereinheitlichung ihres Kollisionsrechtes in der Form eines internationalen Vertrages anstreben (wie z.B. auch die lateinamerikanischen Länder im *Bustamante-Kodex*). Auch dafür könnten formelle Argumente sprechen. Inhaltlich betrachtet bietet dies doch nicht die beste Lösung des Problems. Einerseits weil in bezug auf den wirtschaftlichen Verkehr zwischen den RGW-Ländern ein einheitliches Recht von mehr entwickelter Form besteht (siehe unten 2.3.2.), andererseits weil das erwähnte Haager Abkommen und das internationale Privatrecht der sozialistischen Länder in meisten Fragen voneinander grundsätzlich nicht abweichen, also die universelle Vereinheitlichung möglich ist; ein separates RGW-Abkommen würde nur eine besondere RGW-Form in Fragen zustande bringen, in denen auch eine größere Einheit und eine vom Aspekt Ost-West im Grunde homogene Regelung möglich und wünschenswert ist.

2.3.2. Das kollisionsrechtliche Regelungssystem hebt jedoch die tatsächlich-inhaltlichen Regelungen nach den abweichenden Rechtssystemen nicht auf, im Gegenteil, der „Rechtsprechungskriegszustand“ der einzelnen Länder wird dadurch – durch die abstrakten, hin- und zurückweisenden IRR-Normen – nicht nur kanalisiert, sondern in vieler Hinsicht auch noch verworrener gemacht. Parallel mit der international-privatrechtlichen Kanalisation entstand daher die internationale *Vereinheitlichung der direkten Regelung der internationalen Verkehrsverhältnisse*, die sogar immer stärker wird. Das Ergebnis dieser Bestrebung ist, daß die gleiche materielle Regelung auf das gegebene konkrete Rechtsinstitut (z.B. den internationalen Warenkauf) bezüglich solcher Staaten Anwendung findet, die dem vereinheitlichenden Dokument (Konvention, Union, Vertrag, Abkommen) beitreten.

Nachdem die Vereinheitlichung der kollisionsrechtlichen Normen die Ordnung der inneren materiellen Normen nicht berührt, diese zweite harmonisierende Tendenz aber umso mehr, tauchen hier die meisten prinzipiellen Fragen auf: einerseits gewisse nationale Traditionen und dogmatische Bindungen, andererseits jedoch, wieweit man die das Recht bestimmenden Abweichungen der gesellschaftlichen Ordnungen zugunsten der Einheit und damit verknüpften Interessen aufgeben kann.

Es ist natürlich selbstverständlich, daß – wie der wohlformulierte Spruch lautet (s. im Aufsatz von L. Sólyom) – nicht der Schwanz den Hund wedelt, also daß die zugrunde liegenden gesellschaftlichen Interessen primär und bestimmend sind.

Neben der prinzipiellen Klarheit muß man jedoch darauf achten, daß wir nicht auch dort durch das gesellschaftliche System bedingte Schranken sehen, wo Gebundenheiten anderen Ursprungs wirken, die vielleicht auflösbar sind. Wir müssen des weiteren vor Augen halten, daß auch das Recht eine gewisse relative

Selbständigkeit hat, womit es die Entwicklung auch einschränken, andererseits aber durch den Einsatz von zeitgemäßen Lösungen die Verwirklichung der wirtschaftlichen und wirtschaftspolitischen Interessen weitgehend fördern kann, daß also das Recht auch die Rolle des Katalisators zu erfüllen habe. Der richtige *approach* ist also ungefähr folgendermaßen zusammenzufassen: wo die einheitliche oder harmonisierende Regelung durch objektive Grundfaktoren der Regelung der mikrostrukturellen internationalen Wirtschaftsbeziehungen (Waren-, Geld- und andere Verkehrsbeziehungen, primäre Rolle der Produktivkräfte z.B. im Luft- oder anderen Transport usw.) unbeschadet der Eigentumsverhältnisse und der grundlegenden Prinzipien möglich ist, müßte die im allgemeinen einheitliche oder harmonische Regelung (Teilnahme an der konkreten universellen Rechtsvereinheitlichung) angestrebt werden, ohne durch Aufstellung von besonderen sozialistischen Modellen die Regelungssysteme zu verdoppeln; damit würden wir nämlich die ohnehin komplizierte Rechtslage weiter differenzieren, das auch für die sozialistischen Staaten nachteilig ist, andererseits zum *ius peregrini* führen könnte, das in der internationalen Rechtspraxis im allgemeinen negativ aufgefaßt wird und die Schaffung von besonderen Rechtsnormen diskriminativen Charakters für die Ausländer bedeutet.

Der Bereich der abweichenden Regelung soll in den internationalen Unternehmensbeziehungen dort aufrechterhalten bleiben, wo dies zum Schutz der sozialistischen Eigentumsverhältnisse und anderer wirtschaftspolitischen Interessen begründet ist. In diese Kategorie – hauptsächlich in die letztere – gehört die Gesamtheit derjenigen Normen, die die wirtschaftlichen Integrationen zustande bringen und funktionieren lassen. Auch hier weist jedoch mit Recht die Fachliteratur auf die Tatsache richtig hin, daß z.B. die sozialistische wirtschaftliche Integration nach außen offen ist, wie auch einige ihrer geplanten Rechtsinstitute offen sind (vgl. zahlreiche Punkte des „Komplexen Programms“, z.B. Kapitel VIII. über die internationalen wirtschaftlichen Organisationen); das bedeutet – wie die Fachliteratur richtig feststellt – daß sogar die auszuarbeitenden rechtlichen Formen der im Rahmen der Integration geplanten Unternehmensbeziehungen inhaltlich – dem Wesen nach – nicht einmal besondere sozialistische und dann wieder abweichende Ost-Westformeln zu sein haben, sondern wie möglich die Elemente der allgemeineren Einheit bewahren sollen, während die je nach den Mitgliedsstaaten wechselnd abweichenden Elemente im Kreise des Besonderen und des Individuellen, das heißt im Rahmen der besonderen und individuellen Operationen zu erscheinen haben.

Über das Normkomplex der Integration hinaus erwiesen sich besondere RGW-Regelungen (also keine allgemeinen völkerrechtlichen Rechtsgebilde) als notwendig und werden auch weiterhin benötigt, die aus wirtschaftspolitischen Erwägungen stammen, daß nämlich auf dem gegebenen Gebiet eine allgemeine

Regelung aus verschiedenen eventuellen Gründen nicht zustandekam, ohne daß grundsätzliche Gegensätze dies verhindert hätten. So waren die Allgemeinen Lieferbedingungen (das einheitliche Recht des Warenkaufs der RGW-Länder) auch deswegen notwendig, weil weder im internationalen Recht, noch in den innerstaatlichen Rechten der RGW-Länder ein modernes internationales Kaufrecht zu finden war. Die obigen Grundsätze der Präferenz des Harmonisierungsprozesses sind jedoch auch für die zukünftige Entwicklung solcher Rechtsstoffe gültig.

Was nunmehr in Verbindung mit den gesagten unsere Lage und Aufgaben des näheren betrifft, werden wir nachstehend auch noch im Kreise der einzelnen konkreten Rechtsinstitute erörtern (Punkte 3.1. – 5). Hier zur kurzen Charakterisierung der Lage nur soviel: Da die ungarische Regierung zur Weiterentwicklung der äußerst verzweigten und auch organisatorisch komplizierten, teils kaum erfolgreichen Kodifikation des internationalen Handelsrechts das Einschreiten der Vereinigten Nationen vorschlug, und in diesem Rahmen (UNCITRAL) eine Zusammenstellung darüber ausgearbeitet wurde, was alles zu diesem Gebiet gehört und der Entwicklung bedarf, faßte die Liste der Verträge und Vertragsentwürfe Hunderte der vorgeschlagenen Themen zusammen. Der Bereich der zu bearbeitenden Gebiete erstreckte sich von den Agenden der UNCTAD bis zu den Unionen für gewerblichen Rechtsschutz, vom GATT bis ULIS, von Rechtshilfeabkommen bis zum Komplexen Programm, von den Arbeiten des UNIDROIT bis zur Tätigkeit der Haager Konferenz, von der handelsrechtlichen Aktivität der allgemeinen zwischenstaatlichen Organisationen bis zu den Dokumenten der regionalen Organisationen zu den Themen dieser Art.

Die Tätigkeit der *international legislation* ist auf diesem Gebiet eine lebhaft, progressive Erscheinung, an der Ungarn, gleich wie die sozialistischen Staaten im allgemeinen einen regen Anteil nimmt. Es scheint uns jedoch, daß unsere, durch die im vorhergehenden dargelegten Aspekte bedingte aktive Mitwirkung eine größere und mehr koordinierte Anstrengung benötigte.

2.3.3. Eine dritte Kategorie der Regelungssysteme umfaßt *die den internationalen Handel betreffenden Normen der innerstaatlichen Rechte der einzelnen Staaten, bzw. deren Gesamtheit*. Die Staaten bestimmen nämlich in diesen Rahmen und besagen hier die Regeln, welche Ordnung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen sie aufgrund ihrer gesellschafts- und wirtschaftspolitischen, sowie grundsätzlichen Ausgangsposition annehmen. Hier sind ihre Grundinstitute verankert, in den sozialistischen Staaten z.B. von den verfassungsmäßigen Grundlagen des Außenhandelsmonopols über das Verfahren der Ausfuhrgenehmigung und die devisenrechtlichen Regeln bis zu den konkreten Typen der Außenhandelsverträge. Das im vorhergehenden erörterte Rechtsmaterial wurde für die verschiedenen Staaten bindendes Recht, soweit diese ihrerseits zugestimmt haben, daß die

gegebenen Fragen nicht in den inneren Normen internationalen handelsrechtlichen Inhaltes, sondern durch einheitliche internationale Normen in bestimmter Form, mit vereinbartem Inhalt geregelt werden. Dieser in internationalen Formen verkörperte Rechtsstoff stellt jedoch grundsätzlich immer nur eine Ergänzung und Offenbarung der innerstaatlichen rechtlichen Stellungnahme und Regelung dar; die internationale Regelung könnte völlig allgemein nur durch Auflösung der Nationalstaaten und ihrer Gesetzgebung, oder wenigstens zufolge deren Aufhebung in dieser Sphäre werden. Davon ist jedoch keine Rede und es kann auch gar nicht in Frage kommen. Zur Zeit sind wir aber auch weit davon, daß ein internationaler „Harmonie-Einklang“ überall dort entstehe, wo es die gutgläubigen Apostel der Fachliteratur sehen könnten, wo es ohne Gefährdung der nationalen und politischen Interessen der Staaten möglich wäre.

Damit haben wir auch schon dafür Stellung genommen, daß die Möglichkeit der Stärkung des zweckmäßigen Harmonie-Einklangs auch in diesem inneren, die internationalen Unternehmensbeziehungen betreffenden und regelnden Rechtsstoff besteht. In Ungarn wird diese Masse von Rechtsnormen – jetzt formell dargelegt und gewissermaßen vereinfacht – in dem Band „Geltende Rechtsnormen des Außenhandels“ von 700 Seiten (1965), sowie in der vierbändigen Sammlung der „Rechtsnormen des wirtschaftlichen Mechanismus“, des näheren in deren, insgesamt mehrere Hundert Seiten umfassenden „Außenhandel“-Kapiteln zusammengefaßt.

Was davon die internationalen, insbesondere Ost-West-Beziehungen der Unternehmen betrifft, ringt auch die Gesetzgebung und rechtliche Fachliteratur der sozialistischen Länder mit scheinbar ständig gewordenen Gegensätzen. So ist es auch in Ungarn. Die Überlegungen – ohne uns in die theoretischen Probleme des *internationalen Wirtschaftsrechts* einzulassen, das in der DDR am konsequentesten vertreten die Gesamtheit der internationalen Wirtschaftsbeziehungen eigenartig auffaßt (vgl. Aufsatz von L. Sólyom) – können im folgenden kurz zusammengefaßt werden. Während wir in bezug auf das Vertragssystem der Unternehmen (Wirtschaftseinheiten) eine umfassende und ausführliche Gesetzgebung haben und die Beziehungen zu den Unternehmen der RGW-Länder durch die ALB und anderen internationalen Normativbestimmungen geregelt wurden, ist unser innerstaatliches Recht bezüglich der Außenhandelsverträge der Nicht-RGW-Relation und anderer Transaktionen teils mangelhaft, teils auf Rechtsquellen aufgebaut, die als Überbleibsel der Vergangenheit in Kraft gebliebene Normen ohne Modernisierung unserer neuen Verhältnisse nur mit vielen Vorbehalten anzupassen sind.

Als es z.B. zur allgemeinen Kodifizierung des Zivilrechtes kam, verwies das Gesetz bezüglich der Außenhandelsverträge auf (vorhandene alte, in einigen Teilfragen neue und noch zu schaffende) Sonderregelungen.

Der Kern des Problems besteht darin, daß das neue sozialistische Recht der Vertragsverhältnisse (insbesondere die Vertragsregelung, die noch im Zeichen des alten Wirtschaftsmechanismus entstand) auf Verträge, an welchen auch westliche Partner beteiligt sind, offensichtlich nicht anzuwenden war, unter anderem in mehreren Beziehungen auch deswegen, weil das für unsere Unternehmen nachteilig gewesen wäre. Aus allen diesen Gründen wäre für die Ost-West-Beziehungen mindestens irgendein allgemeiner Normenkomplex notwendig gewesen, der sich von der inneren Planwirtschaft und den in den Eigentumsverhältnissen verankerten Wertkategorien zum Teil absondert. Dieses Bedürfnis hat wahrscheinlich die Tschechoslowakei zur Schaffung des Außenhandelsgesetzes („Über die Rechtsverhältnisse der internationalen Handelsbeziehungen“ 1963) veranlaßt.

In den kapitalistischen Ländern trat das Problem in dieser Form nicht auf, zumal ihr inneres materielles Recht auf die Rechtsgeschäfte des internationalen Handels anwendbar war, in beiden Sphären waren ja die Partner abgesonderte Wareneigentümer, und die Regelung beruhte auf denselben Wertparametern (auf dem kapitalistischen Privateigentum). Die relative Differenzierung, die trotzdem auch in diesem Bereich die internationalen Handelsrechte entstehen ließ, war einerseits auf die Wichtigkeit des Außenhandels (also pragmatische Arbeitsteilungsaspekte, Gesetzgebungsökonomie und Ökonomie in der Rechtswissenschaft), andererseits aber darauf zurückzuführen, daß bei der Verwendung der gleichen Institute immer mehr spezifische Merkmale aufgetreten sind, die dann allmählich zur relativen Absonderung dieses zivilrechtlichen (oder handelsrechtlichen) Materials führten.

In Ungarn aber wäre die Notwendigkeit eines solchen relativ differenzierten Rechtsmaterials auch durch die erwähnten grundsätzlich-inhaltlichen Gründe, sogar entscheidend durch jene motiviert gewesen. In einigen sozialistischen Staaten hat man die Folgen daraus gezogen, sozusagen extrem konsequent, und – wie z. B. in der Tschechoslowakei – einen separaten Außenhandelskodex geschaffen; wenn also das Recht des gegebenen Staates auf Ost-West-Beziehungen angewandt wurde, kam es zur Anwendung dieses Gesetzbuches; dieser Kodex und andere Rechtsquellen dieser Art gingen in ihrem Modell von der Einheit des Welthandels, den Harmonisierungstendenzen der internationalen Verkehrsverhältnisse aus, und der sogenannte „Harmonie-Einklang“ des internationalen Rechtes kam in ihren Regeln stark zur Geltung.

In Ungarn kam es zu keiner solchen Kodifikation. Man ging stillschweigend davon aus, daß gewisse Teilregelungen in den neuralgischen Fragen zustande kamen, die Vertragspraxis der Außenhandelsunternehmen auf verschiedenen nicht normativen Kanälen quasi von hinten gelenkt werden kann. Die Unternehmen sollen Verträge solcher Art abschließen, die ihre Beziehungen befriedigend regeln,

wenn es aber in einem Rechtsstreit zur Anwendung des ungarischen Rechtes käme, muß es auf die allgemeinen Regeln des Zivilgesetzbuches beschränkt werden. Immer häufiger wird dabei akzeptiert, daß im Streitfalle das Recht eines über entwickeltes Handelsrecht verfügenden Landes (z.B. schweizerisches Recht) auch auf unsere Verhältnisse angewandt wird. Das ist freilich kaum die optimale Lösung. Ein gewaltig außenhandels-orientiertes Land müßte, insbesondere bei den heutigen Motiven der Entwicklung der Unternehmensbeziehungen zwischen Ost und West über ein modernes und verhältnismäßig leicht zugängliches Material des Außenhandelsrechtes verfügen.

Wir sind jetzt soweit, daß es immer mehr zu *ad hoc* Feuerlöscharbeiten, bzw. Teilregelungen kommt, – eine zweifellos positive Entwicklung, obgleich eine allgemeine Regelung in konkreter Form geplant wird. Einige Beispiele: während das Einführungsgesetz (Gesetzesverordnung) des Zivilgesetzbuches die Gültigkeit des Handelsgesetzes von 1875 und anderer angeschlossenen Gesetze wie z.B. der Gesetze über die Aktiengesellschaft und Gesellschaft mit beschränkter Haftung nur mit einfachen Weglassungen aufrechterhielt (obgleich offensichtlich war, daß viele Elemente der nach diesen Rechtsnormen gegründeten Gesellschaften – nur den freien Verkehr der Aktien zu erwähnen – unter sozialistischen Verhältnissen ausgeschlossen sind), bieten neuere Rechtsnormen über die Unternehmenszusammenschlüsse (Gesetzesverordnung Nr. 19. v. J. 1970 und Verordnung Nr. 28/1972 des Finanzministers) für die internationalen – darunter auch die Ost-West-Gesellschaften – eine modernere Regelung, obgleich sie die Geltung der erwähnten Rechtsquellen nicht antasten. Das Außenhandelsministerium gab in einer Anordnung – Nr. 23/1970 – wieder einmal nur allgemein verfaßte, daher als Regelung kaum in Frage kommende Beschreibung über einige Außenhandelsverträge, eigentlich nur darüber, daß Verträge dieser Art als Außenhandelsverträge zu qualifizieren, als solche zu verwenden sind; die Ebene der Rechtsquelle selbst deutet jedoch darauf hin, daß es sich hier nicht um das Rechtsmaterial der Außenhandelsverträge handelt. Obwohl diese Rechtsregel *ab ovo* mit einem Außenhandelsgesicht entstanden ist, geben andere – z.B. im Bereich der Verwertung der geistigen Schöpfungen (Erfindung, schöpferische Urheberarbeit) – 1969–1970 geschaffene Rechtsregeln für viele Aspekte der betroffenen Rechtsinstitute eine Regelung, die auch bei Verwendung in internationalen Transaktionen die zeitgemäße und genügend ausführliche Regelung gewähren können, trotzdem daß Gesichtspunkte der Außenwirtschaft und eventuelle Adaptionsnormen dieser Art in diesen *expressis verbis* nicht vorkommen.

Das Problem und die Aufgaben sind so zu formulieren:

a) auf diesen Gebieten wäre die allmähliche Schaffung eines modernen Rechtsmaterials notwendig.

b) Der beste Weg dieser Entwicklung ist wahrscheinlich nicht in irgendeinem umfassenden Außenhandelskodex zu suchen (es gibt weltweit kaum einige Beispiele dafür). Auf den wichtigeren Gebieten (z.B. Verträge, Gesellschaften, Bankgeschäfte) müßte man diejenigen Normen separat schaffen, die als Spezifika und Plusregelung zum inneren allgemeinen Zivilrecht (allgemeinen Rechtsmaterial des wirtschaftlichen Verkehrs) notwendig sind.

c) Die Inhaltselemente dieses Rechtsstoffes betreffend müßten diejenigen Gesichtspunkte geltend gemacht werden, die wir in bezug auf die internationale Harmonietendenz im vorhergehenden schon dargelegt haben. (2.2.) Das neue System der Wirtschaftsleitung, die heutige Rolle der Waren- und Geldverhältnisse in der Regelung der inneren Unternehmensbeziehungen bildet ein weiteres Element in der Reihe derjenigen objektiven Faktoren, die im Abschnitt 2.2. geschildert wurden und in der Regelung der Beziehungen des Außenhandelsverkehrs für die Förderung der harmoniebezogenen internationalen Lösungen sprechen; die Geltung dieser Tendenz soll dort enden, wo der Schutz oder die direkte Ausstrahlung der Eigentumsverhältnisse auch rechtlich gewährt werden muß.

2.3.4. Eine vierte Kategorie der Regelungssysteme bilden die *Vertragspraxis* oder die im Wege des Gewohnheitsrechts entstandenen Normen. Für gewisse Elemente der Verträge sind beständige und in eindeutiger Form erscheinende Usancen ausgestaltet worden (z.B. INCOTERMS = International Commercial Terms, zusammengefaßt durch die Internationale Handelskammer in Paris). Die Bankgeschäfte werden zum Teil gleichfalls durch solche Quasinormen beherrscht (z.B. die für das Akkreditiv und Inkasso seitens der Internationalen Handelskammer „kodifizierten“ „Règles“ und „Règlement“). Verschiedene Lieferbedingungen sind auch auf anderen Gebieten allgemein geworden (sie entfalteten sich in einigen Industriezweigen in der Praxis größerer Unternehmen, oder wurden durch internationale Organe zusammengestellt, wie z.B. die allgemeinen Bedingungen der Lieferung und Montage von Gesamtanlagen, des Warenkaufs bezüglich Getreide und Holz, die seitens der Europäischen Wirtschaftskommission der VN zusammengefaßt und allgemein bekannt geworden sind). Die „Norm-Schöpfer“ der in dieser Form kristallisierten „Normen“ sind eigentlich die Unternehmen selbst, insofern diese Normen verbindlich immer nur durch konkrete vertragliche Ausbedingung werden, jedoch durch sehr intensive allgemeine Verwendung bei weitem größere Bedeutung haben als die gewöhnlichen individuellen Verträge. Einer der wesentlichen Gründe dafür besteht eben darin, daß die internationale (in zwischenstaatlicher Form durch die VN oder ein anderes Forum kanalisierte) Kodifikation in sehr vielen Zweigen des internationalen Handels, z.B. auf dem Gebiet des Warenkaufs und anderer Massenverträge sich nicht allgemein durchsetzen konnte. Der Ausweg ist die Vertrags- und internationale Schiedsgerichtspraxis. In dieser Sphäre spielt die

rechtliche Fachliteratur eine große Rolle, nachdem sie im internationalen Wirtschaftsverkehr eine viel größere Autorität genießt als im allgemeinen. Theorie und Praxis gestalten sich hier in einer ganz engen Wechselwirkung, indem die Ansichten der Fachliteratur die Vertragspraxis direkter formen als auf anderen Gebieten. Die Kanäle hierzu sind ziemlich allgemein bekannt (Gutachten von Sachverständigen im Schiedsgerichtsverfahren, Mitwirkung an der Kompilation von sogenannten privaten Kodifikationssammlungen, wie z.B. die INCOTERMS und am Abschluß von größeren Verträgen usw.). Die Wissenschaft hat diese Erscheinung längst erkannt, eine so allgemein bekannte Autorität des Rechtes der internationalen Wirtschaftsbeziehungen, wie E. Rabel behauptet sogar – wenn auch der Wirklichkeit gegenüber etwas übertrieben – daß es in dieser rechtlichen „Subkultur“ zur Entstehung einer eigenen Rechtsordnung des Welthandels kam, die dem Lebensdynamismus folgt als die nationale oder internationale Legislation.

Das alles mahnt nur, daß die ungarischen Fachleute an diesen Arbeiten der „Privatkodifikation“ aktiver teilnehmen. Aus zwei Gründen: einerseits kann das Interesse des sozialistischen Welthandels so besser geltend gemacht werden, andererseits sind die Möglichkeiten des „Alarmierens“ und Aufdeckens für den Fall besser, wenn Mängel auf gewissen Gebieten auftreten und diese wahrscheinlich nur durch internationale Kodifikation oder auf andere Weise (z.B. durch übereinstimmende Resistenz) behoben werden können. Gute Beispiele bieten dafür die Entwürfe der ILA zum Rechtsschutz gegen wettbewerbswidrige Aktionen der supranationalen Unternehmen und Monopole: ohne aktive und gestaltende sozialistische Teilnahme wäre das Erkämpfen eines der sozialistischen Rechtsanschauung entsprechenden Lösungsmodells kaum vorstellbar. In der Vertragspraxis spielt der sogenannte *selbstregelnde Vertrag* oder die *Willensautonomie* (*Parteiautonomie*) der Parteien im allgemeinen eine große Rolle. Einige Sätze haben wir diesem um so mehr zu widmen, da die sozialistische Fachliteratur diesbezüglich nicht eindeutig genug ist, obwohl man – auch ihrer positiven Rolle zuliebe – ihre Wirksamkeit nicht hindern dürfte. Das Wesen und die Bedeutung dieses Vertrages besteht wie bekannt im folgenden: beim Vertragsabschluß oder auch später können die Parteien im gegenseitigen Einvernehmen vereinbaren, daß sie im Falle eines Rechtsstreites für ihr Rechtsverhältnis das Recht des Landes X oder Z als maßgebend betrachten und – das ist wesentlich – diese Rechtswahl wird durch die Gerichte (z.B. staatliche und internationale Rechtsquellen) anerkannt; seine Bedeutung ist deshalb besonders groß, weil es, wie wir sahen, einerseits für *eine Reihe wesentlicher Fragen* keine entsprechenden innerstaatlichen oder internationalen Regelungen gibt, andererseits weil jede Partei im innenstaatlichen Recht der anderen oft eine unerwünschte Benachteiligung sieht. Sie trachten daher ihr Rechtsverhältnis im Vertrag ausführlich zu regeln (daher der Begriff des sogenann-

ten selbstregelnden Vertrags, der sich aber auf alles doch nicht erstrecken kann) und für den Fall weiterer Rechtsstreite das in bezug auf den gegebenen Gegenstand entwickelte Recht eines dritten Staates auszubedingen. Diese Befugnis der Unternehmen ist heute sozusagen ein Element ihres Wesens geworden. Es wird im allgemeinen auch im sozialistischen Recht anerkannt. Die noch immer vorkommenden Gegenargumente, die im Schrifttum auch heute zu lesen sind, sollte man nicht anderswie auffassen als Überbleibsel des Gedankengutes der fünfziger Jahre, die damals für einige Verfasser zur Ideologisierung der positiv-rechtlichen *Widerlegung der Willensautonomie* dienten. (Nämlich daß die Willensautonomie eine von dem philosophischen Liberalismus entsprossene Idee sei, die dem Wohl der stärkeren Westfirmen diene, ferner daß man die freie Rechtswahl auf solche Rechte beschränken müßte, die in irgendeiner Weise in dem gegebenen Rechtsverhältnis eine Rolle spielen, usw.) Es ist nämlich offensichtlich, – um auf die erwähnten Widerlegungen kurz einzugehen – daß es im sozialistischen Rechtssystem sehr viele solche Institutionen gibt, die Produkte früherer Zeiten sind (Vertrag, Haftung, Gewährleistung, Qualitätsschutz usw.), jedoch nur aus diesem Grunde nicht verworfen wurden; die sozialistischen Außenhandelsunternehmen – meistens starke Außenhandelsorganisationen je eines Wirtschaftszweiges – sind im allgemeinen stärker als ihre Westpartner; warum wäre für uns das englische Recht besser als das schweizerische, wenn wir schon ein Recht außer des ungarischen akzeptieren, da das schweizerische Recht auch für uns besser bekannt ist als das komplizierte „judge-made“ Recht unseres englischen Partners? – geschweige daß das ungarische Recht im konkreten Falle öfters für unser Unternehmen selbst nachteilig sein kann, und diese Gegenargumente könnte man ja noch weiter aufzählen. Diese sind auch Zeichen dafür, daß die Willensautonomie der Parteien von sozialistischer Seite anzugreifen eine schädliche und auch grundsätzlich gekünstelte Unternehmung darstellt. Dies müßte um so mehr vermieden werden, da auch unsere Verträge diese Bewegungsfreiheit benötigen, die – wie betont – nach unserem geltenden Recht in der Tat möglich ist. In unserer Ost-Westkonstruktion müßten wir die Tatsache und Tendenz in den Vordergrund stellen und nicht diejenigen teils theoretischen, teils auch in der Gerichtspraxis verankerten kleineren zurückhaltenden Beschränkungen, die öfters als Mittel der Abgrenzung des Geltungsbereiches der Autonomie verwendet werden. Es nützt wahrscheinlich niemandem, wenn man der mehr offenen Praxis anderer sozialistischen Staaten gegenüber schreiben kann, daß „die sehr konservative Praxis von Ungarn und Polen der sowjetischen, bulgarischen und jugoslawischen Praxis der Autonomie gegenüber die Liberalisierung des Handels leider nicht fördert“. (Das tut z.B. Pisar – zufolge nicht eben glücklich orientierenden ungarischen Schriften – in seinem wahrscheinlich allgemein gelesenen Buch.)

2.3.5. Das führt uns nunmehr nicht zu einem weiteren normativen Regulationssystem, sondern zu derjenigen fünften Kategorie, die vom Gesichtspunkt *des Zustandekommens der Regulationssysteme aus sehr wichtig ist*: zur Teilnahme an der Arbeit solcher nicht zwischenstaatlichen Organisationen, die als Forum der wissenschaftlich-fachlichen Vorbereitung von internationalen Normen dienen, bzw. zu solchen internationalen Stellen, die wohl letzten Endes zwischenstaatliche Organe sind, bezüglich der internationalen Handelsnormativen jedoch nur Vorbereitungs- und Empfehlungsbefugnisse haben. Ich erwähne hier drei solche Forums: die Internationale Handelskammer, die Europäische Wirtschaftskommission, sowie die ILA (International Law Association). Andere könnten gleichfalls aufgezählt werden. (UNCTAD, die nach dem Muster der EWK arbeitende Lateinamerikanische Wirtschaftskommission, Afrikanische WK, Asiatische und Fernöstliche WK, die auch auf das Zivilrecht der Seeschifffahrt spezialisierte Comité Maritime International, das Institut für Völkerrecht, das gleichfalls verschiedene Themen der internationalen handelsrechtlichen Kodifikation ausarbeitet usw.)

Die Tätigkeit der EWK und der Internationalen Handelskammer, die internationalen Usancen und allgemeinen Bedingungen haben wir früher schon dargelegt. Das Problem besteht hier darin, daß diese Organe in der rechtlichen Tätigkeit aktiver vorgehen könnten. Anstatt einer initiativen Gestaltung oder starken Beeinflussung registrieren wir nur und hinken den durch andere diktierten Rechten nach.

Wir haben das Tätigkeitsfeld auch in der ILA anderen überlassen oder nicht genug besetzt. Soziologisch betrachtet ist es einfache Tatsache, daß die gewissermaßen formalisierte Idee der meisten internationalen Handelsentwürfe vielleicht bei diesem Forum erschien. Gewisse Ansichten sind schon hier so fest formuliert worden, daß sie – teils weil dieselben Fachleute hier und später an den zwischenstaatlichen Verhandlungen tätig sind – durch ein faktisches Trägheitsmoment der Dinge weiterkommen, daß sie mit wenig Erfolg aufgehalten werden können. Die ILA hat nur in den letzten Jahren Abkommensentwürfe in solchen, für die Entwicklung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen sehr bedeutenden Fragen ausgearbeitet, wie der Schutz von internationalen Investitionen, Schutz des internationalen wirtschaftlichen Wettbewerbs gegen internationale Kartelle und Monopole, die internationale Schiedsgerichtsbarkeit (bekanntlich ist nicht einmal das vollkommenste Recht ohne internationalen Gerichtsstand lebensfähig), usw. Sozialistische Staaten nehmen an diesen Unternehmungen kaum oder gar nicht teil. Die Lage ist auch seitens Ungarn so: unsere Teilnahme an völkerrechtlichen, außenpolitischen Themen ist aktiv, wogegen wir in internationalen wirtschaftlichen Fragen seit Jahren nichts machen. Die Anforderung ist auch allgemeingültig so zu formulieren, daß man der ungarischen Vertretung in solchen internationalen

wirtschaftlichen Fachorganisationen größere Bedeutung beimessen müßte, die in der Ausarbeitung der rechtlichen Regelungssysteme der internationalen Wirtschaftsbeziehungen eine letzten Endes auch uns betreffende ernste Rolle spielen.

3. Einige konkrete rechtliche Formen der internationalen Unternehmensbeziehungen in den entwickelten kapitalistischen Ländern und das ungarische Recht Lage und Aufgaben

3.1. *Abgrenzung.* In diesem Themenkreis geben wir einen Katalog der wichtigeren Rechtsinstitute der Formen der Unternehmensbeziehungen und dann legen wir bezüglich einiger der *bedeutendsten* Rechtsinstitute dar, welche neuere Eigenheiten die westliche Regelung aufweist, wieweit das Verhältnis zwischen dieser Regelung und unserem Rechtssystem gegensätzlich ist, bzw. welche Lösungen und Schritte geeignet wären, die internationale Zusammenarbeit auch durch rechtliche Mittel zu fördern. Diese für jede Form der Kooperation und zwar im Wege der ausführlichen Analysen darzulegen kann im Rahmen dieser Abhandlung nicht zum Ziel gesetzt werden. Die Rolle des trotzdem zusammengestellten Katalogs kann nur sein, eine Zusammenfassung der bekanntesten und am meisten frequentierten Formen zu geben, bzw. darüber zu informieren, welche Probleme nach der Erwägung ihrer Bedeutung aus unserem außenwirtschaftlichen Gesichtspunkt eine tiefere Analyse oder weitere Vorbereitungsarbeiten benötigen können.

3.2. *Katalog der wichtigeren rechtlichen Formen.* Der Katalog der wichtigeren rechtlichen Formen der internationalen Unternehmensbeziehungen umfaßt solche Formen, die keine Eigentumsfragen betreffen, oder eben mit solchen zusammenhängen. Unter „Betreffen des Eigentums“ verstehen wir hier, daß es sich um die Berührung zwischen verschiedenen Eigentumssystemen (Eigentumsverhältnissen) und daher auch darum handelt, daß die gegebene Form der Zusammenarbeit, z. B. der Unternehmenszusammenschluß von der Seite des Grundinstituts des sozialistischen gesellschaftlichen Eigentums grundsätzlich anderswie erscheint als z. B. der Kauf- oder Kooperationsvertrag.

3.2.1. *Eigentumsverhältnisse nicht berührende, im allgemeinen obligationsrechtliche Formen (Verträge.)*

1. Kauf- und Lieferverträge
2. Werkvertrag, Unterwerkvertrag
3. Auftrag und Kommission
4. Investitionsverträge
5. Vertretungs-, Handelsagenten- und Agenturverträge
6. Mietverträge, Leasing

7. Lohnarbeitsverträge
8. Lizenzverträge
9. Verlagsverträge (gemeinsame Ausgaben)
10. Spedition und Transport
11. Versicherung
12. Bankgeschäfte (Bankkredit, Exportkredit, Wechsel und Scheck, Bankobligationen, Switch)
13. Kooperations- und Spezialisationsverträge
14. Kartell

3.2.2. *Zum Teil auch Eigentumsverhältnisse berührende Zusammenschlüsse*

15. Kooperationen und gemeinsame wirtschaftliche Beteiligungen
16. Gemeinsame Verkaufs- und Marketing-Organisationen
17. Konsortien
18. Einfachere Handelsgesellschaften
19. Aktiengesellschaften und Gesellschaften mit beschränkter Haftung
20. Tochterunternehmen
21. Konzerne und Holdinge
22. Europa AG
23. Fusion und herrschende Position
24. Kauf von Geschäftsanteilen, Aktien, Kapitaltransfer

3.3. *Über Katalog und Aufgaben in größeren Zusammenhängen. – In größeren Zusammenhängen kann man über den Katalog und Aufgaben folgendes sagen:*

a) Das Recht der heutigen westeuropäischen, im allgemeinen der entwickelten kapitalistischen Staaten bezüglich aller aufgezählten Rechtsinstitute, verfügt über hochentwickelte (im rechtsdogmatischen Sinne entwickelte, ausgearbeitete) Regelung; in dieser vollendet ausgeformten Regelung sind die im 2. Teil erörterten verschiedenen Regelungsformen differenziert und im allgemeinen gut zusammenhängend vorhanden

b) Die kapitalistische Regelung kam – teils auch wegen der geschichtlichen „Reihenfolge“ – in ihrem bedeutenden Teil ohne Rücksicht auf den Eigentums- und Außenhandelsmechanismus der sozialistischen Rechtssysteme zustande. So sind zahlreiche Institute dieser Regelung – insbesondere auf die internationalen Beziehungen innerhalb der sozialistischen Staaten – gar nicht oder kaum verwendbar (Aktienverkehr, Übertragung einer Gesellschaftsposition durch die Börse, Europa AG usw.).

Das nach außen gerichtete Gesicht (Außenhandel) des kapitalistischen Rechtes begann nach dem zweiten Weltkrieg erst recht die historische Bedeutung und die Eigenheiten der sozialistischen Staaten und ihres Rechtssystems zu beachten

(im Bereich des internationalen Privatrechts können wir z.B. auf die allmähliche Anerkennung der Wirkungen der Verstaatlichung im Auslande hinweisen – wem gehören die ausländischen Forderungen, Schutzmarken der verstaatlichten Firma?! – die früher im Wege des unter dem Namen „Qualifizierung“ bekannten Instituts des internationalen Privatrechts „einfachen“ als eine strafrechtliche Handlung qualifiziert wurde, deren extraterritoriale Wirkungen nach den Grundsätzen des Völkerrechts nicht anerkannt wurden).

Die sozialistischen Staaten sind seitdem bei der Ausarbeitung der internationalen Dokumente des Außenhandelsrechtes zugegen. Diese Mitwirkung selbst hat die Rechtsanschauung der kapitalistischen Länder neuartig beeinflusst.

c) Letzterer Umstand – daß nämlich universelle handelsrechtliche Abkommen heute nur aufgrund der abgestimmten Interessen und Stellungnahmen dreier Welten (sozialistischer, kapitalistischer und Entwicklungsländer) Aussicht auf Erfolg haben, und zwar auch für den Westen, weil nicht allein wir an der Entwicklung des Welthandels interessiert sind – des weiteren der Umstand, daß auch das westliche Handelsrecht selbst sehr bunt ist und immer von neuem geordnet wird, schaffen allmählich bessere Möglichkeiten und Verwirklichung der Zielsetzung: das westliche internationale Handelsrecht ein wenig auch in unsere Straße einzuführen, auch für unsere Fragestellungen offener zu gestalten. Das kann so weit gehen – und dafür sind zahlreiche Zeichen vorhanden –, daß z.B. die ungarische Rechtsnormen in bezug auf die neuen sozialistischen Unternehmenszusammenschlüsse auch im Auslande schnell abgedruckt werden, daß man sich an einer inländischen Unternehmung in Ungarn nach ungarischen rechtlichen Vorschriften beteiligt, und daß man auch – trotz spezieller eigentumsrechtlicher Lage – für die jugoslawischen *joint ventures* großes Interesse zeigt. Dieses „Öffnen“ in Richtung der sozialistischen Staaten ist in dem fachwissenschaftlichen Denken besonders groß. Als Beispiel können wir das Werk von S. Písar „Transactions entre l'Est et l'Ouest“ (1972) mit Vorwort von *Giscard d'Estaing* heranziehen, das gleich ein reges Interesse ausgelöst hat.

d) Die ungarische Position zu dieser Entwicklung soll sich schon aus den gesagten folgend nicht auf die Kenntnis und – wo es möglich und notwendig ist – passive Benutzung der dargelegten Formen beschränken, sondern auch auf deren aktive Rückwirkung erstrecken. Darin muß jedoch die in der Wechselwirkung der ungarischen rechtlichen Lösungen und der in der RGW-Integration entstandenen und entstehenden Lösungen zu formulierende Harmonie, der mögliche Gleichlauf zur Geltung gelangen (vgl. dazu in Einzelheiten die Abhandlung von L. Sóllyom).

e) Ein wesentliches Merkmal der Lage besteht darin, daß es sich in bezug auf einen großen Teil der aufgezählten Normen (Rechtinstitute) um ein vereinheitlichtes Recht handelt, woran auch Ungarn beteiligt ist, also um gemeinsame Kanäle (bei

deren Weiterentwicklung auch unsere rechtliche Mitwirkung geltend gemacht werden müßte). Solche sind die internationalen Eisenbahn-, Luft- und Straßen-transportabkommen, gewisse Unionen für gewerblichen Rechtsschutz und Urheberrecht, die Bankgeschäfte regelnden international vereinheitlichten erwähnten Usancen, Wechsel- und Scheckabkommen. Sowohl Ungarn – im allgemeinen die sozialistischen Staaten –, wie natürlich auch die nicht sozialistischen Staaten müssen ihre Aktivität (nach sorgfältiger Analyse ihrer Interessen), durch Beitritt zu weiteren Abkommen, Teilnahme an Vorbereitungsarbeiten – letzten Endes an der Schaffung eines möglichst universellen, einheitlichen Rechtes – an verschiedenen Fori (UNCITRAL, Haager Konferenz, UNIDROIT, ILA s. wie oben 2.3.2.) erhöhen. Das bezieht sich auf solche in Vorbereitung befindliche Entwürfe der Rechtsvereinheitlichung, wie:

– die Frage des Beitritts zu dem Haager Abkommen für Warenkauf 1964, die unter sozialistischer Beteiligung ausgearbeitet wurden (s. die Abhandlung von L. Sólyom);

- Konventionsentwurf über die Verjährung von Forderungen;
- internationale Schiedsgerichtsbarkeit;
- einheitliche Regelung der Bankgarantie;
- Abkommensentwürfe bezüglich anderer mit dem internationalen Warenkauf zusammenhängenden Rechtsgeschäfte (Kommissionskauf, Kauf von Drittpersonen in gutem Glauben, Bedingungen der Gültigkeit von Kaufverträgen);
- allgemeiner Vertragsentwurf für internationale Spedition und Transport;
- Frage des Beitritts zu den international-privatrechtlichen Abkommen von Den Haag.

f) In bezug auf die im Katalog aufgezählten Rechtsinstitute verfügt auch das innerstaatliche Recht von Ungarn über ein bedeutendes Rechtsmaterial, das seine Rolle im allgemeinen trotz vieler Kompliziertheit und Gegensätzlichkeit in mehreren Hinsichten erfüllt: nämlich daß es im Außenhandel freien Weg für die Verkehrsbeziehungen zwischen Ost und West gewährt – es bildet eines der vermittelnden Kettenglieder zwischen unserem Recht und dem westlichen oder allgemeinen internationalen Handelsrecht. Die Probleme und wichtigere Aufgaben haben wir vorhergehend bereits erörtert (2.3.3.),

g) Zum Katalog haben wir schließlich zu bemerken, daß die Integration sowohl in der EWG wie im RGW für die erwähnten Formen wirtschaftliche Beziehungsarten schafft und schafft, die kräftig integrationsbezogen sind (z.B. internationale Organisationen und auf staatlicher Ebene gegründete gemeinsame Wirtschaftsorganisationen in bestimmten Wirtschaftszweigen, Zusammenschlüsse von Unternehmen, einheitliche Regelung von gemeinsamen Unternehmen, ALB im

RGW, Anerkennung von Handelsgesellschaften, integrierte Bewegungsfreiheit von Investitionen, europäisches Wettbewerbsrecht, Europa AG usw. in der EWG); die Formung von diesen bzw. solchen Regelungen zu separaten „Eigenwelte“ scheint auch dann sicher zu sein, wenn beide Parteien Offenheit und Synchronisierung zwecks Angleichung des rechtsdogmatischen Inhalts in möglichem Maße auch weiterhin anstreben.

3.4. *Lage und Aufgaben in den einzelnen Beziehungsformen (internationaler Kauf, Investitionen, Kooperations- und Kartellverträge, Leasing, Switch, internationale wirtschaftliche Zusammenschlüsse im Westen und in Ost-Westrelation).* Die Abhandlung konzentriert sich im weiteren nur auf die konkrete Problematik von einigen wichtigeren Beziehungsformen; und zwar von solchen – auch in diesem Bereich nur den bedeutenden – die uns aus dem Grunde interessieren, da sie als westliche rechtliche Beziehungsformen unter dem Aspekt der Bewegung unserer Unternehmen im Westen beachtenswert sind, oder – der kurzen Analyse unterworfen – Ideen zur Überwindung von Störungen und Schwierigkeiten in den gegebenen Ost-Westkanälen bieten können.

3.4.1. *In bezug auf die internationalen Kaufverträge* weisen wir auf die vorhergehenden (3.3.) bzw. auf den bezüglichen Teil des Aufsatzes von L. Sólyom hin, und zwar mit zwei ergänzenden Bemerkungen.

a) Zuzufolge der Vielfalt (ULIS, UNIDROIT, UNCITRAL Entwürfe, Allgemeine Bedingungen der EWG, international-privatrechtliche Abkommen von Den Haag, die abweichenden inneren Regelungsformen) der störenden Komplikationen scheint es aktuell zu sein, daß die sozialistischen und an der europäischen Zusammenarbeit interessierten anderen Staaten sich veranlaßt sehen einen Vereinfachungsprozeß auf diesem Gebiet anzustreben, der zugleich den wahrscheinlich auch dem Inhalt nach harmonisierenden Weg der Lösungen bietet.

Für uns haben wir dazu noch zu bemerken, daß die rechtliche Kompliziertheit, die auf nicht unbedingt zu honorierende Ursachen zurückführbare Vielfalt mehr den Interessen der wirtschaftlich stärkeren Vertragspartner dient, nicht nur weil sie durch den wirtschaftlichen Druck sich im Vertrag eine bessere Position sichern können, nachdem jeder Partner mangels allgemeingültiger und jeden bindenden Normen möglichst genaue und ausführliche Verträge abzuschließen trachtet, sondern auch weil unsere westlichen Partner, die großen westlichen Unternehmen sich im rechtlichen Dschungel besser auskennen als unsere Unternehmen.

b) Gewisse internationale Legislationsprodukte z.B. die ULIS oder die International-Privatrechtlichen Abkommen von Den Haag haben in ungarischen und ausländischen Transaktionen eine bedeutende Rolle gespielt; zuständige ungarische Stellen betonten wiederholt, daß in diesen internationalen Dokumenten solche auch für Ungarn annehmbare Lösungen geschaffen wurden, deren praktische

Nutzung beim Abschluß der konkreten Verträge ratsam ist; im Wege der vertraglichen Ausbedingung werden also gewisse Institute dieser internationalen *Legislation* auch durch die ungarische Praxis belebt. Diese Anwendung ist jedoch willkürlich und eventuell, hier und dort, heute und morgen verschieden, so daß die Probleme der früher erwähnten Kompliziertheit durch sie nicht vermindert werden können.

3.4.2. Das Recht konnte für die in der internationalen Zusammenarbeit sich mehrenden *Investitionen, Lieferungen und Montage von Großanlagen* bisher keine optimale, die komplizierten Wirtschaftsvorgänge berücksichtigende Regelung schaffen. Womit das Recht auch bezüglich der innerstaatlichen Verhältnisse operiert, ist der Typ des Werkvertrags und des Auftragsvertrags einerseits, und solche Quasivertragstypen wie der Kooperationsvertrag, Investitionsleistungsvertrag, der Vertrag über wissenschaftlich-technische Leistungen andererseits, die normativ weniger oder gar nicht eindeutig, häufig in der Tat sehr verschieden ausgelegt werden. Diese vielleicht allzusehr nicht eindeutige Regelung steht in den internationalen Wirtschaftsbeziehungen auf noch schwächeren Füßen. Bisher sind zwei wichtige Normativen entstanden, die auch für Ungarn bedeutend sind. Eine solche Regelung stellen die durch die RGW-Staaten geschaffenen Allgemeinen Montagebedingungen dar. Diese brachten für die allgemeinen Bedingungen der Montierung und anderer technischer Dienstleistungen in Verbindung mit den gegenseitigen Lieferung der Außenhandelsorganisationen der RGW-Länder von Maschinen und Anlagen eine eigene vereinheitlichte Regelung.

Diese Bedingungen beziehen sich jedoch nur auf die derartigen wirtschaftlichen Beziehungen zwischen RGW-Ländern, andererseits umfassen sie die bunte rechtliche Problematik nicht in vollem Umfange. Für die in der Zusammenarbeit zwischen Ost und West entstehenden Investitionen stehen – soweit wir wissen – keine andere ausgereifte Normativen zur Verfügung, als die Allgemeinen Bedingungen der Europäischen Wirtschaftskommission für die Ausfuhr und Montage von Großanlagen (Fabriken und Maschinen). Diese Allgemeinen Lieferbedingungen sind bekannt genug im allgemeinen, und in der Praxis gebräuchlich; heute beinhaltet jede Quellensammlung des internationalen Handels, die was zählt, deren Text (so z.B. die vom Max-Planck-Institut für Internationales Privatrecht veröffentlichte dreisprachige Quellensammlung des internationalen Handels und im allgemeinen des Rechts des internationalen zivilrechtlichen Verkehrs „*Sources of International Uniform Law*“³). Wie gut und bekannt auch immer diese allgemeinen Bedingungen sind, benötigen sie von Zeit zu Zeit eine Auffrischung, und umfassen nicht jedes berührte Rechtsverhältnis.

³ S. I. Bd. p. 787 et seq.

Aus allen diesen Gründen scheint es uns aktuell zu sein, wenn wir nach irgend einer koordinierten Initiative die Schaffung eines moderneren Regelungssystems im Wege der Entwicklung von mehr differenzierten Bedingungen der EWK oder anderer Formen fördern. Wir müssen gleichwohl beachten, daß die Vertragspraxis der Unternehmen auf diesem Gebiet nicht nur im Inland, sondern auch in internationaler Relation immer eine besonders große Rolle spielen wird. Die Verwirklichung von Investitionen wirkt auf der gegebenen mikrostrukturellen Ebene so viele konkrete wirtschaftliche Verbindungsformen auf, demgemäß werden auch so viele rechtliche Kanalisierungen benötigt, daß es wahrscheinlich keine Aufgabe der nächsten Zukunft sein wird, all diese Formen in ein einheitliches, insbesondere international allgemein einheitliches und ausführliches Abkommen oder in eine Vereinheitlichung ergebende andere Form zu füllen. Darum wird die Vertragspraxis der Unternehmen eine unverändert große Rolle spielen (Abschluß von ausführlichen Verträgen, Verwendung von gut überlegten rechtlichen Klauseln, hochgradige Funktionierung der Willensautonomie der Parteien, die auch das sozialistische internationale Privatrecht ermöglicht usw., zu den Fragen der Willensautonomie s. oben 2.3.4.).

3.4.3. *Die Kooperations- (Spezialisations-) Verträge bzw. Kartelle* betreffend sind wir in den kapitalistischen Staaten, heute aber auch in ungarisch-westlicher Beziehung Zeugen eines großen Aufschwungs. Das normative Material hierzu ist in Ungarn noch nicht sehr entwickelt – wie es die Studie von L. Sólyom andeutet – zumeist wurde das Genehmigungsverfahren geregelt, wie z.B. in der Anordnung Nr. 13/1969 des Außenhandelsministeriums über Genehmigung der industriellen Kooperation mit den Unternehmen der nicht sozialistischen Länder. Sowohl in der ungarischen wie in der westlichen Literatur wird die Rechtsnatur dieser Verträge bis heute unentschieden diskutiert. Während jedoch diese Diskussion im Gange ist, hat sich eine große Kooperationseuforie entfaltet, die in den westlichen Staaten eine entwickelte, genügend differenzierte positive Vertragspraxis hat. Im innerstaatlichen und internationalen Recht der kapitalistischen Staaten (z.B. im Gemeinschaftsrecht der EWG) entstand ein Rechtsstoff, der die Kooperationsverträge und Kartellverträge von der Seite des wirtschaftlichen Wettbewerbs abgrenzt und diejenigen Kartelle bzw. Kartellverträge verbietet, die den wirtschaftlichen Wettbewerb beschränken oder entstellen. Nachdem unsere Unternehmen an immer mehr Kooperationen teilnehmen, sind sie in diesem Kreise den hier vorhandenen Parametern ausgeliefert.

a) Die positive (also gegen *keine Kartellverbote verstoßende*) Vertragspraxis der Kooperationsverträge hat zur Ausgestaltung folgender wichtigerer Variationen geführt. Man kann acht größere Gruppen der Kooperationsverträge und Vereinbarungen unterscheiden. Diese sind die folgenden:

1. In die erste Gruppe gehören die Vereinbarungen, die ausschließlich a) den Austausch von Meinungen und Erfahrungen, b) gemeinsame Marktforschung, c) gemeinsame Maßnahmen zur Feststellung der optimalen Größenordnung eines Unternehmens oder einer größeren Gesellschaftseinheit, d) gemeinsame statistische Kalkulationsanalysen zum Gegenstand haben. Innerhalb dieser vier Formen dieser Verträge und Vereinbarungen sind zahlreiche Untervariationen möglich. Alle hier zu erörtern würde zu weit führen, ich möchte jedoch darauf hinweisen, daß diese Variationen und diejenigen der weiteren sieben Gruppen auf Verarbeitung und Verallgemeinerung von einer ausgedehnten Praxis beruhen, zu der hier nur auf die wirtschaftliche und rechtliche Fachliteratur hingewiesen wird.⁴

2. In die zweite Gruppe fallen die Vereinbarungen, die a) die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Buchhaltung und Rechnungsführung, b) eine gemeinsame Kreditversicherung, c) Inkassogemeinschaft, d) Errichtung oder Verwendung von gemeinsamen Instituten der Betriebsorganisation oder Steuerberatung bezwecken.

3. Den Gegenstand der Kooperationsverträge oder anderer Zusammenschlüsse die in die dritte Gruppe fallen, können folgende Aufgaben bilden: a) gemeinsame Ausführung von Forschungs- und Entwicklungsideen, b) gemeinsame Veröffentlichung von Forschungs- und Entwicklungsaufträgen, c) Aufteilung von Forschungs- und Entwicklungsplänen unter den Teilnehmern.

4. In die vierte Gruppe werden solche Vereinbarungen eingeteilt, die die gemeinsame Benutzung von Produktions- Lagerungs- und Transporteinrichtungen bezwecken.

5. Vereinbarungen die unter Unternehmen zustande kommen, die in keinerlei Wettbewerb miteinander stehen, können den Wettbewerb gar nicht beschränken. Solche sind die in die fünfte Gruppe gehörenden Vereinbarungen, die die Errichtung von derartigen Arbeitsgemeinschaften zum Gegenstand haben, die äußeren Aufträge gemeinsam ausführen. Diese können natürlich keine beschränkende Rolle auf den Wettbewerb ausüben.

6. In die sechste Gruppe werden solche Kooperationsvereinbarungen kategorisiert, wie a) die gemeinsame Anschaffung, sowie b) den Vertrag der einen gemeinsamen Kundendienst institutionalisiert – mit der Bedingung jedoch, daß die beteiligten Unternehmen, die sich in der Vereinbarung zusammenschließen, im gegebenen Bereich objektiv in keinem Wettbewerb miteinander stehen.

7. Die Kooperationsformen der siebenten Gruppen umfassen die Verträge, die eine gemeinsame Werbetätigkeit bezwecken.

⁴ Zur ausführlichen Bearbeitung und für Quellenwerke s. MÁDL, F.: *Gazdasági verseny és jogi struktúrája az európai gazdasági integrációban* (Wirtschaftlicher Wettbewerb und seine rechtliche Struktur in der europäischen wirtschaftlichen Integration.) Állam- és Jogtudomány, 2/1971. p. 287 et seq.

8. Schließlich bilden die Verträge, die die besondere Bezeichnung einer bestimmten Warenqualität, die Verwendung von gemeinsamen Warenbezeichnungen zum Gegenstand haben.

Wie aus dieser Kategorisierung ersichtlich ist, spielt die Produktionskooperation in bezug auf den Gegenstand und Bereich der Vertragsformen der Kooperation nur eine tangentielle Rolle. Der Grund dafür ist darin zu suchen, daß die westeuropäische Praxis auf diesem Gebiet immer eine Beschränkung des wirtschaftlichen Wettbewerbs wittert, wodurch diese Form der Kooperation – wenigstens von rechtlicher Seite betrachtet unter Verdacht steht. Tatsächlich ist die Produktionskooperation natürlich eine gleichfalls allgemein entwickelte Form. Insbesondere ist es der Fall in der Welt der internationalen Kooperation und Kartelle, die sich neben solch wichtigen Typen bzw. Formen der Kartelle wie das technologische oder das Rohstoffkartell und das sogenannte Komplexe, also Zusammenarbeiten jeder Art umfassende Kartell auch auf das Kartell in bezug auf industrielle Erzeugnisse erstreckt. Diese Form bezweckt außer Aufteilung der Abnehmerkreise und Märkte auch die Kooperation und Spezialisierung auf dem Gebiet der Produktion.

Ein wesentliches Element des Lebens der Verträge bildet das System derjenigen Sanktionen, die die Durchführung der internationalen Kartellverträge zu erzwingen berufen sind, bzw. deren tatsächliche Ordnung. Bei internationalen Kartellverträgen ist es auch grundsätzlich problematisch von Normen der rechtlichen Erzwingung zu sprechen. Einerseits weil es kein „Weltrecht“ oder internationales Vertragssystem gibt, das die internationalen Kartelle in irgendeiner bestimmten Form regelte. Es bliebe so die Anwendung der durch das internationale Privatrecht vermittelten innerstaatlichen kartellrechtlichen Systeme, deren Erörterung hier zu weit führen würde. Bei den internationalen Kartellen ist das wesentliche ohnehin nicht darin zu suchen, sondern im spezifischen Automatismus der Erzwingung (Selbstvollstreckung). Bei großen Konzernen ist das internationale Spitzentreffen der Großen die häufigste Form der Schlichtung von Streitfällen. Das wirksamste Mittel dagegen ist meistens der wirtschaftliche Zwang, dem die meisten Kartellbrecher ausgesetzt sind. Das kann oft so stark sein, daß das Entgegenhandeln sozusagen ausgeschlossen ist, weil es existenzielle Gefahr bedeutet. Den Austritt können meistens nur die absolut großen Mitglieder im Interesse einer günstigeren Position, eines mehr vorteilhaften Kooperationsvertrages wagen. Die Lage nach dem zweiten Weltkrieg weicht auch in dieser Hinsicht von der Vorkriegssituation ab. Einerseits stehen die Kartellverträge heute unter stärkerer Mißbilligung im Recht und in der öffentlichen Meinung. Darum erscheinen sie oft in keiner schriftlichen oder sonst bestimmten Form. Andererseits wirkte die vor dem zweiten Weltkrieg zugelassene und in Europa allgemein positiv gewertete Kartellisierung damals in der Richtung aus, daß man die internationalen Kartellverträge in ausführlichen

Dokumenten abfaßte. Die Aufgabe der Änderung des Kartellvertrages nach eingehender Analyse der Lage und dem Kartellziel entsprechend, sowie die Verhängung gewisser Konsequenzen, eventuell Sanktionen im Falle der Verletzung des Kartellvertrages kam irgendeinem Ausschuß bzw. Schiedsgericht zu.

Die Kooperationsverträge zwischen ungarischen und westlichen Unternehmen sind einerseits meistens nicht von so großem Volumen wie viele kapitalistische Kartelle, andererseits richten sie sich auch im Vertragsabschluß nach mehr traditionellen Formen. Diese erstrecken sich unter anderen auch darauf, daß sie für den Fall von Rechtsstreiten verschiedene Bedingungen beinhalten, die die Schlichtung des Streitfalles regeln. Wir müssen trotzdem wissen, daß die oben dargestellte Lage und Praxis der Kooperationen auf dem kapitalistischen internationalen Markt wesensbestimmend ist, obwohl diese Feststellung sich nicht auf jeden einzelnen, und hauptsächlich nicht auf die kleineren Kooperations- bzw. Kartellverträge bezieht. Man kann sogar feststellen, daß die Kooperationsverträge im Bereich der EWG aus dem Grunde konkretere rechtliche Formen annehmen, weil sie im Sinne des Gemeinschaftsrechtes der EWG einem Überwachungs- und Kontrollzwang unterliegen. In diesem Bereich sind die Größenordnungen ohnehin kleiner als in der Welt der durch amerikanische Monopole beherrschten internationalen Kartelle.

b) Eine andere Seite der Problematik bildet das *Verbot der Kooperationsverträge bzw. Kartelle*, weil sie in einigen Industriezweigen und geographischen Regionen (Ländern) so gewichtig sind, daß sie den wirtschaftlichen Wettbewerb *entstellen, einschränken*, oder zufolge ihrer Bedeutung und wirtschaftlichen Einfluß den internationalen Markt und Wettbewerb einengen oder ausschalten können. Solche Kooperationsverträge und Kartelle fallen daher unter Verbot des Wettbewerbsrechtes. Sie werden im Kartellrecht oder mit dem englischen Fachausdruck im *antitrust law* sanktioniert, indem die Sanktionen durch dazu ermächtigte staatliche Behörden verhängt werden. In der internationalen Kooperation soll das auch dann beachtet werden, wenn auch die Kooperationsverträge zwischen ungarischen und westlichen Unternehmen solche Größen im allgemeinen nicht erreichen; es ist jedoch nicht ausgeschlossen, daß unsere Unternehmen wegen eines ausgedehnten Vertragsnetzes ihrer westlichen Partner *volens nolens* an einem solchen Vertragskomplex beteiligt werden, die dann unter drastische Sanktionen des Kartellrechtes fallen; es ist ratsam diese Lage mit einem guten Vorhalt (z.B. Besorgung eines negativen Kartelltestes) auszuschließen.⁵

⁵ Die Normen des Wettbewerbsrechtes, sowie die entsprechenden Vorschriften der EWG verbieten nicht jeden Kartellvertrag oder kartellartige Zusammenarbeit: ein großer Teil der Kartelle wird wegen der positiven Funktion oder positiver Auswirkungen sogar gefördert. Wenn ein Partner versichert sein will, daß seine Zusammenarbeit mit anderen Unternehmen gegen kein Kartellverbot verstößt, kann eine diesbezügliche Bestätigung (negativer Kartelltest) bei den zuständigen Behörden beantragt werden.

Ohne hier die Elemente des westlichen Kartellrechtes zu erörtern, möchten wir bloß auf die folgenden Hauptumstände hinweisen:

aa) Die entwickelten westeuropäischen kapitalistischen Staaten und auch die Vereinigten Staaten verfügen über ein verhältnismäßig differenziertes Kartellrecht, wodurch sie die in ihrem Geltungsbereich tätigen Unternehmen von westeuropäischem oder amerikanischem Sitz in dem Abschluß schädlicher Kartellverträge (gemeinsam festgesetzte Preise, Gebietsaufteilung usw.) zu beschränken versuchen. Dieses Rechtsmaterial und die entsprechende Praxis hat in letzterer Zeit einen neuen Aspekt gewonnen, den nämlich, daß man die Geltung des Rechtsmaterials auch auf die Aktionen, des näheren Kooperations- und Kartellverträge von solchen Unternehmen ausdehnt, die ihren Sitz außerhalb des Gebietes der gegebenen Länder haben, so auch auf Kooperations- und Kartellverträge, wenn diese in den gegebenen Ländern und geographischen Regionen durch ihre Auswirkung den wirtschaftlichen Wettbewerb tatsächlich beschränken, entstellen.

bb) Im wesentlichen geht die sogenannte gemeinschaftliche oder supranationale Gesetzgebung und Praxis der EWG hinsichtlich der schädlichen Kooperations- und Kartellverträge, die unter Mitwirkung von Kartellen und internationalen, bzw. solchen Unternehmen zustandekamen, die ihren Sitz teils oder vollständig im Ausland haben, den gleichen Weg. Das Kartellrecht der EWG erstreckt sich also theoretisch auch auf die Kooperations- und Kartellverträge von ungarischen oder anderen Unternehmen, die ihren Sitz außerhalb der EWG haben, wenn diese Verträge die Bedingungen der Normen des Gemeinschaftsrechtes erfüllen.

cc) Mit der extraterritorialen Wirkung des Kartellrechtes befassen sich auch das internationale Schrifttum und die Kodifikation. Im Rahmen der ILA wurde ein diesbezüglicher internationaler Vertragsentwurf vorbereitet, an dessen Ausarbeitung von sozialistischer Seite nur Jugoslawien teilnahm. Die wesentliche Intention des Entwurfes ist in einer internationalen Rechtsquelle festzustellen: unter dem Titel schädlicher, wettbewerbsbeschränkender Auswirkungen sei die Geltung des innerstaatlichen Wettbewerbsrechts auch auf ausländische Rechtssubjekte auszu-dehnen.

dd) Die extraterritoriale Wirkung hat auch aus dem Grunde ein ziemlich großes Problem verursacht, weil die meisten Kartellrechte Sanktionen beinhalten, deren Durchsetzung Ausländern gegenüber nach allgemeiner Auffassung lange als Verletzung der völkerrechtlichen Grundsätze galt. Diese Sanktionen bestehen teils aus ernsthaften Geldbußen, teils aus Freiheitsstrafen, wie z.B. im amerikanischen Recht, und natürlich aus zivilrechtlicher Nichtigkeit der fraglichen Vereinbarungen. Die Erstreckung von solchen Kartellrechten auf Ausländer, die mit Sanktionen verbunden sind, bedeutet auch, daß eine solche Normordnung auf ausländische Rechtssubjekte angewendet wird, die im eigenen Lande der letzteren nicht einmal

existiert. Der Ausländer soll also wegen eines Verhaltens mit Strafe belegt werden, das nach seinem eigenen Recht nicht strafbar ist. Trotzdem ist es heute festzustellen, daß die Widersacher der Exterritorialität sowohl in der Theorie, wie in der Praxis unterlagen. Bei der sogenannten Kennedy-Runde vom GATT war sogar die Übereinstimmung allgemein, wonach die Liberalisierung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen unter anderen auch durch das im erwähnten Sinne gestalteten Kartellrecht gefördert werden soll.

c) Darüber hinaus, daß unsere Unternehmen dessen bewußt sein sollen, daß sie sich mit ihren westlichen Kooperationsverträgen in einer nach den obigen Grundsätzen beschaffenen Welt bewegen, mußte und muß dieser Fragenkomplex auch wegen folgender Umstände berücksichtigt werden:

aa) Der wirtschaftliche Wettbewerb als ein objektiver Hebel der Entwicklung von Technologie und Produktion und einer der Regulatoren der Tätigkeit der Unternehmen gelangt auch in der sozialistischen Volkswirtschaft zu einer steigenden Bedeutung, wenn man auch von einem System des wirtschaftlichen Wettbewerbs nicht reden kann, wie das in den kapitalistischen Ländern allgemein der Fall ist. Der wirtschaftliche Wettbewerb wird in den sozialistischen Ländern sicherlich immer mehr zu einem bewußt verwendeten Mittel des Mechanismus der staatlichen Lenkung der Volkswirtschaft. Der perspektivistische Forschungsplan des Themas „Das Unternehmen“ betont in der Planstudie die Wichtigkeit der Untersuchung dieser Problematik: „Im Kreise dieser Aufgaben soll der Untersuchung und Wertung von monopolen, duopolen, oligopolen und Wettbewerbsmodellen, sowie vertikalen und horizontalen Gruppierungen (lockeren Strukturen) der Unternehmen besondere Bedeutung beigemessen werden. Die Probleme der Wettbewerbsförderung und Regelung unter diesen Wirtschaftsformationen, die rechtliche Regelung, die Verhinderung des Mißbrauches der wirtschaftlichen Überlegenheit sind besonders beachtenswert.“⁶

bb) Die Zurückdrängung der Marktmacht der internationalen Monopole ist auch das Interesse der sozialistischen Länder, sowohl in wirtschaftlichem wie in politischem Sinne.

cc) Dieser Kampf – der auch dem Schutz der Interessen der Entwicklungsländer gleichkommt, – stellt auch ein politisches und wirtschaftliches Kampfmittel gegen das internationale Kapital dar.

dd) Aus all diesen Gründen ist es eine zeitgemäße Erwartung, daß auch Ungarn an den internationalen Diskussionen, unter anderen auch an der diesbezüglichen Arbeit der ILA teilnehme, die auf die völkerrechtliche und innerstaatliche

⁶ S. Gazdaság- és Jogtudomány, 3-4/1972. p. 233.

Beschränkung jener Tätigkeitsformen gerichtet ist, die die Freiheit des Marktwettbewerbes mit kapitalistischen Manövern lähmen.

3.4.4. Neben dem überlieferten Namen des oben im Katalog erwähnten Mietvertrages widerhallt heute dessen in der amerikanischen Praxis und rechtlichen Terminologie allgemein gewordene englische Namen – *leasing* – in den internationalen Wirtschaftsbeziehungen, sogar auch in der ungarischen Fachliteratur der Volkswirtschaftslehre.⁷

Was steckt eigentlich hinter diesem sprachlichen Kosmopolitismus? Offensichtlich keine sprachliche Amerikaanbetung. Ohne in die Einzelheiten einzugehen, kann folgendes gesagt werden:

a) *Wirtschaftlich und im allgemeinen*: Erhöhung der variablen Ausnutzung von den vorhandenen Grundmitteln, wertvolleren Produktionsmitteln (Betriebe, Service-Stationen, Maschinensätze, teure Transportmittel, Computer-Einrichtungen usw.), Verallgemeinerung der Technologie auch dort, wo das ohne die zu den neuen Investitionen benötigten Geldmittel nicht, oder nur schwer möglich wäre.

b) *Wirtschaftlich im konkreten*: anstatt Nicht-Nutzbarmachung oder ungünstigen Verkaufs von überflüssig gewordenen Produktionsmitteln, bzw. schwierigen Verkaufs von teuren neuen Produktionsmitteln, ungünstigen Absatzes und Inbetriebnahme in der Form der „einfachen“ Verwertung – Vermietung dieser Produktionsmittel, dadurch Erhöhung des Koeffizienten des wirtschaftlichen Umschlags, bessere Einführung von neuen Produktionsmitteln, zunächst von der Seite der Eigentümer bzw. der Herstellerfirmen betrachtet; anstatt einer neuen Investition und der dazu benötigten sonst schwer beschaffbaren Geldmittel – Verwendung von fertiger Technologie und fertigen Produktionsmitteln nur gegen Mietgebühr, von der Seite der Konsumenten, oder wirtschaftlich meistens nicht zu starken Unternehmen gesehen. Diese wirtschaftliche und rechtliche Form ist für die letzteren auch vorteilhaft, zumal die Leasing-Objekte steuerrechtlich nicht dem Kreis der Eigentumsobjekte angehören, die zu Lasten der Eigentümer bei der Besteuerung erfaßt werden.

c) *Rechtlich* handelt es sich um eine einfache Vermietung. Die bisher gesagten veranschaulichen jedoch, daß eine neuartige Auffassung, Weiterentwicklung des Mietvertrages zur Kanalisierung und Entwicklung dieser wirtschaftlichen Erscheinung notwendig ist. In einem Teil der westlichen Länder ist schon tatsächlich ein neues Rechtsnormenmaterial dieser Problematik zustande gekommen. Das ungarische Zivilrecht hat seine allgemeinen Normen für den Mietsvertrag, aber eine

⁷ S. z. B. LANTOS, I.: *A gépbérleti rendszer bevezetésének problémáiról* (Über die Probleme der Einführung der Maschinenmiete.) Insbesondere bezüglich des Finanzierungsleasings und des operativen Leasings wird diese Zusammenfassung stark auf diese Abhandlung gebaut, von dem auch die Zitate herrühren. (Külgazdaság, 12/1972. p. 905–912.)

entsprechend ausführliche, differenzierte Regelung besteht – aus verständlichen Gründen – nur in bezug auf die Wohnungsmiete. Wie unzulänglich die wenigen Mietsbestimmungen des ungarischen ZGB in der Hinsicht des Leasings sind, weise ich als Beweis nur auf einen Umstand hin. Der Leasing hat heute schon Formen vieler Art, von denen der sogenannte Finanzierungsleasing eine besondere Rolle spielt. Das wesentliche daran ist, daß der Mieter einen langfristigen, unwiderruflichen Mietsvertrag abschließt. Er geht also demgemäß dem Käufer ähnlich ein Investitionsrisiko ein. Ein Merkmal des Rechtsgeschäftes besteht darin, daß die Mietsgebühr – obgleich die unwiderrufliche Frist der Miete im allgemeinen kürzer ist als die mögliche Betriebsdauer der gemieteten Einrichtung – so festgesetzt wird, daß die Anschaffungskosten der Maschine bzw. Einrichtung, sowie die mit der Vermietung verbundenen Transport-, Aufstellungs- und Abrüstungskosten usw. innerhalb der vereinbarten Frist für den Leasing rückerstattet werden können, bzw. das Unternehmen auch einen angemessenen Gewinn erziele.

Bei diesem Leasing-Typ wird das Mietsobjekt während der Mietzeit in vollem Umfang abgeschrieben, das die Anwendung der maximalen Abschreibungssätze bedeutet. (Das ist offensichtlich auch Interesse des Vermieters, weil die Finanzierungsgeschäfte des Leasing-Typs oft von Geldinstituten oder deren Interessenten abgewickelt werden, die sich mit der Lagerung dieser Mietsobjekte gar nicht befassen.) Die Summe der Kostenelemente der Mietsgebühr ist also wesentlich höher, als die Kosten der traditionellen Finanzierungsmethoden (Bankkredit). Im Falle des Finanzierungsleasings nimmt der Mieter eine hundertprozentige Fremdfinanzierung in Anspruch (die bei den traditionellen langfristigen Geschäften schwer vorzustellen ist, die Banken verlangen ja von den Ansuchern von Investitionskrediten eine gewisse Selbstbeteiligung). Dieser Umstand stellt einen vorteilhaften Wesenszug dieses Geschäftes dar. Ein weiterer Vorteil ist, daß das investierte Fremdkapital nach den kapitalistischen Steuersystemen keine Grundlage für die Vermögenssteuer bildet und die Mietskosten als (nicht-steuerpflichtige) Betriebskosten zu behandeln sind. Darüber hinaus darf man in den Kalkulationen der Mietsgebühr dem linearen Abschreibungssystem gegenüber einen beschleunigten Abschreibungssatz anwenden. So ergibt das Mietsgeschäft – das als eine Alternative neben der den eigenen Bestand vermehrenden Investition auftaucht – einen größeren Gewinn nach Steuerleistung.

Unter den nachteiligen Merkmalen des Geschäftes sind zu erwähnen einerseits das Problem des Ersatzes der Einrichtung nach Ablauf des Mietsvertrages, andererseits aber der Umstand, daß der Mieter mit dem Vertrag eine ihn schwer belastende und strenge Zahlungsbedingung übernimmt (die Mietsgebühr ist ja monatlich fällig, das vielleicht mit dem Takt der Einnahmen des Mieters nicht im Einklang ist).

Wie ersichtlich, fällt hier z.B. das Tatbestandselement des traditionellen Mietsvertrages, daß das Mietobjekt nach Anlauf der Mietzeit zurückgegeben werden soll, sozusagen begrifflich weg.

d) Was nunmehr unsere Probleme im allgemeinen und die Aufgaben betrifft, ist es vor allem eine wirtschaftliche und wirtschaftspolitische Frage: wieweit wir von den Möglichkeiten dieser Form im internationalen wirtschaftlichen Verkehr oder in den inneren Wirtschaftsbeziehungen Gebrauch machen sollten. Aus der Fachliteratur und der bisherigen Praxis kann gefolgert werden, daß der Leasing auch in den wirtschaftlichen Verhältnissen der Unternehmen der sozialistischen Staaten eine beachtenswerte und nützliche Funktion erfüllen kann.

Dies alles aber bedeutet zugleich – jetzt schon von der rechtlichen Seite der Dinge gesehen – daß wir uns mit der Entwicklung der juristischen Rahmen dieser Vertragsform sowohl in der Vertragspraxis wie auf dem Gebiet der Gesetzgebung befassen müssen. Es ist also aktuell geworden, daß für diese Institution, das heißt bezüglich seiner normativen Optimalisierung – z.B. durch Ausarbeitung eines internationalen Abkommens oder allgemeiner Bedingungen – sich eine breitere internationale Zusammenarbeit entfalte.

3.4.5. Im obigen ging es um ein Poolsystem von Produktionsmitteln. Im Kreis der internationalen Zahlungen und Finanzgeschäfte ist gleichfalls eine eigenartige Institution des Pools zustande gekommen: das sogenannte *Switch-Geschäft*, wodurch in bezug auf verschiedene Länder (Unternehmen) bestehende und eben nicht benutzte Geldforderungen im Pool zusammengefaßt und in die Relation umgruppiert werden, wo diese verwendet werden können.

Das Switch-Geschäft ist neu auf dem internationalen Geldmarkt, es hat sich trotzdem schnell entwickelt. Sein Zentrum ist heute hauptsächlich Wien. Der Switch-Verkehr eines Jahres hat schon 1969 die Summe von 500 Millionen erreicht. Sein Wesen: Im Clearing-System des Ost-Westhandels erwirbt der westliche Exporteur auf seinem Clearingkonto eine größere Forderung, die er in gewissen Fällen nicht direkt in harter Währung bekommt und Warenlieferungen seines Partners nicht benötigt, als Folge dessen der Handel zwischen den beiden stockt, eventuell stagniert. Hier schaltet sich der Switcher ein. Er kauft diese Clearingforderung von z.B. 500.000 Dollars vom westlichen Exporteur und hält sie solange, bis er jemanden auf dem westlichen Markt findet, der aus dem fraglichen sozialistischen Land eine Importlieferung desselben Wertes abwickeln möchte. Er stellt diesem Importeur den Clearing-Kredit von 500.000 Dollars mit einer bestimmten Spanne zur Verfügung, den dieser dann zur Zahlung dem sozialistischen Partner gegenüber verwendet. Der Profit des Switchers ergibt sich von der Differenz zwischen dem Kauf-, bzw. Verkaufwert der Clearing-Forderung. Das Switch-Geschäft ist also geeignet eine gewisse Dynamik in das relativ statische System der zweiseitigen

Clearing-Verrechnungen hineinzubringen. Nach bisherigen Erfahrungen – wie z. B. der Wirtschaftsteil des *Newsweek* vom 3. März 1969 berichtet (S. 52–53) – kommen auch fantastisch geschaltete Switch-Geschäfte zustande. Z. B. so, daß ein amerikanischer Käufer mittels seiner Forderung in Rumänien zu ägyptischen Clearing-Dollars kommt und die benötigte ägyptische Ware dadurch auch noch billiger anschafft. Wenngleich die in Rede stehenden Clearing-Kredite einen Teil ihrer Kaufkraft nach dem Nominalwert auf diesem Wege einbüßen, nehmen sie doch wirksamer an der Dynamik des internationalen Geldverkehrs teil.

Das Switch-Geschäft ist bisher nur noch an die Peripherie des Rechtes gelangt, seine potentielle Bedeutung kann trotzdem solange besonders groß sein, bis der Mangel an Konvertibilität in den internationalen Zahlungstransaktionen und die gegebene Situation im Verhältnis der Clearing-Abrechnung zu qualitativ neuen und besseren Lösungen nicht gelangt. Daher müssen wir mit dieser Institution – wieder einmal mit sorgfältiger Erwägung der ungarischen wirtschaftlichen Interessen und unserer verschiedenen Beteiligungen – rechnen und uns damit beschäftigen.⁸

3.4.6. Die Bedeutung der *wirtschaftlichen Zusammenschlüsse* in den internationalen Unternehmensbeziehungen ist mindestens so groß, wie der Formreichtum dieser Erscheinung, und wie kompliziert das Normkomplex hierzu ist. Alles zu diesem Thema zu erörtern ist unmöglich und überflüssig. Die meisten rechtlichen Formen, die auch im Katalog aufgezählt werden, sind allgemein bekannt, ihren näheren rechtlichen Inhalt betreffend aber sind unsere Unternehmen im allgemeinen wohl informiert. Im folgenden seien daher nur zwei wesentliche Problemenkreise zu erörtern. Einerseits einige im Bereich der westlichen Unternehmenszusammenschlüsse allgemein gewordene neue Erscheinungen, die weder in den sozialistischen Staaten im allgemeinen, noch im Kreise unserer Unternehmen genügend bekannt sind, und die zu beachten um so mehr zweckmäßig ist, weil sie neuere Möglichkeiten für unsere ausländischen Beteiligungen bieten können, wobei diese neuen Erscheinungen auch wahrzunehmende Beschränkungen mit sich bringen. Andererseits müssen einige grundsätzliche und praktische Rechtsprobleme der Ost-West, im allgemeinen internationalen, jedoch in Ungarn realisierten wirtschaftlichen Zusammenschlüsse erwähnt werden.

3.4.6.1. Was also die neuen, oder neuartig erscheinenden, oder in den letzten Jahren allgemein gewordenen *westlichen Erscheinungen* betrifft,

a) ist eine von ihnen die hochgradige Internationalisierung der Unternehmenszusammenschlüsse, die internationale Verallgemeinerung der Kapitalkonzen-

⁸ Das Buch von I. MEZNERICS über den bankrechtlichen und finanziellen Mechanismus des Ost-Westhandels weist sehr richtig auf diese Erscheinung hin. (S. den Abschnitt *Switch Transactions* p. 229.) *Law of banking in East-West trade*. Budapest, Akadémiai Kiadó, Leiden, Dobbs Ferry N.Y., Sijthoff, 1973. p. 427.

tration, sogar ihre übermäßige Wucherung innerhalb einiger Industriezweige. Das kommt darin zum Ausdruck, daß der Weltmarkt und die Produktionstechnologie sich in gewissen konkreten Industriezweigen über die nationalen Grenzen, bzw. jenseits dieser zusammenschließen, nivelliert werden, die kleineren im Wettbewerb (durch Fusion oder Einschaltung) ausfallen.

Dieser Prozeß beginnt in den heutigen gesellschaftsrechtlichen Formen, mit den verschiedenen Kooperations- und Spezialisierungsverträgen, insbesondere aber mit dem Netz von Lizenzverträgen, in dessen Rahmen die stärkeren die kleineren durch Lizenzverträge an sich binden, nachdem diese eine ausschließliche Übermacht zugunsten der stärkeren gewähren. Schließlich entstehen kräftig monopolistische oder minimal oligopolistische Situationen in den Industriezweigen, weil der stärkere die schwächeren aufkauft, in sich auflöst, bzw. in lockere Zusammenschlüsse zwingt, da letztere ohne die Technologie, Marktorganisation, Finanzierungsmöglichkeiten und Lizenzen schwer vorwärtskommen könnten. Eine andere Seite der Sache ist, daß schwächere oder mehr mittelmäßige Unternehmen sich in verschiedene lockere oder engere Verbindungen vereinigen, um dadurch ihr Fortbestehen im Wettbewerb zu sichern, wofür sie auf diesem Wege die materiellen und organisatorischen Bedingungen der technologischen Entwicklung, der Marktorganisation und der ergänzenden anderen Dienstleistungen gewähren können. Das wird durch das Recht sowie seitens der staatlichen und supranationalen Behörden unterstützt.

Das Wesentliche, das hier hervorgehoben sei, ist nicht die Konzentration selbst, sondern: die Kapitalkonzentration nimmt im Rahmen der einzelnen Industriezweige internationale Ausmaße an, und deren handelsrechtliche Bedingungen werden innerhalb des Gesellschaftsrechtes institutionalisiert. Das Niveau der Technologie, der Verwertung und anderer ergänzenden Dienstleistungen wird dadurch in den einzelnen Industriezweigen auch international besser nivelliert, bzw. die Entwicklung der einzelnen Industriezweige gestaltet sich mehr synchronisiert, als es früher vor sich ging.

Sehen wir je ein Beispiel für die beiden Erscheinungsformen des erwähnten Vorgangs: Die unter dem Namen Continental Can bekannt gewordene Kapitalkonzentration oder internationales Monopol begann damit, daß das Großunternehmen mit amerikanischem Sitz und seine europäischen Partner zuerst in Kooperationsverträgen, Lizenzverträgen zusammenarbeiteten; die technologische Entwicklung und die internationalen organisatorischen Bedingungen konnten jedoch die stärkere Intercontinental Can gewähren. Sie hat ihre ausländischen Partner in immer schwerere Lage versetzt, denen ansonsten zahlreiche Mitunternehmen oder Filialen angehörten. Als Endergebnis gerieten mehrere hundert früher unabhängige wirtschaftliche und rechtliche Einheiten unter die Herrschaft der Continental Can. Letztere hat durch ihre europäische und nicht-europäische Holding-Gesellschaft

und andere Gesellschaftsstrukturen das ganze internationale Reich der Metall- und Kunststoffverpackungsmittel erzeugenden Industrie beherrscht, nachdem die fragliche Konzentration in diesem spezifischen Industriezweig in der Branche Metall- und Kunststoffverpackungsmittel verwirklicht wurde. Die Konzentration ging also in einem Hunderttausende von Angestellten umfassenden, nach internationalem Maßstab nicht unbedeutenden Industriezweig vor sich. In diesem gesellschaftsrechtlichen Komplex haben wohl zahlreiche europäische, englische und andere Großunternehmen ihre Selbständigkeit zu einem gewissen Grade, aber nur bis zu diesem Grade, beibehalten. In diesem Sinne war also das Monopol nicht hundertprozentig, an der Spitze steht jedoch das amerikanische Continental Can. Die Sache hat übrigens solche Ausmaße angenommen, daß die Kommission der EWG das Monopol wegen Verstoßes gegen das Wettbewerbsrecht des Gemeinsamen Marktes verklagt hat. Das andere Beispiel: die Vereinigung der europäischen und nicht-europäischen im allgemeinen kleinen und mittelgroßen Firmen, die Farben für Seeschiffe erzeugen (Transocean Marine Paint Association); die betroffenen vielen mittelmäßigen Unternehmen haben in dessen Rahmen erreicht, daß sie auf der Ebene der Technologie, Verwertung und ergänzenden Service-Dienstleistungen mit den Großunternehmen, insbesondere mit japanischen und amerikanischen Firmen in Wettbewerb bleiben können. Die Kartellbehörde der EWG hat auch diese Vereinigung untersucht, jedoch festgestellt, daß diese ausgesprochen in die Vorstellungen hineinpaßt, die auch der Gemeinsame Markt favorisiert; namentlich daß auch die kleinen und mittelgroßen wirtschaftlichen und rechtlichen Einheiten gestärkt und international wettbewerbsfähig werden.⁹

b) Gleichfalls in die Kategorie der Internationalisierung gehört die Erscheinung, daß besonders kleine, öfters jedoch auch große Unternehmen, die in verschiedenen Wirtschaftszweigen tätig sind, zur Verwirklichung von gewissen konkreten wirtschaftlichen Zielen internationale Konsortien zustande bringen. Diese Konsortien nehmen meistens die lockersten Formen der wirtschaftlichen Zusammenschlüsse an, in denen oft nicht einmal gemeinsames Eigentum entsteht, und die die Absonderung der juristischen Person nicht erreicht. Die Konsortien sind auch in der Bankwelt allgemein gewordene Formationen. Auch von ungarischer Seite her gesehen sind diejenigen Bankkonsortien zu erwähnen, mit deren Hilfe ausländische Firmen die Anleihen der Ungarischen Nationalbank so schnell gezeichnet übernommen haben, zufolge dessen die ungarische Wirtschaft binnen kurzer Zeit bedeutende Deviseninfusionen erlangen konnte.

⁹ Siehe MÁDL, F.: *A nemzetközi kartellek és monopóliumok a jogban különös tekintettel az európai gazdasági integrációra* (Die internationalen Kartelle und Monopole im Recht mit besonderer Rücksicht auf die europäische wirtschaftlichen Integration) *Gazdaság és Jogtudomány*, 1-2/1973. p. 296 et seq.

c) Der hochgradige Anlauf der lockeren Vereinigungsformen – neben solchen fester organisierten Formen wie die Aktiengesellschaft und die Gesellschaft mit beschränkter Haftung – sowie die verschiedenen sogenannten Investment Funds, Investitionsfonds sind mit ihrer nicht-traditionellen Eigentumskonstruktion und ihrer bedeutenden Rolle in der heutigen kapitalistischen Wirtschaft gleichfalls eine Offenbarung der zweifellos wichtigen Tendenz, die so definiert werden kann, daß wirtschaftliche Mähtekonzentrationen auch ohne Eigentumskonzentration zustande kommen können. Die schuldrechtlichen Verbindungen, die tatsächlichen dynamischen Zusammenhänge, die lockeren Gruppierungen und deren relativ schnelle Neuordnung erhöhen nicht nur die Möglichkeiten der faktischen Verfügungsberechtigungen ohne Eigentum, sondern sie ermöglichen eine modernere und schnellere Ausrichtung zu konkreten wirtschaftlichen Zielsetzungen. Im Zeichen dieser Tendenz entstanden solche verschiedene, teils auch rechtlich institutionalisierte Formationen, wie z. B. die Arbeitsgemeinschaften im deutschen Recht, oder das *groupement d'intérêt économique* im französischen Recht. Hierher sind auch diejenigen inhaltlich als Vereinigungsformationen geltenden Unternehmensbeziehungen einzureihen, in deren Rahmen ein Partner dem anderen zur Investition oder zum Funktionieren der wirtschaftlichen Unternehmung Kredit gewährt, dann später mit äußerer Tätigkeit an der erfolgreichen Gestaltung der gegebenen Unternehmung mitwirkt (z. B. mit Zuführen von Touristen zugunsten des Hotelkonzerns oder Gastgewerbenetzes) wogegen der äußere Partner ein gewisses Mitspracherecht zur Leitung der gegebenen wirtschaftlichen Unternehmungen und im Verhältnis der Mitwirkung sich an dem Gewinn der Unternehmung beteiligt, soweit handelt es sich hier um Vereinigungsformationen, obgleich das ganze in einer Struktur des Obligationenrechts realisiert wird.

Wie ersichtlich, kann die ansonsten übertreibende, in der Tat apologische theoretische Konzeption, wonach sich die Macht in der heutigen kapitalistischen Wirtschaft immer mehr in die Form der eigentumslosen Macht verkleidet, auch wirkliche, tatsächliche Offenbarungen verzeichnen. Tatsache ist jedenfalls, daß auf dem Gebiet der wirtschaftlichen Formationen, der wirtschaftlichen Organisation nebst den mehr statischen eigentumsrechtlichen Erscheinungen zahlreiche neue organisatorische und rechtliche Mittel, Institutionen der realen operativen Verfügung zu Kräften kommen.

d) Vom Gesichtspunkt der Aktivität unserer Unternehmen in West-Europa, d. i. ihrer Tätigkeit in gesellschaftsrechtlicher Form stellt die rechtliche Manifestation der westeuropäischen wirtschaftlichen Integration im Bereich des Gesellschaftsrechtes einen bedeutenden Umstand dar, nämlich daß eine Art gemeinschaftliches Gesellschaftsrecht in den supranationalen Kanälen des Gemeinschaftsrechtes zustande kam und sich entfaltet. Das Wesen dieser Entwicklung ist, daß ein

einheitliches Gesellschaftsrecht an die Stelle der 6 bzw. heute schon 9 nationalen Gesellschaftsrechte, die voneinander natürlich in vielen Beziehungen abweichen können, zu treten habe. In wirtschaftlicher und noch konkreter rechtlicher Beziehung ermöglicht es, daß irgendein Unternehmen – nehmen wir an, ein französisches Unternehmen – wenn es in Italien oder England tätig sein will, das ohne besondere Neugründung, ad hoc individuelle Anerkennung und ohne jedwede andere handels- oder öffentlich-rechtliche Aktion in diesen Ländern, und zwar ohne Beschränkung tun kann und in diesen Ländern eine rechtliche Heimstätte finden, wie es früher nur in der Rechtsordnung des eigenen Landes möglich war. Das bezieht sich auf die gegenseitige Anerkennung von Unternehmen und juristischen Personen, den Zusammenschluß von Unternehmen, Eintragung in das Handelsregister, das Konkursverfahren, einige Erfordernisse der Öffentlichkeit, Besteuerung und Doppelbesteuerung, auf eine lange Reihe der früher in den einzelnen Mitgliedsstaaten gültig gewesenen Parameter, die also im Wege der Kanäle des Gemeinschaftsrechtes jetzt zu einer integrierten Einheit werden; die wirtschaftliche Integration brachte und bringt also die gesellschaftsrechtliche Integration mit sich. Die integrierte gesellschaftsrechtliche Position wird jedoch nur demjenigen zuteil, der in einem der Mitgliedsländern der EWG über einen Sitz verfügt, also ein solches Unternehmen oder juristische Person ist, die als ein Unternehmen oder juristische Person nach dem Gemeinschaftsrecht der EWG qualifiziert werden kann, die in diesem Sinne auf dem Gebiet des Gemeinsamen Marktes tätig sind. Das Erlangen dieser Position hat gleichfalls im Gemeinschaftsrecht seine rechtliche Bedingungen. Dieser neue rechtliche Mechanismus betrifft die ausländischen Beteiligungen der ungarischen Unternehmen und sind natürlich auch vom Gesichtspunkt der geplanten zukünftigen Unternehmungen nicht belanglos. Ihr Vorteil: wenn ein Unternehmen von uns in irgendeinem Mitgliedsstaat der EWG diese Qualifikation der Gemeinschaft für sich geschaffen hat, wären dadurch die Tätigkeitsbedingungen automatisch auf dem gesamten Gebiet der EWG bezüglich allgemeiner Institutionen des Handelsrechts gewährt.

e) Das heutige west-europäische Gesellschaftsrecht hat eine eigenartige, eher wirtschaftlich interessante Kategorie: die Kapitalbeteiligungs- oder Förderungsgesellschaft. Diese sind besonders beachtenswert, da es gelungen ist gewisse Geldmittel des Kapitalmarktes bei Geldmittel investierenden Gesellschaften (GmbH., AG oder andere lockere Vereinigungsformen) zu konzentrieren in der Weise, daß man die konzentrierten Geldmittel, Kapital im allgemeinen kleineren aber lebensfähigen Unternehmen zur Verfügung stellt, die sonst zu Entwicklungs- oder anderen wirtschaftlichen Operationen nötigen entsprechenden Geldsummen nur schwer anschaffen könnten. Diese Kapitalbeteiligungs-Gesellschaften haben bald nähere bald fernere rechtliche Bindungen zu der eigentlich finanzierten, in

diesem Wege geförderten wirtschaftlichen Unternehmung oder Gesellschaft. Diese Gesellschaften werden in den letzten Jahren durch private und öffentliche Quellen favorisiert, daher kann man mit ihrer nicht allzu großen, jedoch steigenden Bedeutung rechnen. Grundsätzlich besteht die Möglichkeit dessen, daß eine Unternehmung in dieser Weise materielle Infusion bekommt, an der auch ein ungarisches Unternehmen beteiligt ist.

f) Rechtlich ist es keine neue Erscheinung, vom Gesichtspunkt der praktischen Durchsetzung ist es doch eine Neuigkeit, wonach die den wirtschaftlichen Wettbewerb einschränkenden und lähmenden Gesellschaften, Monopole vor das Gericht kommen, und die diesbezüglichen Normen und Maßnahmen auch extraterritorial geltend gemacht werden. In den letzten Jahren wurden auch ganz große Unternehmen mit solchen Sanktionen belegt. Von sozialistischer Seite jedoch kann man sagen, daß eine Teilnahme an so großen wirtschaftlichen Zusammenschlüssen kaum wahrscheinlich ist, die in West-Europa oder im allgemeinen in irgendeinem Industriezweig der kapitalistischen Länder eine monopolistische Stellung zu erwerben und dadurch sich rechtlichen Normen und behördlichen Maßnahmen aussetzen würde, die Monopole einschränken oder aufzulösen berufen sind. Solche Normen hat auch die EWG geschaffen und auch die ersten unsicheren Schritte in der Richtung der Anwendung dieser Normen wurden unternommen.

3.4.6.2. Im Kreise der *einheimischen internationalen Zusammenschlüsse* (gemeinsamen Betriebe) handelt es sich gleichfalls um zahlreiche uns ernsthaft interessierende und betreffende Fragen. Wir fassen im folgenden die wichtigeren zusammen.

a) Das erste und im allgemeinsten erscheinende Problem bei den gemeinsamen wirtschaftlichen Zusammenschlüssen, gemischten Unternehmen ist die problematische Eigentumsstruktur. Die Frage muß aber auch unter diesem Aspekt in zwei Richtungen erörtert werden.

aa) Wo die Möglichkeit besteht, ist es zweckmäßig die internationalen wirtschaftlichen Vereinigungen in Formen zu errichten und funktionieren lassen, die nicht unbedingt und zu allgemeinen gemeinsamen Eigentumskonstruktionen führen. Das sind die auf das Modell der zivilrechtlichen Gesellschaft geschnittenen lockeren Kooperations- und Vereinigungsformen, wie z.B. die obenerwähnte Arbeitsgemeinschaft, oder das in Frankreich bekannte und erwähnte *groupement*, oder z.B. die als reales Beispiel erwähnenswerte Duna-Intercontinental-Konstruktion in Budapest. Es ist beachtenswert, daß auch die jugoslawische Kodifikation eine Konstruktion für die internationalen wirtschaftlichen *joint ventures* geschaffen hat, die für die ausländischen Partner die nötigen Gesellschaftspositionen und Garantien sichern, ohne jedoch, daß sie zugunsten der Ausländer eigentumsrechtliche Kompetenz und Befugnisse anerkannten. (Das war bisher kein Hindernis im Wege

der in nicht unbedeutender Zahl erfolgten westlichen Beteiligungen.) Eine die ungarische Intercontinental-Konstruktion teils übertreffende komplexe Lösung – eigentlich die Form der sogenannten Entwicklungsgesellschaft (siehe unten unter Punkt 3.4.6.2.d) – erscheint in jener großangelegten Unternehmung, die in Bulgarien zum Ausbau eines Hotelgewerbekomplexes im Gange ist. 13 führende Banken von Japan bilden ein Konsortium mit Sitz in Tokio, und assoziieren sich zu dem staatlichen Fremdenverkehrskomitee von Bulgarien, indem sie die Investitionskosten der ganzen Unternehmung auf die Weise aufteilen, daß die Devisenmittel in dieser zweibeinigen Entwicklungsgesellschaft vom japanischen Konsortium beigesteuert werden, während Grundstücke und ein Teil des Baumaterials vom bulgarischen Partner gewährt werden (die Deviseninfusion bewegt sich etwa um 19 Millionen Dollars); am Ende wird – laut Information der westlichen Wirtschaftspresse (*Newsweek*, *Busines-Week* 2. April, 1973, S. 36) – unter anderen ein zwanzigstöckiges Hotel in Sofia stehen, bzw. im allgemeinen: Bulgarien wird sich an einer großen touristischen Unternehmung und Investition beteiligen, die Japaner werden die Möglichkeiten der Beteiligung an dem anlaufenden bulgarischen Fremdenverkehrsgeschäft erwerben, der bulgarische Fremdenverkehr aber wird sich breitere materielle und institutionelle Bedingungen, sowie auf diesem Gebiet besonders wichtige bessere Werbepositionen schaffen.

bb) Ein Teil der Gesellschaftsformen, die am engsten organisierten Formen der wirtschaftlichen Zusammenarbeit, also die Form der AG, der GmbH und des *gemeinsamen Unternehmens* nach dem neuen ungarischen Gesellschaftsrecht, sind auf der Ebene einer juristischen Persönlichkeit, von der die eigentumsrechtliche Problematik nicht auszuschließen ist. Bei diesen taucht etwas vergrößert die Frage auf, ob ihre Errichtung und Tätigkeit mit der Ordnung der sozialistischen Produktions- und Eigentumsverhältnisse vereinbart werden kann. Wenn wir die in diesem Problemenkreis auftretenden tatsächlichen Schwierigkeiten und Fragen klären wollen, können wir folgendes feststellen: Die erste Annäherung könnte von formell-juristischen Gepräge sein (wobei die Reihenfolge keiner Wertordnung gleichkommt), an deren Wichtigkeit aber eine solche Diminuirung nichts ändert. Diese besteht darin, daß 1. die Verfassung das Privateigentum der Produktionsmittel nicht verbietet, sondern, neben der Einschränkung auf den Kreis, der das Gemeininteresse nicht beeinträchtigt, *expressis verbis* anerkennt. – 2. Bei der Übernahme der Produktionsmittel in gesellschaftliches Eigentum handelt es sich um deren Dominierung und nicht um die Ausschließlichkeit des gesellschaftlichen Eigentums.

Solange es also nicht 1. um rein kapitalistische Unternehmen geht, die unter die ausschließende Wirkung der Verfassung, der Verstaatlichungs- und anderer Gesetze fallen, 2. das innerstaatliche und sozialistische Gepräge – von anderer Seite

dies annähernd – die ungarische Mehrheit und Kontrolle bei je einer konkreten Vereinigung gewährt, 3. das Volumen solcher gemischten Unternehmen von der ganzen sozialistischen Volkswirtschaft her gesehen unbedeutend ist und deren sozialistischen Charakter nach dem zahlenmäßigen Verhältnis nicht beeinflußt, und in den einzelnen Industriezweigen nur ergänzende Rolle spielen, 4. sogar diese gemischten Unternehmen geeignet sind die technisch-materielle Basis der Entwicklung der Volkswirtschaft zu erweitern, kann von der Verletzung der Verfassung keine Rede sein, weder aus dem strikten Gesichtspunkt der Rechtsnormen, noch in dem breiteren Sinne, daß die Verfassung auch die allgemeinen Gesetzmäßigkeiten der Entwicklung unserer Gesellschaft ausdrückt und definiert. Damit sind wir schon beim nächsten Element des Gedankenganges.

Es scheint uns, daß wir das ganze Eigentumsproblem zufolge einer Einwirkung verschiedener Faktoren unbegründet und künstlich vergrößert haben. Denken wir z. B. daran, daß die neue Verfassung der DDR, die unter den Verfassungen aller volksdemokratischen Staaten auch ihrer Intention nach die politisch-ökonomische Formel des Sozialismus am ausführlichsten in der Form von grundsätzlich-rechtlichen Thesen deklariert, jedenfalls die Tatsache, daß in der DDR eine sozialistische Volkswirtschaft und Gesellschaft gebaut wird, und das Privatelement im Bereich der Unternehmen doch bekannt ist und die Verfassung es auch zum Ausdruck bringt. Wenn man eine strikte Auffassung durchsetzen wollte, dürften die 10% ausmachenden gemischten Unternehmen die auch mit Privatkapital funktionieren, nicht existieren. Sie sind aber vorhanden, wirken nicht charakterbestimmend und stören die Entwicklung keinesfalls. Nach unseren Informationen gibt es auch entlang der finnisch-sowjetischen Grenze gemischte finnisch-sowjetische Unternehmen. Die Ungarische Nationalbank hat auch ausländische Aktionäre. Auch im Lande gibt es einige ausländische – gemischte und nicht-gemischte – Unternehmen, die im Handelsregister eingetragen sind, wie auch in anderen sozialistischen Ländern. Diese Beispiele sind geeignet die Feststellung zu unterstützen, daß das sozialistische gesellschaftlich-wirtschaftliche System *im allgemeinen* für die Zurückdrängung des kapitalistischen Privateigentums Stellung nimmt, *im allgemeinen* so, daß die sozialistischen Produktionsverhältnisse in allen Wirtschaftszweigen und dadurch in der ganzen Volkswirtschaft vorherrschend werden. Daraus folgt jedoch nicht, daß das sozialistische System dies bis 100% und mit dem Anspruch der ausschließlichen Geltung durchsetzen müßte. (Die 100%ige Aufhebung des Privateigentums der Produktionsmittel hat kein sozialistischer Staat in Europa durchgeführt.) Es ist kein grundsätzlicher Widerspruch, wenn wir partiell, nicht im charakterbestimmenden Maße die Bildung von gemischten Unternehmen mit ausländischen – fallweise kapitalistischen Partnern – ermöglichen und die Errichtung von solchen nach zentralen wirtschaftspolitischen Erwägungen und unter solcher Kontrolle organisie-

ren. Das alles müßte man grundsätzlich mehr in den Vordergrund stellen, wenn welche die Gründung von gemeinsamen Gesellschaften mit teils nicht mehr existierenden oder längst überholten Argumenten zurückstellen meinen. Das Erfordernis der „Allgemeinheit“, die jedenfalls „entscheidend“ sogar überwiegend „entscheidend“ hinsichtlich des gesellschaftlichen Eigentums der Produktionsmittel bedeutet, dürfte nicht der „Absolutheit“ gleichgesetzt werden; zwischen die beiden ein Gleichheitszeichen zu setzen ist nicht notwendig und geschichtlich auch kaum möglich.

Die obige Feststellung wird besonders selbstverständlich wenn wir nicht von kapitalistischen Investitionen separat denken und dann von gemeinsamen Produktionsorganisationen zwischen sozialistischen Staaten auf einer ganz anderen Ebene sprechen. Wegen folgender Erwägungen müßten wir – über die sich von Klang und Formen der Begriffe ergebenden, scharfe Konturen verwischenden Aspekte hinaus – im allgemeinen von *gemeinsamen Unternehmen mit ausländischen (und nicht allein mit kapitalistischen) wirtschaftlichen Einheiten sprechen*. Nicht nur weil es solche auch in sozialistischer Relation gibt – Haldex, Intransmas, Agromas usw. –, und morgen sie noch zahlreicher sein können, da die Integration den Weg dieser ebnet, sondern weil die obenerwähnten Hauptbedenken auch in diesen Relationen auftauchen können, sogar mit der Last der Souveränitätsimplikationen ergänzt, wie es dafür in der sozialistischen internationalen Literatur auch Beispiele gibt. Das Eigentum wird auch im Falle eines sozialistischen gemischten Unternehmens mit ungarischen Werktätigen teils einer ausländischen Kontrolle unterworfen. Die Aneignung des Mehrwertes erfolgt seitens des ausländischen Partners bloß aufgrund des Kapitalbeitrages; auch wenn zugegeben, daß der ausländische Staat und das ausländische Unternehmen sozialistisch sind, an der Aneignung von einem Teil der durch ungarische Werktätige und Eigentum hergestellten Güter ändert das jedoch von der Seite des Partners, der diese Aneignung vertraglich akzeptiert, kaum wesentlich. Der ungarische Partner hat hinsichtlich der Verwendung der vom ausländischen Partner angeeigneten Werte weder Kontrollrechte, noch Verfügungsbefugnisse. Es kann auch vorkommen, daß durch den ausländischen sozialistischen Partner irgendwie ein halb-staatliches Unternehmen ins gemeinsame Unternehmen kommt. Die übertriebene prinzipielle Unterscheidung zwischen Vereinigungen mit sozialistischen oder kapitalistischen Partnern ist auch deshalb problematisch, weil das im Integrationsprozeß der RGW zu funktionierende, geplante Betriebsstatut – wie viele andere Dokumente der RGW – ausdrücklich deklariert, daß man die Angliederung für wirtschaftliche Organisationen nicht-sozialistischer, bzw. solcher Länder ermöglichen soll, die keine RGW-Mitglieder sind.

Der obige Gedankengang kann damit abgeschlossen werden, daß es auch im Kreise des rechtlichen Status der Ost-West-Vereinigungen mit ungarischer Beteili-

gung in Ungarn Methoden gibt, mit Hilfe deren das Verfügungsrecht letzten Endes für das ungarische Unternehmen, bzw. für Ungarn gesichert werden kann. Das besteht vor allem in einer gesetzlichen Bedingung, wonach die Beteiligung der Ausländer die 50% nicht erreichen kann. In der neuesten ungarischen Gesetzgebung wurde dieses Prinzip in der Tat dadurch verwirklicht, daß die Verordnung des Finanzministeriums Nr. 28/1972 diesen Satz in bezug auf internationale wirtschaftliche Zusammenschlüsse verbindlich deklariert. Dadurch und mit Hilfe der im Zusammenhang damit bestimmten anderen staatlichen Lenkungsmethoden kann gewährt werden, daß es nicht nur innerhalb eines größeren Industriezweiges, sondern auch in einem konkreten gemeinsamen Unternehmen in kritischen Fällen letzten Endes zu einer den Interessen der ungarischen Volkswirtschaft entsprechenden Wirtschaftsführung komme.

b) Das nächste Problem besteht darin, ob das rechtliche Regelungssystem der Ost-West-Unternehmen mit ungarischer Beteiligung in Ungarn, oder dessen Kern von einem vorausgesetzten anderen Regelungssystem, das sich nur auf wirtschaftliche Vereinigungen zwischen Unternehmen sozialistischer Länder beziehen würde, – zu differenzieren wäre.

Für ein im wesentlichen, also in den Hauptzügen und inhaltlich einheitliches Statut sprechen zahlreiche Erwägungen. (Unter Statut verstehen wir hier teils die Funktionsbedingungen, sowie die Rechtslage des gemeinsamen Unternehmens nach dem Gesellschaftsrecht.) Die wichtigeren:

aa) Die Tendenz der bisherigen sozialistischen Gesetzgebung (Rumänien, Jugoslawien, Ungarn).

bb) In den sozialistischen Ländern besteht die allgemeine wirtschaftspolitische Prämisse, daß sich ihre Unternehmen in einem gewissen Kreis auch mit Unternehmen von Ländern assoziieren können und mögen, die keine RGW-Mitglieder sind und der Weg hierzu keinesfalls durch eine völlig separate Sonderregelung geebnet werden. Die mit der Entwicklung der allgemeinen internationalen Wirtschaftsbeziehungen verknüpften Interessen sprechen objektiv dem Wesen nach für eine identische rechtliche Regelung.

cc) Die verschiedenen Strukturen machen den Assoziierungsprozeß, die Tätigkeit der Zusammenschlüsse, sowie ihre Kontrolle kompliziert.

dd) Die Praxis der nicht-sozialistischen Länder kennt keine inhaltlich differenzierten (diskriminativen) gesellschaftsrechtlichen Strukturen.

ee) Das Komplexe Programm und zahlreiche andere Dokumente der RGW bezüglich der Assoziierungen beinhalten gleichfalls den Grundsatz, daß die im Rahmen der RGW-Normativen zustande kommenden internationalen Wirtschaftsorganisationen nach außen offen sind, ihnen auch andere Teilnehmer beitreten können, ohne daß ihre Länder sich dem Komplexen Programm als Ganzem anschließen würden.

Auch diese Offenheit zieht das Prinzip nach sich, daß die gesellschaftliche Struktur innerhalb der sozialistischen Länder im Grunde homogen sei; nämlich, daß die Beteiligung an einer Vereinigung die formell in RGW-Struktur zustande kam, im Grunde nicht vorteilhafter oder nachteiliger werde, als an einer internationalen Assoziierung nach innerstaatlichem Recht; und daß die Gesellschaft auch im letzteren Rahmen rechtlich nicht besser, einfacher, vorteilhafter, im allgemeinen nicht grundlegend anders werde, je nachdem ob diese mit einem jugoslawischen, schwedischen, tschechoslowakischen oder sowjetischen Unternehmen erfolgt.

Dies alles bedeutet nicht, daß die Schaffung von rechtlichen Strukturen auf RGW-Ebene nicht begründet wäre. Sie sind begründet, weil die inneren Gesellschaftsrechte der RGW-Länder voneinander auch dann abweichen würden, wenn sie vollendet und modern wären. Die vertreten formell verschiedene Strukturen und die Integration beansprucht Normativen zur Harmonisierung auf RGW-Ebene. Worum es geht, könnte in folgender These zusammengefaßt werden: die innerstaatlichen Rechte sollen bezüglich der internationalen Zusammenschlüsse in einer gesellschaftsrechtlichen Konzeption, die im Grunde homogen ist, entwickelt werden. Die Harmonisierung im RGW soll sich auf die rechtsvergleichende Synthese von diesen richten, indem die harmonisierten Strukturen für äußere Teilnehmer offen sind; die Abweichungen sollen auf der Ebene des Besonderen, oder noch mehr des Individuellen erscheinen (konkrete Genehmigungen und Bedingungen der Errichtung als individuelle Staatsakte).

Die neueste ungarische Regelung – die Gesetzesverordnung Nr. 19 v. J. 1970, sowie die Verordnung des Finanzministeriums Nr. 28/1972 steht auf der Grundlage der einheitlichen Regelung. Eine andere Frage ist, daß im Bereich des konkreten Genehmigungsverfahrens, also auf der Ebene des Individuellen in der Praxis nicht ganz identische Gesichtspunkte und Verfahren für beide Kategorien zur Geltung gelangen.

c) Die erwähnte neue ungarische Rechtssetzung gestattet in einer einheimischen gemeinsamen Wirtschaftseinheit die Beteiligung bis zu 49% und gewährt auch darüber hinaus eine aktive Teilnahme der ausländischen Partner an der Leitung der Gesellschaft. Ihre Minderheitsrechte werden durch das Gesetz entsprechend geschützt und die Möglichkeiten des Gewinntransfers gewährt. Die Regelung bietet auch in der Form von Bankgarantien die nötige Sicherheit, die ausländischen Partner haben sogar für den Fall eventueller staatlicher Maßnahmen gesetzliche Garantien. In diesem Zusammenhang, nämlich in bezug auf die Zweckmäßigkeit der Kapitalanlage des Ausländers ergibt sich vielleicht ein wichtigeres Problem. Das ist die Höhe der Steuerschlüssel laut Verordnung des Finanzministeriums Nr. 28/1972. Die Einkommensteuer von 40 bzw. 60% ist ziemlich hoch. Die Praxis wird erweisen, ob ausländische Partner auch zu diesen Bedingungen die Beteiligung an

einheimischen wirtschaftlichen Vereinigungen eingehen werden. Wenn ja, so wäre es unbegründet nur wegen der zahlenmäßigen Höhe der Steuer diese Lösung fraglich zu machen.

d) Der in der Verordnung Nr. 28/1972 des Finanzministeriums bestimmte Tätigkeitsbereich der gemeinsamen wirtschaftlichen Zusammenschlüsse scheint ein rechtlich und grundsätzlich bedeutendes Problem zu sein. Die Tätigkeit der Assoziierung – in der Form der Aktiengesellschaft, offenen Handelsgesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung und der gemeinsamen Unternehmen – kann die wirtschaftliche und technologische Entwicklung, bzw. die Entwicklung von Handel und Dienstleistungen zum Ziel setzen. Vom Kreis ihrer Tätigkeit wird also die direkte Teilnahme an der Produktion ausgeschaltet. In der letzteren Sphäre dürften gemeinsame wirtschaftliche Vereinigungen nur mit Genehmigung des Ministerrates tätig sein, wie es in Verbindung mit der Erlassung der Verordnung Nr. 28/1972 des Finanzministers in einer gemeinsamen Stellungnahme des Außenhandels- und Finanzministeriums angedeutet wurde.¹⁰ Gegebenenfalls wird natürlich auch dies gesichert werden können. Das Problem besteht jedoch darin, daß das mit dem Titel „Entwicklung des wirtschaftlichen und technologischen Niveaus“ bezeichnete Tätigkeitsgebiet in einem Teil der Fälle an sich allein wirtschaftlich und rechtlich kaum vorstellbar ist; diese Entwicklung soll ja letzten Endes in der Produktion erscheinen und verwirklicht werden. Es wird daher notwendig sein, daß die mit so einem beschränkten Tätigkeitsbereich zustande kommende Vereinigung durch obligationsrechtliche Verträge mit den Produktionseinheiten verbunden werde, für die die gemischte Gesellschaft das Niveau der technologisch-wirtschaftlichen Entwicklung zu fördern wünscht. Außer der Kanäle des Obligationenrechtes ist jedoch auch ein anderer spezifischer Kanal vorstellbar, nämlich diejenige Lösung des modernen Gesellschaftsrechtes, die wir oben Kapitalbeteiligungsgesellschaft genannt haben; diese wäre in der gegebenen Lage ein Gespann von den konkreten Produktionseinheiten, Industriebetrieben als juristischen Personen, so aber, daß die Kapitalbeteiligungsgesellschaft auch bezüglich wichtigerer Aktionen der Produktionsbetriebe gewisse Befugnisse ausüben könnte. Der Zügel wäre also teils in der Hand der Kapitalbeteiligungsgesellschaft und zwar nicht nur sich selber, sondern teils auch dem mit ihm verbundenen Produktionsunternehmen gegenüber. Diese rechtliche Konstruktion steht im Einklang mit dem Geist der neuen ungarischen Rechtsnormen und den in diesen geregelten Konstruktionen, sie kann diese sogar ausdrücklich fördern. Diese rechtliche Konstruktion ist auch geeignet den aus dem abweichenden Gepräge der Eigentumsverhältnisse entstehenden Konflikte völlig

¹⁰ Die Stellungnahme wurde in der Presse veröffentlicht. (S. z.B. Magyar Nemzet 3. Oktober 1973.)

aufzulösen. Diese entwickelte Form der Kooperation sichert also die wirtschaftliche Assoziierung und das dadurch verfolgte Ziel, die technologische Entwicklung, die bessere Versorgung und das Rohmaterial.

e) Wenn wir jetzt die wichtigeren Aufgaben in bezug auf die Regelungssystemen der einheimischen internationalen Zusammenschlüsse kurz zusammenfassen wollten, könnten wir diese im folgenden darlegen: 1. Den Erfordernissen der Praxis entsprechend wird auch im Bereich der neuen gesellschaftsrechtlichen Gesetzgebung offensichtlich eine weitere Differenzierung und Entwicklung benötigt; die einzelnen Probleme haben wir schon oben berührt. 2. Die neue gesellschaftsrechtliche Gesetzgebung hält die gesellschaftsrechtlichen Formen des alten Handelsrechtes auch weiterhin am Leben, bzw. ruft sie wieder zu Leben, wünscht sie funktionieren zu lassen. So die Aktiengesellschaft, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung, damit zusammen natürlich deren altes Rechtsmaterial. Dieses Material ist aber einerseits in vieler Hinsicht völlig veraltet (es war ja Jahrzehnte hindurch im Zustand des Scheintoten), andererseits kennt es keine der in den entwickelten kapitalistischen Staaten doch zustande gekommenen neuen modernen Regelungsformen. In der Praxis wird es offensichtlich nötig sein, diese Rechtsinstitute umsichtig abzugrenzen, entweder im allgemeinen durch weitere Gesetzgebung oder minimal und konkret bei dem Abschluß der einzelnen konkreten Gesellschaftsverträge. 3. Die Haager Abkommen für Internationales Privatrecht beinhalten Bestimmungen auch für das Recht der juristischen Personen und Unternehmen; diese sind zwar Normen kollisionsrechtlicher Natur, ihre Anwendung kann doch gleichfalls notwendig sein; es wäre daher zu prüfen, wieweit die diesbezüglichen Kollisionsnormen in unserem Lande und die Haager Lösungen in Widerspruch oder Einklang sind (grundsätzlich ist die Möglichkeit der Übereinstimmung nicht ausgeschlossen, es kann sogar gesagt werden, daß sie in vielen Hinsichten vorhanden sind); dementsprechend könnte man den Beitritt zu den Haager Abkommen auch von diesem Aspekt überlegen. Ein zentrales Problem der Haager Abkommen, das sie in diesem Kreise regeln, ist die gegenseitige Anerkennung der juristischen Personen. Das zeigt auch, daß es sich um keine unbedeutende Frage handelt. 4. Durch Teilnahme an internationalen Kodifikationsforen müßten wir die Stärkung der im obigen umrissenen Konzeption anstreben, wie es im allgemeinen auch getan wird. (Ein solches Forum von hervorragender Aktualität bilden die rechtlichen Vorarbeiten der RGW-Integration.) Es ist gleichfalls begründet, unsere Kräfte auch im Rahmen des Ost-West Gedankenaustausches in diese Richtung besser einzusetzen.

4. Äußere Regelung und Gestaltung der internationalen Unternehmensbeziehungen in staatlichen und internationalen Rahmen

4.1. Ihre Funktion. Bisher erörterten wir rechtliche Regelungssysteme, die gewisse Formen der Unternehmensbeziehungen rechtlich direkt ausdrücken, überhaupt ermöglichen, schützen, funktionieren und entwickeln helfen, in rechtliche Typen und Kategorien institutionalisieren. Diese Regelung kommt gleichfalls von außen, namentlich aus der innerstaatlichen und internationalen Gesetzgebung, sie bezieht sich jedoch auf den inneren Inhalt der fraglichen rechtlichen Beziehungsformen.

Zur guten und gesunden Tätigkeit von diesen Formen der internationalen Unternehmensbeziehungen, sogar dazu selbst, daß diese überhaupt in Aktion treten und funktionieren können, ist die gleichzeitige gute Funktionierung des zusammenhängenden großen Systems der relevanten öffentlich-rechtlichen Regelungen. Die Sache begann einst damit (das war schon selbst eine Fortsetzung), daß die Staaten (die Könige) die Waren der Kaufleute überhaupt über die Grenzen gehen ließen, an einigen Orten Jahrmärkte genehmigten, behördliche Stellen zur Aufhaltung der Waren autorisierten, Steuer erhoben, die wirtschaftliche Kraft der einzelnen Knotenpunkte mit Privilegien stärkten usw. Heute kommt all dies in dem komplizierten Wirkungsmechanismus des inneren und des Völkerrechts zur Geltung, hinter dem auch heute letzten Endes die Interessen des Staates, und wenn nötig die Staatsmacht steht. Die Sphäre der öffentlichen Gewalt ist also in der Sphäre der Unternehmensbeziehungen immer, unter sozialistischen Bedingungen aber spezifisch mit ihren innerstaatlichen oder international koordinierten Befehlen gegenwärtig. Diese äußere Regelung hat drei solche Eigenschaften, die wir erwähnen müssen. Eine ist, daß sie – weil sie geeignet ist – zur drastischen und entschlossenen staatlichen Intervention, öfters diskriminativ verwendet wird (z. B. Embargos), während sich diese Sphäre gleichfalls auf die Stabilisierung der Beziehungen zu richten hat. Die andere besteht darin, daß sie für schnellere Maßnahmen, zur Erreichung schneller Änderungen geeignet ist (z. B. Ermäßigung der Zölle, schnelle Gewährung von Steuerbegünstigungen, Ausfuhrlicenzen in größerem Maße, staatliche Erweiterung der Kontingente zum schnellen Verlauf der Export-Importgeschäfte), aber auch sich selbst schnell ändert, während das innere System der Institutionen der Unternehmensbeziehungen die stabilere Sphäre der Regelung darstellt. Die dritte Eigenschaft ist die wichtigste; nämlich, daß die wirtschaftlichen bzw. außenwirtschaftlichen Grundinstitutionen, der auch nach Gesellschaftssystemen differenzierte Mechanismus der außenwirtschaftlichen Beziehungen in diesem öffentlich-rechtlichen Komplex zu finden sind.

4.2. *Katalog der äußeren Regelungssysteme in den innerstaatlichen Regelungen, in bilateralen und multilateralen Abkommen, im rechtlichen Mechanismus der wirtschaftlichen Integrationen.* Der Katalog der äußeren Regelungs- und Beeinflussungssysteme erscheint in der Form der einzelnen relativ abgesonderten und bestimmten öffentlich-rechtlichen Institutionen. Die Benennung der typisierten Institute verrät schon, welche Wirkungen sie auszulösen geeignet sind.

4.2.1. *In den innerstaatlichen Rechten* sind die folgenden äußeren Regelungen allgemein geworden (die Reihenfolge bezeichnet keine Wertordnung):

1. Genehmigungsverfahren der Verträge mit Ausländern (Warenlieferungen, Eingehen eines Arbeitsvertrages, Verkauf von Patenten), der Assoziierungen und Niederlassung von Gesellschaften.

2. Regelungssystem der Ausfuhr- und Einfuhrlizenzen – oder Verbote – sowie Kontingente (organisatorische Verfahrensregel und inhaltliche Bedingungen).

3. Genehmigungs- und andere devisenrechtliche Normen der internationalen Zahlungen und finanziellen Transaktionen.

4. Die Konvertibilität, bzw. mangels deren funktionierende Umrechnungs- und Transfervorschriften.

5. Zölle und andere zollartigen Regelungen des Warenverkehrs (non-tariff barriers).

6. Genehmigungsordnung und Schutz der Investitionen.

7. Steuer und Steuerbegünstigungen hinsichtlich ausländischer Waren sowie Investitionen.

8. Andere Unterstützungsformen (Subventionen, Exportkredite, Preisergänzungen, staatl. Bestellungen usw.).

9. Zinsen- und Geldpolitik.

10. Verfahrens- und Vollstreckungsregelungen zur internationalen oder Außenhandels-Schiedsgerichtsbarkeit und zur Vollstreckung der Beschlüsse der Schiedsgerichte.

4.2.2. Die andere Ebene der öffentlich-rechtlichen Regelung wurde bzw. wird in *bilateralen zwischenstaatlichen Verträgen* (Vereinbarungen) verwirklicht. Die allgemein bekannten Typen dieser Verträge sind:

1. Zwischenstaatliche Konsulats- und Handelsverträge (die fallweise auch Schifffahrts- und Handelsverträge genannt werden). Diese umfassen im allgemeinen Fragen wie:

a) Gewährung des Prinzips der Meistbegünstigung.

b) Anerkennung der juristischen Personen und Deklaration des Prinzips „*régime national*“ auf ihre Tätigkeit.

c) Gegenseitiger Schutz des Vermögens, der Interessen und Rechte der Rechtssubjekte gleichfalls aufgrund des *régime national*.

d) Fragen der Beilegung gewisser zivilrechtlicher Streitfälle.

e) Gegenseitig eingegangene Verpflichtungen in der Liberalisierung von wirtschaftlichen Beziehungen (Gewährung des Transitverkehrs, beiderseitiger Auftritt gegen wettbewerbwidrige Aktionen, Liberalisierung der Kontingente usw.).

2. Warenverkehrsvereinbarungen (Jahres- oder langfristige Vereinbarungen, Protokolle), die – wenn sie ausnahmsweise auch die Funktion der Handelsverträge erfüllen – auch obige Fragen im allgemeinen berühren; falls sie nur Warenverkehrsvereinbarungen sind, regeln sie im allgemeinen nur die Kontingente, Ausfuhrlicenzen, Zollverfahren, allmähliche Auflösung der Kontingente und deren Art usw.

3. Die Rechtshilfeverträge werden immer mehr zu umfassenden internationalen Verträgen. Sie sind vom Gesichtspunkt der öffentlich-rechtlichen, äußeren Regelung der Unternehmensbeziehungen aus weniger bedeutend, obgleich sie eine Frage meistens regeln: das für die juristischen Personen maßgebende Recht wird mit international-privatrechtlicher Methode bestimmt und nur sehr allgemein formuliert deren Status nach innerstaatlichem Recht gewährt.

4. Die vermögensrechtlichen und finanziellen Verträge dienen direkt oder indirekt der Regelung von ausländischen Forderungen (meistens in der Form von Regelung vorheriger zwischenstaatlicher Forderungen, wie z. B. im neulich zustande gekommenen vermögensrechtlichen Vertrag zwischen den Vereinigten Staaten und der Ungarischen Volksrepublik).

5. Steuerrechtliche Abkommen und Vereinbarungen unter anderen die Fragen der Doppelbesteuerung betreffend.

6. Zollrechtliche Vereinbarungen über die Ermäßigung der Zölle und anderer zollartiger Abgaben, sowie Vereinfachung des Zollverfahrens (obgleich diese Fragen der Zollabkommen meistens in den Handelsverträgen geregelt werden, gibt es auch spezielle bilaterale Zollabkommen, wie z. B. der Vertrag zwischen Ungarn und Österreich von 1968 über die Gewährung von begünstigten Zollsätzen: Gesetzesverordnung Nr. 36 v. J. 1969).

7. Bilaterale Vereinbarungen über die Bedingungen des Eingehens von Arbeitsverträgen seitens physischer Personen.

8. Konkrete zwischenstaatliche Vereinbarungen gewöhnlich auf der Ebene eines Industriezweiges, die die gemeinsame Verwirklichung von größeren Programmen fördern, deren Durchführung die intensive Zusammenarbeit der betroffenen Unternehmen der beteiligten Länder fordert.

4.2.3. Im *multilateralen Bereich* der öffentlich-rechtlichen äußeren Regelungen kamen universelle Normen selbstverständlich weniger zustande. Das ist die logische Folge des Umstandes, daß die wirtschaftlichen bzw. außenwirtschaftlichen Grundinstitutionen der Staaten im öffentlich-rechtlichen Regelungskomplex ihren

Platz haben – wie es bekannt ist, und aus dem Katalog unter 4.2.1. ersichtlich – wie auch der nach dem gesellschaftlichen System verschiedene Mechanismen ihrer außenwirtschaftlichen Beziehungen. Eine universell geltende Einheit konnte bzw. kann in diesem Bereich nur bezüglich einiger Teilfragen verwirklicht werden. Ein intensiver Grad der Vereinheitlichung auf diesem Gebiet bedeutet eigentlich die internationale wirtschaftliche Integration, die sich auch in unseren Tagen mit regionalem und nicht universellem Gepräge entfaltet.

1. Die bisher umfaßendste und bedeutendste internationale öffentlich-rechtliche Regelung hat nach ziemlich allgemeiner Auffassung das GATT verwirklicht, dem auch Ungarn beitrug. Das Ziel dieser Organisation ist bekannt: die Liberalisierung des internationalen Handels, die Auflösung des protektionistischen Außenhandels, der Abbau der Zollbeschränkungen. Das heute durch etwa 100 Staaten ratifizierte Abkommen GATT will in folgenden wichtigeren äußeren Regelungsinstitutionen wirken: die allgemeine Ausdehnung des Prinzips der Meistbegünstigung im Bereich der Steuer, Gebühren und Zölle, Freiheit von Transitlieferungen, Antidumping-Maßnahmen und Verhalten als Erfordernis, Veröffentlichung der Rechtsnormen und Verfügungen, die den Handel regeln, Befreiung der außenwirtschaftlichen Bewegungen der Unternehmen von imperativen staatlichen Gebundenheiten, Aufhebung der mengenmäßigen Beschränkungen, Verbot der Diskriminierung im Falle von sonst begründeten Beschränkungen, die nicht-diskriminative Möglichkeit der Teilnahme an inländischen wirtschaftlichen Operationen für ausländische Unternehmen, koordinierte Administration von Subventionen, Anerkennung und Bestimmung der Rahmen der regionalen Entwicklung, usw.

2. Ungarn ist Teilnehmer von mehreren multilateralen Abkommen bezüglich Zollverfahren (z.B. Abkommen von Brüssel 1950, Gesetzesverordnung Nr. 2 v. J. 1969) die jedoch nicht meritorisch, sondern in – zwar wichtigen – technischen Verfahrensproblemen die Einheit hergestellt haben (z.B. einheitliches Schema von Warengruppen der Zolltarife und gleichen Kodenummern derselben usw.).

3. Bei multilateralen Abkommen, wie EFTA, LAFTA oder OECD tauchte die Teilnahme von Ungarn nicht auf. Ihre Funktion liegt irgendwo zwischen GATT und den Integrationen.

4. Ungarn ist Mitglied der verschiedenen Unionen für Urheberrecht und für Schutz des gewerblichen Eigentums – das auch in den Unternehmensbeziehungen sehr wichtig ist, weil sie das Verfügungs- und Benutzungsrecht des jeweiligen Eigentümers oder Berechtigten einer gegebenen Geistesschöpfung garantieren.

5. Wir traten dem Abkommen von New York v. J. 1958 über die Vollziehung ausländischer Schiedsgerichtsurteile bei (Gesetzesverordnung Nr. 25 v. J. 1962), womit wir eine sehr wesentliche äußere Bedingung der Funktionierung gewähren.

6. Bisher haben wir an den Vorarbeiten (im Rahmen der International Law Association – ILA) nicht teilgenommen, die einerseits zum Schutz des Vermögens (Investitionen) der ausländischen Unternehmen, andererseits zur Begrenzung der Wettbewerbsbeschränkungen Aktionen der internationalen Monopolen und Kartellen internationale Abkommen und deren allgemeine Ausbreitung vorbereiten wünschen. Beide Gebiete sind voll von wirtschaftlichen und politischen Konflikten; nach gründlicher Erwägung müßten wir für die internationale Front derjenigen Stellung nehmen, die auf diesen Gebieten für progressive Lösungen kämpfen.

7. Solche wichtige multilaterale völkerrechtliche Instrumente, wie die Verträge der NATO und des Warschauer Pakts, die eigentlich keine wirtschaftliche Bestimmung haben, jedoch ernste wirtschaftliche Auswirkungen und vor allem sich auf Europa beziehen, können vom europäischen Inventar der multilateralen Verträge wirtschaftlicher Auswirkung nicht weggelassen werden. Die im Rahmen des NATO-Vertrages angenommenen zwischenstaatlichen Vereinbarungen besagen z. B., daß Bestellungen für NATO-Zwecke nur solchen Unternehmen zu geben sind, die ihren Sitz in einem Mitgliedsstaat der Organisation haben und das Recht der Aktionäre gleichfalls das Recht von irgendeinem NATO-Staat ist.

8. Schließlich müssen die internationalen Kartellabkommen erwähnt werden, weil z. B. dem Internationalen Zinnabkommen auch Ungarn beigetreten ist (Gesetzesverordnung Nr. 5v.J. 1972). Diese spielen bezüglich der gegebenen Waren eine bedeutende Regelungsrolle (Liberalisierung, Stabilisierung oder eben Beschränkung) und die konkreten Verträge der Unternehmen, Kontingente und Preise können sich nur im Rahmen dieser Kartelle bewegen (z. B. internationale Abkommen für Weizen, Wolle, Zinn, die Vereinbarung der Öl-exportierenden Länder OPEC usw.).

4.2.4. Eine spezifische, abgesonderte Gruppe der multilateralen äußeren Regelungssysteme bilden diejenigen internationalen Normen, die *internationale wirtschaftliche Integrationen* bezwecken und funktionieren lassen. Natur und Thematik dieser Normen gestaltet sich je nach dem lockeren oder engeren Charakter der Integration. Ihre europäischen Beispiele: EWG und RGW sind wohl bekannt. Die Abhandlung von L. Sólyom über die Regelungssysteme der RGW enthebt mich einer eingehenden Analyse dieser Normen. Vom Gesichtspunkt der Ost-West-Beziehungen haben wir nur auf einige wichtigere Elemente der westeuropäischen Integration hinzuweisen, indem für die ausführliche Bearbeitung auf die bezügliche Literatur verwiesen werden kann.¹¹

Die EWG ist eine fortgeschrittene, auch in den Einzelheiten funktionierende Einheit.

¹¹ S. in der ungarischen Literatur: MÁDL, F.: *Az Európai Gazdasági Közösség Joga* (Das Recht der EWG) Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974. p. 1–450.

a) Das kommt einerseits in der quasi verfassungsmäßigen Ordnung ihres organisatorischen Aufbaus und der Funktionen ihrer Organe zum Ausdruck (Zusammenstellung der Organe; Aufbau der Organe – Parlament, Rat, Kommission, Gericht – womit man die Teilungsgrundsätze von Montesquieu „Teilung der Staatsgewalte“ sozusagen reproduzieren wollte; Ordnung der Schaffung von direkt geltenden allgemeinen Normen und individuellen behördlichen und gerichtlichen Normen). Die diese verfassungsmäßige Formel ausdrückenden Normen berühren die Ost-West-Beziehungen *direkt* nicht, weil sie die Ordnung der inneren Funktionen der EWG bestimmen.

b) Diese haben aber gleichfalls die Bestimmung, an die Stelle der separaten Wirtschaftspolitik der 9 Mitgliedsstaaten eine integrierte, bzw. harmonisierte Wirtschaftspolitik zu stellen, wodurch sie auch auf die Unternehmensbeziehungen zwischen Ost und West auswirken. Dies kann dadurch erreicht werden, daß man an die Stelle der nationalen Verschiedenheiten in bezug auf den Katalog der oben umrissenen inneren und äußeren Regelungssysteme der internationalen Unternehmensbeziehungen (Kapital, Unternehmen, Waren, Dienstleistungen und Arbeitskraft) die Einheit der EWG stellt. Das ist ein langer Prozeß (den auch der Vertrag von Rom für lange Frist plante), und vieles geht langsamer, als man dachte; auch Krisen treten häufig auf. Um nur auf die zwei bedeutendsten hinzuweisen: eine war die einheitliche Agrarpolitik (sie wurde letzten Endes mit gewissen Konzessionen unter Dach gebracht); die andere war die „Verfassungskrise“. Diese entstand wegen der Einführung der Mehrheitsentscheidungen nach dem Vertrag von Rom am Ende der Übergangszeit. (Frankreich opponierte im Zeichen der nationalen Souveränität, dann wurde die „*les accords de Luxembourg*“ genannte Auflösung geboren, die auch seitdem funktioniert und deren Wesen das Prinzip der Förderung der einstimmigen Entscheidungen ist.) Die Tatsache jedoch, daß die EWG eine funktionierende wirtschaftliche Integration ist und daß in ihrem Rahmen bedeutende Fortschritte erzielt wurden, kann nicht in Frage gestellt werden, und muß auch von der Position der sozialistischen Länder als Tatsache beachtet werden. Nachdem die EWG nach außen, auch in der Richtung der sozialistischen Staaten in vielen Hinsichten an die Stelle der 9 Mitgliedsstaaten treten will, und weil es hier um aktive Wechselwirkungen, geltende Handelsverträge und den Kampf von wirtschaftlichen Interessen geht, muß man bestrebt sein, aus diesem „Dialog“ das Maximum an Vorteilen „herauszuholen“. Dazu muß man andererseits wissen, in welchen wichtigeren Fragen die integrierten äußeren und inneren Regelungssysteme der EWG eine einheitliche neue Struktur in den internationalen Unternehmensbeziehungen zur Geltung bringen wollen.

aa) Die folgenden zwei Bestrebungen, die aus der allgemein gewordenen Zollunion und Vereinheitlichung der internationalen Wirtschaftspolitiken enstan-

den, sind die wichtigsten von denen, die die EWG den Drittstaaten anzwängen möchte: eine ist, daß die Drittstaaten das Prinzip der Meistbegünstigung auf Zoll, Steuer und andere Präferenzen nicht beanspruchen können, weil diese – wie man sagt – mit den Verpflichtungen aus der Integration verbunden dem Wesen der letzteren angehören. Die andere: langfristige Handelsverträge und Warenaustauschvereinbarungen sollten in der Zukunft nicht die Mitgliedsstaaten abschließen, sondern die EWG als solche. Der Kampf um diese Probleme herum ist nicht leicht. Er berührt viele Interessen. Die Praxis des Vertrages von Rom und der EWG-Behörden deutet darauf hin, daß die EWG dessen bewußt ist, wonach dieser Kampf nur mit Zugeständnissen und Kompensationen ausgetragen werden kann. In diesem Kampf stehen von außen nicht nur die sozialistischen Staaten der EWG gegenüber in Reih und Glied.

bb) Im Keise der äußeren Regelungen integrierte bzw. integriert allmählich die EWG unter anderen die behördlichen Genehmigungsbedingungen der Kapitalanlagen, Investitionen, Unternehmen, Dienstleistungen, Bewegung und Ansiedlung von Arbeitskräften, Schutzbedingungen der Geistesschöpfungen, die Ordnung der Vollziehung von Gerichtsentscheidungen, den gemeinschaftsbedingten behördlichen Mechanismus der Monopol- und Kartellkontrolle usw.

All das wird durch die Mitgliedsstaaten bzw. die erwähnten Organe der EWG in Form der folgenden Rechtsquellen bzw. gemeinschaftlichen behördlichen Einzelakte verwirklicht: Konventionen, internationale Verträge, Verordnungen, Stellungnahmen, Urteile; in der heute nunmehr großen Einheit von diesen (deren Grund und Charta der Vertrag von Rom und der Montanunion bildet) kann man nicht mißachten, daß ein relativ gut funktionierendes Rechtssystem entstanden ist) das sogenannte europäische Wirtschaftsrecht oder Gemeinschaftsrecht, Community Law, *droit économique européen*), mit dem eine Diskussion zu führen die eingehende Kenntnis dieses ganzen Systems voraussetzt. Das ist umso mehr notwendig, da die west-europäischen Operationen unserer Unternehmen in der Zukunft immer mehr in den Bereich der Parameter dieser rechtlichen Erscheinungen gelangen.

cc) Vom Gesichtspunkt dieses letzteren Interesses aus haben wir schließlich auch darauf hinzuweisen, daß die EWG auch im Katalog der unter Punkt 3 erörterten inneren Regelungen – Verbindungsformen der Unternehmen, handelsrechtlichen Institutionen – viele integrierte gemeinschaftliche Regelungselemente an die Seite oder an Stelle der innerstaatlichen Regelungen eingebaut hat. Diese haben wir im obigen schon erwähnt (3.4.3.; 3.4.6.); hier nur soviel: diese bedeuten auch für die westlichen Operationen unserer Unternehmen vorteilhafte Formen, wenn diese ihrer richtig Gebrauch machen können.

*

Die Ost-Westbeziehungen und der Welthandel selbst ist heute – wie wir in der Einführung feststellten – in einem Zeitabschnitt, den auch die Nachwelt wahrscheinlich als eine „neue Epoche“ bezeichnen wird. In dem heutigen juristischen Instrumentar gibt es viel veralteten, auch von rechtsdogmatischem Gesichtspunkt aus unbrauchbaren, sogar schädlichen Kram; es sind darin auch Udinge erhalten, die Produkte des kalten Krieges waren und ihren eigenen Körper überlebt haben, andere sind im Protektionismus „modern“; im UNCTAD müßte man die Rufe der dritten Welt nach neuen Normen besser hören; es entstehen moderne nationale Gesetze über die mehr offene wirtschaftliche Zusammenarbeit, die Rechtsinstitutionen der Integrationen versuchen gleichfalls offen zu sein; die VN betrachten die globale Entwicklung des Rechtes des internationalen Handels als ihre Aufgabe, und versucht auch andere internationale Organe zur Verbreitung dieses neuen „Glaubens“ des *pax und lex mercatoria* zu stärken. Das alles zu erreichen bedeutet jedoch einen langen und schweren Kampf, in dem eventuelle politische Interessen, der immer leicht aufkommende Voluntarismus, die nicht immer fortschrittlichen Traditionen, die verschiedenen rechtlichen und wirtschaftspolitischen Inertien über die gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Gegensätze hinaus eine lange Reihe der zu bezwingenden Widerstände vor uns stellen. Der Hauptstrom wird aber sicherlich immer stärker werden. Der neue „Welthandelskodex“ – das Wort hier in abstraktem Sinne verstanden – den wir suchen und aus dieser Gärung hervorbringen müssen, wird darin eine große Rolle spielen. Die Keime von einem solchen Kodex, seine primären Hauptelemente sind in den Fragen zu suchen, bzw. auf den Gebieten, die wir in unserer Abhandlung durchwanderten. Die Aufgabe lautet: von den Gesetzmäßigkeiten der Entwicklung der Produktivkräfte und Produktionsverhältnisse, von der den neuen Verhältnissen zeitgemäß angepaßten inneren und äußeren Wirtschaftspolitik das rechtliche Denkmodell zu entfalten, mit dem wir uns an der Schaffung dieses „Kodex“ beteiligen können und wollen.

On the legal mechanism of East-West enterprise-level cooperation

F. MÁDL

An important form of East-West economic co-operation is co-operation between enterprises. The expansion of this form needs the developing of the appropriate legal channels. The paper pursued a dual purpose. One of these is to survey those regulation patterns which govern East-West economic co-operation on the enterprise level (domestic, national regulation patterns, domestic conflict law and substantive law in socialist and developed capitalist countries, regulation laid down in international agreements and legal patterns formulated in international practice on questions like international sale, co-operation contracts, technological transfer, international economic associations, etc.). The other purpose was: to ascertain the actual position on the now-mentioned regulation levels of co-operation patterns, respectively where and what ought to be done to develop the legal mechanism involved which will serve, ultimately the growth of East-West economic contacts.

О правовом механизме сотрудничества между Западом и Востоком на уровне предприятий

Ф. МАДЛ

Одной из важнейших форм сотрудничества между Западом и Востоком является сотрудничество предприятий. Для развития этой формы необходимо развивать и соответствующие правовые средства. Автор данной статьи ставил перед собой две цели. Первая из них — рассматривать формы регулирования, в рамках которых осуществляется экономическое сотрудничество между Западом и Востоком на уровне предприятий (внутренние или же национальные формы регулирования, так например внутреннее право коллизии и материальное право в социалистических странах и развитых капиталистических странах; регулирование в форме международных соглашений, а также правовые формы, возникшие в международной практике), такие вопросы, как например международная купля, договоры кооперирования, технологический трансфер, международные хозяйственные объединения, и т. д. Вторая цель — рассматривать, каково действительное положение на упомянутых уровнях регулирования отдельных форм сотрудничества, а также вопрос о том, что делать в интересах развития данного правового механизма, в пользу развития экономических связей между Западом и Востоком.

Unternehmensbeziehungen im RGW und in der Ost-West Relation

von

L. SÓLYOM

wissenschaftlicher Mitarbeiter
Institut für Staats- und Rechtswissenschaften
der Ungarischen Akademie der Wissenschaften

Die Abhandlung verfolgt zwei Ziele: einerseits faßt sie die rechtlichen Probleme der Unternehmensbeziehungen der RGW-Länder zusammen, andererseits legt sie die Rechtsfragen dar, die sich auf diesem Gebiet für die Kooperation der Unternehmen in der Ost-West Relation ergeben.

Als Vorfrage wird es im Aufsatz erörtert, ob der RGW notwendigerweise solche spezifische rechtliche Mittel erforderlich macht, die ihrem Wesen nach von den juristischen Lösungen des Weltmarktes abweichen. Dabei handelt es sich um das Verhältnis der „staatlichen“ und „Betriebsebenen“, mit anderen Worten der völkerrechtlichen und der zivilrechtlichen Regelung. Der Aufsatz nimmt für die erhöhte Geltung der letzteren Stellung, weil diese die optimale Koordinierung des RGW mit dem Weltmarkt mehr fördern kann.

Des weiteren werden Rechtsprobleme des Warenaustausches, der Spezialisierung und Kooperation, sowie der gemeinsamen Unternehmen in dem RGW von dem Gesichtspunkt aus untersucht, wieweit in diesen die „zivilrechtlichen“ und „öffentlich rechtlichen“ Elemente zur Geltung kommen und jene Lösungen und Möglichkeiten hervorgehoben, die das Recht des RGW von den üblichen Lösungen des Weltmarktes nicht isolieren.

1. Vorfragen

Diese Abhandlung verfolgt ein doppeltes Ziel. Einerseits faßt sie die rechtlichen Probleme der Unternehmensbeziehungen der RGW-Länder zusammen, andererseits erörtert sie jene Rechtsfragen, die auf diesem Boden für die Kooperation der Unternehmen in Ost-West Relation entstehen. Bevor es jedoch auf die konkreten Fragen käme, stellt sie dar, wie das Verhältnis beider Gebiete – der Beziehungen innerhalb des RGW und in der Ost-West Relation – in dem Recht erscheint.

1.1. Die Grundfrage kann sehr scharf folgendermaßen formuliert werden: kann das Recht der wirtschaftlichen Beziehungen innerhalb des RGW vom Recht der Ost-West Beziehungen isoliert werden? Inhaltlich: hat die RGW-Integration solche Eigenheiten, die spezifische, von der allgemeinen Regelung der Weltwirtschaft ihrem Wesen nach abweichende rechtliche Mittel erforderlich machen? Die Entscheidung dieser Frage hat sowohl innerhalb der nationalen Rechtsordnungen, wie im vereinheitlichten Recht des RGW weitgehende Folgen. Im ersten kann die

grundlegende Verdoppelung des Rechts der Außenwirtschaft von dieser abhängen, im Recht des RGW aber das Verhältnis zwischen der zivilrechtlichen Regelung auf Unternehmensebene und der Regelung völkerrechtlicher Natur auf staatlicher Ebene. Natürlich stecken hinter der Wahl von rechtlichen Mitteln verschiedene wirtschaftspolitische Anschauungen. Diese Ansichten haben jedoch in der sozialistischen Gesellschaftsordnung letzten Endes einen gemeinsamen Nenner, andererseits sind sie nicht ausschließlich an eine gegebene Art des rechtlichen Mechanismus gebunden. Zur Beurteilung der ganzen Frage müssen wir also betonen, daß das gleiche Ziel durch sehr abweichende rechtliche Konstruktionen erreichbar ist; und umgekehrt: das gleiche Rechtsinstitut kann in der Tat sogar mit gegensätzlicher Wirkung funktionieren.

Auf unser näheres Problem zurückkommend bietet die Laufbahn' des sogenannten „Wirtschaftsrechtes“ in den nationalen Rechtsordnungen eine sehr aufschlußreiche Analogie. Das Wirtschaftsrecht kam z.B. in der Tschechoslowakei und der DDR aufgrund theoretischer Erwägungen zur Macht (Einheit der die ganze Volkswirtschaft umfassenden Planung, Wirtschaftsführung und der Produktion) und ist bis heute wirksam; es regelt die Wirtschaftsverwaltung und die wirtschaftlichen Beziehungen der planverpflichteten Produzenten einheitlich, unter Betonung der *staatlichen Lenkung*. Die grundlegenden Institute des Zivilrechtes wurden dadurch verdoppelt. In der Krise des Systems der direkten Plananweisungen entwichenen wirtschaftlichen Reformen haben die Anhänger der Theorie des Wirtschaftsrechtes auch in anderen sozialistischen Staaten von neuem aktivisiert. Diese Anschauung trat nunmehr auch in bezug auf die internationalen Wirtschaftsverhältnisse des RGW auf.

1.1.1. *Die internationale Variante der wirtschaftsrechtlichen Konzeption* wird am schärfsten in der DDR vertreten.¹ Diese Auffassung kommt an die Rechtsbeziehungen innerhalb des RGW vom Gesichtspunkt der staatlichen, und zwar *gemeinsamen* staatlichen Lenkung aus heran, und betrachtet eine einheitliche „Systemregelung“ als wünschenswert – indem sie alle Verhältnisse der Integration als ein einheitliches System wertet.

Die spezifische zwischenstaatliche Leitung würde sich auf die Beziehungen der Staaten und wirtschaftlichen Organisationen untereinander, bzw. auf die Beziehungen der Staaten zu den genannten Organisationen erstrecken. Das Normensystem des internationalen Wirtschaftsrechtes würde ausschließlich im Wege von verbindlichen Vereinbarungen der RGW-Staaten, bzw. unter Einschaltung internationaler Organisationen zustande kommen; d.i. *seine Rechtsquellen*

¹ SEIFFERT, W.: *Theoretische Probleme der Herausbildung des sozialistischen internationalen Wirtschaftsrechts*. Staat und Recht 3., 4. und 8/1972.

wären völkerrechtlich. Wir müssen hervorheben, daß dieser Rechtsstoff die bezüglichen Außenwirtschaftsverhältnisse auch *innerhalb der einzelnen Staaten* regeln würde. Aus dieser Konzeption folgt logisch die *Zurückdrängung der Betriebsebene*.

Die Anhänger des internationalen Wirtschaftsrechts vertreten z. B. gegenüber den gemeinsamen Unternehmen die Konzeption der internationalen Industriezweigorganisationen.² Diese Lösung würde die Koordinationstätigkeit der zentralen Staatsorgane (die Abstimmung der Wirtschaftspolitik, Plankoordination, Aufstellung von Prognosen, gemeinsame Planung) mit den vertraglichen Beziehungen der einzelnen Warenhersteller verbinden; die internationalen Industriezweigorganisationen würden das Ganze des bezüglichen Industriezweiges der Mitgliedstaaten vertikal und horizontal von der Forschung und Entwicklung bis zur Verwertung gleichfalls umfassen. Als Keim solcher Organisationen betrachtet man Organisationen wie z. B. INTERMETALL, oder die internationale Vereinigung für Kugellager. Diese Konzeption führt über solche direktere Fragen hinaus zu engeren Formen der Zusammenarbeit der Mitgliedstaaten, wie z. B. die Errichtung eines gemeinsamen Obersten Gerichts des RGW,³ dessen Kompetenz sich auf *alle* Rechtsstreite erstrecken würde, die aus der Zusammenarbeit im RGW entstehen. Weitergehend: wenn die Vorschriften für das Verhalten der innerstaatlichen Organe und ihre Beurteilung in einem so breiten Bereich auf völkerrechtliche Ebene erhoben und in die Kompetenz von internationalen Organe hinübergehen würden, kämen wir einer politisch aufgefaßten sozialistischen Staatengemeinschaft nahe. Abgesehen davon, daß diese Folgen Verhältnisse der fernen Zukunft voraussetzen und noch fehlende Bedingungen antizipieren, blieb die auf heutige Verhältnisse projizierte Konzeption des internationalen Wirtschaftsrechtes in Minderheit.

1.1.2. Dies bedeutet, daß wir *bei der rechtlichen Struktur des RGW mit der überlieferten dualistischen Methode der Regelung zu rechnen haben*: neben der grundlegenden – jedoch bloß rahmenartigen – *völkerrechtlichen Regelung* spielen auch die *zivilrechtlichen* Beziehungen eine Rolle. Fraglich bleibt bei alledem die

² RÜSTER, L.: *Funktionsweise und Rechtsstellung internationaler Industriezweigorganisationen im System der sozialistischen internationalen Arbeitsteilung*. S. Zu Rechtsproblemen der sozialistischen ökonomischen Integration im RGW. Potsdam-Babelsberg, 1970. p. 99

³ Zur Auffassung von Stalew und Graefrath siehe: MADL, F. – SÓLYOM, L.: *Nézetek és nézeteltérések a gazdasági integráció jogtudományi kérdéseiről*. (Meinungen und Meinungsverschiedenheiten über rechtswissenschaftliche Fragen der wirtschaftlichen Integration.) *Gazdaság- és Jogtudomány*, 1970. p. 259. Vgl. ferner VILÁGHY, M.: *A nemzetközi gazdasági kapcsolatok jogi szabályozásának elméleti alapjai* (Theoretische Grundlagen der rechtlichen Regelung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen). *Gazdaság- és Jogtudomány*, 1973. p. 30. Zum stufenweisen Ausbau der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit Vgl. KÁLMÁN, GY.: *A KGST államok anyagi felelőssége gazdasági kötelezettségvállalásukért* (Die materielle Verantwortlichkeit der RGW-Staaten für ihre wirtschaftlichen Verpflichtungen). *Jogtudományi Közlöny*, 1972. p. 297

Proportion der zwischenstaatlichen bzw. Unternehmensbeziehungen, die den Hintergrund dieser Regelungsarten bilden. Eine andere spezielle Ebene dieser Beziehungen muß gleichfalls beachtet werden: die Verbindungen zwischen Ministerien bzw. anderen Oberbehörden, die im allgemeinen und prinzipiell als öffentlich-rechtlich betrachtet werden müssen, während im Falle gewisser Verträge zwischen dem Ministerium eines Staates und dem Unternehmen eines anderen (sog. diagonale Verträge) oft zivilrechtliche Verhältnisse zustande kommen.⁴

1.1.3. Wie bereits gesagt, die Konzeption des sozialistischen internationalen Wirtschaftsrechtes schneidet die ganze Regelung der RGW-Verbindungen von der Rechtsordnung des Weltmarktes ab. Es handelt sich natürlich *nicht* darum, daß der RGW seine eigenen speziellen Rechtsinstitute nicht entwickeln würde, daß er von solchen Instituten Gebrauch machen müßte, die in der kapitalistischen Wirtschaft entstanden sind. Wichtig ist nur, daß wir nicht von einer Präkonzeption ausgehen, die *jedes Institut grundsätzlich speziell regeln will*, so daß sie die kapitalistischen rechtlichen Lösungen ähnlicher Funktion und deren Erfahrungen nicht zur Kenntnis nimmt und sich vor den eventuell allgemein verwendbaren Instituten von vornherein verschließt.

Den prinzipiellen Ausgangspunkt der Konzeption, die die Beziehungen innerhalb des RGW und im Verhältnis Ost-West gleichsam vor Augen hält, stellt eine „abgesonderte, jedoch nicht isolierte Betrachtungsweise“ dar.⁵ Das bedeutet, daß wir grundlegend keine separaten Konstruktionen anstreben, andererseits aber auch das kapitalistische Recht nicht „rezipieren“. Diese Annäherung *führt* aber notwendigerweise *zum Verhältnis der regionalen und universellen Rechtsvereinheitlichung*, und andererseits *zur Harmonisierung der Rechtsordnungen der RGW-Länder*.

Was die *universelle Rechtsvereinheitlichung* betrifft, ist deren Zukunft nur dann gesichert, wenn sie mit keinem umfassenden Anspruch auftritt, sondern sich auf einzelne Rechtsinstitute beschränkt. Nach der Auffassung der sozialistischen Rechtswissenschaft liegt die allgemeine Vereinheitlichung des Rechtes des internationalen Handels eben zufolge ihrer vereinfachenden Wirkung, im Interesse *aller* Staaten. Übrigens ist das die Sphäre, wo das Privateigentum bzw. das gesellschaftliche Eigentum als Gründe der Rechtsinstitute direkt nicht zum Vorschein kommen.⁶ Mit dem Fortschritt der Handelsbeziehungen können sich die Verbindun-

⁴ Vgl. SÓLYOM: *Minisztériumok kapcsolatai a KGST-ben* (Verbindungen der Ministerien im RGW). Állam-és Jogtudomány 1971. p. 756

⁵ EÖRSI, GY.: *Megnyitóbeszéd* (Eröffnungsrede) S. Internationale Konferenz über Rechtsfragen der internationalen Wirtschaftsbeziehungen. Budapest, 16–18. November 1971. Polygr. Institut für Staats- und Rechtswissenschaften, p. 2.

⁶ EÖRSI: *Regional and universal unification of the law of international trade*. The Journal of Business Law, 1967 April, p. 147.

gen zwar so eng gestalten, daß die Fragen des Eigentumsrechtes nicht mehr in die innerstaatlichen Rechte zurückzudrängen sind (z.B. gemeinsame Unternehmen), die Erfahrung zeigt aber, daß die Schwierigkeiten sich nicht von der rechtlichen Regelung ergeben.

Bei unserem Verhältnis zu der universellen Rechtsvereinheitlichung müssen wir folgendes berücksichtigen. Die sozialistischen Staaten sind – in unterschiedlicher Proportion – an einer Reihe solcher Abkommen beteiligt, die ein äußerst enges Gebiet größtenteils technischen Charakters regeln. Hierher gehören z.B. das Recht des geistigen Eigentums, das Lufttransportabkommen von Warschau usw. Darüber hinaus können wir jedoch auf mehr meritorischen Gebieten Zeugen von gegensätzlichen Tendenzen in der kapitalistischen und sozialistischen Welt sein.⁷

Die ursprünglich sehr abweichenden bürgerlichen Rechtssysteme weisen eine eindeutige Annäherung auf. Demgegenüber kommt die Vereinheitlichung des Rechts der internationalen Wirtschaftsbeziehungen sehr langsam vorwärts. Der Fortschritt wird nicht entscheidend auf dem institutionellen staatlichen Wege durch Ratifikation von Entwürfen für ein vereinheitlichtes Recht vollzogen, sondern in der Praxis auf der Ebene der Handelsusancen und Musterverträge. Die sozialistische Rechtsentwicklung steht diesem entgegen. Hier sondern sich die ursprünglich sehr ähnlichen Zivilrechte immer mehr ab. Während die aufgrund des gesellschaftlichen Eigentums in dem Maßstab eines ganzen Landes organisierte Wirtschaft ihre rechtliche Struktur innerstaatlich befestigt und die Annäherung zwischen den einzelnen Ländern (die Harmonisierung der Zivilrechtsinstitute) hemmt, erleichtert dieselbe Erscheinung, die die spontane Bewegung der Produktivkräfte bremst, die Vereinheitlichung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen auf staatlicher Ebene.

Das alles verspricht prinzipiell und abstrakt den *regionalen* Vereinheitlichungsarbeiten im Rahmen des RGW einen schnellen Erfolg. Als Beweis kann man die schnell vereinbarten einheitlichen Allgemeinen Lieferbedingungen anführen. Diese sind jedoch auch als Gegenbeweis zu verwenden: auf anderen Gebieten konnte der RGW eine direkt-einheitliche Regelung auf internationaler Ebene noch nicht zustande bringen. Außer der Montage- und anderen Ergänzungsvereinbarungen zu den ALB und der SMGS vom Jahre 1950 bzw. technischer Abkommen bezüglich Bahntransporte bildet nur das Schiedsgerichtsabkommen von 1972 eine Ausnahme, das sich aber nicht unmittelbar auf die gemeinsame Wirtschaft bezieht.

Man darf freilich nicht außer Acht lassen, daß die Untersuchung der rechtlichen Probleme im RGW erst nach Ende der sechziger Jahre einen

⁷ Ausführliche Darlegung siehe: EÖRSI: *A konvergencia problémái a polgári jogban* (Die Probleme der Konvergenz im Zivilrecht). Állam- és Jogtudomány, 1972. p. 417.

Aufschwung nahm und es verfrüht wäre das Ergebnis der im Komplexen Programm vorgesehenen rechtlichen Arbeiten zu bemängeln. Die Lehren der praktischen Anwendung und theoretischen Analyse der ALB, sowie die bisher veröffentlichten Ergebnisse der speziellen Arbeitsgruppen der „Beratung der Ländervertreter des RGW zu Rechtsfragen“, machen aber schon heute die Annahme berechtigt, daß das einheitliche Recht der internationalen Wirtschaftsbeziehungen innerhalb des RGW *die fortgeschrittenste Form*, nämlich die allgemeine, bzw. ausschließliche Geltung *nicht auf einen Schlag erreichen wird*. – Die Unterschiede im Entwicklungsgrad und in der wirtschaftlichen Struktur der Mitgliedsstaaten, sowie die daraus folgenden Abweichungen der Interessen führen vorderhand noch dahin, daß die im Interesse des einheitlichen Standpunktes erzielten inhaltlichen Kompromisse die Mitgliedsstaaten nicht in jedem Falle befriedigen. Das zeigt sich in den bedeutenden *Ausnahmen* vom einheitlichen Recht (siehe ALB bzw. Schiedsgerichtsabkommen), oder erweist es sich darin, daß dieses einheitliche Recht *vom Willen der Partner abhängig zur Anwendung kommt*, wodurch auch die Ausnahmen unsicher werden (siehe das Musterstatut für die internationalen wirtschaftlichen Organisationen).

Diese Erscheinung ist auf wirtschaftliche Faktoren zurückzuführen, deren entscheidende Bedeutung nicht genug betont werden kann. Der Grund dafür, daß sie in der rechtlichen Sphäre so scharf auftritt, sehen wir in demselben Umstand, den wir im vorhergehenden theoretisch als Vorteil gewertet haben: in der Konzentrierung dieser Regelung auf die staatliche Ebene.

Die RGW-Länder isolieren sich nicht einmal perspektivisch von der universellen Rechtsvereinheitlichung. (Die Vereinheitlichung des Handelsrechts unter der Ägide der VN hat eben Ungarn veranlaßt; UNCITRAL.) Es ist beachtenswert, daß während diese Arbeiten offensichtlich von den Bestrebungen im RGW isoliert vor sich gehen, ist es bezüglich des Problems der wirtschaftlichen Verantwortlichkeit des Staates nicht der Fall. An der wissenschaftlichen Tagung, die im November 1972 in Warschau dieses Problem zum Gegenstand hatte, spielten die Arbeiten der Völkerrechtskommission der VN für den Abschluß einer Konvention über einheitliche Regelung der Haftung der Staaten eine große Rolle.⁸ Es ging natürlich nicht um deren Anwendung auf die Verhältnisse des RGW. Die Konferenz hat das erste Mal ein Beispiel dafür geboten, daß die Vereinheitlichung innerhalb des RGW nicht von dem universellen Vereinheitlichungsprozeß isoliert betrachtet werden muß, sondern die zwei Sphären koordiniert werden können. Wir haben allenfalls zu beachten, daß beide Ansichten: die Konzeption des internationalen Wirtschaftsrechtes, die die spezifischen Züge des RGW absolutisiert, bzw. die Ansicht, die die Rechtsvereinheitlichung im RGW mit den universellen Bestrebungen koordiniert,

⁸ Reports on state responsibility. Doc.A/CN. 4/233 und 246

in expliziter Form nur in der Theorie auftreten. Es ist selbstverständlich, daß man sich im Zuge der konkreten offiziellen Arbeit in der Beratung der Ländervertreter des RGW für Rechtsfragen auf solche konzeptionelle Hintergründe nicht beruft, andererseits wird hier der vertretene Standpunkt auch durch politische Überlegungen, sowie durch die Bestrebung nach der zu erlangenden einheitlichen Meinung beeinflußt. Dies alles hebt aber die Wichtigkeit der Klärung und Konfrontierung der Ansichten in der weniger gebundenen theoretischen Sphäre noch mehr hervor.

1.2. *Die umfassende Wirtschaftslenkungsfunktion und Eigentümereigenschaft des sozialistischen Staates verflechten sich mit dem überlieferten völkerrechtlichen Begriff der Souveränität unseres Erachtens nicht günstig.* Das Denken in volkswirtschaftlicher Größenordnung bringt mit sich, daß die rechtliche Struktur der Integration als ein Gewebe von völkerrechtlichen Verträgen erscheint; der Staat legt trotz seiner direkten wirtschaftlichen Tätigkeit ständig den ungeschmeidigen Ornat des Souveräns an.

Der nur mit traditionellen völkerrechtlichen Kategorien operierende „völkerrechtliche Standpunkt“ bewahrt wohl eine *formelle* Einheit auf dem Gebiet der außenwirtschaftlichen Beziehungen des Staates. Nachdem jedoch die völkerrechtliche Ebene in sozialistischer und kapitalistischer Relation der Außenwirtschaft verschiedene Rollen hat, würde dieser Standpunkt die RGW-Beziehungen vom Weltmarkt ebenso isolieren, wie es die Konzeption des internationalen Wirtschaftsrechtes auch formell schon tut. Die Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen werden nämlich auf der zwischenstaatlichen, völkerrechtlichen Linie keinesfalls so konkret abgewickelt (und in der Tat können auch nicht so abgewickelt werden), wie es die völkerrechtliche Konzeption in bezug auf den RGW regeln möchte. Das prinzipielle Argument der Universalität spricht also nicht für die souveräne staatliche Position. Die Praxis selbst bezeugt gleichfalls die Nachteile einer solchen Position – wenn auch nicht bei der Ausgestaltung der Beziehungen und am Anfang ihrer Realisierung, sondern hauptsächlich im Falle der während der Abwicklung auftretenden Störungen. Nach der bisherigen Praxis waren Schlichtungsverhandlungen, politische Eingriffe auf hoher Ebene (und letzten Endes – theoretisch – die Herbeiführung ähnlicher Nachteile) die überhaupt verwendbaren Mittel. In der Institutionalisierung dieses Problems, das ausgesprochen der „staatlichen Sphäre“ angehört, führen noch immer diejenigen Varianten die größeren praktischen Schwierigkeiten herbei, die auf dem Boden des überlieferten Völkerrechtes stehen und der Anwendung von Techniken aus dem Zivilrecht abgeneigt sind. Die Untersuchung des Verschuldens des Staates im Falle der Haftung für die Nichterfüllung einer wirtschaftlichen Verpflichtung stellt z.B. schlechthin ein heikles und praktisch unkontrollierbares Problem dar, das auch an und für sich geeignet ist den Haftungsmechanismus lahmzulegen, wogegen eine Sanktion in

Form der durch die Nationalbank garantierten Konventionalstrafe sich sehr gut bewähren könnte. Wichtiger ist jedoch, daß auch die weiteren Schwierigkeiten sich von der Abgrenzung der Unternehmens- und „wirklichen“ staatlichen Ebene ergeben. (Z.B. was ist der „Schaden des Staates“, wofür haftet der Staat und wofür das Unternehmen?)

Die zwischen Souveränen organisierten Beziehungen werfen aber Probleme nicht nur in Verbindung mit der Abgrenzung der staatlichen und Unternehmenssphären und der Staatshaftung auf. Auf dieser Ebene taucht auch während der positiven Gestaltung der Kontakte das Problem des „Schutzes“ der Souveränität ständig auf. So wird z.B. rumänischerseits aufgeworfen, daß die Gründung von gemischten Unternehmen (d.i. das gemeinsame Eigentum) die Souveränität verletzt.¹⁰ (Zur gleichen Zeit hat Rumänien unter den ersten die auch in Ost-West-Beziehung errichtbaren gemeinsamen Unternehmen geregelt.) Einen wesentlichen Vorteil der Unternehmensebene bildet der Umstand, daß die Probleme der Souveränität hier ausgeschaltet werden.

Mádl macht darauf aufmerksam, daß die völkerrechtlichen Positionen – obgleich formell-juristisch gleichrangig – das Gegenüberstehen von Staaten bedeuten, die tatsächlich verschiedenes Wirtschaftspotential vertreten. Das ist – nachdem es sich um wirtschaftliche Beziehungen handelt – nicht außer Acht zu lassen und kann hauptsächlich dort nachteilig wirken, wo die Kräfteverhältnisse der Staaten auf der Ebene der konkreten wirtschaftlichen Tätigkeit verschieden sind, als im Bereich der Volkswirtschaften im allgemeinen. Wenn wir jedoch anstatt völkerrechtlicher Beziehungen – auf Unternehmensebene – mit *handelsrechtlichen Positionen* arbeiten, hat jeder Staat die Chance für je einen fortgeschrittenen Industriezweig *entscheidende Positionen* zu gewinnen.¹¹ Dies ist der größte Vorteil der Unternehmensebene.

Diese Ebene ist des weiteren kraft ihrer Größenordnung beweglicher und anpassungsfähiger. Es ist gleichfalls nicht außer Acht zu lassen, daß die Präferenz der *Unternehmensebene* durch Schaffung der internationalen Mobilität der „niedrigeren Sphären“ vorteilhaft auf die *Harmonisierung der nationalen Rechte* auswirken können.

Kein Zufall, daß die mit den staatlichen bzw. Unternehmensebenen verknüpften Probleme dort auftauchen, wo es um qualitativ neue, engere Formen der Zusammenarbeit geht: bei der Kooperation und den gemeinsamen Unternehmen. Bezüglich des Warenaustausches werden nur die Rahmenvereinbarungen auf

⁹ S. KÁLMÁN: op.cit.

¹⁰ MURGESCU: Internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet der neuen Technik und Produktion (rumänisch). Vita Economica, Bukarest, 1967. p. 1269

¹¹ MÁDL: op.cit. p. 500

staatlicher Ebene (mit allen zusammenhängenden Problemen) getroffen, während die konkreten Verträge in den Rahmen der ALB auf Unternehmensebene blieben. Letzten Endes würde dem nichts im Wege stehen, daß wir auch die konkrete Verwirklichung der Spezialisierung und gemeinsamen Unternehmen wenigstens in demselben Maße auf Betriebsebene herabsetzen, wie den Warenaustausch.

Der entsprechende Ausbau der Unternehmensbeziehungen schafft zugleich auch die Möglichkeit dessen, daß wir die rechtliche Regelung des RGW und der Ost-West-Beziehungen *optimal koordinieren*.

Um Mißverständnissen vorzubeugen betonen wir, daß die Unternehmensebene dem Freimachen der Beziehungen vom Staat nicht gleichkommt. Ebenso bedeutet sie nicht, daß man anstatt der Planmäßigkeit auf den spontanen Marktmechanismus baut – wie es z. B. in der Literatur der DDR offenbar auch zur Stärkung der staatszentralen Position behauptet wird.¹² Eine solche Konzeption der „laissez faire“ wäre schon am Ende des vorigen Jahrhunderts ein Anakronismus gewesen. Es handelt sich *nicht um Ausschaltung des Staates, sondern um eine Grenzziehung zwischen den staatlichen und Unternehmenssphären, bei der die Abgrenzung selbst kein praktisches Problem herbeiführen kann*. Doch ist dies – im allgemeinen – dann möglich, wenn wir den Unternehmen eine sehr breite operative Freiheit gewähren, bzw. wenn der Staat im Kreise einer wirtschaftlichen Tätigkeit von seiner Immunität keinen Gebrauch macht. Jetzt erwähnen wir nur als Beispiel eine vermittelnde Lösung, wonach das Ministerium in allen meritorischen Fragen entscheidet, den Vertrag selbst jedoch formell durch eines seiner Unternehmen abschließen läßt: oder von der anderen Seite verweisen wir auf den Versuch in der Sowjetunion, daß gewisse Wirtschaftsministerien im System der selbständigen wirtschaftlichen Rechnungsführung funktionieren und als Subjekte des Zivilrechts die ihr Ressort betreffenden Spezialisierungsverträge eingehen.

Die drei Ebenen, auf denen heute die wirtschaftlichen Beziehungen des RGW organisiert werden – die staatliche-völkerrechtliche, die ministeriale (überwiegend völkerrechtliche) bzw. die zivilrechtliche (direkte Betriebsbeziehungen) – erschweren die Trennung der Unternehmens- und staatlichen Ebenen im obigen Sinne keinesfalls. Die Differenzierung kann auch auf der Ebene der Ministerien ohne Schwierigkeiten durchgeführt werden, weil es hier letzten Endes um die *Trennung von Funktionen* geht: um die Getrennthaltung der Verwaltung und der operativen Wirtschaft.

¹² Vgl. KAMPA, O.: *Rechtsfragen der Direktbeziehungen zwischen Staatsorganen und Wirtschaftsorganisationen der RGW-Länder*. In: *Zu Rechtsproblemen...* (s. Fußnote 2), p. 91., SEIFFERT: *Der Prozeß der Herausbildung des Rechtssystems der sozialistischen Wirtschaftsintegration*. Staat und Recht 1972. p. 1307.

1.3. Zu den Vorfragen könnte man auch das Problem der *zweiseitigen bzw. vielseitigen Regelung* zählen. Das hat jedoch keine grundsätzliche Bedeutung. Die regionale Rechtsvereinheitlichung der sozialistischen Staaten geht offensichtlich auf multilateraler Ebene vor sich.

Perspektivistisch gelangen die wirtschaftlichen Beziehungen des RGW unter die Herrschaft einer *direkt-einheitlichen Regelung*. Dies würde aber voraussetzen, daß auch der wirtschaftliche Entwicklungsstand der RGW-Länder „harmonisiert“ wird. Heute sind noch z.B. die Bestrebungen der Rohstoff- und Maschinenherstellerstaaten auch bezüglich der Rechtsvereinheitlichung verschieden. Unter solchen Umständen hat auch die *zwei-, bzw. mehrseitige, jedoch nicht den ganzen RGW umfassende Rechtsvereinheitlichung* ihre Zukunft, trotzdem, daß diese Methode mit der multilateralen Vereinheitlichung verglichen „primitiver“ ist, ja sogar trotz des Umstandes, daß diese Bestrebungen keine organisatorischen Rahmen haben und die in der Beratung der Ländervertreter gegebenen Rahmen dagegen wirken.

2. Eigentumsverhältnisse nicht berührende Formen

2.1. Der Warenaustausch

2.1.1. Der Warenaustausch ist das Gebiet, wo die im RGW geleistete juristische Arbeit den größten Erfolg aufweisen kann, nämlich die *Allgemeinen Lieferbedingungen*.

Die ALB haben eine direkte Regelung und einheitliche Kollisionsnorm zugleich geschaffen; alle wesentlichen Fragen des internationalen Warenkaufes wurden einheitlich geregelt und in einem die wichtigsten verfahrensrechtlichen Probleme gelöst. (Der größere Teil der kapitalistischen Arbeiten zur Rechtsvereinheitlichung regelt demgegenüber im Interesse der Erleichterung der Vereinheitlichung zuerst die Teilfragen – z.B. UNCITRAL die Verjährung, usw.)

Wir haben gleichzeitig darauf hinzuweisen, daß die ALB auch die *gegensätzlichen Bestrebungen der Teilnehmerstaaten* widerspiegeln. Diese sind daraus entstanden, daß die ALB für alle Warenlieferungen aller Mitgliedstaaten die möglichst konkrete Regelung zu schaffen hatten. Während es vor den ALB in den bilateralen Allgemeinen Bedingungen zwischen den Außenhandelsministerien der sozialistischen Staaten möglich war das allgemeine Gepräge des Außenhandels der betroffenen Staaten zu beachten (z.B. Maschinenexporteur gegenüber Rohstoffverkäufer), war es auf multilateraler Ebene nicht auszudrücken. Daraus folgte dann, daß die Zahl der nur mangels anderer Vereinbarungen geltenden dispositiven Normen in den ALB von 1958 sprunghaft *angewachsen* ist und daß *hinsichtlich des*

verbindlichen Charakters der Normen der ALB bis heute keine einheitliche Meinung festzustellen ist. Die Verschiedenheit der Interessen wird auch dadurch gekennzeichnet, daß es in wichtigen Fragen, wie Liefertermine, Konventionalstrafe usw. zum Abschluß von separaten bilateralen Ergänzungsprotokollen kam.

2.1.2. Diesmal können wir nicht darauf eingehen, daß die einheitliche Kollisionsnorm des § 110 in den direkte Regelung schaffenden ALB theoretisch was für fremden Körper bildet, wonach *das materielle Recht des Verkäuferlandes* in denjenigen Beziehungen Anwendung findet, die der Vertrag zwischen den Partnern oder die ALB nicht oder nicht erschöpfend regeln. Die Anwendungsmöglichkeit des Rechtes des Verkäufers aber *öffnet das Tor für die Geltendmachung der Interessen des Verkäufers*, die das in den ALB selbst verkörperte Kompromiß gar nicht berücksichtigt. So konnte z.B. der Wunsch der einzelnen Länder, gewisse Institute ihres inneren Wirtschaftssystems auf internationaler Ebene zu realisieren, durch die Anwendung ihrer Rechte erfüllt werden, falls diese in den ALB nicht oder nur zweifelhaft zum Ausdruck gelangt sind.¹³ Das durch die Schlupfforte einströmende nationale Recht und Interesse kann also die Realität der ALB selbst zweifelhaft machen.¹⁴ Daher macht die Literatur darauf aufmerksam, daß § 110 der ALB nicht extensiv ausgelegt werden darf, damit die ALB zu keinem subsidiären Recht der nationalen Rechte werden. Lunz hat auch in seinem Lehrbuch des internationalen Privatrechts¹⁵ die Untersuchung dessen urgiert, ob es nicht ratsam wäre diese Verweisungsnorm wegzulassen, so daß Gesetzeslücken durch analoge Anwendung ähnlicher Bestimmungen der ALB überbrückt werden könnten, bzw. das Schiedsgericht aufgrund der „Zielsetzungen der ALB“ entscheiden würde.¹⁶

Wenn wir das Verhältnis von ALB und nationalem Recht erörtern, haben wir die Aufmerksamkeit noch auf ein Problem zu lenken. Die angeführte Bestimmung vom Abs. 2 § 110 über die Anwendung des allgemeinen Zivilrechtes als subsidiäres Recht hat eigentlich den Begriff des Rechtes des Verkäufers in Ost-West- und

¹³ S. KEMPER, M. – WIEMANN, H.: *Die charakteristischen Merkmale der Außenhandelslieferverträge im Bereich des RGW*. Staat und Recht, 1965. p. 208.

¹⁴ Der Wortlaut der ALB von 1968 bzw. 1975 will daher ausgesprochen verhindern, daß diejenigen Bestimmungen des innerstaatlichen Rechts angewendet werden, die sich auf die sozialistischen Wirtschaftsorganisationen beziehen (§ 110. Absatz 2.). Vor dieser Bestimmung hat z. B. die DDR ihr Wirtschaftsrecht so angewendet, oder die Schiedsgerichtspraxis in Rumänien den Standpunkt vertreten, daß die kurze Verjährungsfrist zwischen den rumänischen Unternehmen auch für die Außenhandelsbeziehungen maßgebend ist – mit der Begründung, daß der Staat berechtigt ist, das von ihm erlassene Gesetz souverän auszulegen. Die Praxis hat auch das „Recht des Verkäufers“ mit verdrehter Logik in der Weise umgangen, daß man in gewissen Fällen unter dem Recht des Verkäufers das des Käufers verstand.

¹⁵ Лунц: *Международное частное право* (Internationales Privatrecht). Moskau, 1963. p. 113.

¹⁶ Zusammenfassung und Darlegung der Grundfragen einer analogen Auslegung: KEMPER: *Grundsätze der Auslegung und Anwendung der ALB/RGW*. Recht im Außenhandel, 4/1972.

RGW-Beziehung vereinheitlicht. Eine andere Frage ist, daß es in Verbindung mit der Anwendung dieser Bestimmung zu solchen Interpretationsproblemen kommt, die sich daraus ergeben, wieweit man die ALB als „regelrechten“ völkerrechtlichen Vertrag qualifizieren kann. In bejahendem Falle wäre z.B. die Anwendung der Analogie ausgeschlossen und jedwede Auslegung auf den beim Vertragsabschluß vorhandenen Willen der Vertragspartner beschränkt,¹⁷ Es erübrigt sich zu sagen, daß man einerseits mit Anwendung der Analogie, bzw. durch Eintritt des nationalen Rechtes, andererseits mit Hilfe der restriktiven bzw. extensiven völkerrechtlichen Interpretation zu gegensätzlichen Ergebnissen gelangen kann. Es besteht also auch die Möglichkeit, daß die Praxis diese Probleme trotz der erwähnten Vereinheitlichungsbrücke von der Welt der allgemeinen Regelung isoliert.

2.1.3. Den Zielsetzungen des Aufsatzes entsprechend können wir auch hier keine Teilfragen erörtern. Wir müssen jedoch betonen, daß die Probleme (auch hier) *auf die Ungeklärtheit des rechtlichen Mechanismus der „staatlichen Ebene“ zurückzuführen sind*. Der RGW ist heute keine supranationale internationale Organisation, sondern Rahmen der Zusammenarbeit von gleichberechtigten Souveränen. (S. Statut Art. I.) Soweit es sich jedoch um in der RGW auszuarbeitende, nicht grundlegende Akte politischer Bedeutung handelt, wäre es sehr schwerfällig internationale Konferenzen zur Annahme deren in einem multilateralen internationalen Vertrag einzuberufen. Wenn hingegen der RGW die Beziehungen der Mitgliedsstaaten – auch wegen der Betonung der Achtung der Souveränität – *direkt* nicht regelt,¹⁸ war es notwendig eine andere Form zur Lösung obiger Aufgaben zu finden: *die Empfehlung*. Das Wesen dieser Form ist, daß die in den einzelnen Organen (ständige Kommissionen) ausgearbeiteten Empfehlungen als die des RGW gelten; diese werden durch *ausgesprochene Annahme seitens der Mitgliedsstaaten* zu völkerrechtlicher Verpflichtung.¹⁹ Die Empfehlungen lassen jedoch grundlegende rechtliche Fragen ungeklärt, namentlich: welche Partner sind durch die aufgrund der Empfehlung entstehende Verpflichtung gebunden, von welchem Zeitpunkt an ist die Empfehlung verbindlich, (Erlassen, Annahme der Empfehlung durch das betroffene Land oder durch alle Länder), wieviel Länder müssen die Empfehlung akzeptieren um diese verbindlich zu machen, was sind schließlich die Bedingungen des Aufhörens dieses verpflichtenden Charakters.²⁰ Es

¹⁷ S. KEMPER: op.cit. Fußnote 16.

¹⁸ Wir müssen bemerken, daß Intermetall in gewissen Fragen die Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten auch direkt regelt. S. Gründungsvertrag Art. III. Abs. 4.

¹⁹ S. SZASZ, I.: *Az ÁSZF. Egységes törvény a nemzetközi kereskedelemre* (Die ALB. Einheitliches Gesetz für den Außenhandel). Gazdaság és Jogtudomány, 1972. p. 38 et seq. und KEMPER: *Liefervertrag, Montagevertrag, Kundendienstvertrag im Außenhandel der RGW-Staaten*. Berlin 1967. p. 26 et seq.

²⁰ S. SZASZ: op.cit. p. 52

ist eine paradoxe Lage, daß die Empfehlungen in das innerstaatliche Recht gewöhnlich durch Rechtsquellen niedrigeren Ranges transformiert wurden. Wenn jedoch etwas vom Gesichtspunkt der Souveränität bedenklich sein kann, so ist es eben dieses: die Übernahme einer internationalen Verpflichtung ohne die Stellungnahme des Volksvertretungsorgans.²¹

Bei uns wird auch der Standpunkt tatkräftig vertreten, daß wir im Zuge der perspektivischen Entwicklung der ALB die *traditionelle völkerrechtliche Vertragsform verwenden*, mit besonderer Rücksicht auf die im Komplexen Programm geplanten Beitrittsmöglichkeiten.²²

2.1.4. Noch schärfer als in den vorherigen Problemen kommt der rechtliche Niederschlag vom Gegensatz und Übereinstimmung von Interessen der einzelnen Länder und des Gesamtinteresses des RGW in der Frage zum Ausdruck, *wieweit die Parteien die ALB-Vorschriften beiseite legen können, d.i. in der Frage, ob diese Normen dispositiven oder kogenten Charakters sind*. Nach dem Präambel des ALB erfolgen „alle Warenlieferungen“ zwischen den Außenhandelsunternehmen der Mitgliedsländer aufgrund der ALB. Falls die Partner „beim Abschluß des Vertrages feststellen, daß es infolge des spezifischen Charakters der Ware und/oder der Besonderheiten ihrer Lieferung erforderlich ist, von einzelnen Bestimmungen dieser Allgemeinen Lieferbedingungen abzuweichen, können sie im Vertrag abweichende Vereinbarungen treffen.“ Die Frage ist, *ob das Schiedsgericht die Stellungnahme der Parteien, wonach die erwähnten Umstände vorhanden und daher der Ausschluß der Anwendung der ALB begründet ist, nachträglich strittig machen kann*. Die Meinungen und die Schiedsgerichtspraxis der einzelnen Mitgliedstaaten erstrecken sich von der Abweisung des Überprüfungsrechtes des Schiedsgerichtes bis zu einer so weitgehenden Anerkennung dieses Rechtes, wonach das Schiedsgericht die Abweichung von den ALB auch dann prüfen kann, wenn die Parteien selbst die Rechtmäßigkeit der Abweichung nicht strittig machen und der Fall in bezug auf eine andere Frage vor das Schiedsgericht gebracht wurde.²³ Es ist leicht zu merken, daß divergierende Ansichten sogar Mechanismen bezüglich der Bedeutung von staatlicher bzw. Unternehmensebene und der Selbständigkeit der letzteren hinter den abweichenden Standpunkten stehen. Von der staatlichen Ebene ausgehend liegt das Eingriffsrecht des Schiedsgerichtes auf der Hand: der Staat geht in den Jahres- und anderen Vereinbarungen bestimmte Verpflichtungen ein, die als Ergebnisse einer gegenseitigen Interessenangleichung zustande kommen, die Unternehmen sind ihren Plänen entsprechend verpflichtet, diese kurzfristig zu

²¹ Für die Annahme der Empfehlungen auf Gesetzesebene: MADL: op.cit. p. 497. Die Lösung der DDR kritisiert: ENDERLEIN: *Die ALB des RGW 1968*. Recht im Außenhandel 2/1971. p. 11

²² SZÁSZ: op.cit. p. 53

²³ Nach SZÁSZ ist das der vorherrschende Standpunkt. S. op.cit. p. 45–50.

realisieren. Dies alles darf durch die abweichende Vereinbarung von je einem Unternehmen weder meritorisch, noch wegen des mit dem Entstehen von Sonderbedingungen auftretenden Zeitverlustes über den Haufen geworfen werden. Die Unternehmensentscheidung über die Lieferbedingungen ist des weiteren mit dem System der Fix-Preise unvereinbar. Das alles wirkt also in der Richtung der Zurückdrängung der Dispositivität – so die Ansicht der DDR.²⁴ Die zivilrechtliche Auffassung, die *von der Priorität des Willens der Parteien ausgeht*, schätzt es sowohl von wirtschaftlicher, wie rechtlicher Sicht als „schwer störend“, wenn man „das Verhalten der Partner aufgrund von solchen Normen beurteilt, die keiner von ihnen für den Vertrag als maßgebend betrachtete, sein Verhalten ihnen nicht anpaßte.“²⁵

2.1.5. Die Widersprüche der hier geschilderten drei Streitfragen werden in der Theorie nicht als Zusammenstoß der „öffentlich-rechtlichen“ und zivilrechtlichen Auffassungen aufgeworfen, sondern sie spiegeln enger an die ALB gebunden ihr Gepräge des „globalen Kompromisses“ bzw. dessen Ablehnung wider. Scharf formuliert: die Auffassung der ALB als globales Kompromiß betrachtet gewisse Normen²⁶, heute aber schon das Ganze der ALB als Ergebnis der Ausgleichung von abweichenden Interessen im Wege der gegenseitigen Zugeständnisse. Daraus aber wird gefolgert, daß man das einmal schon geschaffene Kompromiß nicht aufwühlen darf, die Allgemeinen Lieferbedingungen müssen also infolgedessen immer, und so wie sie sind, geltend gemacht werden.

Die Negierung der Kompromiß-Theorie erfolgt aus zwei Richtungen. Man greift einerseits *den Grund* dieser Auffassung von solchen abstrakten Thesen ausgehend an, daß man in den sozialistischen Wirtschaftsbeziehungen grundlegend nicht von der Ebene der Interessen der einzelnen Länder (und ihrer Ausgleichung) ausgehen kann, sondern es ist „die Durchsetzung der objektiven Gesetzmäßigkeiten der sozialistischen wirtschaftlichen Integration“ derjenige Grund worauf die Regelung gebaut wird, und der als „allgemein“ dem „einzelnen“ gegenüber, das in den nationalen Interessen erscheint, immer bevorzugt wird.²⁷ Obwohl diese Auffassung auch solche Korrigate hat, die die Interessen der Einzelstaaten und den RGW in das Verhältnis des „Teiles zum Ganzen“ stellend die Möglichkeit der

²⁴ KEMPER: *Liefervertrag*... Fußnote 19. p. 62

²⁵ EÖRSI: *The 1968 General Conditions of Delivery*. The Journal of Business Law, 1970. p. 102. Mit den übereinstimmenden Ansichten der sozialistischen Literatur s. SZÁSZ: op.cit. p. 47. Nach SZÁSZ kann das Schiedsgericht die Frage – falls die Parteien die Abweichung nicht strittig machen – seinerseits nicht prüfen. Wenn jedoch eine der Parteien das anzuwendende Recht nachträglich strittig macht, taucht die Frage auf, ob diese Partei der allgemeinen Verpflichtung der Ausübung der Rechte im guten Glauben nachkommt.

²⁶ KEMPER – WIEMANN: op.cit. p. 208

²⁷ WAGNER – KRETZSCHMAR: *Die Allgemeinen Lieferbedingungen des RGW 1968*. Berlin, 1970. p. 59–63., 62.

Interessenunterschiede anerkennen,²⁸ geht sie doch im ganzen von solchen Postulaten aus, deren theoretische Konkretisierung nicht geboten wird. Vom Gesichtspunkt unserer Studie aus sind die praktischen Folgen dieser Auffassung wichtig: diese Betrachtung unterstützt ungeachtet der vorhandenen Realitäten die Überbetonung der gemeinsamen Leitung auf der staatlichen Ebene, einen noch steiferen Ausschluß der zivilrechtlichen Sphäre, als es die Kompromiß-Theorie tut.

Die Kritik anderer Richtung der Theorie des „globalen Kompromisses“ bezieht sich in erster Linie auf die *Folgen* dieser Lehre: sie denkt die Idee der darin schon ausgedrückten angeglichenen Widersprüche zu Ende und sieht die Lösung in der *weiteren Differenzierung*. Die Möglichkeiten deren sind in der heutigen rechtlichen Konstruktion von zivilrechtlicher Natur, bzw. sie gehören zur Unternehmensebene: ihr primäres Mittel ist die Erweiterung der Dispositivität. Die Vorbedingung dieser Dispositivität ist andererseits die Erweiterung der Rolle der Waren-Geld-Verhältnisse im Verkehr innerhalb des RGW.²⁹ Es ist offensichtlich, daß der Anlauf der Unternehmensbeziehungen nicht vom Recht abhängt. Solche Verhältnisse, deren adäquate Regelung das Zivilrecht bietet, sind in der wirtschaftlichen Sphäre zu schaffen. Die Bestrebungen der Unternehmen ihre Beziehungen selbst zu regeln, zeigen jedoch, daß auch die heutigen wirtschaftlichen Bedingungen zur Erweiterung der Dispositivität reif sind.

2.1.6. Die andere Form der Differenzierung würde die heutigen Rahmen der ALB auch in formeller Hinsicht überschreiten. Wie wir erwähnt haben, war die Hauptzielsetzung der ALB das Ganze der Warenlieferungen mit der größten Konkretheit zu regeln. Der letztere Gesichtspunkt ist jedoch mit der Allgemeinheit der ALB schwer zu vereinbaren, wovon z.B. die die Abweichung zulassende Norm des Präambel folgt. Viele wünschten dem Postulat der Konkretheit in der Weise Geltung zu schaffen, daß sie *je nach Warengattungen spezifische Normen ausarbeiten* und diese als Anhänge der ALB inkraftsetzen würden. Diese Lösung würde also die Regelung auf einer niedrigeren Ebene, jedoch von neuem für den ganzen RGW – in Abkehr von der bisherigen bilateralen selbstregelnden Unternehmensverträge – vereinheitlichen.

Die *nach Warengattungen* ausgearbeiteten, den Eigenschaften der Ware angepaßten allgemeinen Bedingungen bedeuten auch nach verbreiteter Meinung *den Weg der Weiterentwicklung der ALB. Die Ausarbeitung solcher Bedingungen würde den RGW wieder einmal dem rechtlichen Mechanismus des Weltmarktes näher bringen*. So hält z.B. Kalensky die Ausarbeitung von allgemeinen Bedingungen generell nicht, sondern nur nach gegebenen Warentypen für möglich und weist

²⁸ ENDERLEIN: op.cit. p. 10–11.

²⁹ SZASZ: op.cit. p. 50.

in diesem Zusammenhang auf die in der Europäischen Wirtschaftskommission der VN ausgearbeiteten solchen Bedingungen hin. Die Ausarbeitung von differenzierten Bedingungen wäre nach Djurovic gleichfalls zur Optimalisierung der handelsrechtlichen Regelung der RGW-Länder und anderer sozialistischer Staaten nötig.³⁰

2.1.7. *Die Themen der Weiterentwicklung der ALB im Rahmen der Beratung der Ländervertreter des RGW zu Rechtsfragen* werden im Komplexen Programm vorgesehen (Kap. 6 Punkt 11 und Kap. 15 Punkt 6). Diese Themen setzen die weitere Vervollkommnung der Normen zum Ziel, die die *materielle Verantwortlichkeit* für die Nichterfüllung oder sonstige Verletzung der durch die wirtschaftlichen Organisationen eingegangenen Verpflichtungen bestimmen. Die Vervollkommnung bedeutet praktisch die Erhöhung der Verantwortlichkeit; und zwar möglicherweise mittels der Schaffung einheitlicher Regelung, d.h. gleichzeitiger Zurückdrängung des Rechtes des Verkäufers. Es handelt sich hier um zwei Probleme: das Verhältnis zwischen Konventionalstrafe und Schadenersatz, sowie das Rücktrittsrecht. Die bisherigen Ergebnisse der diesbezüglichen Bestrebungen, die Änderungen und die Ergänzungen in der Fassung der ALB von 1975 (die sog. ALB/RGW 1968/1975, am 1.1. 1976 in Kraft getreten) haben Schritte in dieser Richtung getan. Obwohl in dem gegenwärtigen Stadium – verständlicherweise – viele Fragen noch offen geblieben sind (und eben die wirtschaftlich bedeutendere, wie z.B. die Geltendmachung des die Konventionalstrafe hinübertretenden Schadens bei Verzug), oder zugunsten eines Teils der Mitgliedsländer entschieden wurden (z.B. das Rücktrittsverbot im § 2–A ist für die Maschinenexporteure vorteilhaft), lassen diese gewisse Tendenzen der Weiterentwicklung erkennen. Wir können sagen, daß diese mit den Vorhergesagten im Einklang sind. Durch die Schaffung der einheitlichen Haftungsbestimmungen materiellen Inhalts verwandeln sich die ALB von eng genommenen Lieferbedingungen immer mehr zu wirklichem einheitlichem Recht. Dieser Prozeß weist aber nicht nur die natürlichen Schwierigkeiten des Kompromisses auf. (Zur Zeit können z.B. die Entlastungsgründe des Rechtes des Verkäufers auch geltend gemacht werden.) Die Vereinheitlichung scheint in den ALB 1968/1975 zugleich als Verallgemeinerung verstanden zu sein. Praktische Erwägungen sprechen jedoch dafür, daß man den allgemeinen Regeln folgend auch nach typischen Sachverhalten *differenzierte Normen* schafft, die den verschiedenen Interessenlagen der Partner entsprechen. Als Gegengewicht zu der erwähnten Abstraktion erlangte *die Vereinbarung der Partner* schon in der neuen Fassung der ALB eine hervorragende Rolle. Es wurde z.B. die vertraglich

³⁰ KALENSKY u. DJUROVIC an der Arbeitskonferenz über rechtliche Probleme der internationalen wirtschaftlichen Beziehungen, Budapest 1971. 16–18. Okt. S.: Gazdaság- és Jogtudomány, 1972. p. 54., 55.

vereinbarte Konventionalstrafe eingeführt (die im Verhältnis zu den anderen elastischer reguliert wurde) – oder aber blieb der Vertrag die einzige Möglichkeit für den Rücktritt des Käufers bei nichtgehöriger Erfüllung. Unter Berücksichtigung der Realitäten des Maschinenexports innerhalb des RGW und auch der üblichen Lösung im Welthandel, scheint es bis zur Vereinbarung sehr detaillierter einheitlicher Regeln z.B. für Lieferung kompletter Anlagen, aber auch sonst die praktikabelere Lösung zu sein.

2.1.8. Bei der Erörterung des Warenaustausches innerhalb des RGW versuchten wir diejenigen Probleme zu erleuchten, wo diese – auch als Ziel nur regionale – Rechtsvereinheitlichung mit der universalen Regelung des Handels in Berührung kommt. Das neueste Ergebnis dieser universalen Regelung des Warenaustausches stellt das Inkrafttreten des Haager Einheitlichen Gesetzes über den internationalen Warenkauf (17.II. 1972) und des Einheitlichen Gesetzes über den Abschluß des internationalen Kaufvertrags (22.II. 1972) dar. Obgleich das Einheitliche Gesetz erst in 8 Jahren die zum Inkrafttreten benötigten 5 Ratifikationen erlangen konnte, und einige seiner Bestimmungen so heftig kritisiert wurden, daß die UNCITRAL seine Revision und entsprechende Abänderung zum Ziel gesetzt hat, läßt die Liste der ratifizierten Länder darauf schließen, daß die Einheitlichen Gesetze als regionales geltendes Recht des Gemeinsamen Marktes funktionieren können. Das ist aber hinsichtlich der wirtschaftlichen Wichtigkeit und der Bedeutung des Gemeinsamen Marktes in unserer Außenwirtschaft kein wegzuleugnender Faktor.³¹ Der Beitritt Ungarns zu den Haager Abkommen hängt von einer politischen Entscheidung ab. Die ungarische Rechtswissenschaft erkennt das Niveau der Einheitlichen Gesetze an, hält gewisse Lösungen in ihnen mit denen im ungarischen Recht für identisch, macht jedoch auch darauf aufmerksam, daß die Gesetze – vielleicht unwillkürlich – die Position der wirtschaftlich stärkeren Partei festigen.³² Die Haager Verhandlungen standen im wesentlichen im Zeichen der Konfrontation der kontinental-europäischen und der anglo-amerikanischen Rechtsanschauung. Der Anspruch auf Universalität hat jedenfalls auch die „stärkere Beachtung“ des Rechtes der „Ostblockstaaten“ erfordert, worin einige einen Behinderungsfaktor der Annahme des auf westeuropäischem Modell beruhenden Vorschlags erblickten.³³

³¹ Über die Bedeutung des Inkrafttretens der einheitlichen Gesetze, und die dadurch sich ergebenden praktischen Probleme s. EÖRSI in: Külgazdaság, Jogi Melléklet, 1972. p. 145–150.

³² EÖRSI: *The Hague Convention of 1964 and the international sale of goods*. Acta Juridica, 1969. p. 351., 352.

³³ RIESE, O.: *Die Haager Konferenz über die internationale Vereinheitlichung des Kaufrechts vom 2. bis 25. April 1964*. RabelsZ. 1965. S. 1.

Von der Beurteilung unabhängig haben wir jedoch mit der Geltung der Einheitlichen Gesetze nicht nur bezüglich der Verträge von ungarischen Unternehmen mit westlichen Partnern zu rechnen, sondern es ist theoretisch möglich, daß ein ungarisches Gericht bzw. Schiedsgericht das Einheitliche Gesetz anzuwenden hat.

2.2. *Spezialisierung und Kooperation*

2.2.1. Die rechtliche Erfassung der Kooperation ist ebenso problematisch, wie vorteilhaft ihre begriffliche Elastizität in der wirtschaftlichen Sphäre. Im sozialistischen Recht gibt es eine Tendenz, die nicht einmal die Begriffe von Kooperation und Spezialisierung voneinander abgrenzt – so z.B. die bezüglich ungarischen Rechtsnormen.³⁴ Von dieser Auffassung ist soviel auszulesen, daß sie die Spezialisierung für die Hauptform hält, deren Mittel die Kooperationsbeziehungen sind. Diese Ansicht kann in den RGW-Ländern als eine Mehrheitsauffassung betrachtet werden. Praktische Argumente sprechen jedoch auch dafür, daß die auf Spezialisierung angepaßten Entwürfe auf die Kooperationsbeziehungen nur mit Vorbehalten anzuwenden sind, und die Eigenschaften der letzteren untersucht werden müssen.

Zur exakten Bestimmung des Begriffes der Spezialisierungsverträge (bzw. Kooperationsverträge) sind in den sozialistischen Ländern verschiedene Theorien entstanden, ohne jedoch sagen zu können, daß irgendeine bestimmte Theorie mit Recht als allgemein angenommen betrachtet werden kann.³⁵ Der Kooperationsvertrag hat nicht einmal in der Sphäre des Gemeinsamen Marktes seinen allgemein akzeptierten Inhalt.³⁶ Im Westen scheint die allgemein verbreitete negative Definition (aufgrund der spontanen Kooperation von Betriebsebene) genügend zu sein, wonach *jedwede Kooperation nur durch das Kartellverbot beschränkt wird*. Demgegenüber ist es unter sozialistischen Verhältnissen wichtig, die derartigen Verträge auch *positiv zu definieren*, nachdem es sich in dieser Sphäre vorwiegend (heute noch in entscheidendem Maße) um solche auf staatlicher Ebene zustande kommenden Verpflichtungen handelt, die hauptsächlich durch die Spezialisierung auch die mittelfristigen Pläne beeinflussen. Die Klärung des Begriffes von der praktischen Seite ist um so wichtiger, weil diese Verträge abweichende kollisionsrechtliche Probleme aufwerfen, weiterhin weil sie mit verschiedenen Begünstigungen (Zoll- und Steuererleichterungen) verbunden sind. Letztere haben mehrere Unternehmen dazu bewogen, je mehr Verträge, insbesondere Lizenz- und

³⁴ Siehe Regierungsbeschluß 2028/1971/IX.23./ und Beschluß der Wirtschaftskommission 42/1967/XI.6./

³⁵ S. z. B. SÓLYOM, L. – VÖRÖS, J.: *Termelési kooperációk tőkés cégekkel* (Produktionskooperationen mit kapitalistischen Firmen). Jogtudományi Közlöny, 12/1970.; ГРИНГОЛЦ, И. А. (Gringoltz I. A.): О договорных формах специализации и кооперирования производства между странами-членами СЭВ. (Vertragsformen der industriellen Kooperation 4. Spezialisierung in den RGW Ländern). Utschenie Sapiski 27, 1972. S. 92.

³⁶ S. z. B. BENISCH: *Kooperationsfibel BRD – RGW*. 1969. S. 2–20.

Lohnarbeitsverträge unter dem Namen Kooperationsvertrag registrieren zu lassen. Eine andere Wirkung der Begünstigungen war, daß man auch solche Verträge abgeschlossen hat, die nur wegen dieser Vorteile rentabel waren. Der angeführte ungarische Regierungsbeschluß trat in Verbindung mit den RGW-Spezialisierungen dagegen auf.

2.2.2. Die in der Beratung der Ländervertreter des RGW zu Rechtsfragen geführten Arbeiten zur Vereinheitlichung des Rechtes der Kooperation und Spezialisierung wurden noch nicht beendet. So werden die nationalen Rechte der Länder auf diese Verträge angewendet. In der innerstaatlichen Regelung dieser Verträge spielte Ungarn eine bahnbrechende Rolle: es wurde hier mit einer allgemeinen und rahmenartigen Regelung des Instituts dessen beste Form gefunden. Die Regelung erfolgte separat in sozialistischer und kapitalistischer Relation, in der ersteren mit Rücksicht auf die Spezialisierungsverträge, in der letzteren „einige Fragen der internationalen Zusammenarbeit und Kooperation“ umfassend. (Beschluß der Wirtschaftskommission 42/1967.) Laut Untersuchung des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften vom Jahre 1970 zeigte sich jedoch auf Unternehmensebene zwischen den mit sozialistischen und kapitalistischen Unternehmen abgeschlossenen Kooperationsverträgen kein wesentlicher Unterschied.

2.2.3. Das spezielle Problem der Spezialisierungs- und Kooperationsverträgen stellt im RGW die Frage der zwischenstaatlichen bzw. Unternehmenssphäre dar. Die tatsächliche Praxis der Mehrheit der sozialistischen Staaten verwirklicht die Spezialisierung durch Verwaltungsakt des Planamtes oder eines anderen Organs der Staatsverwaltung, während die einschlägigen direkten Vertragsverhältnisse zwischen den Unternehmen sehr selten sind. Das dient zugleich als Erklärung dafür, warum die Regelung der Kooperations- und Spezialisierungsverträge im Recht der einzelnen Länder fehlt. Die ungarische Regelung selbst ist von organisatorischem Charakter: sie beinhaltet außer der Ablehnung des Herstellungsverbots kein anderes inhaltliches Element, sondern sie befaßt sich mit Genehmigungs- und organisatorischen Fragen.

Der Abschluß von Spezialisierungsverträgen ist entweder durch zwischenstaatliche Vereinbarung und darauf folgenden zivilrechtlichen Vertrag; oder nur durch zwischenstaatliche Vereinbarung; oder aber nur durch zivilrechtlichen Spezialisierungsvertrag möglich.

Die Frage der anzuwendenden Ebene hängt vom Mechanismus der Wirtschaftslenkung ab. In Ungarn werden solche Verträge im Sinne des Regierungsbeschlusses 2028/71 grundlegend auf Unternehmensebene geschlossen, und nur wenn der Vertragsabschluß auf dieser Ebene nicht möglich wäre, werden die Bedingungen der Spezialisierung zwischen den Ministerien geklärt, bzw. gesichert. Der Vertrag

wird jedoch auch in diesem Falle durch das von dem Minister bestimmte Unternehmen abgeschlossen.

Die Möglichkeit des Vertragsabschlusses auf Unternehmensebene besteht – die Sowjetunion und Mongolien ausgenommen – in den anderen RGW-Ländern. Wir müssen also mit Verträgen eines Staates (Ministeriums) mit Unternehmen eines anderen Staates doch rechnen, obwohl die Theorie diese als vorübergehende Anomalien betrachtet. Nachdem einer der Partner ein Unternehmen ist, wird das Gepräge des Vertrages notwendigerweise zivilrechtlich sein. Wie aber Boguslawski und Gringoltz darauf aufmerksam machen, ist die tatsächliche Gleichheit der Parteien trotz der formellen zivilrechtlichen Natur nicht als gesichert zu betrachten.³⁷ Der sowjetische Versuch, wonach einige für bestimmte Industriezweige verantwortlichen Ministerien unternehmensartige Wirtschaft ausüben und so als Subjekt des Zivilrechtes auftreten³⁸ festigt die Position der zivilrechtlichen Lösung.

2.2.4. In Verbindung mit den Spezialisations- bzw. Kooperationsverträgen taucht auch die Frage auf, wieweit es möglich ist, eine von den einzelnen Warengattungen unabhängige Regelung allgemeiner Geltung zu schaffen. Die Spezialisierung bzw. Kooperation kommt im Bereich der Maschinenindustrie praktisch am häufigsten vor. Es ist also vorstellbar, daß die Rechtsvereinheitlichung von allgemeiner Zielsetzung im vorhinein das Typische vor Augen hält. Die Eigenschaften der einzelnen Warengattungen könnte man in *Musterverträgen* berücksichtigen. Diese prinzipielle Lösung entspricht derjenigen die wir schon im Kreise der Warenlieferungen erwähnt haben. Die Musterverträge haben jedoch auf dem Boden der schon angeglichenen allgemeinen Regelung spezielles zu schaffen, diese würden also die normative Regelung keinesfalls ersetzen, sondern nach dem Modell des Verhältnisses zwischen ALB und speziellen Lieferbedingungen diese ergänzen.

3. Eigentumsverhältnisse berührende Formen

3.1. Die hochwertigste Form der Kooperation von Unternehmensebene stellt das „gemeinsame Unternehmen“ dar. Dies bedeutet als terminus technicus weniger, als diejenige Form, die wir im weiteren behandeln: das gemeinsame Unternehmen ist nur eine Form der „internationalen Wirtschaftsorganisationen“, die auch zahlreiche, mehr lockere Formen umfassen bis zur Grenze, wo die Frage der Eigentumsverhältnisse *nicht notwendigerweise* auftaucht (z.B. die im RGW ausgearbeitete, nicht als juristische Person organisierte Gemeinschaft).

³⁷ S. SÓLYOM: op.cit. Fußnote 4., p. 758.

³⁸ Ausführliche Darlegung s. GRINGOLTZ: op.cit. p. 104–107.

Im Falle der gemeinsamen Unternehmen wirft die Theorie solche Probleme auf, wie die Ungeklärtheit der eigentumsrechtlichen Konstruktion des gemeinsamen Unternehmens, in Ost-West-Relation die Mischung des sozialistischen Eigentums mit kapitalistischem Privateigentum, kapitalistische oder einfach ausländische Aneignung von Werten, die in einem sozialistischen Staat erzeugt wurden. Andererseits taucht die Frage des Verhältnisses zwischen dem einheitlichen staatlichen Eigentum und dem „Unternehmenseigentum“ sehr scharf auf, sowie in Verbindung mit den einzelnen gesellschaftsrechtlichen Formen die Trennung des formellen Eigentums von der tatsächlichen Ausübung der Berechtigungen aus dem Eigentumsrecht. Das „sozialistische internationale Eigentum“ der gemeinsamen Unternehmen stellt gleichfalls ein Diskussionsthema dar. Wir sind jedoch der Meinung, daß die aufgeworfenen Probleme größtenteils zu abstrakt oder zu verfrüht sind und bilden nicht immer spezifische Probleme der gemeinsamen Unternehmen. Ähnliche Fragen könnte man teils auch bei dem Warenaustausch sozialistisch-kapitalistischer Relation stellen.

Was hier wesentlich ist: *Wahrung des Prinzips des gesellschaftlichen Eigentums über entscheidende Mehrheit der Produktionsmittel*. Das kann auch in der Weise gewährt werden, daß wir die Zahl der gemeinsamen Unternehmen beschränken (z. B. durch Bestimmung des Tätigkeitsgebietes), oder wenn wir es auf das einzelne Unternehmen beziehen (z. B. mit der Vorschrift der 51%igen Beteiligung der einheimischen Partei). Das „eigentumsrechtliche Problem“ kann auch formell umgangen werden: von der Eigentümerauffassung der traditionellen gesellschaftsrechtlichen Formen abweichend ist es vorstellbar, daß die ausländische Partei bloß obligationsrechtliche Verhältnisse mit der inländischen eingeht.

3.2. Auf die internationalen Wirtschaftsorganisationen beziehen sich zwei *grundlegende theoretische Konzeptionen*. Eine von ihnen findet für die eigentlichen gemeinsamen Unternehmen, die nur operative Produktion leisten, im System des RGW keinen Platz. Verwaltungs- und Produktionselemente der Integration verflechten sich in ihrer Vorstellung, wonach auch die gemeinsame Produktion nur in solchen Einheiten vorstellbar ist, die auch die gemeinsame Verwaltung und Planung inkorporieren. Die internationalen Industriezweigorganisationen solcher Art sind weder als zwischenstaatliche Organisationen, noch als Vereinigungen von Unternehmen aufzufassen. Diese wären internationale Zusammenschlüsse von die mittlere Ebene vertretenden industriellen Zweigorganisationen, die in ihrem eigenen Namen und auf eigene Rechnung in der internationalen Wirtschaftsorganisation teilnehmen würden. Diese Organisationen wären international vergrößerte Ebenbilder von selbständig rechnungsführenden mittleren industriellen Lenkungsorganen, die in der Mehrheit der sozialistischen Länder von der Mitte der sechziger Jahre entscheidende Bedeutung erworben haben. Die internationalen Industrie-

zweigorganisationen würden bezüglich ihrer Mitglieder die Produktion des bezüglichen Industriezweiges durch Mehrheitsbeschlüsse auf dem Gebiet des ganzen RGW lenken. Diese Lenkung würde sich von der Koordinierung der staatlichen Planungen und Wirtschaftspolitik bis zur Ausarbeitung von konkreten Produktionsziffern erstrecken. Die internationale Zweigorganisation würde im Rahmen ihrer wirtschaftlichen Funktion z. B. Rohstoffe zentral beschaffen, Lizenzhandel betreiben, Verkäufe tätigen usw. Die internationalen Organisationen der einzelnen Industriezweige wären durch spezielle internationale Verträge separat zu regeln.³⁹ Wir haben diesmal nicht die Aufgabe die juristischen oder gar wirtschaftspolitischen Schwierigkeiten dieser Konzeption ausführlich zu diskutieren.⁴⁰ Mit der einigermaßen ausführlichen Darlegung haben wir das Ziel verfolgt, eine konkrete Anwendung der internationalen wirtschaftsrechtlichen Konzeption zu demonstrieren und zugleich die Tatsache, wie weit wir uns dadurch von der einheitlichen Sphäre des „Weltmarktes“ entfernen.

Nach der zweiten Konzeption der internationalen Wirtschaftsorganisation entstehen diese Unternehmen durch Assoziierung und – ob Produktion, ob Koordination ihre Zielsetzung sei – werden sie nicht zu einem Lenkungsorgan ihrer Mitglieder. Das bedeutet also von neuem die Anwendung der zivilrechtlichen Sphäre. Unter dieser ist in dieser Beziehung zu verstehen, daß die Unternehmen selbst die internationale Wirtschaftsorganisation gründen können und zwar in einer Form, die entweder einer der traditionellen Gesellschaften des Handelsrechtes entspricht, oder eine neue, durch das neuere sozialistische Gesellschaftsrecht geschaffene rechtliche Form verwendet. Fraglich ist, wieweit die Auswahl der rechtlichen Formen bezüglich der Assoziierungen der Unternehmen der RGW-Staaten bzw. der gemeinsamen Ost-West-Unternehmen beschränkt wird.

3.3. Die Antwort ist in diesem Augenblick noch völlig offen. Der konkrete Bestand der rechtlichen Formen hängt von den Vorschriften des Rechtes ab, das im Lande des Sitzes des zu gründenden gemeinsamen Unternehmens gültig ist. Die Regelungen der innerstaatlichen Rechte, obwohl sie die gemeinsamen Ost-West-Unternehmen vor Augen halten, sind formell auch auf die Vereinbarungen ausschließlich von sozialistischen Partnern anzuwenden (z. B. die bezüglichen Normen von Ungarn, Rumänien oder Jugoslawien).

Das Hauptproblem besteht freilich darin, wie die Lage sich *nach der Vereinheitlichung* des Rechtes der gemeinsamen Wirtschaftsorganisation im RGW gestaltet. Ob das einheitliche Recht verbindlich gelten wird, oder aber die

³⁹ S. RÜSTER: op.cit.

⁴⁰ MADL-SÓLYOM: op.cit. p. 240 et seq.

Mitgliedsländer gemeinsame Unternehmen auch weiterhin in anderen rechtlichen Formen errichten dürfen? Von der imperativen, dispositiven oder fakultativen Geltung des Abkommens über die internationalen Wirtschaftsorganisationen hängt also die Universalität bzw. Ost-West-Spaltung des Rechtes der gemeinsamen Unternehmen ab. Es ist wichtig zu beachten, daß die Ausschließlichkeit des einheitlichen Rechtes der gemeinsamen Unternehmen für die Mitglieder des RGW die selbsteinschränkende, *in einer Richtung* durchgeführte Teilung und Reduzierung der Vereinigungsformen bedeuten würde; die Anwendung der vereinheitlichten RGW-Formen der Vereinigung auf die gemischte Ost-West-Unternehmen (d. i. damit eine solche Vereinigung auch westliches Mitglied habe) könnte schon auch wegen des offenen Charakters des Komplexen Programms nicht ausgeschlossen werden. In Ost-West-Relation würde also die vollständige Auswahl der rechtlichen Formen auch dann zur Verfügung stehen.

Wie gesagt, die Frage der *Geltung des einheitlichen Rechtes* bezüglich der internationalen Wirtschaftsorganisation ist noch offen. Das bisherige Ergebnis der Rechtsvereinheitlichung: das in der Beratung der Ländervertreter des RGW zu Rechtsfragen ausgearbeitete „Musterstatut“ bietet einen handgreiflichen Beweis der Schwere und – nicht juristischen – Schwierigkeiten des Problems. Das Musterstatut stellt nämlich keine Rechtsquelle dar. Es legt einerseits alle inhaltlichen Grundfragen – Formen, Gründung, Funktionsweise – dar, in denen die Mitgliedsstaaten Vereinbarungen treffen konnten, andererseits aber drückt es schon auch mit seiner Form aus, daß das Problem der Geltung ungelöst blieb.

3.4. Das Musterstatut kennt *drei Formen der internationalen Wirtschaftsorganisation*: internationale Wirtschaftsorganisation ohne juristische Persönlichkeit (mit anderem Namen *internationale Wirtschaftsgemeinschaft*), *internationale wirtschaftliche Vereinigung mit juristischer Persönlichkeit* (im weiteren: Vereinigung) und *gemeinsames Unternehmen*.

Die typische Tätigkeit der mit juristischer Persönlichkeit ausgestatteten Vereinigung besteht in der Koordination, die eigene wirtschaftliche Tätigkeit ist jedoch gleichfalls nicht ausgeschlossen. Mitglieder der Vereinigung können wirtschaftende Organisationen sein, die mit ihren, im Gründungsvertrag bestimmten und in der vereinbarten Weise geleisteten (übertragbaren) Einlagen das Grundkapital der Vereinigung bilden. An den erzielten wirtschaftlichen Ergebnissen der Vereinigung beteiligen sich die Mitglieder in der gleichfalls im Gründungsvertrag geregelten Weise. Die Mitglieder sind berechtigt und verpflichtet an der Leitung und Geschäftsführung der Vereinigung teilzunehmen. Das Leitungs- und Vollzugsorgan zu errichten ist verpflichtend, während ein Aufsichtsorgan nicht obligatorisch aufzustellen ist. Das aus Vertretern der Mitglieder bestehende Leitungsorgan entscheidet mit ausschließlicher Kompetenz in sämtlichen wesent-

lichen Fragen der Vereinigung. Für ihre eigenen Verpflichtungen haftet die Vereinigung mit dem eigenen Vermögen, übernimmt jedoch keine Verantwortung für die Verpflichtungen der Mitglieder. Die Mitglieder selbst haften für die Verpflichtungen der Vereinigung nur in dem Falle, wenn der Gründungsvertrag bzw. der einstimmig gefaßte Beschluß der Mitglieder so verfügt. Jedem Mitglied steht das Recht des Austrittes unter den im Gründungsvertrag bestimmten Bedingungen zu.

Das *gemeinsame Unternehmen* stellt aus der Sicht des Zivilrechts bzw. des traditionellen Gesellschaftsrechts – eine höhere Form dar. Seine primäre Funktion besteht in der tatsächlichen gemeinsamen wirtschaftlichen Tätigkeit. Das gemeinsame Unternehmen verfügt über ein aus gleichen, ungeteilten Anteilen bestehendes Grundkapital, das durch die Mitglieder in Geld eingezahlt bzw. in dinglichen oder geistigen Dienstleistungen beglichen wird. Der Anteil eines jeden Mitglieds wird dokumentarisch belegt. Die Übertragung der Anteile ist beschränkt. Der Staat als Subjekt des Zivilrechtes kann einem gemeinsamen Unternehmen beitreten. Im gemeinsamen Unternehmen ist neben dem Leitungs- und Vollzugsorgan auch die Errichtung des Aufsichtsorgans obligatorisch. In dem Musterstatut werden die Fragen aufgezählt, in denen der einstimmige Beschluß des Leitungsorgans notwendig ist.

Von den beiden Grundformen ist das gemeinsame Unternehmen, das seinem Wesen nach in die zivilrechtliche Sphäre paßt, mit einbegriffen, daß es typisch durch die Unternehmen selbst gegründet wird. In erhöhtem Maße gilt es für die internationale Wirtschaftsgemeinschaft, als eine sehr elastische Form, die keine juristische Person ist und weder einen gemeinsamen Namen noch eine gemeinsame Organisation haben muß.

Der zivilrechtliche Charakter bringt natürlich die Realität der Verwendbarkeit dieser zwei letzteren Formen in der Ost-West-Relation mit sich. Wir müssen aber sehen, daß auch die innere Wirtschaftslenkung der Mehrheit der Mitgliedsstaaten durch die organisatorische Verknüpfung von Verwaltung und Produktion, sowie Unentwickeltheit des Gesellschaftsrechts gekennzeichnet wird. So lange diese Lage in den RGW-Staaten selbst vorherrscht, werden diese Methoden in den internationalen Bereich hinübergepflanzt.

Für unser Thema bedeutet es, daß die Vereinigung unter den internationalen Wirtschaftsorganisationen praktisch dominiert. Diese Form isoliert uns jedoch von dem „Weltmarkt“ nicht nur dadurch, daß sie die spezielle sozialistische Lösung der Wirtschaftslenkung hinausprojiziert, sondern auch dadurch, daß ihre Grenzen in der Richtung der *zwischenstaatlichen* ökonomischen Organisation davon anhängig sind, ob die Koordinierungstätigkeit tatsächlich eine konkrete Koordination unter den Mitgliedern bleibt, und nicht in eine allgemeine zwischenstaatliche Koordination

hinüberwächst, andererseits ob die Koordination nicht in eine Lenkungsstätigkeit umschlägt, schließlich ob die operative Wirtschaftstätigkeit tatsächlich aufrechterhalten bleibt. Für die ganze Studie gilt so die These: die Realität der viel erwähnten zivilrechtlichen Lösungen hängt im RGW von einer wirtschaftlichen Voraussetzung ab: von der progressiven Entfaltung der Waren- und Geldverhältnisse.

Enterprise Relations in the CMEA and in East-West Contacts

L. SÓLYOM

The paper pursues a dual purpose: on the one hand it sums up the enterprise-level legal problems of the CMEA-countries, on the other hand outlines the legal issues arising on this ground in the co-operation between enterprises in the East and West.

As a preliminary question the paper deals with the problem whether the CMEA necessarily demands legal means which are essentially different from the solutions adopted on world markets. In other words, the proportion of „State“ and „enterprise“ regulation, i.e. of the international and private law regulation is involved. The paper advocates the prevalence of the latter since in this way can the optimum co-ordination of world market and the CMEA be best served.

In the next part, the paper examines the law of inter-CMEA trade, specialisation, co-operation and joint enterprises from the angle of the conflict between the public law and private law views, and points out the solutions and possibilities which do not isolate CMEA-law from the solutions current on the world market.

Связи между предприятиями в рамках СЭВ и между западом и востоком

Л. ШОЙОМ

Статья следит за двойной целью: в ней суммируются правовые проблемы связей между странами-членами СЭВ на уровне предприятий, с одной стороны, и рассматриваются правовые вопросы, которые на этой основе поставлены перед сотрудничеством между предприятиями Запада и Востока.

В первой части статьи изучается, что СЭВ в силу необходимости требует ли таких правовых средств, которые по своей сути отличаются от правовых форм, применяемых на мировом рынке. Здесь речь идет об «уровне предприятия» и «государственном» уровне, иными словами о пропорции международного и гражданско-правового регулирования; автор данной статьи высказывается за постепенное осуществление последнего, ведь это наиболее служит оптимальной координации СЭВ и мирового рынка.

В дальнейшем автор рассматривает право товарообмена, специализации и кооперации в рамках СЭВ, а также право совместных предприятий с такой точки зрения, что в этих вопросах позиции гражданского и частного права как сталкиваются, и подчеркивает те формы решения и возможности, которые не обособляют право СЭВ от обычных форм решения на мировом рынке.

Risk-taking and Company Management

by

M. BAUER

Head of the Legal Department of KOMPLEX
Foreign Trading Company

Risk and risk-taking have become a problem of increasing significance in economic activity. In Hungary the development of the new system of economic management has given prominence to the study of risk-taking.

Uncertainty inevitable in economic activities falls on one of the companies taking part in trade: uncertainty means the risks of one of the companies. In the narrower meaning of the term risk means the risk of decision-making. Uncertainty is due to lack of information, consequently the companies differently informed of different activities will be burdened by different uncertainty, i.e. the same economic activity will involve different risks at the various companies.

In trade risk is allocated to the particular companies partly by law, partly by contracts. The secondary form of contractual allocation of risks is their shift to third persons. The stereotyped form of this risk-shifting is insurance, and a rather important, for the risk-taking of companies indispensable form of it is self-insurance. The company disposing of a larger amount of information in a particular case and so exposed to a lower degree of uncertainty, may, under self-insurance, shift the risk on itself. Thus self-insurance will substantially lead to the trade in risk as a commodity. The trade in risk involves that when there is a market of risk then risk will through microeconomic relations shift to the place where uncertainty is lesser, i.e. where relative security can be produced at the lowest costs. In this way the sum total of economic uncertainty will tend to decrease as compared to the rate of risk-taking of the companies, the taking of risks will on the ground of an intensive trade in risk produce relative security and will give rise to the increase of the internal order and to the decrease of the entropy of the given economy.

For the development of risk-taking of the companies the legal means of economic management will have to be grouped in an appropriate manner. For the taking of risks the segregation of the system of rules of civil and administrative law appears to be the practicable procedure, whereas recourse to so-called "economic law" is a by no means lucky expedient. Nor seems a skeleton regulation to be welcome. Of the means of administrative law in the first place the provisions coming within the scope of financial administration and price control lend themselves readily for framing the legal mechanism of risk-taking. In the development of the taking of risks the removal of "unproductive risks" will become a secondary function of administrative law.

Of the civil law means of economic management mention has to be made of the legal issues associated with the creation and activities of communities of risk, further of the reconciliation of the rules about the rate of damages to the general provisions of the system of liability.

1. Introduction

Day after day appeals are addressed to the principal functionaries of the companies encouraging them to take in their ventures more risks. As a matter of fact the statement is recurrently made pointing at the lack of interest in risk-taking of the companies.

On the other hand the companies repeatedly emphasize that some of the governmental measures introduced in the management of the companies reinforce

the tendencies detaining them from the acceptance of risks rather than prompt them to face probabilities attached to their ventures.

Irrespective of the economic system the question of risks and of risk-taking has the world over become of increasing importance in economic activities. In Hungary the conversion of the country's economy to the system of economic management of planned market control has given special prominence to this elsewhere also acute problem.

The present study has been written with the purpose to examine

- how the expansion of the taking of risks affects economic development; whether or not this expansion is a definitely positive phenomenon; where has the optimum, if any, of risk-taking to be looked for;
- whether or not it is the mind for taking risks which is lacking on the part of the companies; what economic environments are needed for the taking of risks or the expansion of taking them;
- what has to be done in the management of the companies for the development of economic environments apt to encourage the companies to risk-taking, or to advance the approximation of the optimum of risk-taking; which are the legal means of this.

In this paper we propose to study the economic relations of companies of a civil law nature, and within them only the contractual relations and questions of company management. We shall not digress from the scope so defined to issues of individual incentives, of the regulation of incomes, problems of labour law; the study of these for the purpose of risk-taking by companies would require separate monographic treatment.

2. Risk-taking and economic management in general

2.1. Risk-taking and patterns of the mechanisms of planned economy

The taking of risks will grow to an economic, and simultaneously legal problem of urgency when the freedom of decision-making is adequately great. Conscious assumption of risks and the sizing up of risks will be phenomena of economic environments guaranteeing the freedom of decision-making or the freedom of action in due measure. It is for this reason that in Hungary the study of problems associated with the taking of risks has been thrown out by the development of the new system of economic management.

The socialist company is liable to the State for its economic activities. This liability is as a matter of course not one coming within the domain of civil law or labour law, nor is it simply a liability governed by administrative law. Here we have

the case of a specific liability. Notwithstanding in this liability and in its contents a certain analogy to civil law obligations may also be discovered. An analogy of this kind presents itself also as regards the degree of the freedom of action and of decision-making. When before all the taking of risks is considered, for their contents civil law obligations under contracts may be divided into two principal types, viz. first, there are what may be termed obligations of result, where the contents of the obligation imply the bringing about of a definite result, secondly, there are obligations of proceeding by which the obligor is bound to a definite behaviour only, i.e. the bringing about of a definite result does not come within the scope of the contractual obligation.

2.1.1. If now on the ground of this analogy the systems of economic management are made subject to a scrutiny, before all the statement suggests itself that in a system of plan directives the liability of a company to the State will in the first place take on the nature of a civil law obligation of proceeding. Under civil law obligations of proceeding the obligor will have to act, to proceed in conformity with the instructions of the principal and in a manner suiting the latter's interests for the performance of the tasks specified in the directives. In the system of plan directives the state company, first, has to operate on the ground of State directives, plan figures, plan indices, secondly, it has on the analogy of the principal's interest take into consideration the interests of national economy. In a system of economic management of this category the recognition of a segregated company's or group interest would be meaningless. The contents of the obligation is diligence rather than the bringing forth of a definite result, i.e. the company will have to proceed as it can be expected in the particular case. Its obligations extend only to the observance of the instructions issued to it and of the general interests of national economy. The company cannot be held responsible unless it fails to observe either of these obligations. At the appraisal of the company the criterion will be whether or not it has observed the index-numbers allotted to it. It may be a top-ranking company even if it is a losing concern.

Again on the civil law analogy, in the system of plan directives the relations between company and State will be those of a quasi-commission: the company acts in its own name and formally transacts its business on its own account. In reality, however, it operates at the risk of the State.

Obviously in this system of economic management the freedom of decision-making and of action of the companies will be restricted to a narrow sphere. The decisions themselves are programmed, and any intellectual work needed for their making will in the first place be of the mechanical or executive kind, and non-creative.

2.1.2. The path to company's autonomy: decentralization of decision-making. *Decentralization by itself is for the purpose of risk-taking not necessarily a substantial change.* Notably it is not enough to increase the number of decisions to be made by the company. The principal criterion here is, first, the scope within which the company is authorized to make decisions, and, secondly, the contents the decisions may have within this scope.

Until in the mutual relations of the companies there is a complete, or at least overwhelming, obligation of contract-making, and in like way, a complete, or at least overwhelming, obligation of the enforcement of claims to a penalty, until the provisions of law or the general conditions regulating the mutual relations of the companies are essentially of a mandatory character, and until, by no means in the last resort, one of the most important elements of the contents of the contractual relations of companies, viz. the value of the consideration, i.e. the price is wholly or to a great extent a fixed one, a change consisting in the decentralization of decision-making will for the purpose of risk-taking be of moderate significance only. In a decentralization under the conditions specified the principal obligation of the companies in respect of the State cannot become an obligation of result, or in other words the achievement of as high a profit rate as possible.

The economic system of indirect plan directives therefore will for the purpose of risk-taking signify no substantial or far-reaching change: the obligation of the company in respect of the State will substantially remain that of the agent to the principal.

For the purpose of risk-taking only the introduction and propagation of a system of economic management relying on planned market control stand for a change in substance, in socialist economies.

The restriction of obligatory contract-making to a minimum and a considerable curtailment of the mandatory elements of the contents of the contracts may in a far-reaching manner expand the scope within which the company may decide autonomously and so also shape the contents of its decisions. The abandonment of the system of breaking down the target figures to company's level in like way permits the companies to make a large number of non-programmed decisions. A policy of this kind will in its outcome help to approximate the obligations of the companies to the State to the analogy of civil law obligations of result. As for the appraisal of company's operations the results produced or the profit earned will become the decisive factor more and more.

For the purpose of risk-taking by the companies and the underlying management the change here outlined is far-reaching and goes down to the very foundations.

2.2. The notion of risk and risk-taking

2.2.1. In any case it has to be made clear, what should be understood by the term of an economic risk. In a wider sense the economic risk is the contingent supervention of a loss or drawback attaching to any economic activity of economic behaviour. Any economic activity or economic behaviour involves a risk.

Work of any kind implies activity to some sort of a purpose. The company will in the interest of a target set by it have recourse to certain means. Cases may occur when within this activity the target or its definition has not been unambiguous, precise or accurate. Also it may happen that the anticipated reflection of the causal relation tending towards the achievement of the target has lacked accuracy and consequently neither the means essential for achieving the target have been selected properly. On the other hand selection of the means has been made properly, still at the given time the properly selected means have not been available to the full extent and therefore they had to be replaced by such whose effect in the causal nexus somewhat departs from what has been foreseen for the originally properly chosen means. It is not only possible, but to a certain degree even necessary that until as the outcome of practice-conditioned feedback the faults have been corrected, there should be a slight departure in the tendency of the process from what has been predicted in beforehand.

All this will of necessity introduce a factor of uncertainty in the economic operations of the company. It should also be remembered that even if the target has been defined properly and so also the means for its achievement, even if there is a case of a strictly speaking known and practiced process, chance may intervene. In fact the laws of economy manifest themselves in trends and there may be scatterings in the causal nexus.

The laws of nature, too, may affect the development of economic relations. Here, too, chance may have a word to say. Natural relations of this kind may within the province of social relations take on social relations themselves: in fact they will become the form-giving agency of a social relation. Hence for the purpose of risk-taking an epidemic will cease to be purely a biological phenomenon, and so will fire cease to be a simple chemical, the earthquake a geological phenomenon. Within the domain of social and economic relations all these will come to display features of economy and contingencies of this kind will come to belong to the sphere of problems associated with taking of economic risks.

The conclusion suggests itself therefore that a definite degree of uncertainty in the economic operations of company is an objective one: it may occur that the economic operation fails to achieve its target, or if so, not to the proper degree or at the proper time.

Since uncertainty is apt to emerge within the domain of any economic and social relation, as a matter of course it will shift to a party or a company taking part in the economic process. Owing to its economic character uncertainty will involve the risk of a person or a company.

2.2.2. In the narrower meaning of the term the risk is always one of decision-making. Decisions will have to be made exactly at the moment when a new situation has to be met, or developments appear to forecast the failure of a continuous operation. Strictly speaking decision is the juxtaposition of the target and the given situation, and the definition of the mean to be resorted to on the ground of this juxtaposition.

In the assumption of the economic risks of the companies the risk of decision-making coalesces with the general risk of continuous economic operations. If e.g. a company deliberates upon whether a certain development in technology permits the undertaking of the performance of a definite service for the specified term, it not only does take into account the direct consequences of technological development, but at the same time assesses the general risk with due regard to the effects of the economic incentives on the intensity of work, that of the social measures on the increase of costs, the effects of the degree of obsolescence of the equipment on the possible guarantee-obligations, etc. Decisions are nodal points in the economic process and it is with the decision that continuous economic operation gets under way in the direction as defined by the decision. Hence the risk involved in decision-making amounts not only to the risk implied in the choice of the direction, but also the general risk apt to emerge in the process in progress towards the goal set. It is therefore ill-advised to segregate the risk in decision-making from the general risk implied in the continuous economic operation, nor is it the proper course to consider the risk a "gaugeable uncertainty" as distinct from the uncertainty of economic activity.¹

In his recently published brilliant work² A. Rényi identifies uncertainty with the lack of information, and qualifies uncertainty as negative information. On theoretical considerations this statement is obviously unimpeachable. In fact it relies on the principle of the cognizability of the world. Still for economic practice this theoretical statement is not wholly satisfactory. In point of fact at the present state of knowledge not all things are cognizable and it is not possible to collect information of everything in the world. Furthermore cognition, i.e. the collection of information absorbs time and entails costs. Therefore economic practice will at the emergence of

¹ BÁCSKAI, F. – HUSZTI, F.: *A gazdasági kockázatról* (On the economic risk). Budapest, Közgazdasági Szemle, 1/1973 p. 32

² RÉNYI, A.: *Ars mathematica* Budapest, Magvető, 1973. p. 332

the uncertainty, i.e. the economic risk, put the question, whether or not the reduction of the economic risk will pay its way.

An illustrative example which has emerged in investigations carried out on this line, is that of luggage inspection on airports. Earlier on each airport the label attached to the ticket was checked against the tag affixed to the luggage of the passenger on his leaving the airport. It was due to the enormous increase of air transport and of the traffic on airports that this method of control entailed considerable costs. In addition it retarded the flow of passenger traffic. It was found that the sums paid in damages for luggage carried away unlawfully were not excessive even after the system of control had been abolished. In point of fact the costs of the maintenance of the system were considerably in excess of damages paid, and in addition losses occurred notwithstanding the most rigorous checking of luggage. Therefore in a large number of airports the passengers may leave without the number on the label affixed to their luggage being checked.

Since measures for narrowing down the risk absorb time and entail costs, the conclusion has been drawn that *in economic relations a price has to be paid for safety, a price which increases the costs of production or the service to be rendered*. The question may now be asked, whether the increase of safety associated with the product or service is in the interest of the supplier of goods or services, or should the acceptance of a certain risk be preferred.

2.2.3. Strictly speaking every company taking part in trade or engaging in economic activities at the same time assumes risks on its part. The engagement in economic operations is by itself tantamount to risk-taking. Notwithstanding by the risk-taking in the first place the act is understood which takes place at decision-making in the form of the assessment of the risks involved or as the outcome of this assessment possibly the making of a decision by which the maker of it consciously has accepted the risk devolving on him. If the risk is substantially equal to the lack of information then the risks of continuous economic operations will be lower, because continuous economic operations permanently produce information. Risks of any significance in general emerge at decision-making on matters of major importance, at decision-making associated with technological or organizational development, or when decision has to take place on the assumption of contractual obligations of a novel type or involving long-range projects.

The consciousness of risk-taking is in practice of importance because when risks are taken in this way in general the introduction of measures purposing the narrowing down of the risk is also taken into consideration. If namely it has been found that the decision is apt to entail unwelcome consequences, then almost inevitably the question will emerge in the deliberation of the person or body, how

these unwelcome consequences could be kept within an acceptable limit or how could their supervention be forestalled.

2.2.4. In connexion with the assessment of risks devolving on a company reference has to be made to three essential policy-making questions.

2.2.4.1. Before all at the assessment of the risk to be assumed the question of the supervention of the material prejudice has to be approached, strictly speaking, from two sides. First, the probability of the occurrence of a material prejudice will have to be established, and, secondly, the presumable degree of this prejudice has to be defined. A proper assessment of the risk is possible only when the approach is from this duality of aspects. In the event of technological development inaccuracies in this work may lead to the non-observance of the term of the performance of the service. Still as the outcome of technological development work the company might with its service infringe the rights of a third person in intellectual property. The probability of the former is greater, for at the consignment of technological development work to production difficulties may crop up whose smoothening out may require a protracted period of time, so that the service cannot be performed within the contractual term. The infringement of the rights of third persons in intellectual property is of rarer occurrence than the former. Still in this case the prejudice, the material losses to be sustained by the company will be greater; since the financial repercussions of the legal consequences of a breach of contract on the company will be in excess of those of a simple delay in performance. Consequently when there is a case of the assessment of the risk not only the material prejudice will have to be taken into account, but also the probability of this contingency.

2.2.4.2. In the discussions on risk-taking of companies often the opinion is sounded that for adversities in the performance of co-operating partners no prejudice will befall the company, it will have to assume no risks for the activities of the co-operating parties. As a matter of fact the enterprise may throw the responsibility for the breach of contract on the co-operating parties.

Strictly speaking this opinion betrays an adherence to the imaginary pattern of the system of economic management of direct plan directives never come true in practice, according to which the co-operation of companies proceeds in a preconceived system of the highest degree of precision with clocklike regularity. This concept relies on the assumption that the contractual undertakings of the seller or contractor to the partner company are completely covered by contracts made by the seller or contractor on the one part and the co-operating partners, etc. on the other. Even under the rule of the system of direct plan directives this was not the case and the less it is in the system of economic management relying on planned market regulation. Cases may occur when the supplier or contractor is liable to his own customer for a breach of contract associated with the performance of his

co-operating partner, still this performance by the co-operating partner cannot constitute a breach of contract in the relation to the supplier or contractor. Obviously in this case the supplier or the contractor will be unable to shift on the co-operating partner the damages due to claims of the customer.

As a matter of course there may also be cases that though the breach of contract by the co-operating partner has been established still a provision of law or a contractual stipulation may be invoked in bar of the legal consequences of this breach. There have also been cases when the breach of contract has been established though, still a claim for damages owing to the loss caused by the breach of contract could be fended off by pleading a statutory exemption.

From what has been set forth the conclusion appears to be justified that *the complete shift of the liability for losses caused by co-operating partners, etc. remains an illusion for companies well versed in business practice*. The knowledge of this is of importance for risk-taking, because the *risks implied in the operations of companies relying in their business on the co-operation of extraneous partners will tend to increase at a considerable rate*.

2.2.4.3. From the enumeration of the most typical risks implied in the most typical contracts of companies yet a third, highly important conclusion may be drawn.

The company, at decision-making and at the assessment of the associated risks, cannot ignore risks that may emerge owing to adverse conditions within the scope of its own services or performances. A company sets out from the understanding that its own continuous operations are regularly thwarted or hampered by contingencies, and will also have to bear in mind that technological development of its own or organizational changes may as a rule interfere with its business. Dependent on judicial discretion interferences or disturbances of this kind come within the scope of liability of the company, because in these circumstances the company cannot plead that it has acted so as could have generally expected in the given situation. Hence the company will draw contingencies by statute assigned to the scope of its own liability within the sphere of the risks of its own operation, and will therefore assess the material prejudices due to such contingencies when taking risks.

Naturally this will apply only to slight errors, inaccuracies or hitches in the internal mechanism of the company, i.e. to slight negligence, called *culpa levis* only, and cannot be extended to gross negligence, to damage caused by *culpa lata*. Namely at the assessment of risks the company will reckon with slight interferences or disturbances in its operations, but never with losses for which it may be held liable owing to gross negligence of its own.

This conclusion at the same time implies that measures extending the scope of liability or increasing the severity of the sanctions are apt to introduce difficulties into the taking of risks by the company and instead of reinforcing a tendency encouraging risk-taking will operate in the opposite sense, namely towards risk-aversion. Therefore *measures inconsiderately tightening the sanctions will strictly speaking unjustifiably increase the price of the risks.*

Finally from the statement that the companies should draw within the sphere of their own risks the consequences of a liability not exceeding the measure of a *culpa levis* the conclusion may also be drawn that for partnerships under civil law, based on jointly assumed risks, or for similar associations, at least in cases when the parties have formed the association for the establishment of lasting relations and not only for a single transaction, it seems proper to draw the above mentioned risks within the scope of the joint risk of the parties in the contract for association. This procedure appears to be justified, first, because in general companies of uniform economic standing, or organized on uniform principles, are likely to form associations of a lasting character, and, secondly, during the life of this association any loss caused by a slight negligence of anyone of the partner companies will eventually be compensated. Finally associations on this understanding will guarantee the survival of an atmosphere of mutual confidence so essential for the joint carriage of business.

2.3. *The shifting of the risk*

2.3.1. Reverting to the statement that uncertainty inevitably emerging in economic relations will in each case qualify as the uncertainty or the risk of a definite person, natural or juristic, we shall now proceed to investigating by what criteria the risk will shift to the one or the other organization participating in trade.

It is partly provisions of law, partly contracts that will determine the party to whom the risk should be shifted.

As a matter of course at the shifting of the risk the law is the primary factor. In this connection before all the layman's belief has to be dispelled that it is always the party pursuing the activity in question who will have to run the risk. The law recognizes several cases where an economic organization will carry on its business at the risk of another organization. In general agency contracts provide that a company may proceed for the account, i.e. at the risk of another.

It should, however, be borne in mind that the problem of risk-taking in business life must not be simplified unwarrantedly: on the contrary the question of the distribution of the risk among the parties requires a thorough-going examination. As a matter of fact this is the guarantee of the establishment of legal relations

adequate to the exigencies of business life. Agency or commission so frequent in trade does not only create a situation where the consignee or agent acts at the risk respectively of the consignor or principal. It is beyond argument that the *risk for the performance* of a contract made by the consignee for and on his own behalf for the benefit of the consignor, or by the agent in the name, and for the benefit of the principal, will in each case have to be assumed by the consignor or principal, still *the risk implied in concluding* the contract will have to be shared by the consignee or agent together with the consignor or principal. Although at a cursory glance this risk may not appear as significant, still the analysis of concrete cases emerging in practice have brought to light that this distribution of the risk at the given moment to a high degree segregates the interest of the consignee or agent from that of the consignor or principal.

Not even in the case of the most general of economic contracts of companies, viz. contracts for delivery, there can be talk of the unambiguous assumption of the risk by the one party or the other. The risk arising from the impossibility of performance of the contract attributable to neither party will be distributed between the two parties in each case not only by ratios of costs made so far, but also by those of the profits lost.

Contractual risk-shifting may have to be examined of yet more aspects.

The simple, primary form of the contractual shifting of risk is the distribution of risk associated with performance between the parties to the contract. Provisions for shifting the risk are e.g. in contracts for delivery such as the determination of the place of passing of the risk, or the limitation of the amount of damages. Provisions of this kind are interspersed in clauses on guarantee obligations. Price revision clauses or currency clauses usual in international contracts are another type coming under this heading.

A secondary form of contractual risk-shifting is shifting part of the risk associated with performance to third persons. Insurance is a stereotyped form of this secondary method of risk-shifting.

For the taking of risks by a company so-called self-insurance is by far more important than the signing of an insurance contract with an insurance company. By way of self-insurance the companies in general, yet not exclusively, cover themselves against risks for which a policy cannot be taken out from an insurance company. In the event of self-insurance the company will include a sum in the consideration payable for the service as price factor, corresponding to the premium to be paid to the insurance company. From this sum then any loss arising from the transaction will be made good. The sum payable for self-insurance, i.e. the premium of the self-insurance is the sum included in the consideration and established by the ratio of

contingent material losses and of the probability of the supervention of this contingency.

A well-known case of the self-insurance of companies is the inclusion of a guarantee factor in the price when a guarantee has been undertaken for machinery of standardized production, consumer's durables, etc. This method substantially brings about a situation where the costs of repairs of durables under a guarantee are formally borne by the seller, still in reality by such buyers whose apparatus or any other durable functions satisfactorily during the guarantee period. These customers so to say receive no value for the guarantee factor included in the price. It should be remembered, however, that this is apparent only because, as will be discussed later, in reality even such customers buy security for the guarantee factor included in the price.

In ventures of major importance the risk is shifted by way of self-insurance and accordingly risk is taken by the company entering into the venture.

The entering into the venture and the taking of the risk associated with it relies on the circumstance that uncertainty arising from the lack of information is for the same target not of the same degree for each company. Namely when there is an established market for the service in question and when there is a company well-acquainted with the market conditions, then this company will achieve the target with lesser uncertainty and fewer risks, and may therefore take the risk, i.e. under the contract shift the risk on itself.

2.3.2. Contractual risk-shifting, in particular by way of secondary forms, will lead to the trade in risk as a commodity. Insurance is specifically a trade in risks, and substantially self-insurance amounts to the same. With the taking of a risk covered by self-insurance the party undertaking performance, i.e. the obligor, puts risk-taking on the market, whereas the obligee buys a result satisfying his needs or the security of the satisfaction of needs. The circumstance that in self-insurance the trade in risks is transacted by adherence to any other commodity cannot blur the fact that there is a case of trade in risks up to the rate of the self-insurance.

An illustrative example of the trade in risks is, in the case of investments, the undertaking of the general contractor. An investor may namely sign separate contracts for each service himself, and will then co-ordinate the execution of the work himself. On the other hand he may entrust with the execution a so-called investment company which will in favour and at the risk of the investor also sign separate contracts for each service. The investor may, however, sign a single contract for the execution of the investment as a whole with a general contractor, who will then undertake the co-ordination of the work and also the risk involved. As general contractor he undertakes the delivery of the work as the result of the co-ordination of all necessary supplies for the term specified in the contract. The employment of a

general contractor for the investment instead of an investment company operating as consignee or agent amounts to the contractual risk-shifting, i.e. the trading in risk, because in this case the investor will have to pay a consideration for the taking of the risk, in addition to the consideration payable for other services.

Substantially in each case when the obligation-of-result outlook and the measures implied in it supersede the obligation-of-proceeding outlook and the measures relying on it, strictly speaking an assumption of risks takes place. If this risk-taking in a justifiably large number of cases relies on the coverage of the risks by self-insurance, then in these cases in reality we confront a trade in risk.

This will be obvious as soon as we examine the sequence of decision-making for economic activity from the point of view of obligations of proceeding and of obligations of result. In obligations of proceeding the consignee or agent is bound by the law to display the diligence expected from him in the given case, i.e. is liable for proceeding with the proper diligence.

In other words this will say that the consignee or agent is hardly concerned in when, how and at what cost the result of the activity has been produced. In new situations coming about in the course of economic activities the consignee or agent will make decisions only when all elements required for decision-making are *wholly* at his disposal. Figuratively the consignee connects the elements of performance in series, at decision-making he assumes no risk. In fact there is no reason why he should.

The situation will become an altogether different one when we have been met by an obligation of results. The contractor will have to deliver the result of his operations within a specified time. Therefore it is his concern that in new situations emerging in the course of activities decisions should be made at the shortest possible notice. If the contractor is in fact an expert of the activity in question, he will not have to wait until *all* elements for decision-making are wholly available. He will make his decision when by the rules of technology and business there is every probability present in the given phase of performance that his decision will be the proper one. On the ground of the obligation of result the contractor will in the interest of a profit be bound to assume the risk. Risk-taking of this kind will take place only when the justifiability of each decision will not have to be established one by one, but on the ground of the result of the activities of the contractor the propriety of the decisions considered necessary by the contractor may be presumed.

2.3.3. The trade in risk as a commodity means that at a definite price or for a consideration the risk may change hands. Risk-taking has a supply price, the purchase of security a demand price.

The following are the factors determining the supply price of risk-taking:

- the insurance premium of the coverage of stereotyped risks;

- the sum of self-insurance;
- the profit set as a target for trading in risk.

The demand price is defined by the savings achievable by way of security.

Naturally the development of both the supply and the demand price of the risk is affected partly by the market factors at any time, partly by subjective factors. This need to be emphasized because the turnover in the market of risk-taking is not of a volume where objective interests would break through the subjective opinions nurtured by habit, tradition and even the love of comfort.

On the other hand if we ignore the market and the subjective effects, then the factors referred to above will define the lowest supply and the highest demand price. The condition of a deal is that the highest demand price should exceed the lowest supply price.

3. The effects of the trade in risks on economic development

3.1. As has been seen, in the course of economic activities, in the sequence of decision-making, risk-taking will instead of a connexion in series of the decisions rather stand for the parallel, or at least partly, overlapping launching of the processes, the acceleration of development, its intensification, on the one part, and on the other an increase of costs accounted for by an increase of stocks or the production of waste. In these cases for the appraisal of risk-taking the two effects of the taking of risks will have to be placed in juxtaposition in order that the soundness of the undertaking might be assessed. The company can be prompted to decision-making triggering off mutually overlapping processes, instead of a connexion of decisions in series, only when it is in the position to put on the market the risk-taking and besides the consideration payable for the services implied in the investment to add to the account also the consideration for the taking of risks.

3.2. The system of economic management implying planned market control, the assignment of a substantial portion of decision-making to the competence of the company and the extension of freedom of defining the contents of decisions have eventually brought about the increase of the intensity of micro-economic movements in a way that these movements are not controlled by direct means. The consistent enforcement of this principle of economic management implies that not even at risk-shifting the direct method, viz. the statutory allocation will be found satisfactory. *Therefore for a substantial portion risk-shifting will have to be transferred to the micro-economic level and then facilities provided for its triggering off the process of trading in risks.*

It has been made clear that the uncertainty of the achievement of the one or the other target will not be the same for all companies. In fact uncertainty in the first

place is the connotation of a lack of information and in this respect there may be serious differences between the companies taking part in the economic processes. This circumstance is one of the movers of a contractual risk-shifting. The other mover lies in the circumstance that companies in possession of adequate professional standards may even reduce the uncertainty, i.e. marshal the economic processes towards the diminuation of risks.

Within the series of regular insurances the institution of self-participation relies on the risk diminution possibility of the company concerned. The company made adequately interested by self-participation can diminish the probability of the supervention of losses. Self-participation will prompt the owner of a car also holding a CASCO policy to park it at a site less exposed to damage covered by a CASCO insurance policy. (A company taking out a policy of credit insurance will by self-participation be persuaded to apply greater care than usual at the selection of the customer.) The company will, if possible, insist on the insertion of a currency clause in the contract and on a banker's collateral security to guarantee payment. This will be even more so at self-insurance. In point of fact self-insurance will for certain economic operations be resorted to only by a specialized company. The proper professional experience, circumspection and care stimulated by self-insurance will in all cases operate towards a diminution of risks.

If therefore trade in risks is sufficiently free, if there is a market of risks, then the risk will in the course of micro-economic movement shift to places where uncertainty is smallest, where chances of a reduction of uncertainty are best, where therefore relative security can be produced at the lowest possible costs. This process will lead to for the purpose of national economy optimum allocation of the risk, provided that time and space has been allowed the process for its unfolding.

To conclude, the statement may be made that *the sum total of uncertainty will diminish compared to the rate of the risks assumed by the companies. By this risk-taking will through an intensive trade in risks produce relative security and produce an effect increasing the internal order of the given economic system and diminishing its entropy.*

3.3. In the introduction in conjunction with the investigation into the effects of risk-taking on economic development the question has been asked, where do we have to look for the optimum of the taking of risks, do we not have to fear lest an appeal for the taking of yet greater risks should lead to the assumption of unjustified, unfounded risks and so to considerable economic losses.

The existence of a market of risks will prevent the rate of risk-taking from being unduly exceeded, as in this case the micro-economic sphere, the self-regulatory system of the market will come into play even in the intensity of economic development, at least when market control takes place according to plan. *A limit will*

be set by the rate of intensity of economic development to the demand price of the risk: there will be a trade in risk only until it pays to buy security. If as regards the given economic process savings are not of a rate justifying the offer of a higher demand price and even pay it, then there can be no talk of a trade in risks.

Consequently a market of risks within the proper course and in the proper sphere will guarantee the approximation of the optimum by the taking of risks in a self-regulatory manner.

4. Risk-taking and the legal means of economic management

Under this heading three problems will be made subject to an analysis, viz. first, issues of the system of law, secondly, problems of administrative law and, thirdly, questions of a civil law nature, all in connection with the risk-taking of the companies.

4.1. Risk-taking and problems of legal system and the legal means of economic management

4.1.1. On studying the legal means of economic management before all the question has to be answered, how the law is to be attached to the economic relations.³

A company taking a risk will in its contractual relations insist on the knowledge of the legal consequences of its decisions in its business, the legal framework of the economic processes and the legal environments of irregularities, unforeseen events supervening in the economic processes.

At the first approach to the problem it may appear that the best policy is to assign to economic relations of any type the corresponding and relevant system of legal instruments, hereincluded the rules of administrative and civil law nature. In all appearance this knowledge will provide the legal information required for risk-taking.

A more thorough study of the question will, however, reveal the inadequacy of the expedient. As a matter of fact the condition of risk-taking is the increase of the freedom of decision-making and, what is one of its most important elements in contractual relations, the freedom of contract, hereincluded the free choice of the contracting parties, the free choice of the type of contract, and finally, the freedom of defining the contents of the contract.

³ EÖRSI, GY.: *Külső és belső komplexitás (A gazdasági jog kérdéséhez)* (External and internal complexity [To the question of economic law]). Budapest, Gazdaság és Jogtudomány, vol. VI., Nos 1–2, pp. 81–101

For the greater readiness of risk-taking and the formation of the market of risks often economic relations of high complexity and of novel types will be required. There may frequently be cases when the parties will have to define these relations in non-specified, innominate contracts, and if in typified contracts, often in such where the atypical abounds. All this will say that the legal means cannot be adequate, cannot give a legal expression to the complicated economic relations required for risk-taking unless the elements of economic relations lending themselves most readily to a generalization provide the legal regulation. I. e. of the legal means only those will have to be assigned directly to the corresponding economic relation which are in fact specific and characteristic of the particular economic relation. In this way the demand can be met of the company taking the risk to have its adequate legal projection assigned to each economic relation and also to have the relative stability of the legal solutions guaranteed.

As regards the adjustment of the law to the economic relations for the purpose of the companies' risk-taking the conclusion suggests itself that recourse to what is called "economic law" as an expedient is ill-advised.⁴

Consequently within the sphere of the legal means of economic management, too, the indirect means have to be given prominence. Naturally there is always a certain relativity implied in both the direct and indirect means. Normative acts of administrative law are less direct than the specific ones, the civil law rule is less direct than a normative administrative act, and within the civil law rules the permissive provision is less direct than the mandatory.

Hence for the purpose of risk-taking an as perfect as possible segregation of the civil law and the administrative law regulations should be preferred. As a matter of fact on this understanding the most general difference between the one provision of law and another consists in whether there is a case of fundamentally permissive rules expressing co-ordination, or of fundamentally mandatory rules expressing sub- or superordination.

4.1.2. For the risk-taking by companies a study has to be made of risk-taking and the depth to which the legal regulation go, i. e. the details into which the legal regulation of economic relations should go, further whether or not a detailed regulation advances or hampers the taking of risks by companies.

Without enlarging on the discussion of the details a legal regulation should embrace, we would point out that a skeleton regulation in general does not favour the taking of risks or the formation of a market of risks.

Essentially a skeleton regulation implies that within the limitations of the provisions of law those in charge of its application will in the given case decide in the

⁴ See Note (3)

fairest and most equitable manner. Without prejudicing the correctness of this method from the point of view of the contractual or extracontractual relations of the citizens, we have to state that risk-taking is advanced by a legal regulation as detailed as possible and of a depth where legality predominates before equity and justness. Notably when the person in charge of the application of law has recourse to a skeleton regulation and tries to determine the given case on principles of justness and equity, he will give attention to the contractual relation in question only. He cannot go beyond this even if he would, and as a rule, he does not even want to. And in the trade of risks a single contract picked out of the totality of contracts will always create an "unjust" situation; either owing to the for the relation in question wholly random event one of the parties will suffer a loss of no fault of his, or he will be paid a consideration for the sale of the risk, seemingly without rendering a service (apparently he will do nothing even when with considerate and careful activity he contributes to the avoidance of a prejudice).

On the whole the statement may be made that for the encouragement of the taking of risks a skeleton regulation cannot be recommended.

4.1.3. Integral with risk-taking and the legal problems of the economic management there is the problem of the stability of the legal framework, hereincluded the stability of the provisions of law and also the legal practice, further a firm consciousness of the law reflecting these.

Obviously a strict segregation of the rules of civil law from those of an administrative kind, an as general as possible legal regulation, and at the same time a legal regulation going into details, will to a considerable degree contribute to the reinforcement of the legal framework, and if the accessibility and cognizability of this legal framework can be guaranteed better than before, also to the formation of a legal mind reflecting the now stable legal framework.

4.2. *Risk-taking and problems of administrative law*

Two problems appear to be worth special treatment in the sphere of risk-taking and administrative law.

4.2.1. For the purpose of risk-taking by companies administrative law has to perform a duality of functions. Its positive function is to create the framework of administrative law for the taking of risks by companies, owing to the nature of risk-taking in the first place the framework of fiscal administration and price regulation.

Especially under present circumstances, for the advancement of a policy of the companies' risk-taking a legitimate system of pricing should become established and

generally known by way of price control, which guarantees the inclusion of the costs of self-insurance in the price, in particular in that of the services.

Within the scope of fiscal administration facilities should be provided for the creation of funds for self-insurance. Earlier it has already been made clear that one of the conditions of risk-taking covered by the self-insurance of the companies is the conclusion of an adequate number of contracts among which the possible loss may be distributed in the form of self-insurance. Since risk-taking by companies will in the first place involve problems in respect of economic ventures and not in that of goods of mass production, while the embarking on several ventures by the company within a brief span is unlikely, the idea suggests itself to distribute incidental losses inevitable in economic ventures over a fund of self-insurance built up during a protracted period of time.

4.2.2. Administrative law, however, has in risk-taking not only the positive function to provide certain frameworks of administrative law. It also has what may be termed a negative function: it will have to eliminate from the path of risk-taking any so-called unproductive risks.

It has been made clear that the formation of a market of risks and the shifting of risks on a micro-economic level will produce relative security. The risk will namely shift to the place where uncertainty is lowest. If, however, an administrative rule prevents the risk from being shifted on a micro-economic level under a contract, or unreasonably steps up the costs of risk-taking by a company, it will stand in the way of the formation of a risk market, or at least prevent the risk from being shifted to the place where the production of security implies fewest costs.

In their operations the economic organizations come frequently into conflict with administrative rules. These rules are apt to increase the virtual uncertainty in the operations of the acting economic organizations and even more the consciousness of this uncertainty. As a matter of fact the actual sanctions or prejudices are by far lesser than the subjective consciousness of the uncertainty owing to the breach of some sort of an obligation to the State, and also lesser than the fear instilled by a state of jeopardy. As a consequence the rules referred to will to a great extent prevent risk-taking, possibly not only in a given case, but also in others. They will also tend to narrow down the scope of the market of risks, or in other words constitute a risk for the company the *forced* assumption of which will not perform the function of risk-shifting on a micro-economic level to increase relative security. For their substance risks of this type are *unproductive risks*.

An analysis of administrative rules of this kind will reveal that *for the purpose of the risk-taking the function of administrative regulation consists in the elimination of unproductive risks* and also in that of so-called situations of jeopardy.

4.3. Risk-taking and certain civil law problems

What has been set forth so far may be apt to create the impression as if in civil law there were no problems as regards risk-taking by companies. As a matter of fact most of the civil law provisions are of the permissive kind. There is the freedom of contract, there are no obstacles in the way of making contracts advancing the taking of risks.

In certain scopes of the economic relations of companies, however, the organizational power of even permissive regulation cannot be ignored. As regards the civil law methods of economic management in certain cases for risk-taking by companies there is absolute need for the formulation of permissive rules, or for the amendment of rules already in force. In this connection two problems deserve special attention.

4.3.1. Risk-taking covered by self-insurance is inconceivable unless the appropriate means are available. In point of fact the large number of cases and the pursuit of certain operations for a protracted period of time require adequate means. Since under present business conditions the companies might lack the adequate means for the taking of risks, it will be inevitable that for the purposes of risk-taking the companies pool their means in the one way or the other.

A policy on this line will be pursued by the companies in order to establish an appropriate ratio of risk and means. This may be effected by either increasing the means or narrowing down the risks. On this understanding the financial means of several companies or financial means and means consisting in professional experience may be pooled. For the diminution of risks communities may be formed pooling financial means and information on the market or in any other way. Naturally the means here suggested may be resorted to in several combination. All these will lead to various types of economic relations of a more or less permanent character from simple co-operations to higher degrees of associations.

It is indispensable, however, that companies entering into economic relations of a more or less permanent character receive the protection of the law. Owing to the peculiarity of relations of this kind the stress is on statutory rather than on contractual safeguards. Continuous business relations of companies will to a certain extent operate towards a restraint of competition, and in the event of a contractual safeguard such relations may come into conflict with provisions prohibiting acts in restraint of trade. It is only by statute that the prohibition of the restriction of competition and the encouragement of the pooling of means can be brought into harmony. It is only by this way that the proper safety can be guaranteed to companies in the one way or the other uniting their means.

Civil law in Hungary actually in force is almost void of provisions which would lend themselves for settling these questions: continuous economic relations so to say lack legal protection completely. This situation in general throws obstacles in the way of policies purposing the pooling of means. There may be fewer difficulties, however, when the two companies concerned place funds only at disposal for the joint venture. As a matter of fact owing to its greater mobility money may be used for other purposes easier than non-monetary means. The want of proper statutory safeguards accounts for yet greater difficulties when the one company contributes professional experience, "know-how", market information, its goodwill to the continuous business relations. Means of this kind once placed at the disposal of the other organization cannot be easily withdrawn from it to be converted to other purposes.

Finally, in our opinion there is no reason to fear that continuous business relations might operate in restraint of trade. It remains a fact though that relations of this kind restrict competition, still at the same time it starts competition now on a higher level: namely the economic competition for continuous business relations. The pooling of means restraining competition on a lower level will owing to the force hidden in the pooled means or the improved opportunity for risk-taking in the last resort help to thrust back the monopolies. Therefore the taking of risks should be encouraged also by the extension of adequate legal safeguards to continuous business relations.

4.3.2. On dealing with the rate of damages we have to emphasize that the following discussion exclusively applies to the restoration of losses owing to a breach of contract and such arising in the mutual relations of economic organizations.

The question may be asked namely in this connection whether damages for a breach of contract by an economic organization should not be brought under regulation by rules other than those in force at present. In Hungary the regulation now in force relies on the payment of *full* damages for a loss caused by the breach of an obligation, unless the party in default can prove that he has been acting in such a way as might, as a rule, generally be expected in the given situation. The question is whether this rule is in perfect agreement with the objectivized subjective system of liability of Hungarian civil law, and so promotes the risk-taking by the companies.

In the sphere of contractual relations of the companies the term of behaviour generally expected in the given situation merely expresses the obligation of the company to a conduct which obviates losses in general foreseeable in the given situation. Namely when the company groups its means and organizes its production and other operations so as to avoid the breach of contract apt to cause a loss, i.e. when it acts in a manner expected from it in the given case, then it will have the loss

foreseeably supervening in the given situation before its eyes. This will eventually determine the efforts of the company.

The actual loss will as a matter of course always depart from the expected. This departure may be explained, partly, by random events, partly, by the circumstance that the obligee does not act as generally expected from him in the given case. These causes partly attributable to the random element, partly imputable to the obligee will in the maze of business relations become intertwined, and will become so in any case the obligee fails to do all that may be generally expected from him in order to eliminate factors apt to increase the loss, yet otherwise of the random kind.

Let here stand an example. There was a delay in the delivery of machinery and equipment for a project under construction, consequently the plant could not be put into operation as scheduled. The customer therefore enforces his claim for damages owing to the drop in production. On the assumption that the supplier was unable to excuse his delay, the customer had a claim to being made good for the total loss. The court did not go into the question whether the order for the machinery had been placed in due time, or whether the customer made provisions for an adequate stock of the commodity produced by the machinery. In fact these were extra-contractual circumstances, often such preceding contract-making. The court could not even enlarge on all these questions, for it was impossible to establish whether the shortage of the commodity in question before the installation of the new machine was due to the customer's negligence or to a random increase of the market demand.

In general the risk of events departing from those generally foreseeable in the given case is borne by the person himself. The risk would be that of the customer's if the supplier could excuse his delay in delivery on the plea of *force majeure*. A breach of contract not excused will, however, shift the risk to the obligor liable for a breach of contract. For the purpose of a shifting of the risk with a view to shift it to, or leave it at a place where the prevention of the supervention of the random element appears to be most probable this way of statutory risk-shifting does not appear to be the luckiest expedient.

For risk-shifting producing relative security at the enforcement of claims by the companies for damages owing to a breach of contract, or at the establishment of the rate of the loss, it appears to be luckier to set out, similarly to the general damages of English law, from the rate of loss generally foreseeable in the given situation than the present expedient. In this case, beyond the simple foreseeableness, similarly to the generally expectable behaviour in the given situation, the rate of the loss could also be established in an objectivized subjective manner.

For Hungarian legal thinking used to the idea of full damages at the first approach this solution may appear unusual. Therefore it should be emphasized that a mere reference to English law will by far not imply as if English law were opposed to

the solutions adopted by the Continental legal systems, as if the establishment of the rate of damages as relying on foreseeableness were a specifically English legal form. As regards the rate of damages a substantially similar solution has been adopted by French as well as Italian law, respectively in §.1150 of the Code civil⁵ and in §.1225 of the Codice civile.⁶

It should also be remembered that within the contractual relations of the companies it will not always be possible to establish the total loss or the rate of the totality of the loss. In the contractual relations of companies causal relations of a complexity are apt to arise and the relations will develop into a maze that a disturbance arising at one place may have repercussions, temporal and spatial, on others. For the establishment of the sum of damages this concatenation of causes and effects will have to be severed somewhere, still often the question is asked, where the point is where the cut should be made, i.e. where the point is beyond which on legal considerations it would be inexpedient to establish the causal relation between the prejudice and the behaviour responsible for the loss.

It might be of interest to quote in this connexion the presidential directive No. 103/1973 of the College of Economics of the Supreme Court of Hungary.⁷ Here substantially the provisions of §§.501 and 503 of the Hungarian Civil Code on the limitation of liability have been recapitulated, when the court held that except for the case of wilfulness the carrier was in the event of a delay in the performance of the contract or the loss of the consignment not bound to restore the loss arising in connexion with the contract of delivery, or for work, labour and material, or any other contract between consignor and consignee. The court further held that the carrier had no knowledge of the contract between consignor and consignee or of the function of the goods delivered within the contractual relations, *"therefore from the point of view of the carrier it would be wholly random-like to what further loss beyond actual loss ... or to what loss of profit the breach of contract has led."*

It may be accepted as certain that in the maze of contracts of the companies even for a large number of obligors of contracts of sale or of work, labour and material the rate of loss arisen at the obligees owing to a breach of contract will be wholly random-like.

It may be of interest to remember that the leading case quoted in English judicature for the establishment of the rate of damages and its foreseeableness was passed in an action instituted in 1854 for the breach of a contract of affreightment.

⁵ Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

⁶ Se l'inadempimento e il ritardo non dipende da dolo del debitore, il risarcimento è limitato al danno che poteva prevedersi nel tempo in cui è sorta l'obbligazione.

⁷ Birósági határozatok, Budapest 11/1973. p. 853.

Die Risikoübernahme der Unternehmen und ihre wirtschaftliche Leitung

M. BAUER

Die Frage des Risikos und der Risikoübernahme ist ein immer wichtigerer Problembereich der wirtschaftlichen Tätigkeit. In Ungarn wird die Untersuchung der Frage der Risikoübernahme durch die Herausbildung des neuen Systems der Wirtschaftsleitung auf die Tagesordnung gesetzt. Die im Laufe der wirtschaftlichen Tätigkeit unvermeidliche Unsicherheit fällt irgendwelchem – im Wirtschaftsverkehr teilnehmenden – Unternehmen zu, die Unsicherheit bedeutet das Risiko irgendwelches Unternehmens. Im engeren Sinne bedeutet das Risiko Entscheidungsrisiko. Die Unsicherheit ist Folge des Mangels an Information, deshalb sind die verschiedenen Tätigkeiten betreffend verschiedenweise informierten Unternehmen verschiedenen Unsicherheiten ausgesetzt, dieselbe wirtschaftliche Tätigkeit hat bei verschiedenen Unternehmen verschiedenes Risiko zur Folge.

Im Wirtschaftsverkehr obliegt das Risiko einerseits aufgrund der Rechtsregel, andererseits im Sinne der verschiedenen Verträge den einzelnen Unternehmen. Eine sekundäre Form der vertraglichen Risikozuteilung ist die Zuteilung der vertraglichen Risiken einer dritten Person. Eine stereotype Form dieser Zuteilung ist die Versicherung; ihre – zur Risikoübernahme des Unternehmens notwendige – sehr bedeutende Form ist die sogenannte Selbstversicherung. Im gegebenen Fall kann ein mit mehreren Informationen ausgerüstetes, solcherweise weniger Risiko ausgesetztes Unternehmen – im Falle der Selbstversicherung – das Risiko sich selbst zuteilen, so führt die Selbstversicherung ihrem Wesen nach zum Verkehr des Risikos als Ware. Der Risiko-Warenverkehr bedeutet, daß das Risiko – wenn ein Risikomarkt existiert – im Laufe der mikroökonomischen Bewegung dorthin „zuteilt“ wird, wo die Unsicherheit relativ kleiner ist, wo also die relative Sicherheit mit den niedrigsten Selbstkosten erfolgen kann. Die wirtschaftliche Gesamtunsicherheit – im Vergleich zum Maß der Risikoübernahme der Unternehmen – vermindert sich auf diese Weise; die Risikoübernahme produziert aufgrund des intensiven Risiko-Warenverkehrs relative Sicherheit, wirkt in Richtung der Erhöhung der inneren Ordnung der gegebenen Wirtschaft, in Richtung der Minderung ihrer Entropie.

Die Rechtsmittel der Wirtschaftsleitung müssen zur Entwicklung der Risikoübernahme der Unternehmen in entsprechender Weise gruppiert und angewendet werden. Zur Risikoübernahme ist die Trennung des zivilrechtlichen und des verwaltungsrechtlichen Regelungssystems voneinander vorteilhaft, die sogenannte „wirtschaftsrechtliche“ Lösung aber nicht. Von diesem Gesichtspunkte aus ist auch die Regelung nicht vorteilhaft, die gewisse Rahmen festsetzt. Mit Hilfe von Verwaltungsmitteln kann man der Risikoübernahme in erster Linie mit Rechtsregeln der Finanzverwaltung und der Preisregelung einen entsprechenden Rahmen geben. Das Verwaltungsrecht hat dabei hinsichtlich der Entwicklung der Risikoübernahme auch jene Funktion, daß es aus dem Weg der Risikoübernahme die „improduktiven“ Risiken räumt.

Aus dem zivilrechtlichen System der Mittel zur Wirtschaftsleitung muß man vom Gesichtspunkt der Risikoübernahme aus auch die mit dem Zustandebringen und der Tätigkeit der Risikogemeinschaften zusammenhängenden Rechtsprobleme erwähnen, sowie die Sicherung des Einklangs zwischen den Regeln des Betrages des Schadenersatzes und den allgemeinen Regeln des Verantwortlichkeitssystems.

Взятие риска предприятием и управление экономикой предприятия

M. БАУЭР

Вопрос риска и взятия риска является все более важной проблемой хозяйственной деятельности. В Венгрии развертывание новой системы управления экономикой подвергает необходимость изучения вопроса о взятии риска.

Неизбежная в хозяйственной деятельности лабильность возлагается на какое-нибудь из предприятий, участвующих в хозяйственном обороте, и лабильность означает риск какого-нибудь предприятия. В более узком смысле риск представляет собой риск решения. Лабильность вытекает из недостатка информации, поэтому на предприятия, которые получают различные информации относительно различных деятельностей, падает различная лабильность, то-есть

в различных предприятиях та же хозяйственная деятельность влечет за собой различный риск.

В хозяйственном обороте риск возлагается на отдельные предприятия правовыми нормами, с одной стороны, и договорами, с другой стороны. Вторичной формой возложения риска путем договора является возложение договорных рисков на третьего лица. Стереотипной формой этого является страхование, а значительной и необходимой для взятия риска предприятием формой последнего — т. н. самострахование. Предприятие, которое обладает большей информацией по данному делу и поэтому подвергается меньшей лабильности, в случае самострахования может взять на себя риск, и таким образом самострахование ведет к обороту риска как товара. Товарооборот риска означает, что в случае наличия рынка риска в ходе микроэкономического движения риск появляется там, где лабильность относительно меньше, значит где производство релятивной обеспеченности требует наименьшей себестоимости. С этим экономическая лабильность в целом уменьшается по сравнению с размером взятия риска предприятием, и риск — на основе интенсивного товарооборота риска — производит релятивную обеспеченность и вызывает влияние, повышающее внутренний порядок данного предприятия и снижающее его энтропию.

Чтобы распространить взятие риска предприятиями, необходимо соответствующим образом группировать и использовать правовые средства управления экономикой. С точки зрения взятия риска выгодно отделение систем правил гражданского права и управления, но т. н. «хозяйственно-правовое» решение равно как и регулирование типового характера являются неблагоприятными. Среди средств управленческого права в первую очередь с теми правовыми нормами можно обеспечивать основу взятия риска, которые входят в управление финансами и регулирование цен. Кроме этого, функцией управленческого права в развитии взятия риска является и то, чтобы устранить «непродуктивный» риск с дороги взятия риска.

Среди систем гражданско-правовых средств управления экономикой с точки зрения взятия риска надо упомянуть правовые проблемы, связанные с созданием и деятельностью обществ по риску, а также согласование правил по размеру возмещения риска с общими правилами системы ответственности.

Ответственность и материальная заинтересованность руководителей предприятий в отношении управления хозяйством

Ш. БИРО

адъюнкт, Аграрный Университет г. Гёдёллэ

На результаты деятельности руководителей предприятий влияет целый ряд как положительных, так и отрицательных факторов, которые точно не предвидятся. Со стороны руководителя является естественным стремление к тому, чтобы в ходе определения целей хозяйствования предприятия и, далее, их реализации, выявлять ситуации, насыщенные неизвестностью, и, по возможности, максимально ограничить их число. Основной источник неизвестности кроется в недостатке информации, и таким образом большая часть факторов неизвестности (те, которые заранее измеримы) может быть устранена экономической деятельностью, осуществляемой на должном уровне, например, продуманной работой по изучению рынков, анализу и организации. Дело заключается в том, что в результате такой деятельности расширяется информированность руководителей предприятий и на основании такой информации могут принимать более обоснованные решения в области хозяйствования.

Однако на поведение руководителей предприятий оказывают влияние не только такие факторы неизвестности, которые могут быть ограничены и оценены средствами экономики. Из числа факторов, которые принимаются во внимание руководителем, исключительно важное место занимает также и возможность привлечения его к юридической ответственности. Поднимает вопрос, что в какой степени можно исключать неуверенность, которая связана с ответственностью руководителя, или в какой мере обеспечивает право для руководителя возможность оценивать неизвестность, связанную с ответственностью в ходе реализации выдвигаемой цели хозяйствования. В том случае, если не могут калькулироваться наступление ответственности руководителя и связанная с этим санкция, то руководство, в дополнение ко всему, отягощается еще и таким фактором неизвестности, который, несмотря на имеющиеся на предприятии объективные возможности хозяйствования, настраивает на «перестраховку» деятельности предприятия. Это стимулирует к такой работе предприятия, когда воздерживаются от выполнения любых задач, которые связаны с любым риском и налицо стремление к такой работе, когда руководителю ничего не «угрожает».

Урегулирование юридической ответственности руководителей предприятий, удовлетворение требований руководителей в аспекте ответственности, правила, касающиеся юридических сторон ответственности, могут усиливать воздействие на рентабельность деятельности предприятий, а в противном случае действовать отрицательно, и это обязательно обращает внимание на изучение юридической ответственности руководителей предприятий. Таким образом наш вопрос заключается в том, что в какой мере удовлетворяет действующее венгерское законодательство этим вышеуказанным требованиям и — если в этом возникает необходимость — в каком направлении должны предприниматься соответствующие поправки.

В данной работе делается попытка ответить на эти вопросы.

Часть I

Обзор системы ответственности руководителей предприятий

1. На систему ответственности руководителей предприятий свой отпечаток накладывает стремление к комплексному юридическому регулированию. Эта комплексность находит свое выражение вположениях различных отраслей права, однако, они пригодны для оценки деятельности руководителей. По существу, в ходе регулирования ответственности руководителей, в особенности значительной становится роль трех отраслей права, несмотря на то, что в каждой из них редкими являются прямые ссылки на ответственность руководителей. Эти три отрасли права являются следующими: *трудовое право, уголовное право и административное право*. Посредством такой очередности этих отраслей права мы стремимся также и отразить их важность в аспекте ответственности руководителей. Такая очередность с точки зрения важности является обоснованной в отношении двух основополагающих требований, которые могут предъявляться по линии ответственности руководителей. Из них одно заключается в потребности возможного роста превенции, а другое — требование по пригодности к всеохватывающей оценке деятельности руководителя.

Потребность в отношении возможного роста превенции можно удовлетворить, в первую очередь, посредством ответственности в аспекте трудового права. Это наше положение обосновывается, главным образом, тем фактом, что *рамками деятельности руководителей предприятий* — в этом плане — *является трудовое отношение*, т. е. когда руководитель в каком-то отношении не выполняет свои обязанности, то в таком случае он, в первую очередь, нарушает обязанности, связанные с выполнением своей работы. В отношении руководителей невыполнение обязанностей, *вообще*, означает нарушение обязанностей, обусловленных трудовым отношением в то время, как нарушение обязанностей, вытекающих из уголовного или административного права, является *эпизодическим* по сравнению с тем, что обуславливается в рамках трудовых отношений. Ответственность руководителя, регулируемая в рамках этих отраслей права, находится в отношении общего и специфического, и при этом ответственность руководителя по линии трудового права является общей, ответственность, вытекающая из уголовного и административного права — специфической. Место ответственности, предупреждающей нарушение обязанностей руководителя, вообще, находится — как это вытекает из вышеизложенного — в трудовом праве. Между ответственностью в аспекте трудового права, а также уголовного и административного права существует специфическая корреляция, которая выражается в том, что усиливается *статическая угроза* регулируемых в этих последних средств в качестве превентивного воздействия в том случае, если должная ответственность по линии трудового права функционирует по настоящему, и как общее превентивное средство предупреждает нарушения обязанностей руководителя на таком уровне, который еще не означает уровень уголовного преступления или проступка.

Во всех таких случаях, когда нарушение обязанностей руководителя — ввиду незначимости проступка — не является преступлением, превентивное воздействие может лишь увеличиваться, т. к. оно уже само по себе заключен в уголовной угрозе, которая может реализоваться в привлечении к ответственности по линии трудового права. В таких случаях ответственность в аспекте трудового права в качестве *предупреждения* усиливает предупреждающее воздействие угрозы в уголовном плане. Если раскрывать это на примере, то можно сказать, что преступление, заключающееся в расточительном ведении хозяйства может быть установлено в отношении лица, грубо или систематически нарушающего требования по рациональному хозяйствованию. Второй оборот текста закона подчеркивает *систематичность*. Превентивное воздействие положения уголовного права очевидно будет большим, если еще до того как развернется подобная систематичность уже будет приведено в действие положение по привлечению к ответственности по линии трудового права. Иными словами: *меньше шансов* сложиться систематичности в том случае, если санкции при нарушении обязанностей руководителя по линии трудового права будут предприниматься раньше.

Если рассматривать частоту нарушения обязанностей руководителя, то можно отметить, что нарушение обязанностей, не выходящее за рамки трудового права случается чаще и редкими являются такие нарушения, которые доходят до уровня уголовного состава. Имея ввиду значение уголовной ответственности, свое внимание мы должны концентрировать на изучение таких средств юридической ответственности, которые служат предупреждению «повседневного» нарушения руководителями своих обязанностей.

2. При решении вопроса очередности отраслей права, регулирующих ответственность руководителей — помимо значения превентивного воздействия — необходимо принимать во внимание, что положения по привлечению к ответственности какой отрасли права более всего пригодны для *всеохватывающей оценки* деятельности руководителя. Ответ на этот вопрос становится относительно простым в том случае, если считать, что ответственность как по линии уголовного права, так и в отношении административного права имеет в своем распоряжении отличные друг от друга системы составов в отличие от основной предпосылки ответственности в аспекте трудового права, которая в центр элементов ответственности ставит виновное нарушение обязанностей, вытекающих из трудового отношения. В то время, когда система относительно легко обособляемых друг от друга составов обязательно приводит к тому, что в ходе установления ответственности деяние руководителя рассматривается изолированно от всего процесса его деятельности, (несмотря на то, что деятельность руководителя складывается из совокупности задач, *тесно увязанных друг с другом*, но, в то же время, по своему характеру являющихся *неоднородными*), то в ходе установления ответственности в аспекте *трудового права* вся деятельность руководителя при выполнении иных по своему характеру задач, может рассматриваться не только в качестве *сопроводительного мотива* от-

ветственности. Все это обуславливается спецификой деятельности руководителя, которая характеризуется совокупностью этапов решения задач по руководству.

Для *всеохватывающей оценки* деятельности руководителя система составов по нарушению обязанностей, сформулированных в законодательном порядке в основном является непригодной, т. к. именно система составов подразделяет на обособленные друг от друга этапы поведение, которое может оцениваться и как единый процесс. Уголовная, а также и административная ответственность касается нехарактерных, реже встречающихся, однако более тяжких случаев нарушения руководителями своих обязанностей, в то время как для всеохватывающей оценки нарушений обязанностей, более тесно связанных с деятельностью руководства и возникающих исключительно в ходе руководящей работы, т. е. для аттестации «повседневных» нарушений обязанностей — более пригодным кажется трудовое право.

Все, что было высказано относительно приоритета ответственности по линии трудового права, является фикцией. Фикцией в том смысле, что *среди действующих* в настоящее время *положений трудового права* — если не принимать во внимание менее значительные, ограниченные по своему воздействию случаи — мы не найдем таких *положений, касающихся ответственности*, которые санкционировали бы нарушение именно *руководителями предприятий* своих обязанностей.

3. После такого вступления можно дать обзор *основных случаев ответственности руководителей, регулируемой в рамках трудового права*, которые будут следующими:

а) «Традиционная» юридическая ответственность и две ее разновидности, т. е. дисциплинарная и материальная ответственность;

б) Снятие с поста.

Ко всему этому — несмотря на то, что речь идет не о средстве ответственности — *тесно присоединяется материальная заинтересованность* руководителей. Такая увязка является важной по двум причинам: с одной стороны, потому, что как и любое средство ответственности и она также раскрывает перед руководителем возможность потерпеть ущерб и таким образом оказывает превентивное воздействие и, с другой стороны, т. к. в своем отношении к известным в настоящее время средствам ответственности, на эти последние она оказывает значительное воздействие. Это воздействие — как это позже детально объясним — сказывается в необоснованном ограничении применения традиционных средств ответственности.

По пункту а)

Среди «традиционных» норм ответственности можно найти материальную и дисциплинарную ответственность. Прежде чем приступить к анализу их функционирования следует разъяснить, что почему мы рассматриваем эти

институты в качестве традиционных средств ответственности? Такое наименование представляется обоснованным постольку, поскольку в отношении *подчеркивания отрицательных последствий*, которые угрожают руководителям, а также и приведения в действие данного механизма, эти институты ответственности являются такими, которые следуют методике определенности традиционной системы условий ответственности, в которых речь идет об общих элементах традиционно понимаемой вины, противоправного поведения (нарушение обязательства). В таком аспекте материальная и дисциплинарная ответственность руководителей относительно снятия с должности и материальной заинтересованности, в самом деле является традиционной.

Рассматривая положения традиционной ответственности возникает вопрос, что в какой мере они могут считаться правилами привлечения руководителей к ответственности.

Ныне действующие правила дисциплинарной ответственности являются одинаковыми независимо от того, что речь идет о руководителе или подчиненном. Это тождество распространяется как на условия дисциплинарной ответственности, так и на правила рассмотрения дисциплинарного дела. Условием привлечения к ответственности является виновное нарушение обязанностей, связанных с трудовым отношением. Основная проблема связана с относительной неопределенностью обязанностей, вытекающих из работы на руководящем посту. Для того, чтобы решить, что имело ли место нарушение обязанностей, то предварительно следует уяснить то, что представляют собой эти обязанности. Однако определение обязанностей руководителей является делом весьма неопределенным и перечисление принимаемых решений положение о государственном предприятии, связанных с ответственностью руководителя, не является достаточным даже для того, чтобы служить ориентиром для тех кто занимается изучением ответственности.

Положения, касающиеся материальной ответственности — в отличие от положений дисциплинарной ответственности — в некоторой мере уже расходятся от положений по ответственности подчиненных работников. Эти различия воплощаются положениях, касающихся материальной ответственности *ответственных работников*, поскольку в случае неосторожного причинения ущерба ответственные работники (к этому кругу относятся также и руководящие работники) могут быть обязаны к возмещению более значительной части ущерба. Эти более строгие положения по ответственности применяются в таких случаях, если ответственный работник наносит ущерб в ходе выполнения своих задач по линии производства, хозяйствования или контроля. В связи с тем, что в силу неопределенности задач руководителя в отношении производства, хозяйствования и контроля данное положение материальной ответственности также страдает отсутствием стабильности, и практическое применение этого положения в этом аспекте сталкивается — по крайней мере — с такими же трудностями, как и применение на практике положений дисциплинарной ответственности.

Однако приводимые выше трудности в отношении применения традиционных положений по привлечению к ответственности являются только менее значительной проблемой. Большая и, безусловно, более содержательная проблема кроется в том, что эти положения трудового права не принимают во внимание *качественное* различие в содержании задач руководителей и прочих работников предприятий. Оба эти институты ответственности, по существу, одинаково квалифицируют нарушения как со стороны руководителей, так и со стороны подчиненных, не смотря на то, что налицо значительные различия как по содержанию задач, так и в отношении важности выполняемой работы. Основные различия, имеющие место в аспекте задач руководителей и подчиненных возникают в связи с тем, что задачи *подчиненных по своему характеру являются исполнительными, а руководители выдвигают цели, определяют методику и активизируют*.

То обстоятельство, что руководители относительно редко привлекаются к традиционной ответственности по всей вероятности может быть отнесено за счет отсутствия дифференцированности в аспекте традиционной ответственности. *Обязанности руководителя*, вытекающие из трудовых отношений, являются более сложными, чем обязанности подчиненных работников. В результате этого, если в отношении подчиненных работников более явно устанавливаются обязанности, связанные с трудовым отношением, то в отношении руководящих работников общие указания положений, касающихся ответственности — без какой-либо конкретизации — приводят к такой значительной неопределенности, которая может даже воспрепятствовать осуществлению ответственности.

Нарушение обязанностей по линии традиционной ответственности в любых случаях может быть двояким: с одной стороны, может иметь место нарушение правовых положений, тесно связанных с правилами по профессии, т. е. выполняемой работы и, с другой стороны, возможно и в случае нарушения таких, действующих на предприятии положений, которые распространяются на всех трудящихся. Если обязанности, относящиеся к первой группе вытекают *непосредственно* из работы, выполняемой работником, то общие обязанности лишь *косвенно* увязываются с выполняемой им работой. Эти последние обязанности возникают в связи с тем, что работник в этом плане должен выполнять и такие обязанности, которые независимы от выполняемой им работы, например, обязанность защищать общественную собственность, соблюдение общих норм трудовой дисциплины и т. д.

В отношении подчиненных работников задача по установлению нарушения обязанностей является легкой посылкой, поскольку известными являются непосредственные положения, касающиеся выполнения работы и эта задача по установлению факта нарушения обязанностей может затрудняться лишь недостаточной закреплённостью круга задач, которые должен выполнять данный работник. Но это скорее уже проблема, связанная с положением по организации и деятельности предприятия, чем формулировки соответствующих правовых актов.

Установление задач, связанных с работой, выполняемой руководителями предприятий является значительно большей задачей в силу того, что не являются закреплёнными профессиональные правила, касающиеся руководства. В связи с тем, что обязанности руководителя не являются зафиксированными, становится невозможным применение положений традиционной ответственности во всех таких случаях, когда невыполненными остаются общие задачи, т. е. такие, которые являются обязательными для всех трудящихся. Такое положение приводит к тому, что в традиционном порядке ответственность руководителя может быть установлена лишь в том случае, если его привлекают к ответственности *не за деятельность по линии руководства*, не за просчеты в аспекте профессионального руководства. Руководителя скорее привлекают к ответственности за запоздалое предоставление статистического отчета, чем в случае неправильного определения стратегии и тактики предприятия. Отсутствие дифференцированности традиционной ответственности руководителей в конечном счете приводит к тому, что данный вариант ответственности не в состоянии оказать помощь в оценке деятельности руководства по существу, и не может ответить на вопрос, как руководит данный руководитель.

По пункту б)

Другим вариантом ответственности руководителя, регулируемым в рамках трудового права является *освобождение* от руководящей должности, что в обиходе чаще всего называется *снятием* руководителя с работы. Различие между выражением правовой нормы и обиходным языком является случайным и, очевидно, возникло не только потому, что так лучше звучит. По всей вероятности этим выражается то, что под этим понимается такой случай освобождения руководителя от работы, когда речь идет о неудовлетворительном уровне руководства и *не о таких причинах*, которые находятся вне деятельности руководителя. В то же время речь идет и о том, что освобождение от работы по своему содержанию может быть двояким: отчасти *связано* с ответственностью и, отчасти, *не имеет отношения* к ответственности.

В правовом положении указывается, что мотивы освобождения высокопоставленных руководящих работников от работы не обязательно излагать в письменном виде. Освобождение руководителя с работы может иметь место, с одной стороны, в том случае, если по мнению *вышестоящего* органа он не в состоянии решать задачи, связанные с руководством, и может иметь место также и тогда, когда, например, предприятие упраздняется по объективным причинам, т. е. когда поведение руководителя не может ему вменяться. Тогда, когда руководитель освобождается от работы, коллектив предприятия *не обязательно уясняет себе*, что в чем заключаются причины снятия руководителя с работы. Если в дальнейшем руководитель назначается на другой, аналогичный пост, то коллектив предприятия опять таки остается в сомнении, независимо от того, что в чем заключались причины освобождения от работы. Освобождение

дение от работы, не увязываемое с традиционными вариантами ответственности руководителя необоснованно мистифицирует причины удаления данного руководителя и может привести к тому, что поколеблется доверие коллектива предприятия к вышестоящему органу.

Можно-ли после этого аттестовать освобождение руководителя от работы институтом привлеченности к ответственности? Какое превентивное воздействие может оказывать такой институт, который скрывает от глаз то, что в основе освобождения от работы находится-ли привлечение к ответственности или что речь идет о причинах, не связанных с привлечением к ответственности, например, качественная замена? Это не оказывает воспитательного воздействия ни на коллектив предприятия, ни на самого руководителя. В особенности противоречит такой метод освобождения от работы требованию по обеспечению в руководителях чувства стабильности, что является обязательной предпосылкой руководства предприятием на должном уровне. Если мы будем требовать от руководителя того, чтобы он в ходе своей руководящей работы не чурался ответственности (это, кстати, является минимальным требованием в отношении деятельности руководителя), то в принципе мы не можем становиться на такую точку зрения, что отстранение руководителя (снятие с работы) может произойти по любой причине и что метод будет одним и тем же даже и тогда, когда руководитель «заслуживает» привлечения к ответственности и «незаслуживает» этого. Освобождение руководителя от работы отнюдь не тождественно увольнению¹ и в качестве причины освобождения могут фигурировать более серьезные причины чем при снятии. Освобождение от работы влияет в диапазоне границы которого весьма далеки друг от друга и, вообще, как все отрицательные, так и все положительные аспекты поведения руководителя, успешное-выполнение возлагаемых обязанностей может относиться к оценке, которая дается руководителю при освобождении. (В отношении последнего можно привести следующий пример: освобождение руководителя от данной работы с тем, чтобы на другом предприятии поручить ему выполнение другой, более сложной работы.)

Освобождение от работы является таким средством, использованием которого прекращается трудовое отношение руководителя. Таким образом в том случае, если в отношении данного руководителя ранее не применяли иных средств привлечения к ответственности, не связанных с прекращением трудового отношения, то и речи нет о каком-либо предупреждающем воздействии на будущее.

4. Если в рамках традиционной ответственности и освобождения от работы лишь с большим трудом становится возможным — и то не всегда — должным образом оценивать работу руководителя по существу, то реализация

¹ В таком смысле пишет Sárközy T.: *Vállalati önállóság, vállalati irányítás, társulások* (Самостоятельность предприятий, руководство предприятиями, объединения), Budapest, 1972. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, p. 278.

целей, увязываемых с ответственностью — в плоскости трудового права — становится задачей материальной заинтересованности. Рассмотрим *воздействие материальной заинтересованности* в плане «*восполнения привлечения к ответственности*» с той точки зрения, что в какой мере она способна исключить трудности использования традиционной ответственности.

Материальная заинтересованность работников, занимающих более высокие посты воплощается в институте *участия в прибылях по итогам года и в премии по прибыли*, а в случае дефицитного хозяйствования — в сокращении суммы заработка.

В связи с их практическим значением сейчас более подробно будем рассматривать лишь первые два вышеуказанные института.

Участие в прибылях по итогам года полагается работникам, занимающим более высокие посты также как и другим работникам предприятия с той разницей, что при этом эта сумма не может быть поднята по мотивам примерной работы и поведения, т. к. эти факторы уже принимались во внимание при определении суммы премии по прибыли. Благодаря этому положения по материальной заинтересованности руководителей предприятий отчасти совпадают с положениями, касающимися остальных работников предприятий и, отчасти, расходятся с ними из-за премии по прибыли. Как в отношении участия в прибылях по итогам года, так и премии по прибыли общим будет то, что их величина коренным образом зависит от рентабельности предприятия. В этом плане, таким образом, они оказывают автоматическое воздействие в отношении стимулирования работников, занимающих более высокие посты. Однако, имеются различия между участием в прибылях по итогам года и премией по прибыли в том, что если величина суммы участия в прибылях по итогам года более жестко увязывается с результатами хозяйствования предприятия, то величина премии по прибыли зависит также и от усмотрения вышестоящего органа. В связи с тем, что правовое положение в общей форме определяет, что при наличии каких обстоятельств является возможным увеличение суммы премии по прибыли, или в каких случаях ее следует сокращать, то *автоматическое воздействие* премии по прибыли — в связи с более широкой возможностью влияния со стороны вышестоящего органа — является *меньшим*, чем участия в прибылях по итогам года и в таком плане налицо *сближение* с традиционными формами привлечения к ответственности, которые никогда не действуют автоматически.

Следует ли рассматривать в качестве средства ответственности участие в прибылях по итогам года и премию по прибыли?

Помимо того, что ответственность сама по себе никогда не воздействует автоматически — а в отношении участия в прибылях по итогам года при этом следует указать, что оно действует именно таким образом и что значительный элемент автоматизма заложен также и в премии по прибыли — между ними можно указать еще и на другие различия. В ходе *определения ответственности руководителя* в центре внимания находится *поведение* руководителя и мы изыс-

киваем причинную связь между поведением, в отношении которого предъявляются претензии и неудовлетворительными результатами деятельности предприятия. В аспекте *материальной заинтересованности* получается именно наоборот, т. к. в центр внимания попадает *результативность* самого предприятия, и руководитель поощряется или осуждается как раз с учетом этого, и при этом величина поощрения или осуждения зависит также и от усмотрения вышестоящего органа.

Ошибочным является такой подход, в соответствии с которым уровень руководства выводится *исключительно* на основании «поведения предприятия». Дело заключается в том, что на поведение предприятия влияние оказывает целый ряд объективно существующих обстоятельств. Поведение предприятия может квалифицироваться лишь относительно объективных обстоятельств, однако другая сторона учитывания этих обстоятельств кроется в поведении руководителей, т. к. задача руководителей заключается в том, чтобы формировать поведение предприятия в соответствии с имеющимися объективными предпосылками. Поведение предприятия может оцениваться лишь зная поведение руководителей. При подходе, когда в центр внимания ставится поведение предприятия, забывают о том, что успешная деятельность или плохая работа предприятия не зависит исключительно от качества руководства. Делать выводы относительно руководства на основании поведения предприятия содержит в себе столько неопределенностей, что от этого любая, регулируемая в юридическом порядке ответственность также становится неопределенной.

В отношении воздействия материальной заинтересованности в аспекте ответственности — наряду с тем, что она является весьма важным стимулирующим средством исчерпывающего выполнения задач по руководству — следует отметить, что она не может дать такого же результата, как своевременно применяемые положения по привлечению к ответственности, т. е. чтобы коллектив предприятия смог узнать о просчетах руководителя, точку зрения (мнение) вышестоящего органа относительно деятельности руководителя. В том случае, если коллектив предприятия (для которого отнюдь не секрет уровень руководства предприятием) при неудовлетворительном уровне руководства не видит применения санкций в отношении руководителей, то в силу материальной заинтересованности и самого коллектива будет оценивать ситуацию так, что последствия слабого руководства поражает его и в результате отсутствия санкционирования вышестоящий орган безучастно наблюдает за тем, что результаты предприятия будут отставать от возможностей. Все это будет оказывать отрицательное влияние на трудовой подъем коллектива предприятия, на атмосферу рабочих мест. Зачастую это находит свое выражение в циничном мнении, что руководитель привлекается к какой-либо ответственности только тогда, когда крах предприятий полный и, то не всегда. Материальная заинтересованность является важным стимулирующим — но не чудодейственным — средством; ныне действующие её правила лишь в некоторой степени пригодны для того, чтобы без иных институтов ответственности удовлетворять запросы

коллектива предприятия в отношении чистоты общественных нравов. Если все это выразить по иному, то можно сказать, что материальная заинтересованность в рамках самого предприятия оказывает общее воздействие как в отношении руководителей, так и в отношении подчиненных работников. В отношении руководителей многие рассматривают материальную заинтересованность в качестве института, который *заменяет* ответственность, и при чём подобная замена ответственности не применяется в случаях, когда речь идет о подчиненных работниках, и это в конкретных случаях с полным основанием подрывает в трудящихся чувство справедливости.²

Если суммировать сказанное относительно материальной заинтересованности руководителей, то можно сказать, что материальную заинтересованность мы не считаем ответственностью, и по нашему мнению она и не в состоянии заменять ответственность. В то же время нельзя недооценивать ее значение, т. к. она в самом деле оказывает влияние на деятельность руководителей и стимулирует к полному выполнению задач по руководству на соответствующем уровне. Наша точка зрения такова, что ответственность и материальная заинтересованность должны оказывать совместное воздействие, и в связи с тем, что функции их являются различными, а в результате этого речь идет об институтах, обладающих различным характером, нельзя отдавать предпочтение одному в ущерб другому.

5. Мы рассмотрели два основных случая ответственности руководителей, регулируемой в аспекте трудового права. Однако, мы не анализировали взаимосвязь этих институтов ответственности и материальной заинтересованности. В качестве завершения этой темы мы должны выполнить и эту задачу в интересах того, чтобы ознакомиться с воздействием этой внутренней комплексности.

В ходе работы руководителя традиционная ответственность является эпизодической, исключением, а материальная заинтересованность является общим и, отчасти, автоматически действующим институтом. Это положение кажется правильным, поскольку саму ответственность увязывает с определенными причинами, вызывающими ответственность и, на основании этого, указывает, что об ответственности должна идти речь в том случае, если налицо нарушение определенных обязанностей, в то время как материальная заинтересованность позволяет непрерывно оценивать выполнение задач по руководству. Однако, проблема возникает в том случае, если учтем, что в данной определенной ситуации материальная заинтересованность может послужить для

² a. CSANÁDI GY.: *Vállalati gazdálkodás, felelősség, törvényesség* (Хозяйствование предприятий, ответственность, законность), Társadalmi Szemle, 4/1966. Материальную заинтересованность он указывает в качестве «средства ответственности не в узком смысле слова».

b. KÁLMÁN GY.: *Jogi eszközök és gazdaságirányítás* (Юридические средства и управления хозяйством), Társadalmi Szemle, 4/1968. Дается следующая формулировка: «Целесообразным регулированием является то, если последствия правильного или ошибочного решения в области хозяйствования будут сказываться, в первую очередь, через систему материальной заинтересованности.»

руководителя мотивом нарушения обязанностей, например, можно упомянуть случаи злоупотребления экономической мощью или недобросовестной конкуренции. В связи с тем, что положительное или отрицательное движение показателя материальной заинтересованности может иметь место в некотором отношении независимо от состояния внутренней организованности предприятия и его готовности выполнять свои хозяйственные задачи, то материальная заинтересованность ни в коем случае не может быть пригодна для того, чтобы заменять ответственность, регулируемую посредством юридических средств.

Подчеркивание примата положений материальной заинтересованности руководителей предприятий и практическое осуществление этого приводит к тому, что в ходе внутренней комплексности трудового права возникает определенная *абсорбция* между традиционной ответственностью и материальной заинтересованностью. В этом процессе материальная заинтересованность абсорбирует традиционную ответственность и поэтому к числу самых редких случаев относится то, если против руководителя возбуждается дисциплинарное дело или процедура по покрытию ущерба в связи с тем, что он нарушает профессиональные правила по руководству, что предприятие не было должным образом подготовлено как в отношении стратегии, так и тактики в аспекте выбранной линии поведения. Вместо оценки руководства по существу *на передний план выдвигается материальная заинтересованность* и на долю юридического привлечения к ответственности остается — в лучшем случае — изучение деятельности руководителя независимо от содержания самой работы по руководству в качестве территории, где возможно санкционирование в аспекте юридической ответственности.

Абсорбцию между традиционной ответственностью и материальной заинтересованностью в абсолютном смысле нельзя одобрять. Насколько может быть приемлемо то, что материальная ответственность является всеобщей по своему характеру и традиционная ответственность единичной, настолько является неприемлемой то практика, в соответствии с которой единичный характер традиционной ответственности превращается в какое-то исключение и даже отмирает ее единичный характер, так как это постепенно имеет место в отношении *профессиональной оценки* качества руководства. Причина абсорбции не может быть охарактеризована исключительно тем, что это связано с практикой, сложившейся со стороны вышестоящих органов. Сложившуюся таким образом практику мы не можем рассматривать в качестве случайной. Основной причиной мы считаем — как это уже указывалось ранее — непригодность традиционных положений ответственности. Основная причина абсорбции кроется в отсутствии дифференцированности традиционной ответственности, которая не различает между ответственностью руководящих и подчиненных работников. Такая форма ответственности, с помощью которой можно выявлять ответственность как подчиненных работников, так и руководителей, является иллюзией.

Материальная заинтересованность действует, в первую очередь, автоматически³, а традиционная ответственность могла бы влиять в случае конкретного нарушения обязанностей (такая предположительная формулировка вызывается указанной выше абсорбцией), и сам факт освобождения от должности также не является автоматическим институтом этой внутренней комплексности. Если рассматривать освобождение от должности со стороны задач, возлагаемых на руководителя, и как одну из форм привлечения к ответственности, то становится ясным, что это может иметь место как в качестве окончательной оценки всего *процесса* деятельности данного руководителя, так и в результате неудовлетворительного решения какой-либо единичный *конкретной задачи*. В том случае, если это применяют как метод оценки всего процесса деятельности руководителя, то становится очевидным, что материальная заинтересованность была непригодной для того, чтобы заставить руководителя выполнять возлагаемые на него обязанности. Если в таком случае не будет применяться какая-то из форм традиционной ответственности, то снятие с работы восполняет собой отсутствие эффективности материальной заинтересованности. Таким образом ответственность руководителя в аспекте трудового права реализуется в рамках следующего процесса; традиционная ответственность абсорбируется материальной заинтересованностью, снятие с работы восполняет неэффективность материальной заинтересованности.

Подобным образом складывается ситуация также и в том случае, когда речь идет о невыполнении единичных, конкретно определяемых задач руководителя, оказываемых материальной заинтересованностью. Если материальная заинтересованность оказывается неэффективной, то, вообще, не следует использование положений традиционной ответственности, но, если положение в самом деле оказывается нетерпимым, то руководитель снимается с работы. Указанные выше процессы осуществляются несмотря на то, что каждый из приводимых вариантов ответственности имеет свои общественные цели и при этом основное требование заключается в том, чтобы прибегали к такой форме ответственности, посредством которой более всего можно удовлетворять эти общественные цели.

Традиционная ответственность — в отличие от материальной заинтересованности — стимулирует руководителя к полному выполнению возлагаемых обязанностей не посредством обещания награды, наоборот, *непосредственно угрожая* наказанием, индивидуализированными отрицательными последствиями. В том случае, если цель ответственности в данном конкретном случае более

³ На автоматизм материальной заинтересованности внимание обращает Eörsi Gy. в своей работе *A gazdaságirányítás reformjával kapcsolatos felelősségi kérdések* (Вопросы ответственности, связанные с реформой управления хозяйством) Опубликовано в сборнике *Jogi kérdések az új gazdaságirányítás köréből* (Юридические вопросы в аспекте новой системы управления хозяйством), Budapest, 1967. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, p. 46.

всего может быть достигнута посредством применения какого-то варианта традиционной ответственности, то будет неправильным, если и в таком случае будем оперировать материальной заинтересованностью, или подождем, пока в силу неэффективности материальной заинтересованности возникнет необходимость в снятии руководителя с работы.

В качестве завершения данной группы тем следует сказать несколько слов относительно таких случаев снятия с работы, которые по своему содержанию связаны с ответственностью. Снятие руководителя с поста возможно также и путем применения средств традиционной ответственности. Однако, для этого необходимо то, чтобы в отношении такого руководителя было конкретно доказано виновное нарушение обязанностей. Если снятие руководителя с работы ограничивалось бы исключительно таким случаем, то было бы бессмысленно особо заниматься этим вопросом. Но ситуация отнюдь не такова, наоборот: снятие с работы может иметь место даже и в таком случае, если налицо определенное нарушение обязанностей без того, чтобы обязательной предпосылкой этого являлось бы изучение вины руководителя. Приведённая ситуация вновь выдвигает вопрос, пригодно ли нынешнее регулирование традиционной ответственности для того, чтобы с его помощью определять эффективность деятельности руководителя.

Когда мы считаем непригодными для определения качества деятельности руководителя правила действующего трудового права по ответственности руководителя, вместе с тем мы указываем, что возникла необходимость в пересмотре этих правил, регулирующих ответственность, или разработке соответствующих новых положений. По нашему мнению в ходе разработки новых положений по регулированию ответственности необходимо принимать во внимание следующие основные принципы:

I. Правила, регулирующие ответственность руководителей — в связи с различным содержанием задач, выполняемых руководителями и подчиненными — не могут быть тождественными правилам, определяющим ответственность работников, не выполняющих руководящую работу. (Принцип дифференцированности ответственности.)

II. Ответственность руководителя по трудовому праву является ответственностью за «профессиональную» деятельность в области руководства. Однако круг «профессиональной» деятельности является более широким, чем в отношении подчиненных работников, т. к. сюда относится не только знание правил техники руководства и их максимальное применение, но и политическое, моральное поведение руководителя. Руководитель предприятия должен олицетворять собой нормы социалистической морали и является политическим работником социалистического общества. Политический и моральный облик также составная часть деятельности в области руководства как и использование находящейся на соответствующем уровне техники руководства. Из всего этого вытекает, что сама ответственность по своему характеру является более широкой, т. е. в отношении руководителей к *юридической ответственности* при-

влекают даже за такое поведение, когда ответственность подчиненных работников — в данной ситуации — остается на уровне политической или моральной ответственности и не увязывается с юридическими санкциями. Таким образом увязываются воедино ответственность руководителя предприятия в политическом и моральном плане, его ответственность за саму технику руководства. (Принцип единства ответственности руководителя.)

III. Регулирование по новому ответственности руководителя может обеспечить достижение двух весьма важных целей. Одна из этих целей заключается в том, что следует обеспечить привлечение к ответственности во всех случаях серьезного нарушения обязанностей со стороны руководителя (наряду с общим требованием по обеспечению чистоты общественной жизни это требует также и коллектив предприятия), а другая цель кроется в том, чтобы система предпосылок привлечения к ответственности и санкции не отпугивали руководителя от риска, который неизбежно увязывается с деятельностью предприятия. Иными словами: система ответственности также должна обеспечивать то, чтобы в случае в профессиональном плане обоснованной, политически и морально безупречной деятельности руководитель мог избежать привлечение к ответственности и чтобы были налицо необходимые для этого юридические гарантии. (Принцип обеспечения уверенности руководства.)

Во второй части своей работы нами предпринимается попытка изложить основные вопросы такой системы ответственности, которые более детально обосновывают необходимость реализации приводимых выше основных принципов — в такой мере, в какой это возможно на нынешней фазе изучения ответственности руководителей — попытаемся указать на некоторые пути решения возникающих вопросов.

Часть II

О требованиях, предъявляемых в отношении правил по ответственности руководителей предприятий

6. В этой части своей работы мы стремимся, в первую очередь, ответить на теоретические вопросы. В ходе этого предпринимается попытка теоретического обоснования некоторых наших положений, изложенных в первой части статьи. В качестве исходной точки берется формула «большая компетенция — большая ответственность»⁴, которая в период разработки нынешней системы управления хозяйством с полным правом пользовалась особым вниманием.

⁴ а. CSANÁDI, op. cit.

б. KÁLMÁN, op. cit.

в. SZAMEL L.: *Felelősségi rendszerünk hatékonyságáról* (Об эффективности нашей системы ответственности), Társadalmi Szemle, 4/1969.

Является бесспорным, что компетенция руководителей предприятий в самом деле возросла. Однако это расширение компетенции являлось не только количественным, но и качественным в силу того, что решения, принимаемые на уровне предприятий возросли не только количественно. Возросла значимость принимаемых решений и расширилась возможность принятия руководителями таких решений, которые самым решительным образом влияют на деятельность всего предприятия. Таким образом формула «большая компетенция — большая ответственность» означает не только количественный рост, но и обогащение содержания, качественный прогресс. Благодаря этому руководство предприятием претерпело такие качественные изменения, которые до сих пор удалось точно отражать посредством большей ответственности. Если раньше задачи руководства предприятия складывались, в первую очередь, из задач по исполнению инструкций руководящего органа, то теперь изменившаяся система управления хозяйством сдвинула характер руководства предприятием от исполнительных по своему содержанию задач в сторону задач собственно руководства, т. е. задач по определению заданий и методов активизирующих. Ударение, естественно, находится на увеличении удельного веса задач по определению целей. Однако, такое изменение соотношений обязательно сказалось на функционировании внутреннего механизма предприятия и, в рамках этого, на изменении всей системы руководства, практике использования профессиональных правил, разработанных наукой управления. В функциональном смысле основная задача руководства стала заключаться в том, чтобы обеспечить равновесие внутренних и внешних условий предприятия и при этом само предприятие также принимает активное участие, формирует эти отношения.

Такое изменение задач, связанных с руководством, привело к значительному изменению ранее сложившейся ситуации, когда руководители предприятия рассматривались, в первую очередь, в качестве исполнителей. Задачи, связанные с работой по исполнению, вообще, характеризуют работу подчиненных работников, а не руководителей. В какой мере изменялось содержание задач руководителей, в такой же степени отдалялись они и от исполнительских по своему характеру задач подчиненных работников. Формула «большая компетенция — большая ответственность» упускала из виду именно это качественное изменение, т. к. в качестве противовеса изменившегося юридического положения руководителей более целесообразным было бы подчеркивание изменившихся обстоятельств в аспекте ответственности. Однако, складывающаяся таким образом формула не соответствовала бы действительности, т. к. правила по ответственности руководителей — как это уже указывалось в первой части — в отношении материальных по своему характеру правил не расходятся с правилами, регулирующими ответственность подчиненных. В некотором отношении исключением являются ответственность в аспекте уголовного и административного права, которые знают такие составы, ко-

которые могут быть совершены, в первую очередь, в ходе осуществления задач по руководству.

Отсутствие дифференцированности правил ответственности подчиненных и руководителей не бросалось в глаза до тех пор, пока на деятельность по руководству также накладывал свой отпечаток исполнительный характер работы. Обеспечение правилами ответственности качественно изменившихся задач и требуемых методов по руководству становится возможным только путем развертывания правил ответственности с учетом изменившихся методов, условий и задач. Из числа ныне действующих норм, регулирующих ответственность руководителей, правила ответственности по линии трудового права лишь весьма ограничено учитывают необходимую таким образом дифференцированность, и если это и в некоторой степени происходит, то опять же не посредством правилами материального права по ответственности, а выделением процедурных положений (служебным путём). Отделение ответственности за руководящую деятельность от ответственности, действующей в отношении подчиненных работников и возможность использования положений по ответственности руководителей не может быть решено посредством включения правил служебного пути. Ставится под вопрос, что налицо ли необходимость в дифференцировании, в особых положениях, регулирующих ответственность руководителей? Ответ на этот вопрос мы попытаемся привести ниже.

7. Руководство представляет собой *перспективную* деятельность. В любом случае руководство стремится к достижению какой-либо более отдаленной цели и даже выполнение повседневных задач также происходит в интересах достижения этой перспективной цели. Как и в отношении любой такой деятельности, результаты которой не сказываются сразу же, руководство всегда связано с некоторым элементом неизвестности. Необходимо принимать во внимание — как в отношении решения повседневных задач, так и при определении более отдаленных целей — такие важные обстоятельства, которые могут быть или не быть. В интересах сокращения числа факторов неизвестности могут быть использованы — в зависимости от типа этой неизвестности — самые различные методы, например, число факторов неизвестности, заложенных в предполагаемом формировании рыночных отношений может быть ограничено посредством качественной работы по маркетингу, количество факторов неизвестности, кроющихся в производстве — в результате улучшения организаторской работы и т. д. Хотя руководство предприятия может исключить весьма большое число элементов неизвестности, однако, по всей вероятности, никогда не будет возможно то, чтобы руководство предприятия функционировало без наличия какого-либо элемента неизвестности. Сам факт неизвестности включает в себя также и возможность нежелательного результата. Нежелательный результат выдвигает, в свою очередь, вопрос, как оценивается деятельность руководителя или, иными словами, налицо возможность привлечения руководителя к ответственности. Из всего этого вытекает, что деятельность в об-

ласти руководства всегда кроет в себе возможность привлечения к какой либо форме ответственности.

Руководитель сознательно идет на эти элементы неизвестности и, вместе с тем, берет на себя и ответственность. В противном случае руководство становится невозможным и вместо руководящей работы по существу может развернуться бесконечная цепь различных маневров по отводу ответственности. Все это подтверждается известным изречением Х. Файола, одного из основателей науки управления о том, что если руководитель не берет на себя ответственность, то это снимает все его прочие положительные черты.⁵ Если ответственность является имманентной частью руководства, т. е. если деятельность в области руководства не может быть представлена без принятия ответственности, то следует изыскивать такие формы ответственности, которые — хотя и имеют превентивную силу — все же не сдерживают руководителей в том, чтобы он брал себя на ответственность. С учетом правил, которые могут применяться в отношении ответственности руководства мы не можем сказать, что они пригодны для того, чтобы руководитель не отказывался от ответственности.

Из числа форм ответственности, регулируемых в рамках трудового права традиционная ответственность — в связи с внутренней абсорбцией — чаще всего не применяется. Материальная заинтересованность именно в силу своего автоматизма скорее стимулирует к такому стилю руководства, которое связано с минимальным риском, стремится к меньшей, но верной прибыли, чем к большому риску (большей ответственности), когда прибыль может быть пропорционально большой, но не стабильной. Сопоставляя правила материальной заинтересованности с широкими возможностями освобождения от работы, в соответствии с которыми не является обязательным письменное обоснование этого и возможность опротестовать это решение представляется возможным в лучшем случае в рамках соблюдения служебного пути становится очевидным, что совокупное воздействие внутренней комплексности ответственности руководителя в рамках трудового права не действует в направлении *принятия на себя ответственности*, наоборот, стимулирует к воздержанию от этого. Дело заключается в том, что если руководитель может рассчитывать на применение самой большой санкции трудового права — снятие с работы — без применения каких-либо промежуточных санкций, обеспечиваемых в рамках права, то следует считать естественным, если руководитель в ответственных ситуациях будет избегать риска.

Ответственность в аспекте уголовного права и административно-уголовного права не может играть серьезную роль в отношении стимулирования руководителя брать на себя ответственность. Конкретные составы, описываемые в рамках этих отраслей права, не затрагивают профессиональные, существ-

⁵ FAYOL, H.: Administration industrielle et générale. Paris. 1966. p. 16.

венные вопросы руководства, или когда они могли бы быть использованы для изучения работы руководителя по существу (нарушение обязанностей, связанных с хозяйствованием, расточительное ведение хозяйства), то в силу своего общего характера они действуют в направлении, обратном стимулированию принятия на себя ответственности.

Может показаться необычным, что мы хотели бы стимулировать руководителей брать на себя ответственность посредством развертывания юридической ответственности. Однако, приведенные выше правила ответственности обращают внимание на то, что представляется необходимым включение таких правил, касающихся ответственности руководителей, которые — именно в связи со своей юридической урегулированностью и определенностью — повышали бы в руководителе чувство уверенности и, посредством этого, оказывали положительное воздействие также и в отношении принятия на себя ответственности. Из первой части данной работы может показаться, что как будто мы отдаем особое предпочтение традиционным правилам ответственности по линии трудового права. В действительности это отнюдь не так, ведь мы хотели лишь показать, что развертывание в руководителе чувства уверенности — в соответствии с имеющимися возможностями — более всего могла бы обеспечить эта форма ответственности.

Суммируя все изложенное можно отметить, что нынешняя система ответственности руководителей не в состоянии оказывать серьезную помощь руководству предприятием, и в отношении усиления уверенности руководства она отстает от возможностей.

Традиционная ответственность по линии трудового права не принимает во внимание ту разницу, которая вытекает из положения, занимаемого руководителем и подчиненным работником в рамках предприятия и поэтому ее применение сталкивается со значительными трудностями. В то же время система материальной заинтересованности и снятие руководителя с работы не могут подменять такую форму ответственности, которая стимулировала бы деятельность, включающую в себя также и ответственность, которую руководство берет на себя. Из всего этого вытекает, что скоро возникнет необходимость в ревизии системы ответственности руководителей, в результате чего — по всей вероятности — будет разработана такая измененная система ответственности, которая будет учитывать изменения в положении руководителей предприятий. Задача этой системы ответственности — между прочим — будет заключаться также и в том, чтобы с максимальным учетом внутренних условий предприятий, механизма деятельности предприятия в большей мере, чем сейчас оказывать помощь в обеспечении руководства на должном уровне, в повышении роли коллектива предприятия в области контроля.

Не предстает сомнения, что задачи и методы решения задач руководства предприятием пополнились новыми элементами, которые нельзя упускать из виду при разработке правил, касающихся ответственности руководителей. Если примем, что деятельность в области руководства обязательно требует

развертывания такой системы ответственности руководства, которая обеспечивается и гарантийными правилами (в развертывании нового типа системы ответственности заинтересовано, естественно, не только руководство, но и вышестоящий орган предприятия) и необходимо дать ответ на такую совокупность вопросов, разработка ответов на которые будет еще задачей будущего. Несмотря на то, что мы ясно осознаем трудности этого своего начинания, далее нами будет предпринята попытка сформулировать предполагаемые основные вопросы юридической ответственности руководителей предприятий.

8. В ходе развертывания юридической ответственности руководителей предприятий по всей вероятности одним из главных вопросов будет вопрос *объема ответственности руководителя*. Сущность этого вопроса может быть сформулирована в том, что в ходе оценки деятельности руководителя с точки зрения ответственности где будут проводиться границы этой деятельности? В соответствии с нашей точкой зрения в ходе разработки правил по ответственности руководителей основным принципом может быть лишь то, чтобы весь огонь ответственности обрушивался на недостатки в работе по руководству по существу. В центр внимания ответственности следует ставить поведение руководителя в аспекте руководящей деятельности. Это, естественно, не исключает санкционирования поведения руководителя другого характера, однако, правила необходимо сделать пригодными прежде всего для оценки существенных вопросов руководства.

Дифференциация ответственности руководителей — отделение её от правил, регулирующих ответственность подчиненных работников — выдвигает проблему понятия руководителя. На результаты деятельности предприятия помимо директора и его заместителей большое влияние оказывают также и другие руководящие работники предприятия. Профессиональные правила, касающиеся руководства, по существу, являются одинаковыми как для руководителей, занимающих более высокий пост, так и для занимающих менее значительную должность. Различие заключается, в первую очередь, в изменении пропорций задач по руководству. В то же время применение особой ответственности руководителей необходимо в отношении тех, кто в самом деле могут оказывать большое влияние на деятельность предприятия. Мало ещё того, если кто-нибудь возглавляет работу многих людей; наличие подчиненных еще не означает того, что данный руководитель может оказывать влияние на деятельность всего предприятия, т. к. в противном случае даже главного вахтера предприятия также следовало бы считать облеченным ответственностью руководителя. Таким образом остается открытым вопрос, что в рамках организационной структуры данного предприятия кто такие руководители, деятельность которых оказывает значительное воздействие на все предприятие. Очевидно, что к этому кругу относятся директор и его заместители, однако, из числа руководителей различных организационных подразделений имеются такие, в отношении которых будет необосновано прибегать к ответственности за руководство.

Ответственность руководителя не является самоцелью; ее основная задача заключается в том, чтобы юридическими средствами оказывать помощь в решении задач, стоящих перед предприятием. Различные формы ответственности руководителя следует применять там, где принимаются решения, касающиеся всего предприятия, где решают относительно разработки принципов стратегии и тактики, руководства предприятием, а также методов решения возникающих перед предприятием проблем. Таким образом для определения круга субъектов ответственности за руководство право может дать принципы регулирования, однако, по всей вероятности, помимо директора и его заместителей субъектами ответственности за руководство могут стать некоторые из руководителей организационных подразделений, связанных с работой по руководству и при этом определяющей будет организационная структура данного предприятия, а также и определение и распределение задач. Кодекс законов о труде также не исключает возможность того, чтобы в коллективном договоре само предприятие определяло то, что какие работники должны считаться руководящими и, очевидно, решение проблемы при установлении круга субъектов ответственности руководителя осуществится таким же путём.

Третья более значительная группа проблем заключается в *разработке системы условий ответственности руководителя*. В данном случае следует уяснить два основных вопроса, т. е. определение уровня предъявляемых требований и система причин, приводящих к освобождению от ответственности. В отношении предъявляемых требований нельзя обойти вопрос системы обязанностей руководителя. Анализ этого, очевидно, обратит внимание на функции руководства, разработанные наукой о руководстве, т. е. в качестве следующего шага будет поставлено под сомнение нынешний порядок определения обязанностей руководителей на уровне предприятий. Определение уровня требований, предъявляемых руководителям не делая излишним определение причин, посредством которых осуществляется освобождение от ответственности. В рамках юридической и экономической литературы в этом плане уже неоднократно ставился вопрос принятия рационального риска. Наше мнение таково, что этот вопрос может быть решен посредством определения уровня предъявляемых требований без того, чтобы юридическую науку поставить перед задачей вскрывать сущность этого, скорее экономического, понятия.

В пользу *единства ответственности руководителей* можно привести весьма число аргументов. Нынешняя традиционная система ответственности проводит различие между дисциплинарной и материальной ответственностью. Невыполнение или неудовлетворительное выполнение обязанностей руководителя в любом случае поставит предприятие в нежелательное положение. Эти нежелательные последствия невозможно показать с использованием элементов понятия традиционных ущерба и причинной связи, но в то же время, вообще, и без санкций в таких случаях обходить нельзя. Невозможно показать величину ущерба, понесенного предприятием в том случае, если не обеспечивается активизация работников, однако, такая ситуация требует санкционирования.

Вместо материальной и дисциплинарной ответственности, очевидно, возникнет необходимость в развертывании такой системы санкций, которая синтетизирует материальную и дисциплинарную ответственность.

Правила материального права по ответственности требуют также и *пересмотра правил процедуры привлечения к ответственности*. В этом плане может возникнуть вопрос *изменения системы второй инстанции* и расширения компетенции судов.

В заключении следует остановиться на исключительно важном и ранее неоднократно обсуждаемом вопросе ответственности руководителей, сущность которого можно сформулировать так, что каким образом следует обеспечить то, чтобы возможность привлечения руководителя к ответственности не мешало руководству в работе.

Если перед ответственностью ворота будут широко раскрыты, то мы необоснованно будем карать таких руководителей, которые уже неоднократно доказывали, что пригодны для выполнения руководящей работы, но, тем не менее, при наличии незначительного упущения мы будем прибегать к привлечению к ответственности. Является совершенно справедливым, что ранее проводимая хорошая работа не является охранной грамотой в отношении нарушения обязанностей руководителем в последующем.⁶ Ответственность как институт не должна рассматриваться в качестве помехи, и ответственность не означает в обязательном порядке снятие руководителя с работы, а скорее, будет она выполнять свои функции, если послужит для руководителя предупреждением. Отвлекаясь от всего этого, представляется возможным сформулировать обоснованность развертывания ответственности руководителя постольку, поскольку путем анализа и обобщения руководящих функций и конкретных обязанностей отграничиваем более существенные обязанности от менее важных. Если говорить более точно, то речь идет о том, что следует отделить те обязанности, единократное нарушение которых уже может нанести предприятию большой ущерб, от таких, которые к более значительным потерям приводят лишь при наличии повторности. Представляется очевидным, что при нарушении таких обязанностей руководителя, которые относятся к первой группе, превентивное воздействие ответственности сказывается также как и в случае многократного нарушения менее существенных обязанностей. Там, где осуществляется предупреждение, там нельзя говорить о причинении помех.

⁶ LÉVAI T.: *Szocialista törvényesség, szocialista demokrácia* (Социалистическая законность, социалистический демократизм), Társadalmi Szemle, 3/1966.

Managers' liability and financial involvement vis-à-vis the economic management

S. BÍRÓ

Managers' achievements are under the impact of numerous — advantageous and disadvantageous — factors which cannot be appraised in exact terms in advance. It is only natural if managers strive, when the targets to be accomplished by the enterprise are laid down, and in the course of their implementation, to gauge *situations of uncertainty* and to reduce these to the smallest possible extent. Uncertainty is rooted basically in the lack of information. This means that most uncertainty factors (those which can be appraised in advance) can be eliminated through adequate economic activity, like e.g. careful market research, economic analysis and organization. If these activities serve the purpose, information available for managers will increase and relying on these they will be able to make well-founded decisions.

However, not only factors of uncertainty appraised and reducible through economic means may have an impact on managers' conduct. Among the considerations taken into account by managers an important place must be allotted to accountability. The problem is, to what a degree can uncertainty inseparable from managers' liability be discarded, or to what an extent is possibility provided under law for managers, to appraise uncertainty, in implementing enterprises' targets, involved by liability. In instances when the manager's liability and the concomitant sanction cannot be "calculated", managers will be burdened with such additional uncertainty factors which, notwithstanding the economic possibilities inherent in the enterprises concerned, will prompt an "over-insurance" of enterprise work. This will encourage the enterprise to a work which will make managers reluctant to undertake risky tasks, from which no "trouble" can arise for the manager.

The regulation of managers' liability, the satisfaction of managers' demands in respect of liability, the rules governing the scope of liability may enhance, or in the contrary case, impair the impact on profitable working which must necessarily direct attention to examining the problem of managers' liability. The issue under discussion is whether Hungarian law does meet these requirements, and to what a degree and — if it appears necessary — into what direction should a review be made.

The paper is an attempt to answer these problems.

Die Verantwortung und die materielle Interessiertheit der Leiter der Unternehmen gegenüber der Wirtschaftsleitung

S. BÍRÓ

Das Ergebnis der Tätigkeit der Leiter der Unternehmen kann von zahlreichen —, vorteilhaften und unvorteilhaften —, genau nicht berechenbaren Umständen beeinflusst werden. Es ist eine natürliche Bestrebung des Leiters, daß er sich bei der Bestimmung und Realisierung der Wirtschaftsziele des Unternehmens bemüht, die Unsicherheitslagen einzuschätzen und ihre Zahl auf das mögliche Minimum zu vermindern. Die Quelle der Unsicherheit ist der Mangel an Information, ein großer Teil der Unsicherheitsfaktoren (die im voraus einschätzbar sind) kann also mit Hilfe der ökonomischen Tätigkeit von hohem Niveau (z. B. sorgfältige Marktforschungs-, analysierende und organisierende Arbeit) abgeschafft werden. Durch das Ergebnis dieser Tätigkeiten erweitert sich nämlich die Informiertheit des Leiters des Unternehmens, und so kann er mit Hilfe der sich in seinem Besitz befindlichen Informationen besser begründete Entscheidungen treffen.

Das Verhalten des Leiters des Unternehmens wird aber nicht nur durch die mit ökonomischen Mitteln reduzierbaren und verwertbaren Unsicherheitsfaktoren bewirkt. Unter den von dem Leiter erwogenen Faktoren nimmt auch die Möglichkeit der rechtlichen Verantwortlichkeit einen bedeutenden Raum ein. Es ist fraglich, in welchem Maße die mit der Verantwortlichkeit des Leiters zusammengehende Unsicherheit ausfiltriert werden kann, bzw. in welchem Maße das Recht dem Leiter Möglichkeit dazu sichert, daß im Laufe der Verwirklichung des festgelegten Wirtschaftsziels auch die mit der Verantwortlichkeit zusammengehende Unsicherheit ermeßbar sein soll. In jenem Fall, wenn mit dem Eintreten der Verantwortlichkeit und der mit dieser Verantwortlichkeit eventuell zusammengehenden Sanktion nicht »kalkuliert« werden kann, wird die Leitung mit einem weiteren Unsicherheitsfaktor belastet, der trotz den im Unternehmen befindlichen objektiven wirtschaftlichen Möglichkeiten zur »Übersicherung« der Tätigkeit des Unternehmens veranlaßt. Dieser Faktor regt zu einer Tätigkeit des Unternehmens an, die sich von der Annahme jederlei mit Risiko belasteten Aufgabe enthält und infolge der für den Leiter keinerlei Sorge entstehen kann.

Die geregelte rechtliche Verantwortung der Leiter der Unternehmen, die Befriedigung der Ansprüche der Leiter hinsichtlich der Verantwortung und die Regeln der Verantwortlichkeitsbefugnisse können die Effektivität der Tätigkeit der Unternehmen durch ihre Wirkung dermaßen steigern bzw. im gegengesetzten Fall diese Wirkung so beeinträchtigen, daß durch diesen Umstand die Aufmerksamkeit notwendigerweise auf die Untersuchung der rechtlichen Verantwortung der Leiter der Unternehmen gelenkt wird. Unsere Frage ist also, in welchem Maße unser geltendes Recht den obigen Anforderungen entspricht und in welcher Richtung eventuell nötige Korrekturen durchzuführen wären. In unserer Studie möchten wir auf diese Frage Antwort geben.

Legal Problems Related to the Complex Programme of the Council for Mutual Economic Assistance¹

By
G. BÁNRÉVY

Deputy Director General
Head of the International Law Section
Ministry of Foreign Trade

The process of the international integration of the individual national economies is one of the most characteristic features of our time. The economic structures with different levels of economic development and the different solutions to problems of international law are particularly characteristic for the differences existing between the Council for Mutual Economic Assistance and the European Economic Community, these two big groupings of European integration.

An analysis of the Complex Programme of the Council for Mutual Economic Assistance permits 1. to put down the legal problems of the integration programme to which preference is given, and 2. to recognize as method of the realization of the programme the conclusion of international contracts and the approach of the national legal systems of the member states to each other or the unification thereof, respectively.

The applied methods of legal unification comprise to establish national legal rules of identical content in various states, to conclude international agreements, and to unify general conditions. The advantages and disadvantages of the direct and indirect unification of law are also discussed.

Following legal problems may be mentioned which present themselves in the course of the process of socialist economic integration: 1. differentiation and co-ordination of economic interests; 2. demands on the improvement of organization and delimitation of competences; 3. problems connected to the application of the indirect method.

The “Complex Programme”, destined to continue to strengthen and improve co-operation and to develop the socialist economic integration of the member states of the Council for Mutual Economic Assistance (CMEA), accepted by the 25th session of the Council of the CMEA, held in summer, 1971, is characterized, as it has been the general rule for the *programme* of every organization, by a double-type structure. The already realized achievements of the functioning of the organization are summarized, *fixed* in a systematic form, and evaluated in it, on the one hand, and the *purposes* to be attained are determined, both the immediate and the long-term *targets* of the organization are put down, and the ways leading to the realization of the said targets as well as the fundamental relevant *means* are determined, on the other hand.

¹ Compiled following a lecture delivered at the 8th National Working Conference of the Hungarian Lawyers' Association

The comprehensive description, characterization, and evaluation of the *totality* of the Complex Programme, as a fundamental document of an economic integration process, being realized and to be realized, cannot be regarded as the target to be attained, even if it were presented in very broad contours, as this would be not only beyond the limited frames of a short essay but also the own chances of the author. Instead of it should be put down as a simple fact that the process of a broad-scale international integration of the individual national economies is a determining, if not the most fundamental feature of contemporary international economic life. As a matter of fact, the phenomenon in question is only true as a *tendency*, with an extremely broad-scale generalization, revealing not even the necessary rate of information of the substance. Accordingly, it fails to express the fundamental differences that can be revealed between the individual processes of integration even if they manifest themselves within a same social-economic system. Starting from the principle saying "determination means distinction", it would be quite obvious to make a comparison between the CMEA and the European Economic Community, the Common Market, these two big inter-European integration processes. Instead of making a comparison claiming to be of a comprehensive nature, I have to reduce it to some statements, regarded as essential from the point of view of the subsequent treatment of the problem.

1. The *supranational* elements, characteristic for the development of the Common Market, are not included in the integration process taking place within the CMEA; it is emphasized in the Complex Programme that the inter-state relations of the socialist countries continue to be based on the principles of national sovereignty, independence, respect of national interests, non-intervention in the internal affairs of states, complete equality of rights, and mutual benefits. "Integration is a directed process, and the method of orientation is nothing but exclusively the co-ordination of the state-level will of the participating countries, and this is contrary to suppose the establishment of some type of a supranational organization vested with sovereign rights."²

2. The Common Market is a grouping of Western European countries, with highly developed industries and being, *essentially, at the same level of economic development*. At the same time, countries being at very different levels of economic development are found within the organization of the CMEA. As for the Common Market, it has also "big" and "small" member states, with economic resources very different from each other. One of the member states of the CMEA is, however, the

² GRINGOLTZ, I. A.: A KGST-tagországok szocialista gazdasági integrációja jogi mechanizmusának tökéletesítéséről (Improvement of the juridical mechanism of the socialist economic integration of the member states of the CMEA). Pravovedenie, 1972/1. In: Magyar Jog (Hungarian Law) 1973/2, p. 106.

Soviet Union, one of the leading big powers of the world, with economic resources to which the economic capacities of the other member states cannot be compared practically.

Reverting to the investigation of the legal problems presenting themselves in the process of economic integration of the socialist countries, it should be made clear first and foremost that, as a matter of fact, legal problems appeared in the frame of economic co-operation between the socialist countries prior to the compilation and acceptance of the Complex Programme as well. It is sufficient to think in this respect of the establishment of the Charter of the CMEA as an international contract, or some normative documents such as the General Conditions of Delivery of 1958, or the General Conditions of Mounting of 1962, the legal nature of which could not be easily determined.

Nevertheless, the legal problems of economic and technical-scientific co-operation, considered as a *peculiar* and *relatively separate* field of co-operation between the member states of the CMEA, were drafted for the first time in a decision concerning integration, taken at the 23rd (extraordinary) session of the CMEA. A great deal of legal problems were raised in the course of the session referred to above, in respect of both the elaboration of the integration programme and the further co-operation of the member states. In order to ensure the elaboration of the problems concerned within appropriate frames, the Executive Committee of CMEA instituted a Juridical Conference in its 44th meeting, held in December, 1969, composed of the representatives of the member states.

Seven working groups were set up, charged to elaborate the Complex Programme, and one of them was formed with the only target to find solutions to organizational and juridical problems. As for the Complex Programme proper, the legal problems of co-operation, summed up in 10 points, are dealt with in Chapter 15 of Part IV.

As it is put down in the introductory part of the chapter referred to above, "the member states of the CMEA start from the acknowledgement that the further strengthening and improvement of the economic and technical-scientific co-operation as well as the development of socialist economic integration have made it necessary to improve the legal bases of co-operation."

When analyzing the chapter in question of the Complex Programme, it appears clear that two ways were named by the member states as leading to the "improvement of the juridical bases of co-operation".

1. To bring into existence appropriate *interstate agreements* between interested states, bearing upon questions qualified as having a prominent importance and enumerated as examples in the chapter in question, or to accept the recommendations of organs of the CMEA by the individual states;

2. to bring nearer the relevant norms of the *national legal systems* to each other or their *unification* by the countries interested in them.

As a matter of course, the said two ways of approach to solutions do not exclude themselves at all; on the contrary, one of them is explicitly supposed by the other frequently, e.g. if the unification of legal norms of the national law is carried out by means of an international contract. The legal targets that manifest themselves in the course of co-operation, are not linked to this or that solution by the Complex Programme proper, and I am of the opinion that this is a very good arrangement. On the contrary, it is leaved to the member states or the appropriate organs of CMEA to select the most appropriate solution.

As concerns the possible classification of the legal problems inherent to the Complex Programme or resulting from it, respectively, it can be stated that the legal mechanism of socialist economic integration comprises three classes of social relations, with different characters, such as

1. relations in which the subjects are *sovereign states or international organizations* being subjects of international law;
2. legal relations between the *organizations* of the various *member states*, being subjects to civil law, and including bodies working on the basis of joint economic activity;
3. legal relations with *internal effect in the individual member states*, associated with the orientation of international economic relations and, accordingly, with the interdependent relations of the member states of the CMEA.

As for the *first* group of legal relations referred to above, they should not be dealt with here in details, only reference should be made to the idea, mentioned in the preceding as one of the characteristic features of socialist economic integration, according to which it has been incompatible to the fundamental tendency of the process of economic integration between the socialist states to bring into existence a supranational organization, superposed to the member states and restricting their sovereign rights. With this in view, the co-ordination of the state-level intentions of the countries participating in the integration is being realized basically by means of *international contracts*. Apart from this channel, the role and importance of the so-called *direct relations* between the state organs (and the organizations displaying an other than non-profit economic activity as well) of the member countries have been explicitly increasing in the present phase of co-operation, as reference is made to it in Chapter 8 of the Complex Programme. (Besides, these relations result partly also in the conclusion of international contracts or they are destined to prepare these contracts, respectively.)

Essentially, the second group of legal relations comprises those with an economic character, i.e. first of all relations governed by civil law, brought into existence between the organizations displaying an other than non-profit economic activity of the individual member states, authorized to establish international economic relations and participating in them. This category of legal relations includes also the legal relations which are established between so-called *joint organizations having their own finances* but having no legal capacity under international law.

The legal relations falling into this category can be settled basically in three various ways:

- a) Settlement by the rules of the *national (internal) legal system* of the individual member states provided that the application of same was stipulated by the parties (choice of legal rules) or prescribed by the conflict rules;
- b) by means of *unified legal norms*, put down in an international contract by the member states, similarly to the norms of international law, and integrated to their national legal rules, in accordance with their own constitutional stipulations;
- c) the use of *uniform international customs, standard conditions, and model contracts*, provided that the contracting parties consented to, or agree upon, their application.³

The problems of the *unification of law* were necessarily raised by the possible ways of the regulation of legal conditions between organizations having their own finances also in the course of the integrating development of the socialist countries. In this respect problems have been concerned to which the ideal answers have been looked for by scientists and specialists of the practice ever since the claim aiming at the unification of law emerged.

The problem may be raised from various points of view; as a result of this, the answers also may vary on a very broad scale. Two various approaches to this complex of problems should be dealt with in the following, although only roughly outlined, i.e. the possible *methods* of the unification of law, on the one hand, and problems of the content of it, i.e. *indirect* or *direct* unification of law, on the other hand.⁴

³ GRINGOLTZ: op.cit. p. 107.

⁴ The problems of the unification of law are dealt with in a comprehensive way by SZÁSZ, I.: *A KGST Általános Szállítási Feltételek. Egységes törvény a nemzetközi kereskedelemre.* (General Conditions of Delivery of the CMEA. A uniform law of international trade) Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1974; see pp. 52–76. in particular. The following paragraphs, bearing upon the general methods of the unification of law, reproduce essentially the sequence of ideas of the work under reference but, as a matter of course, only in their very outlines as they had to be adapted to the size of the present study.

Practically, *three* fundamental *methods* of the unification of law used to be distinguished, i. e. the establishment of internal legal rules with identical content, the unification of law by means of international contracts, and the unification of the general conditions.

1. With the application of the method of the establishment and acceptance of *internal legal rules of identical content*, two or more countries adopt an internal legal rule of the same wording, thus eliminating problems that might result from differences between the individual internal legal rules. (The uniform Act on Sales and Purchases, accepted by the Scandinavian countries in the years 1905–1907, offers a good example for the said method of the unification of law.) Within this method, it may be applied in a *broader sense* i. e. a uniform rule is valid for legal relations containing both internal and international elements or in a *limited sense*, respectively, when a uniform rule (act) is only applicable to legal relations of international character.

Both favouring and objecting arguments may be adduced to both methods; as a final conclusion, the way seems to be more appropriate in which the validity of a uniform rule (act) is limited to relations containing elements on international scale. As a matter of fact, the unified legal rules influence necessarily future codification work, consequently their effect can not be restricted to the field of application of the unified rule (act) in the narrower sense.

2. It has been unification of law by means of *international contracts* which may be regarded as the most frequented contemporary method. Essentially, various inter-governmental organizations such as the Hague Conference on International Private Law, UNIDROIT, UNCITRAL, WIPO, etc.⁵ adopted this method in their efforts aiming at the unification of law; similarly, the major part of the achievements obtained in the broad scale of international economic relations up to the present got realized in the form of international conventions.

As regards, however, the most important fields just from practical points of view such as the efforts made toward the unification of law in respect of sales and purchases, abortive efforts for the unification of law could be also experienced, following some encouraging initial steps of progress and apart from remarkable and spectacular results achieved in other fields. A single problem i. e. the vertical and

⁵ UNIDROIT = Institut international pour l'unification du droit privé; an inter-governmental organization, set up for the unification of the private law in 1928 (so-called Rome Institute)

UNCITRAL = United Nations Commission on International Trade Law, destined to study international trade law and its unification and set up in 1966

WIPO = World Intellectual Property Organization; an international convention calling for setting up this organization was recommended by the Stockholm Diplomatic Conference in 1967

horizontal delimitation of the extent of regulation should be selected and emphasized from the broad range group of problems bearing upon the unification of law by means of international agreements, based on experiences obtained in this field. Efforts should be made in principle, of course, so that the *broadest possible* field of living conditions should be covered by a uniform regulation which, accordingly, should comprise the maximum possible number of coherent problems. This would involve, however, a *necessary increase of collisions* with the legal rules, concepts, and tendencies of the countries concerned. Thus the extent of the fields of regulation and the number of the countries adhering potentially to international agreements are, eventually, disproportionate to each other. This was stated by I. Szász, in his candidate dissertation referred to above: "The broader is the field of an agreement, the more is diminishing the possibility of broad-range adhesions to it."⁶

In practice, various ways presented themselves to eliminate the said problem. According to one of them, which served as a model for the Hague Convention of 1964 on the regulation of the sale and purchase of movable goods, an integrally coherent field is divided into several parts and separate international agreements will be drafted for each of them.⁷

With an other concept, for which the international agreements elaborated by the WIPO in the course of the latest years may be referred to as models,⁸ the international agreement is worded so that it reproduces a high rate of alignment with the various rules and concepts of the individual countries, different from each other; as a result of this, the agreement concerned will be highly complicated, full of exceptions and facultative rules.

There is a third method, adopted e.g. by the General Conditions of Delivery of the member countries of the CMEA, and seeming to represent practically the simplest and most logical solution. According to this, the problems in respect of which the parties concerned failed to come to an agreement, are simply excluded from the field of regulation. (This point will be still dealt with in the following.)

3. The *unification of the general conditions* and the preparation of model and type contracts used to be regarded as the third method of the unification of law. Nevertheless, the approach to each other of the general conditions, taken shape in various fields of the commercial life and, the more, their unification can be regarded as steps toward the unification of law only with the interpretation of the concept in a broader sense.

⁶ Szász: op. cit. p. 57.

⁷ Thus separate conventions were drafted on the sale and purchase of movable goods, the rules of the formation of contracts, and the validity of same.

⁸ Thus the Patent Co-operation Treaty, concluded in Washington in 1970, or the Trade Mark Registration Treaty, signed in Vienna in 1973.

Taking into consideration that, basically, contractual relations consist of two factors i.e. the so-called *contractual content*, reflecting directly the consent of the intentions of the contracting parties, and the *legal rules* existing “behind them”, it can be said that, as the *law* to be applied and the relevant legal rules are affected by the establishment of internal legal rules of identical content as well as the conclusion of an international contract, the unification of the general conditions concerns the *content of a contract*, within the limits set by the dispositive intentions of the legal rules. There has been debated in the jurisprudence which method of unification is more appropriate i.e. to which of them should be given preference, and this debate cannot be still regarded as settled. Evidently, both ways of solution have pros and cons as well, but the view according to which *no preference* should be given to one of the two solutions but, instead, they should be applied jointly, *in a complex way*, has gained more and more ground.

A short reference should be made to an other problem of “controversial points” of the unification of law, according to which the indirect or direct way of the unification of law represents the more suitable solution. (As it is known, the indirect way is to be understood as the unification of conflict rules while the direct way of unification concerns the co-ordination of substantive legal rules, respectively.) Without wishing to take a stand in the debate on this issue, opened also long time ago, I take the liberty to pronounce that, in my view, only the unification of the substantive legal rules can be regarded as the actual unification of law. With the unification of conflict rules the *factor of insecurity* bearing upon the determination of a particular law to be applied in a particular case is not eliminated necessarily. To be more precise, the applicable law may represent the rules of various legal systems even in case of identical statements of facts, in each individual case, with various contents and juridical solutions.

Doubtless to say, the *indirect* way of the unification of law seems to be *easier* realizable in general. At the same time, this method *fails to give a solution* to the problems resulting from the divergent dispositions of the legal rules, as reference was made to it in the precedings. Besides, there is a circumstance to be considered and disavouring the application of the afore-mentioned method, to which M. Világhy made a reference in a study;⁹ with this in view, legal acts containing an international element cannot be regarded already as exceptional phenomena requiring regulation also with the use of an “exceptional” method; on the contrary, they have obtained a

⁹ VILÁGHY, M.: *Theoretische Grundlagen der rechtlichen Regelung der internationalen Wirtschaftsbeziehungen*. Multigraphed text of lectures delivered in the Institute for Legal and Administrative Sciences on October 16 to 18, 1971.

mass character as well, requiring thus a legal regulation of the same type as "domestic" transactions.

Let us consider now the ways and means according to which the views put down on the problems of the unification of law *in a general way* have enforced themselves in the *integration* concepts of the *socialist* countries, on the one hand, and the actual efforts aiming at the realization thereof, on the other hand.

Within the general objective of the unification of law, referred to above, some particular fields are indicated in Chapter 15 of part IV of the Complex Programme in which it is especially justified to investigate the problems of legal regulation, including the approach to each other of the relevant legal rules and their possible unification as well. Following problems are indicated in the Complex Programme as belonging to the said range:

- a) Legal problems connected with the co-ordination of economic planning of the individual countries on national scale;
- b) Regulation of the material responsibility in respect of obligations resulting from international contracts binding the member states;
- c) Legal problems bearing upon the establishment of international organizations having their own finances, to be formed by the member states of the CMEA in the fields of production, trade, technical and scientific co-operation and other domains, and the regulation of their activity;
- d) Development and improvement of the existing normative rules concerning the economic and technical-scientific co-operation between the organizations of the member states having their own finances (such as the General Conditions of Delivery, General Conditions of Mounting, etc.) with the primary purpose to extend material responsibility taken by the said organizations having their own finances, on the one hand, and elaboration of uniform normative documents in the fields of technical-scientific co-operation, specialization of manufacture, and co-operation, including the elaboration of model contracts, on the other hand;
- e) Continuation of the co-operation carried out in the field of the legal protection of inventions, trade marks, and industrial designs;
- f) Investigation of problems connected with the settlement of legal disputes governed by civil law, arisen in the practice of economic and technical-scientific co-operation (improvement of the system of arbitration);
- g) Organization and promotion of mutual consultations and exchange of informations bearing upon legal problems.

Evidently, the enumeration given in the precedings is nothing more than a designation of the principal targets put down in the Complex Programme; as a result of this, it has by no means an all-comprising character.

Still within the field of the unification of law in a broader sense, I should like to put some problems of general nature.

The *first* question could be worded as follows: Which is the way in which the juridical unification work, carried out in the frame of socialist economic integration, is connected with, and is adjusted to, the general efforts referring to the unification of law.

As regards the achievements of juridical co-operation between the member states of the CMEA, and the field of the unification of law in particular, it goes without saying to mention the General Conditions of Delivery which, with their existence covering already more than fifteen years, have been well on the way to be regarded as a classical institution. For the time being, the General Conditions of Delivery constitute *actually existing* law, giving a comprehensive regulation of the exchange of goods realized between the organizations of the member states of the CMEA having their own finances and covering a very broad field. As for the *method* of regulation, the General Conditions of Delivery of 1968 constitute an *international contract* concluded between the member states. In spite of the term "General Conditions" these rules are basically within the frame of the *unification of law*. It cannot be disputed, however, at the same time that the regulation given by them contains several *contractual* elements in its content, actually characteristic for general conditions, particularly if the course of its formation and development is considered as well. With all this in view, essentially the so-called complex regulation has been thus realized.

The General Conditions of Mounting of 1973 and the General Conditions of Technical Services, also of 1973, have been shaped on the model of the General Conditions of Delivery.

As for the "Model Rules on the conditions of the establishment and activity of international organizations having their own finances, to be set up in the member states of the CMEA", approved during the 61st session of the Executive Committee of the CMEA, they have a completely different character and should be qualified as pertaining to the unification category of general conditions. The said rules comprise the problems to be settled in connection with the establishment of international organizations having their own finances, present actual suggestions for the settlement thereof, giving thus an essential aid to the preparatory work preceding the establishment of the organizations concerned. Similar requirements have been considered in the preparation of working materials referring to problems to be regulated in the field of specialization. The rules in question become, however, integral part of the contracts in question only with the explicit agreement of the parties in question to their application.

The convention on the "Judgment by arbitration of civil law disputes resulting from relations in the field of economic and technical-scientific co-operation", signed by the governments of the member states of the CMEA in Moscow on the 26th May, 1972, is again of a different character i.e. it falls within the scope of "pure" international contracts.

The above examples, taken at random, make it well clear that a pretty broad scale of generally known and applied legal solutions was already used by the member states of the CMEA, in the service of promoting their existing juridical co-operation and the unification of law in particular. It seems to be worth mentioning and, the more, emphasizing, the circumstance that, beyond the frame of inter-CMEA juridical co-operation, the socialist countries have taken an active part in the work of the unification of law having a general, universal character. It is sufficient to this point to make reference to the work of UNCITRAL, a committee set up within the frame of the UN on a Hungarian initiative, with the target to contribute to the unification of international commercial law; beside Hungary, other socialist countries have been participating in the work of the committee as well. Furthermore, reference can be made to the contribution of the socialist countries to the preparation and drafting of some international conventions e.g. the PCT, the TRT, the amendment of the Universal Convention on Copyright, aiming at the unification of law in some fields of the law of industrial property and copyright, realized under the auspices of WIPO.

There is an *other* group of problems, also worth to be outlined in connection with the *general* aspects of the activity displayed in favour of the unification of law and juridical co-operation. In this respect the *problems* and difficulties presenting themselves in the course of the solution of juridical targets resulting from the realization of the Complex Programme i.e. the juridical work of integration, are concerned.

1. To give an outline of the first problem from this field, reference should be made to what was put down in the introductory part of the present study in connection with the characterization of the economic integration of the socialist countries. It was said that, contrary to the Common Market, the CMEA has been concerned with the international economic co-operation between countries representing very different levels of economic development. Accordingly, it has been natural that different economic levels and, consequently, different economic structures have given birth to *different economic interest* remaining, nevertheless, within the frames of the fundamental common objectives.

Let us consider, as an example, the purpose put down in the Complex Programme, referring to the increase of the material responsibility of the organizations using their own finances for the non-fulfilment or not appropriate

fulfilment of their liabilities. As it is evident, the countries with a highly developed industry such as the German Democratic Republic or Czechoslovakia and the countries with a prevailing agricultural structure such as Bulgaria or Mongolia or, in other terms, the countries predominantly *supplying or purchasing* machines have opposite interests in this respect. As a matter of fact, the opposite economic interests concerned can be brought into harmony and co-ordinated, by means of a legal regulation, only through real and reasonable compromises. These compromises desintegrate, however, attractive and uniform juridical structures necessarily, making the regulation difficult and complicated in some cases.

2. An other problem, equally within the said frame, seems to be resulting from the *organizational structure* of the CMEA. In this respect the delimitation of targets and competences, frequently not unequivocal, parallel measures following from it, or even controversial decisions are in mind. Essentially, the working programme of the Legal Conference of the CMEA i.e. the definition of its targets comprises the *juridical problems* put down in the Complex Programme. It has to be in mind at the same time, however, that there is no rule or prescription on competences under which other organs of the CMEA, first and foremost the so-called Standing Committees of various branches, would not be allowed to deal with the same juridical problems. Evidently, this state of things might result in undesirable parallelisms or even controversies. With this in view, the stipulation inserted to Chapter 16 of the Complex Programme, bearing upon organizational problems, seems to be justified. According to this, "the member states of the CMEA will take measures ... on the basis of the improvement of the structure and working methods of the organs of the CMEA and, among other points, of the elaboration of the normative documents regulating the activity of the CMEA, if needed..."

3. The third problem, to be mentioned briefly, is concerned with the unification of law by means of *direct* or *indirect* rules, within the juridical system of socialist economic integration. Reference should be made in this respect again to the General Conditions of Delivery of the CMEA of 1968. As regards the *method* of regulation, the points referring to the delivery of goods are regulated by the General Conditions of Delivery, as a rule, directly i.e. by means of rules of the substantive law. It was taken into consideration, however, in the formation of the General Conditions of Delivery at the same time that the relations of the parties in respect of the delivery of goods would include necessarily problems beyond the field of regulation of both the General Conditions of Delivery and the individual contracts or they would not give a comprehensive regulation, respectively. As a consequence of this, the ways and means to permit the adaptation of the rules of this or that "secondary" field of law should be found and secured. The traditional method to

meet this requirement has been usually to set up a collision rule or collision rules, respectively, i.e. to make recourse to the indirect way of regulation.¹⁰

When problems not or not extensively regulated by the General Conditions of Delivery or the contract in question of the disputing parties should be settled, the application of the *seller's law* is prescribed both in article 110 of the General Conditions of Delivery and by the conflict rules put down in other articles of the said Conditions.

As reference was made to it in the precedings, several problems arise from indirect regulation. One of these was solved by the disposition of article 110 of the General Conditions of Delivery of 1968, replacing the rule fixed in article 78 of the former General Conditions of Delivery, from the year 1958, delimitating the sphere of legal rules to which the application of a conflict rule was called for.¹¹ As regards, however, the problem whether the rules of the substantive law of the seller's country are applicable to settle a disputed matter if the General Conditions of Delivery have no disposition for the point concerned, as it is the case concerning indemnity for damages caused by a breach of a contract i.e. the lack of regulation may or should be interpreted in this sense, it is still disputed both in the relevant literature and in juridical practice. To speak clearer, it has to be put down whether the gap of regulation in the General Conditions of Delivery in respect of the indemnity problem taken as an example means that the point of the breach of a contract is regulated by the General Conditions of Delivery extensively but in a way that it does not cover the regulation of indemnity, on the one hand, or the point is simply a gap in legal regulation that has to be filled up by making recourse to the application of the seller's law, on the other hand.

Evidently, the pure existence of a conflict rule is not what could be regarded as sufficient means for the settlement of a dispute in cases of the said nature i.e. other factors, not least the entire character of the General Conditions of Delivery, its

¹⁰ As a matter of fact, the conflict rule in question may be based theoretically on any coupling factor known in international private law. Submitting the problems concerning which there is no provision either in the General Conditions of Delivery or the relevant contract/s to the substantive law of the *seller's* country, the disposition put down in article 110 of the General Conditions of Delivery of 1968 may be well regarded as an absolutely modern one. As concerns the achievements of the codification of international private law of the period following World War II, it is the "seller's law" that has been stipulated as a fundamental conflict rule, in the absence of the choice of law of the parties and apart from few exceptions (viz. the Hague Convention on conflict rules from 1955, and the Czechoslovak and Polish acts on international private law, from the years 1963 and 1965, respectively).

¹¹ It is well known that there was a long-lasting dispute in connection with the application of paragraph 78 of the General Conditions of Delivery from the year 1958, bearing upon fundamentally to the point whether "the substantive law of seller's country" ought to be understood as the generally adopted rules of the civil law of the country concerned or the special legal rules applicable to legal relations existing between socialist organizations. The dispute was settled unequivocally by the disposition in paragraph (2) of article 110 of the General Conditions of Delivery of 1968.

fundamental rules, the principles behind them etc. are to be considered as well. This means, in turn, that the "factor of insecurity", brought about by indirect regulation and mentioned already in the antecedents is still existing also from an other point of consideration, making more difficult a uniform juridical regulation.

Die aus dem komplexen Programm des RGW entstehenden rechtlichen Aufgaben

von

G. BANRÉVY

Ein äußerst kennzeichnender Faktor unserer Zeit ist der Prozeß einer internationalen Integration unter den Wirtschaften der verschiedenen Länder. Die zwei großen Integrationsgruppen in Europa sind der RGW und die EWG. Die Charakteristika der beiden Gruppen bestehen in der unterschiedlichen wirtschaftlichen Entwicklungsstruktur und in den voneinander abweichenden völkerrechtlichen Lösungen.

Unterwirft man das komplexe Programm des RGW einer Analyse, so erkennt man daraus: 1.) die hervorgehoben behandelten rechtlichen Fragen des Integrationsprozesses; 2.) den Abschluß internationaler Verträge, die gegenseitige Annäherung bzw. Vereinheitlichung der inneren Rechte der Mitgliedsstaaten als Methoden.

Als angewandte Methoden der Rechtsvereinheitlichung gelten: Schaffung von innerstaatlichen Rechtsnormen gleichen Inhalts; Abschluß internationaler Verträge; Vereinheitlichung der allgemeinen Bedingungen. Vorteile und Nachteile der direkten und indirekten Rechtsvereinheitlichung.

Probleme, die im Laufe der sozialistischen wirtschaftlichen Integration auftreten: 1.) die Differenziertheit und die Zusammenstimmung der wirtschaftlichen Interessen; 2.) die organisatorische Weiterentwicklung und der Anspruch auf die klare Bestimmung der Kompetenzen; 3.) verschiedene Probleme, die aus der Anwendung indirekter Methoden entstehen.

Правовые задачи, вытекающие из комплексной программы СЭВ

Г. БАНРЕВИ

Процесс международного интегрирования хозяйства отдельных государств является одним из самых характерных факторов наших дней. Характерные черты различий между СЭВ и Общим рынком, двумя крупными группами интеграции в Европе: различные структуры хозяйства и развития, а также различные международноправовые формы.

На основании анализа Комплексной Программы СЭВ можно установить: 1) первоочередные правовые вопросы процесса интеграции; 2) в качестве метода — заключение международных договоров, и сближение и унификация внутреннего права стран-членов.

Применяемые методы унификации права — издание внутренних правовых норм с тождественным содержанием; заключение международных соглашений; унификация общих условий; плюсы и минусы прямой и косвенной унификации права.

Правовые вопросы, выдвигающиеся в процессе социалистической экономической интеграции: 1) дифференцированность и согласование хозяйственных интересов; 2) необходимость дальнейшего развития организации и выяснения компетенций; 3) некоторые проблемы, связанные с применением косвенного метода.

The Sex of Offenders in the Trend of Criminality in Hungary After 1831

By

I. HOÓZ

Professor
University of Pécs

Statistical data bearing upon convicts have been registered in Hungary since 1855. The data of the long period passed from that time to our days reveal that, as it is shown in the diagram, the proportion of women within convicts has been considerably inferior to female representation within the entire population, on the one hand, and the relevant rates have been relatively steady over the whole period, on the other hand. The said low rate and the relative stability are all the more conspicuous as the social, economic, and political status of women changed substantially during the said period.

As the tendencies of criminality revealed by statistics were always followed by the close attention of contemporary scholars, and the sex of offenders with the trends manifested by it was analyzed as well almost over the entire period concerned, the author is now in a position to present the changes of the relevant views in the sequence of time. As a rule, researchers agree that feminine criminality has been increasing parallel to emancipation.

As this has not been verified by actual data, the author is of the opinion that the extent of criminality has been principally influenced by changing social conditions, but their effect on the demographical structure of offenders has been of a minor significance for a longer period.

Thus criminality, as an explicitly social phenomenon, may also have constant elements hardly influenced by external changes.

According to the author's view, the high rate of stability of the demographical structure of the convicts facilitates the preparation of any sort of prognosis on criminality which, accordingly, are thus more precise.

Delinquency is a harmful social phenomenon, consequently it is an important interest of state and society to prevent it or to reduce it to the narrowest possible range. The knowledge of the nature, extent, and causes of delinquency represent conditions of any activity aimed at carrying out an efficient fight against criminality. Several branches of science have been concerned with this problem, among them juridical statistics, aiming primarily at the knowledge of the extent, tendencies, and social conditions of criminality. It may well have the richest past among the special branches of statistics also in Hungary regarding the fact that figures relating to criminal jurisprudence and based on regular collections of data are available from as early as 1855. Figures concerning convicts were collected, however, on national scale already earlier i. e. for the period of 1831 to 1840.

I

Almost 120 years have passed since the first collection of data on criminal jurisprudence to our days, and not only criminal law, the practice of jurisdiction, the efficiency of criminal investigation, the forms of statistical registration etc. were transformed during this period but social conditions changed several times as well. As a matter of fact, the manifold changes referred to above have been reflected both in the trends of criminality and in the changing number of convicts since those are the joint effects of the said factors. Thus it would seem superfluous,¹ and from scientific point of view, purposeless, to analyze the changes taking place in the number of convicts or the structure of criminality.

However, we think that the ways and means leading to the analysis of a possibly longer period of the formation and tendencies of the more significant social phenomena should be investigated. The compilation and analysis of long sequences of time prove to be indispensable frequently for they give the only means to reveal the factors which have a provisional, continuous, or permanent effect. Random cases are thus eliminated almost automatically, consequently the data obtained in this way constitute the base of conclusions that can be generalized theoretically, and they are qualitative instead of quantitative indices. If data relating to an actual phenomenon do not suffer any substantial change over a long period or under the conditions of subsequent but different social systems, it is not justified to doubt the social character of the phenomenon in question. (Thus, the breakdown by sex of new-born children has showed only insignificant differences in the European states.)

In spite of the manifold changes mentioned in the preceding, criminal statistics has offered means to analyze the data referring to convicts for a long period of the past. There are data in this field on precisely specified facts (such as sex, age, familial status, qualifications etc. of convicts) that could be taken into consideration without any particular problem, on account of the descriptive character of both the questions and the answers given to them, as there was no evaluating element neither in the questions nor in the answers. At the same time, the criminological significance of the aforesaid factors cannot be disputed since the analysis of the demographical repartition of the convicts helped to get acquainted with the nature of delinquency.

The mere knowledge of the demographical data referring to the convicts is insufficient, however, for making a scientific analysis. Thus it is not enough e. g. to

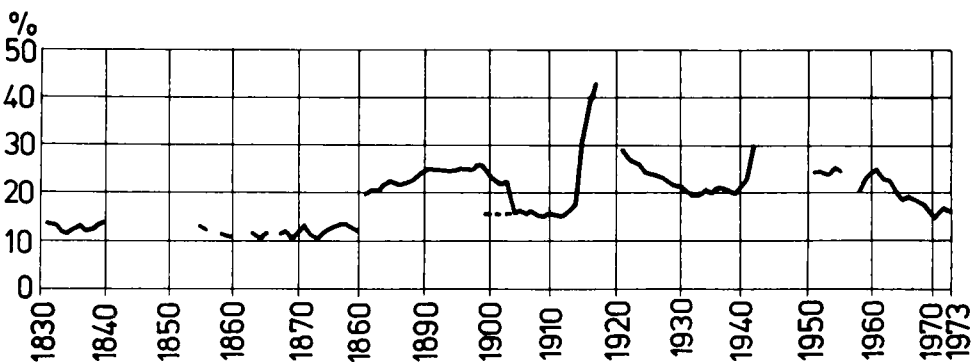
¹ This problem was already dealt with in the following studies of the author: *A hivatalos bűnügyi statisztika adatai felhasználásának néhány problémája* (Problems of the utilization of the data of the official criminological statistics). (Jogtudományi Közlöny, 1/1964 pp. 34–44.) and *A bűnözésre vonatkozó adatok elemzésének néhány problémája* (Problems of the analysis of data bearing upon criminality. Belügyi Szemle, 3/1968. pp. 55–61.).

know the proportion of married men among convicts for this is not an adequate basis to draw far-reaching conclusions concerning the criminological role of the married or divorced family status. To present the objective situation, the number of all married, divorced etc. men should be known, and only the relation between them and the convicts could be regarded as the basis of any sort of statistical analysis. Thus it is of no actual value to be got acquainted with the particulars of convicts, and the efficiency of statistical work will depend on the possibility of the application of comparative methods and the availability of the relevant data.

Having thoroughly considered the precedings and investigated the available data, we had to come to the conclusion that the compilation of a long sequence of time and its analysis were only practicable in the field of the repartition of convicts by their sex. Not only the data bearing upon convicts are available to this end but the repartition of the population of the country by sex is registered as well.²

Basically, this is a criterion of individuals of natural or, better to say, biological character, but, as it implicates a great deal of social elements, one is inclined to disregard its natural-biological character, especially if not individuals but a larger group of them i.e. the population is made the subject-matter of investigation. Nevertheless, human actions result from the joint effects of causes of biological and social origin, as final products of considerations deriving both from nature and from education. In view of the fact that the effects of the said twofold causes cannot be recognized separated from each other, sexuality is one of the commonsense concepts which may be understood but may not be determined. Thus we are of the opinion that the joint effects of the natural and social conditions of delinquency are to be recognized in the repartition of convicts by their sex.

The proportion rates of female convicts are shown in the following diagram:*



² According to the figures of censuses effected during the period under review, the rate of women was always fluctuating between 50 to 52 per cent.

*Notes to the diagram: The figures relating to the years 1867 to 1872 and 1881 to 1910, respectively, are from the statistical yearbooks; the other data are taken from the following works:

FAYER, L.: *Az 1843-i büntetőjogi javaslatok anyagyűjteménye* (Collection of the material of the 1843 proposals on criminal law). Vol. II. Magyar Tudományos Akadémia, Budapest, 1898. pp. 100 to 319 (1831 to 1840).

FÉNYES, E.: *Az ausztriai birodalom statistikája és földrajzi leírása* (Statistics and geographical description of the Austrian Empire). Vol. 1–2. Pest, Heckenast, 1857. p. 265. (1855).

KONEK, S.: *Az ausztriai birodalom, jelesen a magyar korona országainak statisztikai kézikönyve* (Statistical handbook of the Austrian Empire, and of the possessions of the Hungarian Crown). Pest, Heckenast, 1865. (1856., 1858., 1860., 1863.)

HUNFALVY, J.: *Bűnvádi viszonyok* (Relations in criminal procedure). Statisztikai Közlemények. Vol. V. Statistical Committee of the Hungarian Academy of Sciences. Pest, 1863. p. 86. (1859)

KONEK: *Az ausztriai-magyar monarchia statisztikai kézikönyve* (Statistical handbook of the Austro-Hungarian Monarchy). 2nd ed. Pest, 1868. p. 633. (1864–1865).

KONEK: *Öt év Magyarország bűnvádi statisztikájából* (Five years from the criminal statistics of Hungary). *Értekezések a társadalomtudomány köréből* (Essays from the field of sociology). V/8. Magyar Tudományos Akadémia. Budapest, 1879. p. 26. (1873 to 1877).

JEKELFALUSSY, J.: *Hazánk bűnügyi statisztikája 1873–1880.* (Hungary's criminal statistics 1873–1880). *Különös tekintettel a büntett miatt elítéltek személyi és társadalmi viszonyaira. Értekezések a nemzetgazdaságtan és statisztika köréből.* (With special respect to the personal and social conditions of convicts sentenced for having committed a crime. Essays from the field of economics and statistics.) 1/5. Magyar Tudományos Akadémia. Budapest, 1883. p. 36. (1878 to 1880).

A magyar birodalom bűnügyi statisztikája az 1909–1913. évekről (Criminal statistics of the Hungarian Empire from the years 1909 to 1913). Magyar Statisztikai Közlemények. Újsorozat. Vol. 59. p. 26. (1911–1913).

The dashed line (1900 to 1904) represents the proportion of feminine convicts excluding those sentenced for slander.

It would be beyond the limits of the present study to describe all social, juridical, juridico-political, statistical etc. changes that influenced criminality or sentencing over the long period here considered but it seems that it would not be necessary as well. Upon the effect of the said changes the number of convicts showed very considerable fluctuations e.g. its maximum rate was as high as the fifteenth value of its minimum rate.

Nevertheless, now it is not the trend of the rate of criminality but the repartition of the convicts by their sex that should be dealt with. The repartition ratios make it possible to concentrate attention to the composition and the proportions and to trace the changes of the relative role of female convicts.

The effect of social events of extraordinary significance upon criminality is also expressed by the diagram. Setting aside the said factors, exerting their effects for a shorter period, one can easily recognize the average trend, not influenced by accidental events and showing the characteristics of feminine criminality, considered as follows:

- feminine representation among convicts is considerably inferior to the proportion of women within the total population, and
- the said low rates remained relatively stable over the entire period concerned.

One cannot help thinking of the reason of the afore-mentioned circumstances.

The first phenomenon attracted the attention of contemporary scientists at the very beginning of the period, and they were concerned with the investigation of its reasons all over the period in question. A brief summary of the views of some outstanding Hungarian scientists of the subsequent periods is given below.

As for the second point, it was raised by the revelations of the diagram reproducing the data of a period of 140 years, so the answer to be given to the problem is being investigated only now.

Feminine representation in the percentage of convicts

As regards the period before 1848, there are no data available concerning criminal proceedings; the data from the years of 1831 to 1840 refer to the repartition of convicts by their sex, as it was mentioned in the preceding. Data bearing upon sentencing are available only from the years following 1855.

The proportion of women among convicts was hardly changing in the period from 1855 to 1880, i.e. it represented 11 to 12 per cent, in spite of subsequent modifications which affected statistical registration, the legal system, judicial organization etc. In 1881, the rate climbed up above 20 per cent, and it remained at that level as long as till 1903. The considerable increase of the rate in question was due primarily to the fact that registration made no difference between convicts condemned for a crime or an offence. For some years, the number of convicts condemned for libel and slander and their repartition by sex were published separately. It should be noted that the said crimes are considered as being committed typically by women. Taking then the rates made comparable by the deduction of those referred to above, and calculated as well, it is evident unequivocally that, under conditions of registration approximately identical to those existing in the preceding years, the rate in question would have got stabilized at about 14 to 15 per cent i.e. at the actual level of the period from 1904 to 1913. True, feminine criminality rate got multiplied in the course of World War I, to reach its maximum at 43 per cent, and it did not fall back to the pre-war level for a long time. The rhythm of rate decrease got a slower trend in 1921; it got stabilized later i.e. in the 1930-ies at the level of 20 per cent, and this remained unchanged as long as the beginning of World War II. It was fluctuating in the 1950-ies at the rather high rate of slightly superior to 20 per cent,

and this high level was due mainly to crimes of economic character, committed preferably by women at that time (e.g. running up of prices). With a gradual decrease, the rate got re-stabilized at the level of 15 per cent in recent years.

II

Contemporary scientists paid always a great attention to the tendencies revealed by criminological data, including the analysis of the repartition of criminals by their sex, carried out almost all over the period in question, and the critical evaluation of the investigated data was duly considered as well.

As the data bearing upon convicts kept in jail in the years 1831 to 1840 were published as late as in 1898,³ it was only Elek Fényes, among contemporary scientists, who mentioned them.⁴ In accordance with the predominant view of contemporary science, he explained the proportion of feminine convicts of 13 to 14 per cent, considered as being a low one, on *biological basis*, stating that the "milder morals of women were plainly demonstrated by it."

It was Sándor Konek who first dealt with the thorough analysis of the number of convicts. In his inaugural lecture delivered at the Academy of Sciences in April, 1859, he reported on the convicts condemned in the years 1855, 1856, and 1857, and gave an analysis of them with comparisons on international scale.⁵ In his view, the investigation of convicts by their sex was of particular importance. As he stated, delinquency was incompatible with the feminine sex proper, and its possible occurrence was contrary to nature.⁶

In an other study published later, Konek reviewed again the reasons of feminine delinquency which, according to his views, were due mainly to *psycholog-*

³ FAYER: op.cit.

⁴ FÉNYES: *Magyarország statisticája* (Hungary's statistics). Vol. III. Pest, Trattner-Károlyi, 1843. p. 124.

⁵ KONEK: *Magyarország bűnvádi statistikája* (Hungary's criminal statistics). Magyar Akadémiai Értesítő, 1859. vol. I. pp. 220 to 268., and supplement, pp. 3 to 26.

⁶ It may be worth citing word what he wrote on this subject for nothing more beautiful was written on the female sex by statisticians. "Women's hearts in which nature itself set major moral strenght, coupled to tenderness and sensibility, as well as selfdenial and generosity, have hardly place for affection for ill-deeds. Women who, as a rule, have a stronger support by their faith, are led more to the field of virtues than of crime, due to their heart, full of love, and their distinct tactfulness. Besides, the weak sex lacks usually the degree of resoluteness and solid will which is often needed for carrying out criminal acts. On account of their helpless and dependant situation, women are kept farther from the theater of stormy life; the modest sphere in which women are living is free from incitements to ill-deeds. As a result, the world of women is characterized in general by gentleness and simple morals. Should it occur that, in spite of all factors referred to above, a major proportion of sentenced criminals should come from the fair sex, this would be a highly unnatural and controversial circumstance requiring a thorough consideration, particularly if the fair sex had bear the burden of crimes which would take for granted a complete immorality and perversion." (op.cit. p. 226.). Statisztikai Bizottmány. Vol. I. 1861. p. 274.

ical motives and the deficiencies of the education of women; nevertheless, he referred to the argumentation that "the influence of marriage working against delinquency was felt for women being under the protection and guidance of their husbands ... while considering women fallen into widow status, being more helpless and having less chance for a second marriage, they were plunged easier towards the way of crime on account of their hard conditions of life..."⁷ Konek had already opportunities to analyze feminine delinquency more thoroughly. Thus he observed the principal differences that presented themselves in the delinquency of women of different age, marital status etc.

Beside biological motives *sociological factors* has already obtained their due place in Konek's said stand as causes having influence on feminine criminality. This duplicity ran through the scientific analyses of almost the whole period, attributing the major part alternatively to biological motives or social effects, respectively.

The Conference of the Chief Justices, convened in 1861, constituted the Provisional Rules of Jurisdiction, according to which "Hungarian criminal laws and legal practice conforming to the law were to be restored, adjusted to changed conditions." As a result of this disposition, the use of the Austrian-type questionnaires became difficult and, accordingly, they might be filled in in a defective way. Nevertheless, these questionnaires continued to be in use for almost a decade i. e. till 1872, but "the defective and insufficiently reliable" absolute figures were not published in each year. This is why the analysis of this period was not investigated as far as we know it.

The collection of data was started in 1872 with the use of new questionnaires compiled by Hungarian offices. These were then kept in use as long as till 1881 i. e. all over the period which was very diversified from the point of view of Hungarian criminal legislature.

The data collected in that way and bearing upon juridical activity were published in the subsequent volumes of the Hungarian Statistical Yearbook from 1873 on. It was also S. Konek who first dealt with the analysis of the data referred to above.⁸ In his precited lecture he analyzed the criminality of the years from 1873 to 1877 i. e. of a period during which the extent of criminality was hardly changing and, essentially, it remained at the level of the preceding five-six years. As the rates of feminine criminality were lowest in the first year of the period concerned, he made the first conclusion that feminine criminality had a growing tendency. The fact

⁷ KONEK: *A bűnvádi statisztikánk múltja s jövője hazánkban* (Past and future of criminal statistics in Hungary). Statistikai Közlemények, Vol. I. 1861. p. 274.

⁸ KONEK: *Öt év Magyarország bűnvádi statisztikájából* (Five years of criminal statistics in Hungary). Értekezések a társadalomtudomány köréből, V/8. (Essays from the field of sociology). Magyar Tudományos Akadémia, Budapest, 1879. p. 65.

escaped his analysis that, compared to the preceding period, the rate increase was negligible i. e. of about 2 per cent over five years and this was not an appropriate basis for drawing far-reaching conclusions. In line with his earlier views, he attributed the rate increase first and foremost and with a definite emphasis to the lack of an adequate education.

The criminality of the afore-mentioned five-year period was investigated also by József *Jekelfalussy*⁹ but he did not pay much attention to the repartition of the convicts by their sex for, according to his opinion, a conclusion of public interest could not be drawn from the data in question. "Women hardly have an independent sphere of activity in our society, at least not in everyday life in which crimes are born and carried out. In the subordinated sphere of their existence, there are deep differences between the positions of the wife or the daughter of an office-holder, a handicraftsman, a day-worker or a factory worker, respectively. Even if all these differences of positions were taken into consideration and they were illustrated by numerical proportions, could be drawn any good or bad conclusion logically? Would it be possible to make well-founded comparisons between the two sexes? In my humble view, all this would not be practicable for the time being. In our society, men have all chances while women emerge or fall inseparably from their environment." (op.cit. p. 33.)

I think that the above words had to be cited for, possibly contrary to the author's desire, they represent a stand and a view on the causes of the differences between masculine and feminine delinquency and, eventually, the content expressed in them is not contrary to contemporary views on the matter.

With the coming into force of Act V of 1878 on crimes and delicts and of Act XL of 1879 on petty offences, the system of the collection of statistical data changed. Thus the data collected at the end of each year and then published covered convicts sentenced at the first instance instead of those judged definitively.¹⁰ As a result of the coming into force of the said codes, on the one hand, and the changes of registration, on the other hand, the number of convicts increased abruptly (from 23 000 registered in 1880 to 71 000 made public in 1881), making thus almost impossible any temporal comparison.

The most outstanding scientist of this period, dealing with the problems in question was Béla *Földes* who published a comprehensive volume of essays in

⁹ JEKELFALUSSY: op.cit. p. 37.

¹⁰ Because of the said deficiencies, it was the view of J. BUD that "the data thus obtained had a very insignificant value, and it was a very risky idea to draw moral-statistical conclusions from them". (*A bűnügyi statisztika reformja*) (Reform of criminal statistics). Nemzetközi Büntetőjogi Egyesület, Budapest, 1909. p. 6.

1889¹¹. His views on feminine delinquency were summarized in a separate chapter of the work, and they were based on the criminological data of the years 1884 – 1885. His opinion is expressed perhaps most explicitly by the following sentence put down in the said chapter: “Leaving more definitively the domestic and family spheres, women will be represented among criminals, *caeteris paribus*, at a higher rate.” (op.cit. p. 76.)

In search of the causes of the differences existing between masculine and feminine delinquency, Földes referred, however, to the timidity of women, the difficulties of detection, the varying rigour of the judges, the lower cultural level of women, urbanization, and the earlier maturity of women. He emphasized that “marriage was a shield of feminine moral” and “this influence of marriage protecting morals enforced itself at an increased degree in marriages in which there were offsprings.” (op.cit. p. 80.) According to his views, women were retained from committing crimes “... by being placed into a safe and protected position”. (op.cit. p. 82.)

Gyula Mandelló investigated the criminality of a longer period. The proportion of women among convicts was increasing in the period concerned, even if its rate was slightly inferior to the total rate of increase of criminality. According to his view, “... the economic conditions of the country concerned, the money-earning activity of women, their way of life, and the habits of the individual countries had a prominent influence on the trend of criminality.”¹² As for the actual cause of the increase of feminine representation among convicts, he indicated the increase of the number of convicts sentenced on account of libel and slander (the proportion of these categories among feminine convicts was as high as approximately 30 per cent). He expressed his view on the further increase of the proportion of feminine delinquents as a result of prospected economic changes. “The development of our industry has a permanent trend, and industrial development implicates the more and more increasing demand of women for participation in the wage-earning process. This is one of the principal sources of the increase of criminality. Nevertheless, an other circumstance has to be mentioned as well. Urban life got big impulses over the last decades, in connection with the extension of general welfare.” (op.cit. p. 490.) As he was well aware of the fact that the observations referred to above were inappropriate for explaining either the causes of the changes of feminine criminality,

¹¹ FÖLDES, B.: *A bűnügy statisztikája* (Statistics of Criminology). Budapest, Eggenberger, 1889. p. 160.

¹² MANDELLÓ, GY.: *Magyarország, Ausztria és a Német Birodalom bűnügyi statisztikájának főbb eredményei a XIX. század utolsó negyedében* (Principal achievements in the criminal statistics of Hungary, Austria, and the German Empire in the last quarter of the 19th century). Part III. Közgazdasági Szemle, 1905. p. 437.

he remarked that the problem ought to be investigated more thoroughly but he admitted at the same time that he was not in a position to carry out it.

A further reform of statistics was made necessary by the new Act XXXIII of 1896 on the criminal procedure and its coming into force on January 1, 1900. As a result of this reform, lists were replaced by individual questionnaires, and the supply of data was based on final judgments instead of sentences of the first instance.

The decrease of the proportion of feminine convicts might be attributed principally to the effect of the disposition referred to above (the proportion of women was always higher among defendants); later it was the result of the circumstance that the number of convicts on account of libel and slander was not included in the data in question.

As to the content of the conclusions made by L. Buza with the utilization of the data of a still longer period, they were similar to those obtained by Gy. Mandelló. Professor Buza wrote as follows: "While 11.28 per cent of all delinquents were women in 1872, and 10.44 per cent in 1873, respectively, in 1905 as much as 16.28 per cent of all punishable acts were committed by women. Doubtless to say, this remarkable change is explained by the fact that, from the beginning of the 1870-ies, the situation of women changed substantially also in this country. More and more women were compelled to earn their living so that they were left to their own forces, the life of increasingly more women passed beyond the family frames, and with the approach of the living conditions of women to those of men, the rates of criminality of both sexes were getting nearer to each other."¹³

The first, really comprehensive analysis of the tendencies of criminality, both with a text and with figures, was published by the Central Office of Statistics in 1910, as publication No. 30 of the Hungarian Statistical Proceedings.¹⁴ This publication is worth a particular attention not only for the extent of the data published in it but for its analyses with texts as well. The analysis of the criminality data from the years 1904 to 1908 is truly a scientific work, surveying contemporary scientific views and prevailing standpoints both in Hungary and abroad.

As regards the afore-mentioned period, the number of convicts was varying with a decreasing tendency, and the proportion of feminine delinquents got stabilized at about a rate of 16 per cent. The author summarized the causes of this situation as follows: "The more tender nature of women, their deeper sense for shame and pudency, their subordinated position, their more remote way of life, their

¹³ BUZA, L.: *A női kriminalitás* (Feminine criminality). Huszadik Század, 1908 July. p. 4.

¹⁴ *A magyar szent korona országainak bűnügyi statisztikája az 1904–1908. évekről* (Criminal statistics of the possessions of the Hungarian Crown from the years 1904 to 1908). Magyar Statisztikai Közlemények, Új sorozat. Vol. 30. 1910.

social position in general, with the resulting more limited opportunities to commit a crime, their physical weakness making the execution of a criminal act more difficult etc. represent factors that explain the considerably lower rate of feminine criminality in relation to the criminality of men.” (op.cit. p. 65.*)

Following the presentation of the criminality rates of some Western European countries, the author of the study comes to the statement as follows: “Going westwards, feminine criminality has higher rates in general, as a prominent evidence of the fact that, as women are carried away from the family, their natural sphere of life, on account of the changed economic conditions of life and the constantly strengthening industrialization with its continuously heavier proportions, and thus compelled to take a more and more active part in the struggle for material goods, opportunities for committing crimes get multiplied, and women submerge to the slough of crime easier and more frequently than it was the case under the simple conditions of the preceding period.” (op.cit. p. 66.*)

With the coming into force of the Act XXXVI of 1908 on the completion and amendment of the criminal procedure, in 1909 some modifications had to be carried out in the collection of data. Since this system of data collection remained almost unchanged as long as till 1950, the changes in figures did not result more from modifications of the statistical method.

The Central Office of Statistics continued to make publications and analyses; thus a second study was published dealing with the criminality of the period from 1909 to 1913.¹⁵ Both from the point of view of total criminality and of feminine representation, the said period could be regarded as a stable one. According to contemporary views, the cause of different rates by the sex of convicts resulted from the lower internal inclination of women to commit a crime as compared to men, more exposed to the storms of life but possibly more inclined to delinquency in their tempers (op.cit. p. 105.*).

During the war period, a major change took place in the feminine representation, almost unchanged over a decade. The majority of 36 masculine age-groups had to leave their civil profession in the said years, and their acts were thus governed by military prescriptions instead of civil courts. As a result, the number of masculine convicts decreased, with the simultaneous remarkable increase of the feminine convicts (see Fig.).

As it was natural, the said substantial change aroused the interest of the experts of the field and they looked for the causes. Béla Szabó dealt with the problem

¹⁵ *A magyar birodalom bűnügyi statisztikája az 1909–1913. évekről* (Criminal statistics of the Hungarian Empire from the years 1909 to 1913). Magyar Statisztikai Közlemények, Új sorozat. Vol. 59. 1919.

in a separate study.¹⁶ The fact that the number of feminine convicts increased by more than 100 per cent during the war period of 1914 to 1917 had to be attributed according to him to the circumstance that "...hundreds of thousands of breadwinners were obliged to join the army. The wives were left to themselves with the family. With their majority charged earlier only to take care of the household, women became breadwinners and the sole disciplinarians of their abandoned family." (op.cit. p.143.) Nevertheless, he referred to the fact too that the afore-mentioned data might result from an optical illusion as a considerable part of men was subjected to the authority of military courts and there were no available data on the functioning of those courts. In order to avoid this potential situation the existence of which was beyond doubt, the author worked out the relevant criminality rates of the female population aged above twelve years. However, it was the same tendency that was revealed from the published data: while 168 convicts were registered against 100 000 women according to the average rates of the years 1909 to 1913, the same rate increased to 375 by the year 1917, i.e. it almost got doubled.

For some years following the end of the war, the total number of convicts kept its high level, to decrease rapidly subsequently. As for the changes of the rate of feminine convicts, the course differed from that of the global rate for it remained at the war-time level in the post-war years for long, and its later trend of decrease was a slow one. Later it got re-stabilized for about ten years.

The post-war tendencies of feminine criminality, covering the years of 1921 to 1929, were analyzed by Dezső Laky.¹⁷ He attributed the high rate of criminality, superior to that of the pre-war period, to the circumstance that morals were corrupted by the war, and women who had a breadwinning work during the war lost now their job.

The fluctuation of criminality that presented itself over the years following the end of World War I was also analyzed by Ervin Hacker,¹⁸ a reputed criminologist. In his view, feminine criminality resulted from the fact that men played a more active part in public life than women, accordingly they had to face difficulties more frequently. Men made efforts to comply with the said difficulties by committing crimes but, besides, they were thrown towards delinquency also by their alcoholism. On the other hand, women were inappropriate to carry out violent acts, and their

¹⁶ SZABÓ, B.: *A nők kriminalitása a háború folyamán* (Feminine criminality during the war). Magyar Statisztikai Szemle, No. 5/6. 1923. pp. 143 to 145.

¹⁷ LAKY, D.: *Csonka-Magyarország kriminalitása* (Criminality in inter-war Hungary). Published in: *Emlékkönyv Kenéz Béla negyedszázados professzori munkásságának évfordulójára*. Ed.: LAKY, D.: Budapest, 1932. pp. 244–275.

¹⁸ HACKER, E.: *Magyarország kriminalitása az 1925–1934. években* (Criminality in Hungary in the years 1925 to 1934). Magyar Statisztikai Szemle, 8/1937. pp. 741–753.

higher criminality, established during the war years, was connected to their labour relations. As soon as they were forced to give up their participation in production, feminine criminality was on the way to decrease. (Laky insisted on this theory for, in his opinion, the minimum increase of the rate in 1933 also resulted from the crisis i. e. the entering of women to labour relationships. According to his suggestion (p. 750.), criminality is to be reduced by "...continuing to set more limits to the employment of women, in the machine industry in particular." In a comprehensive study published by Béla Szabó also at that time, feminine delinquency, was also explained by the employment of female labour and their craze of luxury resulting from it.¹⁹

After a long time of stagnation, the rate started to climb upwards definitely from 1940, presumably upon the effect of the events of the war and various dispositions of economic character. Making illicit profits was a crime characteristic for that time, and 50 per cent of the criminal acts were committed by women, particularly those engaged in agriculture. Besides, as Ervin Farkasfalvy referred to it, "...more and more women left the family sphere of life, on account of the calling in of men, and they had thus to share the cares of breadwinning and existence in general. With the continuous trend of the increasing gaining ground of women in economic life and in employment, the number of female criminals showed also an upward tendency, particularly if this process was accompanied by bad living conditions."²⁰

As for the exploration of the causes of the said process, no advance could be registered in the field of science. As it was clear from the afore-mentioned, the relevant studies contained the repeated expression of views formed earlier.

As mentioned above, the supply of data concerning criminal cases was made according to the dispositions of the decree No. 27.000/1908. I.M. until the end of 1949. The amendments that came into force later, on the basis of the dispositions of the decree No. 104.000/1950 (I.1./1950), made no change from the point of view of our investigation. However, the loosening of discipline in the field of the supply of data manifested itself in neglecting to submit the required statistical sheets.²¹

It is worth noting that the demographical conditions of the convicts were hardly concerned in the scope of the juridical, statistical, and criminological research work which made a great advance in the 1960-ies, and almost nothing was investigated about the effect of sexual belonging on criminality.

¹⁹ SZABÓ, B.: *Jogszolgáltatás* (Jurisdiction). Magyar Statisztikai Szemle, 4/1938. pp. 539 to 542.

²⁰ FARKASFALVY, E.: *A magyar bűnügyi statisztika anyaga és legújabb eredményei* (Material and recent achievements of Hungarian criminal statistics). Magyar Statisztikai Szemle, 6/1944. p. 243.

²¹ KOVACSICS, J.: *Az igazságügyi statisztika decentralizálása* (Decentralization of juridical statistics). Statisztikai Szemle, 4/1951. pp. 352–356.

III

The views of Hungarian scientists on feminine criminality were surveyed in the precedings. This historical survey may be interesting also for readers abroad for the scientists referred to above represented the views of contemporary international criminology. We think, it would be difficult to dispute against the observations they made in connection with the data taken from a definite period. The analyses they presented referred, as a rule, to shorter periods in which the proportion of women among convicts was slightly increasing. The majority of the authors made efforts to explain this increase, having recourse to arguments taken from the field of biology or sociology. With the investigations they carried out several new and important factors of criminality were revealed. The separated analyses of subsequent short periods proved to be, however, inappropriate for determining the generally working causes of feminine delinquency as it became clear from the abovesaid. It occurs frequently in statistical lines that a long-range trend is almost completely hidden by fluctuations and excesses of shorter duration. It is also demonstrated in the present case under consideration, that fluctuation covers eventually unchanged positions, i. e. an almost completely constant trend. This means that *criminality may have constant factors resistant not only to casual or short-term effects but defying the most comprehensive social changes as well*. A good example is for this, as it was mentioned, the sex of delinquents. *The role of sexual belonging hardly changed in the various social systems*. The relations between individuals of different sexes changed very considerably in economic, social, and political fields during the 140 year period here considered, i. e. they got much closer to each other, but this fact did not mean, however, that the criteria of masculine and feminine personality ought have faded away.

Parallel to emancipation, the opportunities to commit a crime were increasing also for women or, better to say, they became more and more identical with the opportunities open for men. Nevertheless, masculine and feminine criminality did not become identical to each other, and this might be attributed to the circumstance that, *instead of the motives of various opportunities the emotional reaction of individuals to motives of this kind was much more decisive. It should be noted that the said reaction may be varying, and it may depend also on the biophysical structure of the individuals*. It is for this reason that the delinquency of emancipated women, such as breadwinners within a family or breadwinners living alone, has not been identical with the delinquency of men in the same position. Taking this view, the opinions on biological or sociological basis can be equally disputed. If the causes of the existing differences between masculine and feminine delinquency were attributed exclusively to the biological differences existing between men and

women, no explication could be found to the fact that the rate of criminality was increasing or decreasing in time and it was varying in space (e.g. taking different countries) with unchanged biological facilities. On the other hand, the conclusions drawn solely on the basis of a sociological approach could not be ascertained for a longer period as well.

All factors to which references were made with a view to explain the increase of feminine criminality such as divorce, the number of children, urbanization, the gaining ground of women as breadwinners, political and social emancipation etc. showed a trend of development which should have resulted in the increase of the rate of feminine criminality.

The said changes took place, however, upon the effect of some other changes or they turned to be the causes of still other changes. The effect of these changes did not get summarized mathematically in a single direction, at least not permanently. Although some sort of fluctuation was thus taking shape, the fundamental trend remained unchanged and, accordingly, it resisted steadily not only to the changes referred to above but, as it was mentioned, to subsequent changes of the social system as well.

As regards *social phenomena of various kind* (e.g. standard of living, legal rules) or *their changes*, these have been *influencing first and foremost the scope of criminality*. In this field, their effect has been undisputable. In spite of the fact, however, that the various groups of the population have been never affected equally by the said factors, these have been hardly influencing the (demographical) structure of delinquents when a longer period is considered. The compensating role of unchanged biological factors manifested itself not only in the steady trend of the repartition of convicts by their sex but in the grouping of their age as well. As it has been evidenced by international practice, the coefficient of criminality is decreasing regularly and constantly from the period of the deepest inclination to commit crimes until the moment of death.

The relationship between constantly changing social position and unchanged biological characteristics resulted, however, in similar consequences also in the trend of mortality. Parallel to the improvement of social and economic relations, the average duration of human life has been also increasing but the difference has remained between masculine and feminine mortality rates. As it has been evidenced by the results of sociological, biological, and medical investigations, the afore-mentioned differences cannot be attributed to external conditions. When comparing e.g. the duration of life of monks and nuns, it was revealed that, in spite of their similar way of life, women i.e. nuns had a higher average duration of life.²²

²² Az élet alapjai. Ed.: TÖRÖ, I. (Fundaments of life). Budapest, Gondolat, 1966. p. 418.

Analogies as the one referred to above are needed since, for the time being, genetics still could not afford a system of investigation for criminology the application of which would help to reveal the genetical determination or the biological impulses of criminals in a general and unequivocal way.

*

Data relating to the personal conditions of criminals have been registered by statistics long since i. e. for decades, and the relevant figures make it possible to state the personal circumstances which would imply a major or minor affection to delinquency. On the basis of data taken from a period of 140 years and presented in this study, it can be stated that an explicitly social phenomenon such as *delinquency may also have constant elements hardly influenced by external changes*. The high degree of stability of the demographical structure of convicts facilitates to compile any sort of highly precise criminological prognoses.

It is not this factor, however, which is characteristic for criminality but the possibility of constant changes and the fact of insecurity as the nature and the occurrence of acts representing actual relations between individuals and their environment cannot be foreseen. In view of this, the knowledge of the said constant elements must not be a negligible factor when the orientation of fight against delinquency is concerned.

As for statistics, it is inadequate to give a definite reply to the causes of the problems in question, so it cannot explain the cause and the origin of the different criminality of various groups of the population. Thus the achievements of statistics cannot replace or supplement further, and more concrete, investigations. Anyhow, it seems that the revealed regularities call the attention of those concerned with classical criminology to the point that a more thorough investigation of the said regularities should be included in their targets. By making known the results of the investigations carried out by us, our intention was not to put an end to this problem; on the contrary, we have had in mind to continue research work, got to a deadlock in this field, by means of the utilization of new methods.

La criminalité selon les sexes en Hongrie de 1831 jusqu'à nos jours

I. HOÓZ

En Hongrie les données concernant les condamnés ont été collectionnées depuis 1855. Ces données contenant les résultats d'une longue période relèvent entre autres le fait (diagramme no 1) que le nombre proportionnel des femmes est—au regard des condamnés—moins élevé qu'en comparaison avec la population totale, c'est-à-dire que ces nombres proportionnels sont restés relativement stables pendant toute la période en question. Ce nombre bas de proportion et cette stabilité relative sont bien remarquables parce que la situation sociale, économique et politique des femmes a subi lors de cette période un changement très considérable.

Etant donné que les spécialistes contemporains ont suivi la formation des données de la criminalité avec une vive attention et ont analysé en même temps la répartition de la criminalité aussi selon les sexes, l'auteur de l'étude est à même de démontrer les changements intervenus dans les conceptions y afférentes. En général, les opinions des chercheurs s'accordaient dans la constatation de savoir qu'en fonction de l'émancipation des femmes augmente aussi leur criminalité.

Les données cependant ne confirment pas ce fait, l'auteur est donc d'avis que les phénomènes sociaux en transformation influencent en premier lieu le volume de la criminalité; l'influence par contre que ceux-ci exercent en vue d'une plus longue période sur la structure démographique des auteurs n'a pas d'importance.

Par conséquence les phénomènes expressément sociaux, comme l'est la criminalité, peuvent avoir des éléments constants qui sont à peine influencés par les changements extérieurs.

Selon l'opinion de l'auteur la stabilité relativement grande de la structure démographique des condamnés rend plus facile à préparer toute sorte de prédiction exactes concernant la criminalité.

Движение преступности по полам

И. ХООЗ

Автор рассматривает движение преступности по полам на основании данных, собранных в Венгрии с 1831 года. Данные этого длинного временного ряда показывают, что в Венгрии среди осужденных доля женщин была существенно меньше, чем внутри всего населения. Кроме этого в отношении этих низких коэффициентов можно установить наличие сравнительной устойчивости. Эта тенденция достойна внимания и потому, что в течение этого периода в общественном, экономическом и политическом положении женщин произошли существенные изменения.

Автор в дальнейшем приводит мнения и взгляды ученых-современников относительно движения женской преступности. Мнение исследователей обычно совпадает в том, что параллельно с эмансипацией происходит и рост преступности среди женщин. Однако данные не подтверждают этого вывода. Причина этого по мнению автора заключается в том, что общественные перемены влияют в первую очередь на объем преступности, а их воздействие на демографическую структуру преступников на протяжении длительного периода является незначительным.

В соответствии с этим такому в полном смысле слова общественному явлению, как преступность могут быть свойственны и постоянные элементы, которые лишь в ничтожной мере поддаются влиянию внешних перемен.

Согласно мнению автора высокая степень устойчивости демографической структуры осужденных лиц облегчает составление прогнозов преступности и повышает их точность.

Informationes

La réglementation de la procédure pénale contre les mineurs délinquants dans le nouveau Code de procédure pénale

C'est une condition sine qua non de la réalisation de la légalité socialiste que la procédure pénale: l'ordre légal de l'établissement de la responsabilité pénale soit unitaire. Le nouveau code de la procédure pénale hongrois, la Loi I^{re} de l'année 1973 fait valoir d'une manière conséquente l'exigence du principe de l'unité.

L'unité du système de la procédure pénale socialiste ne signifie pas cependant et ne veut pas signifier non plus nécessairement une unification mécanique, le manque d'une différenciation. Elle ne signifie pas donc que les règles dynamiques de la procédure pénale soient uniformes dans toutes les causes pénales.

Dans certaines causes pénales peuvent exister – et existent aussi – des facteurs qui font nécessaires des déviations ne touchant pas le contenu, les principes fondamentaux, le système des tâches de la procédure pénale. En reconnaissant cette nécessité, les règles du droit de procédure pénale rendent également possible que les autorités de procédure pénale puissent accomplir leurs tâches dans certains groupes des causes pénales, dans des formes différenciées dérogeant en quelque mesure aux règles établies pour la procédure générale.

Dans la procédure pénale socialiste on distingue deux genres de la tendance de la différenciation: l'un s'exprime dans les cadres de la procédure générale et l'autre dans la formulation des procédures particulières.

La différenciation se faisant valoir dans les cadres de la procédure générale est assurée par la loi de la procédure pénale dans le cas où – eu égard à la gravité de l'infraction – elle renvoie la manière de l'enquête et du jugement des causes pénales de peu d'intérêt à une forme simplifiée. Sur la base d'une telle considération le nouveau code de procédure pénale arrête deux formes de procédure nommée ordinaire ou générale: la procédure en matière de crime et la procédure en matière de délit (correctionnelle). Les délits sont jugés selon la procédure délictuelle, à l'exception des cas expressément déterminés par la loi: l'aliénation de l'inculpé, le fait de séjour à l'étranger avec la violation de règle de droit. Les règles de la procédure délictuelle seront appliquées ensuite lors du jugement de certains crimes

énumérés limitativement par l'art. 90 du C.P.P.¹ La procédure délictuelle en tant que forme générale simplifiée est distinguée de la procédure criminelle par la fixation plus simple des actes de procédure respectifs, la séparation plus différenciée des fonctions de procédure (entre les organes de l'enquête et le procureur, respectivement entre le tribunal de première instance – et le tribunal de deuxième instance) et la possibilité de rendre la justice par un juge unique.

L'autre manière de la différenciation de la procédure pénale socialiste c'est le développement des procédures particulières. Peuvent constituer la cause de la réglementation de la procédure particulière: la personne poursuivie (de jeune âge), la nature de l'infraction (infraction poursuivie sur plainte privée) ou l'appréciation d'ensemble de ces deux facteurs (procédure pénale militaire) et enfin la qualité rapide et simplifiable de la constatation de la responsabilité pénale.

La réglementation des procédures particulières était également propre à l'ancien code de procédure pénale (décret-loi N° 8 de l'année 1962). La tâche du nouveau C.P.P. était donc dans ce domaine la réglementation plus systématisée et – particulièrement dans les affaires des mineurs – le développement progressif des règles de garantie. La troisième Partie du nouveau C.P.P. connaît cinq procédures particulières: la procédure pénale contre les mineurs, la procédure pénale militaire, la procédure d'accusation privée, la peine d'amende infligée sans audience et la mise en jugement.

Le but primaire des règles spéciales de la procédure pénale contre les mineurs sont la mise au premier plan des tâches de l'éducation, l'assurance d'une pleine garantie de la position du mineur dans la procédure et enfin, mais non en dernier lieu la réalisation de l'individualisation dans une grande mesure. J'exposerai les dispositions spéciales (C.P.P., Chapitre XIII) servant les buts mentionnés, divisées en deux groupes. Dans le premier groupe je ferai connaître les dispositions complétant les règles statiques du C.P.P. (Chapitres I-V) et dans le deuxième groupe les prescriptions englobant les particularités de la marche de la procédure.

¹ Les conditions positives matérielles respectivement négatives personnelles sont englobées avec validité générale dans l'article 90 du C.P.P. Suivant ce texte formel: «Les règles de la procédure en matière de délit (correctionnelle) sont à appliquer dans la procédure mise en mouvement pour délits» (Art. 2, alinéa [5] du C.P.P.). Les règles de la procédure en matière de délit doivent être appliquées dans le cas aussi où la procédure a été mise en cours pour a) des crimes de désœuvrement entraînant un danger public, comportement antisocial, dommages causés aux acheteurs, inexécution de l'obligation alimentaire, prostitution habituelle, assistance donnée à la prostitution habituelle; b) pour un crime contre l'économie des devises, pour des crimes de lésion corporelle, de vol, de détournement, d'escroquerie, de recel ou de la détérioration dont la sanction légale est une peine privative de liberté ne dépassant pas 3 ans; c) crime de douane (alin. 2.). «La procédure délictuelle n'a pas lieu dans les cas où a) l'inculpé est aliéné ou débile mental; b) la procédure est mise en cours contre l'inculpé séjournant à l'étranger avec la violation de la règle de droit» (l'alinéa [3]).

I

Les prescriptions générales de la procédure pénale contre les mineurs dans le C.P.P. touchent: 1) les autorités procédant dans les affaires des mineurs; 2) les participants spéciaux de la procédure des mineurs; 3) les actes de preuve particuliers de la procédure contre les mineurs; 4) certaines règles différentes des mesures coercitives.

1. Au premier et au second degré les causes pénales de mineurs sont jugées – sauf la Cour Suprême – par la chambre désignée du tribunal comme tribunal pour les mineurs. Le président de la chambre du tribunal de premier degré est désigné par le ministre de la justice; l'un des membres de la chambre est femme et l'un des assesseurs est pédagogue. L'un des membres de la chambre de second degré – composée de trois juges professionnels – est un juge désigné par le ministre de la justice. La composition de la chambre envisage l'assurance de la compétence professionnelle nécessaire dans les affaires des mineurs. Le même but se fait valoir dans la détermination des règles de la représentation d'accusation. Dans les causes pénales des mineurs l'accusation est représentée de même par un procureur désigné: le procureur des mineurs. Selon l'alinéa (2) de l'article 295 du C.P.P. il n'y a lieu de plainte à l'égard des mineurs. Dans le cas d'un mineur l'accusation est représenté donc par le procureur aussi dans les causes où au sens de l'alinéa (1^{re}) de l'article 54 du C.P.P. la partie lésée peut figurer par ailleurs comme accusateur privé.²

Dans les cas contre les mineurs le nouveau C.P.P. assure conséquemment la priorité aux instances des mineurs au regard des instances générales. Cette tendance se reflète bien dans l'article 297 du C.P.P. résumant les règles de compétence de la procédure particulière.³ Dans le sens de ce texte, la compétence du tribunal des mineurs précède le tribunal de compétence générale dans le cas aussi où la cause pénale du mineur est en connexion avec la cause pénale d'un inculpé adulte, c'est-à-dire lorsque dans une procédure il faut juger sur la responsabilité pénale d'un inculpé mineur et d'un inculpé adulte. Dans un tel cas la règle principale est donc que – à l'opposé de la réglementation antérieure – la personne de l'inculpé mineur est décisive. En conséquence d'une telle connexion l'inculpé adulte arrive également devant le tribunal des mineurs. A cette règle principale le C.P.P. établit une seule

² Dans le sens de l'alinéa (1^{re}) de l'article 54 du C.P.P., les infractions poursuivies à l'accusation privée sont: la lésion corporelle légère, la violation du domicile (par des particuliers), la violation du secret privé, du secret de la correspondance et des télécommunications, la calomnie, l'injure, l'outrage des morts ou de la mémoire des morts.

³ Dans les causes pénales des mineurs – à l'échelle du tribunal de district (tribunal de première instance) – la C.P.P. formule pratiquement une compétence exclusive. Ce fait est exprimé par l'alinéa (1^{re}) de l'article 297 du C.P.P. selon lequel dans les causes des mineurs rentrant dans la compétence des tribunaux de district, c'est le tribunal fonctionnant au siège du tribunal départemental et, sur le territoire du Tribunal de la Capitale c'est le Tribunal de l'Arrondissement Central de Pest qui procède. La compétence de ces tribunaux comprend le territoire du département respectivement de la Capitale.

exception qui est par ailleurs à interpréter dans un sens plus restreint. L'exception s'applique dans le cas où la séparation des causes n'est pas possible et l'importance et la mesure de la responsabilité pénale du mineur sont du reste de peu d'intérêt.

2. *Les participants spéciaux à la procédure contre les mineurs*: le représentant légal, le curateur ad hoc et le soigneur du mineur.

a) *Le représentant légal* – dans le sens des dispositions du C.P.P. – ne remplace pas le défenseur puisque dans les affaires de mineurs la participation du défenseur est obligatoire au cours de la procédure entière. Le représentant légal est une personne principale indépendante. Ce fait est exprimé par l'article 299 du C.P.P. résumant les droits du représentant légal dans la procédure. Ainsi: «Le représentant légal, après la clôture de l'enquête *peut consulter* le dossier. Également, au cours de l'enquête il peut étudier les pièces rédigées sur les actes de procédure où il *pouvait être présent*. D'ailleurs, en ce qui concerne le droit du représentant légal d'être présent, de faire des observations, de demander des informations et de faire des propositions les droits du défenseur feront la règle (C.P.P. art. 52. [3] – art. 139).

Sur les circonstances personnelles du mineur, le représentant légal doit être interrogé lorsque, en même temps, il est aussi le soigneur du prévenu. Dans ce cas ses obligations et droits se forment suivant les obligations et droits établis pour le témoin, avec la différence pourtant que sur la base du point a) de l'alinéa (1^{re}) de l'article 66 du C.P.P. le représentant légal ne peut pas refuser comme proche parent sa déposition relative aux circonstances personnelles.

b) *Le curateur ad hoc* prend part *au lieu du* représentant légal aux débats, c'est-à-dire le remplace. Pour la désignation de celui-ci, dans la phase de l'enquête l'autorité d'enquête respectivement le procureur et après la déposition de l'acte d'accusation réquisitoire définitive le tribunal requièrent l'autorité tutélaire. Au sens de l'article 300 du C.P.P. il faut prendre l'initiative de désigner un curateur ad hoc lorsque le représentant légal a commis l'infraction *ensemble avec le mineur* respectivement *ses intérêts* sont contraires aux intérêts du mineur, le représentant légal est empêché dans l'exercice de ses droits, enfin quand le mineur *n'a pas* un représentant légal ou l'identité de celui-ci ne peut pas être établie. Au cas où la cause de l'empêchement de la participation du représentant légal à la procédure est la commission commune d'une infraction ou bien la collision d'intérêt, le procureur ou le tribunal peut exclure de la procédure le représentant légal encore avant la désignation du curateur ad hoc (C.P.P. art 300, alinéa [2]).

La position du curateur ad hoc dans la procédure est la même que celle du représentant légal. Il accomplit donc toutes les obligations et peut exercer tous les droits qui font l'objet des dispositions du C.P.P. relatives au représentant légal.

c) *Le soigneur du mineur* – en tant que sujet indépendant de la procédure – doit être introduit dans la procédure lorsque sa personne n'est pas identique avec la

personne du représentant légal. La position juridique du soigneur se forme suivant la position juridique du témoin, puisque le but de sa collaboration c'est qu'il informe l'autorité procédante sur la personnalité, le développement intellectuel, les conditions de vie etc. du mineur. Sous ce rapport le soigneur ne peut pas refuser la déposition du fait qu'il est proche parent du mineur inculpé. Également, le soigneur – en considération de sa qualité de proche parent – ne peut pas user de son droit de refuser la déposition qu'en connexion avec les faits concernant les circonstances de l'infraction en cause.

3. Dans la procédure pénale contre les mineurs l'objet de la preuve c'est-à-dire la sphère des faits à prouver – en premier lieu dans l'intérêt de la connaissance de l'individualité, de la personnalité de l'inculpé – est plus étendue. Il s'ensuit que les autorités procédantes – tant dans la phase d'enquête que dans la phase judiciaire – sont obligées d'administrer en outre des actes de preuve spécifiques. C'est ici qu'on peut ranger: l'audition du représentant légal, du soigneur en tant que témoin obligatoire (dont nous avons déjà parlé dans ce qui précède), la consultation de l'expert médico-pédagogique, l'enquête sur les conditions de vie, l'acquisition de l'avis scolaire (du lieu de travail).

a) Le C.P.P. détermine – avec une vigueur générale – les cas de l'expertise obligatoire dans le Chapitre IV sur la preuve. Ainsi l'expertise est obligatoire aux cas où l'objet de la question à solutionner est: a) une aliénation mentale, une débilité mentale ou une désorientation de la conscience; b) la nécessité du traitement curatif forcé ou du traitement de détoxification forcé (C.P.P. art. 68, alinéa [2]). En plus, dans la procédure pénale contre les mineurs l'expertise médico-pédagogique est également obligatoire. Dans les intentions de la loi l'expertise médico-pédagogique a lieu dans le cas où il semble nécessaire la consultation pour l'application de l'éducation curative au regard du mineur. Aux termes de l'article 101 du C.P. le tribunal inflige l'éducation curative – comme mesure spéciale applicable au regard du mineur – dans le cas où le mineur est déficient mental ou débile mental. L'éducation curative prend fin dès lors que sa nécessité cesse et en outre dans le cas aussi où le mineur accomplit l'âge de 18 ans.

b) L'enquête sur les conditions de vie englobe les données concrètes, contrôlées qui révèlent les circonstances de vie, le mode de vie du mineur inculpé. La loi ne détermine pas le contenu de l'enquête sur les conditions de vie. Cependant, il n'est pas contestable que l'enquête sur les conditions de vie ne tend à la preuve de l'infraction faisant l'objet de la procédure, mais à l'établissement des faits concernant la personnalité, les circonstances du mineur, les influences exercées sur lui etc. Ainsi p.e. les aspects à examiner dans l'enquête sur les conditions de vie: le développement intellectuel, la scolarité, la culture, la conception morale et du monde, la sphère des préoccupations du prévenu, ses relations avec les parents et les

amis, son milieu familial, ses idées et ses projets en connexion avec la formation de sa vie à l'avenir. Au cours de l'enquête des conditions de vie du mineur il faut éclaircir davantage le milieu de la famille (du soigneur) du mineur, les rapports de gain, de logement etc. des parents (du soigneur), le comportement au sein de la famille, la conception morale et du monde, les méthodes d'éducation etc. des parents (du soigneur).

c) L'âge du mineur doit être documenté par acte valide, il faut ensuite recueillir l'analyse de son caractère, de son caractère, donné par l'école ou par son lieu de travail. L'analyse du caractère scolaire ainsi que l'analyse du caractère de lieu de travail constituent partie intégrante de l'enquête sur les conditions de vie. Ces analyses du caractère doivent également chercher à servir aux autorités des données bien fondées sur les traits les plus significatifs des conditions de vie, du comportement, des qualités du mineur observés à l'école ou bien au lieu de travail.

4. Pendant le cours de la procédure pénale – dans le cas des conditions établies par la loi et de manière déterminée par la loi – peut avoir lieu l'application des mesures forcées restrictives des droits civiques. Dans les mesures forcées la plus grave est la mesure forcée restrictive de la liberté personnelle à plus long terme, c'est-à-dire la détention préventive. Le nouveau C.P.P. limite à une sphère extrêmement restreinte la disposition de la détention préventive, accordant la préférence à l'application des mesures protectrices et préservatives. La détention préventive du mineur, même dans le cas de l'existence collective des conditions générales et spéciales prévues par le Titre II, Chapitre V du C.P.P., ne peut avoir lieu que dans l'hypothèse où l'infraction dont la perpétration le mineur peut être soupçonné avec fondement, est particulièrement grave (C.P.P. art. 302, alinéa [1]).

Ensuite, au regard de l'inculpé mineur la séquestration ne peut pas être ordonnée que pour l'assurance de l'objet de l'action civile, en supposant, bien entendu, que le mineur dispose des biens propres. La séquestration comme l'autre hypothèse possible de l'application de mesure forcée – l'assurance de l'exécution de la confiscation des biens comme peine complémentaire – tombe. En effet, dans le sens de l'article 92 du C.P. la confiscation des biens comme peine complémentaire ne peut pas être infligée à un mineur.

Dans les règles spécifiques des mesures forcées se rangent encore les mesures qui sont applicables, pour les omissions du mineur, contre son soigneur (représentant légal). Cela arrive dans le cas où le mineur, malgré la citation réglementaire, ne se présente pas devant l'autorité et le soigneur ne justifie pas qu'il était excusable dans l'absence du mineur. La mesure forcée peut être amende ou obligation au remboursement des frais occasionnés par la non-parution (C.P.P. art. 112, alinéa [2] et art. 113, alinéa [3]).

II

La manière du déroulement de la procédure pénale contre les mineurs est formulée de la façon la plus générale par l'article 294 du C.P.P. Dans le sens de ce texte formel «La procédure doit être effectuée de sorte que le développement du mineur prenne une direction juste; on doit tenir compte de ce fait également lors de l'exercice des droits du mineur.»

On peut grouper grosso modo les règles sur le déroulement de la procédure comme ce qui suit: 1) l'application des mesures protectrices et préventives; 2) les conditions de l'application des procédures générales (en matière de crime, de délit) et spéciales dans les causes pénales des mineurs; 3) la procédure judiciaire et la décision de la justice; 4) procédures spéciales à la suite de l'établissement de la responsabilité pénale des mineurs.

1. Dans la suite de la procédure pénale il faut prendre l'initiative – selon les besoins – d'ordonner les mesures protectrices et préventives. L'application des mesures protectrices et préventives est justifiée dans le cas de l'inculpé mineur dans l'hypothèse où à l'époque de la perpétration de l'infraction l'inculpé était encore relativement près de son âge de quatorze ans (la limite de la capacité de commettre une infraction, dans le sens des dispositions du C.P.) ou bien, indépendamment de cette condition, dans le cas où le mineur a commis l'infraction sous l'action du milieu mettant en danger son développement moral et de caractère. L'application des mesures protectrices et préventives ne constitue pas, bien entendu, la tâche des autorités procédant dans les causes pénales. Ces autorités – dans le sens de l'arrêté n°1/1974 (VI. 27.) O. M. du Ministre de l'Education – présentent simplement une proposition à l'autorité tutélaire qui – dans le cas où le développement moral, l'éducation, le soin du mineur ne sont pas assurés dans le milieu des parents ou du soigneur – décide sur les mesures nécessaires (p. e. prise dans l'entretien de l'Etat).

Dans le cas où les poursuites contre le prévenu mineur ont été commencées pour un délit (infraction intentionnelle passible d'une sanction privative de la liberté ne dépassant pas un an ou infraction non intentionnelle passible d'une peine privative de la liberté ne dépassant pas trois ans), l'enquête peut être refusée respectivement les poursuites peuvent être cessées dans la phase de l'enquête et judiciaire aussi dans le cas où – eu égard aux mesures protectrices et préventives appliquées en dehors de la procédure pénale – la constatation de la responsabilité et l'application d'une peine ou des mesures contre le mineur ne sont pas nécessaires.

2. La procédure pénale contre le mineur constitue une procédure particulière. C'est pourquoi le code de procédure pénale a dû déterminer le rapport de cette procédure particulière aux deux formes de procédure générale (procédure en matière de crime et de délit), ainsi que le rapport entre la procédure contre les

mineurs comme procédure particulière et les autres quatre procédures particulières déterminées par la Partie II du C.P.P.

a) Eu égard aux tâches spéciales en connexion avec l'éclaircissement des faits la preuve des causes pénales des mineurs et l'individualisation du mineur, le C.P.P. prend position pour la mise en œuvre limitée des formes de procédure simplifiées.

Il est de règle générale que dans les causes pénales des mineurs il faut appliquer les règles de la procédure en matière de crime indépendamment du fait que les poursuites ont été commencées contre le mineur pour le soupçon bien fondé d'un délit, d'un crime appartenant à la procédure en matière de délit, ou d'une autre infraction. Dans la phase judiciaire cette règle se fait valoir d'une manière ferme. Cependant, le déroulement de la phase de l'enquête selon les règles de la procédure en matière de délit en supposant que les conditions légales respectives existent – est également permis dans la cause de l'inculpé mineur. Les règles de l'enquête en matière de délit se voient complétées toutefois en pareil cas aussi par les règles particulières de la procédure pénale contre les mineurs. L'autorité d'enquête peut donc rédiger un rapport, dans lequel on résume dans un procès-verbal sommaire sur les interrogatoires effectués au cours du complètement de la dénonciation, de l'audition des témoins ainsi que sur la visite des personnes, des objets, des lieux, sur les démonstrations expérimentales, sur la saisie et sur la visite corporelle. Dans les conditions prévues par l'article 151 du C.P.P. il existe la possibilité d'omettre la nouvelle audition du témoin et dans le sens de l'article 153 du C.P.P. le procureur peut faire cesser l'enquête.⁴

Cependant l'acte d'accusation simplifié permis dans la procédure en matière de délit (la proposition d'accusation) ne peut pas être appliqué dans la procédure pénale contre les mineurs. Des dispositions générales du C.P.P. ainsi que de sa structure entière il résulte en effet que la manière de l'accusation, sa forme et le caractère du soutien de l'accusation devant le tribunal sont déterminés en général par les règles de la procédure judiciaire. Il s'ensuit que dans les causes pénales des mineurs la forme de l'accusation s'adapte à la forme criminelle de la procédure judiciaire.

b) Sur l'accusation privée la procédure contre l'inculpé mineur ne peut pas avoir lieu. En conséquence les règles de la procédure sur l'accusation privée comme règles de procédure particulière ne peuvent pas être appliquées dans les causes

⁴ Dans le sens de l'article 151 du C.P.P. «Lorsque les pièces de la procédure disciplinaire, de contrevention ou d'autres autorités fournissent une preuve rassurante, l'audition de la personne qui a déposé dans une telle procédure et de sa déposition a été dressé un procès-verbal, peut être omise. Cela ne se rapporte pas à l'interrogatoire du prévenu». Dans le sens de l'article 153 du C.P.P. «Le procureur peut cesser l'enquête lorsqu'il juge que n'est pas nécessaire à ordonner un traitement curatif forcé à cause d'un acte commis en état aliéné, dans débilité mentale ou désorientation de la conscience, constituant par ailleurs un délit.»

pénales de l'inculpé mineur. L'application de l'amende infligée sans audience est également exclue, puisque cette procédure particulière ne peut être effectuée que dans la phase judiciaire de la procédure en matière de délit et, cette procédure dans la phase judiciaire, ne peut pas être appliquée contre les mineurs. Dans le sens des dispositions du C.P.P. les deux autres procédures particulières, c'est-à-dire la procédure pénale militaire et la mise en jugement sont compatibles avec la procédure pénale contre les mineurs.

L'appréciation de la responsabilité pénale de l'inculpé mineur est possible dans la procédure pénale militaire lorsqu'une des conditions de celle-ci contenues dans l'article 331 du C.P.P. existe. Dans la cause de l'inculpé mineur les autorités de procédure pénale militaire sont tenues à appliquer les dispositions du Chapitre XIII du C.P.P. à condition que celles-ci ne soient pas contraires au caractère de la procédure pénale militaire en tant que procédure particulière. La forme déterminée comme procédure particulière de l'appréciation rapide et plus simple de la procédure pénale, c'est-à-dire la mise en jugement peut être appliquée – selon les dispositions du C.P.P. – dans la cause pénale du prévenu mineur aussi.

3. On peut résumer les différences entre les règles de procédure de la procédure judiciaire et des décisions judiciaires comme suit: les règles relatives à la publicité des débats respectivement à la participation de l'inculpé (accusé) aux débats; les personnes principales participant obligatoirement aux débats; certains traits spécifiques des décisions du tribunal de première instance; les règles de la procédure du tribunal de deuxième instance.

a) L'article 11 du C.P.P. détermine le principe de la publicité des débats judiciaires parmi les principes fondamentaux de la procédure pénale socialiste. La publicité en tant que contrôle social primaire ne peut pas être limitée dans le sens des règles générales que pour garder le secret d'Etat ou de service ou pour raison morale. La pratique judiciaire rétrécit la notion de la raison morale aux causes appréciables existant en premier lieu sous le rapport de la personne lésée (p.e. le victime des infractions contre la morale sexuelle). Cependant, dans les causes pénales des mineurs, dans le sens de l'article 294, alinéa (3) du C.P.P. la publicité peut respectivement doit être exclue dans une sphère plus large lorsque le tribunal le juge nécessaire dans l'intérêt du mineur. A propos de la mise en œuvre du principe de la publicité il faut que nous parlions aussi d'une disposition spéciale en connexion, à proprement parler, non avec le principe fondamental de la publicité, mais plutôt avec le droit – out peut-être l'obligation – de la présence de l'inculpé. Les dispositions sont déterminées par l'article 304 du C.P.P. Dans le sens de ce texte le tribunal peut ordonner que la partie des débats qui pourrait exercer une influence dommageable sur le développement en direction juste du mineur, soit tenue en absence du mineur. Bien entendu le président de la chambre doit communiquer le

résultat respectivement l'essentiel des débats ainsi tenus au prévenu mineur lors de l'achèvement de la procédure d'administration des preuves.

b) La participation du procureur et du défenseur est obligatoire aux débats de première instance des causes pénales des mineurs. Le C.P.P. prévoit par ailleurs la participation obligatoire du défenseur déjà au moment du commencement des poursuites contre l'inculpé mineur. Les débats ne peuvent pas être tenus non plus en absence du représentant légal (curateur ad hoc). Le représentant légal (qui est remplacé par le curateur ad hoc) est en effet un dépositaire important de la position de défense du mineur.

c) Dans le sens du Chapitre VI du C.P. contre le mineur peut avoir lieu l'infliction d'une mesure d'éducation ou de la peine. Les mesures applicables contre le mineur: l'admonestation judiciaire, la mise à l'épreuve, l'envoi dans un centre de rééducation, l'éducation médico-pédagogique.

Le tribunal ordonne l'admonestation judiciaire, la mise à l'épreuve, l'envoi dans un centre de rééducation et l'éducation médico-pédagogique par jugement. Le jugement contenant ces mesures – bien qu'il exprime au point de vue du contenu la constatation de la responsabilité pénale – ne formule pas la constatation de la «culpabilité» du mineur. Selon l'article 305 du C.P.P., dans le cas de l'application de ces mesures il faut supprimer donc la constatation de la culpabilité du mineur. L'intention du C.P.P. est sans équivoque: la mesure judiciaire comme il s'ensuit des principes du code pénal hongrois, ne constitue pas une «sanction pénale». En conséquence, le tribunal quoiqu'il établisse la responsabilité pénale du mineur, tenant compte toutefois de l'infraction commise ainsi qu'en premier lieu de la personnalité du mineur, de ses conditions, des causes de l'infraction prises au sens plus restreint et large, n'applique qu'une mesure judiciaire et non pas une sanction pénale. Donc le mineur n'est pas «coupable» dans le sens de droit pénal du mot. Une disposition spécifique est davantage que la décision prononçant la mise à l'épreuve doit englober également les règles du comportement pendant le délai d'épreuve (C.P.P. art. 306).

La procédure judiciaire de deuxième instance a lieu devant la chambre des mineurs. Cette règle se fait valoir alors même que dans la cause du mineur avait procédé – à titre exceptionnel – le tribunal de compétence générale (connexion), mais l'appel n'a été déclaré que dans la cause du mineur. Dans la procédure pénale contre les mineurs le représentant légal (le curateur ad hoc) a un droit indépendant d'appel. Cela veut dire que le représentant légal (le curateur ad hoc) peut user d'appel à défaut aussi du consentement du prévenu.

Les règles générales du C.P.P. attribuent dans tous les cas un effet dilatoire à l'appel déclaré contre la décision sur le fond. L'appel déclaré contre le jugement du tribunal de première instance n'a pas toutefois d'effet dilatoire dans le cas où le

tribunal avait ordonné l'éducation dans un centre de rééducation ou l'éducation médico-pédagogique comme mesure judiciaire. Dans tels cas il y a cependant la possibilité que le tribunal – appréciant les conditions personnelles du mineur – sursoie à l'exécution du jugement.

4. En connexion avec l'exécution des mesures judiciaires applicables dans le cas de la responsabilité pénale des mineurs il peut devenir nécessaire d'effectuer des procédures particulières. La cause en peut être l'appréciation du résultat de la mise à l'épreuve, la nécessité de la continuation de l'éducation dans une maison de correction ainsi que l'établissement ultérieur du degré de l'exécution de la privation de la liberté.

a) Dans le sens des alinéas (2) – (4) de l'article 90 du C.P. l'efficacité ou l'inefficacité de la mise à l'épreuve doit être constatée par une décision judiciaire. Sur l'efficacité de la mise à l'épreuve le tribunal se prononce – après l'administration des preuves nécessaires – en audience. Si le mineur commet une infraction pendant le délai imparti, le tribunal peut ordonner son éducation dans un centre de rééducation ou lui infliger une peine. Lorsque pendant l'époque de la mise à l'épreuve on commence contre le mineur une nouvelle procédure pénale, les causes doivent être en connexité. La décision au sujet de la mesure judiciaire ou de la peine pour l'infraction servant de base de la mise à l'épreuve rentre donc dans la compétence du tribunal de la nouvelle cause. L'article 307 du C.P.P. arrête cependant une autre possibilité aussi et permet qu'à la proposition du procureur le tribunal prononçant la mise à l'épreuve procède également dans la cause de l'infraction commise pendant le délai d'épreuve.

b) Le tribunal n'établit pas la durée de l'envoi du mineur dans un centre de rééducation lors de la condamnation du mineur. Cependant, dans le sens de l'alinéa (2) de l'article 91 du C.P. le minimum de la durée dans le centre de rééducation est d'un an. Le conseil du centre peut libérer du centre à titre provisoire, pour un an, celui qui a déjà passé un an dans le centre et là a donné une marque de sa correction. Dans le cas où pendant le délai d'épreuve d'un an le mineur a gardé un comportement irréprochable, la libération devient définitive. Dans le cas contraire le tribunal ordonne la continuation de l'éducation dans le centre de rééducation.

Sur la disposition de la continuation de l'éducation dans le centre de rééducation le tribunal décide – après l'administration des preuves nécessaires – en audience. Lorsqu'on doit décider sur la continuation de l'éducation dans le centre de rééducation à cause d'une nouvelle procédure pénale commencée contre le mineur, la décision rentre dans la compétence du tribunal procédant dans la nouvelle cause. Le mineur supporte les frais de justice si le tribunal ordonne la continuation de l'éducation dans le centre de rééducation. Cependant, les frais de justice chargent

l'Etat si le tribunal n'ordonne pas la continuation de l'éducation dans le centre de rééducation (C.P.P. art. 308).

Cependant, la décision judiciaire ordonnant la continuation de l'éducation dans un centre de rééducation peut avoir une autre cause aussi. En effet, suivant les prescriptions du C.P. le mineur doit être libéré du centre de rééducation à l'accomplissement de son âge de 18 ans. Le tribunal peut prolonger cependant l'éducation dans le centre de rééducation de la personne qui a accompli son âge de 18 ans, dans le cas où le mineur continue ses études dans le centre. Sur la continuation des études dans le centre le tribunal décide en audience à la proposition du directeur du centre (C.P.P. art. 309).

c) La peine privative de liberté du mineur doit être exécutée dans un institut séparé d'exécution de peine – dans la prison ou la maison d'arrêt des mineurs (C.P. art. 97). Des règles différentes se font valoir cependant alors que le condamné, au commencement de l'exécution de la peine infligée pour une infraction commise comme mineur, avait déjà accompli son âge de 20 ans ou l'accomplit pendant l'exécution de la peine. En effet, dans ces cas se font déjà valoir les règles relatives aux condamnés majeurs, donc le degré de l'exécution de la privation de la liberté doit être établi ultérieurement. La procédure particulière dans tous les deux cas est de la compétence du juge unique désigné par le tribunal départemental. Le juge désigné décide après l'interrogatoire du condamné sur le degré de l'exécution de la peine privative de liberté si la nécessité de cela a apparue parce que le condamné a accompli jusqu'au commencement de la peine son âge de 20 ans. Dans le cas où l'établissement ultérieur du degré est devenu nécessaire car le condamné a atteint son âge de 20 ans au cours de l'exécution de la peine, l'institut de l'exécution de la peine fait proposition au tribunal départemental compétent selon le lieu de l'institution. Le juge désigné communique à l'institut d'exécution de la peine sa décision sur l'établissement du degré.



En ce qui concerne donc la réglementation de la procédure pénale contre les mineurs – selon le témoignage des institutions esquissées – le nouveau C.P.P. marque un progrès. Dans ce domaine aussi – comme en général dans la procédure – se sont augmentées, sont devenues plus fermes les garanties de la procédure, en même temps se sont faites valoir les exigences sociales en connexion avec les différenciations. Il est donc à prévoir avec certitude que l'entrée en vigueur du nouveau C.P.P. donnera une impulsion à l'efficacité de la poursuite contre la délinquance dans ce domaine aussi.

Mme T. SZABÓ

Дальнейшее развитие системы наказаний и исправительные работы в Венгрии

Об эффективности исправительных работ и возможностях их дальнейшего развития уже давно идёт спор в кругу венгерских криминалистов. Против этого вида наказаний обычно выдвигается обвинение в том, что в сущности он означает ненамного больше такого денежного наказания, выплату которого суд разрешает по частям, вследствие чего этот вид наказаний не представляет самостоятельной альтернативы по сравнению с лишением свободы. Настоящая статья включает в себя обширный опыт, приобретённый автором на месте работы, и подробно анализирует функции исправительных работ. В результате анализа она приходит к выводу, что хотя определённые возможности дальнейшего развития этого института ещё имеются, тем не менее сохранение его в качестве самостоятельного вида наказаний нецелесообразно.

Однако, статья указывает и на то, что заслуживающие сохранения элементы исправительных работ (прежде всего соответствующее воспитательное влияние рабочего коллектива) можно было бы использовать в дальнейшем развитии системы наказаний в рамках какого то нового вида наказаний, без лишения свободы. В качестве примера в статье называются назначение испытательного срока или условное осуждение связанное с соблюдением норм поведения.

Статья рассматривает также изменённый вариант выполнения исправительных работ в исправительно-трудовых колониях. Относительно этого новое распоряжение было введено в уголовный кодекс изменением 1971 года, до сих пор, однако, не вступившее в силу. Статья приходит к такому заключению, что этот запланированный институт целесообразно было бы сформировать в качестве самостоятельного вида наказаний полусвободного типа.

Исправительные работы являются наиболее спорным институтом нашей системы наказаний. Сущность выдвинутых против него упреков заключается в том, что как самостоятельный вид наказаний, не оправдал своё существование, что в действительности это наказание не больше, чем «штраф в рассрочку», а те его элементы, которые могли бы быть более действенными, либо не функционируют должным образом, либо незначительны по своим результатам. К тому же приведение этого наказания в исполнение доставляет много забот судам,

исправительно-трудовым органам, а также и выделенным для этой цели местам работы. Защитники исправительных работ не отрицают, что в этих возражениях много правды, однако, они считают, что правильным путём было бы не упразднение этого института, а лучшее использование заключённых в нём возможностей, более осмотнительное и дифференцированное урегулирование и более совершенное исполнение.

Во время подготовки указа № 28 от 1971 года об изменении и дополнении Уголовного кодекса на повестке дня находилась и проблема исправительных работ. Тогда победила та точка зрения, что сохранение института и в дальнейшем нужно, но его урегулирование и исполнение требуют усовершенствования. Сама новелла — и это вытекало из характера модификации — не изменила в значительной мере регулирование. Пополнились лишь положения, касающиеся исполнения исправительных работ, тем, что приведение наказания в исполнение возможно и в специально отведённых для этой цели исправительно-трудовых колониях. Вступление в силу этого положения, однако, было отсрочено указом, и до сегодняшнего дня эта форма исполнения наказания не существует.

Таким образом, проблемы, связанные с исправительными работами, в сущности остаются неизменными, больше того, с вопросом об исправительно-трудовых колониях, возможно, даже умножились. Обзор этих проблем, а также учёт возможностей для решения их мы попытаемся сделать в дальнейшем.

I

§§ 42—44 Уголовного кодекса содержат те основные положения, которые относятся к действующей форме исправительных работ. По этим положениям осуждённый к исправительным работам обязан выполнять на назначенном рабочем месте работу, вид которой определяется судом, причём его личная свобода в остальном не ограничивается. Часть его заработной платы (5—20%), устанавливаемая судом, вычитается в пользу государства. Все те права, которые обеспечены для трудящегося, состоящего в трудовом отношении, и не противоречат цели наказания, относятся в такой же мере и к осуждённому. Если осуждённый не выполняет свою работу без уважительных причин, либо грубо нарушает трудовую дисциплину, то суд оставшуюся часть срока исправительных работ заменяет на лишение свободы (при зачёте 2 дня исправительных работ соответствуют одному дню лишения свободы).

Так часто раздающееся мнение, согласно которому эта форма исправительных работ — ничто иное, как «штраф в рассрочку», повидимому неточно. Исправительные работы состоят из многих элементов, и, в крайнем случае, речь может идти лишь о том, что какая-то их часть не удовлетворяет поставленным требованиям. Важнейшие элементы могут быть изложены в нижеследующем:

1. для достижения целей наказания можно использовать и воспитательное воздействие непосредственного общества, рабочего коллектива;
2. работа используется в качестве средства воспитания;
3. наказание сопряжено с материальными невыгодами — снижением доходов;
4. наказание влечёт за собой и другие специальные, в большинстве своём трудово-правовые невыгоды.

Для того, чтобы мы могли сформировать мнение о действительной форме наказания в виде исправительных работ, в первую очередь следует подробно проанализировать перечисленные составные части. Анализ поможет вскрыть возможности для дальнейшего развития института, и, если принять во внимание вероятную возможность такого развития, то анализ может дать представление о том, насколько обосновано сохранение самостоятельности этого вида наказаний.

С той целью, чтобы наши констатации опирались бы не только на опыт судов и исправительно-трудовых органов, мы посетили много таких предприятий, где сравнительно часто приводят в исполнение наказания этого вида; провели много бесед с непосредственными руководителями и коллегами осуждённых, а также с представителями партийных, профсоюзных и молодёжных организаций. Полученные таким образом данные, мнения и представления мы приняли во внимание при обрисовке проблем приведения в исполнение наказаний и возможностей их решения.

по п. 1. Важнейшей чертой исправительных работ обычно считают воспитательную роль общества, коллектива. Согласно этому, утверждение того, что исправительные работы — это «штраф в рассрочку», указывает главным образом на то, что самая существенная составная часть этого вида наказаний, оправдывающая само существование института — воспитательная роль непосредственного общества — не достигает должного результата.

Чтобы дать ответ на вопрос — действительно ли осуществляется желаемое воспитательное воздействие — прежде сам вопрос следует поставить более точно. Недостаточно, если мы говорим просто о коллективах и просто об осуждённых. Многое зависит от того, о каком коллективе и о каком осуждённом идёт речь.

Прежде всего о различиях между коллективами:

Действующее законодательство и построенная на нём судебная практика исходит из того, что коллективы предприятий и кооперативов способны воспитать осуждённых. Этот тезис, однако, в отдельных случаях не подтверждается.

Укрепляющиеся и всё более преобладающие социалистические общественные отношения действительно могут сделать коллективы способными к побуждению своих членов на то, чтобы их поведение соответствовало интересам общества. Однако, мы далеки от того, чтобы утверждать, будто наступило время, при котором социалистические черты одинаково характерны для всех

коллективов. У нас есть социалистические бригады, отличные сознательные рабочие коллективы, но ещё попадают кроме них и такие, члены которых стоят на более низком уровне развития, с отсталой сознательностью, и с соответствующим этому поведением. От таких коллективов вряд ли можно ожидать положительного воспитательного воздействия.

В настоящей судебной практике осуществляется, правда, положение, согласно которому суд ещё до определения наказания должен убедиться в том, что данное рабочее место отвечает ли целям исправительных работ. Это, однако, не означает подробного анализа, распространяющегося и на изучение качественных черт коллектива, а означает лишь выяснение того, состоит ли осуждённый при данном предприятии и характер работы и должность его пригодны ли с точки зрения выполнения исправительных работ. Однако, оценка характера работы и круга обязанностей проводится обычно не на основе анализа конкретного положения, а путём отнесения их к определённым категориям (руководящая должность, конфиденциальная работа, физическая работа и т. д.).

Очевидно, что такой объём предварительной информации недостаточно для оценки ожидаемого нами воспитательного влияния коллектива, тем более, что между коллективами одного и того же предприятия может быть значительная разница. Так, например, на одном большом предприятии мы беседовали с хозяйственными, партийными и профсоюзными руководителями двух цехов. Коллектив одного из них настоящий, самосознательный, члены которого горды тем, что принадлежат к нему. Соответственно этому и по отношению к осуждённому на исправительные работы они осуществляют более высокие требования, высказывая при этом мнение, схожее с мнением компетентных высших руководителей, согласно которому отбывающий наказание находится «в крепких руках» и «просто невозможно, чтобы в такой компании он не вёл себя пристойно». Вызывающим контрастом выглядели высказывания руководителей другого коллектива: «большая текучесть», «руководителям итак достаточно бед с проходящим человеком», «с осуждённым к исправительным работам едва могут заниматься, а от товарищей по работе вряд ли можно ожидать хорошего воздействия на него».

Таким образом, в отдельных случаях рабочий коллектив неспособен оказать положительное влияние на осуждённого. Вопрос состоит уже в том, возьмём ли мы на себя ответственность и в дальнейшем за тот процент ошибок, или будем искать какой-то другой способ определения пригодности коллектива.

Нам не представляется целесообразным проведение подробного предварительного анализа пригодности коллектива. С одной стороны это задержало бы рассмотрение сравнительно несложных дел включением новых процедурных актов, с другой стороны заставило бы участвующие органы заниматься многими ненужными формальностями.

Возможно, в какой-то мере улучшало бы теперешнее положение, если бы с одной стороны внимание следственных органов и судов, по крайней мере в слу-

чае очевидного существования обстоятельств, указывающих на его необходимость, распространилось бы и на анализ пригодности коллектива, а с другой стороны, если во время исполнения наказания выяснится, что имеющийся ввиду коллектив неспособен решить воспитательные задачи, то исправительно-трудовые органы, призванные контролировать приведение в исполнение наказания, проявили бы инициативу в переводе осуждённого в другой коллектив.

Среди осуждённых мы можем найти ещё более значительные и многообразные отличия:

Две группы хорошо отличаются друг от друга. К одной относятся те, у которых совершение преступления не было результатом неправильного образа жизни. Они осуждены за преступление по неосторожности, за сознательное, но незначительное преступление, или же совершённое при случайном стечении внешних обстоятельств. Другую группу образуют те, которые действительно нуждаются в активном воспитании потому, что хотя в их образе жизни ещё и не углубились антиобщественные моменты, но они уже есть, и совершение преступления связано с ними.

В случае первой, большей по численности группы с определённых точек зрения несомненно эффективными оказываются исправительные работы, а следовательно, и воспитательная роль коллектива. Вот наиболее часто применяемая точка зрения: количество рецидивистов и число замен наказаний на лишение свободы. Эти показатели, хотя и важны, всё же недостаточны для точного измерения эффективности, ибо отсутствие последующего рецидива или замены наказания необязательно является следствием исполнения наказания, а соответственно и воспитательного влияния коллектива. Необходим основательный, пространный и длительный социолого-криминологический анализ для однозначного показания того, насколько эффективно влияние коллектива на осуждённых этой группы, каким образом оно помогает в упрочении положительных черт характера и в предупреждении совершения новых опасных для общества действий.

То, что мы на основании ознакомления с предприятиями можем установить, заключается в следующем: такого типа осуждённых коллектив не столько воспитывает, сколько «уделяет им внимание». Здесь мы ссылаемся на министерскую мотивировку Уголовного кодекса, согласно которой воспитательная сила общества проявляется уже в том, что товарищи по работе больше обычного уделяют внимание осуждённому, что активное воспитательное воздействие нужно оказывать лишь «в случае необходимости». Уделение внимания для этой группы осуждённых представляется обычно достаточным.

На поведение осуждённого обычно благоприятно влияет сознание того, что во время исполнения наказания он пользуется постоянным вниманием и что ему надо доказать и перед товарищами по работе, что его поведение в жизни развивается в правильном направлении. Такое воздействие значительная часть коллективов может осуществлять и имеющимися сегодня методами испол-

нения наказания. Чтобы поставить «уделение внимания» на более основательный фундамент, необходимо преодолеть равнодушие и поменьше заниматься формальными сторонами дела. Однако, насильное включение элементов, имеющих целью более активное воспитание, для преступников этой группы было бы лишним, принесло бы больше вреда, чем пользы. Поскольку здесь обычно нет необходимости в таких методах, их применение хозяйственными и общественными органами приняло бы формальный, бюрократический характер, а по отношению к самим осуждённым означало бы ненужное беспокойство, препятствующее их нормальному развитию и приспособливанию к среде.

Не то положение в случае другой группы, где недостаточно следить за поведением осуждённого, где нужны такие средства, которые служат целям активного воспитания и формирования личности. Здесь мы видим обоснованными повторяющиеся опасения в том, что настоящая форма применения исправительных работ, как правило непригодна для решения таких задач. Иногда, правда, мы можем встретиться и с исключениями, но соглашаясь с мнением подавляющего большинства хозяйственных и общественных руководителей, мы должны установить, что *активное* воспитательное влияние общества не осуществляется должным образом.

Наиважнейшие обстоятельства, препятствующие проявлению воспитательного воздействия и возможности их искоренения могут быть обобщены в нижеследующем:

а) Равнодушие коллектива

Мы уже говорили о непригодных для воспитания коллективах. Однако, много есть и таких коллективов, которые по своему составу могли бы быть и пригодными к воспитанию, только, вот, члены их недостаточно заботятся об осуждённом, забрасывают его, предоставляют самому себе. На такое поведение едва ли можно повлиять правовыми постановлениями. Может быть, всеобщая директива, данная общественным организациям, постоянное обращение внимания, и помогло бы в какой-то мере. Искоренению равнодушия хорошо служила бы и дифференциация осуждённых. Нажим на более активную воспитательную работу во обще — не сулит особых результатов. Распоряжения таким путём легко могут потерять в силе; они могут оказаться бессмысленными в одних случаях из-за ненужности, в других — из-за их неполности, что в свою очередь отрицательно повлияет на активность коллектива и общественных организаций. Подробным изложением признаков следует выделить ту группу осуждённых, на которую мы усиленно могли бы направить внимание хозяйственных и общественных органов. К этой группе было бы целесообразным применение таких методов, как поручение их социалистическим бригадам, назначение патронов и т. д. Всё это, однако, лишь в том случае принесло бы успех, если бы поручение их коллективу и патронаж сопровождалось особыми

обязательствами, нарушение которых влекло бы за собой юридические последствия. Но это уже выходит за сегодняшние рамки института исправительных работ.

б) Снисходительное поведение руководителей предприятий

Много предприятий борются с нехваткой рабочей силы. Хозяйственные руководители различными методами стремятся удержать работников на предприятии. Такое положение с точки зрения исполнения исправительных работ оказывает неблагоприятное влияние по двум причинам. С одной стороны руководители таких предприятий вообще более осторожны по отношению к осуждённому, стремятся угодить ему, может быть и тем, что в какой-то степени облегчают или сглаживают тяжести исправительных работ; с другой стороны они слишком терпеливы по отношению к осуждённым, нарушающим трудовую дисциплину, и лишь в крайних случаях подают предложение о замене наказания лишением свободы. Это обстоятельство также невозможно ликвидировать изменением юридических норм. От более последовательных действий общественных организаций и от постоянного контроля за исполнением наказания, может быть, можно ожидать некоторых результатов.

в) Неудовлетворительное информирование коллектива

На предприятиях мы встречались со следующими случаями:

- коллектив не знает, что в его рядах работает осуждённый к исправительным работам;
- знает, что один из товарищей по работе осуждён к исправительным работам, но не знает за что;
- знает и то, за что его осудили, но с обстоятельствами дела знаком недостаточно;

С таким коллективом, который был бы знаком со всеми существенными деталями дела, мы не встречались.

Причины этого следующие: Посланный исправительно-трудовыми органами экземпляр приговора хранится в отделе труда или в отделе кадров. Об осуждении на исправительные работы непосредственно на месте работы информируют лишь руководителей. Чаше всего информирование носит схематичный и формальный характер. Местные руководители не решаются осведомить коллектив о факте осуждения и о его причине. Независимо от этого, раньше или позже факт осуждения обычно становится известным. О причине же осуждения большей частью осуждённый сам «информирует» коллег. В его редакции приговор суда часто выглядит несправедливым. С большим или меньшим успехом ему удаётся убедить своих коллег в том, что наказанию на самом деле подвергается жертва ошибки. Нет смысла обрисовывать, какого

воспитательного влияния можно ожидать после этого и какую пользу приносит такое положение делу доверия к правосудию.

Может выдвигаться такое решение: пусть законодательство однозначно решит этот вопрос и сделает обязательным осведомление коллектива о приговоре. Однако, нам следует признать правоту тех руководителей, которые не считают правильным подобное урегулирование. Действительно, бывают случаи, когда интересы воспитания требуют именно того, чтобы члены коллектива не были осведомлены об определённых деталях приговора. Иначе удовлетворительное приспособление к среде, возможно, не будет обеспечено.

В любом случае следует обеспечить то, чтобы компетентные руководители на непосредственном месте работы (к таким мы относим и руководителей общественных организаций) во всех деталях ознакомились с приговором суда. После этого в зависимости от характера дела и интересов воспитания они могут довести до сведения членов коллектива необходимые данные. О факте осуждения и о важнейших деталях совершённого преступления, а также о необходимых задачах в воспитании, конечно, в любом случае следует проинформировать коллег осуждённого. Без этого, действительно, сомнительной стала бы сама цель воспитания. Подробное ознакомление служебных руководителей с приговором суда дало бы им возможность «поставить на место» неправдивые утверждения осуждённого, относящиеся к деталям, не донесённым до сведения коллектива.

2) Отсутствие заинтересованности у осуждённого

В настоящее время, с точки зрения юридических последствий, — в определённых границах — не имеет большого значения, добросовестно выполняет ли работу осуждённый, совершает ли он мелкие или большие нарушения дисциплины, и, вообще, доволен ли его поведением коллектив, призванный воспитывать его. Единственная юридическая невыгода, которая может постигнуть осуждённого, — это замена наказания лишением свободы. Это, однако, судя по теперешней практике, следует лишь в случаях грубого нарушения дисциплины. На многих предприятиях приводили такие примеры, когда осуждённый нагло злоупотреблял терпением окружающих, работал плохо, постоянно совершал дисциплинарные проступки и ссылаясь на то, что у него нет ничего общего с этим предприятием, что он здесь отбывает наказание и несёт ответственность лишь перед исправительно-трудовыми органами. С другой стороны, как бы хорошо ни работал и ни вёл себя осуждённый во время отбытия наказания, в принципе он не получает преимуществ перед тем осуждённым, который находится на грани замены наказания.

Мы могли бы выбить почву из-под цинизма осуждённого, могли бы добиться его уважения ко мнению коллектива, и, вообще, могли бы обеспечить воспитательное воздействие, если бы с поведением осуждённого был связан более широкий круг юридических последствий позитивного и негативного характера.

д) Отсутствие обязанностей вне работы

На многих предприятиях ссылались на то, что поведение осуждённого на работе обычно удовлетворительно; ему уделяют внимание, поддерживают, помогают советами. Но после работы его ничто не связывает, нет никаких обязанностей, он попадает в дурную компанию, пьёт, систематические ночные развлечения, в результате чего в его образе жизни укореняются именно те недостатки, которые привели его к преступлению.

Исправить это может лишь внесение коренных изменений в концепцию института. Определение обязанностей вне рабочего места, обеспечение контроля и применение юридических последствий требуют изменения характера этого вида наказаний.

по п. 2. Одной из основных частей образа жизни, соответствующего интересам общества, является именно достойное отношение к работе, добросовестное выполнение полезного для общества труда. Осуждённый к исправительным работам обязан работать, подчиняясь правилам трудовой дисциплины на предписанном ему месте работы. Это обеспечивает на всём протяжении наказания ту важную положительную сторону образа жизни, которая вместе с другими элементами вида наказаний, главным образом в соединении с воспитательным влиянием коллектива, может способствовать укреплению благоприятных изменений.

Тем не менее, нам следует принять во внимание и следующие моменты. Действительно, один из самых главных (если не самый главный) элементов правильного образа жизни — добросовестный труд. Но между преступлениями и преступниками есть существенные различия. Совершение преступлений может быть связано и с такими ошибками в поведении, которых лишь издали касается состояние отношения к работе. В интересах побуждения к порядочному образу жизни, к уважению к законам, может быть оправданным и в отношении этих других элементов поведения применение конструкции, подобной исправительным работам: определение правил поведения, способствование их выполнению, поддержка, контроль, а в случае нарушений — применение уголовно-правовых последствий. Это, однако, выходит уже за рамки исправительных работ и требует введения вида наказаний нового типа.

по п. 3. Самым чувствительным элементом в характере юридических невыгод, связанных с исправительными работами, является снижение зарплаты. Тем не менее, это само по себе ещё не мотивирует сохранение института как самостоятельного вида наказаний, ибо того же самого можно достигнуть и при помощи денежного наказания.

Дальнейшие материальные невыгоды означает лишение таких материальных вознаграждений, как, например, премии и т. д. Однако, ценность этих дальнейших элементов наказания вызывает большие сомнения. Нецелесообразно, что именно по отношению к осуждённому к исправительным работам мы не применяем материальных стимулов, побуждающих лучше работать. И боль-

шая, поставляющая в опасность достижение самой цели наказания, несправедливость лежит в том, что тот осуждённый, который работает хорошо, а в отдельных случаях показывает даже очень высокие результаты в работе, абсолютно лишается нами возможности получить вознаграждение, и точно также не получает ничего, как и другой осуждённый, у которого, принимая во внимание его слабые результаты в работе, даже и речи быть не может о вознаграждении.

по п. 4. Трудово-правовые невыгоды, связанные с исправительными работами (сужение круга прав на отпуск, незасчитывание срока наказания в стаж работы) носят добавочный характер. Они вытекают из того, что во время исправительных работ осуждённый не состоит в действительном трудовом отношении, а отбывает наказание. Эти невыгоды также не дают основания для сохранения исправительных работ в качестве самостоятельного вида наказаний. К тому же они причиняют много хлопот при приведении наказания в исполнение и увеличивают административную нагрузку, а при случае, как уже упоминалось в связи с материальными невыгодами, могут привести к несправедливости.

II

При подготовке указа № 28 от 1971 года вырисовывались лишь контуры исполнения наказания исправительных работ в специальных исправительно-трудовых колониях. Много действительно существенных вопросов ждало бы ещё решения, если бы мы захотели приступить к подробному регулированию нового метода исполнения этого наказания. А именно:

— Каковым должно быть соотношение между двумя методами исполнения исправительных работ, и, соответственно, между исправительными работами в колонии и лишением свободы?

— По отношению к кому должна применяться эта новая форма исполнения наказания?

— И, вообще, каким институтом должна быть эта «трудовая колония» (приводить наказание в исполнение на хозяйственных предприятиях или в специально организованных для этой цели колониях)?

— В чём должны состоять обязанности осуждённых?

Как мы установили при анализе действующей формы исполнения наказания, главное в исправительных работах — это воспитание в духе честного, трудового образа жизни, причём без значительного ограничения свободы осуждённого. Средством для такого воспитания является то, что осуждённый обязан добросовестно работать на положенном месте работы. Хорошее поведение, проявленное при отбытии наказания осуждённым, поможет ему встать на такой жизненный путь, который гармонизирует с интересами общества. Поскольку он остаётся в привычной для себя среде, а также пользуется всеми льготами свободной жизни, по истечении срока наказания в его жизненных

условиях не последует излома. Он может остаться на том же рабочем месте, где уже доказал свою склонность к исправлению.

Именно эту возможность был призван обеспечить § 16 указа № 10 от 1962 года о проведении в жизнь Уголовного кодекса, который сделал возможным исполнение этого вида наказания либо на прежнем месте работы осуждённого, либо по месту жительства его или вблизи от него.

Указ № 28 от 1971 года модифицировал это положение и, сделав возможным исполнение наказания в трудовой колонии, стёр большую часть ограничений, связанных с выделением места работы, так как колония вполне может находиться и вдали от места жительства.

Это влечёт за собой следующее:

— Этот метод исполнения наказания имеет большие по своей значительности недостатки по сравнению с существующей формой исполнения наказания. Осуждённый может быть оторван от своего окружения что одновременно означает и то, что во время отбытия наказания он принудительно обязуется проживать на том месте, которое определяется для него исправительно-трудовым органом.

— Именно поэтому пропадает одно важное преимущество, вменяемое в пользу наказаний, не сопряжённых с лишением свободы. А именно то, что осуждённый может остаться в своей среде, в кругу своей семьи, и таким образом по отбытию наказания не доставляет заботы закрепление достигнутых результатов и приспособление к обществу.

Эти последствия делают необходимым точное определение того, по отношению к кому можно применять этот более тяжкий метод исполнения наказания.

Относительно круга лиц выдвигались предложения: Согласно одному, исполнением наказания в исправительно-трудовых колониях мы можем устранить одно из препятствий для применения указанного вида наказаний, связанное с отсутствием в данном случае рабочего места. Согласно второму, в трудовую колонию следует отправлять тех, кого необходимо приучать к труду (уклоняющихся от работы, проституток и т. д.).

Излишне было бы доказывать, что трудовая колония отнюдь не превратила бы исправительные работы в обще-применяемое наказание. Ни с принципиальной, ни с практической точки зрения не было бы правильным решением то, что из-за отсутствия у конкретного лица места работы мы автоматически отправляли бы осуждённого в исправительно-трудовую колонию, независимо от тяжести преступления и его характера, а также от личности преступника и от его обстоятельств.

Второе предложение выглядит уже более обоснованным. Оно хочет связать более тяжкие случаи с более тяжкими последствиями. Оказывается, однако, что взятый за основу критерий недостаточен. Среди тех, кого следует приучать к труду, могут быть существенные различия. Есть и такие, в отноше-

нии которых только более сильное воздействие — лишение свободы — может принести результат. Значит, трудовая колония применима лишь в относительно лёгких случаях. Но таким образом, выделенный по единственному признаку относительно узкий круг лиц будет ещё больше сужаться.

Ещё более важно следующее обстоятельство: в менее тяжких случаях, когда необходимо и приучение к труду, положительную роль может сыграть привычная и пригодная окружающая среда (семья, круг друзей и т. д.). Отрыв от этой среды, возможно, вредно повлияет на другие стороны образа жизни осуждённого и может создать криминогенную ситуацию.

При первом приближении самым правильным выглядит именно решение, при котором исполнение наказания в исправительно-трудовой колонии применяется в отношении тех, для которых отрыв от привычной среды, означающий разрыв имевшихся дурных связей, или даже простов влияние шока, связанное с этим отрывом, мог бы успешно послужить целям наказания, и для достижения этих целей необязательно лишение свободы, достаточно эта специальная форма исправительных работ. Результатом такого признака отбора явилось бы то, что сюда попали бы менее опасные преступники из осуждённых за уклонение от общественно полезной работы и другие подобные действия, а, кроме того, и другие, удовлетворяющие вышеуказанному признаку, осуждённые. Далее, очевидно и то, что большая часть и тех, для которых невозможно найти удовлетворительное место работы, в конце концов, попали бы в этот же самый круг. Ведь отсутствие у конкретного лица рабочего места связана с большей частью с уклонением от работы и подобными действиями.

Выделение круга лиц и определение правил исполнения наказания тесно зависит друг от друга. Если, например, мы помещаем в исправительно-трудовой колонии, более опасных для общества преступников, то это потребует определения более строгого режима. Безопасность окрестности лишь тогда была бы гарантирована, если бы на поведение осуждённых и во вне рабочее время влияли бы определённые обязанности и запреты. Но это не увязалось бы с настоящим законным урегулированием исправительных работ, согласно которому свобода осуждённого кроме того, что касается работы, ничем не может быть ограничена, и приблизило бы исполнение наказания в исправительно-трудовой колонии к мягким режимам наказания лишением свободы. Можно было бы использовать такой метод наказания с определённым успехом, однако, в действительности такой институт соответствовал бы не современной системе исправительных работ, а явился бы новым видом наказания «полусвободного» типа, находящемся где-то между лишением свободы и исправительными работами. Это может быть осуществимо в порядке всеобъемлющего пересмотра системы наказаний и создания нового Уголовного кодекса.

Предложенному нами кругу лиц отвечало бы, если исполнение проходило бы не в особых исправительно-трудовых колониях, а на хозяйственных

предприятиях. Против специальных трудовых колоний говорят многие обстоятельства. То, что на данном месте работают и живут только, или в подавляющем большинстве, осуждённые, создаёт ситуацию, схожую с лишением свободы. Здесь заранее исключено любое воспитательное влияние коллектива. Влияние же осуждённых друг на друга может иметь скорее вредные последствия. Даже в принципе нет возможности для того, чтобы осуждённый мог бы остаться на том же месте работы, где он проходил наказание, и, таким образом, новое приспособление к обществу для него так же трудно, как и после лишения свободы. Исполнение наказания на хозяйственных предприятиях в свою очередь даёт возможность того, чтобы различные коллективы предприятия участвовали в воспитании осуждённых и контроле над ними. В интересах этого самым удачным решением было бы, если осуждённые к исправительным работам работали бы не вместе, не одной группой, а были бы разбросаны по предприятию. Однако, места их проживания разбрасывать не следовало бы. Целесообразно размещать их в рабочих общежитиях, где скорее можно обеспечить контроль за ними.

Что касается их поведения в вне рабочее время, воздействие на них осуществление контроля за соблюдением ими правил поведения и различных предписаний в таких условиях абсолютно необходимо. Вместе с общими правилами поведения следует сделать возможным дифференцированного определения обязанностей, ограничений и запретов в зависимости от личности осуждённого. В случае лёгкого нарушения правил может последовать лишение различных льгот, в более серьёзных случаях — денежный штраф, а в случае грубого нарушения — замена наказания лишением свободы (очевидно, последнее имело бы место в случае отказа от работы или самовольный уход с рабочего места).

При замене наказания лишением свободы оправдана была бы пропорция 1 : 1. Дело в том, что разница между двумя институтами не настолько значительна, что некоторым осуждённым «не стоила бы» такая замена, если бы срок наказания при этом сокращался бы, скажем, вдвое.

III

Подводя итоги, мы можем установить следующее:

Между действующим вариантом исправительных работ и формой исполнения наказания в исправительно-трудовой колонии имеются такие существенные различия, которые ставят под сомнение то, оправдано ли и в дальнейшем трактовать их как одно целое. В любом случае, однако, видно, что для развития первого и, соответственно, для формирования второго представляются разные пути.

1. Подробный анализ действующего варианта по нашему мнению
 - с одной стороны, может убедить нас в том, что это наказание больше, чем «штраф в рассрочку», и что для его развития, для повышения эффективности, в первую очередь дальнейшим дифференцированием урегулирования и исполнения ещё имеются неиспользованные возможности,
 - с другой стороны, приводит нас к выводу, что эти возможности ограничены и даже в случае использования их, не представляется целесообразным сохранение этого института как самостоятельного вида наказаний; вместо этого следовало бы его положительные элементы использовать в рамках какого-то нового вида наказаний или мер воздействия.

При создании нового института, в рамках которого представляется возможным использовать заслуживающие сохранения элементы исправительных работ (прежде всего воспитательное влияние коллектива по месту работы), можно выдвигать несколько решений. Например, можно бы ввести и для взрослых какой-то институт назначения испытательного срока (без вынесения приговора) или такой вариант условного осуждения, который в течение срока приостановления приведения наказания в исполнение, связывает осуждённого различными обязанностями, ограничениями, запретами. В институте такого типа наша система наказаний безусловно нуждается. Его можно было бы применять в тех случаях, когда лишение свободы необосновано, но в условиях свободной жизни осуждённый нуждается в надзоре, контроле, поддержке, воспитании. В рамках этого среди правил поведения могло бы иметь место и честное, дисциплинированное выполнение заданий на назначенном рабочем месте. К тому же, можно использовать и коллективы предприятия в воспитании у нарушителя достойного отношения к труду (а где не окажется хорошего коллектива, там, к примеру, может появиться возможность патронажа).

2. Форму исполнения наказания типа исправительно-трудовой колонии целесообразно превратить в самостоятельный вид наказания. Это наказание не только связывалось бы с обязанностью выполнять работу на установленном месте, но и включало бы в себя определённые меры по ограничению свободы. Нельзя, например, покидать общежитие, или другое указанное место безо всяких ограничений (обязанность ночевать на месте, прибывать туда в указанное время), обязанность принимать участие в мероприятиях, служащих целям воспитания, и тому подобное. Таким образом сформировалось бы специфичный находящийся где-то между действующей формой исправительных работ и самой мягкой степенью наказания лишением свободы, институт полусвободного типа, который в отношении нарушителей определённого типа мог бы принести хорошие результаты.

М. Фичор

Recensiones

The comparison of law. La comparaison de droit¹

1. In der internationalen Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Rechtswissenschaft ist die Methode der Rechtsvergleichung unentbehrlich. Ein bedeutender Faktor der modernen Entwicklung der vergleichenden Rechtswissenschaft ist die aktive, anregende Mitwirkung der Komparatisten der sozialistischen Staaten, darunter auch Ungarns. Die ungarische Rechtswissenschaft ist im allgemeinen durch ein hohes Niveau der Anwendung der vergleichenden Methode gekennzeichnet, ihre Repräsentanten spielen aber auch in der Schaffung von organisierten internationalen Rahmen für die Rechtsvergleichung eine hervorragende Rolle. Das Institut für Staats- und Rechtswissenschaften der Ungarischen Akademie der Wissenschaften veranstaltete zahlreiche Konferenzen für Rechtsvergleichung,² andererseits wieder nehmen seine wissenschaftlichen Forscher an internationalen Zusammenkünften, namentlich an den internationalen Kongressen für Rechtsvergleichung regelmäßig teil.

Das vom Akademie-Verlag publizierte, im folgenden rezensierte Band beinhaltet die zum XI. Internationalen Kongreß für Rechtsvergleichung verfertigten ungarischen Referate in englischer, beziehungsweise französischer Sprache, mit dem Vorwort des Akademiemitglieds Imre Szabó, Direktor des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften der UAdW.

2. Die Fülle des Bandes ermöglicht dem Rezensenten nicht, bei der Besprechung der einzelnen Aufsätze auch nur einigermaßen in Details einzugehen. Die 19 Abhandlungen von 21 Verfassern umfassen beinahe das volle Spektrum der Rechtswissenschaft, des Rechtssystems. Sechs von den Autoren sind wissenschaftliche Forscher (darunter fünf Mitarbeiter des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften der UAdW), weitere fünfzehn sind aktive oder pensionierte Universitätsprofessoren. Die Verfasser besitzen alle einen wissenschaftlichen Grad, vier unter ihnen sind Mitglieder der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.

Die Abhandlung *Les déclarations des droits de l'homme et leur place dans l'histoire de la Constitution hongroise* von Andor Csizmadia untersucht eine sowohl von rechtsgeschichtlichem, wie auch verfassungsrechtlichem Gesichtspunkt aus wichtige und aktuelle Frage.

Die Rechtstheorie ist im Band durch zwei Abhandlungen vertreten. Der Beitrag von Vilmos Peschka mit dem Titel *Judicial practice and jurisprudence as sources of law* beleuchtet die positivrechtlichen, rechtssoziologischen und rechtsphilosophischen Aspekte des Problems. Zoltán Péteri, der Bearbeiter des Bandes, analysiert einige grundlegende Fragen der Rechtsvergleichung in seinem Aufsatz *Goals and methods of legal comparison*.

Ein spannendes, theoretisch und praktisch bedeutendes Problem des Zivilrechts behandelt Attila Harmathy in seiner Abhandlung *Contractual stipulations excluding and limiting liability*, – in

¹ –, (Edited by Z. PÉTERI) Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974. 323 p.

² Letztmals die Rundtischkonferenz für Rechtsvergleichung, die im Jahre 1972 in Budapest stattgefunden hat. (Siehe: Acta Juridica, Tom XV, fasc. 1–2, pp. 105–183.)

welcher er, neben der Demonstration und Analyse der durch wirksame Rechtsnormen geregelten Lösungen und der darauf gründenden Rechtspraxis die infolge der Reform des Wirtschaftslenkungssystems eingetretenen Änderungen erläutert.

Endre Nizsalovszky und Tibor Pap untersuchen in ihrem gemeinsam abgefaßten Aufsatz *La situation juridique des enfants nés hors mariage* ein in den Bereich des Familienrechts gehörendes Problem, das allgemeines Interesse erwecken dürfte. Die sozialistischen Familienrechte deklarieren im Prinzip die Gleichberechtigung der ehelichen und außerehelichen Kinder. Aber trotz der auf die Verwirklichung dieses Prinzips abzielten in erster Linie familienrechtlichen (Vaterschaftsvermutungen, insbesondere gerichtliche Feststellung der Vaterschaft, Unterhaltsbeiträge, usw.), aber auch zivilrechtlichen (Erbrecht) bedeutungsvollen Verfügungen erübrigt sich die ständige Vervollkommenung der Rechtsschaffung und der Rechtsanwendung nicht. In diesem Beitrag werden die diesem Problem zugrunde liegenden theoretischen und prinzipiellen Fragen erörtert.

Der bekannte Spezialist des internationalen Zivilrechts, István Szászy untersucht in seiner Abhandlung *Substantive rules in the conflict of laws* die Verbindung der direkten und der indirekten Regelungsmethoden und die mit dem merklichen Übergewicht des ersteren zusammenhängenden Probleme.

Das Band enthält zwei Aufsätze aus dem Bereich des Zivilverfahrensrechts. László Névai schildert unter dem Titel *The function of the procurator in civil procedure in Hungary* die Organisation und Aufgaben der Staatsanwaltschaft, analysiert ausführlich die Funktion, die der Staatsanwalt im Zivilprozeß ausübt, mit der Betonung dessen, daß diese Funktion keine Aufsichtstätigkeit, sondern eine aktive Teilnahme des Staatsanwalts an dem Prozeß darstelle. József Farkas analysiert in seinem Beitrag *Le rôle actif du tribunal dans la procédure civile* den Charakter der richterlichen Tätigkeit und ihre Schranken im Zivilprozeß, wobei er die aktive, anregende Rolle

des Gerichts im Beweisverfahren mit besonderem Nachdruck hervorhebt und ausführlich behandelt.

In der Abhandlung *Agrarian law development trends in Hungary* von Iván Földes werden aufgrund der Schilderung der geschichtlichen Entwicklung und der aktuellen volkswirtschaftlichen Umgebung die Ergebnisse und Probleme des Bodenrechts und des Genossenschaftsrechts erörtert.

Der Problemenkreis des Arbeitsrechts wird durch zwei Beiträge besprochen. Andor Weltner analysiert unter dem Titel *Participation of workers in the management of enterprises* die arbeitsrechtlichen – aber nicht nur arbeitsrechtlichen – Aspekte einer äußerst aktuellen Frage, nämlich der sogenannten Betriebsdemokratie. Der Beitrag von László Nagy trägt den Titel *Employment of aliens in Hungary* und behandelt eine – eigentlich – Detailfrage, deren Wichtigkeit aber gerade durch die sich immer mehr erweiternde internationale Kooperation, in erster Linie durch den sich im Rahmen des RGW vollziehenden Integrationsprozeß unterstrichen wird. Der Beitrag berührt deshalb zahlreiche in das Gebiet des internationalen Arbeitsrechts gehörende Fragen.

Mit dem Problemenkreis der Staatsverwaltung befassen sich ebenfalls zwei Abhandlungen. Otto Bihari beschreibt unter dem Titel *La régionalisation en matière économique* das regionale System der Staatsverwaltung Ungarns, sowie die infolge der Dezentralisierung der Wirtschaftsverwaltung angewachsenen Aufgaben der Räte, ihre rechtlichen Aspekte und praktischen Ergebnisse. Die Abhandlung Ferenc Toldis, *Le contrôle judiciaire des décisions administratives dans l'Etat socialiste*, schildert ausführlich die Regelung der mit den Staatsverwaltungsbeschlüssen zusammenhängenden gerichtlichen Revision, als eines außerordentlichen Rechtsmittels in der Praxis der sozialistischen Staaten, und analysiert die prinzipiellen-theoretischen Fragen der Institution sowie deren garantierte Funktion.

Tibor Nagy behandelt in seinem Aufsatz *The socialist variant of the multinational fiscal law – The Hungarian case* einige aktuelle Probleme des internationalen Finanzrechts, namentlich die

Steuerfragen der ausländischen oder der gemischten Gesellschaften und ihre speziellen Beziehungen zur RGW-Zusammenarbeit.

Das Strafrecht ist im Band reich vertreten. Ferenc Irk schrieb eine Abhandlung über *Situations of traffic delinquency in Hungary*, die die Verkehrsdelikte mit reichlichem statistischem Material belegt demonstriert; er untersucht die mitwirkenden objektiven und subjektiven Faktoren und die Möglichkeiten der Prävention mit strafrechtlichen Mitteln. István Losonczy untersucht in seiner Abhandlung *La culpabilité par imprévoyance et sa place dans le système des conditions de la punibilité* die prinzipiellen-theoretischen Fragen im Zusammenhang mit dem Begriff der Fahrlässigkeit unter rechtlichem wie auch außerrechtlichem, vor allem unter psychologischem Aspekt. Die gemeinsame Abhandlung József Földváris und Miklós Vermes' *Les mesures prévues par la législation hongroise en remplacement des peines privatives de liberté de courte et de moyenne durée* spricht schließlich über die durch die Aktualisierung des strafrechtlichen Sanktionssystems aufgeworfenen wichtigsten Probleme. Sie demonstriert und analysiert – unterstützt durch ein reiches statistisches Material – die Wirksamkeit der Sanktionen, die zur Ersetzung der kurzfristigen Freiheitsstrafen berufen sind und spricht in diesem Zusammenhang über die Erfahrungen hinsichtlich der Erziehungsarbeit, Geldstrafe, Suspendierung und bedingte Freilassung.

László Vargha beschreibt in seinem Aufsatz *L'autorité de la chose jugée dans la procédure pénale hongroise* die theoretischen Stellungnahmen im Zusammenhang mit der Rechtskraft, er analysiert den Inhalt der Rechtskraft, ihre Krite-

rien, Rechtswirkungen und die möglichen Varianten der Regelung.

Im letzten Beitrag des Bandes analysiert Robert Horváth unter dem Titel *Possibilities and limits of the unification of methods for the use of computers in the field of law* die Verwendungsmöglichkeiten der Computer-Technik auf dem Gebiete der Gesellschaftswissenschaften im allgemeinen und insbesondere auf dem Gebiete der Rechtswissenschaft.

3. Für das Niveau der wahrhaftig nur in groben Umrissen dargestellten Aufsätze sprechen die Verfasser. Es ist für sämtliche Beiträge bezeichnend, daß sie, obwohl sie in erster Linie auf die im Zusammenhang mit der ungarischen Rechtsschaffung und Rechtsanwendung aufgetauchten und in der ungarischen Rechtswissenschaft umstrittenen Fragen abgerichtet sind, einesteils die Ergebnisse anderer Wissenschaftszweige (Psychologie, Soziologie, Volkswirtschaftslehre, Statistik usw.) sich in weitem Umfang zunutze machen, sich andererseits stark auf die Methode der Rechtsvergleichung stützen. Bei gewissen Themen beschränkt sich diese Vergleichung auf die Lösungen und Konzeptionen der sozialistischen Rechtssysteme, im allgemeinen geschieht dies aber in einem breiteren, mehr universalem Umfang.

Das Band gibt einen zeitgemäßen Überblick von hohem Niveau über die Ergebnisse und Bestrebungen der ungarischen Rechtswissenschaft und illustriert zutreffend die Möglichkeiten der schaffenden Verwendung der Rechtsvergleichung im allgemeinen und auch in Hinsicht auf die sich den Eigenheiten der einzelnen Rechtsgebiete anpassenden speziellen Erfordernisse.

E. LONTAI

*Unity and differentiation of the machinery of justice**

1. What was the social purpose for which, and what were the theoretical sources from which, the separate and at the same time the uniform judicial system and activity were established at the dawn of the bourgeois state, why and how the

relevant requirements of principle have been changed, what have been the causes and the extent of the deviations in the organization of the administration of justice from the original concepts in the later phases of development of the bourgeois state,

* RACZ, A.: Az igazságszolgáltatási szervezet egysége és differenciálódása. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1972. 211 p.

what is the place of the courts in the organization of the socialist state and what is the function they have to comply with, what are the characteristic features and the fundamental principles, to be followed, of the socialist administration of justice by courts, what are the organs which, beyond the ordinary courts, have been dealing with the administration of justice in the socialist countries, what is the extent and what are the causes of displaying an activity of this kind.

The problems mentioned above, together with numerous other aspects of this complex of problems, represent the challenge for which answers should be given in the work of A. Rácz: "Unity and differentiation of the machinery of justice", under review here. The fundamental methods of the elaboration of the matter and the nature of the work were determined by the comprehensive character of the problems to be answered, the broad extent of their content, and the high degree of their variety. In view of the investigation of the development of the organization of the administration of justice, dating back to the bourgeois revolution, respectively to the birth of the socialist countries, covering the prominent bourgeois countries, on the one hand, and all European socialist countries, on the other, the application of the historical and the comparative methods proved to be unavoidable.

The above references to the subject-matter of the essay under review, only roughly outlined, are well sufficient to make feel the extent of the author's undertaking. Beyond this point, it is the fact that, with an analyzing, systematizing, and evaluating elaboration of a voluminous foreign and domestic material of sources, including the relevant literature and the rules of substantive law, the author succeeded in presenting a marxist-based synthesis of all what was achieved by the bourgeois and socialist theory, regulation, and practice in relation to the process of unification and differentiation of the organization of the administration of justice.

With an appropriate grouping of the relevant phenomena, the versions of the trends of development, accompanied by a persuasive documentation, are presented by the author in a way that,

apart from the specific features of the two systems of states and law, determining the place of the investigated institutions, the individual characteristics of the judiciary and of other organs dealing with the administration of justice in each country under review are described as well.

The circumstance that the work of A. Rácz was compiled simultaneously with the reform of the Hungarian constitution, effected in 1972, and at the time of the theoretical foundation of a comprehensive reform of the judiciary joining to the amendment of the constitution, granted a particular role and value to it. As a result of the progress achieved in the field of economic, social, and political life, particular attention was paid to the problems of the simplification of the system of jurisdictional instances, the extension of the competences of the courts, the unification of the machinery of justice, the system of guarantees and the forms of activity of the socialist administration of justice by the Hungarian scientists of jurisprudence in recent years, within the framework of efforts aiming at the improvement of the system of directing national economy, the development of the socialist state organization and activity, and the simultaneous extension of socialist democracy. The date of the accomplishment of the work under review permitted the author to make use of the valuable publications bearing upon the scope of problems in question when, following his historical and comparative investigations, he put down his closing conclusions in relation to the reform of Hungarian jurisdiction, in a way of systematizing and evaluating. Although the Act I of 1972, on the comprehensive amendment of the Constitution, the Act IV on the courts as well as the Act V of 1972 on the procurators' office of the Hungarian People's Republic were promulgated following to the date of remittance of the manuscript of the essay concerned, the publisher made it possible for the author to give a survey of some pages on the most important elements of the reform of Hungarian jurisdiction at the end of his work. Thus the readers may ponder, in the same volume, the extent of the very considerable support of the theoretical foundation which, prior to the broad-scale and coherent work of codification, was

given to the reform of the judiciary, that came into force on January 1, 1973, and was completed by the Law-decree No. 26 of 1972 on the amendment of civil procedure, in respect of the order of functioning, as well as by Act I of 1973 on the criminal procedure.

2. The abolition of extraordinary committees and courts had an important part in the struggle fought by the ambitious bourgeoisie against feudal privileges and absolutism. The requirement of the equality at law of the citizens and the principle of the separation of powers served as fundamental basis to the establishment of a uniform organization of ordinary courts with a competence for all citizens. Taking several bourgeois countries as examples, the author succeeded in proving that the abolition of the extraordinary jurisdiction and that of the manorial courts, the pushing of special courts into the background, the concentration of jurisdiction to the ordinary courts with a general competence, constituted the general characteristics of the formation of the bourgeois judicial system.

On the other hand, in the later historical phases of the bourgeois state special courts have come into being, "quasi judicial" organs have functional, and, on several occasions, extraordinary jurisdiction has taken place as well. Presenting the process of differentiation of the bourgeois judicial organization and that of the administration of justice analyzing the economic and political interests as well as the various aspects concerned (skill, expedition, etc.) by which it was brought about, the author did not fail to give proper hints to the theoretical and practical efforts which were aimed at the suppression or slowing down of the differentiation in question.

3. As regards the internal division of the organization of the socialist state structure, based on the principle and reality of the unity of state power, it has been adjusted first and foremost to the contents and nature of the individual groups of state tasks and forms of activity. The court, as one of the types of organs of the socialist state organization, developed thus with regard to the close relations between the specific tasks, the organization, and the order of functioning. The

predominant characteristics of the socialist administration of justice result from the changed class character of state power, and the socialist tasks of the administration of justice.

The institution of the administration of justice by courts as a fundamental principle of the constitution in the socialist countries has not been aimed at ensuring some kind of an internal balance of power, nor has it only been the consequence of a reasonable division of labour among state organs, but it has been a postulate being in relationship of mutual presumptions with the realization of other socialist principles and requirements of the social and state spheres of life. The democratic fundamental principles of the administration of justice by courts, brought about by the bourgeois development of state and law, have been applied in the socialist state filled of course, with a new content, for the monopoly of independent courts in the administration of justice has been considered as an applicable and, what is more, indispensable requirement in the interest of the comprehensive enforcement of socialist legality.

The fundamental elements of the organization of the socialist courts system are formed by the ordinary courts. In principle, ordinary courts have a general competence. Within the frames of the ordinary courts, the individual divisions of the courts are frequently specialized in accordance with the various groups of cases.

As it is well known, special organs of the administration of justice have been functioning in the socialist countries as well, parallel to ordinary courts. Keeping a specific content, the process of unification, differentiation, and integration at a higher level has been characteristic for the formation and development of the socialist organization of the administration of justice too.

It is an outstanding merit of the author of the reviewed work that the presentation of the forms of differentiation of the socialist organization of the administration of justice is consequently completed by the revealing of the tendencies or requirements of unification. With a multi-aspect and prospective treatment of the relevant phenomena, their backgrounds, and of the problems to be settled, respectively, it was made

possible for the author to give a summary of his conclusions so as to outline the ways and means of the extension of the competences of the ordinary courts of justice and of the unification of the judicial organization, on the one hand, and the forms of the increasing uniformity of the entire organization of the administration of justice, already perceptible, on the other, as well as the requirements of the future progress considered as timely. The extension of the organizational and procedural guarantees in the judicial system and the broadening of the supervisory powers of the courts of justice should be emphasized from the said requirements.

At the end of this highly informative and instructive work, well revealing the tendencies of the development of the organization of the administration of justice, it seems to be a just requirement set by the author for the socialist constitution to give more exact regulations for the guarantees of the administration of justice by courts, the limits of differentiation, and the safeguards of the unity of the socialist organization of the administration of justice, starting from the actual conditions of development.

A. ÁDAM

Varia

International Conference on Administrative Sciences

(Szeged, 4-6 June, 1975)

Sponsored jointly by the Faculty of Political Sciences and Law of the "József Attila" University of Sciences of Szeged and the Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences an international conference met at Szeged between the 4th and the 6th of June, 1975, to discuss the "Principal Trends in the Study of Public Administration."

The conference was attended by twenty five participants from abroad and about sixty Hungarian experts of public administration. In his inaugural address J. Martonyi Professor of the "József Attila" University of Sciences of Szeged pointed out that the changes in economics and politics taking place the world over had multiplied the demands generally laid to the governments and public administration. He underlined that the Eleventh Congress of the Hungarian Socialist Workers' Party dealt of the same understanding with the need for a continued development of public administration. It was due to this recognition that the Government decided to inaugurate a central research programme for the "Complex Scientific Study of the Development of Public Administration." He stated that the purpose of the Conference was closely associated with the demand that prompted the Government to inaugurate this research programme. First, in the Conference account would be rendered of what had so far been achieved in the research work in progress, and, secondly, those attending the Conference would be informed of all efforts made by those cultivating other fields of science for the improvement of the

work of public administration apart from Hungary also in both the socialist and the western countries.

The programme of the Conference was drawn up with these objectives in view. Six subjects were put on the agenda viz. (1) General issues of the scientific study of administration. (2) The legal aspects of public administration. (3) Organizational aspects of public administration. (4) Sociological aspects of public administration. (5) Comparative methods in the study of public administration. (6) Achievements of the scientific study of public administration in Hungary.

István Kovács (Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences) in his *introductory lecture* given in the opening session called forth attention to the principal questions which not only revealed the reasons why this conference had been convened at all, but at the same time drew the limits to the framework into which the topics on the agenda had to be integrated. The principal topic to be discussed by the Conference was the scientific study of public administration. Within this study the branches of science had to be found and also the methods which would lend the most valuable help to those engaged in the scientific research in public administration. In this connexion the question emerged of the extent to which recourse could be had to international experience at laying the foundations for the research work having the improvement of Hungarian public administration as its goal. According to the lecturer in the present phase of socialist development the modernisation

of public administration was a salient problem. The central research programme referred to earlier was substantially put together of two parts, viz. a science political or rather science organizational programme, which had as its task the development of the research network dealing with the study of public administration. The Central research programme set out from the understanding that the reinforcement of applied research was by itself identical with the development of public administration. The second part of the long-range scheme was built up of the objectives of research work.

Professor Kovács stated that the extent of the participation of the various branches of science largely depended on the social phenomena from which attempts at the definition of public administration had set out. This explained why in (the first) item on the agenda of the Conference considerable attention was devoted, among the general issues of the scientific study of administration, exactly to the definition of public administration. He continued by giving an outline of the two methods of approach of which the one set out from political activity, the other from administration itself, the latter with the end to study the interaction of public administration and the social environments of public administration, and, in a complex form, public administration itself. He made it clear that although on his part he was one of those who tried to define administration as a specifically social activity, he admitted that by the side of this approach the political character of public administration, or more precisely the specific political charge of public administration, was quite frequently thrust to the background. He pointed out that the papers sent to the Conference and dealing with the items of the agenda following upon the first of a general nature were received as valuable aids for the elaboration of the central research programme. Professor Kovács then emphasized the need for the comparative study of public administration. Within the scope of this study he drew a line between the principles of politics and comparative law, whose integration could not be evaded. To end his address Professor Kovács mentioned that special agenda dealt with the

achievements of the study of public administration in Hungary. This item was not merely a historical retrospect, but had even the tasks of the present age before it.

I. It is a moot question for a long time already what exactly public administration is, what are its notional elements, what are its relations to administration or management in general, or more precisely what differences may be discovered between other types of administration (management) and public administration. As a matter of course it was not the purpose of the Conference to offer replies of the nature of definitions to these question. Still it could offer suggestions as to the aspects from which these questions could be tackled and also as to the research methods to which recourse could be had. L. Lőrincz (Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences) in his paper "Public Administration – the Management of Enterprises" on the ground of the main lines of research dealt with by professional literature advanced the thesis that the comparison of the two most important sub-systems of the administrative system of society as organized by the State was perhaps most profitable for the exploration of the peculiarities of public administration, or in other words, the nature of public administration could be understood best in the dichotomy of public and "private" administration. He adopted the point of view that there was a quantitative and not a qualitative difference between public and enterprisal administration, i.e. owing to the uniform social and environmental effects the principles of operation of the two were also uniform. Still allowance had to be made for the effects of secondary factors not touching on the fundamental principles. He made the statement that the confrontation of public and "private" administration had no *raison d'être* unless we before all explored the regularities characteristic of the socialist system of administration as a whole, and only when this had been done proceeded to analyse the specific traits of the various sub-systems. In the following discussion L. Lőrincz analyzed the differences between the administrative systems of a socialist and a capitalist society, and then, in a

concrete form, he discussed the divergent traits of socialist public and enterprisal administration. In the course of this discussion he brought forward theoretical arguments supporting the existence of structural and functional differences. He explained the functional differences between the two types of administration by the circumstance that public administration was part of the power mechanism, whereas the enterprise was part and parcel of the productive and market mechanism. The differences of these two specific sub-systems should not be ignored: we should run serious risks if we applied the principles valid for the one sphere only to the other. The lecturer confirmed his statement by quoting two examples. In the same way it would be erroneous if the principle of efficacy (profit, cost reduction, increase of production) were transferred to public administration. Nor could principles which had stood the test in public administration be introduced into the internal management of enterprises. To conclude the lecturer reminded that several transitory forms could be discovered between the two fields. This circumstance did not, however, alter the fact that differentiated approach to the several problems was a condition that could not be ignored by the disciplines dealing with both public administration and the administration of enterprises.

Those contributing to the ensuing debate agreed with the thesis advanced by the speaker according to which public administration and enterprisal administration or management were two autonomous disciplines. Addressing the conference *Guy Braibant* (France) unambiguously took the position that for the purpose of research the two fields had to be treated separately. In her contribution to the debate *Teresa Rabska* (Poland) too emphasized that a line should be drawn between state administration and public administration. Still she too pointed out that a complete segregation of the two fields depended on specific national conditions and economic factors. *B. Lazarev* (USSR) underlined that although a difference had to be made between the two fields, still public administration had to deal also with problems of enterprisal management. *Hans-Ulrich Hochbaum* (German Democratic Republic) also

emphasized that the blurring of the dividing line between enterprisal management and public administration closed the path to drawing theoretical conclusions. *Pierre Grémion* (France) informed on research work that was going on in France. Within the framework of this research a study was made of the influence of a planned economy on the structure of enterprises.

II. After the debate on the field of research assigned to the discipline of public administration there was still a question left urging a reply, namely that of the role of jurisprudence in the scientific study of public administration. Was there still need for jurisprudence which as before had as its function the collection and the classification of the body of knowledge relating to public administration, or had jurisprudence to yield to a comprehensive discipline of public administration with the law as a branch of it? Before rendering an account of the debate we may state that the participants in the debate unanimously took a stand for the expansion of the scope of the discipline of public administration. At the same time the representatives of the socialist countries emphasized that the real problem was where the limits should be drawn.

One of the most classical trends in the scientific study of public administration was the analysis of public administration from the aspect of law. (1) The birth of what fundamental theses could be established after a relatively long period of development? (2) Which were the new traits of socialist jurisprudence? (3) Which were the circumstances which justified the tendency favouring the survival of administrative law? (4) What should be the interrelations between the discipline of administrative law and other studies dealing with public administration? These were the questions which Professor *Martonyi* tried to answer in his summary on work done by him. As regards the first set of questions he believed that on considerations purely of law no light could be thrown on the institutions of administrative law. Research work had to go on in a complex form. All this did not preclude, however, why notwithstanding the changed social conditions and research methods there should be no need anymore for endeavours purposing the use of refined methods for the

regulations of the classical institutions of administrative law. Socialist jurisprudence had to tackle this graded investigation and the treatment of the problems growing in number simultaneously with the increase of tasks of socialist public administration at the time. It was for this reason that the question had to be settled whether the discipline of administrative law should analyse the problems of public administration only from the point of view of law, whereas their treatment from other aspects should be assigned to the discipline of public administration, or rather the scope of administrative law should be extended. For his part Professor *Martonyi* would adopt the latter course.

This question dealing with the relations between administrative law and the discipline of public administration and raised last opened the debate on the apparatus of which science should avail itself for the approach to the problems of modern public administration and also of the aspects from which this approach should set out.

Those taking part in the debate took three different stands as to the relations of administrative law and the discipline of public administration, their development and progress. The first category of those contributing to the debate assigned considerable importance to sociology, psychology, politicology, etc. at the study of the problems of contemporary public administration, i.e. to disciplines other than law. E.g. *E. Pusić* (Yugoslavia) believed that it was extremely ill-advised to underrate the significance of national economy, sociology, the science of politics, etc., as in the one partial field or the other these disciplines might prove to be very useful. In his address *J. Letowski* (Poland) called forth attention to the exploitation of the results of the related branches of disciplines such as civil law, labour law, etc. *Roman Schnur* (Federal Republic of Germany) believed that although there was no agreement on the notion of the discipline of public administration in the Federal Republic of Germany, still the statement could be made that administrative law and the discipline of public administration were not one and the same. The first already had its established system, whereas the other was just on route to such a system.

The second category of opinions included those rejecting the segregation of the theory of state administration and administrative law. Both *G. Kurashvili* (USSR) and *B. Lazarev* (USSR) voiced the opinion that the theory of administrative law had to give attention also to non-legal problems. *Tudor Draganu* (Rumania) thought that the most convenient method would be to bring about some sort of an interrelation between the two. *Zygmunt Rybicki* and *Stanislaw Piatek* (Poland) in their papers sent to the conference made it clear that the scientific study of public administration was impossible unless a close co-operation was brought about between the discipline of administrative law and other branches of science.

Many of the contributors to the debate held that the plurality of the disciplines dealing with state administration reinforced the role of the discipline rather than restricted it. *Sándor Berényi* ("Eötvös Loránd" University of Budapest) pointed out that the cardinal problem of the discipline of public administration was to define the social relations which called for an administrative regulation. Opinions were also sounded that administrative law was expressly a legal discipline. *Theo Öhlinger* (Austria) pointed out that this doctrine relied on the circumstance that state functions were primarily legal functions and that the principle of legality had to prevail, i.e. that all activities of the State had to rely on provisions of law. He believed that administrative law and the discipline of administrative law owed their genesis to progressive development. *Ferenc Toldi* (Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences) reminded that notwithstanding its relative complexity administrative law could not take over the functions of other disciplines. *Danièle Loschak* (France) emphasized that the tendency of administrative law he called institutional method operated with the notions of the constitutional state and the rule of law and dealt with the institutionalized elaboration of the rights of persons. The deductive method was characteristic of this tendency, and within the framework of this method no empiric research work was going on. In his critical remarks he pointed out that the tendency did not concern itself

with the phenomena of power (the want of politicalological approach) and that it did not study the operation of public administration.

III. By the side of the traditional study of tendency of tackling public administration from the side of the organizational theory is gaining ground. This is the discipline which among the disciplines mentioned earlier has been accorded a truly prominent role in the scientific study of public administration.

The substance of this tendency was made clear by *István Szentpéteri* (Institute for Sociology of the Hungarian Academy of Sciences) in his lecture given to the conference. Accordingly organizational theory not only gauged certain aspects of public administration – here it resembled sociology – but also effectiveness itself, i.e. to what extent public administration as formal organizational system met its ends, whether the structure properly served the manifest functions of public administration, and whether this structure in relations to the best possible distributive and co-operative patterns of the work afforded the desired optimum. Speaking on the approach to public administration from the aspects of organizational theory the lecturer referred to the aspects of general administrative science, organizational sociology and organizational theory, and cybernetics. As regards the approach to public administration he distinguished two fundamental aspects, viz. those of the normativist and the structuralist doctrines. He ended with outlining some of the important trends in the organizational research of public administration, namely the approach to public administration from the aspects of organizational theory, the exploration of the essential differences between democratic centralism and bureaucratic centralism, the efforts made for a detailed exposition of the elements of administration, the relation between the norm of public administration and the output, the problem of the optimum size of the administrative agencies, the measurement of the efficacy of public administration, the question of the application of modern technology and problems of the training and extension training of administrative workers and officers.

The fact that the organizational theory embraced the most extensive nomenclature of the various trends and tendencies in administrative research necessarily accounted for the treatment of the relations between public administration and organizational theory by most of those contributing to the ensuing debate.

There were no moot problems regarding the application of the achievements of the organizational theory to research in public administration and public administration itself. On the other hand there was a divergence of opinions as to the "how" of the application of the aspects of organizational theory. There were some for whom the mere mention of the need for the organizational theory was wholly sufficient. Others attributed a special significance to the line drawn by *H.-U. Hochbaum* between the management of the state apparatus and economic management, the organizational theory and the theory of management having a prominent role in both spheres. On the part of the socialist state all this insisted on a uniform system of management with a secondary role allotted to the enterprises. *Marcin Jełowicki* (Poland) gave expression to the opinion that the scientific-technical revolution and socialist development had thrown out new problems in state administration. *Lazarev* set up a sequence where guidance was the first, to be followed by statutory regulation. He underlined the growth of the importance of organization and spoke of the chances of a mechanized form of management. Dissenting from the foregoing *Guy Braibant* (France) warned those engaged in the study of the discipline of public administration against the error of the technocrats to look for the best and most efficient government, for this was the functions of politics. *Danièle Loschak* (France) in his lecture dealt with the critique of the approach of organizational sociology. In his opinion the want of historical dimensions was the shortcoming of the method. On ideological grounds he objected to the search for an analogy between the enterprise and public administration, as efforts in this direction overlooked the specific traits of the State. In his opinion the tendency of organizational sociology

was short of performing the criticism of the values, consequently it served the interest of the maintenance of the *status quo*. In his lecture *Géza Kilényi* (Institute for the Organization of Local Government Councils) emphasized the importance of research having as its objective the analysis of the position of the systems of administrative organization, the exploration of the forms and contents of the relations between administrative agencies, and the formation of the optimum pattern of organization. He pointed out that in general practical public administration expected from the discipline of public administration the elaboration of methods for gauging the load on administrative work and the establishment of the relations between the load and the staff required to carry it. As a result of empirical research done by him he mentioned that owing to staff shortages and also to the growth of duties the specialized agencies were unable to cope with the tasks assigned to them. Therefore frequently recourse was had to the creation of "background organizations" in the form of institutes whose exclusive or primary purpose was to relieve the specialized agencies of part of their burden. The novelty of this discovery and the surprise caused by it stressed the need for continuous empirical research in organizational sociology.

IV. The fourth group of topics on the agenda of the conference included the analysis of the sociological school of the scientific study of public administration. In his report to the conference *Kálmán Kulcsár* (Institute for Sociological Research of the Hungarian Academy of Sciences) pointed out that nowadays the sociological study of public administration was more of a need and a task than reality. Accordingly he concentrated in the first place on making known principles and more or less established points of view: public administration was before all an organization, for that matter a policy-forming organization whose activities were of the character of law application. Public administration operated as centralized co-ordination where an important role had been accorded to statutory regulation. Organizational efficacy could be gauged in the development of social relations, etc.

The debate on the sociological school of the scientific study of public administration touched on a number of issues and points of view.

Several contributors to the debate pointed out the specific considerations of sociology, considerations which enriched the body of knowledge relating to public administration. *Kurashvili* (USSR) e.g. pointed out that in addition to other theories the discipline of sociology could usefully contribute to the study of social interrelations or to the study of the interrelations of the various groups and public administration. The lecture of *Jacques Chevalier* (France) was devoted to the analysis of the relations of the exploitation of the achievements of research and the sociological situation of the research worker. He emphasized that the approach of the research worker to the problem was to a high degree influenced by his class background. Analyzing the relations between research workers and governmental agencies he made it clear that in many respects the organization of public administration had to take up a defensive position. *Endre Nagy* (Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences) in his report "Ontological sociological approach to public administration", in connexion with the study of processes taking place in public administration called forth attention to the need for the respect for historical priorities. He expressed the belief that for the purpose of a scientific study also the tackling of issues indispensable which could not be determined at present.

Many of the lecturers devoted considerable interest to the relations between the administrative reforms and the theory of public administration. In this connexion *G. Braibant* pointed out that the discipline of management was not identical with that of public administration. The reform of management (administration) was a political activity and in many instances reforms were born without recourse to the achievements of scientific research. Even in cases where the government applied the results science could present there would be a difference of rhythm, i.e. we could speak of a phase shift: practical administration was lagging behind modern exigencies. In his lecture

Marcin Jełowicki also pointed out the importance of the elimination of difficulties in this field. At the same time he emphasized that the achievements of several branches of science had been applied in the recent reform of public administration in Poland. *Teresa Rabska* (Poland) among several branches of science emphasized the importance of national economy. Special significance should be attributed to national economy because administrative efforts could not be applied solely to legal foundations: considerations of national economy must also be accorded a role. Therefore a line should be drawn between public administration and economic management. Public administration should advance the interests of economy, therefore it should give attention to both the achievements of science and legality. Yet public administration should avoid making the mistake of adhering too rigidly to the provisions of law. An attitude of this kind might hamper the prevalence of economic independence. This sectoral distinction of management turned up also in the lecture of *Hans-Ulrich Hochbaum*, when, like *T. Rabska*, he distinguished the management of the administrative apparatus from economic management. In the opinion of *Lazarev* the subject of administrative management should be studied by relying on a comprehensive scientific apparatus.

Several Hungarian contributors to the debate also dealt with the management of the particular organizational systems. *Róbert Donáth* (Institute for the Management of Local Government Councils) discussed the problems of the organization of the local government councils. *György Wiener* dealt with the sectoral management of enterprises, *Imre Verebélyi* ("Eötvös Loránd" University, Budapest) attended to the principles of departmental management and offered a survey of the historical development of these principles. *Róbert Donáth* in his study "Some of the Problems, Theoretical and Practical, of Dual Subordination" made it clear that dual subordination was still the adequate expression of the what were called dual functions of the agencies of public administration of the councils. He described the development of the Hungarian system of public administration by way of councils as a process tending from the

non-differentiated forms of dual subordination to more differentiated forms of management. This process he analyzed in the light of statutory regulation (council acts and many other sources of law). *György Wiener*, from the historical aspect, revealed the differences between management and authoritative administration. He offered a survey of the bourgeois and socialist forms of administration, and also of the changes that took place in the pattern of planned economy until 1968. To conclude the lecture he gave an idea of the notion of sectoral management superseding the earlier rules of technical supervision in the wake of the reform of economic management. *Imre Verebélyi* analyzed the system of means of departmental management. On summarizing the results of an empirical survey he stated that the means of departmental management presented a peculiar duality. On the one part there were means which absolutely guaranteed the prevalence of departmental will, and on the other, there were expressions of departmental will more of the nature of recommendations or orientation. As far as the problem of circulars was concerned he pointed out that against these arms could not be taken purely on legal grounds. Still it would be proper if the circulars were made to meet certain formal requirements, so lists should be issued of the still effective circulars, further biennial revisions should be instituted, etc.

V. In his lecture "The comparative methods in the study of public administration" *József Halász* (Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences) mentioned three principal lines where in general the need for the comparative study of public administration emerged. (1) Analysis of the role of administration in the interrelations of the political system. (2) Comparison in connexion with the institutional system and professional requirements of public administration. (3) Factors of a functional character determining the structure and activities of public administration, within them in the first place the comparative study of the interrelations of public administration and its environments. He emphasized the importance of the replacement of the method of one-sided and simplified approach

by the increased co-operation of the various branches of science.

M. Benjamin (German Democratic Republic) wanted to discover the principal function of comparative law in the advancement of the generalization of the experiences of the Soviet Union and the other socialist countries. This would assist the public administration of the German Democratic Republic in the drive for the modernization of public administration. *Ruzena Vopalkova* and *A. Sojka* (Czechoslovakia) also emphasized the importance of the concerted research work done in the socialist countries. *Gustavo Martinez Cabañas* (Mexico) spoke of comparison as of a method which would in particular be of considerable use in the third world. He pointed out that the social and economic changes passing off in these countries were equally essential from the point of view of both science and the future of mankind. *Jacques Stassen* (Belgium) addressing the conference dealt with the organization advancing and supporting the joint efforts, namely the International Institute of Administrative Sciences rather than with the methodological problems of comparative law. He offered a survey of the history of the Institute, its organization and its relations with international organizations. He told the conference that the objectives of the Institute had undergone changes in the same way as the methods of research in public administration. Before the Second World War the approach to the problems of administration from the aspect of the law was predominant. Actually there were mostly researches in problems of organization and efficacy in progress, where not only jurists but also experts from the field were taking part. He ended by pointing out that the Institute had become the basis of information for scientific research, inasmuch as it had a large library which collected and classified for practical purposes all publications dealing with public administration.

Apart from *J. Stassen* also others laid stress on the significance of the information theory or cybernetics and the flow of information. *P. Gremion* spoke of the demand for the proper functioning of the system of information. Without this not even a start could be made in the elaboration of the

various problems. *G. Kurashvili* spoke of cybernetics as a science which might have a useful role in the scientific exploration of public administration mainly by its conceiving the State as a cybernetic system of information. *M. Benjamin* underlined the use of the further development of research in information theory, mainly in the collection, processing and transmission of information. He told the conference that electronic data processing was already in operation in the German Democratic Republic at drawing up the economic plan, at rendering account of work done and for the registration of the personal data of the citizens. *E. Melichar* (Austria) and *G. Braibant* emphasized that legal information must be made public within a wide sphere, here included the citizens and that public administration must not be averse to disclosing information.

In her lecture "Reference libraries of public administration in Hungary" *Mária Kakuszi* (Institute for the Management of Local Government Councils) called forth attention to the need for the organization of a system of information of public administration. She then spoke of plans drawn up by the Parliament Library and the Methodological Centre of Library Science which relied on working out a system of information where professional literature could be found at all institutions concerned according to a uniform method. She spoke at some length of the staff and equipment requirements of such a method, and then enlarged on the practical use of the work.

VI. One of the principal items on the agenda of the conference was the summary of the achievements of the scientific study of public administration in Hungary. This by itself great work was completed by *Lajos Szamel* (University of Pécs) in his monograph "The Science of Public Administration in Hungary". For the purpose of the Conference he published a précis of this work, where he gave an account of the noteworthy trends in the Hungarian bourgeois discipline of public administration, the work of Professor Zoltán Magyary and his school and the origins and growth of the socialist discipline of public administration. *Tibor Madarász* (University of Budapest) believed that the achievements of the nowadays Hungarian

discipline of public administration ought to be summed up. He underlined that the objective appraisal of the achievements, and development of the discipline in Hungary would by itself be a scientific undertaking of a high standard.

The current problems of medium-range regional administration were discussed by *György Szoboszlai* (Institute for the Management of Local Government Councils). He outlined the principal trends in Hungarian development from the Constitution of 1949 until the latest Council Act. He then analyzed the results of the sociological survey in the course of which the relations between the district office and the county and communal agencies were explored. Finally he summed up the most important problems of medium-range regional administration.

The achievements of the scientific study of public administration in Hungary had been touched on not only by the work of *Lajos Szamel* but as a matter of course by all lectures delivered in the Conference. These lectures were summaries of the approaches to the problems of public administration from a variety of aspects and at the same time dealt also with the problems of continued research work.

A special role was accorded to the lectures delivered on public administration in Hungary. In addition to the contributions referred to earlier mention must be made of the results of research work compiled by the members of the staff of the Institute for the Management of Local Government Councils for the purpose of the conference. Their findings were substantiated by empirical research work, so that their work was an extremely lucky alloy of practice and theory. *Mihály Fekete* dealt with the need for communal integration and the chances of its development. He analyzed the benefits of this process in Hungary and then made clear the reasons which brought about the process of integration. He defined the notion of communal integration and laid stress on the importance of the union of governmental and local interests. He devoted considerable attention to the development of the process of integration and the possibilities of influencing this process. He analyzed and

evaluated the various forms of integration (single-purpose association, joint council, communal-urban merger). Finally he made it clear that forms of integration had to be devised which did justice to the various interests.

The problem of the relations of interests emerged from other aspects in the lecture "Inter-relations of regional interests and the representative institutions" delivered by *Andrea Szegő*. She pointed out that the analysis of interest structures and decision-making processes was shifting more and more towards the focal point of management-sociological and political-sociological research. She formulated the problem she had studied as one dealing with the relations between the territorial division of public administration and the representation based on the territorial division on the one part and the actual regional distribution of interests. She laid special stress on three spheres of problems, viz. (a) the integration of the units of interest; (b) the conflict of interests and the relations of the groups of society; and, finally, (c) the complex problem of the institutionalization of interests and political affiliations.

In his closing address *István Kovács* made the statement that on the whole the Conference contributed successfully to the formulation of a uniform concept for use by the scientific study of public administration in Hungary. The Conference, in a reassuring form, settled the dispute on the priority of inter-disciplinary or multi-disciplinary methods in research work. He could record as a progress beyond argument the unanimity of the Conference in emphasizing the need for the synthetization of the results of several branches of sciences rather than squeezing research work into the framework of a single branch of science only. Concluding he pointed out that science had to keep permanently in sight the search for the ties between science on the one part and government leadership and practice on the other. There should be contact between science and practice and the transmission of results should be promoted.

E. FERENCZY

Internationalia

А. Э. ЛУКАШЕВА: Социалистическое правосознание и законность.
(LUKASHEVA, A. E.: The socialist consciousness of law and legality). Moscow, Yurid. Literatura, 1973.
343 p.

In the recent phase of the building of socialism the need for the study of the consciousness of law has again come into prominence. The recently published monograph by E. A. Lukasheva goes on with the resuscitation of the topic of the consciousness of law. She places legality, the rule of law in the focal point of her discussion. She conceives these categories in a manner departing from the concept of Reissner. In fact Reissner wanted to emphasize the consciousness of law of the working class as opposed to the statutes, whereas with Lukasheva the consciousness of law is integrated into the current, socialist (i. e. codified and norm-centred) system of legality.

The elimination of certain deficiencies in the observance of the law, the existence of deviant behaviours and the resolution of intrinsic contradictions in economic development, all combine to confront the scholar with serious tasks to tackle. Lukasheva on her part mentions three causes of the "backlog in consciousness violating legality", viz. imperialist effects, the contradictions of economic development and the lagging of consciousness behind existence. (41-44 pp.) The outlook of the authoress is strongly influenced by the Soviet school of criminology, inasmuch as she discusses all these factors as causes of criminal offences, although the problem of the consciousness of law cannot be identified with the problems of the consciousness of criminal offenders (note that elsewhere [p. 10] Lukasheva does not treat these as identical).

The description of the consciousness of law as the subject-matter of legal regulation is in agreement with the definition of legality. The latter "has to be defined as the method built on the study of the objective needs of the state guidance of society and social development, which consists in the organization of socialist social relations by way of the promulgation of statutes and other legal acts giving expression to the will of the Soviet people and meant for the achievement of the ends of communist building, and the unrelenting enforcement of these statutes and acts." (p.27)

Socialist legality is the objectification of all elements of legal regulation, thus also of the consciousness of law (p. 19).

As regards the other focal category of Lukasheva, i. e. the consciousness of law itself, this she discusses by setting out from the unity of the forms of social consciousness. The unity of the forms of social consciousness is vouched for by their subject-matter and their quality of a value-system. Lukasheva emphasizes that the basic function of social consciousness is the formation of an evaluating-normative system. Even if the objective determinedness of the value-system has not been given the proper prominence, tribute must be given to the perseverance of Lukasheva in emphasizing the axiological role of consciousness.

It appears as if Lukaseva's notions of consciousness of law and of social consciousness are not wholly free from contradictions. Namely, the emphasis rightly given to the social determinedness of the consciousness of law is followed by the following passage: "The consciousness of law does not define the pattern-of proper behaviour arbitrarily, but on the ground of the all-round study and appraisal of the totality of economic, political, ethical, religious, etc. relations.. It defines the proper behaviour on the ground of this study and appraisal, and therefore this propriety appears as the manifestation of the exigencies of society." (p. 95). "The consciousness of law is a form of social consciousness, which is the system of opinions, convictions, appraisals, imaginations, moods, sentiments of a given class of any society, a system defined by the material conditions of their life, and aiming at the social realization of a legal system corresponding to the interests and aims of this given class of the one or the other society." (p. 97).

The first definition is that of an absolutely scientific, correct consciousness of law, which for its contents is from the legal point of view a total one. Objectively there is no such consciousness. Such a trend could be objectivated at most from the interaction of the consciousness of Soviet jurists and the participants of the leadership of the Party and the State. The sphere of subjects of the consciousness guaranteeing an allround study is wider than an individual (although even in this case and even when there is no case of objectification, the individual is the carrier of consciousness) yet narrower than a class or a layer.

On the other hand the second definition speaks of class consciousness, but class consciousness (by which we understand the consciousness of identical conditions of life and, in the first place, of the identical social situation) has sentiments, etc., i.e. concrete psychic traits of an individual consciousness which, at least in accordance with what has been set forth earlier, cannot be possible unless class consciousness is taken to mean the totality of the concrete empiric consciousness of the members of the class. (And, in fact, according to Lukaseva the psychological elements of the class consciousness of law are "empirical".)

The part of the definition referring to the aim-setting nature of the consciousness of law (directedness to the social realization of a legal system corresponding to the interests and needs of the given class), calls attention to a rather important, yet often neglected aspect of consciousness of law. Perhaps there will be many who will doubt whether this kind of consciousness is characteristic at all times (even if this consciousness is conceived as a historical process).

With Lukaseva's elaboration of the structure of consciousness of law, these are exactly the controversial points: the "correctness" of the consciousness of law, its critical-aim-setting (Sollen) quality, and the psychological properties of class consciousness. According to Lukaseva, consciousness of law is a unity of the ideology of law and of the social-legal psyche. This unity, however, does not preclude the scientific superiority of the ideology of law. The legal psyche is less comprehensive and apt to commit errors, inasmuch as it is not scientific. This is the source of the contradiction of the two. This opinion of Lukaseva relies on the concept of Farber. Accordingly the social consciousness of law is made up of the scientific (mental) ideology of law of the scholars of law on the one hand, and on the other, of the legal psychology of the population. (Social consciousness is the sum total of individual consciousnesses of different levels.) Although Lukaseva does not believe that the difference is an absolute one, for our part we feel we have to repeat what Imre Szabó has said of Farber (and what *mutatis mutandis* is valid also for Lukaseva): "This separation is by itself somewhat rigid... the mixed elements tend to form a unity and may be grasped by a single notion."

As regards the contents of the ideology of law, Lukaseva repeatedly emphasizes its scientific foundations, its quality of a correct consciousness. The social interrelations explored by scientific cognition appear in the ideology as exigencies of the fundamental principles. The most comprehensive principle of exigency is socialist legality. (In addition to this she discusses other principles such as the

equality of rights, the unity of rights and duties, etc.) These principles define the structure of the legal system as criteria of value (although the legal system has technical parts, free of ideology).

Some of the students of the history of socialist law will read with doubt the statement that Soviet law was built on the principles of law as given in the consciousness of law. The value principles defining the structure of the legal system, are given in its foundations, yet this is by itself an imperfect guarantee only, since even the most scientific cognition guarantees cognition of truth in its tendency, and approximately, only. The value principles discovered in economic life may for the time being be erroneous, a circumstance which does not, however, affect the validity of the legal system, etc. Incidentally, cognition cannot be restricted to the reflexion of a given reality: in the wake of the Feuerbach theses we have to see the active moment of this cognition as well.

Instead of normativism Lukashcheva suggests a psychological approach to the consciousness of law, building in the first place on the Plekhanovian tradition. It seems, however, that neither the theory of role Lukashcheva recommends, nor any other psychological approach is adequate for a wholly novel approach to law, the similarities between social psychology and "the legal role" being fairly superficial.

In addition to these conceptual issues Lukashcheva also discusses the role of the consciousness of law in legislation and the application of law. She segregates the law-makers' consciousness from the people's consciousness of law. Although the two mostly coincide, the legislator's professional consciousness of law is of a higher order. The freedom of law-making is guaranteed by the recognition of social exigencies, i. e. a not purely cognitive activity, but one implying also the selection of the objective. Lukashcheva also examines the participation of the masses in law-making (by quoting a number of concrete examples), the rather timely issue of the relation of the group consciousness of organs of the administration and social services to law-making and finally the social-psychological aspects of the realization and observance of law.

A. SAJÓ

The social organization of law. Ed. by BLACK, D. and MILESKEI, M. Seminar Press. New York, London, Subsidiary of Harcourt Bruce Jovanovich Publ. 405 p.

A remarkable growth of scientific interest can be recorded in the study of the sociology of law in recent years. In the English speaking countries this growth of interest may be assessed by the large number of topical anthologies. Some of these publications serve purposes of education and of general information (e.g. SCHWARTZ, R. D. and SKOLNICK, J. H.: *Society and the legal order*. 1970. Basic Books). Other authors offer information on law for the general reader. An excellent specimen of this tendency is Aubert's selection, a paperback publication reprinted twice within three years. Another collection of studies *Compliance and Law* (ed. KRISLOV, S., Sage, 1972) was basically a collection of studies by scholars affiliated to a definite outlook or tendency. On the other hand the selection of Black and Mileskei is a collection of researchers' opinions suiting the point of view of the editors of the compilation. Here we have a systematic selection which presents a cross-section reflecting a single outlook of the sociology of law, or still better of law itself, rather than a general picture of recent developments of the sociology of law. According to the editors, law is a system of behaviours and therefore they have given space only to those, often less respectable, writings where this outlook prevails. The bulk of the selection is an indication that the editors are not the sole representatives of their ideas in the sociology of law. The firmness of principles of the editors appears to be properly substantiated. An anthology making pleasant reading can only be compiled by insisting on interrelations of content, and in a branch of science of a much debated purpose

such as the sociology of law, a truly effective book cannot be edited unless the risk of one-sidedness has been accepted.

According to the point of view of the editors the sociology of law must basically be a positivistic discipline. This is emphasized by them as a general scientific requirement in the introductory study to the volume, as well as in one of the studies in Part One by Donald Black, stating the theoretical starting-points. An advantage of this point of view must be recognized in all circumstances, namely that the editors, opposing the critical conception of the sociology of law, striving for a Weberian understanding, go beyond the analysis of American issues, i.e. beyond being bound to one definite cultural outlook. The volume deals not only with hitherto neglected fields of law but also with the sociological analysis of the law of other ages and societies. Moreover, by enforcing the frequently neglected historical outlook, it may be considered a noteworthy contribution to the preparatory work of a comprehensive treatment of the sociology of law. As regards positivism, it is exactly in Part One, dealing with the starting-points, that the editors grant exceptions from the editorial principles of their own, inasmuch as Black, while proclaiming positivism, publishes a study by Philip Selznick, *Sociology and Natural Law*, a paper strongly value-oriented. As a matter of fact, among the studies of the selection there are several which go beyond a positivistic description and are of a strongly socio-critical nature (Chambliss, Mayhew & Reiss).

Topically the volume deals with the social organization of law in six fields. The first of these embraces the interrelations of law and other methods of control of society. According to Kawashima in Japan interpersonal relations are mostly governed by traditions, and consequently in these relations the prevalence of law is almost wholly precluded. It is extremely rare to refer cases coming within the scope of interpersonal relations to the administration of justice. Modernization, however, has created a number of spheres of life which are outside the controlling power of traditions, so that here a wide scope has been opened for statutory regulation. Law, however, is thrust to the background not only by traditions, but by rather "modern" considerations of business policy as well. The importance of the preservation of business relations may, as indicated by the investigations of Macaulay published in this volume, eliminate the law from contractual settlements. The study of Nader and Metzger based on a survey made in two Mexican villages informs us that the authority of the *paterfamilias* in like way tends to eliminate the legal settlement of disputes. Schwartz on hand of experiences gathered in "kibbutzim" in Israel comes to the conclusion that only in communities of less developed internal control do people refrain from going to the law. In any case, it appears to be true within a sufficiently wide sphere that the law merely fills the gaps in the management of society.

In the part dealing with the interrelations of social stratification and the law the question of class relations, so often neglected in Western sociology of law, comes to the fore. Chambliss demonstrates on the example of the development of legislation against vagrancy, which already Marx had analyzed, how the ruling class exploits the law for the purpose of its own interests. On analyzing the legal status of the aristocracy of ancient Rome Garnsey gives an idea of the class privileges of the ruling *élite*. The classical study of Kessler on adhesive contracts, written in 1943, has also been included in the selection: even when allowance is made for certain changes of the relevant provisions since then, there has been no fundamental change in the practice which reinforces the position of large concerns by a system of "blue-print" contracts. The study of Mayhew and Reiss indicates that in America there are vast differences in the legal needs by different layers of society, and the level of the satisfaction of these needs differs layer by layer. It is not true that the poor have fewer problems of a legal nature than the wealthy, but they have fewer problems for the settlement of which they could call on the services of an economically oriented bar. A solution to this problem, however, could hardly be expected before lawyers handle civil rights in the same way as issues connected with ownership:

The title and, partly, the contents of Part Four hark back to Durkheimian terminology and outlook. This is the part that investigates the relations of the mechanism ensuring the integration of the law and the morphology of society, i.e. of the horizontal integration of society, by relying on anthropological (ethnographical) material. Comparing Lebanese and Mexican communities Laura Nader mentions a certain interdependence of the parties as the prerequisite of a legal regulation. The effects of law depend not only on the force with which social exigency finds expression in a decision or rule, but also on the size, density and the conditions of communication of the population. This is the conclusion Kaplan has drawn from the observation of the changes in law among the Chaggas in East Africa.

The part dealing with the interrelations of the law and community action leads the reader to by no means less exotic regions. Studying the consequences of the legislation of the Soviet system in Central Asia Massel comes to the conclusion that the cultural revolution of the twenties, to be fought mainly with legislative means, could not prevail by itself against religious traditions. This study is, notwithstanding the bulk of material handled by the author and his clever recourse to conceptual patterns, highly controversial, for the thesis chosen as starting-point, viz. that for the Soviet power the emancipation of women was the means for the creation of a pseudo-proletariat rather than an end in itself, is hardly tenable. On the other hand the convincingly example quoted by Nisbet demonstrates, on the disintegration of the Roman *patria potestas* in the course of the building of the Roman Empire, that joint action as social activity transgressing everydayness is apt to destroy the existing law. Finally on analyzing the political organization of the American Red Indians Lowie demonstrates, how the law organizes for the one social end or the other and how the law so organized disappears with the achievement of its goal or its frustration.

Against the traditional juristic outlook in Part Five presenting the interrelations of law and civilization the in America fairly popular anthropological approach has been brought forward. In the relations of law and civilization inevitably the question of the connexion between law and custom will emerge. According to Bohannan the law institutionalizes custom, Diamond on the other hand, on the ground of the legal policy of the African governments, comes to the conclusion that development goes the other way round.

The last part of the volume under the heading of Legal Organization presents studies which instead of the usual organizational patterns of the judiciary keep in view the actual operation of the judiciary and the social effects actuating it. Currie compares the divergent practice of witch-hunt of the Renaissance in England and on the European continent. In Europe the informer and those in charge of prosecution were financially interested in the confiscation of property, so that witch-hunting often extended to the wealthy classes, as contrasted by the English system based on private prosecution. In his study Gibbs, on hand of experience gained of the method of settling disputes among members of the West African Kpelle tribe distinguishes the therapeutic (appeasing) and the coercive methods in the resolution of conflicts. (If the reader believes it was not worth-while going to Liberia for this distinction and it would have been sufficient to read Eckhoff's study, it should be remembered that Gibbs's study was published a long time before Eckhoff's; thus anthropological observation provided the basis for a rather attractive theoretical generalization.) The last study of the volume is that written by Schwartz and Miller, deservedly reprinted in several anthologies of the sociology of law. In this study the authors demonstrated the interrelations of the stages of development of the differentiation of the institutions of law and society on hand of a comparison of fifty-one different societies. In contradistinction to Durkheim's doctrine according to which law develops from the repressive to the restitutive stage the authors demonstrate that the appearance of the quasi-police power and enforcement organization takes place at a relatively high stage of development of the society concerned, i.e. law becomes repressive at a later stage only. In this connexion Black and Mileski justly remark that the later or earlier appearance of certain roles in judicature does not necessarily affect the characteristics of the contents of law, a circumstance which does

not of course detract from the historical validity of the sequence of appearance of certain roles (mediation – police – non-clan tribunal).

Even if in more than the half of the studies compiled into a volume of the sociology of law the justification of treating the norms and the method of settling the conflicts of societies where the existence of the law as such may strongly be argued, is open to doubts, i. e. if the co-mingling of the sociology of law and “legal” anthropology may be felt as being hazardous, it cannot be argued that the volume will expand the horizon of all those who at last will admit that law can be understood, and also modified, only as a social phenomenon.

A. SAJÓ

JAROS, D.: *Socialization to Politics. Basic Concepts in Political Science*. Nelson, 1973, 160 p.

This volume of the series Basic Concepts in Political Science, published by Praeger, by way of exception deals with a basic process rather than with a basic concept. The volume owes its life to the demand for a summary of empirical researches relating to political socialization. In this volume, however, any generalization going beyond empiricism has been carefully avoided. Notwithstanding, or exactly because of its avoiding generalization, it provides useful reading. In fact it serves as a compass in the maze of research work in political socialization, a discipline that emerged abruptly and turned into a labyrinth within a decade. The author avoids taking a stand prematurely as to the question where research will eventually end and whether or not there is a way out of the labyrinth.

The work offers a concise survey of classical political thinking and practice, of the principal position adopted by theory and practice in connexion with political education. Earlier, several comprehensive doctrines had been formulated before these doctrines had offered certainty of their empirical validity. Only recent research work has made attempts on this line at all. Current research work, by expanding the classical schedule of problems, attends not only to political socialization of childhood: it tries to interpret political socialization in its interrelations with the political system as a whole. Jaros distinguishes two levels in the research in political socialization, viz. the macro- and the micro-levels. Partly owing to financial reasons research on the former level is in a backward state. Efforts have been concentrated on the micro-level and in particular on socialization in childhood.

The objective nature of reality to be socialized depends on the recipient subjects, i. e. the object of socialization will differ according as this object is the mass or the *élite*. Mass socialization begins with the relatively early recognition of the authority of society superseding the *patria potestas*. On the authority of Easton the author distinguishes three levels of political socialization, viz. the *régime*, the government and the community levels. (The *régime* is in the first place the sum total of the rules of the game of the given constitutional arrangement; the government is the executive organ composed of the power holding party the community is e. g. the nation, etc.) Jaros reviews the cognitive and emotional process of socialization associated with the particular levels, further the effects of the domestic atmosphere in childhood, of involvement in political activity. On the ground of the well-known international survey of Almond-Verba the author analyzes the effects of national cultures on the socialization of the child. He emphasizes, however, that no research whatever can bear out the linear causal interrelations and that the socialization of the *élite* is practically beyond grasp when no attention is given to adult socialization. Notwithstanding the psychological importance of experiences in childhood, personality is all his lifetime in a state of development and metamorphosis, and it cannot be explained only by influences in childhood. This continuous learning represents the limit of socialization in childhood. Thus e. g. the socialization of the early 'forties is wholly meaningless from the point of view of the spread of the socializing effects of the

television. Among the effects of political socialization in adult age mobility has a particular, almost dramatic influence. In response to mobility downwards the individual will, by his uncertain status, be thrust to rightist groups, whereas for upwards mobility the individual will try to embrace the political norms of a new group of reference. The political role-shaping effect of the age cannot be ignored either.

Jaros analyzes three socializing factors in detail, viz. the parental family, the school and the peer group. Of the parental effects he deals with the effects of innateness, the direct transmission of values, of the want of parents and non-willed political socialization without teaching. Too yielding or too authoritative parents transmit their political conviction in a less successful manner than parents educating their offspring in a moderately liberal manner. At the same time the transmission of values strongly depends on the contents of the value in question. E.g. in America party affiliation strongly follows family traditions, whereas as regards problems of economy or nationalism this statement may be made with reservations only.

In the political socialization of the school in addition to the curriculum Jaros studies the effects of the teacher's value system itself and also the influence of the form or the school-room. As regards the political socialization in the university, and within it the "misteries" of student movements, Jaros receives the highly contradiction-fraught data with even more reservation than is usual with him. In any event the university professors and the curriculum of the university are not sources of phenomena which may be observed at universities. On the other hand the effects of associating with the peers may have a determining and lasting influence. The effects of the peer groups are easily understandable, when it is remembered that what an individual and, in particular, a youth requires, viz. interaction, approval, confirmation, prestige, depends on the peer group. The identification with the political expectations of the group is the principal source of political action. It is here that the primary source of the breaking away from the parental values must be looked for. Unfortunately apart from the research work done by Newcombe and Langton no noteworthy results may be recorded in this field.

After the review of the results of empirical investigations Jaros proceeds to offering a brief insight into the explanatory theories relying partly on empirical investigations, partly on considerations of psychology and general political science. He closes his work with methodological notes associated with research work and by laying stress on the moral responsibility of investigation into political socialization.

A. SAJO

Правовые аспекты деятельности профсоюзов СССР. (The legal aspects of the activities of the trade-unions of the USSR.) Ed. Ямпольская, Ц. А. — Цепин, А. И. (YAMPOLSKAYA, C. A. and TSEPIN, A. I.), Moscow, Izd. Nauka, 1973. 432 p.

The volume which owes its birth to team-work sums up all aspects of trade-union activities bearing upon the law.

Chapter One provides a general characterisation of the trade-unions. It deals with the nature of the trade-unions as social organizations, in particular with their tasks and functions in a developed socialist society, as well as with the forms and methods of trade-union activities. The principal form of trade-union activities is the independent activity and initiative of all of its members.

Chapter Two presents the system of the trade-unions of the Soviet Union. It describes the principal traits of the sectoral and territorial pattern in a dual form. The work then continues with the analysis of the structure of the sectoral and territorial trade-unions. It deals separately with democratic centralism and the principle of dual subordination as far as the trade-unions are concerned.

Chapter Three presents the trade-unions as subjects of Soviet constitutional or political law. In this chapter the following questions may be of particular interest: the subject-matter of constitutional or political law and the question of the constitutional status of the trade-unions; the general characteristics of the constitutional status of the trade-unions; the participation of the trade-unions in the organization of Soviet governmental organs; the councils of the trade-unions and the delegates of workers; the participation of the trade-unions in legislation; the trade-unions and people's control.

Chapter Four discusses the trade-unions as the subjects of labour law. Among others it offers an insight into the relations of trade-unions and enterprises, institutions, and governmental agencies. It deals with the contents of trade-union rights in their relation to labour law. Particular attention has been given in this chapter to the functions of trade-unions in the safeguard of the worker's interests. It discusses in detail the various trade-union rights at employment, at its modification and termination. The authors point out that in the latter instance the protection afforded by the trade-union to the workers is particularly effective in as much as the enterprise cannot terminate employment by way of notice unless it has received the previous consent of the enterprisal trade-union committee. In this question judicial procedure is precluded and the enterprise is compelled to take note of the standpoint of the trade-union in the matter. Else the trade-unions do not act exclusively in the interests of the trade-union members at the enterprise: they represent the interests of all employees, i. e. the trade-union may proceed also in matters of non-members.

Chapter Five deals with the proprietary rights of the trade-unions. Here the authors deal primarily with the subjects and objects of trade-union ownership.

Chapter Six is devoted to questions of the civil law personality of the trade-unions. Here the authors outline the general nature of trade-union civil law personality and deal with questions associated with the origin of the trade-unions as legal persons.

Chapter Seven presents the trade-unions as subjects of administrative law. First of all the conditions in the presence of which the trade-unions may become subjects of administrative law have been examined. The authors continue with the analysis of the contents of the legal personality of the trade-unions under administrative law. The discussion of the authors of the forms in which the trade-unions participate in public administration may count on particular interest.

This publication undoubtedly fills a gap in socialist literature. Namely earlier publications on trade-unions either do not discuss legal issues at all, or they do only peripherically. This work, however, deals almost exclusively with legal issues. The work, equally valuable from both scientific and practical point of view, may safely lay a claim to the interest of scholars of practically all branches of law.

L. TRÓCSÁNYI

Organizațiile obștești în sistemul organizării politice din Republica Socialistă România (The social organizations in the political organizational system of the Rumanian Socialist Republic). Collection of articles, ed. Ceterchi, I., Bucharest, Acad. R.S.R., 1973. 324 p.

The authors of this work have set themselves the goal to provide a summarizing survey of the permanent role of the social organizations and their increasing significance in the mechanism of the political superstructure of socialist society. The particular contributions to this volume were written by one author each or by several authors conjointly. The unity of the work and co-ordination is due to I. Ceterchi. Apart from him Leburici, Colțeriu-Leiss, Popescu, Groza, Cleja, Ghimeș, Ștefanescu, Popa, Dragnea and Suian have contributed to the collection.

Chapter One gives a circumscription of the notion of a social organization, the classification of these organizations and their segregation from governmental agencies. Chapter Two deals with the role of the party, its organization and significance. Chapter Three discusses the place of the State and the governmental agencies in the system of political organizations.

Chapter Four, or rather its author, in fact deals with the social organizations, notably with the historical and political circumstances of the creation of the Socialist Union Front, its function and significance.

Chapter Five informs of the historical struggles of the trade-unions and continues with the analysis of the place and functions of the trade-unions in the State, their tasks, present and future. Finally it discusses the problems of the improvement of the organizational structure of the trade-unions.

Chapter Six deals with the youth organizations and Chapter Seven with the women's movement.

Chapter Eight discusses certain social organizations of the national minorities, or in literal translation: the councils of workers affiliated to coexisting nationalities. As regards the Hungarians and Germans the central organ operates in Bucharest as its seat. Wherever workers of nationalities are living in large numbers, also local councils have been organized: 15 Hungarian, 10 German, 2 Serb and 2 Ukrainian local councils. The councils of the workers of the nationalities have two principal functions, viz. first, political education and, secondly, the advancement and fostering their specific national culture, art, science, etc.

The problems of the agricultural co-operatives are discussed with surprising brevity in Chapter Nine. The article in Chapter Ten deals with the scientific, technical, literary and social organizations, and with those engaged in the propagation of education among the masses. The organizational and other traits of sporting life are discussed in Chapter Eleven.

The author of the article in Chapter Twelve makes an outlined survey of the nature, creation, operation of the local committees (the permanent committees) of the citizens, their mediating role between the councils and the population, their functions, etc. The same article deals with the associations of the inhabitants and their committees. The associations of inhabitants as an institution is unknown in Hungary, at least in the Rumanian form. These associations have been called to life by an act of legislation, they operate in conformity with their statutes and have legal personality. The author renders account of the disputes that were going on in professional literature on the status of these institutions.

The article in Chapter Thirteen makes a survey of organizations displaying activities in foreign policy. Such organizations are e.g. the National Peace Council, the Committee of Solidarity with Viet-Nam, the Institute for Cultural Relations and the association "Romania" performing cultural activities among persons of Rumanian origin living abroad. Among these social organizations the author enumerates the Chamber of Commerce of the Rumanian Socialist Republic, by giving a survey of its functions.

M. LAZAR

ZLATESCU, V.D., *Reglementarea legală a organizării și conducerii unităților socialiste de stat – Legea nr. 11/1971 comentată* (The regulation of the organization and management of socialist state units – Commentary of Act No. 11/1971). Bucharest, Edit științif. 1975. 381 p.

As regards both the problems discussed in this work and the method how the author handles his subject-matter it concerns both those versed in law and economists respectively. The author presents a survey of the development of the relevant branch of law and also of the various provisions of law touching on the subject-matter. In connexion with the discussion of the specific problems he also offers selections from field practice.

The first part of the work is split up into three chapters. In the first chapter the author deals with the problem of the improvement of the organization and management of the socialist economic units, in the second he investigates the scientific aspects of enterprisa management in the light of Act 11/1971., and in the third he analyzes the nature of state enterprises.

In the second part the author supplies the provisions of Act 11/of October 21, 1971 on the organization and management of state socialist units with explanatory comments. The Act has been promulgated in No. 130 of 1971 of the Official Gazette.

As may appear from what has been said so far the structural arrangement of the work is rather peculiar. Whereas the first part is more of the nature of a study, the second is rather a commentary on the Act. Notwithstanding the work may on the whole be termed a monograph. The author beyond interpreting the provisions of the Act successfully unfolds a uniform concept of the possible solutions. He bases the recommendations he brings forward consistently on the principles underlying the statutory regulation. The author designates the principal theses of this theoretical, legal and economic construction as enterprisa law, naturally without attributing to this term a meaning involving the recognition of an autonomous branch of the law.

One of the set of questions subjected to an analysis deals with the interaction of the law and the theory of management in their relation to the regulation of the organization and management of economic units. It is in this spirit that the author analyzes the notion of the structure of the enterprise and the industrial (commercial) centre, a notion at the same time covering the productive and operative policies of the enterprise. The analysis extends also to the ideas underlying enterprisa operation, ideas which at the same time have served as basis for the regulation of the competences of enterprise and centre as laid down in Act 11/1971. According to the author's views the system of management is composed of the structure of management, the functions and tasks of management and its competences. These at the same time represent the fundamental problems of the theory of management, and as made clear by the author, these are underlying the regulation of the legal status of the executive organs as brought under regulation by Act 11/1971.

The second group of problems discussed in this work is that involving legal personality. In this connexion the author partly studies the theoretical basis of the qualification of the enterprise as a legal person, partly deals with the legal personality of the enterprise. In the process of the genesis of a legal person he distinguishes four stages, viz. the act of foundation, the formation of the collective, the formation of the trade-union and the signature of the agreement by collective bargaining. In his opinion the legal personality of the state enterprise relies on the act of foundation and the agreement by collective bargaining. It is to this question that the dual, viz. proprietary and productive, capacity of the workers is attached.

Dealing with the enterprises as subjects at law the author denies the quality of a subject at law to an enterprise void of legal personality. In his opinion these enterprises can take part in economic activities only by authority of the commission received from their principal, the legal person. In Rumanian professional literature the case when the centre draws some of the competences of the subordinate enterprise to itself has provoked a lively debate. The author tries to settle this question, too, as being a case qualifying as a commission.

The third category of questions studied in the work under review deals with the dual, proprietary and productive, capacity of the workers.

The author sets out from the assumption that in general the members of society are proprietors of the national wealth as well as producers. Still the members of a collective have, beyond this, two further rights, viz. the right to participation in the management of the unit and the right to a share in the results achieved by the enterprise. In this connexion the author analyzes the principal forms of the role of the collective within the framework of enterprisa activities. Here the author conceives the labour contract as

a legal and formal means which establishes the participation of the given person in the activities of the collective in the economic unit, together with his rights and duties. The author subjects the general assembly of the workers to a particularly extensive analysis. The general assembly is the highest organ of control of the collective management and the other organs of the enterprise. In this connexion the author also discusses the role of the trade-union at the enlistment of the workers in the management of the enterprise.

The author analyzes the participation of the members of the executive organs in the management on the understanding as if this participation legally relied on a commission of consultation. The author formulates a certain point of view as far as the hierarchical order of the executive organs, and particularly the position of the economic unit management having precedence, as well as the government department and the manager are concerned. Decision-making powers are in general vested in the collective managing body, whereas the manager has been authorized to undertake legal obligations for and on behalf of the economic unit in the scope coming within the competence of enforcement. Else as regards continuous management both competences concentrate in the hands of the manager.

M. LÁZAR

MYNÁŘ, A., *Kontrola v podniku* (Control at enterprises), Prague, Horizont, 1973. 104 p.

The work under review deals with enterprisa control in a complex form. It discusses, one by one, the problems to be solved in the process of enterprisa control with lucidity and in a form easy to grasp. The author discusses the subject-matter of this work from the aspect of the agencies in charge of control. Accordingly he analyzes the problems likely to emerge in the process of control discharged by the Communist Party of Czechoslovakia, the trade-unions, youth federation, the committees of popular control, and by those holding executive positions.

On dealing with control discharged by the Communist Party the author states that control is one of the most important functions of the party organs. They cannot, however, discharge their relevant duties unless they can rely on the knowledge of all workers of the enterprise: the purpose of the control is to extend assistance to those in charge of economic management. No efforts should be spared in order to improve the efficacy of this control. The author tries to make clear in a concrete form the considerations which the party organs have to respect in the first place in the course of their controlling activities.

The trade-unions in the course of their control will first of all have to check complex character of the plans, the socialist competition movement, the agreements by collective bargaining, the developments in wage policy and the state of labour safety. The author deals separately with the rights of the enterprisa trade-union committee in enterprisa control. It is a prerequisite of the efficacy of control performed by the trade-union agencies that the workers should take part actively in the exploration of abuses and shortcomings.

The Federation of Czechoslovak Socialist Youth in general checks actions undertaken by young people for their proper performance. These actions in general involve the exploration of frozen stocks, the exploration of the causes of rejections, power saving drives, etc.

The enterprisa popular control committees are links in the earlier system of control organs. Consequently mostly the rules of the earlier system of popular control apply also to the enterprisa control committees.

The author discusses the purpose of control performed by the officers of the enterprise in a most comprehensive form, so also with the methods of rigorous and "invisible" management, with special regard to inter-enterprisa relations and the enterprisa atmosphere. The author emphasizes that the precondition of the control and of the workers efficiency is the precise definition of their duties. He

therefore sums up the obligations devolving on the management in this connexion. The principal officers of the enterprise have to check on their own instructions for their standard (whether or not these are too general, or self-repetitive, etc.). In the course of control the workers should be given credit for good work. This means that the purpose of control is not solely the discovery of shortcomings or abuses, but also the encouragement of the workers to the proper discharge of their duties. In general there are no definite statutory provisions as to the frequency of control. As regards certain categories of workers, however, there may be provisions of a certain cogency as to the intervals at which control to be instituted. As regards the considerations on which control should be performed there may be certain provisions in the statutes of the enterprises as far as the workers in the personnel department are concerned. These provisions will in general define the criteria also of the qualification of the workers. At the qualification of the workers those in charge of it should be on their guard against stereotypization, an error which may prove to be directly harmful. A fundamental consideration is to establish whether the faculties, body of knowledge and experience of the particular worker are on par with his assignment.

The author discusses the responsibility of the subordinate workers in a separate chapter. In this connexion the author concentrates on the preconditions of the establishment of the workers responsibility and discusses separately the special problems associated with the responsibility of the managerial staff members. He then examines questions of culpability, negligence, wilfulness, the questions of disciplinary and financial liability, finally with the liability of the workers under criminal law and their political responsibility.

The author ends by drawing attention to the importance of the co-ordination of enterprisal control.

L. TRÓCSÁNYI

ПИСКОТИН, М. И. (PISKOTIN, M. I.) Советское бюджетное право. (The Soviet budget law.) Moscow, Yurid. Literatura, 1971. 312 p.

In the Soviet Union, too, budget law is still a blank page in the disciplines of financial science and political economy. The work of the author therefore fills a gap, and in addition to a complex analysis of this field the author tries to make clear the specific functions law has in the realm of the state budget. It is a work in every respect pointing at what lies beyond the eclectic hotchpotch of elements of political economy, financial science and law.

The endeavour to make a clean sweep of the débris in this field stands out clearly also from the structure of the work. The author deals with the following items in his work: the state budget of the USSR; the Soviet budget law; the theoretical foundations of the structural arrangement of budget law; the fundamental problems of the statutory regulation of revenue and expenditure; the composition of the budget, its organization and approval; the organizational questions of the execution of the budget; and the account rendered of the execution of the budget.

One of the outstanding theoretical problems of budget law is to assign a place to it within the legal system. The author reviews the dominant positions taken in Soviet legal literature in this question. In his opinion budget law is a part of fiscal law rather than of administrative law.

Within the Soviet budget law the author distinguishes between substantive and procedural rules. The substantive rules define the budget system of the USSR, the sum total of the revenue of the Soviet state and the items of expenditure, the precise segregation of the various sections of the budget, and the method of distributing the items of revenue and expenditure. The procedural rules bring the process of the composition of the state budget of the USSR, its execution and also the procedure of rendering account of

the execution of the budget under regulation. Effect is given to these rules by the budget law of the Union, of the union republics, autonomous republics and of the local soviets. In the opinion of the author the budget is at the same time a notion of economy and in this sense it is a plan. However, the budget is not simply a plan. It is a plan approved by the State and made obligatory for the organs of the State in the form of an act.

Although the purpose of the budget is to establish an equilibrium between revenue and expenditure, the mere balancing of the two sides of the budget cannot be considered as purely a question of financial technicalities. Therefore the author devotes the third part of his work wholly to the most important legal problems of revenue and expenditure. He discusses the method of distribution of expenditure (p. 171), and then deals with the problems of planning the budget.

The core of the budget law is made up of the problems which are related to the structure of the budget (pp. 70 to 146). Because of the federal constitutional system of the USSR the rules which concern the budget law, and which have to deal, with the monetary and credit system on the one hand, and with the autonomous budget law of the union republics on the other, have to be defined first. A category of these norms establishes the exclusive competence of the Union for the regulation of the monetary and credit system. The other group of rules extends the budget law of the union republics to the following: the right to draw up the budget, the right of the union republic to produce revenues for its budget, the laying of claims to tax incomes and revenues from the Union annually, the autonomous planning and approval of the budget, the distribution of revenue and expenditure at option, furthermore the autonomous execution of the budget, the planned and provident distribution of budget receipts and the right of remittance. The budget law of the union republics is subject to two limitations, viz., first, the union republics can draw up the estimates only, but not approve it. Under Section 20 of the act on the budget law of the USSR and the Union Republics the approval of the estimates of the union republics comes within the competence of the Supreme Council of the USSR. Secondly, although before the approval of the estimates the Supreme Council of the union republic may raise the sum total of revenue and expenditure, it cannot make changes on the sums to be deduced from the taxes and the revenue. After this survey of the rules of competence the author raises a few questions relating to the further development of the structure, competences and provisions of the budget law in the relations of the organs of the union republics and local organizations (p. 122).

In the chapter "Some problems of the further development of the Soviet budget system" the author designates the principal stages in the changes of the budget system and describes the trends in the development of the Polish and Hungarian budget and fiscal system and also that of the German Democratic Republic (p. 135).

The question of the approval of the budget is dealt with in all its details in the work under review. The author provides a thorough analysis of the problem arising from the circumstance that the competent council discusses the account rendered of the execution of the budget together with the financial plan of the next financial period and therefore has little time left for an exhaustive scrutiny of the financial activities of its executive agencies. The author discusses the suggestions put forward to remedy this shortcoming and at the same time appraises the actual measures that have been taken in several union and autonomous republics in this connexion. Similarly the author devotes ample space to the questions related to the execution of the budget (pp. 307-310).

The endeavour of the author to formulate notions which may be profitable for research work while making a survey of the positions taken by Soviet jurisprudence has been successful. The work has accomplished its main objective, viz. the systematic discussion of the Soviet budget law. Its greatest merit is, however, that it pays particular attention to analyzing the potentialities of a further development of budget law.

E. FERENCZY

KIRMSE, D.; KIRSCHNER, G.; RUDELT, W.: *Die arbeitsrechtliche materielle Verantwortlichkeit des Werk tätigen*. Berlin, Tribüne, 1973. 360 p.

Before the publication of this work the same authors published a volume *Die arbeitsrechtliche materielle Verantwortlichkeit des Unternehmens* (For a review of this work see Állam- és Jogtudomány, 1973, No. 1, pp. 116–118). The latter publication is therefore actually a completion of the former one.

In Part One the authors set out from the principle that the financial liability of the workers is in fact a means for the reinforcement of the socialist discipline of labour and of socialist property. Therefore it is a cardinal duty of the executives of the enterprise to educate the workers to the esteem of, and respect for, socialist property. Disciplined work, on the other hand, may in many instances prevent socialist property from being damaged. The trade-unions act in agreement with their representative functions when they lend their support to this sort of managerial activities. The authors make it clear that neither the educative functions nor the defensive functions to safeguard socialist property can be considered primary: the two supplement each other organically. The authors continue with giving an illustrative outline of the types of the liability of workers as laid down in the Code of Labour Law (p. 19). Other questions discussed in this chapter are the financial liability of workers and their liability of other kinds (disciplinary, civil law, criminal law liability, the financial liability of the enterprise under labour law), the scope of regulation of the financial liability of the workers under labour law (the applicability of the relevant provisions at enterprises of various forms of ownership, the personal effect of the provisions, the application of the rules of liability to non-culpable breaches of duty). In this chapter the authors also deal with the question of the insurance of the enterprises against risks, which insurance is partly obligatory, partly voluntary.

In Part Two the authors deal with the statutory conditions of the supervention of the financial liability of workers. Workers are not liable for damages unless the conditions obligatorily specified by the Code of Labour Law are present. These conditions are of two kinds, viz. first, the issues of fact as specified by the law (supervention of loss to socialist property, the presence of a breach of duty, causal relation between the loss and the behaviour violating the obligation of the performance of duties, culpability), and, secondly, procedural conditions (enforcement, limited terms). In this part the authors deal with the facts issue in detail.

Part Three calls forth attention to the importance of a differentiation of financial liability. Thus attention has to be given to all circumstances of the case, including the personality of the worker. In addition, the provisions of law specify certain circumstances which may have a decisive influence on differentiation (the repercussions of the damage on national economy, the weight of the disciplinary offence, the degree of the culpability of the worker, earlier performances of the worker and educative measures applied earlier). A special section deals with the necessity of differentiating the liability for damages, for several breaches of duty by the worker, or for the collective breach of duty by several workers.

Part Four deals with the enforcement of the financial liability of workers and the terms associated with enforcement. According to the authors it is a basic principle that liability has to be enforced by judicial procedure, before a social tribunal or a state court of law. Social tribunals are the committees of arbitration of the enterprises, state courts of law are the district courts. In addition, financial liability may be enforced on the initiative of the enterprise also in criminal procedure. The district court cannot proceed in matters of financial liability under labour law unless the enterprisal committee of arbitration has previously passed a decision in the case, there being exceptions from under this rule. The authors' discussion of the rights of submitting complaints to the committee of arbitration and also of the prerequisites of such complaints may count on special interest. The authors then discuss the same questions also as far as complaints submitted to the district court are concerned. The enforcement of the liability for damages in criminal procedure depends on the enterprise. There is no obstacle to the

enterprises applying to the committee of arbitration even in cases when the breach of duty of the worker constitutes a criminal offence. Even here the enterprise may waive its claims to damages whenever this is justified by all other circumstances of the case, the amount of the loss and its effects on national economy. In this part the authors also deal with the terms specified for making good the claims to damages and the calculation of these terms.

Part Five discusses the reparation of the damage by the worker. Since in principle damages have to be paid in terms of money, the worker has to pay a corresponding amount to the enterprise. In the majority of cases, however, the worker is not in the position to make payment promptly and therefore the practice has become established that the enterprise agrees with the worker on the deduction of a certain amount from his wages. This chapter also deals with the enforcement of non-appealable decisions passed in matters of the financial liability of workers.

Part Six sums up the functions of the enterprises, trade-unions, enterprisal committees of arbitration and the courts of law in connexion with the enforcement of the financial liability of workers under labour law. Of the functions fulfilled by the enterprise the authors lay special stress on the importance of the exploration of the causes of damage, where even the workers have to co-operate. The functions burdening the trade-unions are mainly associated with the safeguard of socialist property. Thus the trade-unions have to take part in the exploration of the causes of losses, the trade-union functionaries have to attend the sessions of the enterprisal committee of arbitration, if cases dealing with the financial liability of workers are discussed. The trade-union may, through the delegation of representatives, attend the procedure in progress before the courts of law in cases coming under labour law. The role of the enterprisal committees of arbitration and of the courts of law at the determination of cases of damages is of great importance also because of the fact that without them no compromise or conciliation is allowed. They are bound to co-operation even in such cases. These agencies of the administration of justice are under an obligation to prepare the hearing of these cases with the proper care and circumspection and substantiate their decisions in a convincing manner.

There are several appendices to this work. Those of importance are the sections of the Code of Labour Law dealing with the financial liability of workers. Although the authors do not consider the treatment of theoretical problems their primary objective, they do not neglect to elaborate on the theoretical foundations either, and therefore the volume may be read with use also by those interested in the scientific aspects of the subject-matter. It is, however, in the first place a manual to be consulted by judges, procurators, attorneys, the members of enterprisal committees of arbitration, judges proceeding in labour disputes. The authors of this work obviously meet this demand in several respects.

L. TRÓCSÁNYI

Kriminalitätsvorbeugung und -bekämpfung im Betrieb. (Collection of studies). Ed. ORSCHKOWSKI, W.; SEIDEL, D.: Berlin, Staatsverlag der DDR. 1974, 283 p.

1. The authors of this collection of studies dealing with the prevention of criminal offences to the prejudice of social property and production have examined the practice followed at a number of commercial, building and industrial enterprises. The work relies on experiences accumulated in the course of this investigation. As it is made clear in the Introduction, the problems which come to the fore, cannot be considered definitely settled by the solutions supplied in this work. Nevertheless the investigations offered an opportunity to solve the problems, which appear also at a developed stage of socialism.

2. One of the preconditions of a further development of socialist enterprises is the safeguard of production and socialist property, their defence against criminal offences committed to their prejudice.

As a matter of fact a socialist enterprise is at the same time an economic and social unit, where the workers consciously lay the material and intellectual foundations of the life of the society and of themselves, and mould the developed socialist society. Another task turning up in the process of production and distribution is the curbing of those violating the law, of the criminals.

The work consists of five large chapters. The balanced arrangement of the different chapters provides a good grasp of the structure of the work.

In Chapter 1, dealing with the responsibility of the enterprise in the prevention and suppression of criminality the authors study the social foundations and preconditions indispensable for the prevention and suppression of criminality at the enterprise (the functions of the public and social organs in the prevention and suppression of criminality, the legal bases of this activity, the integration of the functions of crime prevention, etc. into the managerial activities). Here a special part deals with the pedagogical and psychological aspects of the socialist treatment of man.

Chapter 2, "The forms of manifestation of criminal offences and perilous acts, their causes and the conditions advancing them", first of all sums up what is known of the most frequently occurring offences at enterprises. The authors continue with dealing with the personality of the offenders, the problems associated with the forms of imperilment, the causes of the offences against socialist property and national economy, the conditions advancing the commission of these offences. It continues with the practical problems of preventing and suppressing enterprisal criminality, the responsibility of the enterprisal collective in this connexion, to conclude with the discussion of the problems of prevention and suppression of criminal offences imperilling social property.

Chapter 3, "The co-operation of the enterprise in criminal procedures" examines, on the ground of the provisions of procedural law, the forms of co-operation (the functions of the enterprisal management in connexion with the establishment of material losses, the role of the enterprise in criminal investigation and at the trial).

Chapter 4 deals with the functions of the enterprise in connexion with the enforcement of penalties not involving imprisonment. In this chapter the authors deal with the co-operation of the enterprise at the application of penalties other than imprisonment, with probation, the prohibition to change employment during the term of probation, restrictions of the choice of the domicile or residence, control and provisions relating to the imposition of a fine. To conclude the authors sum up the factors guaranteeing the efficacy of re-education and, in a separate section, discuss the re-educative activities of the enterprise.

Chapter 5 on "The integration of persons released from prison into the enterprise" discusses the preparations to be made for integration (the joint work of the enterprise and the institutes of law enforcement, the role of the enterprisal collective and educative work performed as social work, the creation of the conditions at the enterprise for reintegration).

The work is enriched by detailed notes, appendices (a synopsis, specimens of forms, questionnaires, etc.) further by a very detailed index of subjects. All these are valuable help for those consulting the work for adequate practical information.

3. This volume, a production of team-work, analyzes the whole sphere of problems on the ground of statutory provisions. In connexion with all actions it refers to the corresponding statutory provision. The work is of special interest for the Hungarian professional quarters because of the want of a similar work in Hungarian professional literature. For considerations of penal policy the work is of great significance because notwithstanding the fact that it studies the participation of society in the prevention and suppression of criminality restricted to the narrow field of enterprises, as will be evident from the preface and the contents of the work, this field carries the basic pillar of developed socialist production, while the workers of the enterprises are perhaps the most important factors at building a socialist society. By handling prevention and suppression of criminality as a social function, the work offers the most direct practical guidance in this respect. The editors and authors of this collection produced a very useful

handbook not only for the enterprisal collective operating in an extremely important field of crime prevention, as social workers in the struggle against criminality, but for the workers of the official organs as well.

The collection is the product of the teamwork of a collective with the participation of R. Gürtler, K. Menecke, J. Meinel, W. Orscekowski, further D. Seidel, H. Szkibik, J. Bischof, E. Rindert, H. Hinderer, U. Lehmann, V. Möbus. The team-work was conducted by W. Orscekowski, professor of the university of Leipzig.

L. NAGY

NEGRU, V.; RADU, D.: *Drept procesual civil* (The law of civil procedure). București, Edit. didactica și pedagog., 520 p.

The work to be reviewed is in the first place a textbook for university students. Besides, the related theoretical problems as well as a number of moot questions in jurisprudence are analyzed thoroughly. Here the authors take a definite stand. The work consists of three principal parts. The first deals with the fundamental notions and institutions, the second covers the material of judicature, and the third discusses law enforcement.

The authors avoid the purely theoretical analysis of notions or expressions of whose meaning is not doubtful among those practicing law. The cardinal virtue of the volume is the lucid exposition of the subject-matter, the systematic treatment of the various problems, clarity and accuracy.

In Part One the authors before all define the notion of civil procedure. The relatively short historical retrospect covers all that is essential, and provides the foreign reader with interesting items of legal history. The authors then discuss the relations of civil procedural law and the other branches of law, the problems of the conflicts of law, the fundamental principles of civil procedure, the parties and questions of jurisdiction and competence. They define the notion of a civil law action. Furthermore the reader will become acquainted with the nature of a civil suit and the doctrines relating to the relations of law and action. Dealing with the classification of civil law actions the authors segregate these by their objective and subject, or from the point of view of importance, by principal and subsidiary actions, from the point of view of their nature, by civil law and commercial law actions.

The chapter dealing with evidence opens with an exposition of the general theory of evidence to be followed by a classification of evidence, the safeguard of the means of evidence and the study of judicial practice. It should be noted that this chapter does not discuss statutory presumptions. Incidentally in some of the handbooks of procedural law the subject of evidence has been taken up as a special part of the subsequent discussion of procedural law and not in the general part. Procedural acts as well as the questions of nullity are also discussed in this part of the work. These questions are first analyzed on general considerations, and in this connexion the authors in the form of a digression, discuss the disputes going on in legal literature in connexion with the subject.

In the first chapter of Part Two the authors deal with procedure of the first instance. In their opinion evidence ordered on the motion of the party must be considered an intermediary decision, if the party representing the opposite interest has demanded the dismissal of the motion. The authors subject the question of pleas to an exceptionally detailed analysis. They elaborate also on other questions associated with this phase of the procedure, so suspension of procedure, termination, waiver, judicial composition, etc. Special attention has been given to the acts of the court to be performed *ex officio* and to the right of supervision of the court.

A separate chapter is reserved for the discussion of the material of judicial decisions. The questions associated with these have been analyzed in a detailed form required by the importance of the subject. In the following chapter the authors deal with the problems of legal remedy. Here prominence has been given to the appeal. It is worth-while to devote special attention to the passages where the authors study the question of directly pleading the violation of the law. Owing to the nature of the subject special significance has been attributed to the Rumanian statutory provisions.

Chapter Four of Part Two deals with special procedures.

In Part Three, closing the work, the authors in their intention to offer an exhaustive discussion of the subject-matter, deal with, and analyze, the body of provisions bringing law enforcement under regulation.

M. LAZAR

Hundert Jahre österreichische Strafprozeßordnung 1873–1973. Ed. LIEBACHER, V.; MÜLLER, O.F. Wien–New York, Springer Verl., 1973, 213 p.

1. In his preface to the volume of collected papers published on the occasion of the 100th anniversary of the Code of Criminal Procedure enacted in 1873 following upon a draft code compiled by Julius Glaser, formerly professor at the University of Vienna and then Minister of Justice, the Minister of Justice Ch. Broda gives the designation of "applied constitutional law" to the law of criminal procedure. In his opinion constitutional history and the history of criminal procedure were in all ages closely interrelated. As a matter of fact the extension or restriction of human freedom has always been determined by the relevant provisions of the law of criminal procedure. The present collection of studies deals with the most important problems of the past one hundred years' period.

2. The studies published in the collection may be grouped round several principal spheres of topics. Of the studies dealing with realizing the basic freedoms of man, as well as with the guarantees of the legal status of the accused and, in association with this, the procedural functions, such as indictment, defence and sentence, special attention should be drawn to *F. Foregger's* treatise entitled. The fundamental human rights in the Code of Criminal Procedure of 1873 and today. After a historical retrospect the author first deals with the role of universal human rights and then with that of the specific procedural fundamental rights. The same problem is treated by Professor *Fr. Novakowski* in his paper The interpretation of the procedure on indictment at the drafting of the Code of Criminal Procedure of 1873, as well as by *W. Schuppich* in his paper Indictment and defence, and *St. Komar*, in his paper The prohibition of the *reformatio in peius* and the practice of judicature.

Several essays have been written on the historical development of criminal procedure. Here we ought to mention the paper of the Vienna Professor *R. Grassberger*, The amended hundred-year-old code of criminal procedure and the development of criminology in Austria. According to this author Austrian criminology, which may boast of such representatives as *J. Luzec*, *J. Banizza*, *Ch. Hupka*, *Hans Gross*, *Franz v. Liszt*, always used to be a precursor of the discipline in the field of scientific work and education. In this connexion mention should be made of *W. Holczebek's* work The expert in forensic medicine and his significance in the criminal suit.

In his paper A Comparison of the new trends in German criminal procedural law and of English law the professor of the University of Freiburg *H.H. Jeschek* deals, after a short historical retrospect, with two focal issues, viz. the question of the acceleration of procedure, and, secondly, the question of the reform of the procedure to be followed at a new trial or the reopening of the case.

Several studies of the collection deal with institutions of criminal procedure, or within this analyse the most significant changes in procedural methods. Contributions of this kind are those of *H. Steininger*, The regulation of jurisdiction in criminal cases in connexion with the coming into force of the new Criminal Code, *K. Reidiger*, The legal status of the authorities of public security before the institution of judicial procedure, *Fr. Pallin*, Plea of nullity in the interest of legality, and finally, *H. Lambauer*, Procedure on indictment and the monopoly of indictment in fiscal criminal law.

The following papers deal with the organizational aspects of judicature: *V. Liebacher*, The development of the Office of the Chief Prosecutor, *O. F. Müller*, The professional organization of lawyer, and *M. Laich*, Development of criminal judicature in Tyrol and Vorarlberg.

3. The Code of Criminal Procedure of 1873 was one of the exemplary achievements of the application of what was called the mixed system of procedure and at the same time a typical product of the liberal view of the constitutional state of the bourgeois era. At the time of its enactment it was the standard codification of European procedural law. In a way, the Code inevitably had an effect also on Hungarian criminal procedure before the Liberation and so on considerations of science history its study cannot be bypassed. Also it is beyond doubt that in Austria pioneer work was done in the criminal disciplines, such as criminology, forensic medicine, and that the Austrian school of criminology and criminalistics was up to world standards. Notwithstanding, there is necessarily much that the reader may miss in the volume of studies under review. As a matter of fact, irrespective of considerations of ideological differences, research in criminal procedure by recourse to interdisciplinary methods has become a *conditio sine qua non* of the study of modern criminal procedure.

First of all it is rather surprising that evidence, a question of utmost importance, is dealt with in no independent study. Some papers of the volume deal with evidence merely in a cursory way and on general lines. It is hard to believe that in the present phase of the scientific-technical revolution no problems have cropped up as far as the methods of taking evidence is concerned, e.g. in connexion with problems of criminalistic exploration or the relevant questions of criminal procedure, etc. Yet this collection ignores not only the role of the technical revolution in the development of procedural thinking. This is to some extent the fate accorded to disciplines dealing with man, such as psychology, logic, etc., or with social sciences in a broader sense, such as sociology, forensic statistics, etc., or, owing to its peculiar procedural bearings, to victimology, etc.

The studies of a high scientific standard published in the volume carefully avoid – as it were – the discussion of certain procedural expedients, as well as the social, political and economic problems emerging at the application of the whole Code of Criminal Procedure. At present even in criminal procedure the need for the study of the social background of the application of law or of the efficacy of the institutions of law manifests itself with definite cogency pointing not only to the future, but just for the laying of the foundations of this future, also turning to the past. In fact, socialist jurisprudence does not hesitate to recognize that owing to the social determinedness of the law, irrespective of whether there is a case of making or applying the law, the legal phenomena cannot be studied all in themselves, torn away from social reality. In our opinion an approach like this to the many problems discussed ought not to have been ignored in the present work.

The one-hundred-year-old Austrian Code of Criminal Procedure did service to several social systems. It was conceived in the bourgeois-liberal spirit still struggling with feudal survivals. It dominated the criminal judicature of the central country of European power. Then after the First World War, it became, as it is basically today, the law of criminal procedure of the small Austria, alternately governed by two antagonistic political parties. It was in operation even during the period of the Nazi occupation. With several amendments though, still ultimately in its entirety as a Code, it was a handy tool for meeting the needs of the ruling layer of society at any time. A study of the amendments elicited by the changes in society would have been more instructive and would have given a realistic colouring to this reviews of the

problems which emerged during the one hundred years' life of the Code of Criminal Procedure, had the contributors to the volume embarked on an analysis of the interrelations of the political, economic and social moving forces. Unfortunately this has not been done.

Notwithstanding these critical remarks which in their details could have been expressed with greater precision or are perhaps even arguable, this compilation of studies does useful service even for the foreign reader interested in comparing the different tendencies in the process of development.

L. NAGY

P. OLIS ROBLEDA, S.J.: *El matrimonio en Derecho Romano. Esencia, Requisitos de Validez, Efectos Disolubilidad*. Roma, Università Gregoriana Editrice, 1970. 306 p.

In the preface to his book the author makes it clear, it has not been his intention to present the subject-matter under study from all its aspects. As indicated by the sub-title of the work, he wishes to discuss a few questions of the institution of matrimony only.

The first chapter analyzes the relations between *matrimonium* and *manus*. He sets out from the traditional thesis according to which the two notions are synonymous, then on the basis of an investigation into the sources he joins the doctrine now gaining in popularity, which, as against the traditional concept, denies the identifiability of *manus* and *matrimonium*. In agreement with Di Marzo, the first to deny the traditional concept at the beginning of this century, the author states that matrimony existed even originally in a manner independent of the *conventio in manum*. At the same time he points out that the detailed elaboration of the problems of the association of *-manus* and *matrimonium* was made by Volterra. Practically in all issues Robleda adopts the point of view of Volterra. The only thesis of Volterra he would argue with is that in all sources *manus* appears in the meaning of *potestas*. However, he fails to settle this moot question, and leaves it to the reader to find a solution.

In the second chapter the author deals with the definition of the nature and essence of matrimony. The author first makes a very thorough analysis of the quotations defining matrimony, the one from Ulpian (Inst. Iust. 1.9.1.) and the other from Modestinus (D. 23.2.1.), viz. *coniunctio maris et feminae, consortium omnis vitae, divini et humani iuris communicatio*. Relying on Albertario and Noailles Robleda refuses the views according to which these definitions were interpolated. The author emphasizes that it was the merit of Manenti at the end of the 19th century to recognize that the pure *consensus* of the parties already in cohabitation was sufficient for establishing matrimony. The author stresses the role of Glück, who disproved the doctrine of the contractual nature of marriage, solely dominant as long as the end of the 18th century. Glück criticized the doctrine on the ground that where there was neither an obligor nor an obligee there could be no talk of a contract. Savigny in his definition of matrimony, however, revived the doctrine considering matrimony to be a contract. Namely, instead of the subjects he regarded the mutual agreement of will as decisive for a contract. Manenti was the first to express that the *consensus* required for the establishment of matrimony, the *affectio maritalis* must, by the side of *cohabitatio*, last throughout married life, and that on this understanding on the ground of the agreement of the *affectio maritalis* and the *affectio societatis* with necessary alterations of details matrimony was an institution similar to that of the *societas*. Volterra and Orestano interpret matrimony in agreement with Manenti with the difference, however, that in their opinion it is the agreement that is exclusively required for the creation of matrimony, i.e. cohabitation or taking up the domicile in the husband's home is not essential. According to Robleda too, matrimony is of a consensual nature.

In the third chapter, in connexion with the consensual nature of matrimony, the author, in the wake of Volterra and Manenti, accepts the notion that unlike in the modern notion of matrimony, the *consensus* has to be continuous throughout the existence of married life or cohabitation. Consequently the presence of the *affectio maritalis* merely at the establishment of matrimony will not suffice. At the same time the author correctly demonstrates that a part of the sources quoted by Volterra (e.g. D. 23.2.65.1. and D. 23.2.4.) do not confirm the need for the continuity of the *affectio maritalis*. In this chapter the author does not only describe the conditions in the classical age, but at the same he analyzes also the post-classical-Justinianian sources.

In the fourth chapter the author deals with the conditions of matrimony. As regards the lower age limit for the marriage of females the author accepts the traditional opinion, and so the twelfth year of age as normal. He devotes a separate chapter to the marital capacity of persons unable to procreate children, viz. the *spadones* and *senes*. He deals with the question of parental consent, *consensus parentum*, and demonstrates that this *consensus* was indispensable in both the classical and post-classical age. He points out, however, that in the vulgar laws, in the first place in the West though parental consent remained obligatory, a marriage concluded without it was still considered valid. On analyzing the notion of the *conubium* he comes to the conclusion that in classical law this was one of the conditions of marriage. Later in the post-classical age it developed to a notion synonymous with matrimony itself. On examining marriage impediments Robleda demonstrates that except for the marriage of a widow concluded before the expiry of the year of mourning, any other impediment uniformly brought about the nullity of matrimony. In contradistinction to Savigny, Solazzi and Gaudemet the author regards the impediments laid down in the *lex Iulia et Papia* as such producing nullity. With the modesty of a true scholar he does not state at the same time that the doctrine relating to nullity is beyond any argument. He merely believes that considering the Roman notion of marriage this opinion appears to be the probable one.

The fifth chapter of the work analyzes the legal effects of matrimony. Apart from the deed of gift of the spouses he deals only with the non-financial legal effects of matrimony and he basically follows the traditional opinion.

In the sixth chapter the author deals with the cases of the termination of marriage or its dissolution. Robleda emphasizes that in view of the purely consensual character of marriage as accepted by classical law, the cessation of the *consensus* was by itself sufficient for a divorce. On the other hand the post-classical period divorce was subject to a number of conditions. In this respect the edict issued by the emperors Honorius and Theodosius in 421 was of particular importance. This edict introduced the *bigamia crimen*, too.

On appraising the work of Robleda we feel tempted to state that although the author advances no new, surprising theses, his work is nevertheless not void of originality. The book is an excellent summary and re-valuation of the extremely wealthy literature on the Roman marriage. It is a special merit of the author, first, that he treats not only the purely legal sources, and, secondly, that he deals also with the question of survival. In addition to the "glossation" of the variety of notions retrievable in literature Robleda exposes theses of his own, when he never fails to emphasize that although any of them represents one of the several possible ones only, still in the given case this one appears to be the most probable. It is important to emphasize that with his historical view and methods of research, the author analyzes certain questions of matrimony in all cases within a definite period. On the whole we may conclude that on reading this work we shall come into the possession of a more comprehensive and more graded picture of the Roman institution of matrimony.

G. HAMZA

TORRENT, A., *Introducción metodológica al estudio de Derecho romano*. Oviedo, Universidad de Oviedo, Servicio de publicaciones, Serie Derecho 1.1974. 145 p.

The excellent Spanish Romanist has undertaken a highly significant task when he chose the methodology of the study of Roman law as the subject-matter of his book. The work may count on the interest not only of the students of Roman law, but also on those of civil law. It is due to the complexity of the topic that the author had to treat a vast literature. In addition he had to evaluate in a creative manner the concepts he made subject to his analysis.

Already in the first chapter, dealing with questions of a general nature, Torrent makes the statement that the method of the study of Roman law can be only of a legal nature. This thesis retains its validity in the sphere of both the *ius privatum* and the *ius publicum*. As regards the division of periods he is of the opinion that the traditional division should be retained as basis, though of course, refraining from absolutizing it. Referring to the work of Longo and Scherillo he suggests that for reasons of convenience another periodization should be accepted for the *ius publicum*. He comes to the unambiguous conclusion, however, that on the ground of the close interrelations of the political and legal institutions it is in any case desirable to adhere to a uniform periodization. Overrating the role of the elements of formal law he accepts the period round and about the year 360 B.C. as the beginning of the pre-classical era, i. e. the time directly following upon the promulgation of the *Leges Liciniae Sextiae* on the secularization of the administration of justice. As far as research in Roman law is concerned he believes that at present the historical-critical method is the possible best. He emphasizes, however, that dependent on the function and role of Roman law in a given period this method of research has undergone changes. He further points out, on attacking the concept of "Aktualisierung" of Koschakker, that Roman law should be studied historically. Simultaneously he demonstrates that this historical approach is the primary cause why, unlike in the past, at present Roman law has become alien to the scholars of civil law.

The second chapter offers a comprehensive valuation of research work on Roman law. The author emphasizes the significance of analyses associated with the ancient Roman *familia*, bearing in mind that in the last resort it is the concept of the family that defines property. Torrent takes no definite stand as regards either the notion bearing the stamp mainly of Bonfante and De Visscher discovering the essence of the family in the *patria potestas*, or the concept of Arangio Ruiz and Kaser at the definition of the family exclusively considering the economic factors predominant. He points out that at present we may witness a period of the flourishing of the literature on Roman public law. He recognizes the value of the history of the enormous sized Roman constitution written by De Martino on the basis of a Marxist view. At the same time he suggests that owing to the peculiar situation and role of the slaves in the provinces the problem of slavery should be treated in a differentiated manner.

Here he agrees with Cosentini who in his works emphasizes the peculiar status of the provincial slaves. Dealing with procedural law he criticizes the doctrine advanced by Wlassak on the private law origine of the action at law, still at the same time, very objectively, in certain cases he regards the attacks launched against him as properly founded. On giving a comprehensive valuation of the main tendencies in the present research in Roman law he points out that there is still much work to be done in fields fairly neglected so far such as the law of inheritance and criminal law. Another problem of importance to be solved is that of the not wholly clarified autonomous function of the *condictio*.

The third chapter analyzes the methods of the scholars of Roman law. Torrent criticizes the opinion of Schulz according to which the jurists of a definite period followed a uniform method. He raises the question of compiling the "vocabularies" of the particular scholars of Roman law. These "vocabularies" would demonstrate the discrepancies in their methods and at the same time give expression to their personality more appropriately. In his opinion the methodology of the Roman

jurisprudents was autonomous in so far as the Stoic-Megaric school had only indirect effects on it. Accordingly the other Schulzian concept that it was Greek dialectics which turned Roman *iurisprudentia* into a discipline of its own is also bare of any foundation. The method of the jurisprudents was according to the author wavering between the conservatism of the *ius civile* and the innovations of the *ius honorarium*. He also emphasizes that contrary to the traditional belief systematization or the capacity of systematization was not alien to the Romans. This is also borne out by the material of the Institutions of Gaius and the Edictum of the praetor, both arranged and cast into a system in an exemplary form.

The fourth chapter analyzes the question of the research methods. Torrent basically distinguishes the historical and the dogmatic methods. In connexion with the growth of the historical method he deals with the *mos gallicum*, which, for the first time in the research of Roman law makes use of philological, literary and historical material and attempts to explore the *oratio scripta* in its original purity, free of Tribonianisms. At the analysis of the *mos italicus* he points out that this method is the ancestor of the dogmatic method in the study of Roman law of practical validity. At the evaluation of the role of the Pandects he joins Fuenteseca. According to Fuenteseca the study of the Pandects embodies the tendency restoring Roman law of practical value to life for the last time inasmuch as on the ground of the Digests it built up a dogmatic structure of universal validity.

The fifth chapter is perhaps the most valuable part of the work. Here the author analyzes the particular trends in methodology. First he deals with the so-called historical-dogmatic tendency of Betti. In the opinion of Torrent not too great significance should be attributed to the application of the dogmatic method in research in Roman law, there always being a certain discord between the modern view of the research worker and the Roman law of Antiquity. The author draws a line between civil law dogmatism and the so-called Romanist dogmatism, the latter being in his opinion acceptable. He regards the treatment of Roman law dogmatism as distinct from modern civil law dogmatism as timely. Here we have to agree with him. One of the stages in the treatment of Roman law dogmatism is the doctrine of Roman law legal transactions as elaborated by Betti. The naturalist method of Bonfante based on the organic concept of the law, the intellectual precursor of which is in the first place Herbert Spencer with his doctrine of biological evolutionism rather than Lamarck as believed by the author, is according to Torrent unsuitable for the exploration of the particular institutions of Roman law. In fact it is only certain hypotheses that may be reached with the aid of the naturalist method. In his analysis of the comparative method the author quotes Hernandez Hil. In the opinion of this author the history of law and comparative law are related phenomena, their common trait being their opposedness to positive law. Torrent does not fail, however, to emphasize that the comparative method, so fashionable at present, has an only moderate role in Roman law. In favour of this opinion speaks the circumstance that Wenger's doctrine of the "antique history of law" (antike Rechtsgeschichte) based on the comparison of legal systems of Antiquity on various levels of development has been doomed to failure beyond argument. Naturally Torrent admits that certain institutions of the by itself autonomous Roman law are of foreign origin and that in certain fields, so e. g. in the research in vulgar laws, recourse to the comparative system is still possible. As far as the research work actually in progress is concerned Torrent believes that the historical-critical analysis of the sources is most to the purpose. On studying this method he also deals with the question of interpolation criticism. He disapproves of the hyper-critical hunt for interpolations and therefore he joins the moderate school started by Riccobono.

According to Torrent, in his work of codification Justinian was led by a practical demand for the consolidation of law and the by no means excessive amendments of the texts may be explained by the idea which governed the whole work. Speaking of Wieacker's school of *Textstufenforschung* he is of the opinion that this method of research does not differ from the historical-critical method. It is embedded in this latter method as a specific method of approach. Finally he analyzes the question of the so-called *Dogmengeschichte* and comes to the conclusion that this school rather represents a civil law method of

research. It is of significance in so far as it establishes the connexion between modern dogmatism and the past. The method is in good stead only when the research worker resorting to it in the study of a given institution of law is at the same time versed in the historical-critical method and even makes use of it.

Even if we cannot agree with some of the doctrines and opinions advanced by the author (so e. g. with his attaching the beginning of the pre-classical period to the year 367 B.C. in his periodization, or with his denial of the influence of Greek dialectics on the development of Roman jurisprudence) on the whole we may greet the work of Torrent as one, which with its method of raising questions, its modern view and the large stock of knowledge, is of great value for the student of Roman law. The work offers a comprehensive image not only of certain problems of methodology, but also of the present position of research work in Roman law.

G. HAMZA

Bibliographia

HUNGARIAN LEGAL BIBLIOGRAPHY ВЕНГЕРСКАЯ ЮРИДИЧЕСКАЯ БИБЛИОГРАФИЯ 1975, 2nd PART¹ 1975, 2-ая ЧАСТ¹

Books of Reference

Scientific records — Сборники статей

A budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának Actái. 16. köt. Szerk. a Kar tudományos és módszertani bizottsága. — Acta Facultatis Politico-Iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestiensis de Rolando Eötvös nominatae. Tomus 16. Red. Commissio scientiae et methodi studiorum Facultatis. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 357 p. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

Annales Universitatis Scientiarum Budapestiensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 15. 1973. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1973. [1975.] 332 p.

¹ Edited by Lajos NAGY and Katalin B. VEREDY. This bibliography contains legal works of Hungarian authors issued as monographs in Hungary between the 1st of July and the 31st of December 1975, material of periodicals (articles and book reviews) and studies published in collective works.

The material for the period 1965 is resumed in the following publication. *Bibliography of Hungarian legal literature. 1945—1965.* Bp. Akadémiai Kiadó, 1966. 315 p.

* The material published from the 1st of January, 1966 is currently processed half-yearly in the *Acta Juridica* beginning with the Tomus 8, 1966. Nos 3—4.

Periodicals processed in this bibliography:

Ál. 6—12/1975.; ÁJ. 2/1974—4/1974 [1975]—1/1975. GazdJogtud. 1—2/1975, JK. 6—12/1975.; MTud. 7—12/1975.; TSZ. 7—12/1975.

Abbreviations of periodicals and other abbreviations see in the *Acta Juridica*, Nos 1—2 of 1972.

Collective work processed in this bibliography and its abbreviation:

Annales Bp. Tomus 15. — Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 15. 1973. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1973. [1975.] 332 p.

Справочные издания

Bibliographies — Библиография

NAGY Lajos: Állam- és jogtudományi bibliográfia. 1970—1972. [Bibliography of legal and administrative sciences. 1970—1972.] [Библиография по вопросам государства и права. 1970—1972.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1965. 367 p. /Állam- és Jogtudományi Intézet tudományos könyvtára. 28./

Publications des enseignants de la Faculté du 1^{er} janvier 1970 au 31 décembre 1971 — Труды преподавателей Факультета, появившиеся с 1-ого января 1970 г. до 31-ого декабря 1971 г. [Publications of the teaching staff of the Faculty of Law between 1st January, 1970 and 31st December, 1971.] = Annales Bp. Tomus 15. 277—332.

Библиографию составили Л. Набь — К. Б. Вереди. Настоящая библиография содержит в себе самостоятельные юридические издания, материалы, опубликованные в сборниках за время с 1 июля до 31 декабря 1975 г.

Материал от 1945 до 1965 гг. опубликован: *Bibliography of the Hungarian legal literature. 1945—1965.* [Библиография венгерской юридической литературы 1945—1965 гг.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1966. 315 p.

Библиография материала появившегося с 1 января 1966 г. публикуется последовательно по полугодиям в журнале *Acta Juridica* начиная с № 3—4 тома 8. 1966.

Разработанные журналы:

Ál. 6—12/1975.; ÁJ. 2/1974—4/1974 [1975] — 1/1975.; GazdJogtud. 1—2/1975.; JK. 6—12/1975.; MTud. 7—12/1975.; TSZ. 7—12/1975.

Сокращения журналов и другие сокращения см. в журнале *Acta Juridica* в 1—2 номерах 1972 г.

Разработанный сборник и его сокращение

Annales Bp. Tomus 15. — Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 15. 1973. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1973. [1975.] 332.

Book reviews — Рецензии

Articles — Статьи

Bibliographie juridique roumaine — Bibliografia juridică română, 1968—1973. [Rumanian legal bibliography, 1968—1973. Румынская юридическая библиография 1968—1973 гг.] București, Éd. Academiei RSR, 1974. 310 p. By Nagy Lajos — Рец. Надь Лайош JK. 10/1975. 630.

Polska bibliografia prawnicza — Bibliographie juridique polonaise. 1964—1969. Zeszyt 1—2. Red. E. Czahórski. [Polish legal bibliography. 1964—1969. Vols 1—2. Ed. E. Czahórski. Польская юридическая библиография 1964—1969 гг. Том 1—2. Ред. Е. Чэхорски.] Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1973. 470, 477—1135 p. By Nagy Lajos — Рец. Надь Лайош AJ. 3/1974. 516—518.

Lexicalia

SZENDY L. György: Wörterbuch des Patentswesens in fünf Sprachen. Deutsch, Englisch, Französisch. Spanisch, Russisch. — Ötynelvű szabadalmi szótár. Német, angol, francia, spanyol, orosz. Magyar nyelvű függelékkel. [Dictionary of patent law in five languages. German, English, French, Spanish, Russian. Hungarian supplement. Патентный словарь на пяти языках. Немецкий, английский, французский, испанский, русский. Приложение: венгерский.] Düsseldorf—Bp. VDI Verl. — Akadémiai Kiadó, 1975, XXXI, 1088 p.

I. Theory of State and Law — Теория государства и права

Books — Книги

PESCHKA Vilmos: Max Weber jogszociológiája. [Max Weber's legal sociology. Социология права М. Вебера.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1975. 134 p. — Bibliogr. passim.

SZABÓ Imre: A jogösszehasonlítás szocialista elmélete. [Socialist theory of the comparison of law. Социалистическая теория сравнения прав.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1975. 241 p. — Bibliogr. passim.

HLAVATY Attila: Individuális jogi magatartás — általános jogérvényesség. [Individual legal conduct and general validity. Индивидуальное правовое проведение — общая действительность права.] JK. 7/1975. 413—420.

LÁZÁR Ernő: Jogi pluralizmus az afrozásiai országokban. [Legal pluralism in the Afro-Asian countries. Правовой плюрализм в афроазиатских странах.] JK. 10/1975. 594—601.

KULCSÁR Kálmán: Egyéni jogkövetés — szervezeti jogkövetés... [Individual law observance — law observance in groups. Индивидуальное соблюдение права — организационное соблюдение права.] JK. 8/1975. 433—437.

PESCHKA Vilmos: A polgári jogelméleti gondolkodás a XX. sz. első felében. [Bourgeois thinking on the theory of law in the first half of the 20th century. Буржуазное мышление по теории права в первой половине XX-ого века.] GazdJogtud. 1—2/1975. 169—217.

PESCHKA Vilmos: Thibaut és Savigny vitája. [Discussion between Thibaut and Savigny. Полемика Тибо и Савиньи.] AJ. 3/1974. 353—381. — Rés. franç.; Русск. содерж.

PÉTERI Zoltán: Célok és módszerek a jogösszehasonlításban. [Purposes and methods in the comparison of law. Цели и методы в области сравнительного права.] AJ. 1/1975. 58—72. — Rés. franç.; Русск. содерж.

PRUGBERGER Tamás: A jogrendszer tagozódásának időszerű kérdései. [Timely problems of the division of the legal structure. Актуальные вопросы расчленения правовой системы.] JK. 10/1975. 602—611.

SAJÓ András: A szuverén és az alattvaló helyzete Thomas Hobbes felfogásában. [The position of the sovereign and of the denizen in Th. Hobbes' conception. Положение суверена и подданного в понимании Томаса Гоббса.] AJ. 3/1974. 480—501. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SAJÓ András: Az engedelmisség és korlátai. [Újdonságok a XVII. századból.] [Obedience and its limits. (News from the 17th

century.) Повиновение и его границы (на основании концепций Гоббса и Спинозы.)] *ÁJ.* 1/1975. 159—189. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SAMU Mihály: Systematisierung der Staaten. [Systematisation of states. Систематизация государств.] = *Annales Br.* Tomus 15. 187—207. — Русск. содерж.; Eng. summary.

SZABÓ Imre: Az állam- és jogtudományok és a társadalomtudományok. [Administrative and legal sciences and the social sciences. Государственно-правовые науки и общественные науки.] *MTud.* 7/1975. 403—407.

SZABÓ Imre: Az állam- és jogtudományok és a társadalomtudományok. [Administrative and legal sciences and the social sciences. Науки о государстве и праве и общественные науки.] *ÁJ.* 1/1975. 4—8.

SZILÁGYI Péter: Az állam- és jogtudományi kutatások néhány módszertani kérdése. [Methodological questions of the researches in the legal and political sciences. Некоторые методологические вопросы исследований в области наук о государстве и праве.] *JK.* 11/1975. 649—655.

SZILÁGYI Péter: Az állam- és jogtudományi kutatások metodikája. [Some methodological questions of the researches in the legal and political sciences. Методика исследований в области наук о государстве и праве.] *JK.* 12/1975. 714—718.

VARGA Csaba: A kodifikáció klasszikus típusának születése Franciaországban. [Formation of the classic type of codification in France. Рождение классического типа кодификации во Франции.] *ÁJ.* 3/1974. 457—479. — Rés. franç.; Русск. содерж.

VARGA Csaba: Kodifikációs megnyilvánulások a középkori jogfejlődésben. [Forms of codification in the development of law in the Middle Ages. Проявления кодификации в развитии права средних веков.] *ÁJ.* 1/1975. 135—158. — Rés. franç.; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

KATONÁNÉ SOLTÉSZ Márta: Személyiség és jog. Fejezetek a jogelmélet köréből. [Personality and law. Личность и право.] *Br.* Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1972. 453 p. By Papp Ignác — Рец. Пан Игнац *JK.* 9/1975. 551—554.

ЛУКАШЕВА, Е. А.: Социалистическое правосознание и законность. [Knowledge of law and legality.] Москва Издат. Юридическая литература, 1973. 343 стр. By Sajó András — Рец. Шайо Андраш *ÁJ.* 4/1974. 726—735.

RAWLS, John: A theory of justice. [Теория о справедливости.] Oxford, Clarendon Press, 1972. XV, 607 p. By Sajó András — Рец. Шайо Андраш *ÁJ.* 2/1974. 331—339.

SZABÓ Imre: A jogösszehasonlítás szocialista elmélete. [The socialist theory of the comparison of legal systems. Социалистическая теория сравнения права.] *Br.* Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 241 p. By Eörsi Gyula — Рец. Дюла *JK.* 12/1975. 719—725.

II. State Law. Constitutional Law —

Государственное право

Книги — Books

A Magyar Népköztársaság Alkotmánya. Az 1949. évi XX. tv.-nek az 1972. évi I. tv.-nyel megállapított és az 1975. évi I. tv.-nyel módosított szövege. [Constitution of the Hungarian People's Republic. Text of Act XX of 1949 as completed by Act I of 1972 and amended by Act I of 1975. Конституция Венгерской Народной Республики. Текст закона № XX от 1949 г. установленный с законом № 1 от 1972 г. и измененный с законом № 1 от 1975 г.] *Br.* Athenaeum ny. 1975. 63 p.

Articles — Статьи

ÁDÁM Antal: Jogalkotás, jogforrások és a jogszabályok kihirdetése. [Law-making, sources of law and the promulgation of legal norms. Правотворчество, источники права

и оглашение нормативных актов.] ЖК. 6/1975. 301—312.

BIHARI OTTÓ: Általános és különös vonások a szocialista államszervezetben. [General and special characteristics in the socialist state mechanism. Общие и особые черты устройства социалистического государства.] TSZ. 12/1975. 66—72.

25 évesek a tanácsok. Ünnepi ülés, Borbándi János elnöki megnyitója, Papp Lajos előadása. [25 years of the councils. Jubilee session. J. Borbándi's presidential opening, L. Papp's lecture. 25 лет советам. Юбилейная сессия, вступительная речь И. Борбанди, доклад Л. Пана.] ÁI. 11/1975. 961—971.

SCHMIDT Péter: Választások 1945-ben [Elections in 1945. Выборы в 1945 году.] ÁI. 11/1975. 980—988.

TAKÁCS Imre: A harmadik tanács törvény. [Az 1971. évi I. tv.] [The third Act on the councils. Act 1 of 1971. Третий закон о советах. Закон № 1 от 1971 г.] ÁI. 11/1975. 972—979.

TAKÁCS Imre: La modification de la Constitution de la République Populaire Hongroise. [Amendment of the Constitution of the Hungarian People's Republic. Модификация Конституции Венгерской Народной Республики.] = Annales Bp. Tomus 15. 226—227. — Eng. summary; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

KISS Artúr: Hogyan fejlődik a szocialista demokrácia? [Improvement of the socialist democracy. Как развивается социалистическая демократия.] [Bp.] Kossuth Kiadó, 1975. 207 p. [Napjaink kérdései.] By Varga Szabján László — Рец. Вэрга Шабян Ласло ÁI. 10/1975. 954—959.

KOLOSSVÁRY I.: Die Rechtstellung der Ausländer in Ungarn. [Legal status of foreigners in Hungary. Правовое положение иностранцев в Венгрии.] Baden-Baden, Nomos Verl. 1974. 119 p. By Gyertyánsfy Péter — Рец. Дертянфи Петер ÁJ. 2/1974. 321—324.

Problemy frontu narodowego w europejskich państwach socjalistycznych. Red. Marian Rybicki. [Questions of the popular front in the European socialist countries. Ed. Marian Rybicki. Проблемы народного фронта в европейских социалистических странах.] Wrocław—Warszawa—Gdańsk, Ossolineum, 1973. 199 p. By Sprém István — Рец. Шпрем Иштван ЖК. 8/1975. 491—494.

III. Administrative Law — Административное право

Books — Книги

Általános államigazgatási ismeretek. Szerk. Károlyi József. [General reader for public administration. Subject-matter of instruction. Ed. Károlyi József. Общие знания по государственному управлению. Учебный материал.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 303 p.

Az élelmiszergazdasági, a fagazdasági és a földügyi hatályos jogszabályok gyűjteménye. 3. köt. Földügyi jogszabályok. Szerk. Németh Lajos. Lezárva: 1974. április 30. [Collection of legal statutes in force on food and wood economy and the land. Vol. 3. Legal statutes on the land. Ed. Németh Lajos. Closed: April 30, 1974. Сборник действующих законодательных актов продовольственного и лесного хозяйства и земельного дела. Том 3. Нормы земельного дела. Ред. Нэмет Лайош. До: 30 апреля 1974 г.] Bp. Mezőgazdasági Kiadó, 1975. 453 p.

Szabálysértési jogszabályok. Összeáll. és jegyz. Ficsor Mihály—Moldoványi György. Lezárva: 1974. december 31. [Legal rules on petty offences. Compil. and commented by Ficsor Mihály—Moldoványi György. Closed: December 31, 1974. Законодательные акты по административно-уголовным нарушениям. Сост. и заметки Фичор Михай—Мольдовани Дьердь. До 31 октября 1974 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 388 p. [Kis jogszabálygyűjtemények.]

Articles — Статьи

ANTALFIA Jenő—MOLNÁR Géza: A településfejlesztést segítő társadalmi munkáról. [Non-paid work helping regional development. Общественная работа по развитию населенных пунктов.] *ÁI.* 10/1975. 903—912.

BENKŐ András: Az élelmiszer- és fagazdaság hatósági tevékenységének néhány jellemző vonása. [Characteristic features of the activity of public authority character in the food and wood economy. Некоторые характерные черты ведомственной деятельности по продовольственному делу и лесоводству.] *ÁI.* 12/1975. 1097—1110.

BERÉNYI Sándor: L'administration socialiste et l'économie. [Socialist administration and economy. Социалистическое управление и народное хозяйство.] = *Annales Br.* Tomus 15. 3—27. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

BERKES József: A tanácsi ügyfélszolgálati irodák. [Information bureaux of the councils for the parties. Бюро для обслуживания граждан у советов.] *ÁI.* 10/1975. 934—943.

BUDZSÁKLIA Mátyás: A tanácsi vezetők és ügyintézők minősítése. [Qualification of the leaders and administrators of the councils. Квалификация руководителей и администраторов советов.] *ÁI.* 6/1975. 493—505.

BUZÁS Huba: Integrált vezetés a közigazgatásban. [Integrated leading in public administration. Интегрированное руководство в публичной администрации.] *ÁI.* 12/1975. 1085—1096.

CSIZMADIA Andor: Közigazgatási reformtervezetek a felszabadulás után. [Reform plans in the public administration after Liberation. Проекты административной реформы после освобождения.] *ÁI.* 6/1975. 519—532.

DALLOS Ferenc: Az első tanács törvény és a tanácsok megalakulása. [The first Act on the councils — I of 1950 — and the formation of the councils. Первый закон о советах и создание советов.] *ÁI.* 6/1975. 481—492.

DEZSŐ Márta: A magyar közigazgatástudomány. (Az MTA Igazgatástudományi

Bizottságának 1974. november 4-i vitaülése.) [Hungarian science of public administration. A discussion. Наука о государственном управлении в Венгрии. Дискуссия в Комиссии ВАН по науке управлению, 4 ноября 1974 г.] *ÁJ.* 1/1975. 190—195.

DEZSŐ Márta: Regionális fejlődés, gazdálkodás, igazgatás. (Tervtanulmány vita, 1973. dec. 18.) [Regional development, economy administration. A discussion. Региональное развитие, хозяйство, управление. Обсуждение статьи, предусмотренной планом.] *ÁJ.* 2/1974. 311—316.

FERENCZY Endre: A közigazgatás személyi állománya. (Tervtanulmány — vita, 1974. okt. 29.) [Personnel in public administration. A discussion. Личный состав государственного управления. Обсуждение плановой работы, 29 октября 1974 г.] *ÁJ.* 1/1975. 196—198.

HAJDU Mária: Az építési tilalmak és korlátozások. [Prohibitions and restrictions on building. Запреты и ограничения строительства.] *ÁI.* 6/1975. 533—540.

KAKUSZI Mária, E.: Nemzetközi konferencia a közigazgatás tudományos vizsgálatának fő irányairól. Szeged, 1975. június 4—6. [International conference on the main tendencies of scientific examination of state administration. Szeged, June 4—6, 1975. Международная конференция по главным направлениям научного исследования публичной администрации. Сегед, 4—6 июня 1975 г.] *ÁI.* 12/1975. 1111—1120.

KILÉNYI Géza: A környezetvédelmi bírság. [Environment-protection penalty. Штраф по охране окружающей среды.] *JK.* 7/1975. 393—404.

KILÉNYI Géza: A környezettervezés, a közigazgatás és a jog. [Planning of environment, public administration and law. Планирование окружения, публичная администрация и право.] *ÁI.* 11/1975. 989—1000.

KISS GYÖRGY: A tanácsok tevékenysége a munkásosztály helyzetének javítása érdekében. [Activity of the councils aiming at the improvement of the living conditions of the working class. Деятельность советов в об-

lahti uluchsheniya polozheniya rabochego klas-sa.] *ÁI.* 6/1975. 506—518.

KISS László: Szabad belátás és szabad köz-igazgatás a mai magyar államigazgatási gya-korlatban. [Discretion and freedom in practice of the Hungarian public administration of today. Свободное рассмотрение и свободная администрация в сегодняшней практике венгерского государственного управления.] *ÁI.* 7/1975. 596—604.

KOVÁCS Andor: Jogi iránymutatások a ta-nácsoknál. [Legal guiding in the councils. Правовые директивы в работе советов.] *ÁI.* 8/1975. 683—695.

KOVÁCS Tibor: A második tanácstörvény egyes jellemzői. [Characteristics of the second Act on the councils. Некоторые характерные черты второго закона о советах.] *ÁI.* 8/1975. 673—682.

LŐRINCZ Lajos: A szovjet igazgatástudo-mány fejlődése és helyzete. [Development and present state of the science of administration in the Soviet Union. Развитие и положение науки управления в СССР.] *ÁJ.* 2/1974. 201—229. — Rés. franc.; Русск. содерж.

LŐRINCZ Lajos: A magyar közigazgatás fejlesztésének tudományos megalapozása. [Scientific foundation of the development of the Hungarian state administration. Научное обоснование развития венгерской публичной администрации.] *ÁI.* 11/1975. 1012—1021.

MADARÁSZ Tibor: La politique urbaine et l'administration des villes. [Urban politics and administration. Городская политика и управление городом.] = *Annales Vp.* Tomus 15. 105—120. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

PAPP Zsigmond: A méltányosság egyes kér-dései. [Certain problems of equity. Некоторые вопросы справедливости.] *ÁI.* 12/1975. 1067—1084.

PÁLOSÍ Miklós: Az államigazgatási dolgo-zók munkaviszonyának és bérrendszerének egyes kérdései. [Problems concerning labour relations and wage system in the public ser-

vice. Некоторые вопросы трудового от-ношения и системы уровня зарплаты ра-ботников государственной администрации.] *ÁI.* 7/1975. 586—595.

PÁRAY Gyula: A tanácsi intézmények és vállalatok hatósági munkája. [Institutions and enterprises of the councils acting as public authorities. О ведомственной работе упре-ждений и предприятий советов.] *ÁI.* 10/1975. 882—892.

RÁCZ Attila: Jugoszláv—magyar tanács-kozás a községszervezet és a jogforrások problematikájáról. [Jugoslav—Hungarian meeting on the problems of the organization of villages and the sources of law. Югославно-венгерское совещание о проблематике ор-ганизации населенных пунктов и источни-ков права.] *ÁJ.* 4/1974. 676—680.

RÁCZ Lajos: Közigazgatástörténeti kutatá-sok. (Egy tervtanulmány vitaülése, 1974. febr. 11.) [Researches in the history of public administration. A discussion. Исследования по истории публичной администрации. Обсуждение статьи.] *ÁJ.* 4/1974. 681—685.

SÁRI János: Az államtitkári rendelkezés. [The decisions taken by undersecretaries of state. Распоряжение государственного сек-ретаря.] *ÁI.* 7/1975. 577—585.

SENPÉTERI István: A közigazgatás szer-vezéstudományi kutatásai. [Researches based on the science of organization in public ad-ministration. Организационно-научные ис-следования управления.] *ÁI.* 9/1975. 769—782.

SZÜCS-GÁSPÁR György: Tanácsi intézmé-nyek gazdálkodásának továbbfejlesztése. Im-proving of management in the institutions of the councils. Дальнейшее развитие хозяй-ствования учреждений советов.] *ÁI.* 7/1975. 626—638.

TAKÁCS József: A község-fogalom komplex rendszere. [Complex system of the concept of villages. Комплексная система понятия села.] *ÁI.* 11/1975. 1022—1036.

TOLDI Ferenc: Az államigazgatási határo-zatok bírói felülvizsgálata az európai szocialista

államokban. [Judicial supervision of administrative decisions in the European socialist countries. Судебный пересмотр актов государственного управления в европейских социалистических странах.] *Ál.* 8/1975. 696—705.

TRÓCSÁNYI László: A közszolgálat helye a jogi szabályozás rendszerében. [Place of the public service in the system of legal regulation. Роль государственной службы в системе правового регулирования.] *Ál.* 1/1975. 73—90. — Rés. franc.; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

BERÉNYI Sándor SZATMÁRI Lajos: Az államigazgatási személyzet képzése és továbbképzése a világ országaiban. [Professional training of public personnel in the countries of the world. Образование и усовершенствование квалификации государственных кадров в странах мира.] Вр. *ELTE Soksz.* 1971. 329 p. /Tanácsok könyvtára. Tanácsi dokumentumok 5./ By Zoltán Edit — Рец. Золтан Эдит *JK.* 7/1975. 423—427.

ÉBER Kálmán—Kiss Elemér: A garázs-építés és -fenntartás jogi szabályai. [Rules for building and maintenance of garages. Правовые нормы строительства и содержания гаражей.] Вр. *Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1974. 436 p. By Kolláth György — Рец. Коллат Дьердь *Ál.* 7/1975. 666—667.

HENZ Aurél: Területrendezési törekvések Magyarországon. Az államigazgatási jog aspektusából. [Endeavours in country planning in Hungary from the aspect of the regulations of administrative law. Стремления в области территориального устройства в Венгрии в аспекте административного права.] Вр. *Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1973. 677 p. By E. Kakuszi Mária — Рец. Э. Какуси Мария *Ál.* 9/1975. 855—861.

SÓVÁRI Gizella: A tanácsok gazdálkodása. [The management of the councils. Хозяйствование советов.] Вр. *Kossuth Kiadó*, 1974. 136 p. By Békesi László — Рец. Бекеш Ласло *Ál.* 12/1975. 1143—1147.

SZENTPÉTERI István: Az igazgatástudomány szervezélméleti alapjai. [Bases of management

science in the field of organization theory. Организационно-теоретические основы науки администрации.] Вр. *Akadémiai Kiadó*, 1974. 449 p. By Lőrincz Lajos — Рец. Лёринц Лайош. *Ál.* 3/1974. 525—531. By Takács József — Рец. Такач Йожеф *MTud.* 11/1975. 708—709.

V. Civil Law — Гражданское право

Books — Книги

Az ingatlannyilvántartás szabályai. Összeáll. és jegyz. Törő Károly—Szolcsánszky Vilmos. Lezárva: 1975. február 1. [Rules for the registration of real estates. Compil. and commented by Törő Károly—Szolcsánszky Vilmos. Closed: February 1, 1975. Нормы регистрации недвижимого имущества. Сост. и заметки Тэрэ Карой — Сольчански Вильмош. До 1 февраля 1975 г.] Вр. *Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1975. 616 p. [Kis jogszabálygyűjtemények./]

Polgári törvénykönyv. (A Legfelsőbb Bíróság elvi állásfoglalásaival.) Összeáll. és jegyz. Gellért György—Zoltán Ödön. Új bőv., átdolg. kiad. Lezárva: 1975. március 1. [Civil Code. With the important stands of the Supreme Court. Compil. and commented by Gellért György—Zoltán Ödön. Rev. and enlarged ed. Closed: March 1, 1975. Гражданский кодекс. С принципиальными установками Верховного суда. Сост. и заметки Геллэрт Дёрдь — Золтан Эдён. Перераб. и доп. изд. До 1 марта 1975 г.] Вр. *Közgazdasági és Jogi Kiadó*, 1975. 937 p. [Kis jogszabálygyűjtemények./]

Articles — Статьи

ASZTALOS László: A magyar "civiljog" történetének alapproblémái. [Fundamental problems of the history of Hungarian civil law. Основные проблемы истории венгерского «цивильного права».] *JK.* 10/1975. 565—571.

HARMATHY Attila: Változások a szerződéses burzsoá elméletében. [Changes in the bourgeois theory of contracts. Изменения в буржуазной теории договоров.] *Ál.* 4/1974. 585—610. — Rés. franc.; Русск. содерж.

KERESZTES György: Fésületlen gondolatok a determinációról és a jogi felelősségről. [Reflections on determination and legal responsibility. Непричёсанные мысли о детерминации и о правовой ответственности.] JK. 9/1975. 525—532.

KOLLÁTH György: A kisajátítási jogszabályok módosítása. [Amendment of the rules of expropriation. Изменение нормативных актов об отчуждении имущества.] ÁI. 8/1975. 706—719.

LONTAI Endre: Szavatosság és felelősség a licenciaszerződésekben. [Guarantee and responsibility in the contracts of licence. Гарантия и ответственность по лицензионным договорам.] ÁJ. 3/1974. 410—436. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SÁRKÖZY Tamás: Az állami makróökonómiai tervezés egyes jogi kérdései Nyugat-Európában. [Legal problems of the state-made macroeconomical planning in West Europe. Некоторые правовые вопросы государственного макроэкономического планирования в Западной Европе.] ÁJ. 3/1974. 437—456. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SÁRKÖZY Tamás: A gazdasági jog-kérdése Nyugat-Európában. [Problem of economic law in Western Europe. Проблемы хозяйственного права в Западной Европе.] ÁJ. 1/1975. 91—107. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SÓLYOM László: A kártérítési felelősség klasszikus szabálya. [The classic rule of the liability for damages. Классическое регулирование ответственности по возмещению вреда.] ÁJ. 2/1974. 264—305. — Rés. franc.; Русск. содерж.

SÓLYOM László: Kontinentális általánosságok *on torts*. [Continental generalities on torts. Континентальные всеобщности on torts.] ÁJ. 4/1974. 611—648. — Rés. franc.; Русск. содерж.

VERES Mihály: Számítógép alkotta művészi alkotások szerzői jogi védelme. [Copyright protection for computer made works of art. Охрана авторского права на художественные произведения, созданные путем при-

менения вычислительных машин.] JK. 6/1975. 328—331.

VÉKÁS Lajos: A szerződéstipizálás válságjelenségeiről. [Crisis phenomena in the classifying of contracts. Кризисные явления типизации договоров.] JK. 12/1975. 699—706.

VIDA Sándor: Védjegyjog a fejlődő országokban. [Trade-marks in developing countries. Законодательство по товарному знаку в развивающихся странах.] GazdJogtud. 1—2/1975. 241—267.

VIDA Sándor: Védjegy-törvéyminta a fejlődő országok számára. [Model Act on Trade-marks for developing countries. Модель закона о товарных знаках для развивающихся стран.] JK. 10/1975. 586—593.

VÖRÖS Imre: Viták a kooperációs jog fogalmáról az NDK gazdasági jogában — hazai szemmel. [Debates on the notion of the law of co-operation in the economic law of the GDR through Hungarian eyes. Дискуссии о понятии кооперационного права в хозяйственном праве ГДР глазами венгерского юриста.] JK. 12/1975. 707—713.

VÖRÖS Imre: Kooperáció és kooperációs jog az NDK-ban. [Co-operation and the law of co-operation in the German Democratic Republic. Кооперация и кооперационное право в Германской Демократической Республике.] GazdJogtud. 1—2/1975. 269—300.

Book reviews — Рецензии

EÖRSI Gyula: Összehasonlító polgári jog. (Jogtípusok, jogcsoportok és a jogfejlődés útjai.) [Comparative civil law. Types and groups of law and the ways of its development. Сравнительное гражданское право. Типы и группы права и пути правового развития.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1975. 632 p. By *Peschka Vilmos* — *Рец. Пешка Вильмош* ÁJ. 3/1974. 502—510.

GRZYBOWSKI, S. — KOPFF, A. — SERDA, J.: Zagadnienia prawa autorskiego, [Problems of copyright. Вопросы авторского права.] Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1975. 455 p. By *Sprém István* — *Рец. Шпрэм Иштван* JK. 9/1975. 559—563.

Polgári jogi tanulmányok. 2—4. köt. [Studies on civil law. Vols 2—4. Статьи по гражданскому праву. Том 2—4.] Bp. ELTE Soks. 1973. 99, 120, 89 p. By *Harmathy Attila* — Рец. *Харматти* Аттіла А.Ж. 3/1974. 521—525.

A szerzői jog kézikönyve. Szerk. *Benárd Aurél*—*Timár István*. [Manual of the copyright. Ed. *Benárd Aurél*—*Timár István*. Справочник авторского права. Ред. *Бенард* Аурел—*Тимар* Иштван.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1973. 810 p. By *Nizsalovszky Endre* — Рец. *Нижаловски* Эндре А.Ж. 4/1974. 710—725.

VI. Labour Law — Трудовое право

Books — Книги

Hatályos munkaügyi jogszabályok. 1—2. köt. Összeáll. a Munkaügyi Minisztérium Munkajogi Főosztályának munkaközössége. Szerk. *Nagy László*. Lezárva: 1974. dec. 31. [Rules of labour law in force. Vols 1—2. Ed. *Nagy László*. Closed: December 31, 1974. Действующие трудово-правовые нормы. Том 1—2. Ред. *Надь* Ласло. До 31 декабря 1974 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 694, 703—1268. p.

Articles — Статьи

ABONYI Géza — TRÓCSÁNYI László: A strukturaváltozások hatása a munka- és társadalombiztosítási jogviszonyokra. [Influence of structural changes on the legal relations governed by labour and social security law. Влияния структурных изменений на трудовые и страховательные правоотношения.] JK. 7/1975. 387—393.

GARANCY Gabriella: A vállalati demokrácia egyes munkajogi kérdései. (Egy vizsgálat tapasztalatai.) [Labour law problems of democracy in the enterprises. Experiences of an examination. Некоторые вопросы по трудовому праву внутризаводской демократии. Опыт исследования.] АЖ. 1/1975. 12—57. — Rés. franc.; Русск. содерж.

NAGY László: A vállalat szerkezetében, vagy ellenőrzésében fúzió, koncentráció stb. folytán beállott változások és ezek hatása a dol-

gozók helyzetére. [Changes in the structure or control of enterprises due to fusion, concentration etc. and their effect on the workers' situation. Изменения в структуре или в контроле предприятия и их влияние на положение трудящихся.] JK. 7/1975. 373—386.

TRÓCSÁNYI László: A munkaviszony megszűnése az európai szocialista országok jogában. [Cessation of labour relation in the law of the European socialist countries. Прекращение трудовых отношений в праве европейских социалистических стран.] АЖ. 4/1974. 563—584. — Rés. franc.; Русск. содерж.

WELTNER Andor: Entwicklungstendenzen im Arbeitsrecht und in der Wissenschaft des Arbeitsrechts. [Tendencies of development in labour law and in its science. Тенденции развития трудового права и науки о нём.] = Annales Bp. Tomus 15. 261—276. — Eng. summary; Русск. содерж.

VII. Family Law — Семейное право

Books — Книги

A család jogi kézikönyve. Írták: *Balogh Imre*, *Deák László* stb. Szerk. *Rév Erika*. [Legal manual for the family. By *Balogh Imre*, *Deák László* etc. Ed. *Rév Erika*. Юридический справочник для семьи. Авторы: *Балог* Имре, *Деак* Ласло итд. Ред. *Рэв* Эрика.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 216 p.

FARKAS Gyula — GÁSPÁRDY László — HOLLÓ András: A család jogi védelme. [Legal protection of the family. Правовая охрана семьи.] Bp. Kossuth Kiadó, 1975. 190 p.

Articles — Статьи

BAVAY Imre: Védő- és óvintézkedések széles skálája az új gyámhatósági eljárásban. [Wide range of preventive and safety measures in the new guardianship procedure. Широкая гамма защитных и предупредительных мер в новом процессе опеки.] АЖ. 9/1975. 820—821.

BÁRDOS Péter—BÁRDOS Péterné—GULYÁS Ottó: Kísérletek jogesetek matematikai módszerrel történő elemzésére. Gyermektartásdíj-összeg megállapítása tanuló algoritmussal. [Tests on the analysis of legal cases by mathematical methods. Establishing child-maintenance by algorism. Исследования по анализу правовых казусов путем применения математического метода.] JK. 6/1975. 319—328.

CSIKY Ottó: A rokontartás néhány problémája a családjogi törvény módosítása után. [Some problems in the maintenance of relatives after the amendment of the Family Law Act. Некоторые проблемы содержания родственников после изменения закона о семейном праве.] JK. 8/1975. 452—457.

HARTAI László: Új szakasz házassági vagyonjogunk modelljének fejlődésében. [New period in the development of the Hungarian marital property law. Новый этап в развитии модели нашего брачного имущественного права.] JK. 7/1975. 405—413.

HORÁNYI Györgyné: A nevelési tanácsadók és a gyámhatóságok együttműködése. [Co-operation between pedagogic advisers and public guardianship authorities. Сотрудничество между педагогическими и консультациями и органами опеки.] ÁI. 7/1975. 639—647.

KARÁCSONY Ernőné: A gyámügyi eljárási rendeleték végrehajtásának tapasztalatai, különös figyelemmel a családjogi törvény módosítására. [Experiences with the execution of procedural rules on guardianship with special regard to the amendment of the Family Act. Опыт исполнения постановлений о производстве в органах опеки, особым вниманием на изменение закона о семье.] ÁI. 8/1975. 731—739.

PAP Tibor: Les exigences sociales et la modification de la loi de la famille. [Social requirements and the modification of the Act on the family. Социальные требования и модификация Закона о семье.] Pécs, Pécsi Szikra ny. 1975. 23 p. /Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécsi publicata 84./

Book reviews — Рецензии

HANÁK Katalin—VÁRHEGYI György: Gyermek az állam gondozásában. [Children nursed by the state. Дети на государственном обеспечении.] Bp. Fővárosi ny. 1974. 228 p. /Fővárosi Pedagógiai Intézet./ By Takács József — Рец. Такач Йожеф ÁI. 7/1975. 668—670.

VIII. Land Law. Law of Co-operative Farms —

Земельное право. Сельскохозяйственное право

Books — Книги

FÓRIS Imre—SOMODY Dezső—SZABÓ Béla: Termelőszövetkezeti jogszabályok. Összeáll. és jegyz. —. Lezárva: 1975. febr. 15. [Legal rules on the co-operative farms. Compil. and notes Fóris Imre—Somody Dezső—Szabó Béla. Closed: February 15, 1975. Правовые нормы о сельскохозяйственных кооперативах. Сост. и заметки: Фориш Имре—Шомоди Дезе—Сабо Бэла. До: 15 февраля 1975 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 956 p. [Kis jogszabálygyűjtemények/]

Articles — Статьи

GYARMATI Sándor: Kármegosztás a mezőgazdasági termelőszövetkezeti jogban. [Apportionment of liability in the law of cooperative farms. Разделение убытка в сельскохозяйственном кооперативном праве.] JK. 8/1975. 465—473.

GYARMATI Sándor: A kockázatvállalás és a vezető anyagi felelőssége a mezőgazdasági termelőszövetkezetekben. [Taking risks and the responsibility of managers in the agricultural co-operative farms. Принятие риска и материальная ответственность руководителей сельскохозяйственных кооперативов.] JK. 6/1975. 339—351.

HEGEDŰS István: A tagsági munkaviszony jogi szabályozásának egyes időszaki kérdései a mezőgazdasági termelőszövetkezetben. [Topical questions of the regulation of membership labour relations in co-operative farms. Некоторые актуальные проблемы правового

урегулирования членского трудового отношения в сельскохозяйственном кооперативе.] JK. 8/1975. 458—464.

RÉCZEI Róbert: Jogszabályozás és hierarchia. [The making of legal rules and hierarchy. Законодательство и иерархия.] JK. 11/1975. 644—649.

IX. Criminal Law. Criminal Sciences —

Уголовное право. Вспомогательные науки уголовного права

Articles — Статьи

BAKÓCZI Antal: A gyermekölés kodifikációs problémái. [Codification problems in infanticide. Кодификационные проблемы убийства ребенка.] JK. 8/1975. 474—482.

GÖDÖNY József: Nemzetközi erőfeszítések a bűnözés visszaszorítására. [International efforts to repress delinquency. Международные усилия в интересах отнесения преступности.] JK. 9/1975. 497—504.

LÁZÁR Miklós: Intézkedés a szocialista büntetőjogban. [Taking measure in the socialist criminal law. Меры в социалистическом уголовном праве.] AJ. 4/1974. 545—562. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SZABÓ András: A Nemzetközi Büntetőjogi Társaság IX. kongresszusa. Budapest, 1974. szept. 9—15. [9th Congress of the International Association of Criminal Law. Budapest, September 9—15, 1974. IX-й Конгресс Международной Ассоциации уголовного права, Будапешт, 9—15 сентября 1974 г.] AJ. 4/1974. 691—709.

VIGH József: A bűnös emberi magatartásban érvényesülő determináció értelmezése. [Interpretation of the determination in criminal human behavior. Понимание детерминации проявляющейся в преступном человеческом поведении.] JK. 11/1975. 638—644.

[VIG József] ВИГ Иожеф: Причинность преступлений и их закономерности. [Causality and law of crimes.] = Annales Bp. Tomus 15. 229—259. — Dt. Zusammenfassung; Eng. summary.

VISKI László: Tézisek a bűncselekmény-fogalom felépítéséhez. [Theses for constructing the notion of crime. Тезисы к построению понятия преступления.] AJ. 3/1974. 382—409. — Rés. franç.; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

A deviáns viselkedés szociológiája. [Tanulmánykötet.] Válogatta Andorka Rudolf—Buda Béla—Cseh-Szombathy László. [Sociology of deviant behaviour. Collection of studies. Selected by Andorka Rudolf—Buda Béla—Cseh-Szombathy László. Социология девиантного поведения. Сборник статей. Сост. Андорка Рудолф—Буда Бэла—Чех-Сомбати Ласло.] Bp. Gondolat Kiadó, 1974. 530 p. By Sebes Ágnes—Рец. Шебеш Агнеш AJ. 2/1974. 324—330.

VISKI László: Közlekedési büntetőjog. [Criminal law of road traffic. Транспортное уголовное право.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 519 p. By Györgyi Kálmán — Рец. Дьердьи Калман AJ. 3/1974. 531—543.

X. Juridical Organization — Судостроительство

Books — Книжки

A bíróságokra vonatkozó jogszabályok. Összeáll. és jegyz. Kertész István—Tóth Györgyné. [Legal rules on the courts. Compil. and notes Kertész István—Tóth Györgyné. Законодательные акты о судах. Сост. и заметки: Кертес Иштван—Том Дьердьнэ.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 318 p. [Kis jogszabálygyűjtemények.]

Orvosi segítséggel az igazság nyomában. Összeáll. Somogyi Endre. Az Egészségügyi Tudományos Tanács Igazságügyi Bizottságának munkásságából. 6. köt. [Az 1—5. köt. Orvostudomány és igazságszolgáltatás címen jelent meg.] [Following the truth with medical assistance. Compil. Somogyi Endre. From the activity of the Judicial Committee of the Medical Scientific Council. Vols 1—5. were published under the title: Medicine and jurisdiction. С помощью медицины вслед за правдой. Из деятельности Судебной комиссии Медицинского научного совета. Том 6. Сост.

Шомоди Эндре. Томы 1—5. опубликованы под заглавием: Медицина и правосудие.] Вр. Medicina Kiadó, 1975. 280 p.

Articles — Статьи

BENCZE János: A szövetkezetek és szövet-ségeik állami törvényességi felügyeletének tapasztalatai és hatékonyabbá tételének feltételei. [Experiences with the state supervision over the rule of law in cooperatives and in their unions and conditions of increasing its effectiveness. Опыты и предусловия высокой эффективности государственного надзора за законностью над кооперативами и их союзами.] *Ál.* 7/1975. 605—615.

BITTÓ Márta: A Csehszlovák Szocialista Köztársaság bírósági szervezetének kialakulása és fejlődése. [Formation and development of the judicial organization in the Czechoslovak Socialist Republic. Возникновение и развитие судебной системы Чехословацкой Социалистической Республики.] *Ál.* 1/1975. 108—134. — Rés. franç.; Русск. содерж.

[Névai László] НЕВАИ Ласло: Размышления о законной силе. [Reflections on legal force.] = *Annales* Вр. Tomus 15. 147—161. Dt. Zusammenfassung; Eng. summary.

FÜRÉSZ Klára: Új irányzatok a bírói függetlenség garanciarendszerének kiépítésében Magyarországon. [New tendencies in the extension of the guarantee-system of juridical independence in Hungary. Новые тенденции в создании системы гарантии судебской независимости в Венгрии.] *JK.* 10/1975. 572—579.

Book reviews — Рецензии

КЕЛИНА, С. Г.: Теоретические вопросы освобождения от уголовной ответственности. [Theoretical problems of the exemption from criminal liability.] Москва, Издат. Наука, 1974. 230 стр. Вр. *Fehér Lenke* — Рец. *Фехер* Ленке *JK.* 10/1975. 628—630.

LAUTMANN, Rüdiger: Justiz — die Stille Gewalt. [Justice as silent force. Правосудие — тихая власть.] Frankfurt a/Main, 1972. Вр. *Hármori Vilmos* — *Хамори* Вилмош *JK.* 12/1975. 725—728.

XI. Civil Procedure — Гражданский процесс

Books — Книги

NÉMETH János: Rendkívüli perorvoslatok a magyar polgári eljárásjogban. [Extraordinary remedies in the Hungarian law of civil procedure. Чрезвычайные пересмотры решений в венгерском гражданско-процессуальном праве.] Вр. Akadémia Kiadó, 1975. 332 p. — Bibliogr. 279—299.

Articles — Статьи

ÚJLAKI László: Perlési megbízás (ún. perbizomány). [Mandate to lawsuit. Доверенность на возбуждение дела.] *JK.* 11/1975. 655—662.

Book reviews — Рецензии

Polgári eljárásjogi füzetek. 3—6. köt. Szerk. Névai László. [Studies on civil procedure. Vols 3—6. Ed. Névai László. Тетрады по гражданскому процессу. Том 3—6. Ред. Неваи Ласло.] Вр. ELTE Soks. 1973—1974. Вр. *Nizsalovszky Endre* — Рец. *Нужаловски* Эндре *Ál.* 1/1975. 199—211.

NÉVAI László—SZILBEREKY Jenő: Polgári eljárásjog. Egyetemi tankönyv. 3. átdolg. kiad. [Hungarian civil procedure. A university textbook. 3rd rev. ed. Венгерский гражданский процесс. Учебник для вузов. 3-ое перераб. изд.] Вр. Tankönyvkiadó, 1974. 652 p. Вр. *Újlaki László* — Рец. *Уйлаки* Ласло *Ál.* 8/1975. 765—767.

XII. Criminal Procedure —

Уголовный процесс

Articles — Статьи

GYÖNGYI Gyula: A védelem érvényesülése a gyakorlatban. [Defence enforcement in practice. Осуществление защиты в практике.] *JK.* 10/1975. 580—585.

KERTÉSZ Imre: Szubjektív és objektív elemek az igazságügyi szakértői vizsgálatokban. [Subjective and objective elements in the surveys made by forensic experts. Субъектив-

ные и объективные элементы в судебных экспертизах.] JK. 9/1975. 504—509.

Book reviews — Рецензии

KIRÁLY Tibor: Büntetőítélet a jog határán [The criminal sentence on the margin of law. Приговор на грани права.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1972. 335 p. By Nagy Lajos — Рец. *Надь* Лайош *А*Ж. 3/1974. 510—516.

XIII. International Law — Международное право

Articles — Статьи

HEINRICH Béla: A Duna — Majna — Rajna víziúthálózat egyes nemzetközi jogi problémái. [Problems of the Danube — Main — Rhine waterway network under international law. Некоторые международно-правовые проблемы сети водного пути Дунай — Майн — Рейн.] JK. 11/1975. 663—670.

HERCZEG István: Univerzalitás a nemzetközi jogalkotásban. [Universality in international law-making. Универсальность в международном правотворчестве.] JK. 6/1975. 312—318.

PRANDLER Árpád: Reflection on the activities of the Security Council and the outlook. [Рефлексии о деятельности Совета безопасности и ее перспективы.] = *Annales* Bp. Tomus 15. 163—185. — Русск. содерж.; Rés. franç.

XIV. Private International Law —

Международное частное право

Book — Книги

ALTSULER, A. B.: A szocialista államok együttműködése. Elszámolás, hitelezés, jog. Ford. Keresztes Gábor. [Сотрудничество социалистических государств. Расчеты, кредиты, право. Co-operation between socialist states. Accounts, credit, law. Transl. Keresztes Gábor.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 309 p.

Articles — Статьи

JUHÁSZ Endre: A külkereskedelemtől szülő törvény és a külkereskedelem jogi szabályozásának néhány elvi kérdése. [The Foreign Trade Act and some theoretical questions of legal regulation in foreign trade. Закон о внешней торговле и некоторые принципиальные вопросы правового регулирования внешней торговли.] JK. 11/1975. 633—638.

LONTAI Endre: KGST-törökvések a licencia szerződések feltételeinek egységesítésére. [CMEA-efforts for establishing uniform conditions of licence contracts. Стремления к унификации условий лицензионных договоров в рамках СЭВ.] JK. 12/1975. 690—699.

LONTAI Endre: 25 éves a KGST. (Jubileumi tudományos konferencia Moszkvában, 1974. márc. 19—23. [25 years of the CMEA. Scientific jubilee session in Moscow, March 19—23, 1974. СЭВ — 25 лет. Юбилейная научная конференция в Москве, 19—23 марта 1974 г.] *А*Ж. 2/1974. 317—320.

MÁDL Ferenc: The state in economy & state immunity in the law of West-European economic integration. [Государство в хозяйственной жизни в праве Общего рынка.] = *Annales* Bp. Tomus 15. 121—146. — Русск. содерж.; Rés. franç.

MÁDL Ferenc: A nyugat-európai gazdasági integráció jogrendszeréről: a közösségi jog forrásairól és funkciójáról. [Legal system of the West European economic integration: sources and function of the law of community. О правовой системе западно-европейской экономической интеграции: об источниках права сообщества и его функции.] *А*Ж. 2/1974. 230—263. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SÁNDOR Tamás: A külkereskedelmi szervezet és a külkereskedelem belföldi szerződéses kapcsolatainak néhány problémája az NDК-ban. [Some problems of the inland contractual relations of the foreign trade organization in the German Democratic Republic. Некоторые проблемы организации и внутренних договорных связей внешней торговли в ГДР.] *А*Ж. 4/1974. 649—675. — Rés. franç.; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

SZÁSZY István: Jogszabályösszeütközések. A nemzetközi magánjog és a rokon jogágak alapelvei a szocialista, a tőkés és a fejlődő országokban. [Conflict of laws. The principles of private international law and related legal branches in socialist, capitalist and developing countries. Принципы коллизии прав, международного частного права и ему близких отраслей права в социалистических, капиталистических и развивающихся странах.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 1973. [1974.] 567 p. By Trócsányi László — Рец. Троцани Ласло А.И. 3/1974. 518—520.

XV. History of State and Law. Roman Law. Canon Law — История государства и права. Рымское право. Каноническое право

Books — Книги

CSIZMADIA Andor — Kovács Kálmán — ASZTALOS László: Magyar állam- és jogtörténet. Egyetemi tankönyv. 2. kiad. Szerk. Cszimadia Andor. [History of the Hungarian state and law. A university textbook. 2nd ed. Ed. Cszimadia Andor. История венгерского государства и права. Учебник для вузов. 2-ое изд. Ред. Чизмадия Андор.] Bp. Tankönyvkiadó, 1975. 706 p.

Articles — Статьи

CSIZMADIA Andor: Az emberi és polgári jogok biztosítása a reformkori Magyarországon. [The protection of human and civil rights in the reform-era Hungary. Обеспечение прав человека и гражданина в Венгрии эпохи реформ.] JK. 12/1975. 681—689.

CSIZMADIA Andor: Az erdélyi jog fejlődése a fejedelmi korban. [Development of the law in Transsylvania in the era of the princes (16—17th centuries). Развитие права в Трансильвании в эпохе принцов (в XVI—XVII веков).] GazdJogtud. 1—2/1975. 147—168.

HAJDÚ Lajos: Das Strafgesetzbuch Josephs II. in Ungarn. [Criminal Code of Joseph II in Hungary. Уголовный кодекс Иосифа II-ого

в Венгрии.] = Annales Bp. Tomus 15. 29—48. — Rés. franç.; Русск. содерж.

HORVÁTH Pál: A jogfejlődés összehasonlító vizsgálatának szerepe a szocialista jog történetében. [The role of the comparative research of the development of law in the history of socialist law. Роль сравнительного исследования развития права в истории социалистического права.] JK. 9/1975. 510—516.

HORVÁTH Pál: Historische Umstände der Entstehung der selbständigen ungarischen Rechtsgeschichtswissenschaft. [Historical circumstances of the beginning of the independent Hungarian science of the history of law. Исторические условия начала самостоятельной науки истории венгерского права.] = Annales Bp. Tomus 15. 49—82. — Русск. содерж.; Eng. summary.

Kovács Kálmán: Das Schwurgericht sowie die Parlamentsgerichtsbarkeit in den Diskussionen zur Vorbereitung der Gesetzentwürfe über das Strafverfahren vom Jahren 1843—44. [The jury and the parliamentary jurisdiction in the debates on the preparation of the Bill on Criminal Procedure of 1843—44. Суд присяжных и парламентское правосудие в дебатах о приговоре законопроекта уголовного процесса 1843—1844 гг.] = Annales Bp. Tomus 15. 83—103. Engl. summary — Rés. franç.

Book reviews — Рецензии

HORVÁTH Pál: Tudománytörténeti és módszertani kérdések a jogtörténet köréből. [Problems of methodology and history of science in the field of history of law. Проблемы истории науки и методологии в области истории права.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 502 p. By Kállay István — Рец. Каллаи Иштван А.И. 1/1975. 212—213.

Jogtörténeti tanulmányok. 3. [köt.] Szerk. Cszimadia Andor. [Studies on the history of law. Vol. 3. Ed. Cszimadia Andor. Статьи по истории права. Том. 3 Ред. Чизмадия Андор] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 289 p. By Hajdú Lajos — Рец. Хайду Лайош JK. 6/1975. 365—369.

XVI. Miscellaneous — Смешанное

Articles — Статьи

Az Állam- és Jogtudományi Intézet alapításának 25 éves évfordulója. [25th anniversary of the foundation of the Institute for Administrative and Legal Sciences of the Hungarian Academy of Sciences. Двадцать пятая годовщина существования Института науки государства и права ВАН.] *ÁJ.* 1/1975. 3.

HARMATHY Attila: Az Állam- és Jogtudományi Intézet munkájáról és tervéről. [On the activity and working plan of the Institute for Administrative and Legal Sciences of the Hungarian Academy of Sciences. О деятельности и планах Института государства и права ВАН.] *ÁJ.* 1/1975. 9—11.

Az MTA Gazdaság- és Jogtudományok Osztályának ülése az Akadémia 150 éves jubileumi közgyűlése alkalmából. [Szalai Sándor előadása: A társadalomtudományok és korunk fő feladatai, Bihari Ottó korreferátuma. [Meeting of the Department of Economic and Legal Sciences of the Hungarian Academy of Sciences on the occasion of the 150th jubilee of the Academy. S. Szalai's lecture: Social sciences and the main tasks of our age, and O. Bihari's report. Заседания Отдела хозяйственных и юридических наук ВАН по случаю 150 летной юбилейной сессии Академии. Доклад Ш. Салаи: Общественные науки и задачи нашей эпохи, и содоклад О. Бихари.] *GazdJogtud.* 1—2/1975. 1—44.

A Magyar Tudományos Akadémia alapszabályainak változásai, 1831—1949. Közli: Fráter Jánosné [Changes of the statutes of the Hungarian Academy of Sciences from 1831 to 1949. By Fráter Jánosné. Изменения статута Венгерской Академии наук 1831—1949 гг. Публ. Фраер И.] *MTud.* 8—9/1975. 550—553.

NAGY Lajos: A Jogi Könyvtárak Nemzetközi Szövetségének tevékenysége és a jogi információszolgáltatás. [Activity of the International Association of Law Libraries and legal information. Деятельность Международной Ассоциации юридических библиотек и правовая информация.] *JK.* 7/1975. 420—421.

VADAS György: Joganyagok számítástechnikai feldolgozásának egyes kérdéseiről. [Problems of processing of legal materials by computer. О некоторых вопросах разработки правового материала путем применения вычислительных машин.] *JK.* 6/1975. 332—338.

Book reviews — Рецензии

KOVACSICS József: Statisztika. Egyetemi tankönyv. [Statistics. A university textbook. Статистика. Учебник для вузов.] Вр. Tankönyvkiadó, 1974. 284 p. By Hoóz István — Рец. Хооз Иштван *JK.* 7/1975. 427—428.

XVII. Documentation — Документация

Dokumentációs Szemle. Обзор документации. Rundschau für Dokumentation. Review of Documentation. A Jogtudományi Közlöny melléklete. Приложение журнала "Вестник юридических наук". Beilage der »Mitteilungen für Rechtswissenschaft«. Annexe à la »Revue de Science du Droit«. Supplement to the "Law Journal". Összeáll. a Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete. Szerk. Alth Guido. [Compil. by the Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences. Ed. Alth Guidó. Сост. Институт государства и права Венгерской академии наук. Ред. Альт Гуидо.] No. 95/97. 1—4/1974. Вр. Egyetemi ny. 1975. 92 p.

INDEX

SZÁSZY, I.: Les problèmes fondamentaux de la science du droit financier international (САСИ, И.: Основные проблемы науки международного финансового права)	1
MÁDL, F.: Über den rechtlichen Mechanismus der europäischen wirtschaftlichen Kooperation auf Unternehmensebene (МАДЛ, Ф.: О правовом механизме сотрудничества между Западом и Востоком на уровне предприятий)	19
SÓLYOM, L.: Unternehmensbeziehungen im RGW und in der Ost-West Relation (ШОЙОМ, Л.: Связи между предприятиями в рамках СЭВ и между Западом и Востоком)	73
BAUER, M.: Risk-taking and company management (БАУЭР, М.: Взятие риска предприятием и управление экономикой предприятия)	99
БИРО, Ш.: Ответственность и материальная заинтересованность руководителей предприятий в отношении управления хозяйством (Bíró, S.: Managers' liability and financial involvement vis-à-vis the economic management)	125
BÁNRÉVY, G.: Legal problems related to the complex programme of the Council for Mutual Economic Assistance (БАНРЕВИ, Г.: Правовые задачи, вытекающие из Комплексной Программы СЭВ)	149
НОÓЗ, И.: The sex of offenders in the trend of criminality in Hungary after 1831 (ХОÓЗ, И.: Движение преступности по полам)	163

Informations

SZABÓ, T.: La réglementation de la procédure pénale contre les mineurs délinquants dans le nouveau Code de procédure pénale (САБО, Т.: Регулирование уголовного судопроизводства по делам малолетних преступников в новом уголовнопроцессуальном кодексе ВНР)	181
ФИЧОР, М.: Дальнейшее развитие системы наказаний и исправительные работы в Венгрии (FICSOR, M.: Le développement ultérieur du système criminel et la rééducation)	193

Recensiones

The comparison of law. — La comparaison de droit (Ed. by Péteri, Z.) (Лонтай, Э.) (Компаратистика права) (Ред. Петери, З.) (Лонтай, Э.)	207
RÁCZ, A.: Unity and differentiation of the machinery of justice (Ádám, A) (РАЦ, А.: Единство и дифференциация организации правосудия) (Адам, А.)	209

Varia

- FERENCZY, E.: International Conference on administrative sciences (ФЕРЕНЦИ, Э.:
Международная конференция по науке государственного управления) 213

Internationalia

- Book-reviews — Рецензии 223

Bibliographia

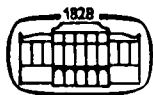
- NAGY, L., VEREDY, K.: Hungarian legal bibliography 1975 2nd part — НАДЬ, Л.; ВЕ-
РЕДИ, К.: Венгерская юридическая библиография, 1975 г., часть 2. 247

P. Csillag

AUGUSTAN LAWS ON FAMILY RELATIONS

The book deals in detail with the profound changes that manifested themselves in Roman society in the period preceding our era. The earlier Roman economic, social and political structure had become obsolete, unsuited to function. At the same time, the old patriarchal form of the Roman family transformed as well. Within the ruling class moral dissolution became rife. August made a large-scale attempt to raise the institution of marriage to its old level of appreciation and to determine the position of children in the family correspondingly with their interests. The author discusses the relevant measures that were undertaken and, in a separate chapter, he touches upon the transformation of Roman marriages during historical crises.

In English · Approx. 380 pages · 17 × 25 cm · Cloth
ISBN 963 06 0941 5



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences

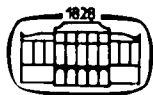
I. SZÁSZ

A UNIFORM LAW ON INTERNATIONAL SALES OF GOODS

(The CMEA General Conditions)

The book provides an insight into the mechanism of trade among CMEA countries, and also into the legal system governing this trade, giving at the same time the outlines of trends in its further development as a uniform law. In connection with this the activities concerned with unification and harmonisation of international trade law, which took place the world over for more than half a century, are analysed and solutions compared. The appendix of book includes a chapter on legal tasks related to the Complex Program of Integration among CMEA countries as well as the newest text of the CMEA General Conditions coming into force on 1st January, 1976.

In English · Approx. 270 pages · 17×25 cm · Cloth
ISBN 963 05 0787 0



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences
BUDAPEST

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál

A kézirat a nyomdába érkezett: 1976. II. 12. – Terjedelem: 23,25 (A/5) ív, 1 ábra

76.2784 Akadémiai Nyomda, Budapest – Felelős vezető: Bernát György

Les *Acta Juridica* publient des travaux du domaine de la jurisprudence en français, anglais, allemand et russe rédigés par des auteurs hongrois.

Les *Acta Juridica* sont publiés deux fois par an sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume (400—500 pp.) par an.

On est prié d'envoyer toute correspondance destinée à la rédaction à l'adresse suivante:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Le prix de l'abonnement est de \$ 32.00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur de Livres et Journaux «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 — Compte-courant No. 218-10990) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

Die *Acta Juridica* veröffentlichen Abhandlungen ungarischer Verfasser aus dem Bereiche der Rechtswissenschaft in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache.

Die *Acta Juridica* erscheinen halbjährlich in Heften, die jährlich einen Band bilden (400—500 S.).

Jede für die Redaktion bestimmte Korrespondenz ist an die folgende Adresse zu senden:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Abonnementspreis pro Band: \$ 32.00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 Bankkonto Nr. 218-10990) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

«*Acta Juridica*» публикуют трактаты от венгерских авторов из области юридической науки на русском, английском, немецком и французском языках.

«*Acta Juridica*» выходят выпусками, составляющими один том в год (400—500 стр.)

Всякую корреспонденцию для редакции следует направлять по адресу:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Подписная цена — \$ 32.00 за том.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 Текущий счет № 218-10990) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C. B. D. Library and Subscription
Service
Box 4886, G. P. O.
Sydney N. S. W. 2001
Cosmos Bookshop
145 Acland St.
St. Kilda 3182

AUSTRIA

Globus
Höchstädtplatz 3
A-1200 Wien XX

BELGIUM

Office International de Librairie
30 Avenue Marnix
1050-Bruxelles
Du Monde Entier
162 Rue du Midi
1000-Bruxelles

BULGARIA

Hemus
Bulvar Ruszki 6
Sofia

CANADA

Pannonia Books
P. O. Box 1017
Postal Station "B"
Toronto, Ont. M5T 2T8

CHINA

CN P I C O R
Periodical Department
P. O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

Maďarská Kultura
Národní třída 22
115 66 Praha
PNS Dovož tisku
Vinohradská 46
Praha 2
PNS Dovož tlače
Bratislava 2

DENMARK

Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
DK-1165 Copenhagen K

FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
P. O. Box 128
SF-00101 Helsinki 10

FRANCE

Office International de
Documentation et Librairie
48 Rue Gay Lussac
Paris 5
Librairie Lavoisier
11 Rue Lavoisier
Paris 8
Europeriodiques S. A.
31 Avenue de Versailles
78170 La Celle St. Cloud

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Haus der Ungarischen Kultur
Karl-Liebknecht-Strasse 9
DDR-102 Berlin
Deutsche Post
Zeitungsvertriebsamt
Strasse der Pariser Kommune 3-4
DDR-104 Berlin

GERMAN FEDERAL REPUBLIC

Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart 5

GREAT BRITAIN

Blackwell's Periodicals
P. O. Box 40
Hythe Bridge Street
Oxford OX1 2EU
Collet's Holdings Ltd.
Denington Estate
London Road
Wellingborough Northants NN8 2QT
Bumpus Haldane and Maxwell Ltd.
5 Fitzroy Square
London W1P 5AH
Dawson and Sons Ltd.
Cannon House
Park Farm Road
Folkestone, Kent

HOLLAND

Swets and Zeitlinger
Heereweg 347b
Lisse
Martinus Nijhoff
Lange Voorhout 9
The Hague

INDIA

Hind Book House
66 Babar Road
New Delhi 1
India Book House
Subscription Agency
249 Dr. D. N. Road
Bombay 1

ITALY

Santo Vansia
Via M. Macchi 71
20124 Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45
50121 Firenze

JAPAN

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.
826 Tsunohazu 1-chome
Shinjuku-ku
Tokyo 160-91
Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 5050
Tokyo International 100-31
Nauka Ltd.-Export Department
2-2 Kanda
Jinbocho
Chiyoda-ku
Tokyo 101

KOREA

Chulpanmul
Phenjan

NORWAY

Tanum-Cammermeyer
Karl Johansgatan 41-43
Oslo 1

POLAND

Węgierski Instytut Kultury
Marszałkowska 80
Warszawa
BKWZ Ruch
ul. Wronia 23
00-840 Warszawa

ROUMANIA

D. E. P.
București
Romlibri
Str. Biserica Amzei
București

SOVIET UNION

Sojuzpechatj — Import
Moscow
and the post offices in
each town
Mezhdunarodnaya Kniga
Moscow G-200

SWEDEN

Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
S-101 20 Stockholm
A. B. Nordiska Bokhandeln
Kungsgatan 4
101 10 Stockholm 1 Fack

SWITZERLAND

Karger Libri AG.
Arnold-Böcklin-Str. 25
4000 Basel 11

USA

F. W. Faxon Co. Inc.
15 Southwest Park
Westwood, Mass. 02090
Stechert-Hafner Inc.
Serials Fulfillment
P. O. Box 900
Riverside N. J. 08075
Fam Book Service
69 Fifth Avenue
New York N. Y. 10003
Maxwell Scientific International Inc.
Fairview Park
Elmsford N. Y. 10523
Read More Publications Inc.
140 Cedar Street
New York N. Y. 10006

VIETNAM

Xunhasaba
32, Hai Ba Trung
Hanoi

YUGOSLAVIA

Jugoslovenska Knjiga
Terazije 27
Beograd
Forum
Vojvode Mišića 1
21000 Novi Sad

ACTA JURIDICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

.

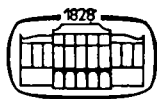
ADIUVANTIBUS

O. BIHARI, T. KIRÁLY, E. LONTAI, F. MÁDL,
L. RÉCZEI, I. SERES, I. SZABÓ

REDIGIT

GY. EÖRSI

TOMUS XVIII



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1976

INDEX

Szászy, I.: Les problèmes fondamentaux de la science du droit financier international (САСИ, И.: Основные проблемы науки международного финансового права)	1
Mádl, F.: Über den rechtlichen Mechanismus der europäischen wirtschaftlichen Kooperation auf Unternehmensebene (МАДЛ, Ф.: О правовом механизме сотрудничества между Западом и Востоком на уровне предприятий)	19
Sólyom, L.: Unternehmensbeziehungen im RGW und in der Ost—West Relation (ШОЙОМ, Л.: Связи между предприятиями в рамках СЭВ и между Западом и Востоком)	73
Bauer, M.: Risk-taking and company management (БАУЭР, М.: Взятие риска предприятием и управление экономикой предприятия)	99
Биро, Ш.: Ответственность и материальная заинтересованность руководителей предприятий в отношении управления хозяйством (Bíró, S.: Managers' liability and financial involvement vis-à-vis the economic management)	125
Bánrévy, G.: Legal problems related to the complex programme of the Council for Mutual Economic Assistance (БАНРЕВИ, Г.: Правовые задачи, вытекающие из Комплексной Программы СЭВ)	149
Hoóz, I.: The sex of offenders in the trend of criminality in Hungary after 1831 (ХООЗ, И.: Движение преступности по полам)	163
Szabó, I.: The notion of law (САБО, И.: О понятии права)	263
Eörsi, Gy.: Paths of legal development in civil law (ЭРШИ, Д.: Пути развития права в гражданском праве)	273
Weltner, A.: Die Verbindung der Betriebsdemokratie mit dem gesellschaftlichen Eigentum, der Betriebsorganisation und den kollektiven Rechtsverhältnissen (ВЕЛЬТНЕР, А.: Взаимоотношения внутриводской демократии с общественной собственностью, структурой предприятия и коллективными правоотношениями)	289
Вокор-Сегё, Н.: Influence of social development on treaties relating to the rights of women (БОКОР-СЕГЁ, х.: Влияние общественного развития на международные договоры о правах женщин)	315
Réczei, L.: Trente années du droit international privé (РЕЦЭИ, Л.: Тридцать лет истории международного частного права)	341
Szamel, L.: Weg und Perspektiven der ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft (САМЕЛ, Л.: Пути и перспективы науки венгерского административного права)	355
Толди, Ф.: Судебный контроль за законностью административных решений в европейских социалистических странах (TOLDI, F.: Le contrôle judiciaire des décisions administratives dans les Etats socialistes européens)	379
Horváth, P.: Rolle der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung in der Geschichte des sozialistischen Rechts (ХОРВАТ, П.: Роль сравнительного исследования правового развития в области истории социалистического права)	407
Vékás, L.: Über die Krisenerscheinungen der Vertragstypisierung (ВЕКАШ, Л.: О кризисных явлениях типизации договоров)	423

Informationes

SZABÓ, T.: La réglementation de la procédure pénale contre les mineurs délinquants dans le nouveau Code de procédure pénale (САБО, Т.: Регулирование уголовного судопроизводства по делам малолетних преступников в новом уголовно-процессуальном кодексе ВНР)	181
ФИЧОР, М.: Дальнейшее развитие системы наказаний и исправительные работы в Венгрии (FICSOR, M.: Le développement ultérieur du système criminel et la ré-éducation)	193
ТАКАЧ, И.: Третий закон о советах (ТАКАЧ, I.: La troisième loi sur les conseils lo- caux)	443
<u>Soós, L.</u> : Act III of 1974 on foreign trade (ШОШ, Л.: Закон № III 1974 года о внеш- ней торговле)	450

Recensiones

The comparison of law — La comparaison de droit (Ed. by PÉTERI, Z.) (Lontai, E.) (Компаратистика права)(Ред. Петери, З.) (Лонтаи, Е.)	207
RÁCZ, A.: Unity and differentiation of the machinery of justice (ÁDÁM, A.) (РАЦ, А.: Единство и дифференциация организации правосудия) (Адам, А.)	209
EÖRSI, Gy.: Die Entstehung einer Theorie (Über ein Werk von I. SZABÓ) (ЭРШ, Д.: Зарож- дение теории. О монографии И. САБО)	453
HARMATHY, A.: Responsabilité contractuelle du fait d'autrui (Nizsalovszky, E.) (ХАР- МАТИ, А.: Ответственность за субподрядчика) (Нижаловски, Э.)	464

Varia

FERENCZY, E.: International conference on administrative sciences (ФЕРЕНЦИ, Э.: Международная конференция по науке государственного управления)	213
HARMATHY, A.: Comparative law — international scientific co-operation (International conferences) (ХАРМАТИ, А.: Сравнительное право — международное научное сотрудничество)(международные конференции)	469
LAMM, V.: Les quatrième Journées juridiques franco-hongroises (ЛАММ, В.: Четвертая встреча французских и венгерских юристов)	473
HAMZA, G. — KÁLLAI, I.: Internationale Konferenz über die vergleichende Untersuchung in der rechtsgeschichtlichen Forschung (ХАМЗА, Г. — КАЛЛАЙ, И.: Международная кон- ференция о роли сравнительного исследования в области истории права)	479

Internationalia

Book reviews — Рецензии	223
Book reviews — Рецензии	483

Bibliographia

NAGY, L. — VEREDY, K.: Hungarian legal bibliography 1975, 2nd part — (НАДЬ, Л. — ВЕРЕДИ, К.: Венгерская юридическая библиография, 1975, часть 2.)	247
NAGY, L. — VEREDY, K.: Hungarian legal bibliography, 1976 1st part — (НАДЬ, Л. — ВЕРЕДИ, К.: Венгерская юридическая библиография, 1976, часть 1.)	507

The Notion of Law

by

Prof. I. SZABÓ

Director

Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences

The author of the present study sets out from the thesis that the search for a notion of law is an unbroken, yet not uniform process. He then proceeds with the description and critique of some of the principal concepts of the theory of law in the historical sequence. He marshals his principal arguments against the Neo-Kantian school of the theory of law, challenges the tendencies following in the wake of Neo-Kantianism, in the first place the various manifestations of normativism and the doctrines of logic of law.

For that matter he argues with the normative school of socialist law, and in the first place with Vyshinsky. On dissociating himself from those considering the sociology of law the veritable theory of law he believes that law should be approached from the social aspect, and that the Marxist-Leninist theory of State and law should also be developed in this sense in order to bypass the normative doctrine. The Marxist-Leninist theory of law should rely on the fact as its basis that law is a social relation having definite ties with other social relations. It is built upon the production relations and is integrated into the social relations associated with the superstructure.

1. We are often apt to speak in jest of jurisprudence as a discipline time and again reverting to the search for a notion of law and to giving the definition of this notion. Yet there is nothing peculiar or extraordinary in all this: it is quite natural that all sciences should cast a light into the depth of their subject-matter, to explore its substance as good as it can, and in this course continually to enrich the notion of the subject under study with ever more and ever newer factors, to extend the scope of this subject and to improve its definition. On this understanding and viewed from this angle jurisprudence is but a round in the unbroken scientific struggle for the elucidation of the essence of law.

It is an unbroken, yet not uniform process. The path of deliberations directed at the definition of the notion of law is meandering and in the process itself a variety of often contradicting traits and trends may be discovered. The history of jurisprudence and of the theory of law is but an analysis of the path theory has so far covered in the study of the notion of law. This analysis is still going on. The analysis of the principal traits of this path, including its detours and error, from the other standpoint, is the analysis of the state in which this path continues its course together with its various trends.

2. A difference, in a certain sense a fundamental one, in the domain of theory exists in the approach to the notion of law in the sharp line drawn in the differentiation of the law between signs of contents and formal signs. When Kant described the law as the reconciliation of the freedom of one man with that of

another man, he offered a relatively notional definition of the law. Still this definition may be considered one of contents rather than a formal one, a definition which aimed at the essence of law and where Kant was, though by correlating human relations, in search for the notion of the contents of the essence of law.

Some of his followers took a different course. In any case in a point of vital importance they differed radically from Kant. The school giving itself the name of Neo-Kantians, by strongly emphasizing the anti-Marxist edge of the watchword "back to Kant", definitely abandoned even an attempt to offer a definition of the contents of law. The only Kantian element which they preserved was the distinction Kant made between form and substance, contents and form. The followers, the Neo-Kantian philosophers of law unambiguously placed the law on the side of form and so they contrasted the essence with the material contents.

3. The protagonist of the Neo-Kantian theory of law, Rudolf Stammler, in his work "*Wirtschaft und Recht in der materialistischen Auffassung*" and also subsequently, made a definite distinction between the social contents and the legal form, and this in a way that he drew the line between "social economy" and "coexistence", i.e. briefly between economy and law by considering their true interrelations the other way round. There is no doubt that the relation between them is that of form and substance, and that in this interrelation law and legal rules stand for the notion of the form as contrasted to substance. So far there is nothing wrong with what Stammler brings forward. Still as regards the sequence, the defining and the defined element in this relation Stammler writes „... daß im logischen Rangverhältnisse die *Rechtsbegriffe* die notwendige Voraussetzung der *sozialwissenschaftlichen Vorstellungen* sind. Es gibt keinen *sozialwissenschaftlichen* Begriff, der sich nicht auf *rechtliche* Begriffe, als seine *logisch bedingenden* Elemente zurückführen ließe“. He then continues: „Darum können *Rechtsbegriffe*, in denen wir diese bedingende Regelung fassen, von *wirtschaftlichen* Erwägungen nicht abhängig sein. Jene sind die logischen Bedingungen der letzteren, aber nicht umgekehrt.“²

Hence the response of Neo-Kantianism to Marxism reads as follows: Economy is in fact connected to law, yet it is not economy that is the determining factor, the factor which, in the last resort, governs also law. Law is the factor determining economy, too, for it is also the form of economy, or in a more policy-making generalization it is not the form that is eventually defined by the content, but it is the content that is defined by the form. Finally the conclusion suggests itself that law is but a form and in its formalness it defines economy, digs a channel for the content, and keeps the content in bounds. Law on the other hand is but a rule or a norm, a norm keeping the content within precise bounds, or a system of these bounds.

¹ STAMMLER, R.: *Wirtschaft und Recht in der materialistischen Auffassung*.

² STAMMLER, R.: *Theorie der Rechtswissenschaft*, Halle, 1911. pp. 307—309

This latter idea has been adopted and made the focal point among others by what is called the normative school. This school has explicitly moved this factor to the focal point, conceived law exclusively as a norm, and laid the stress on this concept. „Denn das Recht, der einzige Gegenstand der Rechtserkenntnis, ist Norm;“ „... Vorstellung vom Recht, das man ja gemeinhin nur als ein System genereller Normen betrachtet.“³

This school of thought, i. e. the perception of the law as a norm, a perception which was concomitant of the perception as the essential, defining form, subsequently gained a fairly general currency in the theory of law, namely in the theory which mostly relied on law conceived as a norm and placed the norm before the social content. In the theory, law was normally conceived as a norm. Thus e. g. Nawiasky writes: „Die Wissenschaft vom Recht hat also näher qualifizierte Normen zum Gegenstand und gehört demgemäß wie andere Wissenschaften, die sich mit Normen irgendwelcher Art befassen, zu den sogenannten Normenwissenschaften.“⁴ The theoretical concomitant of this thesis is the perception of the law as a form, yet a form providing a framework for the social content.

Following upon the classical theory of law as developed by Kant or Hegel jurisprudence in this way turned away from the analysis of the content of law and in the system of social relations conceived law simply as norm, or in other words, considered the external side of the law, its form of appearance, the essence of the law. At the same time it conceived law as a substantial form. Law had become a form-science, contrasted to other social phenomena; however, it was at the same time a determinant, a phenomenon lending a form, therefore logically primordial. In its entirety this concept threw open the path to formalistic jurisprudence, where the external side of law had become essential. Jurisprudence studied the structure of the norm and not its social content, which, it was alleged, was defined by it.

4. Exactly because of the perception of the law as a norm there are attempts to regard jurisprudence as a science of a peculiar, specific character as contrasted to the other social sciences, or at least differing from them. Jurisprudence deals with the external, the form of manifestation of the social phenomena, the guise of manifestation. If the law, too, were a social phenomenon, the statement could be made that various sciences corresponded to various social phenomena, so law could be understood as the form of phenomena, for that matter as a by itself normative form, and discussed accordingly. Nor is the sociological treatment of law wholly precluded, still in this case it is to be feared that the form might be ignored. In the light of these two contingent approaches Max Weber as the scholar of sociological jurisprudence is contrasted to Hans Kelsen as the scholar dealing with the law as “legal” jurisprudence and setting the legal form, viz. the norm in the focal point.⁵

³ Kelsen, H.: *Reine Rechtslehre*. Wien, 1934. pp. 6, 108

⁴ Nawiasky, H.: *Allgemeine Rechtslehre*. Köln, 1941. p. 2.

⁵ See Rheinsteint, M.: *Einführung in die Rechtsvergleichung*. München, 1974. p. 146

Yet has not a social phenomenon its single science through the agency of which we could have a grasp of the substance of the phenomenon? Is it merely a contingency of approach that we consider law in the first place a social phenomenon or a norm, and approach it from the one or the other aspect? As for its substance is not the law a social phenomenon whose existence can be grasped exactly by legal social science and not by a formalistic jurisprudence of a specific kind, departing from all other social sciences and analysing the norm and its structure only? Is normative jurisprudence as conceived by Kelsen, ignoring the content of law, showing an interest only in the logical structure of the norm and barring any other "metajuristic" elements from jurisprudence, capable of exploring the substance of law apart from its external appearance? Ought not the science exploring the substance of law to be in all cases a social science? (Not in all cases something today given the name of sociology of law, yet in any case a legal social science.) In our opinion the substance of law can be explored by a single science only, viz. the social theory of law. This is what this author has tried to demonstrate in his work "*Les fondements de la théorie du droit*".⁶

Therefore it is the function of the theory of law going into the depths of the substance (and a theory of this kind is the Marxist-Leninist) to break away from any formal approach to the law, an approach manifesting itself in the reduction of the law to the norm, the rule. The theory of law as conceived here has to return to the substance of law, i. e. to the recognition of the social character of the law, or in other words, it has to become in any case a theory of the content of law. Even if the law appears in the guise of norms or rules, it is the function of the theory of law to reach beyond these norms and explore their determinants and their content.

5. This is what the Marxist-Leninist theory of law has embarked on. Accordingly the substance of the legal relation (and this is the central element in law and not the norm) has to be sought outside the law, in the production relations. In reality law is a superstructure, i. e. governed by other social relations. What remains the truth is that the social substance, i. e. the production relations determine the substance of the form, namely of law, i. e. the superstructure of law and also its secondariness, and not what the Neo-Kantian school with its normativism proclaims, that it is the form, i. e. the superstructure which lends its form to the substance and therefore it is logically the primary. Now what remains is to get out of Neo-Kantian stocks which squeezes law into the narrow framework of the norms and identifies law exclusively with the norm.

It was with this intention that Marxist-Leninist jurisprudence embarked on this work in 1917, viz. the creation a Marxist-Leninist theory of law going into the very details. The Great October Revolution threw open the gates also to the elaboration of a new theory of law. This theory then tried to break away from the purely formal perception of law. In fact, law is by itself an autonomous social

⁶ SZABÓ, I.: *Les fondements de la théorie du droit*. Budapest, 1973

relationship, when at the same time it is the expression also of other social relationships. The new theory of law also tried to dissociate itself from the concept of law as a pure norm, and so also from the exclusive study of the legal structure.

These attempts in a number of directions (in fact the first tendencies could be considered but attempts) dragged on till 1938, and the disputes which flared up simultaneously with them were particularly lively in the first decade following upon the revolution.

6. In 1938, in the first all-union congress convened to discuss the problems of Soviet jurisprudence and political sciences A. Y. Vyshinsky laid down the foundations of the new socialist school of the theory of law, which he regarded as an exclusively socialist theory. At that time the attitude of Vyshinsky might have appeared as appropriate, still today it is useful to revise the teachings of the then new school. Although Vyshinsky himself emphatically protested against his doctrine's being regarded as normativism, nevertheless it was but a kind of a new-type, one may even say, socialist normativism. Any kind of normativism, however, is in the concept of law of necessity formal. It was in vain that Vyshinsky laid stress on the determining role of the production relations, these were left in the cold by the normativist-formalistic formulation: society did not penetrate it.

This normativist concept started by Vyshinsky came to be recognized throughout the Soviet Union. In 1945 it began to spread also in the popular democracies.⁷ From the writings of this time it stood out clearly that in the opinion of their authors, law was substantially a norm, i. e. the fundamental nature of the law was its being a form. The normativist concept of law was dominant in the socialist world.

Vyshinsky conceived the theory of law as something wholly independent of the concrete content of the law or branches of law.⁸ Yet can law be independent of its content, or still better, can it be independent at all unless we conceive law in its generality as a mere form? Vyshinsky wrote that his definition of the notion of law (which meant the totality of the rules or norms of conduct)⁹ was based on the relations of dominion and subordination finding expression in the law.¹⁰ Still is law this, or exactly only this? Undoubtedly, Vyshinsky frequently emphasized the social determinedness of the law, still the definition he offered was in the last resort a normativist one. He regarded law as a norm and this meant that law was merely

⁷ So e.g. the works recently published in the *Soviet Union*: Марксистско-ленинская общая теория государства и права (The Marxist-Leninist general theory of state and law). Vol. I. Moscow, 1970. pp. 387 et seq.; in *Czechoslovakia*: BOGUSZEK, J.: *Teoria státu a práva* (Theory of State and Law). Part I. Praha, 1967. p. 278; in *Hungary*: ANNTALFFY-SAMU-SZABÓ-SZOTÁCSKY: *Állam- és jogelmélet* (Theory of state and law). Budapest, 1970. p. 349; in *Poland*: OPALEK-WROBLEWSKI: *Zagadnienia teorii prawa* (Questions of the theory of Law). Warszawa, 1969. p. 38, etc.

⁸ Вопросы теории государства и права (Questions of the theory of state and law). 2nd ed., Moscow, 1949. p. 74

⁹ Op.cit. p. 84

¹⁰ Op.cit. p. 5

a form, void of any social substance. As has already been said, in this he was followed and is still being followed everywhere in the socialist countries.

7. Everyday legal thinking, even in the socialist countries, sets out from the thesis that for any legally regulated human behaviour the primary factor is the existence of some sort of legal regulation, i.e. a certain norm. This is therefore the starting point and at the same time the basis. This norm is then observed in practice by legal relations, i.e. by the relations and behaviours of particular persons. In reality, however, this is but one aspect of the social interrelations, notably the aspect which reaches from the norms to the behaviours. Still how do the norms come into being, i.e. what was there before the norms and what leads to them?

Lenin writes in "*State and Revolution*" that law is the regulator (determinant) of the distribution of products and work.¹¹ Therefore first come the relations of work and distribution (here Lenin resolves the relations in their totality called economic), which stand in the first place, and which call for regulation. These relations are followed by the system of norms, i.e. the definition of the manner of regulation. There are undoubtedly social relationships (such as ownership relations, employment, family relations, etc.) which invariably precede the norm. The norm is merely an intermediate link between certain in a general way viewed social relations and individual relations. It might even be said that the norm defines the manner of the individual manifestation of general relations.

8. The reduction of the law to a norm may amount to a peculiar kind of "jurisprudence", in any way to a certain type of "legal method". Still if jurisprudence is reduced to the method, it can never offer an answer to the question of the substance of law, i.e. of its social determinedness. An answer has, however, been given to the question of the structure of law, and mainly of the legal norm, yet not of the content of law. This question can be answered only by a theory which sets out from society and through the law returns to society, but now to its form atomized to individuals. In our opinion in this way the theory of law can be of a sociological character only. This follows from what has been set forth. Still here we cannot go into further details.

9. Vyshinsky by making normativism of general validity in the Marxist-Leninist theory of law returned in fact, to the Neo-Kantian trend in the theory of law, or more accurately he was unable to go beyond it, however often he repeated the watchword "socialist" by the side of the norm. A contemporary task for the Marxist-Leninist theory of law is to get beyond the normative concept of law, to find its way to the genuine, substantial and social theory of the law, and to define the place the law has to occupy in the system of social relationships.

The rather smooth approach to the normativist theory of law and its relative lucidity cannot be argued. This theory offers a simple interpretation of law when it approaches it from the formal-structural and not from the social aspect. Naturally

¹¹ Сочинения (Works). Vol. 25. Moscow, 1949. p. 439

the norm, and so behaviour in so far as it is general, are already certain features of society: the norm, too, is product of society. Still what is mere appearance in the normative concept is that law tells in beforehand what human behaviour should be adopted. Yet why should it be this way, and not the other, why so and not otherwise, why is the norm such a "standard", and why is not the standard something else?¹² In Samoshtchenko's view the form of law is, in the objective sense, the legal norm; this is again an indication of the correlation, respectively, identity of the normative and formal constituents. The statement that law is regulation is by itself far from telling the whole story. It stands to reason that in the search for the substance of the law we have to go further, and it does not suffice to approach this substance from the world of norms. On this normative path namely we shall in all cases come closer only to the form of law, but never to its substance.

The statement that in the latter decades the Marxist-Leninist theory of State and law has come to a standstill at Vyshinsky's normativism is by no means an exaggeration. This normativism of Vyshinsky is even in its socialist guise a kind of survival of Neo-Kantianism. Even when it will become harder to grasp the substance of the law, theory will at last have to get beyond this socialist version of Neo-Kantianism. Briefly, the rule of normativism must be put to an end in the socialist theory of law.

10. To bring about a turn of such an extent in a definite trend in the theory of law, in particular in a closed theory of law like what the Marxist-Leninist theory is, is by no means a task easy to tackle. Considerable resistance will have to be overcome because of the general reluctance to depart from a superficially simpler concept. Still progress cannot stop at a definite point.

Even bourgeois jurisprudence consistently adhering to the normativist standpoint has not come to a standstill at this concept: the extraordinary growth of legal logic during the latter decades is sufficiently known. Although there are tendencies which conceive legal logic as a formal science as contrasted to sciences dealing with the essence of things, authors writing on the logic of law stand up against these tendencies, when as far as the structure of law is concerned they discover in legal logic the means creating clarity and move deontology closer to the theory of law.¹³ There are authors according to whom legal logic is equally useful for the normative and the sociological concept of law.¹⁴ This is obviously an arbitrary assumption, since as for its substance legal logic is a logic of norms, whatever may be brought forward against this thesis.

¹² According to Samoshchenko in the objective sense the norm is the form of the law; this too, is an indication of the intertwining and assimilation of the normative and the formal. See: Братусь, С. Н. — Самощенко, И. С.: Теоретические вопросы систематизации советского законодательства (Theoretical problems of the systematization of Soviet legislation). Moscow, 1962. p. 32

¹³ WEINBERGER, O.: *Rechtslogik*. Wien-New York, 1970; CORNIDES, TH.: *Ordinale Deontik*. Wien-New York, 1974.

¹⁴ See e.g. WROBLEWSKI, J.: *Normativity of legal science* in: *Etudes de logique juridique*. Vol. I. Bruxelles, 1966. pp. 60 et seq.

Modern logic of law, in the first place deontology, is but the straight continuation of the legal doctrine of norms, a school carrying the legal doctrine of norms further, expanding it, and rendering it even more speculative. At the same time legal logic, in its present form, is the modern transcendence of the normativist concept. The centre of legal logic is the norm and the normative concept throughout. Rightly therefore logic of law may in a certain sense be considered the modern continuation of the normative concept.

11. The Marxist theory of law, as a matter of course, has to turn against this transmutation of the concept of law into logical speculations of the slipping of jurisprudence into the realm of logic. The unequivocal reply of the Marxist-Leninist theory as regards the substance of law makes it clear that since law is fundamentally a social phenomenon, therefore it has to turn to the social sciences and not to logic, jurisprudence being a social science.

It should be added that modern legal sociology is not a social science in the strict meaning of the term, for it does not get as far as society or a phenomenon of it, viz. the substance of law. It is not even in search for this substance, it stops on the surface of the legal phenomena. It is overwhelmingly pure empiricism and deals with the empirical study and description of legal phenomena. Modern sociology of law is not identical with the earlier, traditional sociology of law, the sociology of law as cultivated by Ehrlich in his times. Although this author disagrees with his views it should be left not unmentioned that he advanced on the path of sociology at all times in the search for the substance of law. His famous fundamental thesis which he has brought forward in the foreword of his work and which has become the cardinal truth of any sociology of law is well known: „Der Schwerpunkt der Rechtsentwicklung liege auch in unserer Zeit wie zu allen Zeiten weder in der Gesetzgebung, noch in der Jurisprudenz, oder in der Rechtsprechung, sondern in der Gesellschaft selbst.“¹⁵

As regards the putting of the fundamental question strictly speaking the Marxist-Leninist theory of law ought to return to the sociology of law in its genuine form, i. e. it should go on living as a discipline looking for the substance of law in its social determinedness and also finding it there. It is almost immaterial whether or not this branch of science is given the designation of legal sociology or theory of law. As has already been indicated, in this connexion we think and speak of the theory of law as the social theory of law. This decided turn towards sociology is in our opinion the next, overdue step of the Marxist-Leninist theory of law. In any case this is the direction in which the Marxist-Leninist theory of law will presumably advance. This is at the same time and mainly equal to the breaking away from formalism and the taking up of a definite stand against formalistic legal logic as the continuation of normativism, on the whole a radical departure from it.

12. If the Marxist theory of law finds it difficult to part with the so simple and attractive normativism (as a matter of fact, every law manifests itself externally in

¹⁵ EHRlich, E.: *Grundlegung der Soziologie des Rechts*. München-Leipzig, 1913. Vorrede.

norms), how more difficult this will be for statutory law. In statutory law its scope or its domain is from the outset defined by a single group of norms, to which the practice of applying these norms ensues. Eventually it may be assumed that as regards statutory law the situation is much the same as in the theory of law, moreover from a certain standpoint even one easier to handle.

Civil law, criminal law, constitutional law, family law, etc. deal namely unarguably and quite clearly with each a social relation of definite content and definite scope, and are the legal consequences and the expression of these relations. Anything which is before the norm will become in these relations quite clear and segregated by clear outlines from the generality of the law. Could not these relations be analysed in their social determinedness before there was a law? Is not this a function of jurisprudence, and then to explore the consequences exactly of the social determinedness in the treasure of norms built upon this analysis and relating to it in a way that this treasure of norms eventually finds expression in individual legal relations? Could not the particular branches of law create sociologies of their own, or at least in this direction try to obtain a reply to the fundamental problems of the respective branch of law?

In this way the breaking away from the normativist concept is the function not only of the theory of law, which discharges this function for the law as a whole. It is at the same time the function of every branch of law and therefore also of jurisprudence. As a matter of fact, theory of law and branches of jurisprudence are in the last resort homogeneous, they are equally social and legal sciences.

It appears as if we must advance further, in jurisprudence as a whole, in the general as well as special, and to return to the idea that this is a process which cannot be completed at a single stroke. In all likelihood all we can do at present is to begin the search in this direction in order that later we might appear on the scene with a new Marxist-Leninist concept of jurisprudence.

13. In any event already at present we may accept as fact that the fundamental error of Vyshinsky's normativism may be explained by the Neo-Kantian influence. Neo-Kantianism is in reality the substance of Vyshinsky's concept of law.

It remains also a fact that as regards the practical existence of law sociological research is overdue not only in jurisprudence, but also in research in the substance of the law, moreover of the particular branches of the law.

Finally, owing exactly to the substance of Marxism, a sociological character has to be given to the Marxist-Leninist theory of law, and this not in the modern fashionable empiric sense of sociology, but in its deepest sense, in the meaning it has in the social sciences.

In our opinion new pathways have been opened up before the development of the Marxist-Leninist theory of law. Still in order to make headway on these new pathways we have to subject to criticism the former, the old, unrelentingly and have to go out in search for the new pathways more courageously than before. This is the principal function of the Marxist-Leninist theory of law in our days.

Du concept du droit

par

I. SZABÓ

Dans son étude l'auteur part de la conception que la recherche du concept du droit est un processus sans arrêt, n'étant cependant pas un processus homogène. L'étude caractérise dans un ordre historique certaines des conceptions principales de la théorie du droit. Les objections de l'auteur se dirigent en premier lieu contre la théorie néokantienne du droit et il polémise avec les tendances qui s'y rallient, tout d'abord avec les différentes espèces du normativisme et les tendances juridiques logiques.

D'ailleurs l'auteur polémise avec la conception normative socialiste aussi, en premier lieu avec celle de Vichinsky. Lorsqu'il se délimite de ceux qui considère la sociologie du droit comme étant seule la vraie théorie du droit, il fait connaître son opinion selon laquelle le droit doit être approché sous l'aspect social, et la théorie marxiste-léniniste de l'Etat et du droit doit être développée dans une direction où elle dépassera la conception normative et prendra pour base le fait que le droit est une relation sociale qui est en connexité déterminée avec d'autres relations sociales; elle est basée sur les rapports de production et s'intègre parmi les relations sociales appartenant à la superstructure sociale.

О понятии права

И. САБО

Автор статьи исходит из того, что изыскание понятия права представляет собой постоянный, но не равномерный процесс. Затем в хронологическом порядке подвергает характеристике и критике некоторые важные взгляды на теорию права. Автор излагает свои основные возражения против неокантианского направления теории права, потом вступит в спор со следующими первому направлению, главным образом с различными видами норматизма и направлениями логики права.

Автор оспаривает нормативистское понимание социалистического права, главным образом концепцию Вышинского. Автор отгораживается от тех, кто считает социологию права подлинной теорией права, но и по его мнению к праву следует подходить с общественной стороны и марксистско-ленинскую теорию государства и права тоже приходится развивать дальше в таком направлении, чтобы она вышла за рамки нормативистского понимания и взяла в свою основу тот факт, что право является таким общественным отношением, которое находится в определенной связи с иными общественными отношениями, строится на базе производственных отношений и входит в общественные отношения, принадлежащие к надстройке.

Paths of Legal Development in Civil Law

by

Prof. GY. EÖRSI

Eötvös-Loránd University Budapest*

I. 1. In the last resort the term legal development denotes active adaptation to the changes in society and economy. 2. Adaptation may be continual and periodical; rectilineal, indicating the beginning of a new era and revolutionary; natural and constrained (defensive). Part and parcel of adaptation is also reception; reception may be organic and inorganic. 3. Three periods may be distinguished in the genesis of legal systems: the freedom of the development of law, the stabilization of law, and continued adaptation. The basic pattern of the genesis of the European bourgeois laws: the appearance of the new in the guise of the old, the duplication of law and the growth of the new to the state of the absolute.

II. 4. The thesis of law is eaten away by the atypical fact at issue and mainly by the social-economic changes. 5.–9. In the latter instance the following are the four principal techniques of active adaptation: the “manipulation” of the rules of the law; “manipulation” of the legal system; the thrust of the law to the peripheries; the express change of the law.

III. 10. The development of the law experiences a technical crisis the world over; this crisis has been overcome somewhat by the willed, conscious combination of sectional (legislative) and continual (judicial) legal development. On the other hand difficulties will crop up as soon as the technical crisis is aggravated by the social crisis.

I

1. In the world change is absolute, the natural state of the law is, however, immutability. This immutability may be explained with limitations only by the circumstance that in order to serve as a standard the law has to preserve its stability. In like way it will be partially true only that the immutability of the law is often guarded by an alliance, viz. the alliance of the endeavour of power to bring to a stop the clock and of the inertia of traditions. Fundamentally, however, the natural state of immutability, at least in civil law, follows from the circumstances that in the last resort the law has to receive the impetus to a change from *the outside*.

Legal development is active adaptation, a self-accommodating impact. This is a by far not peculiar thesis. In fact it is in general characteristic of human activity that it accommodates itself to the environments, and that by moulding them. The specialty of legal development in this field consists in the fact that impact is the monopoly of the ruling class, or of a layer of the ruling class, defined by the power

* This article presents some of the fundamental propositions contained in the author's book on comparative civil law forthcoming in English.

relations and often limited by these power relations, a monopoly namely of which the ruling class makes use in the first place in its own interest.

This monopolistic active adaptation is by far not always a conscious one: even here what Marx said "they do not know it, yet do it", will hold its own. The spontaneous adaptation of the law is of by far greater frequency than many would in general think. Before the idea of social development struck root in Europe in and about the 18th century, the activity, which brought into being social adaptation by determining the mass of legal cases, passed off without the judges being struck by the problems of society in the meantime. At this time codification too, cast what was in being into a system, with slight corrections, while enactments of detail had as their goal the elimination of some sort of concrete "mischief". There was no conscious endeavour aiming the planning of society, whereas efforts to preserve it in its then state were of greater frequency.

2. The various kinds of active adaptation may be approached from several aspects. There may be talk of *continual* adaptation manifesting itself in the everyday activity of the courts of law, and also of *sectional* adaptation characteristic of socialist codification and to be discussed later on. There may a line be drawn between *rectilineal* adaptation in periods of calm and the process of adaptation at the *beginning of a new era*, like at the time of the transition of liberal capitalism to monopoly capitalism, and yet another line between these and *revolutionary* adaptation, when legal development is a phenomenon of the root and branch change of the social order. From another aspect we may speak of *natural* adaptation, when the new law develops the old in a harmonic manner. This is the case when the social systems are in the ascendant. Contrasting this stands the *constrained* adaptation, when the system still engaged in rear-guard action is already forced to meet needs alien to its own foundations, like in the times of feudal absolutism and even to a greater extent in the age of monopoly capitalism. In monopoly capitalism the system of private property adapts its law to exigencies pointing beyond the fences of private property, by preserving the foundations of private property. In this case adaptation is of a *defensive* nature and as for the movement of society it will be of a *retarding* effect: it prolongs the life of a social system which has outlived its time. A wholly peculiar kind of adaptation is the *reception* of a foreign law. This will occur in one group of the cases, when the legal system has inadequate reserves only, like in the Europe of the centuries of the adaptation of Roman Law. A development of this kind is also the reception of international law merchant in the England of the 17th and 18th centuries. This passed off in Scandinavia at the turn of the century, when the abruptly supervening tempestuous industrial development prompted the law relying on law-books of the 17th and 18th centuries to an extremely rapid rebirth. At that time there was no other solution than the factual taking over of several elements of German private law. These are the cases of *organic* reception. Here reception helps to settle problems on the order of the day and the law so received becomes more or less organically integrated into the system of the recipient law. Other

incentives to adaptation are conquest and colonization, i. e. coercion. It is sufficiently known how the arms of Napoleon spread the *Code civil* in Europe. E. g. in Belgium and in the Netherlands the outcome was organic reception, inasmuch as the conditions of society as they existed at that time were ready for the reception of the *Code civil*. This cannot be said of the coercion of classical colonization and of neo-colonialism. Here we may speak of an *inorganic* reception only: the law wholly alien to the society yet foisted on it either degenerates to the conditions as they are, like in Latin America where the proud institutions of bourgeois law hired themselves out to feudalism, or an island cut to the colonizers has remained in the sea of tribal law, like in the former British colonies. There is yet another phenomenon which may be compared to an immune-biological reaction. E. g. René David has made a present of a very detailed modernized French code to Ethiopia still living in a tribal organization. The law is in force for more than ten years, still it has remained ineffective. The judges reluctantly hiding behind the paragraphs invoked by them apply the tribal law – they can do no otherwise. Society refuses to digest this by itself excellent piece of legislation. It remains an imposing monument only.

3. Active adaptation has certain patterns, some of which may become the origin of processes of development of rather divergent substance. Of these we would mention two only in this connexion.

(a) The first refers to the period of the *evolution of the legal systems*. Three phases may be distinguished here, viz. the free development of law, the freezing of law, and the continued adaptation in the system of institutions of this stabilized law. Namely the new legal system does not come into being at a single stroke: in the initial period often the ruling power was not yet properly established and in its still unsettled conditions had no clear-cut grasp of the practical ends of the new system. The freedom of legal development was therefore at its highest. When conditions had become stabilized, the particular institutions began to grow up and strike root, the freedom of the development of law had come to an end, the law had grown rigid. Development had not, however, come to a standstill: adaptation went on in the way still to be outlined.

Let us quote an example, or two. Islam made its appearance in the beginning of the 7th century. For a legal system, however, the Quran was extremely defective. The free development of law set in: the gaps were filled partly by the integration of certain theses of the pre-Islamic tribal law into the law of the Quran, partly by attributing new legal theses found to be proper to the long dead Prophet and his disciples. Anybody could freely interpret the genuine sources, or those he or others invented. In the 8th and 9th century, however, the Abbassids set things right. They closed the gates of the *Idjtihad*, i. e. they declared interpretation to be the monopoly of the four principal schools by that time established. The Muslims were forbidden by bypassing these four schools to go back directly to Muhammed and his associates. Interpretation had been restricted to the reproduction of texts provided with the *placet* of one of the four schools: the law became stabilized. Adaptation, however,

went on on the soil of solidified law by resorting to admirable legal devices. E. g. the prohibition of the Quran to collect interests on a debt was evaded in a way that the debtor sold his slave or beast to the creditor, and bought it back at the expiry of the loan at the same price. The first purchase price stood for the loan, the second price meant the repayment of the loan, whereas the interests found expression in the work done by the slave or the profit the beast yielded. This was about the pattern demonstrable in the beginnings of the development of English law. In the first century following upon the Norman conquest the king could issue writs of a number of forms he thought appropriate. There were not even traces of the system of precedents. According to ancient tradition the court could do what equity demanded. It was the period of the complete freedom of legal development. With the establishment of the feudal system, however, from the 13th century onwards stabilization set in. The Statute of Westminster the Second, in 1286, interdicted the issue of further kinds of writs from the king's Chancery and declared that the English legal system was complete, established. From this time onwards the system of precedents began to prevail with an ever increasing vigour: the freedom of legal development was gone. Adaptation, however, went on, partly in the form of shrewd manipulations of the precedents, partly by way of the duplication of law: by the side of strict law the principles of equity emerged and continued their life until in the 19th century these, too, turned rigid and adaptation threw open modern avenues in the reform laws. Naturally this pattern has many variants. In Roman law, e. g. the ever new exigencies of the growth of the modest beginnings of a city state to a vast empire guaranteed the freedom of the development law almost till the age of Justinian, and a period of rigidity set in so to say only a few minutes before the curtain fell on the Roman Empire. The pattern is demonstrable also in the origins of the *socialist legal systems*. When after the October Revolution, in 1918, the Second Decree on the Judiciary declared that the courts should not confine themselves to the "formal law", but must in all cases observe the theses of justice, or when in the People's Democracies the courts were empowered to depart from the old law still effective, the high degree of freedom of legal development became a fact. This was followed by the transition from the "proletarian" legality based on proletarian consciousness of law to socialist legality, and in most of the socialist countries the codification of civil law has been completed. Legislation at least in principle has become the monopoly of the legislature. It is at this point where the stabilization of legal development has manifested itself. Adaptation, however, continued on this basis. This question will, however, be dealt with in the closing section.

(b) The other pattern here presented refers strictly speaking to the evolution of the *European bourgeois legal systems*. Here too, three phases may be distinguished: the new first appeared in the forms of the old. Then by the side of the old law the new law settled down: the duplication of the law took place. Eventually the new law became victorious: with the bourgeois society's growing total the new law became absolute. First the new law emerged in the old forms: this was in the interest of the

still strong feudal power, for it was in this way that it could exploit the new for its own ends. In addition many of us, when faced with new phenomena, are first inclined to find a modest place for the new in the already existing system of ideas and notions: to use the Hegelian terminology: the new has not yet awoken to consciousness. The feudal services survived, still the delivery of produce was in an unchanged legal framework relieved by performances in terms of money, which only much later were given the name of taxes. The new type artisan was authorized by the feudal power to practice his trade by the same letters patent as embodied the conferring of land on somebody. It was in this form that modern copyright or patent right made their appearance. In addition the duplication of law appeared. This duplication implies that in one and the same society a law reflecting the duality of the stage of development of the social relations is in force. E. g. before the bourgeois revolutions the law merchant was still a phenomenon of the duplication of law by the side of feudal private law. Still after the victory of the bourgeois revolution this state of affairs came to an end. Hence the law merchant continued its life as the professional law of a group of persons, or category of activities of bourgeois private law. In the centuries of bourgeois metamorphosis in England, in the 15th to 17th centuries, through the agency of lord chancellors like Thomas Morus or Bacon equity so far serving merely as the remedy of casual injustice developed to a powerful medium of the development of bourgeois law by the side of common law. On the *Continent* in addition to the city laws in the first place the reception of Roman law finds a place for the *droit écrit* of the bourgeoisie *in statu nascendi* by the side of the *droit coutumier* of feudal particularism. Eventually where the victory of the revolution was complete the rule of the new law became absolute. This common pattern had its origin in the circumstance that the bourgeoisie in the making and gaining in strength was forced to coexistence with the nobility holding the political power for many centuries. The divergences between the several groups of bourgeois legal systems have their origin in the differences in the beginning of the phase of duplication and also in its duration. Notwithstanding in the course of the socialist revolution, in so far as a duality of power has developed, also the duplication of the law can be demonstrated. Here we would refer to the example of Chile before the tragic counter-revolution, still we might as well refer to the years between 1945 and 1948 in the European People's Democracies. E. g. in Hungary the path to the theory of economic law in the making in and about 1946 was thrown open by the nationalisations then *in statu nascendi* as a special law by the side of the at that time still traditional civil law. Economic law had grown to become a risk merely because it placed this duplication on a theoretical ground segregated the two domains by a sharp line and so prevented the still on the whole immovable general civil law from being fertilized by institutions and doctrines developed in what was called economic law.

II

4. A thesis of law has two foes. The one only annoys the student of law, the other is, however, mortal and beneficial at the same time. The foe which annoys is the atypical nature of the fact at issue forthcoming from the variegatedness of life and defying any attempt at classification, facts eliciting the indignation of *summum ius, summa iniuria*: what comes off from the application of a provision of law meant for a typical fact at issue to an atypical one might occasionally be odd. The mortal and at the same time beneficial foe of the thesis of law is time rolling social and economic changes, time which turns the thesis of law into something reminding of either a helpless or a despotic old man. Seemingly the two foes are decidedly distinguishable from each other: the first drives the tension of the order decreeing the rule and proliferating reality, the second the unchanged rule and the changing society to the breaking point, to the conflict. The first conflict passes off in the present, the second takes place on the avenue leading from past to future. Yet change often manifests itself in the sudden increase of the so far sporadically appearing atypical facts: random occurrence develops to regularity. In the beginning those learned in law would look disapprovingly at the atypical *facts*, later they were confused by the antiquated provisions of *law*. The casual adaptation to the extraordinary, atypical facts at issue passed hardly perceptibly to the permanent adaptation to the changes, as was the case in the example of English equity.

5. Naturally, it is the mortal and beneficial foe, change, that has a genuine social significance. The cardinal problem is the law-changing effect of the social and economic change. In this connexion, however, we shall confine ourselves to discussing the one aspect of the problem only, namely how the law will change, once it has to change. The answer is seemingly a straightforward one: the provisions of law have to be changed. Yet with the exception of socialist legislation everywhere in the domain of civil law the express change of the law, though with the acceleration of development becoming more and more frequent, is not the most typical case. The fact that for its natural state law is stationary, provides an incentive for the ever more frequent recourse to the more refined, more indirect paths of a change of law. Four fundamental methods of the technique of active adaptation may be distinguished:

(a) the "manipulation" of the *rules* of the law without the express change of these rules;

(b) the "manipulation" of the *legal system* without the express change of the provisions of law;

(c) the *thrust of the law to the peripheries* without the setting aside of the provisions of law; and finally

(d) the *express change* of the law.

The first three will lead to the contradiction of the written and the living law. It is due to these by-paths that the more than 170 years old French *Code civil* and the German *Bürgerliches Gesetzbuch* of 1896 in many respects outdated on its birthday

are still in operation. As is known in the countries of the great bourgeois codes national pride and the need of decaying systems to draw on the cult of the patina of the past for consciousness, keep these codes artificially alive by divesting their provisions of their original meaning in the course of adaptation. Napoleon, when the first commentary was published of his code, exclaimed: "*Mon code est perdu.*" He ought to have exclaimed: "*Mon code est sauvé.*" His code would have solidified to a monument of the history of law a long time ago had not the rejuvenating tricks of the courts, commentators, professors adapted its cells to the present. *Par le Code au delà du Code,*" this is the watchword. So far in connexion with all these there was talk of manipulation. Still in this process of adaptation the term is not always used pejoratively: as for its contents this manipulation may equally be progressive and conservative.

6. The *manipulation of the provisions of law* is also effected with the aid of legal tricks. In the legal dead-waters of many Latin American countries the technique of legal tricks has received the designation *jeito*, or diminutively, *jeitinho*. In the domain of Moslem law the current designation is *hiyal* technique. These designations are indications of the spread, popularity and importance of these tricks. Although in common law this technique has not been given a special name, still the life of the law consisted and still consists of such tricks to a great extent even today. This is the case with all laws which for several hundred years are regarded as completed either because they are believed to be of divine origin, like the *Sharia* or for some other factor of tradition (as in the case of the common law). The legal system considered unchangeable is the most fertile soil of the legal tricks. The unwillingness to change is by far not an even worse soil: here the European Continent may be quoted as an example. On the Continent in the hands of the guards of the respect for the codes these tricks hide themselves in the respectable cloak of the interpretation of the provisions of law or contracts.

In the course of development these tricks have become more and more refined and polished. The rather simple solution of a case by the Chief Justice Beresford in 1309 would hardly be imaginable today. With a subtle analysis the Justice demonstrated that the application of the law as it existed to the given case would be inequitable. He therefore reprimanded the plaintiff for filing his rightful yet dishonest action and told him he would have to wait for the judgement seven years. I.e. *ad Graecas calendas*. There are innumerable tricks of modern legal techniques. Of these two will be given a short examination.

(a) The judge cannot deny judgement even when he has discovered a gap in the law, i.e. there is no provision, hereincluded precedent, which could be applied to the facts at issue. In such and similar cases the English judge, and by § 2 of the Swiss *Zivilgesetzbuch*, the Swiss judge give judgement as quasi-makers of law, whereas the courts of other countries will by way of analogy transfer the rule governing a related fact to the fact void of regulation, or with a certain off-handedness invoke a general thesis of law. If the judge would like to avoid the application of the provision suiting

the fact at issue, he will often *create a gap in the law artificially* by an abuse of the permissible recourse to restrictive interpretation. By a restrictive delimitation of the scope of application of the non-desired rule he will hold that the fact at issue to be determined is outside the scope of application of the provision of law, i. e. there is a gap in the law. He will then fill this artificial gap in the law with another provision of law, or by drawing conclusions *e contrario*, or in any other way offering itself. Without changing the provision of law he will make room for another thesis of law, and if others follow suit, the procedure of the judge will give birth to a new provision of law. Often this is the means of the modernization of the law. E. g. the French *Code civil*, in § 1382, pronounces the general liability for fault for the personal causation of damage, and in § 1384 extends this liability based on fault to the liability for the acts of employees, further, metaphorically, to the liability for “the acts of things” in the safe-keeping of a person (*responsabilité pour les faits des choses*). The court regards this latter section as one standing by itself: it detaches it from the provision governing the liability for fault. In this way there remains a gap in the law as to the conditions on which a person is responsible for his employees or for the things in his safe-keeping. The court has filled this gap by building up the modern liability without a personal fault. Incidentally in English law particularly frequent recourse is had to this method. It is known by the name of distinguishing out: the judge exempts a category of facts at issue often artificially from the operation of a precedent and starts a new precedent on its way.

(b) In the domain of the interpretation of contracts operation with *implied conditions* is of frequent occurrence. Formerly if a worker undertook a dangerous kind of work, e. g. roof covering, his undertaking was regarded as a contract under which he accepted the risk. In the case of a hitch-hike the gratis passenger was regarded as one who had accepted the risks of the car-ride. This procedure lent itself equally for filling gaps in the law on an alleged contractual basis and for setting aside the permissive provisions of the law within a wide domain by the judge who otherwise without the construction of a gap in the law or in want of a real provision of the contract would not have been authorized to do so. Practically in all cases a technique of this kind will serve ends of legal and economic policy. As regards the examples: if anybody as entrepreneur causes his employees to do dangerous work, the question whether it was the entrepreneur who had accepted the risk implied in the dangerousness of his trade, or had it been the worker undertaking dangerous work who had accepted it, could be answered only on the ideological plane or that of legal policy.

This has become clear at the beginning of the monopoly capitalist era. When the age of what may be called “social law” has come and in addition liability insurance for the benefit of the employee has begun to spread, the thesis that the worker has accepted the risk has been dropped. When liability insurance of motor vehicles has been extended to all passengers of the motor car, then here too, the acceptance of the risk by the hitch-hiker has become meaningless. If, however, there

is no turn in legal policy, the technique of implied conditions remains a mostly transient one: in general it is lifted over from the world of the contract to that of the law. First with a certain modesty it was held that the owner of the scenic railway had *tacitly accepted* the higher degree of liability (*obligation de garantie*) although this was not his slightest intention, and it had been declared overtly only subsequently that the *obligation de garantie* is imposed on the owner of the scenic railway by law (and not by contract). The technique of the implied condition is therefore in general a transient phenomenon. A new idea of legal policy has been smuggled into the world of the law, as the wooden horse of Troy, of an alleged will implied in the contract: the horse will either meet its violent end or take the fortress. It should be noted there is an ostensibly similar phenomenon also in *socialist* law. As regards expenditure made from the conjugal separate estate for common ends the Hungarian Supreme Court implied that the proprietor of the separate estate had waived his or her claim to a restoration of this portion of the separate estate on the termination of the marriage. Furthermore if somebody disposed of his estate under a will the court held that the testator wanted to restrict conjugal usufruct to the legitimate portion of the estate. These decisions rely on a "general interpretation of will": they attribute the will to the parties which, it may be presumed, conforms to the genuine will of the overwhelming majority. This "general interpretation of will", however, differs at a rather essential point from the technique of "implied conditions". Recourse to the latter is had also when it is certain that the will of the one party differs wholly from what the judge declares to be implied in the contract. The "general interpretation of will" as known in socialist law will, however, hold its own only when it is impossible to establish the will of the parties contradicting it. The technique of "implied conditions" often operates with the mere fiction of the will, the "general interpretation of will" on the other hand creates a presumption recognizing the submission of rebutting evidence only. The former is an abuse of the interpretation of contracts, whereas there is no trace of this in the latter.

7. By the *manipulation of the legal system* in the first place the duplication of the legal system as already mentioned should be understood. The original, earlier legal system remains and a new forces its way through by its side, for that matter mainly at the beginning of a new era. The original legal system is kept alive by the inertia of power and tradition, whereas the new will be enforced by the social and economic change. The watchword embellishing the process in the accompanying battle-cry is the contradiction of law and justice, further of strict and equitable law. Yet in fact the contradiction of law and justice is non-existent: the justice of the one class or layer of society is confronted by that of the other, and justice will either turn into law or remain a pious wish, a demand of legal policy or a revolutionary claim. Equity too is but embellishment: it creates the appearance of the benevolence of power, although in civil law disputes what appears to be equitable for the one party, will be regarded as inequitable by the other. In reality the rule of equity is a refinement or a change of trend due to legal policy: those wielding legal policy

either begin to attribute a higher degree of significance to the unique elements by the side of the typical ones of the facts at issue, or begin to favour another interest-group instead of an earlier. If this is not directed merely to averting the extravagant consequences of isolated atypical facts at issue, but the phenomenon of the beginning of a new era, then equity will also indicate that at the moment no more than a compromise is left open for the forces of the old and the new.

The most refined expedient of the manipulation of the legal system or the duplication of law has been worked out by monopoly capitalism: the *general clauses* surrounded by the atmosphere of equity, the principles of law of general moral contents, have been given new functions. Through these clauses and principles monopoly capitalism has brought about a clandestine duplication and legalized the violation of legality. This development what *Hedemann* appositely calls the *Flucht in die Generalklauseln* is the fertile phenomenon of crisis of a system outlived itself, cleaving to the foundations of a social order and at the same time adapting itself to the changes extending beyond these foundations. The German *Bürgerliches Gesetzbuch* (Civil Code) in § 242, decrees that the parties have to display a conduct suiting the maxim of *Treu und Glauben*. *Treu und Glauben* has become the maid-of-all-work of German law: in Planck's commentary the analysis of this single section covers about 800 pages. The demand of *Treu und Glauben* and many other general clauses have opened up an extremely wide scope for the judge to make his choice: either he has recourse to the rule of the *Bürgerliches Gesetzbuch* closely fitting the fact at issue of the case, or he applies the general clause producing a result defeating the earlier rule. These clauses are integrated into the law, into the amended Austrian *Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch*, as well as into the Swiss *Zivilgesetzbuch*, in a way that the law has been duplicated in reality, yet not formally. This clandestine duplication is a substantial innovation e. g. in relation to English law which has duplicated itself by way of common law and equity. A legal basis for departure from the rule governing details has been provided by the in like way legal thesis of the general clause.

Thus here the law of the general clauses imbued with a legal policy of a social character, are in the case of the *Bürgerliches Gesetzbuch* conflicting with its rules of the harsh individualism characteristic of liberal capitalism. It is for this reason that here we can speak of the duplication of law. On the other hand the theses of law of the socialist codes similar to general clauses do not lay another body of law by the side of the rules of detail. On the contrary, the quasi general principles of socialist Codes provide the foundations of the rules of detail, their ideological setting, and the background of their interpretation.

8. The tendency of *thrusting to the periphery* the provision of law conceals two wholly divergent phenomena. The one phenomenon is the product of modern capitalist economy, the other is that of the crisis of power.

(a) Mass production calls for standardization in production and so also for standardization in the law. The standardized terms of the contracts of large

corporations, the "blueprint" contracts, have come into being. Since the statutory regulation of contracts is of a permissive nature, in general the provisions of the regulation may be set aside by the contract. The standardized terms of contract set aside part of these permissive rules. These standardized terms are not sources of law, still in reality they operate as if they were sources of law, mainly because in practice certain contracts cannot be made unless they have been based on these terms. It is for this reason that often there is talk of "private legislation" in connexion with these terms. By itself there is a case here which considered by itself is an abuse of permissiveness. The permissive rule namely recognizes departure from it, however, in accordance with the intentions of the legislators incidentally only: the legislator presumes that the distribution of rights, obligations, risks as conceived by him will in general prevail. This is suggested by the circumstance that permissiveness by itself cannot be construed so as to authorize e.g. the government to depart from the permissive rule by a mere decree i.e. with general validity. In capitalism this by itself still harmless abuse has been made worse by another. Standardized contracts are concomitant of all mass production, irrespective of the social systems. Still the capitalist large enterprise, unless stopped by the courts or a government control, will as a matter of course exploit this opportunity and with its superior economic power unilaterally force prejudicial conditions on the weaker parties, in particular on the non-organized consumers. A consequence of this policy is that in wide domains in mass transactions the effective law will be thrust to the peripheries, and the distribution of rights, obligations and risks as established by the legislator will in practice change substantially for the benefit of the stronger party.

With the former there yet goes another phenomenon. Factual research carried out within a wide field too, confirms the otherwise known fact that the large enterprises in their mutual relations go to the law on rare occasions only. On new bases though the concept natural in tribal societies, that as the outcome of a legal dispute it should be neither a victorious party with his head held up nor a losing party dropping his head and imbued with hatred, but both satisfied by a compromise, that leave the floor, has come back to its dominion. Large enterprises are apt to hold the undisturbed continuation of business relations by far higher in esteem than the winning of a lawsuit at the end of a protracted, costly procedure likely to contaminate the atmosphere. The cotton exchange of *Bremen*, and in its wake two other cotton exchanges, have, in the event of a breach of contract, made the following settlement obligatory for their members: the parties have to dissimulate performance in conformity with the contract, i.e. they have to settle accounts as if the contract had been fulfilled in due order, whereas the defaulting party pays 2 per cent to the other party irrespective of fault. This arrangement has thrust the law of the breach of contract out of practice in the cotton trade all over.

The bypassing of the courts is of even more frequent occurrence than the relegation of substantive law to the peripheries. Business does not like to go to the law. It avoids publicity and is convinced of that the courts are something alien to life.

Disputes have to be settled directly by the experts of the branch of trade and not by judges. Business prefers arbitration. As a result substantive law is often disregarded, for the contract in several cases authorizes the arbitral tribunal to pronounce the award on the basis of practical business considerations, independently of statutory law. Another pertinent phenomenon is the submission of questions arising in legal disputes to the associations of Swedish insurers by the thousand. In these questions the associations take their position on the ground of the law as it is in force. The parties are in agreement with the decisions of these associations in 98.5 per cent of the cases, and only in 1.5 per cent of them they refer the dispute to the law courts. In the overwhelming majority of these disputes the courts confirm the rulings of the associations of insurers. Here the thrust of the provisions of law to the peripheries takes on a new property: the court of law raises the practice of private organizations to the rank of municipal law. Even the precedents are formed by private organizations for the courts of law.

(b) The *crisis of power*, too, may have to account for the banishment of the provisions of law to the peripheries. About 17 per cent of the population of Rio de Janeiro lives in what are called *favelas*. We would say people live and run shops there with no sound legal title. The governmental power can neither put an end to these conditions, nor recognize them. Therefore the disputes of those concerned regarding their living quarters or premises are outside the law: the courts of law do not deal with their cases. The inhabitants elect committees. They appeal with their disputes to these committees, for that matter with disputes associated not only with living quarters and premises, but so to say with all disputes except for the purely commercial ones. The committees try to bring about a settlement by compromise or conciliation, and determine the case by their own authority whenever their attempt at a compromise comes to naught. Notes are taken of all cases and on the ground of these notes precedents become established. Social pressure takes care of the enforcement of the compromises and decisions of the committees. Owing to the here predominant stalemate power-situation the effective law of Brazil has been thrust out in the *favelas* from the whole sphere of private relations.

9. Obviously the question what all this means for bourgeois legality is not worth lingering upon for too long, even in a not so directly power-controlled domain as civil and commercial law. The rule of law gradually begins to stand only for the due process of law, viz. the observance of the bourgeois rules of the game at the settlement of legal disputes, i. e. procedural legality and not the enforcement of the substantive law of the country.

III

10. English judge-made law loses its breath, and legislation is making headway. On the ground of the Continental codes the creation of law by the judiciary begins to spread. The English seek refuge from judge-made law in legislation, the

Germans and the French proceed the other way round: they flee from legislation to judge-made law. The socialist countries are flooded by single- and multi-level provisions of law, by circulars, regulations, decrees, instructions proliferating on the fringes of the provisions of law. The Supreme Court is under the constraint to stretch to the utmost the possibilities afforded by the interpretation of the provisions of law.

The development of law is in a state of *technical crisis* the world over. For this technical crisis in the first place the acceleration of changes may account. Inventions tend towards obsolescence even while the procedure for patent rights is still in progress. Development of law by the courts is casual, random-like and fractional, not to speak of the failure of the judiciary to develop new institutions of law such as e. g. social insurance. Development of law by an act of the *legislature* may at a single stroke renew vast domains of the law, still once an act of the legislature has become effective it becomes extremely difficult to adapt it to the rapid changes by amendments: the mastery of a new code absorbs a protracted period of time. Hence the development of law fails when it comes to keep pace with accelerated time, and at every corner it is the bankruptcy of either stability or adaptation that is lurking in the background. The other factor of the technical crisis lies in the enormous expansion of the domain brought under regulation by the law; by the side of the *par excellence* regulation of human conduct the regulation of the technical and economic processes of the most heterogeneous professions is making headway more and more. The knowledge of an extremely large number of varieties of professions is required for the finding of the justice embodied by the law, moreover in several professional scopes the notion of justice becomes irrelevant, so e. g. when it comes to formulate a compulsory technical standard. This phenomenon has grown out of proportions to an extent that *I. Szabó* has been prompted to bring forward the suggestion to detach these technical provisions of law in the one way or the other from the body of the conduct-regulating provisions proper.

What is the way out of this quandary? There is no magic agency. Experience accumulated so far, however, seems to indicate that on a policy-making level, among others in the domain of civil law, the improvement of the situation must be sought for in the *conscious combination of periodical and continual development of law*. In such a mechanism periodical development of law is accomplished by legislation whereas of continual development the courts, in the first place the Supreme Court, takes charge. The codes guarantee the stability for each phase of development: they define the guiding principles of law and the rules which in each phase of development are predictably not exposed to changes, still which within a solid framework allow a sufficiently wide elbowroom for everyday legal development, i. e. guarantee adequate elasticity at the same time. To do justice to reality, and also as a means of encouragement, the guiding principles and the policy-making decisions of the Supreme Court should be treated as special kinds of sources of law, as suggested by *V. Peschka*. Development of law is a more comprehensive notion than legislation in the technical meaning of the term. Within the framework of the periodically adapted

products of legislation and in a way not conflicting with them legal rules come into being, undergo changes and pass, so e. g. through the positions taken by the Branches of the Supreme Court or because the courts of law as a rule adopt the legal standpoints appearing in the judgements published in the volumes of the law reports. These do not in all cases mend what has been done wrong, but often open new paths.

When owing to progress the chances of an everyday development of law come to an end, the code has to be revised or replaced by another.

Obviously this policy is practicable only for societies which are safe from economic crises, for societies which can map out their future and which are homogeneous to a great extent. These are societies where conflicts of interests are of a milder nature and where the clashes of opposing interests are institutionally damped. Obviously the modern Western societies do not belong to this category. Here the problems due to the *technical* crisis of the development of law are aggravated by the *social* crisis of legal development. These societies are strained by conflicts of interests even within the ruling classes to a degree that a comprehensive civil law codification will for practical purposes become almost impossible: the codification might within a wide sphere jeopardize the stability of the system of compromises. The disintegration of the law into professional branches, industrial law, agrarian law, etc. puts up hardly surmountable obstacles to the integration of the body of law into a civil code. Here partial enactments of moderate compass, such as the protection of consumers, translate into reality the reform of limited scopes in the sea of the continual judicial development of law. The restatement of the French *Code civil* as decided in 1945 came to a standstill after the compilation of a material absorbing fifteen volumes. Of the Dutch draft of Meyers after many decades only certain parts could be put into operation.

Yet the telltale sign of the crisis is that the jurisprudence of the bourgeois countries foremost in the promulgation of the modern codes has already discovered the ideological and theoretical arguments defeating codification. Natural law, once upon a time the chief protagonist of the idea of codification now appears on the scene as the chief antagonist thereof. This time *Paulus* has become *Saulus*.

Les chemins du développement du droit dans le droit civil

par

GY. EÖRSI

1. 1. Le développement du droit est en dernière analyse une adaptation active aux changements sociaux et économiques. 2. Celle-ci peut être continue et périodique; rectiligne, inaugurant une ère nouvelle, et révolutionnaire; naturelle et contrainte (défensive). Dans la sphère de l'adaptation active entre également la réception; celle-ci peut être organique et inorganique. 3. Les trois périodes du développement des systèmes de droit: la liberté du développement du droit, le raidissement du droit et la continuation de l'adaptation. Le schéma fondamental du développement des droits bourgeois européens: le nouveau fait son apparition dans les formes anciennes, le droit se dédouble et le nouveau devient seul le dominateur.

II. 4. La disposition de droit est attaquée par l'état de fait atypique et en particulier le changement socio-économique. 5.—9. Les quatre techniques principaux de l'adaptation active dans le cas dernier: la «manipulation» des règles de droit; la «manipulation» du système de droit; le déplacement du droit à la périphérie; le changement formel du droit.

III. 10. Le développement du droit subit dans le monde entier une crise technique; cette dernière saurait être éliminée en quelque sorte par une combinaison consciente du développement périodique (législation) avec le développement continu du droit (jurisprudence). Surviennent cependant des difficultés lorsque la crise technique est accompagnée aussi d'une crise sociale.

Пути развития права в гражданском праве

Д. ЭРШИ

I,1. Развитие права является, в конечном счете, активной адаптацией к социально-экономическим изменениям. 2. Эта адаптация может быть постоянной и стадиальной; прямолинейной, открывающей новый период и революционной; естественной и принужденной (дефензивной). В круг активной адаптации входит также и рецепция, которая может быть органической и неорганической. 3. Возникновение правовых систем имеет три периода. Это — свобода развития права, отвердение права и продолжение адаптации. Основная схема возникновения европейского буржуазного права следующая: новое проявляется в старых формах, право удваивается и новое становится господствующим.

II,4. Нетипичный фактический состав и главным образом социально-экономическое изменение разъедают действующие нормы права. 5.—9. Во втором случае активная адаптация имеет следующие четыре основные техники: «манипулирование» норм права; «манипулирование» системы права; притеснение права к периферии; определенное изменение права.

III,10. Во всем мире развитие права переживает технический кризис, который несколько может быть устранен сознательным сочетанием стадиального (законодательного) и постоянного (судебного) развития права. Это, однако затрудняется тем, если к техническому кризису присоединяется и социальный.

Die Verbindung der Betriebsdemokratie mit dem gewerkschaftlichen Eigentum, der Betriebsorganisation und den kollektiven Rechtsverhältnissen

von

Prof. A. WELTNER

Eötvös-Loránd-Universität Budapest

1. Die Betriebsdemokratie steht mit dem gesellschaftlichen Eigentum in Wechselwirkung, denn das gesellschaftliche Eigentum ermöglicht die Entfaltung der Betriebsdemokratie, andererseits aber wird es durch die Betriebsdemokratie möglich, daß die in Arbeitsverhältnis stehenden Werktätigen auf Betriebsebene darauf Einfluß nehmen, in welcher Form der Betrieb die ihm übertragenen Eigentümer- und Arbeitgeberbefugnisse ausübt, bzw. den auf ihn lastenden Eigentümer- und Arbeitgeberverpflichtungen nachkommt. Auf einer höheren Stufe sind es die Gewerkschaften, die befugt sind, Einfluß auszuüben, wie der Staat das gesellschaftliche Eigentum verwenden und das Nationaleinkommen verteilen soll.

2. Die Betriebsdemokratie formt und bereichert nicht nur den wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Inhalt des sozialistischen Betriebes, das Betriebskollektiv wird nicht nur in soziologischer Hinsicht zum Faktor des sozialistischen Betriebes, sondern das Betriebskollektiv, das Betriebsorgan der Gewerkschaft, und die aus den Werktätigen innerhalb des Betriebes gestalteten inneren Organe, ferner die Produktionsberatungen wurden auch zu wichtigen Faktoren der rechtlichen Organisation des Betriebes; sie bilden, zusammen mit dem Direktor, die innere rechtliche Organisation des Betriebes als einer Rechtsperson.

3. Die Betriebsdemokratie erweitert notwendigerweise jene Rechtsverhältnisse kollektiven Charakters, aufgrund deren der Betrieb, dem Kollektiv und der Gewerkschaft gegenüber, mit verschiedenen Verpflichtungen belastet ist.

4. Infolge der Entfaltung der Betriebsdemokratie besteht das Verhältnis zwischen Betrieb und Werktätigen nicht nur in einem Arbeits- und Verteilungsverhältnis, sondern es ist gleichzeitig auch ein Organisationsverhältnis. Das Organisationsverhältnis bestimmt, wie der Werktätige – als Mitglied des Betriebskollektivs – direkt oder indirekt an der Leitung der Tätigkeit des Betriebes teilnehmen kann. Es hat sich also ein gewisser Status der Werktätigen, als Mitglieder des Kollektivs, herausgebildet, der aus einem Arbeitserfüllungs- und Verteilungsverhältnis und aus einem in der Teilnahme an der Lenkung des Betriebes sich offenbarenden Organisationsverhältnis besteht.

5. Die äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften werden durch das Verfassungsrecht und das Arbeitsrecht geregelt, insoweit, als sie gegenüber den Betrieben und deren Direktoren mit verschiedenen Befugnissen ausgestattet werden um ihre Tätigkeit zur Wahrung, bzw. Vertretung der Interessen ausüben zu können. Es ist ebendeshalb sehr wichtig, daß die Mitglieder der Gewerkschaften auf das innere Leben und auf die Tätigkeit der Gewerkschaften, sowie auf ihre aufgrund ihrer äußeren Verhältnisse zu entfaltenden Tätigkeit einen entsprechenden Einfluß ausüben können. Dies zu sichern ist die Aufgabe der Satzungen und der auf verschiedenen Ebenen gefaßten Beschlüsse und Vorschriften. Aus den Vorhergesagten folgt, daß die Wissenschaft und der Unterricht des Arbeitsrechts die Aufgabe übernehmen muß, sich auch mit diesen Aspekten zu befassen.

I

1. In den kapitalistischen Gesellschaftsordnungen, hauptsächlich in den entwickelten kapitalistischen Industrieländern, wo die Arbeiterbewegung entsprechend stark ist, tritt in gesteigertem Maße die Frage in den Vordergrund, ob die Vertretungsorgane der Werktätigen (zum Beispiel die Arbeiterräte) und die

Gewerkschaften an der Leitung der Tätigkeit des Betriebes teilnehmen können, und wenn ja, in welchem Ausmaße. Das ist selbstredend in erster Linie eine politische Frage. Aber dieses Problem trat notwendigerweise auch bei den arbeitssoziologischen, arbeitsökonomischen, arbeitspsychologischen, arbeitsorganisatorischen und nicht zuletzt den arbeitsrechtlichen – also kurz – bei den sogenannten arbeitswissenschaftlichen Forschungen in der Vordergrund.¹

Heute verhält es sich bereits so, daß es kaum eine Anschauung gibt, die sich der Anerkennung der Mitwirkungsrechte widersetzen würde. Der Kern der Frage ist viel mehr, worauf und wie weit sich die rechtliche Gewähr der Beteiligung an der Leitung der Tätigkeit des Betriebes erstrecken soll, inwieweit die Eigentümer- und Arbeitgeberbefugnisse eingeschränkt werden können und welche Organe die Mitwirkungsrechte ausüben sollen und unter welchen rechtlichen Formen. Wir finden in den einzelnen Ländern zum Teil abweichende Lösungen und auch die Sammelnamen, die sich auf die Mitwirkungsrechte beziehen, sind verschieden. Die meistgebrauchten Ausdrücke sind die folgenden: Betriebs-, Industrie-, Wirtschafts-demokratie, Beteiligungs-, Mitsprache-, Mitbestimmungsrechte, Betriebsverfassung usw.

2. Die Zahl der Untersuchungen, Abhandlungen und Monographien, die sich mit dieser Frage unter verschiedenen Namen befassen, ist fast unübersehbar.

Diese Bearbeitungen analysieren im allgemeinen solche Zusammenhänge, die zwischen den Mitwirkungsbefugnissen, das heißt der Betriebsdemokratie einerseits und den verschiedenen wirtschaftlichen, gesellschaftlichen, politischen, soziologischen usw. Beziehungen andererseits bestehen. Innerhalb dessen befassen sich die die Mitwirkungsbefugnisse analysierenden Abhandlungen sehr oft mit der Frage, wie sich die Betriebsdemokratie auf die Entfremdung bzw. auf die Identifizierung mit den Betriebsinteressen, oder zumindest auf dessen Beachtung, auf die Treue zum Arbeitsplatz, bzw. auf die Fluktuation, auf die Arbeitsdisziplin, auf die unentschultigten Arbeitsversäumnisse, auf die Arbeitsfreude, Humanisation, Neuerungsbeziehung, Betriebsatmosphäre, im allgemeinen auf die erfolgreiche Tätigkeit des Betriebes usw. auswirkt.

In Wirklichkeit finden wir abweichende rechtliche Lösungen und theoretische Anschauungen davon abhängig, ob die Gesetzgebung bzw. die theoretische Konzeption die Interessen des Betriebes oder des Kollektivs der Werktätigen vor

¹ Es ist bezeichnend, daß sich – unter anderen – mit dem Problembereich der Mitwirkungsrechte, bzw. mit den Problemen der Gewerkschaften die International Industrial Relations Association in 1973 in London, die Société Internationale de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale in 1963 in Lyon und in 1974 in Selva di Fasano (Italien), und darauf folgend das 9th International Congress of Comparative Law in Teheran befaßte. Auf der Tagesordnung des Lyoner Kongresses wurde auch die Frage besprochen, was das Verhältnis zwischen der Gewerkschaft und ihren Mitgliedern ist. Der Titel des einschlägigen Themas auf der Tagesordnung des Kongresses in Italien war: „Rights and functions of trade unions and their representatives at enterprise level.“ Auch der Kongreß in London befaßte sich mit der Lage der Gewerkschaften, die Analyse des Themas erfolgte aber eher durch die interdisziplinäre Methode auf der Tagesordnung des Kongresses in Teheran war: „Participation of workers in the management of enterprises.“ Der Verfasser dieses Beitrages verfertigte für drei Kongresse einen nationalen Bericht. Diese Bearbeitung ist teils auf diese, teils auf Materialien und Debatten der Kongresse aufgebaut.

Augen hält, oder darauf abzielt, einen optimalen Einklang zwischen den Interessen der gesamten Gesellschaft, der Betriebe, des Kollektivs der Werktätigen und den einzelnen Werktätigen zu schaffen. Die Fragen und die Antworten darauf werden sich auch dementsprechend abweichend gestalten, ob von entwickelten, halb entwickelten oder von Entwicklungsländern, von Industrie- oder Agrarstaaten die Rede ist; ob ein Arbeitskräfteüberschuß oder Arbeitskräftemangel das betreffende Land kennzeichnet. Ein wesentlicher Faktor ist auch, wie stark in dem gegebenen Land die fortschrittlichen Kräfte, insbesondere die Parteien der Arbeiterklasse und die Gewerkschaften sind. Der meist bestimmende Faktor ist aber unter allen Umständen das Wirtschafts-, Gesellschafts- und politische System des betreffenden Landes.

3. Wir gehen von der Hypothese aus, daß unter den Verhältnissen des Sozialismus die Mitwirkungsrechte und die Betriebsdemokratie einen Einfluß ausüben, ja sogar im Wechselwirkung stehen mit dem Inhalt und mit der Funktionierung des gesellschaftlichen Eigentums, mit dem wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Inhalt des sozialistischen Betriebes, mit seiner Organisation und seiner Tätigkeit, ferner mit der Ausgestaltung der Rechtsverhältnisse kollektiven Charakters, mit dem „Status“ der Werktätigen innerhalb des Kollektivs, und im allgemeinen mit der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Entwicklung.

Die Grundlage der Wechselwirkung mit dem gesellschaftlichen Eigentum ist, daß der Staat – und das ist äußerst wichtig – seine Eigentümerfunktionen, die zu seinem Eigentumsrecht gehörenden Teilbefugnisse nicht allein durch die Organe der Staatsgewalt und Staatsverwaltung ausübt. Einen Teil der Ausübung derselben muß er den Wirtschaftsorganisationen überlassen. Vor allem deshalb, weil die Organe der Staatsgewalt und Staatsverwaltung die Funktion des Besitzes, der Nutzung und der zum Warenverkehr nötigen Verfügungen zu versehen nicht imstande wären. Mit anderen Worten, sie sind nicht fähig die unmittelbaren Aufgaben der Produktion und der Verteilung zu versehen, sie können bloß die Produktion und die Verteilung auf gesamtgesellschaftlichen Niveau planen, organisieren, lenken und kontrollieren. Die Möglichkeit der Ausübung der Eigentümerteilberechtigungen in einem bestimmten Umfang mußte schon deshalb übertagen werden, da unter den gegenwärtigen Verhältnissen des Sozialismus eine eigenartige Warenerzeugung vor sich geht unter einer durch die Planwirtschaft beeinflussten Anwendung des Wertgesetzes. Die staatlichen Betriebe aber können nur in dem Falle wirtschaften und an dem Warenverkehr teilnehmen, wenn ihnen – zwar nicht nach den Regeln des kapitalistischen Zivilrechts, sondern des sozialistischen Rechtssystems – hinsichtlich des ihnen zur Verfügung gestellten Betriebsvermögens Besitz-, Nutzungs- und Verfügungsberechtigungen zustehen. Die staatlichen Betriebe wirtschaften also mit dem ihnen vom Staat zur Verfügung gestellten Vermögen mit einer durch die Planwirtschaft, bzw. durch die Rechtsnormen bestimmten Selbständigkeit. Sie sind es, die in diesem Kreise die ihnen

hinsichtlich des Betriebsvermögens übertragenen Eigentümerbefugnisse und die zur Organisation der Tätigkeit des Betriebskollektivs und der einzelnen Werk tätigen nötigen Arbeitgeberbefugnisse ausüben. Die Werk tätigen sind gleichzeitig berechtigt, im Rahmen der Betriebsdemokratie – in einem durch die Rechtsnormen festgelegten Umfang – an der Ausübung der Eigentümer- und Arbeitgeberbefugnisse, an der Planung und Organisation der Betriebstätigkeit, an deren Lenkung und Kontrolle, an der Regelung ihrer Arbeitsbedingungen und an der Erledigung von Arbeitsstreitigkeiten usw. teilnehmen zu können.² Infolgedessen kann es zur Wirklichkeit werden, daß die Staatsbürger, als in Arbeitsverhältnis stehende Werk tätigen die Benützung und die Funktionierung des gesellschaftlichen Eigentums, sowie die Aufteilung des Nationaleinkommens innerhalb des Betriebes beeinflussen können. Sie können das sogar auf einer höheren, gesamtgesellschaftlichen Ebene, durch die auf einer höheren Stufe wirkenden Gewerkschaften beeinflussen. Es entfaltet sich also ein eigenartiges ökonomisch-gesellschaftliches Substrat des sozialistischen Betriebes, ferner eine dementsprechende organisatorisch-rechtliche Struktur derselben, deren organische Bedingung die Teilnahme der Werk tätigen, der verschiedenen gesellschaftlichen Organe, insbesondere der Gewerkschaften an der Leitung der Betriebstätigkeit ist.³

4. Die Teilnahme der Werk tätigen realisiert sich direkt, oder indirekt: direkt realisiert sie sich zum Beispiel an den innerhalb der Betriebe gehaltenen Produktions- und sonstigen Beratungen, und indirekt im Wege der im Rahmen der Gewerkschaften und sonstigen gesellschaftlichen Organen und innerhalb des Betriebes gebildeten verschiedenen Ausschüsse und Organe. All diese Mitwirkungsbefugnisse werden am stärksten durch die Gewerkschaften geltend gemacht, deshalb befassen wir uns vorerst mit den einzelnen Problemen der Gewerkschaften.

II

1. Auch in den kapitalistischen Ländern bedeutet der organisatorische Aufbau der Werkschaften ein wesentliches Problem, unter anderem in dem Sinne, daß eine organisatorische Lösung zu finden sei, wodurch die Tätigkeit des Spitzenorgans, bzw. der auf einer höheren industriezweiglichen, beruflichen oder auf Landesebene wirkenden Gewerkschaft mit dem auf Betriebsebene tätigen Gewerkschaftsorgan derweise verbunden werden soll, daß zwischen ihnen die Möglichkeit der wechselseitigen Beeinflussung geschaffen werden kann. Auf dem

² In den folgenden: in der Verwaltung der Betriebstätigkeit.

³ Siehe ausführlicher: WELTNER, A.: *Die Struktur der sozialistischen Wirtschaftsorganisation*. Az MTA Társadalmi-Történeti Tudományok Osztályának Közleményei, 3/1965. pp. 221–253; WELTNER: *A dolgozók közreműködése a vállalatra átruházott tulajdonosi és munkáltatói jogosultságok gyakorlásában* (Die Mitwirkung der Werk tätigen in der Ausübung der den Betrieben übertragenen Eigentümer- und Arbeitgeberbefugnisse) Acta Facultatis Politico-Iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestiensis de Rolando Eötvös Nominatae, Tomus XII, 1970.

bereits erwähnten Kongreß der Société Internationale de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale stellte Luigi Mengoni (Professor aus Milano) die das Hauptreferat vorbereitenden Fragen, bzw. Material zusammen. Seine Meinung war folgende: "There are two closely related reasons for a trade union presence in the undertaking (or more exactly, in the undertaking's production units).

The first relates to the structuring (or restructuring) of the union so as to endow it with machinery, whereby the union leaders can keep in touch with the rank and file; the union thus being in a position to influence the worker on the shop floor, and vice versa. This reinforces the action of the union as a true expression of the workers' independence and efforts to protect their own interests. Unless such liaison exists, and it is possible only if the trade union is in direct contact with the rank and file in the place of work, the union cannot have a clear picture of the workers' real interests and aspirations. There will be a gap in communications, which will prevent the workers from having their say in decisions taken by the union. These decisions, no longer based on information coming directly from the shop floor, will tend to be governed by what the trade union leaders – influenced by abstractions and ideological generalisations – think the workers ought to want, and there will be no means of ascertaining whether this is so or not. The problem here, therefore, is one of keeping the union democratically alive, so that it does not fall a victim to bureaucratic inertia – an ever present danger for any social organisation.

Secondly, there is a need to strengthen the workers' bargaining power, with a view to the extension of the scope of collective agreements. At the same time, the centre of gravity, as it were, of negotiation has to be shifted towards the individual undertaking, instead of lying outside it (as in the case when bargaining concerns a whole industry or groups of occupations)..."⁴

Unseres Erachtens ist es richtig jene Anforderung zu betonen, daß innerhalb der stufenweise ausgebauten Organisationsstruktur der Gewerkschaft die entsprechende organisatorische Verbindung und Zusammenarbeit einerseits mit dem auf einer höheren (industriestützigen, beruflichen, gesamtgesellschaftlichen) Stufe wirkenden Organ der Gewerkschaft, andererseits mit dem im Rahmen des Betriebes tätigen gewerkschaftlichen Organ, bzw. des Betriebskollektivs und deren Mitglieder auszubauen ist. Ohnedem kann die Gewerkschaft ihre Funktion in der Tat nicht mit entsprechender Wirksamkeit ausüben, die Betriebsdemokratie kann sich nicht in entsprechendem Maße entfalten. Innerhalb der ungarischen Gewerkschaftsbewegung kam man schon längst zu der Meinung, daß die organisatorische Struktur und die Methoden der Funktionierung der Gewerkschaften gemäß den Prinzipien des demokratischen Zentralismus herauszubilden sind, und im Interesse dessen die Statute der Gewerkschaften derweise formuliert und eine solche Praxis ausgestaltet werden sollen, daß die Mitglieder der Gewerkschaften, bzw. das

⁴ MENGONI, L.: *Outline of the report and questions*. Englischer Bericht zum Thema Rights and functions of trade unions and their representatives at enterprise level. In: *VIIIth International Congress on Labour Law and Social Legislation*. 1973. p. 1.

Betriebskollektiv auf die Tätigkeit des Betriebsorgans der Gewerkschaft, und dieses wiederum auf die Tätigkeit der auf einer höheren Stufe wirkenden Gewerkschaften einen entsprechenden Einfluß ausüben kann und umgekehrt!

2. Eine der grundlegenden Fragen der ganzen Arbeiterbewegung, der Betätigungsmöglichkeit der Gewerkschaften und der Betriebsdemokratie ist, welche auch rechtlich gesicherte Mitwirkungsrechte und Mitspracherechte der Staat – über die Garantierung der Organisationsfreiheit der Gewerkschaften hinaus – den Werk tätigen, ihren Kollektiven und ihren Vertretungsorganen (Arbeiterrat, die Personalvertretung, sonstige Organe der Gewerkschaften und den Kollektiven) gewähren soll, um die Tätigkeit der Betriebe und der Organe der Staatsverwaltung beeinflussen zu können. Für den eingangs erwähnten Kongreß in Teheran verfertigte Professor Franz Gamillscheg (Göttingen) einen Generalrapport. Er stellte fest: “All the countries under review gives the representatives of the employees the right of full information on topics of common interest, including the economic situation of the enterprise; consequently the members of the councils etc. are bound to observe secrecy. This information is, as a rule, accompanied by consultation.

It may be presumed that in all countries the representatives may check on the application of laws, regulations, collective agreements and plant agreements, particularly in the field of safety and health. They are the natural spokesman of the employees, called up to settle their individual grievances. In France, the Works Council is furthermore entrusted with the (independent) administration of the welfare works (*oeuvres sociales*); in this function the Works Council is a legal entity. In Belgium besides the right of information and an advisory function as to working conditions, productivity and the examination of general criteria in personal matters, the council elaborates the plant regulations (*règlement d’atelier*), fixes the dates of annual vacations and runs the welfare works (but it should be kept in mind that the Works Council itself is composed of management and employees!).

In the Netherlands, the council has a right of codecision in a number of social matters. The German Law, finally, contains the most extensive catalogue of right and prerogatives in social and economic matters and in matters concerning the hiring, classification, transfer or dismissal of employees. In enterprises with several plants a central Works Council is provided for under German, French or Dutch law”.⁵

Ein zweites Gebiet der Teilnahme an den Entscheidungen ist – gemäß Gamillscheg – die kollektive Verhandlung zwischen den Arbeitgebern und den Gewerkschaften. “Although remotest from the work-place, the most effective way of codetermination is participation in managerial boards. Here a distinction must be made between the so-called ‘equal codetermination’ (*paritätische Mitbestimmung*),

⁵ GAMILLSCHEG, F.: *Employee participation in management decisions* (Nr. III C 1) (General report). In: *9th International Congress of Comparative Law*. Teheran, 1973. pp. 24–25.

where labour and management occupy an equal number of seats in the supervisory board, and systems where the number of the labour representatives is less.

a) An example of the first type is the structure of the German companies in the mining and iron and steel producing industries. The relevant legal source is the Act on codetermination of May 21st, 1961.

b) Non-equal participation is still the rule in the other branches of German industry, where labour appoints $\frac{1}{3}$ of the members of the supervisory board.

In the Netherlands, according to the Act of May 6th, 1971, the employees have through their Works Council "a say in the composition of the board of directors". In France, in general, two members of the Works Council sit in on the session of the administrative board (conseil d'administration) with consultative voice. Recent legislation has introduced a minority board representation in Norway and Sweden, while in the United Kingdom it is now one of the demands of the Trade Union Congress."⁶

Auf dem Kongreß wurde darüber nicht gesprochen, wie diese Möglichkeiten realisiert werden können und welche praktische Ergebnisse sie bringen. Im allgemeinen kann aber festgestellt werden, daß von einer „Mitwirkung“ oder von einer selbständigen Entscheidung nur in Wohlfahrtsangelegenheiten gesprochen werden kann. Ansonsten sind die Vertretungsorgane der Werkstätigen mit Ausnahme der Bundesrepublik Deutschland eher nur zur Information, Beratung und Kontrolle berechtigt. Freilich auch diese Befugnisse können für die Zwecke der Arbeiterbewegung dienlich sein, aber die Möglichkeit der Einflußnahme kann auch heute eher nur durch politische Mittel gefördert werden.

In den sozialistischen Ländern hat sich notwendigerweise eine solche Lösung durchgesetzt, die für die Werkstätigen und für die Interessenvertretungsorgane, in erster Linie für die Gewerkschaften, ein weitverzweigtes System der „Mitwirkungsrechte“ ausgestaltet hat, mit breiten Rechtsverfolgungsmöglichkeiten. Mit deren Inanspruchnahme können die Werkstätigen unmittelbar und durch ihre Gewerkschaften auf die Gestaltung, Organisierung und Regelung ihrer Lebens- und Arbeitsverhältnisse auf Betriebs-, bzw. Berufsebene und auf gesamtgesellschaftlicher Ebene Einfluß nehmen.

In Ungarn steht zum Beispiel den Gewerkschaften – als Vertretungs- und Interessewahrungsorganen zwecks Förderung der Einwirkung – im Sinne des § 11 des Arbeitsgesetzbuches das Recht zu, im Interesse der Hebung des materiellen, sozialen und kulturellen Niveaus der Werkstätigen, sowie der Wahrung bzw. Geltendmachung ihrer – die Lebens- und Arbeitsverhältnisse der Werkstätigen berührenden – Rechte und Interessen eine ständige Tätigkeit zu entwickeln, in diese Tätigkeit die Werkstätigen einbeziehen, sie über diese Fragen zu orientieren und sie vor der Leitung des Betriebes und vor den Staatsorganen zu vertreten. Die

⁶ GAMILLSCHEG: op. cit. pp. 25–26.

Bedeutung dieser Befugnisse besteht darin, daß zur Ausübung dieser Tätigkeit die Bewilligung der Staatsverwaltungs-, bzw. Wirtschaftsorgane nicht nötig ist, die Ausübung dieser Tätigkeit kann niemand verhindern. Diese Organe werden sogar im Arbeitsgesetzbuch zur aktiven Tätigkeit verpflichtet, indem es dort vorgeschrieben wird, mit den Gewerkschaften zusammenzuarbeiten und ihre Tätigkeit zu fördern.

Eine wichtige Bestimmung des Arbeitsgesetzbuches sagt, daß die Gewerkschaften das Recht haben, den Staatsverwaltungs- und Wirtschaftsorganen Bemerkungen und Vorschläge zu unterbreiten, und zwar mit der rechtlichen Wirkung, daß diese Organe die Bemerkungen und Vorschläge der Gewerkschaften nicht beiseitelegen oder unbeantwortet lassen dürfen, sondern sich mit ihnen befassen müssen. Sollten sie mit diesen nicht einverstanden sein, oder könnten sie sie nicht verwirklichen, so müssen sie ihren diesbezüglichen Standpunkt mit entsprechender Begründung bekanntgeben.

Die Gewerkschaften erfüllen eine wichtige Rolle auch im Zusammenhang mit der Regelung der Lebens- und Arbeitsverhältnisse der Werktätigen. Im Sinne des § 12 des Arbeitsgesetzbuches kann der Ministerrat die mit den Lebens- und Arbeitsverhältnissen der Werktätigen zusammenhängenden Fragen nur nach Anhören des Zentralrates der Gewerkschaften regeln. Die Minister können aber derartige Fragen nur im Einvernehmen mit der interessierten Gewerkschaft regeln. Eine weitere wesentliche Berechtigung ist, daß im Sinne des § 13 des Arbeitsgesetzbuches das Einverständnis der Betriebsgewerkschaftsleitung zur Entscheidung von Fragen allgemeinen Charakters notwendig ist, die das Unternehmen oder seine größeren Einheiten betreffen und mit den Arbeitsverhältnissen im Zusammenhang stehen, soweit sie im Kollektivvertrag nicht geregelt sind. Bei der Durchführung solcher Entscheidungen, ferner im Zuge der Durchführung der das Arbeitsverhältnis betreffenden Regeln muß – falls dadurch eine größere Gruppe der Werktätigen berührt ist – vor der Verfügung die Begutachtung der Betriebsgewerkschaftsleitung eingeholt werden. Über die Art der Verwendung der sozialen und kulturellen Fonds entscheidet die Betriebsgewerkschaftsleitung, sie muß aber vorher die Meinung des Betriebes einholen.

In dem bereits erwähnten Vorbereitungsmaterial setzt Mengoni – indem er die kapitalistischen Verhältnisse vor Augen hält – die Entfaltung einer derartigen Tendenz voraus, daß der Schwerpunkt der kollektiven Verhandlungen von höherer Ebene auf Betriebsebene verlegt wird. Dies hält er aufgrund der Analyse von verschiedenen Faktoren auch für richtig, weil seiner Ansicht nach zahlreiche Forderungen der Werktätigen mittels kollektiven Verhandlungen und Kollektivverträge auf gesamtgesellschaftlicher Ebene nicht vollkommen gelöst werden können. Diese legen nämlich für sämtliche Betriebe einheitliche Bedingungen fest, ferner werden diese für eine Periode von 2–3 Jahren geschlossen. Seine Meinung ist demgegenüber, daß die verschiedenen Fragen für jeden Betrieb gesondert verhandelt werden müssen und zwar entsprechend ihrer speziellen Umstände, mit

Hilfe eines Mechanismus, der ermöglicht, daß die einzelnen Fragen, wie sie sich ergeben, sofort gelöst werden können.⁷

Auch unserer Ansicht nach ist es eine wichtige Frage, ob Kollektivverträge nur auf Betriebsebene, oder aber nur auf einer höheren Ebene (Industriezweig-, bzw. Berufsebene, oder auf gesamtgesellschaftlicher Ebene) geschlossen werden sollen, oder aber eine kombinatorische Lösung notwendig ist.

Es ist aber nicht leicht eine konkrete Lösung auszuarbeiten, die hinsichtlich aller Länder angewendet werden kann, ungeachtet dessen, ob es sich um ein Entwicklungsland, ein mittelmäßig entwickeltes, oder ein entwickeltes Land handelt. Für die Beantwortung der Frage ist auch sehr wichtig zu wissen, wie die Struktur der gewerkschaftlichen Organisation beschaffen ist, auf welcher Stufe die Gewerkschaft mit dem stärksten politischen Gewicht und arbeitswissenschaftlichen Kenntnissen verfügt. Es ist auch nicht indifferent, wie in dem betreffenden Land die Entfaltung der Institution der Kollektivverträge geschichtlich vor sich gegangen, in welchem Maße sie traditionsgebunden ist. Es ist bezeichnend, daß im Laufe der geschichtlichen Entwicklung auch innerhalb eines Landes hinsichtlich der Ebene der Abschließung der Kollektivverträge sowie des normativen oder Obligationscharakters ihres Inhaltes verschiedene Kombinationen und Variationen vorkommen.⁸

Die richtige Antwort erhält man eigentlich wenn man nicht nur abstrakt, sondern in konkreter Form die Frage stellt, durch welche Lösung in dem gegebenen Land die Erfüllung der Forderungen der Werktätigen, der Betriebskollektiven, bzw. der Arbeiterklasse, die Befriedigung ihrer materiellen und kulturellen Bedürfnisse auf je höherem Niveau, die Entwicklung der Betriebsdemokratie, die Teilnahme der Werktätigen an der Organisation, Planung, Lenkung und Kontrolle der Betriebstätigkeit, an der Regelung der Arbeitsverhältnisse, an der Beilegung der Arbeitsstreitigkeiten usw. am besten gefördert wird.

Aus dem Gesichtspunkt der erwähnten Erfordernisse ist es tatsächlich äußerst wesentlich, daß auf Betriebsebene Kollektivverträge abgeschlossen werden, denn dadurch kann es gesichert werden, daß die Werktätigen an der Regelung ihrer Arbeitsverhältnisse auch unmittelbar teilnehmen können und daß die Betriebsdemokratie mit entsprechender Wirksamkeit funktionieren kann. Sollte aber die Realisierung einzelner Erfordernisse – teilweise oder gänzlich – mittels eines, auf einer höheren Stufe geschlossenen Kollektivvertrages besser gesichert werden können, dann ist es richtig, zum Teil oder im Ganzen, eine Lösung zu wählen, oder eine kombinatorische Lösung einzuführen, die das System, der auf einer höheren Stufe oder auf Betriebsebene geschlossenen Kollektivverträge miteinander verbindet. So kann es zum Beispiel vorkommen, daß die auf einer höheren Stufe tätige Gewerkschaft ein größeres politisches Gewicht hat als das Betriebsorgan der

⁷ Siehe ausführlich bei MENGONI: op. cit. pp. 1–3.

⁸ WELTNER: *A kollektív szerződés intézménye* (Die Institution der Kollektivverträge). Jogtudományi Közlöny, 1967. pp. 521–528; *A kollektív szerződés jogi jellege és fejlődési tendenciái* (Der rechtliche Charakter und die Entwicklungstendenz des Kollektivvertrages). Gazdaság és Jogtudomány, 3–4/1973. pp. 447–468.

Gewerkschaft. In diesem Fall ist es begründet, daß der Kollektivvertrag auf einer höheren Stufe abgeschlossen wird, es muß aber sichergestellt werden, daß die Meinung und das effektive Interesse der Werktätigen des Betriebes seitens der auf der höheren Stufe tätigen Gewerkschaft in Betracht gezogen werde. Es kann ferner begründet erscheinen, daß auch in diesem Falle eine kombinatorische Lösung gewählt werde, in der Weise, daß auf höherer Stufe ein Rahmen-Kollektivvertrag geschlossen wird, und im Rahmen dessen werden die Betriebs-Kollektivverträge geschlossen.

Es kann der Anschauung Mengonis, und zwar auch in Hinsicht der kapitalistischen Verhältnisse, beigelegt werden,⁹ daß die Arbeitsverhältnisse, bzw. die Arbeitsbedingungen bei den einzelnen Betrieben sehr differenziert sein können, und zur Wahrnehmung derselben sind – zum Teil oder gänzlich – die auf Betriebsebene geschlossenen Kollektivverträge geeigneter, als die auf einer höheren Stufe geschlossenen.

Die einschlägigen Gedanken des Materials von Mengoni könnten vielleicht darin zusammengefaßt werden, daß der auf Betriebsebene geschlossene Kollektivvertrag die Entwicklung der Betriebsdemokratie, den Anspruch auf eine differenzierte Regelung und die durch Rechtsnormen wirksam garantierte, für die Werktätigen günstige Entwicklung im allgemeinen erfolgreicher fördern kann. Wir wiederholen jedoch, daß auch die Lösung notwendig werden kann, auf höherer Stufe Kollektivverträge zu schließen, wenn dadurch der Kampf der Arbeiterbewegung erfolgreicher ausgetragen werden kann.

In den sozialistischen Ländern haben sich hinsichtlich der Ebene der Abschließung der Kollektivverträge verschiedene Variationen herausgestaltet. In Ungarn werden gegenwärtig die Kollektivverträge auf Betriebsebene geschlossen. Auf höherer Stufe werden die Rechtsnormen von den staatlichen Organen geschaffen, aber – wie davon bereits die Rede war – kann der Ministerrat nur nach Anhören des Zentralrates der Gewerkschaften, und die Minister nur im Einvernehmen mit der Gewerkschaft die Lebens- und Arbeitsverhältnisse der Werktätigen regeln. Wenn auch diese Lösung mit der durch den Kollektivvertrag gewährten Lösung nicht identisch ist, ist sie dieser doch ähnlich, da die Regelung aufgrund vorangegangener Besprechungen geschieht. Wir können also sagen, daß in Ungarn dem Wesen nach eine kombinatorische Lösung geltend ist.

3. Infolge des Zuwachses der Betriebsselbständigkeit und der Interessiertheit des Betriebes an dem Gewinn steigerte sich auch die Interessiertheit des Betriebs-Kollektivs. Das tut seine Wirkung in mehreren Richtungen. Es meldeten sich neuartige Entwicklungstendenzen, bislang verborgene Probleme wurden zutage gebracht und wollten gelöst werden.

Unter diesen offenbarte sich der wichtigste gesellschaftliche und psychologische Entwicklungsvorgang darin, daß sich die Werktätigen in steigendem Maße für

⁹ MENGONI: op. cit p. 2.

die Wirksamkeit der Betriebstätigkeit interessieren. Daraus folgt, daß sie von den durch die Betriebsdemokratie gewährten Möglichkeiten, die versichern, daß sie im Rahmen der Rechtsnormen und durch Vermittlung der Gewerkschaften an der Leitung und an der Entscheidung der das Kollektiv betreffenden Fragen allgemeinen Charakters teilnehmen können, in stärkerem Maße Gebrauch machen wollen. Sie beanspruchen in gesteigertem Maße, daß die Gewerkschaften im Interesse dessen ihren in sozialistischem Sinne aufgefaßten Aufgaben auf dem Gebiet der Interessenvertretung und Interessenwahrung nachkommen. Diese rechtlichen Möglichkeiten sind im Wesentlichen durch das Arbeitsgesetzbuch geschaffen worden. Das Problem meldet sich auch in dieser Beziehung eher auf einer wirtschaftlich-gesellschaftlichen Seite: wie kann diese Interessiertheit, bzw. dieses Interesse derart geweckt und gesteigert, und im Dienste dessen das individuelle und das Betriebsinteresse in optimalem Maße derart abgestimmt werden, daß die Aktivität der Werktätigen tatsächlich die Wirksamkeit der Betriebstätigkeit steigert. Ein weiteres Erfordernis ist, daß diese Wirksamkeit dem gesamtgesellschaftlichen Interesse diene und innerhalb dessen die Steigerung des materiellen, wohlfahrts- und kulturellen Niveaus der Werktätigen fördere. Das Arbeitsgesetzbuch reagierte darauf in der Weise, daß es die Berechtigungen kollektiven Charakters, insbesondere die Befugnisse der Gewerkschaften, die für das Kollektiv die Teilnahme an der Leitung der Betriebstätigkeit sichern, weiterentwickelte, selbstredend ohne Beeinträchtigung des Prinzips und der Praxis der Einmannleitung. Daraus folgt, daß es im Rahmen des Betriebes äußerst wichtig ist, wie der Wirkungskreis zwischen dem Direktor einerseits und dem Betriebskollektiv, bzw. der diese vertretenden Gewerkschaft andererseits geregelt wird.

In diesem Bereich unterscheidet § 13 des Arbeitsgesetzbuches vier Gruppen der Angelegenheiten:

a) Zur Entscheidung der den Betrieb oder seine größeren Einheiten berührenden, sich auf die Arbeitsverhältnisse beziehenden, im Kollektivvertrag aber nicht geregelten Fragen allgemeinen Charakters ist das Einverständnis des Betriebsorgans der Gewerkschaft einzuholen. So kann zum Beispiel der Direktor oder Betrieb nur im Einvernehmen mit der Gewerkschaft die Frage eines größeren Personalabbaues entscheiden.

b) Bei der Durchführung der sich auf die Arbeitsverhältnisse beziehenden Regeln, sowie der im Sinne des Punktes a) im Einvernehmen mit der Gewerkschaft gefaßten Beschlüsse, muß die Meinung des Gewerkschaftsorgans des Betriebes eingeholt werden, wenn diese eine größere Gruppe der Werktätigen berühren. Die im Kollektivvertrag niedergelegten Regeln, die allgemeinen Prinzipien, sowie die im Einvernehmen mit der Gewerkschaft gefaßten Beschlüsse werden also vom Direktor durchgeführt, und zwar ohne daß er rechtlich verpflichtet wäre, in die Durchführung die Gewerkschaft einzubeziehen. Falls aber die Durchführung eine größere Gruppe der Werktätigen berührt, so hat er vor den konkreten Maßnahmen die Meinung der Gewerkschaft einzuholen.

c) Falls die Durchführung der sich auf die Arbeitsverhältnisse beziehenden Regeln, sowie der im Sinne des Punktes a) im Einvernehmen mit der Gewerkschaft gefaßten Beschlüsse nur einzelne Werk tätigen, oder eine kleinere Gruppe der Werk tätigen berührt, bedarf es nicht der Zustimmung der Gewerkschaft, und der Direktor ist rechtlich auch nicht verpflichtet, Informationen über die Meinung der Gewerkschaft einzuholen. So ist zum Beispiel bei einem Personalabbau kleineren Umfanges die Zustimmung der Gewerkschaft nicht notwendig, und die Gewerkschaft ist auch nicht zu befragen, wem aus diesem Grunde gekündigt werden soll. Aber auch auf diesem Gebiet bleibt die Gewerkschaft nicht ohne entsprechende Befugnisse, denn das im vorangegangenen Punkt II/2 behandelte Recht auf Antragstellung und Meinungsäußerung, sowie die in den nachstehenden Punkten zu behandelnden Befugnisse insbesondere das Einspruchsrecht und das Recht auf Interessenvertretung stehen der Gewerkschaft auch in diesen Fällen zu.

Aufgrund einer neuen Regelung ist aber das Einvernehmen der Gewerkschaft auch in den folgenden individuellen Fragen notwendig:

a) die Feststellung des persönlichen Grundlohnes, b) Antrag für Auszeichnungen und Belohnungen seitens des Ministers oder einer Dienststelle höherer Stufe, c) Gewährung eines bezahlten außerordentlichen oder Belohnungsurlaubs, d) Gewährung einer Betriebswohnung oder Unterstützung für Erwerbung einer Wohnung und Gewährung von sozialen Leistungen.

d) Über die Verwendung der sozialen und kulturellen Fonds entscheidet die Gewerkschaft selbständig, vor der Entscheidung muß aber die Meinung des Betriebes eingeholt werden.

4. Zu den sehr wichtigen Interessenwahrungsaufgaben der Gewerkschaft gehört die Förderung dessen, daß die Betriebe die sich auf die Lebens- und Arbeitsverhältnisse beziehenden Regeln einhalten. Um dieses Ziel zu erreichen, sind die Gewerkschaften im Arbeitsgesetzbuch mit wichtigen Befugnissen bekleidet. So gehören zu ihrem Wirkungskreis die Kontrolle, die Aufforderung und die Einleitung eines Verfahrens.

Der unbehinderten Verwirklichung des Kontrollrechts dient in Ungarn die Regelung des § 14 des Arbeitsgesetzbuches, demgemäß den Gewerkschaften das Recht zusteht, die Einhaltung der auf die Lebens- und Arbeitsverhältnisse der Werk tätigen bezüglichen Regeln zu kontrollieren.

In diesem Rahmen können die Gewerkschaften über die Durchführung der Regeln des Arbeitsverhältnisses von den betroffenen Organen Informationen einholen und Untersuchungen in Gang setzen. Der Betrieb ist aber gleichzeitig verpflichtet, die zur Untersuchung nötigen Informationen zu erteilen und die Belege zur Verfügung zu stellen. Sollte die Gewerkschaft im Laufe der Kontrolle einen Fehler oder ein Versäumnis entdeckt haben, so macht sie die für die Durchführung verantwortlichen Organe darauf aufmerksam, und falls diese die entsprechenden Verfügungen nicht rechtzeitig treffen sollten, so kann die Gewerkschaft ein entsprechendes Verfahren, so zum Beispiel Disziplinarverfahren, Ordnungsstraf-

verfahren, ja sogar Strafverfahren anregen. Über das Ergebnis hat das Verfahren durchführende Organ die Gewerkschaft zu informieren.

5. Ein neues, kräftiges Recht der Gewerkschaften ist in Ungarn das Einspruchsrecht (Vetorecht). Im Sinne des § 14 des Arbeitsgesetzbuches hat das Gewerkschaftsorgan des Betriebes das Recht, die Verfügung des Betriebes zu beanstanden, wenn diese die auf die Arbeitsverhältnisse bezüglichen Regeln verletzt, oder der durch die sozialistische Moral vorgeschriebenen Behandlungsweise nicht entspricht.

Der Einspruch ist aus mehreren Gesichtspunkten ein kräftigeres Mittel, als die vom Werkträgigen der Betriebsschiedskommission für arbeitsrechtliche Streitigkeiten vorgelegte Beschwerde. Hier soll nur betont werden, daß die seitens des Werkträgigen eingebrachte Beschwerde in Hinsicht auf die Vollstreckung der beanstandeten Verfügung keine aufschiebende Wirkung hat, es sei denn daß die Rechtsnorm anderweitig verfügt. Erhebt dagegen die Gewerkschaft Einspruch, kann die Verfügung bis zum Bescheid des dazu berechtigten Organs nicht vollstreckt werden.

Einspruch kann vor allem gegen jede Verfügung erhoben werden, die ein individuelles subjektives Recht sei es des einzelnen oder mehrerer Werkträgigen, oder die Rechte eines Kollektivs verletzt. So kann die Gewerkschaft zum Beispiel Einspruch erheben, wenn der Betrieb eine Schutzvorrichtung allgemeinen Charakters abmontieren läßt, die der Sicherheit nicht nur eines bestimmten Werkträgigen, sondern zum Beispiel eines ganzen Betriebsteils dient. Einspruch kann erhoben werden, wenn der Betrieb ohne die erforderliche Zustimmung der Gewerkschaft Maßnahmen getroffen hat, obwohl es sich um eine den Betrieb oder eine größere Einheit desselben berührende, im Kollektivvertrag jedoch nicht geregelte Frage allgemeinen Charakters handelte. Einspruch kann auch in jenen Fällen erhoben werden, wo eine Verfügung gegen die „allgemeinen Bestimmungen“ des Arbeitsgesetzbuches verstößt, so zum Beispiel, wenn irgendeine Verfügung des Betriebes mit den gesellschaftlichen oder individuellen Interessen nicht im Einklang steht, obwohl dazu die objektiven Bedingungen gegeben sind, oder wenn die Verfügung der gesellschaftlichen Bestimmung des ihr zugrunde liegenden Rechts nicht entspricht, eventuell sogar ein Rechtsmißbrauch vorliegt.

In die zweite Gruppe der anfechtbaren Verfügungen gehören jene Fälle, wo eine Verfügung die der sozialistischen Moral entsprechende Behandlungsweise verletzt. Auch diese Regel hat eine äußerst große Bedeutung. Dies bedeutet nämlich theoretisch und praktisch, daß die Gewerkschaft nicht nur dann Einspruch erheben kann, wenn eine Verfügung eine Rechtsnorm, also eine Berechtigung individuellen oder kollektiven Charakters verletzt, sondern auch außerhalb dieses Kreises. Die sozialistische Moral hat aber zahlreiche Erfordernisse und es ist klar, daß in einer Rechtsnorm nicht alle aufgezählt werden können. In dieser Beziehung gelten also als Zurechtweisung jene Prinzipien des Arbeitsrechts, die in der Verfassung enthalten sind. Das soll deshalb ganz besonders betont werden, weil für diese Prinzipien in

einem bestimmten Umfang und in gewissen Beziehungen eben jener Umstand bezeichnend ist, daß ihre Erfordernisse nicht immer in Form von subjektiven Rechten individuellen oder kollektiven Charakters abgefaßt werden können. Das Einspruchsrecht erhält also eine besondere Bedeutung dadurch, daß die Gewerkschaft auch in Fällen Einspruch erheben kann, wo eine ausgesprochene Rechtsverletzung nicht vorliegt, aber die Behandlungsweise jene Prinzipien des Arbeitsrechts verletzt, die auch die wichtigsten Regeln der sozialistischen Moral auf dem Gebiet des Arbeitsrechts festlegen. Solche sind zum Beispiel das Recht auf Arbeit, das Recht auf gesunde und sichere Arbeitsbedingungen, das Recht auf Ruhe und Erholung, das Recht zu einer der Menge und Qualität der geleisteten Arbeit entsprechenden Belohnung, das Verbot der Diskrimination, der erhöhte Schutz der Jugendlichen und der Frauen, usw.

Das Einspruchsrecht darf aber nicht auf die Fälle der Verletzung der Grundprinzipien eingeengt werden. Einspruch kann in all jenen Fällen erhoben werden, wo eine Verbindung mit dem Recht nicht einmal in der oben geschilderten Weise besteht, aber zwischen der sozialistischen Moral und der Verfügung ein so scharfer Widerspruch wahrnehmbar ist, der bereits eine Verletzung der sozialistischen Moral entsprechenden Behandlungsweise darstellt, eine Behandlungsweise zum Beispiel, die die menschliche Würde, das Ehrgefühl oder die moralische Gesinnung der untergeordneten Werktätigen verletzt.

Der Ausdruck „Verfügung“ ist in breitem Sinne zu verstehen, hierher gehören also sämtliche Entscheidungen, Anordnungen, Weisungen, die die Position des Kollektivs oder der einzelnen Werktätigen innerhalb des Betriebes in irgendeiner Weise berühren.

Hinsichtlich des weiteren Verfahrens unterscheidet die Rechtsnorm danach, wie weit jener Kreis der Werktätigen ist, den die bemängelte Verfügung betrifft:

a) Wenn die bemängelte Verfügung das ganze Kollektiv des Unternehmens, oder eine Gruppe der Werktätigen betrifft, so wird der Einspruch seitens des Aufsichtsorgans des Betriebes und dem übergeordneten Organ der Gewerkschaft beurteilt. Sollte das Aufsichtsorgan des Betriebes und das höhergestellte Organ der Gewerkschaft im Einvernehmen miteinander so entscheiden, daß der Einspruch nicht begründet ist, dann wird er zurückgewiesen und die Verfügung kann vollstreckt werden. Falls sie aber in dem Sinne entscheiden, daß der Einspruch begründet ist, dann ist diese Entscheidung für den Betrieb verpflichtend, und so kann der Betrieb die bemängelte Verfügung nicht vollstrecken. Sollte sie aber bereits vollstreckt worden sein, so hat der Betrieb den ursprünglichen Zustand wieder herzustellen.

b) Wenn sich die bemängelte Verfügung auf einen Einzelfall bezieht, so entscheidet das Arbeitsgericht in einem für die Erledigung von Arbeitsstreitigkeiten vorgeschriebenen Verfahren.

6. Auf dem Gebiet eines jeden Rechtszweigs, besonders aber auf dem Gebiet des Arbeitsrechts ist es eine wesentliche Frage, welche Rechtsverfolgungsmöglich-

keiten den Werktätigen zustehen, welche Organe und in welcher Weise in Streitfällen entscheiden. Eine wichtige äußere Erscheinung der Betriebsdemokratie ist auch, daß die Gewerkschaften an der Bildung und Tätigkeit der die Arbeitsstreitigkeiten entscheidenden Organe teilnehmen. Dadurch üben sie auf die Entscheidung der arbeitsrechtlichen Streitigkeiten Einfluß aus.

7. Einen wirksamen Schutz der Interessen der Werktätigen bedeutet auch, daß das Arbeitsgesetzbuch die Gewerkschaften mit einem sehr breiten Vertretungsrecht bekleidet. Im Sinne des § 15 des Arbeitsgesetzbuches ist die Gewerkschaft befugt, die Werktätigen in Fragen, die ihre Lebens- und Arbeitsverhältnisse berühren, vor Gericht, sowie vor sonstigen Behörden und Organen zu vertreten. In Angelegenheiten, die mit den Arbeitsverhältnissen im Zusammenhang stehen, kann die Gewerkschaft im Interesse der Werktätigen – in ihrem Namen und an ihrer Statt – auch ohne Bevollmächtigung vorgehen.

Die Gewerkschaft ist also *ex lege* ein Interessenvertretungsorgan der Werktätigen. Diesbezüglich kann zwischen einer allgemeinen und einer individuellen Interessenvertretung unterschieden werden.

8. Aus dem Gesichtspunkt der Entfaltung der Betriebsdemokratie ist es von großer Bedeutung, daß die Rechtsnorm ermöglicht, innerhalb der Rahmen der staatlichen Betriebe innere Organe, Ausschüsse ins Leben zu rufen und Konferenzen abzuhalten, die unter Einbeziehung der Werktätigen gewisse Aufgaben versehen können. Dadurch wird die Beteiligung der Werktätigen an der Leitung der Betriebstätigkeit gefördert. Diese Organe, bzw. Institutionen der Betriebsdemokratie in Ungarn sind die folgenden: die Produktions- und sonstige Beratungen, die Organisation der gesellschaftlichen Arbeitsschutzinspektion, die Betriebsschiedskommission für arbeitsrechtliche Streitigkeiten, das Kameradschaftsgericht, der Rat für Sozialversicherung und die Kommission für Schwer- oder Minderbeschädigte. Die Werktätigen nehmen ferner an der Tätigkeit des Vorstands und Aufsichtsrates teil.

All dies dient zur Förderung dessen, daß die Werktätigen – innerhalb der durch die Rechtsnormen festgelegten Rahmen – auf die Tätigkeit der Betriebe Einfluß nehmen können.

9. Es kann jedoch vorkommen, daß sich der Direktor, oder die leitenden Mitarbeiter, trotz der Bestimmungen der Rechtsnorm über die staatlichen Betriebe, nicht auf die Gemeinschaft der Werktätigen stützen, die Interessenwahrungs- und Interessenvertretungsrechte der Gewerkschaft nicht beachten, ihrer Verpflichtung, mit der Gewerkschaft der Rechtsnorm entsprechend zusammenzuwirken nicht nachkommen, ja eventuell ihre Verpflichtungen dem Kollektiv, bzw. der Gewerkschaft gegenüber ausdrücklich verletzen. Auch von diesem Gesichtspunkt aus ist es beachtenswert, daß die Rechtsnorm über die staatlichen Betriebe anordnet, daß das Aufsichtsorgan jährlich mindestens einmal die Tätigkeit des Direktors oder seiner Stellvertreter prüft und beurteilt. In diesem Zusammenhang muß auch die Meinung der Gewerkschaft angehört werden. Diese Beurteilung kann stark in negativer

Richtung beeinflußt werden, wenn der Direktor oder sein Stellvertreter die oben aufgezählten Verpflichtungen oft oder schwer verletzen. Als dessen Folge kann es vorkommen, daß das Aufsichtsorgan – das den Genannten gegenüber die Arbeitgeberrechte ausübt – ihre Prämien verkürzt oder entzieht, eine Disziplinarstrafe auferlegt, im äußersten Fall ihr Arbeitsverhältnis mit Kündigung, in sehr schweren Fällen mit sofortiger Wirkung aufhebt. All das kann übrigens die Gewerkschaft ausdrücklich beantragen. In einem solchen Fall ist der Leiter des Aufsichtsorgans verpflichtet – wie das früher bereits dargelegt wurde – sich mit diesem Antrag zu beschäftigen und wenn er damit nicht einverstanden ist, seine Beweggründe mitzuteilen. Dies bezieht sich auch auf den Fall, wenn die Gewerkschaft hinsichtlich eines leitenden Mitarbeiters dem Direktor einen derartigen Antrag stellt.

III

1. Die aufgrund der Betriebsdemokratie entstandenen neuartigen Rechtsverhältnisse und juristischen Konstruktionen wirkten sich auch auf den wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Inhalt des sozialistischen Betriebes, sowie auf seinen strukturellen und rechtlichen Aufbau aus. Der Betrieb wird vom Direktor, als dem obersten Vertreter und geschäftsführenden Organ des Betriebes geleitet, der die Tätigkeit des Kollektivs im Rahmen des Betriebes in seinem Einmannleitungsrechtskreis auf höchster Ebene plant und organisiert, lenkt und kontrolliert. Die Gewerkschaft, sowie die bereits erwähnten inneren Betriebsorgane, Ausschüsse und Beratungen gehören aber, ebenso wie der Direktor, nicht nur zur soziologischen, sondern auch zur rechtlichen Struktur des Betriebes: sie bilden, gemeinsam mit dem Direktor, die innere Organisation des Betriebes, indem sie in einem durch die Rechtsnorm festgelegten Rechtskreis an der Planung und Organisierung der Betriebstätigkeit, an ihrer Lenkung und Kontrolle, an der Regelung der Arbeitsverhältnisse, an der Erledigung von Fragen allgemeinen Charakters und an der Entscheidung in Arbeitsstreitigkeiten teilnehmen.

2. Die Entfaltung der Betriebsdemokratie formte aber nicht bloß die spezielle Struktur des sozialistischen Betriebes, sondern gestaltete parallel damit das Verhältnis der Werktätigen zum Betrieb.

Der Inhalt des Verhältnisses zwischen Betrieb und den Werktätigen hat sich nämlich erheblich erweitert und es änderte sich auch dessen Charakter, der sich in der Rechtslage der Werktätigen auch ein Organisationsverhältnis herausgebildet hat, das bestimmt, welche Rechtslage dem Werktätigen – als Mitglied des Betriebskollektivs – in der Organisations- und Betätigungsordnung des Betriebes zukommt, welche Berechtigungen und Verpflichtungen es sind, zu deren Subjekt er dadurch wird.

Heute können wir bereits sagen, daß der Werktätige, als Mitglied des Betriebskollektivs einen gewissen durch die Rechtsnorm bestimmten „Status“

besitzt; sein Verhältnis zum Betrieb besteht aus folgenden drei wesentlichen Elementen: a) Arbeitserfüllungsverhältnis, b) Nationaleinkommenbeteiligungsverhältnis und c) Organisationsverhältnis, das heißt: Beteiligungsverhältnis in der Lenkung der Betriebstätigkeit. Diese gemeinsam stellen den Status des Werktätigen innerhalb des Kollektivs dar.

IV

Wichtig ist die Wechselwirkung zwischen der Betriebsdemokratie – innerhalb dieser den gewerkschaftlichen Befugnissen einerseits und den Rechtsverhältnissen kollektiven Charakters andererseits.

Aufgrund der dargelegten Lösungen kann festgestellt werden, daß dem Betriebskollektiv direkt oder durch die Vermittlung der Gewerkschaft auch im Rahmen des Betriebes in der Lenkung der Betriebstätigkeit zahlreiche Berechtigungen zustehen. Der Betrieb ist zu zahlreichen Wohlfahrts-, kulturellen, Arbeitsschutzleistungen usw. gegenüber dem Betriebskollektiv verpflichtet, dessen Berechtigter – zumindest direkt und primär – nicht die einzelnen Werktätigen, sondern das ganze Kollektiv ist. So muß zum Beispiel der Kollektivvertrag mit dem Betriebskollektiv durchgesprochen werden und der Werktätige nimmt an dieser Diskussion als Mitglied des Kollektivs teil. Primär und direkt ist der Betrieb dem Betriebskollektiv gegenüber verpflichtet, zur Errichtung und Aufrechterhaltung der kulturellen, Wohlfahrts-, sanitären und sportlichen Einrichtungen der Werktätigen, sowie zu den Kosten derartiger Tätigkeit der Werktätigen beizusteuern. Die sozialen und kulturellen Fonds des Betriebes sind sogar als dem Kollektiv gebührendes Zielvermögen zu betrachten, da diese im Interesse des Kollektivs zu verwenden sind. Über die Art ihrer Verwendung entscheidet, – wie früher dargelegt – das Betriebsorgan der Gewerkschaft so, daß vor der Entscheidung bloß die Meinung des Betriebes einzuholen ist. Es kann als eine Berechtigung des Kollektivs betrachtet werden, daß im Rahmen des Betriebes Betriebsberatungen stattfinden und die bereits geschilderten inneren Organe tätig sind.

In all diesen Fällen entstehen keine individuellen, sondern Rechtsverhältnisse kollektiven Charakters, denn als unmittelbare und primäre Berechtigte gelten nicht die einzelnen Werktätigen, sondern das Betriebskollektiv. Und diese dem Kollektiv zustehenden Berechtigungen werden nicht individuelle Berechtigungen, sondern Berechtigungen kollektiven Charakters genannt, deren eigenartiges kollektives Subjekt das Betriebskollektiv ist.

Eine andere Sache ist es, daß die Werktätigen an den dem Kollektiv zustehenden Leistungen – in der in den Rechtsnormen oder in den Verträgen vorgeschriebenen Art, oder aufgrund der Entscheidung des Betriebsgewerkschaftsorgans – auch individuell teilhaben und deren Vorteile genießen können, so können sie zum Beispiel im Erholungsheim des Betriebes Ferienplätze bekommen, die Betriebsküche in Anspruch nehmen und die Kinderkrippe des Betriebs benützen, usw.

Das Kollektiv kann jedoch nicht die Rechte kollektiven Charakters laufend auszuüben, da doch das Kollektiv nicht ständig zu Sitzungen einberufen werden kann. Betriebssitzungen, Produktionsberatungen können nur zeitweise, zur Ausübung der wichtigsten Rechte kollektiven Charakters abgehalten werden. Auch die Veränderlichkeit der personellen Zusammensetzung des Kollektivs und im allgemeinen der Charakter der kollektiven Befugnisse macht es notwendig, daß das Kollektiv ein ständiges Vertretungsorgan habe. Dieses ständige Vertretungsorgan des Kollektivs ist das Betriebsorgan der Gewerkschaft. Eben deshalb ist es für die Mehrheit der Berechtigungen kollektiven Charakters bezeichnend, daß für ihre Geltendmachung innerhalb der bereits geschilderten Gewerkschaftsbefugnisse, das Betriebsorgan der Gewerkschaft zuständig ist. Die einzelnen Werkstätigen können aber in der in den Statuten der Gewerkschaften bestimmten Weise die Betriebsorgane der Gewerkschaft beeinflussen, wie sie ihre Tätigkeit im Interesse des Kollektivs entfalten und die Gewerkschaftsbefugnisse ausüben sollen.

V

1. An die bisher behandelten Fragen knüpft sich auch jene entwicklungsbedingte Gesetzmäßigkeit, daß die rechtlichen und gesellschaftlichen Normen, die sich auf die inneren und äußeren Verhältnisse, auf die Organisation und auf die Tätigkeit der verschiedenen gesellschaftlichen Organe, insbesondere der Gewerkschaften beziehen, mit der arbeitsrechtlichen Regelung in gesteigerter Form in Berührung kommen. In den folgenden Ausführungen werden wir uns nur mit den die Gewerkschaft betreffenden Normen befassen.

Über je mehr, auch rechtlich garantierten Möglichkeiten die Gewerkschaften verfügen, an der Lenkung der staatlichen Betriebe und der Staatsverwaltungsorgane teilzunehmen, desto wichtiger wird die Frage, ob die Mitglieder – im Besitze entsprechender in den Statuten niedergelegten Befugnisse – die Gewerkschaft, bzw. deren Leiter und Funktionäre beeinflussen können, wie sie die der Gewerkschaft zukommenden Teilnahme- und Mitspracherechte ausüben sollen, was für einen Vorschlag zum Beispiel die Gewerkschaft im Zusammenhang mit der Regelung irgendeiner Frage unterbreiten oder welche Bemerkungen sie machen soll; soll sie sich mit der Regelung einverstanden erklären, oder soll sie von ihrem Einspruchsrecht Gebrauch machen, usw. Dasselbe bezieht sich auf die Leistungen der Gewerkschaft und auf die Verwaltung und Verwendung des gewerkschaftlichen Vermögens. Je größer das Vermögen der Gewerkschaft ist, je mehr Leistungen sie den Mitgliedern gewähren kann, umso wesentlicher ist es, daß die Mitglieder zur Bestimmung der Verwendung des Vermögens und der Gewährung der Leistungen über entsprechende Befugnisse verfügen. All das macht die Erweiterung und Stärkung der Mitgliedschaftsrechte im inneren Leben der Gewerkschaft notwendig, mitverstanden die Rechtsverfolgungs- und Rechtsmittelmöglichkeiten, ferner die

gesteigerte Sicherung des Beitrittsrechts und den gesteigerten Schutz gegenüber der Ausschließung.

2. Die Mitgliedschaftsrechte (und selbstredend auch die Verpflichtungen) sind vor allem in den Statuten niedergelegt.

Das wirft die Frage auf, in was für einer Beziehung die auf die inneren und äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften bezüglichen Regeln sowie die Statuten zu dem Rechtssystem stehen.

Innerhalb des sozialistischen Rechtssystems entscheidet schon die positivrechtliche Regelung an sich die Frage der Zugehörigkeit. Abgesehen nämlich von einigen grundlegenden Regeln, die in der Verfassung des betreffenden Landes enthalten sind, wurden die Rechtsnormen über die Gewerkschaften im Gesetzbuch der Arbeit niedergelegt. Auch die theoretischen Bearbeitungen betrachten das Rechtsnormen-Material der Gewerkschaften als arbeitsrechtliche Problematik.

Wie bereits erwähnt, stellen die Statuten ein spezielles Problem dar. Für was sind sie von rechtlichem Gesichtspunkt aus zu betrachten? Ist ihr Charakter mit den Statuten der Vereinigungen und der Genossenschaften identisch? Diese letzteren enthalten nämlich Normen rechtlichen Charakters. Kann dasselbe auch über die Statuten der Gewerkschaften behauptet werden? Auch diese Frage kann nur dann richtig beantwortet werden, wenn wir die gesellschaftliche Funktion und Beschaffenheit der Gewerkschaft vor Augen halten. Die Gewerkschaft ist eine Massenorganisation politischen Charakters, die ihre Ziele vor allem durch gesellschaftlich-politische, nicht aber durch rechtliche Mittel zu erreichen bestrebt ist. Daraus folgt, daß sie das Verhalten der Mitglieder zwecks Erreichung ihrer Ziele ebenfalls nicht durch rechtliche, sondern durch gesellschaftlich-politische Mittel, durch Erziehung, Propaganda und Überzeugung zu beeinflussen trachtet. Es folgt daraus ferner, daß die Statuten der Gewerkschaft keine rechtlichen, sondern gesellschaftliche, und innerhalb dieser spezielle „gewerkschaftliche“ Normen beinhalten. Wenn also die Statuten den inneren Aufbau, die Funktion, die Rechtsstellung der Leitungsorgane und der Funktionäre, sowie ihren Wirkungskreis bestimmen, die Regeln der Vermögensverwaltung, oder die Rechte und Pflichten der Mitglieder niederlegen, so tun sie das nicht „in rechtlichem Sinne“. Es ist bezeichnend, daß weder die Statuten, noch die staatlichen Rechtsnormen solche Bestimmung beinhalten, die den Gewerkschaften oder den Mitgliedern direkte oder indirekte rechtliche Sanktionen sichern würde, um ihre bestehenden Rechte einander gegenüber geltendmachen bzw. einander gegenseitig anhalten zu können, ihren „Verpflichtungen“ nachzukommen. Es gibt auch kein äußeres Organ, vor dem die Gewerkschaften oder die Mitglieder gegeneinander vorgehen könnten. Es stehen ihnen ausschließlich gesellschaftlich-politische, moralische und innere organisatorische, bzw. aus der Geschäftsordnung stammende Möglichkeiten zur Verfügung. Das Mitglied ist zum Beispiel berechtigt, die Arbeit der Gewerkschaftsorgane oder ihrer Leiter an den Gewerkschaftsversammlungen, Kongressen oder in der Presse zu kritisieren, es kann sich mit Vorschlägen oder Klagen an ein beliebiges Gewerk-

schaftsorgan wenden. Die Gewerkschaft aber hat das Recht, gegen das Mitglied ein Disziplinarverfahren einzuleiten, sie kann ihn ermahnen, rügen, verwarnen und letzten Endes aus der Gewerkschaft ausschließen. Rechtliche Mittel können aber im Verhältnis zwischen der Gewerkschaft und ihren Mitgliedern nicht angewendet werden.¹⁰

Könnte es aber behauptet werden, daß sich die auf die Gewerkschaft beziehenden Rechtsnormen von den Statuten scharf unterscheiden? Durchaus nicht. Es würde das Funktionieren der sozialistischen Betriebsdemokratie schwächen, wenn die Statuten der Mitgliedschaft keine entsprechenden Befugnisse dazu sichern würden, – im Rahmen des demokratischen Zentralismus – einen entsprechenden Einfluß darüber zu gewinnen, wie die Gewerkschaft von den ihr zustehenden äußeren Befugnissen Gebrauch macht. In diesem Zusammenhang besteht ein äußerst wichtiger Zusammenhang zwischen den sich auf die äußeren Befugnisse der Gewerkschaft beziehenden Rechtsnormen und den sich auf die innere Organisation und inneren Verhältnisse der Gewerkschaft beziehenden Statuten, als Gesellschaftsnormen. Auch in diesem Kreise macht sich notwendigerweise die Gesetzmäßigkeit geltend, daß Staatlichkeit und Gesellschaftlichkeit, staatliche Normen und gesellschaftliche Normen miteinander in untrennbarem Verhältnis stehen, unter ihnen eine Arbeitsteilung und Zusammenwirkung besteht.

3. In den sozialistischen Staaten greift der Staat in das innere Leben der Gewerkschaften nicht ein, er beschränkt ihre Selbstverwaltung nicht. Es ist aber klar, daß auch die Gewerkschaften keine solche Tätigkeit ausüben können, die gegen die Verfassung oder gegen das Gesetz verstößt. Im Rahmen des inneren Lebens der Gewerkschaften ist es die Aufgabe der Gewerkschaften auf niedrigerer und höherer Stufe, und des Spitzenorgans auf höchster Stufe, gegen eine derartige Tätigkeit nicht mit rechtlichen Mitteln, sondern aufgrund der Statuten und Satzungen, d. i. mit gesellschaftlichen Normen und politischen Mittel aufzutreten.

Es kommt aber vor, daß die Gewerkschaft eine derartige Funktion ausübt, einen Beschluß faßt oder eine Entscheidung trifft, die auch auf dem durch das Zivilrecht, Arbeitsrecht, Verwaltungsrecht und Finanzrecht, ja sogar durch das Strafrecht oder der Verfassung geregelten Gebieten eine rechtliche Wirkung haben. Mit der Genehmigung einer derartigen Funktion der Gewerkschaften geht die rechtliche Regelung jener Berührungsf lächen, diejenigen äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften Hand in Hand, wo die Tätigkeit der staatlichen und gesellschaftlichen Organe miteinander in Berührung kommen oder einander zuwiderlauten kann. Es ist aber sehr wichtig, daß diese Regelung nicht in positiver Form geschieht. Deshalb verpflichtet der sozialistische Staat die Gewerkschaften zur Verrichtung der ihnen übertragenen Aufgaben durch positive, das heißt zu einer Tätigkeit

¹⁰ Sie ausführlicher WELTNER: *A társadalmi szervek szerepe az állami feladatok megoldásában a szocialista munkaszervezet területén* (Die Rolle der Gesellschaftsorgane in der Lösung der staatlichen Aufgaben auf dem Gebiet der sozialistischen Arbeitsorganisation), Acta Facultatis Politico-Juridicae Universitatis Scientiarum Budapestiensis de Rolando Eötvös Nominatae, Tomus IV, Fasciculus 1.; Budapest, Tankönyvkiadó, 1963. pp. 3–14.

verpflichtende Vorschriften nicht, und legt die inneren Satzungen ihrer Tätigkeit in verpflichtender Weise nicht fest. Das heißt, der Staat soll die Tätigkeit der Gewerkschaften der auf dem Gebiete der Staatsverwaltung zur Geltung kommenden, hinsichtlich der untergeordneten Organen verpflichtend wirkenden Lenkung, Organisierung und Kontrolle nicht unterstellen. Es soll bloß darauf geachtet werden, daß ihre Tätigkeit nicht gegen die Rechtsnormen verstößt und die Interessen der Gesellschaft oder der Mitglieder nicht verletzt. Das kann mit negativen rechtlichen Lösungen erreicht werden, das heißt durch Verbote, Einschränkungen oder Gültigkeitsregeln, deren Verletzung bzw. Nichterfüllung durch die Sanktion der Ungültigkeit verhindert, daß die Tätigkeit des Gesellschaftsorgans gegen die Rechtsnorm verstößt, oder sich sonst gegen die Interessen der Gesellschaft oder der Mitglieder rechtlich auswirkt.

Es ist freilich eine sehr wichtige Frage, welches Organ in einem derartigen Fall die Ungültigkeit feststellen soll. Als Lösung könnte sich jenes Verfahren bieten, die das Arbeitsgesetzbuch für die Erledigung der seitens der Gewerkschaft erhobene Einsprüche oder zur Aufhebung von derartigen Bestimmungen des Kollektivvertrags vorschreibt, die gegen eine Rechtsnorm verstoßen. Das Wesen dieser Lösung ist, daß auf höchster Ebene das Aufsichtsorgan des Betriebes und das übergeordnete Organ der Gewerkschaft gemeinsam entscheiden. Wenn aber eine gemeinsame Entscheidung nicht zustandekommen kann, besteht zu einem rechtlichen Verfahren auf einer noch höheren Stufe, bzw. zu einer rechtlichen Entscheidung, gemäß der gegenwärtigen Regelung keine Möglichkeit. Möglich ist in einem solchen Falle nur, daß die Gesellschaftsorgane höherer Stufe versuchen, durch Vorschläge und durch Einsatz ihres politischen Ansehens die Parteien zur Akzeptierung der richtigen Lösung zu bewegen.

4. Im Zusammenhang mit dem inneren Leben und den inneren Verhältnissen der Gewerkschaften können gewisse Folgerungen gezogen werden:

a) Unter den Verhältnissen des Sozialismus ist es richtig und notwendig, daß der Staat die äußeren Verhältnisse der Gewerkschaft auch rechtlich regelt, aber nur ihre Befugnisse gegenüber den Wirtschafts- und Verwaltungsorganen. Es wäre aber nicht richtig, wenn der Staat hinsichtlich der Gewerkschaften gesetzliche Pflichten zur Entfaltung einer positiven Tätigkeit verschreiben würde, denn dies stünde mit jener gesellschaftlich-politischen Rolle der Gewerkschaften im Widerspruch, die sie im Sozialismus erfüllen. Es ist eine andere Frage, daß sich das allgemeine Verbot, wonach ein verfassungs- und gesetzwidriges Verhalten untersagt ist, auch auf die Gewerkschaften bezieht.

b) Das innere Leben der Gewerkschaften, ihr organisatorischer Aufbau, die Rechte und Pflichten der Mitglieder werden durch die Statute bestimmt, die keine Rechtsnormen, sondern „Gewerkschaftsnormen“ sind. Es wäre nicht richtig, wenn der Staat in ihre Festsetzung eingreifen, hineinmengen würde, denn unter den Verhältnissen des Sozialismus sind jene politischen Garantien geltend, die sicherstellen, daß die Statuten die Interessen der gesamten Gesellschaft, der

Arbeiterklasse und der einzelnen Werktätigen nicht verletzen. Es besteht aber innerhalb der Gewerkschaftsbewegung die Notwendigkeit der Ausarbeitung jener gesellschaftlich-politischen Erfordernisse, die durch die Statute befriedigt werden müssen.

c) In jenen Fällen, in denen die Tätigkeit der Gewerkschaft Rechtsfolgen hat, muß die Möglichkeit des Rechtsbehelfs gesichert werden, womöglich zu Organen, die auf Paritätsbasis speziell ins Leben gerufen worden sind.

d) Aufgrund der vorangegangenen Feststellungen kann auch die Folgerung gezogen werden, daß ein sehr wesentlicher Zusammenhang, eine Arbeitsteilung und Wechselwirkung zwischen den sich auf die äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften beziehenden staatlichen Rechtsnormen und den sich auf die inneren Verhältnisse der Gewerkschaften beziehenden nicht rechtlichen, sondern gesellschaftlich-politischen „Gewerkschaftsnormen“ besteht. Diese bestimmen nämlich, wie die Mitgliedschaft die Gewerkschaft, ihre leitenden Organe und Funktionäre beeinflussen kann, wie sie sich in den äußeren Verhältnissen der Gewerkschaft zu verhalten haben, wie sie das Gewerkschaftsvermögen verwalten und wozu sie es verwenden sollen, usw.

e) Es kann auch jene weitere Folgerung gezogen werden, daß die sich auf die äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften beziehenden Rechtsnormen zur verfassungsrechtlichen und arbeitsrechtlichen Regelung gehören, die Arbeitsrechtswissenschaft und der Unterricht des Arbeitsrechts dagegen sich nicht nur mit den äußeren, sondern auch mit den inneren Verhältnissen der Gewerkschaften zu befassen hat. Infolgedessen erweiterte sich der Themenkreis des Arbeitsrechts und seiner Wissenschaft auch in diese Richtung bedeutend.

VI

Zuletzt möchten wir unsere Abhandlung mit einigen Folgerungen abschließen:

1. Die Betriebsdemokratie steht mit dem Gesellschaftseigentum in Wechselwirkung, denn das Gesellschaftseigentum ermöglicht die Entfaltung der Betriebsdemokratie. Die Betriebsdemokratie gewährt wiederum Möglichkeiten dazu, daß die im Arbeitsverhältnis stehenden Werktätigen auf Betriebsebene Einfluß darauf ausüben, wie der Betrieb die ihm übertragenen Eigentümer- und Arbeitgeberrechte bzw. die ihn belastenden Eigentümer- und Arbeitgeberverpflichtungen ausübt. Ihre Gewerkschaften können ihrerseits auch auf einer höheren Stufe Einfluß darauf ausüben, wie der Staat das Gesellschaftseigentum verwendet, wie er das National-einkommen aufteilt.

2. Die Betriebsdemokratie bereichert und gestaltet nicht bloß den wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Inhalt des sozialistischen Betriebes. Das Betriebskollektiv wird nicht nur in soziologischer Hinsicht zum Faktor des sozialistischen Betriebes, sondern das Betriebskollektiv, das Betriebsorgan der

Gewerkschaft und die innerhalb des Betriebes ins Leben gerufenen inneren Organe, ferner die Produktionsberatung wurden auch zu wichtigen Faktoren der rechtlichen Organisation des Betriebes; sie bilden, gemeinsam mit dem Direktor, die innere rechtliche Organisation des Betriebes, als Rechtsperson.

3. Die Betriebsdemokratie erweitert notwendigerweise jene Rechtsverhältnisse kollektiven Charakters, aufgrund deren der Betrieb dem Kollektiv und der Gewerkschaft gegenüber mit verschiedenen Verpflichtungen belastet ist.

4. Infolge der Entfaltung der Betriebsdemokratie besteht nunmehr das Verhältnis der Werktätigen zum Unternehmen nicht bloß aus einem Arbeitsleistungs- und Verteilungsverhältnis, sondern auch aus einem Organisationsverhältnis. Für das Verteilungsverhältnis ist bezeichnend, daß aufgrund desselben der Werktätige im Verhältnis der Qualität und Quantität seiner geleisteten Arbeit nicht nur Arbeitslohn, sondern auch zahlreiche andere Zuteilungen erhält. Gewisse Bezüge erhalten sogar auch seine Angehörigen. Das Organisationsverhältnis bestimmt aber, wie der Werktätige, als Mitglied des Betriebskollektivs, direkt oder indirekt an der Lenkung der Betriebstätigkeit teilnehmen kann. Infolgedessen genügt es heute nicht mehr zu sagen, daß zwischen dem Betrieb und dem Werktätigen ein Arbeitsrechtsverhältnis besteht, sondern es kann behauptet werden, daß sich ein gewisser Status der Werktätigen als Mitglieder des Kollektivs, herausgestaltet hat, der aus einem Organisationsverhältnis besteht, das a) auf die Arbeitsleistung, b) auf die Beteiligung an dem Nationaleinkommen und c) auf die Beteiligung an der Lenkung der Betriebstätigkeit ausgerichtet ist.

5. Die äußeren Verhältnisse der Gewerkschaften werden durch die Verfassung und das Arbeitsrecht in dem Sinne geregelt, daß die Gewerkschaften gegenüber den Betrieben und ihren Direktoren, ferner gegenüber den staatlichen Verwaltungsorganen mit verschiedenen Befugnissen ausgestattet werden, um ihre interessenwahrenden und interessenvertretenden Tätigkeiten ausüben zu können. Es ist eben deshalb äußerst wichtig, daß die Mitgliedschaft der Gewerkschaft auf das innere Leben und Tätigkeit, sowie auf die aufgrund der äußeren Verhältnisse zu entfaltenden Tätigkeit der Gewerkschaften einen entsprechenden Einfluß ausüben kann. Die Gewähr dazu bieten die Statuten und die auf verschiedenen Stufen gefaßten Beschlüsse und Satzungen. Daraus folgt, daß sich die Wissenschaft und der Unterricht des Arbeitsrechts auch mit diesen Fragen befassen muß.

Les corrélations entre la démocratie d'entreprise d'un côté et la propriété sociale, l'organisation de l'entreprise et les rapports juridiques collectifs de l'autre

par
A. WELTNER

1. La démocratie d'entreprise se trouve en interaction avec la propriété sociale car c'est la propriété sociale qui rend possible le développement de la démocratie d'entreprise, en revanche la démocratie d'entreprise offre aux travailleurs la possibilité d'exercer à l'échelon d'entreprise une

influence sur l'entreprise en ce qui concerne la manière dont l'entreprise pratique les droits de propriétaire et d'employeur transmis à elle et s'acquitte, d'autre part, des obligations de propriétaire et d'employeur à sa charge. Leurs syndicats peuvent, en outre, exercer également une influence à un échelon plus haut, à savoir comment l'État utilise la propriété sociale, de quelle façon il répartit le revenu national.

2. La démocratie d'entreprise ne modèle pas, n'enrichie pas seulement le contenu économique, social et politique de l'entreprise socialiste, le collectif d'entreprise ne devient pas sous le rapport sociologique seulement un facteur de l'entreprise, mais le collectif d'entreprise, l'organe d'entreprise du syndicat et les organes intérieurs constitués des travailleurs dans le cadre de l'entreprise comme aussi la conférence des travailleurs en matière de production sont également devenus des facteurs importants de l'organisme juridique de l'entreprise; ceux-ci constituent avec le directeur l'organisme juridique intérieur de l'entreprise en tant que personne morale.

3. La démocratie d'entreprise développe d'une façon nécessaire les rapports juridiques d'un caractère collectif, sur la base desquels reviennent de différentes obligations à l'entreprise envers le collectif et le syndicat.

4. En conséquence du développement de la démocratie d'entreprise, le rapport entre une entreprise et son travailleur ne consiste plus dans un rapport d'exécution de travail et de répartition seulement mais aussi dans un rapport d'organisation. Le rapport d'organisation détermine au travailleur en tant que membre du collectif d'entreprise les différentes possibilités de participer, directement ou indirectement, à la direction de l'activité de l'entreprise. S'est formé donc un statut quelconque du travailleur en tant que membre du collectif, statut consistant dans un rapport d'organisation tendant à l'exécution du travail et à la répartition des revenus ainsi qu'à la participation à la direction de l'activité de l'entreprise.

5. Les rapports extérieurs des syndicats sont réglementés par la Constitution et le droit du travail dans le sens que ces derniers revêtent les syndicats de différents droits à l'égard des entreprises et de leurs directeurs ainsi que des organes administratifs à fin qu'ils puissent déployer leur activité de défense et de représentation des intérêts. Sous ce rapport il est très important que les membres du syndicat puissent exercer une influence appropriée sur la vie intérieure et l'activité des syndicats ainsi que sur l'activité de ceux-ci à déployer à la base de leurs rapports extérieurs. De garantir tout ceci est la tâche des statuts ainsi que des décisions et des règlements syndicaux pris à différentes échelles.

Tous les problèmes ci-dessus mentionnés rendent nécessaire que la science du droit du travail ainsi que l'enseignement de cette discipline s'occupent d'une manière adéquate de ces aspects également.

Взаимоотношения внутризаводской демократии с общественной собственностью, структурой предприятия и коллективными правоотношениями

А. ВЕЛЬТНЕР

1. Внутризаводская демократия находится во взаимосвязи с общественной собственностью потому, что общественная собственность обеспечивает развертывание внутризаводской демократии, которая же содействует тому, чтобы трудящиеся, имеющие трудовые правоотношения, оказали воздействие на уровне предприятия на то, как осуществляет предприятие возложенные на него правомочия собственника и работодателя, а также наложенные на него обязанности собственника и работодателя. А профсоюзы трудящихся могут и на высшем уровне оказать влияние на то, как использует государство общественную собственность, каким образом оно разделяет национальный доход.

2. Внутризаводская демократия обогащает не только экономическое, социальное и политическое содержание социалистического предприятия. Коллективы предприятия стали факторами социалистического предприятия не только с социологической точки зрения. Коллективы трудящихся, фабрично-заводские профсоюзные комитеты и другие внутризаводские органы трудящихся, как например производственные совещания, стали важными факторами также правовой организации предприятия. Они вместе с директором составляют внутреннюю правовую организацию предприятия, как юридического лица.

3. В силу необходимости внутризаводская демократия расширяет те правоотношения коллективного характера, на основе которых на предприятии возложены различные обязанности по отношению к коллективам и профкомитетам.

4. В результате развертывания внутризаводской демократии между предприятием и рабочими есть не только отношения по выполнению труда и распределению, но и организационные отношения, которые определяются тем, что рабочий, как член коллектива предприятия, как может непосредственно или косвенно принимать участие в управлении деятельностью предприятия. Значит возник некоторый статус рабочего, как члена коллектива, который составляется из отношений по выполнению труда и по распределению, а также организационных отношений, направленных на участие в управлении деятельностью предприятия.

5. Внешние отношения профсоюзов урегулированы Конституцией и трудовым законодательством в том смысле, что в отношении предприятий, их директоров и органов государственного управления на них возложены различные правомочия с целью, чтобы они могли реализовать свою деятельность по представительству интересов трудящихся. Именно поэтому очень важно, чтобы члены профсоюзов могли оказать соответствующее влияние на внутреннюю жизнь и деятельность профсоюзов, а также на деятельность, основывающуюся на их внешних отношениях. Обеспечение этого входит в задачи уставов, а также постановлений и положений различного уровня профсоюзов. Из всего этого следует, что наука трудового права и исследования по этой области должны заниматься также этими вопросами.

Influence of Social Development on Treaties Relating to the Rights of Women

by

Mrs. HANNA BOKOR-SZEGÓ

Head of department at the Institute for Legal and Administrative Sciences
of the Hungarian Academy of Sciences

In every country of the world the situation of women is directly determined by the social and economic system of the given country. The regulation of the situation of women on the international plane emerges at a time when the political, economic and moral effects of the social changes that have taken place in the various countries, have extended beyond the confines of the states and brought the idea of an interstate co-operation to a head.

In the contents of the treaties dealing with the situation of women the reflection of social development will become manifest in an obvious form as soon as the states become aware of that the situation of women has to be brought under regulation as embedded into the social interrelations. This essential change is coeval with the United Nations Organisation. In connexion with the preservation of international peace and security this organization has made the guarantee of human rights without any discrimination a point of policy. This policy substantially modifies the character of the international regulation of the situation of women. The idea of the "protection" of women and the "improvement" of their situation has been superseded by the idea of their "equality of rights".

In the age of coexistence of countries with different social systems the international regulation of the situation of women reflects the social development the community of states has reached. This international regulation will at the same time have repercussions also on the municipal regulation of the states whose legal systems are of a standard below that of the international regulation.

The treaties so far come into being have brought under regulation a number of problems associated with the rights of women, so e.g. the political, social and cultural rights of women. On the other hand a convention is still wanted as far as the fundamental problems of family and private law are concerned. This circumstance justifies the efforts directed to the suppression of all forms of discrimination against women and to the enactment of an all-embracing treaty.

Notwithstanding the still existing deficiencies the community of nations has gone beyond the age where the shortcomings of legal regulation meant the principal obstacles to further development. The majority of states have repealed the legal norms expressly prejudicial to women. Actually the attention of the states is focussed on the implementation of the rights of women and on the creation of the social and economic preconditions for the genuine equality of rights of women.

In the present study the author proposes to resort to a method of moderate currency in the theory of international law. Namely we shall by setting out from the contents of conventions try to draw conclusions as to the changes taking place in the municipal arrangements of the contracting states. In general it is not the treaties concluded with other states, that define the stage, the social development has reached in a state. At present time however, that fact alone, that some international conventions form an opportunity of evaluation of the effect of social changes presents a phenomenon asking for reply from the theory of international law. In general in a treaty the parties undertake to follow a definite conduct to one another. It stands to reason that the treaty brought about in this way will have to serve the interests of all parties concerned. Therefore it can be reached only by means of

mutual and preliminary compromises. In these circumstances, however, in particular when states of different social systems covenant, no unambiguous conclusions can be drawn from the contents of the treaty as to the social arrangements of the contracting states. The social factors influencing the stand of the contracting states will manifest themselves imperfectly only, or in a transmitted form, in the contents of the treaty or convention.

In the 20th century, however, the number of treaties by which the parties undertake to guarantee definite rights to the population living in their territory, began to multiply. These new type treaties adopted for the *protection of human rights* may be accepted to a certain point as standards of the degree of the social development of the contracting states. The contents of these treaties are namely directly associated with the domestic conditions of the parties.

As a matter of course the conclusion of the treaties or conventions are in general preceded by mutual concessions by the contracting states. In this phase the states of different social systems will of necessity mutually influence their respective stand. In the last resort, however, the historical and economic conditions, the potentialities of our age or rather the objective laws of society affecting the development of these, will define the contents of *the treaty negotiated* for.

Within the limits of the present study the author proposes to demonstrate that a category of treaties for the protection of human rights, viz. the treaties on the rights of women have been positively influenced by the social changes of our time and the social development stands out clearly from their contents.

It is beyond the scope of the present study to go into any depth of the non-legal aspects of the question under discussion. We have to point out, however, that according to the clear-cut standpoint of Marxist doctrine that there is an inseparable relation between the social position of women and the private ownership of the means of production. The struggle for the emancipation of women is but part and parcel of the mass movement of all exploited and oppressed. In addition owing to their special physiological functions breadwinning women may lay claims to special protection. The complete equality of rights of women cannot be brought about unless the exploitation of both sexes comes to an end and in addition the individual management of the family household is recognized as one of the branches of social production. The situation of women will therefore be an indicator of the degree of development of a given society.

It is on the plane of international law that an answer will have to be sought for, how questions associated with the social arrangements of the particular states have entered the sphere of regulation of international law.

In the following discussion therefore an attempt will be made at the parallel analysis of two interrelated phenomena: *we shall examine the circumstances in which the protection of the rights of women has become the subject-matter of regulation in interstate relations, and, secondly, the manner how the treaties and conventions brought about reflect social development.*

1. The period before the formation of the League of Nations

From the point of view of international law two phases may be distinguished in the international struggle for the rights of women. In the first phase exclusively social organizations provided the national or international arena for their pursuit and its result manifested itself sporadically only in the municipal legislation of some of the states (see e.g. the franchise laws approved in the wake of the appearance of the suffragettes on the scene). In the second phase following upon the intensification of the struggle for the rights of women the demand for a regulation of the complex of questions already emerged on the plane of interstate relations and led to the conclusion of a number of treaties. For the proper assessment of the changes in society implied in the subject-matter of regulation under international law extent we have to go back to a certain extent to the period where no interstate co-operation had yet been brought about in the wake of social movements.

The ends and character of social and political actions unfolding themselves in the interest of the rights of women have undergone momentous changes during the particular historical periods.

Already in the 18th, still mainly in the 19th century persons appeared on the scene who obviously under the influence of the ideas of the Age of Enlightenment thought that the inferior state in which women were living was unjust. In their opinion it was absurd and senseless that society should deprive women of unfolding the faculties hidden in them, of making use of their energies. At that time, however, these opinions were embraced by an insignificant minority only. Nor could an organized movement develop for the achievement of the goal of the partisans of the emancipation of women. An organized struggle for the equality of rights of women dates back to the second half of the 19th century, following upon the bourgeois revolutions. Bourgeois feminism without exploring the causes of inequality as implied in the class structure of capitalism, entered upon a campaign for the franchise of women, their participation right in political leadership and cultural rights. A qualitative change took place with the mass employment of women following upon the industrial revolution and mechanization. The qualitative change implied, that women were, first, removed from their domestic environments, and, secondly, "as a labour force doing work for supplementary wages" delivered to a yet higher degree of exploitation.¹ From this time onwards the character of the endeavours of the women's movements of various tendencies was defined by the extent to which these movements became attached to the socialist labour movement gathering in organizational strength on the international plane. Socialist labour movement was the first to reveal the true causes of the inequality of women hidden in the structure of class society. The accomplishment of the complete emancipation of

¹ "From the slave of the man she became that of the employer." ZETKIN, C.: *Ausgewählte Reden*. Bd. 1, Berlin, 1957.

women as the final goal was proclaimed only by the women's labour movement. Within the confines of capitalism in addition to guaranteeing political rights and the right to education the women's labour movement in the first place continued its struggle for the improvement of the working conditions of women. From this time onwards the effects of the social movements began to take form also on the interstate plane.

Interstate co-operation associated with the situation of women was for the first time brought about in a special problem, notably in the convention relating to the suppression of white-slave traffic, signed in Paris on May 8, 1904. The convention signed on the same subject in Paris on May 4, 1910, tried to improve the efficacy of the first convention. Since white-slave traffic does not recognize state boundaries, moreover the act itself is accomplished by luring the victims to places outside their own country, its suppression calls certainly for international co-operation. At the same time it is obvious that *conventions for the suppression of prostitution by means of criminal law do not touch on the underlying problem*. The conventions do not eliminate the causes hidden in the exploiting system of society, the privations and misery of the working-class families, the exploiting nature of female and child labour, the bad housing conditions, etc. *In any event the fact itself that in this question international conventions have been concluded indicates the effects of the expansive forces arising from the contradictions of capitalist society. The effects of these forces already persuade the states to certain concerted interstate measures, even when these do not affect the substance of the problem and cannot therefore bring about its definitive settlement.*

Another field where in association with the endeavours to improve the situation of women interstate co-operation has been brought about, is that of the working conditions of women.

It was by no means accidental that *the first interstate co-operation in labour legislation purposed the regulation of female employment*, since as has already been mentioned women were exposed to a higher degree of exploitation.

At the initiative of private persons (scientists, economists, etc.) in 1900 the Association for Legal Protection of Workers (Association pour la protection légale des travailleurs) was formed² with the aim to maintain relations between quarters of the various industrial countries which advocated the introduction of labour legislation. As the outcome of the preparatory work of the Association the interstate conference was convened which in Berne, on September 26, 1906, approved the first two conventions in labour matters, one of them on the prohibition of night work of women employed in industry, which apart from certain exceptions specified in the

² The labour movement which appeared at the international level better and better organized brought forward its demand for the regulation of employment, on the international plane. The International Association of Workers (Association internationale des travailleurs) called to life by the efforts of Marx and Engels in 1864, in its first congress convened in Geneva in 1866 consistently demanded the regulation of employment.

convention, prohibited women's night work in plants employing more than ten workers.

Following upon the Berne conference the Association regularly organized international meetings. The operations of the Association came to an end with the outbreak of the First World War.

2. The League of Nations and the international protection of the rights of women

With the end of the First World War a qualitative change took place in the multilateral international co-operation of the states: the League of Nations was born, which, though in the first place it served the interests of co-operation of the member states on the political plane, was virtually the first international organization within whose scope permanent international co-operation of public administrative nature unfolded itself in several other fields, such as hygiene, culture, etc.

What was the effect of this higher organization of interstate relations on the subject-matter of the present study, namely the protection of the rights of women?

To offer an adequate answer to the question, within the space accorded to this study, we shall first have to deal briefly with the political regulation following upon the First World War.

The fact that the victorious powers have incorporated the League Covenant in the treaties signed with the vanquished countries as an integral part confirms by itself that the League of Nations was meant to reinforce and maintain the *status quo* as established after the First World War, i. e. the primary aim of the victorious powers was to base the co-operation between the states (hereincluded the vanquished states) on the principles laid down in the League Covenant. By the side of this primary aim the provisions taken up in the Covenant governing the co-operation of the states in other spheres were of secondary importance only. Since, however, it is exactly these articles of the Covenant which display the effects of the social changes of the period, we shall for the purpose of the subject-matter of this study deal with them.

Above all, however, we shall try to cast light on the background of the provision in paragraph (a) of Article 23 of the Covenant. Accordingly the members of the League "will endeavour to secure and maintain fair and humane conditions of labour for men, women, and children, both in their own countries and in all countries to which their commercial and industrial relations extend, and for that purpose will establish and maintain the necessary international organizations".

It was on the ground of this provision that within the framework of non-political functions the League of Nations ought to have dealt in point of principle with the problems of employment. The effects of the changes in the society of the period came to light exactly in the circumstance that the victorious party created an autonomous international organization to deal with this complex of

problems. The victorious powers had to reckon first of all namely with the repercussions of the Great October Socialist Revolution on the labour movement, a movement which at that time appeared already as an organized force on the arena. The wartime privations increased the despair and embitterment of the masses and aggravated the social contradictions.

The Paris Conference called to life an independent committee for the study of international labour legislation. The constitution of the International Labour Organization as drawn up by the Committee was approved by the plenary session of the Paris Peace Conference and made an integral part of the peace treaties. The Preamble of the Constitution of ILO gives as a reason for the formation of the organization that "universal and lasting peace can be established only if it is based upon social justice".

The general principles following upon the wording of the Constitution of ILO formulate the concrete programme of the Organization and lay down the principles of its operation. Here special mention should be made of Principle No. 7 which postulates the payment of equal wages for equal work of men and women. (There is a long way to an international regulation in this sense.)

The official and scientific circles of the capitalist world attributed considerable significance to the creation of ILO, mainly on considerations of social progress and the international labour legislation. Virtually the foundation and activities of ILO were influenced by the intertwining of two trends of different character existing in the capitalist world.

On the one part at the impact of the labour movement appearing in an ever more organized form the capitalist countries could not anymore turn a deaf ear to the demands for a regulation of labour relations. With the creation of ILO, for the appeasement of the revolutionary efforts of their own working classes and the neutralization of the effects of the Great October Socialist Revolution, the capitalist countries tried to pretend as if they had created the system which would in a peaceful manner settle the conflict between labour and capital.

On the other hand, the capitalist states, because of the labour reforms gradually introduced at the impact of the labour movement, became themselves interested in a labour legislation on the international plane. Through negotiations for international labour conventions within the framework of ILO the capitalist states wanted to attain that the regulation of employment should take place in the particular countries on uniform principles. It was in this way that they believed to guarantee that the part of the costs of production absorbed by the employment of a labour force should remain on a uniform level throughout the world. This meant that the capitalists of none of the states should have the advantage over those of other states, merely because of wage norms kept at a lower level they should be able to enlist a labour force at lower price and so reduce the costs of production.

In any case in the International Labour Organization opportunity offered itself for the discussion of problems associated with the general conditions of the

employment of labour and the special protection of female workers on the international plane and for the making of international conventions as the outcome of these discussions.

As regards the activities of ILO between 1919 and 1939, during the period in question on the whole 67 conventions on labour matters were approved. Of these conventions forty five were signed for the general regulation of the conditions of employment and so also that of female workers (such were e.g. the provisions relating to the minimum age of employment, the obligatory weekly day of rest, labour hygiene, etc.). Eighteen conventions did not concern women (e.g. those bringing under regulation the employment of sailors, stevedores and dock-workers) and only four conventions were specially associated with the employment of women. What was common of these conventions was that in agreement with the social conditions at that time prevailing in the capitalist world these conventions did not aimed at the advance of the actual equality of rights of women (e.g. by promoting the acquisition of professional training or the enforcement of the principle of equal pay for equal work). The conventions in question took care exclusively of the protection of women's physiological peculiarities. It is, however, beyond argument that the effect of the disruptive social forces emanating from the increased exploitation of female labour manifested itself in the fact that already in the first session of ILO, in 1919, two conventions were approved on the conditions of employment of women (Conventions Nos 3 and 4).

Convention No. 3 on the pre-natal and post-natal employment of women in industry and trade adopted in 1919 provided a maternity leave of six weeks before and another six weeks after childbirth. During this term women workers should be recipients of an aid paid from public funds, or by a social insurance scheme, for the maintenance of mother and child in good health. During this period of twice six weeks a female worker could not be dismissed from employment. Women were entitled to free-of-charge medical care and obstetrical treatment. Furthermore the convention permitted women to interrupt work for half an hour lactation twice during the working hours. It was characteristic of the conditions at that time that the operation of the convention did not extend to women working in agriculture. Recommendation No. 12 approved in 1921 merely considered it advisable to apply the provisions of Convention No. 3 also to employment in agriculture.

Further two conventions, No. 4 approved in 1919 and No. 41 approved in 1934 amending the former, put nightwork of women under a ban. According to Convention No. 4, apart from exceptions taken up in the Convention, women could not be employed in industrial plants for nightwork. Convention No. 41 amending the former recognized several exceptions from under the general ruling. Finally Convention No. 45 on the underground work of women approved in 1935, apart from a few exceptions taken up in the Convention, decreed the complete prohibitions of work of this kind for women.

After this digression dealing with the International Labour Organization we shall resume the analysis of the activities of the League of Nations in the international regulation of the rights of women. Mention has already been made of reference made in the Preamble of the Constitution of ILO to the interrelations of the realization of universal peace and that of social justice. The social conditions of the period may explain why the Covenant of the League of Nations treats so niggardly the demands which would have served the interests of social justice and the satisfaction of which would have been extremely important for women increasingly exposed to social oppression. The creators of the League, i. e. the victorious capitalist countries, however, had not the general advancement of social progress as their goal. By preserving their power system they gave heed to the appearance of the demands of the oppressed classes only in so far as these demands did not jeopardize their ruling system. Many years had to elapse, and another world war had to break out, before the recognition of the obvious interrelation of the preservation of peace and social progress gained universal validity. It was only the recognition of this basic truth which could bring about a situation where an international organization (the future UNO) would make the establishment of human rights one of its goals and call to life agencies for the achievement of this goal. Such an embracing goal only would form an adequate basis for international co-operation in the protection of the rights of women.

Turning back at the period of the League of Nations we have to come to the meagre conclusion that only paragraph (c) of Article 23 of the Covenant of the League of Nations was somehow directly related to the subject-matter of the present study inasmuch as the League had been commissioned to the supreme supervision of the execution of the conventions relating to the traffic in women and children.

At present it may sound almost incredible that the only concrete task of a respectable international organization associated with the situation of women should be the organization of the international co-operation of the states in the struggle against prostitution. What may appear even more peculiar is the total absence of any endeavour within the League for the exploration of the roots of this phenomenon at least, or the elimination of the causes creating it.

Within the League of Nations the Convention on the suppression of the traffic in women and children was approved in Geneva on September 30, 1921. This convention supplements the provisions of the 1904 and 1910 conventions. Later, on October 11, 1933 a convention was approved in Geneva on the suppression of traffic in women of age.

As regards the concrete tasks associated with the supreme supervision of the enforcement of the conventions mention has to be made of the recommendation brought forward by the conference drafting the convention of 1921 to organize by the side of the Secretariat of the League a permanent committee, the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children, which eventually was given the name of Advisory Committee on Social Questions. The change in the name of the

committee did not bring about a change in the scope of activities of the committee. In point of fact, however, the mere change of name already indicated the changes in society which could not anymore be ignored by the League of Nations. As will be seen, first, these changes turned up in the analysis of the problem closely associated with the present subject, viz. the situation of women. Secondly, the changes became manifest in the efforts which purposed the expansion of the horizon of the League and the gradual extension of the activities of the League to economic and social problems.

Within the League of Nations the beginnings of a study of the situation of women going beyond the scope pegged out by the League earlier dates back to 1934. Namely in that year a group of Latin American states moved in the Assembly to put on the agenda the comprehensive study of the situation of women and at the same time called forth the attention of the Assembly to the convention four Latin American states, Cuba, Ecuador, Paraguay and Uruguay, signed in Montevideo, on the 26th December, 1933. The only provision dealing with the substance of the subject of the convention scribed that the convening states agree that from the ratification of the present convention men and women should enjoy the same rights in the territories under their authority. Although the signatories had never ratified the convention, so that it did never come into operation³, the mere fact of its having been signed, and that in its wake further Latin American countries took the initiative in the League of Nations, clearly indicated the changes that took place in the societies of the Latin American countries. On this continent as the combined effect of several factors (the example of gradually adopted legislation in the United States at the end of the 19th and in the beginning of the 20th centuries extending the political rights of women, the unrest in the Latin Americas provoked by the misery of the broad masses, still in particular the Mexican revolution; the recognition of the danger of a world economic crisis looming up in the distance, the influence of the ideas of a popular front policy in process of formation against Fascism, etc.) a changed attitude of society made its appearance, an attitude which studied the situation of women as embedded in the social interrelations of the time.

Upon the initiative of the Latin American states then the Assembly of the League of Nations by its resolution of September 27, 1935, called upon the governments, to inform the League: first in their opinion what measures could be recommended by the League for the improvement of the political and private law conditions of women, and, secondly, how their municipal legislation regulated the conditions of women. In 1937 upon the motion of fifteen states, among them the Soviet Union, the Assembly put the question on the agenda again and in September 1937 passed a resolution on the intensified scientific study of the conditions of women the world over. A committee of seven was appointed for the direction of the

³ In this period three of the signatories recognized the political rights of women, namely Ecuador in 1929, Uruguay in 1932 and Cuba in 1934.

works associated with the preparation of the report. *This committee carrying on inquiries into the legal situation of women was the first interstate organ which had been called to life expressly for the all-round study of the situation of women.*

By a decision of the committee the report on the situation of women to be drawn up in co-operation with several scientific institutions was to be split up into sections of private, public and penal law. Only the inquiry into the situation of women under private law could be completed with the aid of the International Institute for the Unification of Private Law. The outbreak of the Second World War in 1939 put an end to the first comprehensive interstate organ instructed to inquiry into the conditions of women.

The social and political changes of the age were reflected in a succinct form by the efforts within the League gradually growing in intensity from 1935 onwards, which purposed the extension of the activities of the League in non-political fields. These efforts are most interesting for our subject matter, as in their rudiments already present in the era of the League of Nations, led namely in the course of the development following upon the Second World War to the recognition that for a balanced political co-operation of the states permanent and organized facilities have to be provided in other (economic, social, cultural etc.) spheres too. This recognition at the same time corroborated the opinion come to the fore in several countries, that the conditions of women had to be studied in its social interrelations and that the regulation of the rights of women on the international plane had to take place in a way adjusted to these interrelations.

The efforts for the intensification of economic and social co-operation as developed within the League of Nations in the first place had their justification in the ever more patent bankruptcy of the security system of the League. Thus these efforts were meant to salvage the League at least as an institution of economic and social co-operation.

The League Council, on May 27, 1939 resolved that a select committee should be appointed.⁴

The committee, whose president was the Australian Stanley Bruce, in August 1939 submitted its Report "The Development of International Co-operation in Economic and Social Affairs" or briefly the Bruce Report.⁵ The Report suggested to set up a new League organ, the Central Committee for Economic and Social Questions, to be entrusted with the guidance and supervision of the operations of the League committees engaged in the study of economic and social questions earlier operating under the auspices of the Council and the Assembly of the League of Nations.

The General Assembly approved the Bruce Report on December 14, 1939 and as late as January 1940 a preparatory conference was convened for the setting up

⁴ GOODRICH, L. M. – HAMBRO, E.: Charter of the United Nations, London, 1949, p. 365.

⁵ League of Nations, Monthly Summary of the League of Nations, Special Supplement, August 1939.

of the new organ. In June 1940, however, owing to the warfare the first session of the new organ could not anymore take place.

Hence nothing has been translated into reality of the reforms suggested by the Bruce Report within the League of Nations. With its approval, however, the postulate was born and formulated that the permanent and organized frameworks of interstate co-operation should not serve the exigencies of political co-operation only, but guarantee co-operation also in other, economic, social etc. fields. The recognition was about to take shape that this co-operation would not be a mere concomitant of undisturbed political rapprochement, but at the same time its precondition. The idea loomed up again at the birth of the United Nations Organization, at that time in a more emphatic form and under changed historical conditions. The idea served as the starting point of a policy which made the guarantee of the rights of women as embedded in the appropriate social interrelations one of the goals of the new international organization.

3. The Charter of UNO and the rights of women

In what has been set forth so far we have tried to make it clear that in the last phase of the life of the League of Nations as the effect of changes which took place in the internal life of the states the recognition was about to take shape which tried to bring into connexion the oppressed state of women with other social, in the first place economic and welfare, problems awaiting a settlement. Even on the international plane social tasks calling for international co-operation were coming to the fore.

The historical circumstances following upon the Second World War both in the internal life of the states and on the international plane matured the recognition that without the solution of the fundamental social problems neither within the particular countries nor on the international plane a state of affairs could become established indispensable for the creation and preservation of peaceful relations. This historical moment of recognition which led to the formulation of the principles embodied by the Charter of UNO and to the creation of UNO itself, was the product of the combined effect of several factors.

Within a number of countries Fascism was responsible for the oppression of millions of a cruelty and ruthlessness graver than anything before. The increased aggressiveness with which Fascism proclaiming the idea of the inferiority of certain peoples and races established itself within one country of necessity developed to aggression against other countries. The outbreak of the world war, the ravages of the war waged with a highly developed military technique, and the harmful economic and psychic effects of the war, had for practical purposes affected all states and peoples of the world. At the same time in the warfare against Fascism close co-operation was brought about between the capitalist powers and the Soviet Union, which after the complete victory over Fascism created the potentialities for interstate co-operation based on entirely new ideas.

From the very outset it was obvious that the Soviet Union would have a defining role in shaping post-War policy. The social changes which from 1917 onwards gradually passed off in the Soviet Union and had repercussions on the development also of other states already at that time, made their effects felt to an even higher degree. For the purpose of the present study, in a concise form, the statement may be made that the circumstance that the Soviet state from the very beginning of its life guaranteed the civil rights (hereincluded, apart from the classical liberties, the economic, social and cultural rights providing the material foundations of these liberties) as constitutional rights without any discrimination, would be of decisive significance for the international regulation of the conditions of women.

The United Nations Organisation was called to life therefore under circumstances wholly differing from those at the birth of the League of Nations.

It is the outcome of these historical circumstances that the U.N. Charter is distinguished by certain traits which in the following process have directly as well as indirectly influenced the development of the international protection of the rights of women for the better.

a) In the Charter of the United Nations before all the idea has been given clear expression that for the maintenance of international peace and security the states of the world have to co-operate not only in politics, but also in the solution of other international tasks of economic, social, cultural or merely humanitarian nature, further in the advancement of the respect for human rights and the fundamental freedoms.⁶

It is a corollary of the Charter that the notion of these rights includes, in addition to the classic rights, also economic, social and cultural rights.

Already the Preamble of the Charter points out that the common objective of the states is "to promote social progress and better standards of life in larger freedom". According to clause (a) of Article 55 the United Nations shall promote "higher standards of living, full employment, and conditions of economic and social progress and development".

It stands to reason that an international organization embracing states of differing political and social order cannot make their goal the creation of a free-of-exploitation social system of the member states, where then human rights would become established in their totality. *The recognition that for the preservation of international peace and security human rights should be guaranteed in a way serving social progress and not merely statically, is by itself of considerable significance.*

The extensive interpretation of the notion of human rights and the dynamic concept of their enforcement are beyond doubt of extreme importance for every human being. As regards those exploited to a degree higher than usual, and so also as regards women, the spirit expressed by the provisions of the Charter quoted before will gain even greater significance.

⁶ See the Preamble, clause 3 of Article 1, clause 1 (b) of Article 13, Article 55 and clauses (b) and (c) of Article 76 of the Charter.

b) The progress of the international regulation of the rights of women has been most directly influenced by the way how the Charter of UNO speaks of objectives and tasks associated with human rights. As often as the Charter makes mention of human rights it lays stress on respect for these rights "without distinction as to race, sex, language or religion". *The injunction of respect for the human rights in conjunction with the prohibition of prejudicial discrimination* emanates directly from the ideas underlying the Charter. If the enforcement of these rights is a precondition of balanced relations between the states and so also of normal interstate relations, then the contrary to this statement will equally hold its own, namely that any prejudicial discrimination at granting human rights within a given state might become the source of social tensions in that state and so also the focus of international conflicts.

Ever since the formulation of the Charter many have pointed, in the theory as well as practice of international law, on the deficiency of the Charter that while in general terms it binds the states to the respect for human rights it does not offer a catalogue of these rights.

This shortcoming of the Charter should be eliminated by the Universal Declaration of Human Rights of 1948 and by two Covenants of 1966, the one on Civil and Political and the other on Economic, Social and Cultural rights. All three instruments, in Article 2, include the prohibition of prejudicial discrimination. Article 3 of the two Covenants specially declares that as for the rights guaranteed by the Covenants the contracting states recognize the complete equality of rights of men and women.⁷

"Some scholars, particularly in the first years of the existence of the United Nations, referred with some emphasis to the fact that the Charter does not define the human rights and fundamental freedoms. However, the proposition that one aspect of the human rights question is sufficiently defined in the Charter, namely the prohibition of distinctions made in the enjoyment of human rights and fundamental freedoms on the grounds of race, sex, language or religion has never been contested."⁸

In this connexion it is not void of interest to quote one of the advisory opinions of the International Court of Justice where the Court has defined the legal consequences devolving on the member states because of the presence of the Republic of South Africa in Namibia notwithstanding the resolution No. 276/1970 of the Security Council. Among others the Court held: "Under the Charter of the United Nations, the former Mandatory had pledged itself to observe and respect, in a territory having an international status, human rights and fundamental freedoms

⁷ Clause 2 of Article 25 of the Declaration specially deals with maternity care. Clause (a) of Article 7 of the pact on economic, social and cultural rights gives expression to the principle of equal pay for equal work, clause 2 of Article 10 provides for the special protection of mothers.

⁸ International Instruments and National Standards relating to the Status of Women E(CN.6.)552 pp. 7-8.

for all without distinction as to race. To establish instead, and to enforce, distinctions, exclusions, restrictions and limitations exclusively based on grounds of race, colour, descent or national or ethnic origin which constitute a denial of fundamental human rights is a flagrant violation of the purposes and principles of the Charter.”⁹

The provisions of the Charter already quoted prohibit not only from racial discrimination, but from any discrimination on the ground of sex, language, or religious affiliation. From the advisory opinion of the International Court of Justice it stands out clearly that as regards human rights any discrimination (hereincluded discrimination on the ground of sex) is regarded by the Court as grave violation of the Charter.¹⁰ In support of this argumentation we would refer to the fact that discrimination to the prejudice of women is the kind of discrimination affecting the largest mass, about one half of mankind.

By way of conclusion the statement may be made that with the approval of the Charter of the United Nations in conjunction of the obligation of the respect for human rights also the prohibition of discrimination has become firmly established in international law. This prohibition has become a peremptory rule of international law which has radically changed the entire concept of the international regulation of the conditions of women. *In principle there can be no talk on the international plane of an “improvement” of the conditions of women anymore, as a goal to be reached. What remains perspectively is the regulation of the situation of women on the basis of a complete equality of rights.*

The prohibition of any discrimination to the prejudice of women, like that of any prejudicial discrimination on other grounds, is therefore a peremptory rule of international law actually in force. Since the enforcement of the equality of rights of women is most closely tied up with the social system of the states and it presupposes highly developed standards of this arrangement, this rule of international law was at the time of the approval of the Charter of the United Nations as regards a number of states, by far ahead of the municipal legal system giving expression to the retrograde social conditions of these states.

The democratic metamorphosis of international law in the present age proves that on an interstate plane international regulation brought about at the predominant influence of the forces of progress in certain member states of the community has preceded the corresponding development of the municipal legal system. The international rule of the guarantee of the human rights without any discrimination will sooner or later beyond doubt react on the municipal legal systems of the particular states. It is a different question whether in this process the acceptance of municipal provisions of law implying the equality of rights of women should be considered merely a significant initial step. As a matter of fact the metamorphosis of

⁹ I.C.J. Reports, 1971, p. 16

¹⁰ See E(CN.6.)552, op.cit. p. 8

the legal order in this sense will not by itself change the social conditions in a way guaranteeing the absolute rule of the equality of rights of the sexes. Namely the complete victory of the equality of rights of women depends on a number of extra-legal factors, factors notably which are closely interrelated with the quality of the social and economic structure of the states in question. Even in countries where a developed social system is firmly established, the recognition of the equality of rights of women depends on phenomena of the human mind such as social prejudices and customs now deeply rooted for centuries.

c) A third feature of the U.N. Charter of significance for the present study is the creation of the organizational framework within the United Nations for the economic and social co-operation of the states of a permanent character.

The U.N. Charter namely has not only defined the tasks associated with international economic and social co-operation (see Article 55), but in Chapter X (Articles 61 to 72) enumerates in detail the functions and the competences of the Economic and Social Council, one of the six principal organs of the United Nations. The Economic and Social Council (ECOSOC) operates under the auspices of the General Assembly and may bring forward recommendations "for the purpose of promoting respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all" (see clause 2 of Article 62). Partly through the operation of commissions created by it (see Article 68), partly through the co-ordination of the activities of specialized agencies (see Articles 57 and 63) it guarantees the systematic economic and social co-operation of the states. With the creation of ECOSOC the requirement that the United Nations Organization should take care in an *organized* form of the co-operation of the states for the maintenance of international peace and security has been met not only in the political but also in other fields. It has come to fruition and developed further the idea which found expression in its outlines already during the last years of the League of Nations.

Originally ECOSOC has called to life the *Commission on the Status of Women* as a sub-commission of the Commission on Human Rights with the task to formulate its opinion on problems associated with the situation of women and bring forward recommendations for the tasks to be tackled in the future. On June 21, 1946 the Council decided that in the future the sub-commission should operate as one of its full functional commission. The Council described the Commission's terms of reference in the following words: "The functions of the Commission shall be to prepare recommendations and reports to the Economic and Social Council on promoting women's rights in political, economic, civil, social and education fields. The Commission shall also make recommendations to the Council on urgent problems requiring immediate attention in the field of women's rights with the object of implementing the principle that men and women shall have equal rights, and to develop proposals to give effect to such recommendations."¹¹

¹¹ For the birth of the commission see: The United Nations and the Status of Women, New York, p. 6

In the following we should like to lay stress on two items of the scope of tasks which, first, cast a light on the fundamentally changed concept of the study of the situation of women, and, secondly, decisively influence the international regulation of the situation of women within the United Nations.

a) The activities of the Commission extend to all aspects of the situation of women. This means that the Commission tackles the set of problems not as a problem picked out at random from among the rest, with a feminist approach, but as embedded in the social interrelations as one of the problems of society waiting for a solution.

b) The clearly formulated objective is not the "improvement" of the situation of women, but the enforcement of the complete equality of rights of men and women, not only at the level of enacting legal provisions, but also as far as the enforcement of these provisions is concerned.

In the following we shall try to convey an idea of how the Commission handled problems coming within its scope of activities, and how it could only by degrees produce considerable results. As regards the general trait of the operations of the Commission the statement may be made that in the series of the agencies of U.N. it is for its progressive spirit, among the first. Since, however, the situation of women is so to say the measure of the social development of the particular countries, and since at present regulation on the international plane cannot be brought about unless by the agreement of states of different social and economic systems, i.e. by way of compromises, the activity of the Commission reflects from the very outset the struggle of progressive and retrograde forces.

4. UNO conventions on the rights of women

In the first phase of its life, in particular before the Commission on the Status of Women had made its effect felt, U.N. still steered its course along the old path in the international regulation of the situation of women. Again the *struggle against prostitution*, a problem which was on the agenda of the League of Nations, came to the fore. Here a new convention has been approved. The Convention signed in New York on the 21st March, 1950, for the Suppression of the Traffic in Persons and of Exploitation of Prostitution of Others embraces and enriches the provisions of earlier conventions. At the same time not even the Preamble of the Convention refers to the true causes of prostitution which have their origin in the essence of exploiting society.

Within the United Nations, as regards the study of the situation of women, the demand of the solution of the fundamental problems came to the fore and by stages the international regulation of these problems was put on the agenda.

Characteristically the attention of the Commission in the first place turned to the classical rights, notably the political rights. As regards these rights, at least as

compared to other aspects of the regulation of the situation of women, some progress could be recorded in a number of countries.

In the wake of preliminary work done by the Commission a convention was signed in New York, on the 31st March, 1953, on the *political rights of women*. Accordingly women were granted the right to vote in all elections on equal terms with men, without any discrimination. Women shall be eligible for election to all publicly elected bodies established by national law on equal terms with men, without any discrimination. The Convention made it clear that women should have equal rights with men in civil service, and be qualified for public offices in conformity with national law, without any discrimination.

In like manner the convention on the *nationality of married women*, signed in New York on the 20th February, 1957, brought about in co-operation with the Commission, was related to the promotion of women's political rights.

The Convention provides facilities for the elimination of conflicts of law emerging in connexion with the nationality of married women, and of statelessness and dual nationality arising from the conflicts of law.

Since the right of women to nationality is the precondition of the exercise of civic, in particular political, rights, the Convention, which safeguards the right of women to nationality, effectively serves the cause of equality of women's rights.

Following upon the regulation of the political rights of women the attention of the Commission on the Status of Women turned to the *situation of women within the family*.

The situation of women under the family law is beyond argument a problem for which a settlement at interstate level can be achieved only at the expense of considerable difficulties, as the regulation of questions of family law is most closely tied up with the social structure of the particular states. In the course of their inquiry into this complex whole of questions the Commission was confronted by the opinions and doctrines forthcoming from three different groups of states:

a) In the legislation on family law following in the wake of the Soviet Union the recognition of the equal status of sexes has become a reality in the socialist countries too. The genesis and consolidation of the socialist world-system, and the increasing role of the socialist countries in interstate relations have made their influence felt in a more and more effective form also in the regulation of problems of family law.

b) In the Asian and African states which have of late gained their independence old traditions, religious commands, tribal customs are still very much alive in particular in domestic relations. The structure of the society and that of the family are built upon the absolute authority of the *paterfamilias* and in a number of countries upon polygamous marriage. The countries liberated from colonial subjection in their legislation on domestic relations in general recognize the principle of the equal status of men and women. Still at the same time they can reform their social system so as to conform to this principle by stages only. Owing to the rapid disintegration of the colonial system these states can now take part in the operations

of the United Nations and so also in the Commission on the Status of Women in growing numbers and with ever greater influence. This must in general be welcome as a circumstance affecting the international regulation of the situation of women in general in a positive sense, inasmuch as the majority of the states of the third world recognizes the human rights as constitutional rights. As regards the situation of women in the family, however, the rate of international regulation is slowed down by the fact that the developing states encounter difficulties in this field which they can overcome by degrees only.

c) The third group of states is that of the highly developed capitalist states. In the family law of a part of these states the provisions conforming to the principles and spirit of the French *Code civil* of 1804 still prevail. Within matrimony it is the husband in the first place in whom rights are vested. He is the head of the family, he chooses the family home; a wife cannot accept employment or choose a profession unless she obtains the husband's consent; children are under paternal power, etc. In several instances the husband disposes of the property of the wife. Even if in everyday life women have often succeeded in attaining a higher degree of independence, the antiquated provisions of the law of these states prevent the international regulation of the equal status of women from being effected. It is beyond doubt, however, that in the latter years as the outcome of the far-reaching social changes in the world development tends gradually towards the recognition of the equality of rights in the countries which are under the influence of the *Code Napoléon*, in particular in France. In the developed capitalist countries the provisions of family law in force in the Scandinavian countries favour social progress.

Owing to the circumstances outlined before *the Commission on the Status of Women* has so far been unable to draw up a comprehensive convention on the status of women under either family or related private law.

Only a single convention was born with the co-operation of the commission in the United Nations Organisation: the General Assembly of the United Nations on the 7th November, 1962, adopted a *Convention on the Consent to Marriage, Minimum Age for Marriage, and Registration of Marriage*.¹²

In a number of countries namely presents a rather grave problem for women that owing to the social arrangements, social conditions and customs of their country they cannot freely choose their partner in marriage. It is a generally known fact that in colonial countries and other countries in a dependent state families betrothed their daughters soon after they were born, or formally sold them to their future husbands or their families. Even if in the developed capitalist countries the problem of the free consent to marriage has not turned up in this crude form, it cannot be argued that in these countries a large portion of marriages were governed by

¹² The Supplementary Convention on the Abolition of Slavery, the Slave Trade and Institutions and Practices Similar to Slavery, signed in Geneva, on September 7, 1956 contains certain provisions in this respect.

financial or religious considerations, or influenced by racial prejudices, and in many instances did not rely upon personal affection.

The Convention did not though define the minimum age for the contraction of marriage, still what is essential it declared as a principle that each state is bound to specify by way of legislative action the minimum age for marriage. Marriage can be contracted only of the own free will of the parties, and before the competent authority, and must be registered properly.

The international regulation of certain special aspects of the situation of women has in the era of U.N. taken place (in general in co-operation with the U.N. Commission on the Status of Women) *under the auspices of the specialized agencies of U.N.* and not directly within UNO itself (in the ECOSOC or the General Assembly).

In the following we shall deal only with the International Labour Organization (ILO) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). As a result of the activities of these two institutions some treaties were concluded concerning the status of women.

5. The specialized agencies of U.N. and the international regulation of the rights of women

As regards the international regulation of the conditions of women attention should in the first place be given to the International Labour Organization.

Earlier we have already mentioned that in the background of the conclusion of the international labour conventions there were two conflicting yet intertwining tendencies: on the one hand the efforts of the employers of the capitalist world to ensure the equilibrium in international competition through the standardization of the conditions of employment, and on the other, the efforts of the labour movement for the achievement of better terms of employment. The world situation as it developed after the Second World War, the headway the forces of progress have made, the formation of the World Federation of Trade Unions, the entry of new states emancipated from the colonial status into the International Labour Organization, the active participation of the socialist countries in this Organization, all combine to enhance the efficacy of the efforts of the latter. The provisions of the laws of the socialist countries in force and embodying social and economic rights act as an incentive to the labour movement in the capitalist world to achieve better conditions for the workers and to endeavours purposing the acceptance of conventions in labour matters on an interstate plane within the International Labour Organization more in line with social progress.

Translating the effects of the changes into the language of international law we may make the statement that the recognition of human rights embracing the economic, social and cultural rights as well, within a wide sphere and without any

discrimination, in a like way as the formulation of the Charter of the United Nations, has had an influence also on the development of the constitutional principles of the International Labour Organization as well as on the contents of new international labour conventions.

With due regard to the changes in society during the period of more than twenty years following upon its formation on the International Labour Organization in Philadelphia, on the 10th May, 1944, approved a Declaration on the Aims and Purposes of the Organization. The Philadelphia Declaration has been integrated into the amended Constitution of the Organization of 1946 as an Appendix.

Here we would refer to two points only of the Declaration which have had a decisive effect on the contents of the new labour conventions and so also on the regulation of the situation of women under international labour law.

a) According to clause (a) of Part II of the Declaration: "all human beings, irrespective of race, creed or sex, have the right to pursue both their material well-being and their spiritual development in conditions of freedom and dignity, of economic security and equal opportunity."

Clause (b) decrees: "the attainment of the conditions in which this shall be possible must constitute the central aim of national and international policy."

Hence the Organization recognizes as a fundamental thesis that the conditions of social progress must be guaranteed without any discrimination at state and interstate level.

b) Part III of the Declaration dealing with the special objectives of the Organization substantially extends the scope of the international regulation of labour matters. It even modifies the character of this regulation in a sense that the conversion of the undertakings on the international plane into municipal labour law throws out the question of its agreement not only with the municipal provisions of labour law but also with those of political and constitutional law. In the objectives of Part III of the Philadelphia Declaration definite recognition has been given before all to the right to work, and also to social security, physical care and education.

Hence the Organization has as a cardinal principle recognized the interrelations of the method of the international regulation of the conditions of employment and the enforcement of human rights; i. e. the respect for human rights of necessity insists on an appropriate regulation of the conditions of employment.

For the situation of women it is of significance that clause (h) of Part III of the Declaration lays special stress on maternity protection, and clause (j) emphasizes the assurance of equality of educational and vocational opportunity.

If now the contents of the seventy three labour conventions adopted between 1945 and 1974 are analysed in the light of the Philadelphia Declaration and for the regulation of the rights of women the following statements may be made:

Of the seventy three conventions twenty four do not affect the employment of women (16 bring under regulation of sailors, 5 that of fishermen, two that of miners, and one that of stevedores and dockworkers). Of the remaining forty nine

conventions only three deal expressly with the situation of women. All workers are interested, however, in the regulation sphere of forty six conventions. Some of them contain above the general rules particular provisions concerning the labour relation of women.

To what extent do these conventions agree with the two above mentioned points of the Philadelphia Declaration?

a) There are several conventions which give definite expression to the principle that within its scope of regulation no discriminations whatever can be tolerated. Thus e.g. convention No. 111 on discrimination in employment and occupation approved in 1958 provides that in this field the states should follow a line devoid of discrimination. The same principle has also been taken up in Convention No. 122 of 1964 on employment policy. According to the provisions of the convention governments shall with their activities provide the facilities for full employment free of any discrimination, for the acquisition of professional training, further for free choice of calling best suiting the capacities of the worker.

Therefore as regards the conventions in labour affairs as the outcome of progress made during the latter decades the principle has become firmly established that within the scope of regulation of the conventions no discrimination of whatever kind should be allowed.

b) As regards the interrelations between international labour legislation and the respect for human rights, the scope of operation of several international labour conventions directly embraces the guarantee of certain human rights and provides for the facilities for the enforcement of these rights.

Thus e.g. there is a clear-cut connexion between the right of association and the freedom of the trade unions recognized by several international instruments on the one side and Convention No. 87 of 1948 on the Freedom of Association and Protection of the Right to Organize, Convention No. 98 of 1949 on the Right to Organize and Collective Bargaining, and Convention No. 135 of 1971 on the protection of the representatives of the workers in the manufacturing plants or enterprises and the benefits to be granted to them. In like manner the enforcement of certain human rights has been served by Convention No. 105 of 1957 on the Abolition of Forced Labour, Convention No. 122 of 1964 on Employment Policy, and Convention No. 140 on paid leave for studies.

Nowadays therefore a growing number of international labour conventions have been adopted whose scope of operation is directly tied up with the enforcement of certain human rights.

The two principal features of the development in the contents of international labour conventions, namely the enforcement of labour regulations without any discrimination and the guarantee of conditions for the respect for human rights in labour regulations, have as a matter of course in a decisive manner influenced also on the terms of employment of women.

In the following we shall in particular analyse international regulation in its bearing on the employment of women.

These rules are in the first place the *embodiments of a policy which does not merely purpose the protection of women as required by their physiological faculties, but advances the equality of rights of women also in the regulation of employment.*

This policy has been given expression in Convention No. 100 of 1951 on the Equal Remuneration. What adds to the significance of the convention is that it succeeded to enact the principle of equal pay for equal work. At the same time, however, the convention imposes very few obligations on the contracting states. According to clause 1 of Article 2 of the Convention the states bind themselves merely "to promote" the enforcement of this principle and guarantee its application only in so far as it can be reconciled to the methods of the adjustment of wage rates in force in the respective country.

The protection of women on physiological grounds is primarily associated with Convention No. 103 of 1952 on Maternity Protection which supplements Convention No. 3 of 1919 on the same subject. The scope of application of the new convention is by far wider than that of the earlier. It extends to women employed not only in the industry, but also to such employed in other fields, thus e. g. in agriculture. The convention defines the benefits to be extended to women in greater detail and with greater elasticity than its predecessor. Notwithstanding the progress made the provisions of the new convention do not even approximate the degree of protection desirable owing to the mass-employment of women and before all the protection the legislations of the socialist countries extend to women.

Convention No. 89 of 1948 deals once again with the night-work of women. In its provisions a trend running counter the development in maternity care may be recognized. As a matter of fact as compared to two earlier conventions (nos. 4 and 41 on female night-work) Convention No. 89 recognizes further exceptions from under the general prohibition of night-work of men. Incidentally the new Convention defines the term "night" with greater elasticity. This apparently retrograde step cannot, however, be appraised in the negative sense. An explanation of the changed attitude must in fact be looked for in the changed economic, technical and social conditions.¹³

Finally mention has to be made of further two conventions including provisions associated with the protection of women. Convention No. 136 of 1971 was meant to protect expectant mothers against the noxious effects of benzene vapours. Convention No. 127 of 1967 decrees the limitation of weight to be carried by women.

Whereas the approval of international labour conventions is the principal activity of the International Labour Organization, the operations of the other

¹³ For details see: Égalité de chances et de traitement pour les travailleuses. Conférence Internationale du Travail 60^e Session. Rapport VIII. pp. 53–55.

specialized agencies of U.N., e.g. of UNESCO, seldom crystallize in international instruments of binding force.

Under the auspices of UNESCO in Paris, on the 14th December, 1960, a Convention was adopted *against Discrimination in Education*. The Convention was of significance for the recognition of the right of women to education. The states bound themselves, namely, to repeal any legal provisions or administrative measures, and terminate any administrative practice which stand for discrimination in education.



We have analysed the international conventions elaborated for the regulation of the situation of women in order to establish to what extent the contents of these conventions reflect the changes in society of the age. What are the conclusions which may justifiably be drawn after this analysis?

1. The situation of women is in all countries closely associated with the existing social and economic order. A regulation on the international plane in general takes place as soon as the political, economic and moral effects of the progressive changes which have taken place in a manner also affecting the situation of women, go beyond the state frontiers and call for the organized co-operation of the states.

2. In the contents of the international conventions adopted for the regulation of the situation of women qualitative changes corresponding to social progress cannot take place unless it has been realized on the international plane that the set of problems in question can be treated and settled only embedded in the social interrelations. This change in outlook affecting the substance of the problems took place after the Second World War, in the era of U.N. One of the objectives of this organization is becoming, in connexion with the maintenance of international peace and security, the protection of human rights free of any discrimination. The adoption of this policy has brought about decisive changes also in the international regulation of the situation and status of women. The "protection" of women and the "improvement" of their situation as objectives have been superseded "by the endeavour for guaranteeing the equality of rights of women".

3. In the age of the coexistence of states of different social and economic systems the contents of the international regulation of the situation of women, as regards the totality of the community of states, reflects social progress, still at the same time reacts on the internal development of the particular members of this community.

4. As regards the scope of regulation of the international conventions in being, it is beyond doubt that this scope embraces some of the vital aspects of the rights of women, such as the political, social and educational rights of women. At the same time, however, only a single convention on family law has been signed without bringing under regulation some of the fundamental problems of family and private

law. The recognition of this deficiency manifests itself in the resolution of the Commission on the Status of Women of the 24th January, 1974, where *proposals have been brought forward for the elaboration of a uniform and comprehensive convention on the international regulation of the situation of women.*

5. Notwithstanding the shortcomings of the conventions in being, however, the community of states has passed the stage where the deficiencies or gaps in the regulation in force are the principal obstacles to further progress. Most of the states have repealed enactments constituting a flagrant discrimination to the prejudice of women. The principle of the equality of rights of men and women has been recognized by many states as a constitutional right. "Discriminatory practices have proven to be more difficult to eliminate than laws."¹⁴ The recognition of this fact manifests itself in the Declaration approved by the *General Assembly of the United Nations on the 7th November, 1967, on the Elimination of Discrimination against Women*. The Preamble of the Declaration states that notwithstanding the progress made in the field of an equality of rights, women have remained exposed to quite grave discriminatory provisions of legislation, although the development of a country, the welfare of the world and the cause of peace insists on the participation of both women and men in all fields.

The events in the United Nations during the latter years also tend to confirm that by the side of the development of the international regulation of the situation of women attention of the states begins to turn towards the provision of guarantees for the actual carrying into effect of these rights. Thus the UN Commission on the Status of Women since 1968 collects reports from the states on the practical enforcement of the Declaration on the Elimination of Discrimination against Women. The commission is giving attention more and more to the establishment of the economic, social, cultural conditions which are indispensable for guaranteeing the full equality of rights of the sexes.

The novel approach to the situation of women has been indicated also by the resolution No. 3010/XXVII of the General Assembly of UNO, which has declared the year 1975 the *International Year of Women*. The principal objectives have been summed up in three words: Equality, Development and Peace.

These three words sum up in the most concise form the progress made in the concept of the regulation of the situation of women on the international plane. The equality of rights of women is part and parcel of social progress and in the present age social progress is the precondition of the preservation of peace.

¹⁴ The United Nations and Human Rights, New York, 1973, p. 71

L'effet de l'évolution sociale sur les traités internationaux portant sur les droits de la femme

par

H. BOKOR-SZEGÓ

La condition de la femme, dans tous les pays, est en fonction directe du régime social-économique de l'État donné. Le problème de la réglementation internationale de la condition de la femme est apparu précisément à l'époque où l'effet politique, économique et moral des changements sociaux intervenus dans les différents pays déborde déjà les frontières des États et mûrit l'idée de la nécessité de la coopération interétatique.

Le reflet de l'évolution sociale dans le contenu des traités internationaux portant sur la condition de la femme se présente manifestement dès le moment où les États reconnaissent le fait qu'on doit réglementer la condition de la femme en la situant dans son contexte social. Ce changement essentiel se produit à l'époque de l'O.N.U.; notamment, en rapport avec le maintien de la paix et la sécurité internationale, l'assurance, sans aucune discrimination, des droits de l'homme devient l'un des objectifs de cette organisation. Cet objectif modifie fondamentalement le caractère de la réglementation internationale de la condition de la femme. L'idée de la « protection de la femme », de « l'amélioration » de sa condition cède la place à l'exigence de sa « pleine égalité » en droit et en pratique.

À l'époque de la coexistence d'États ayant de régimes sociaux différents la réglementation internationale de la condition de la femme reflète — sous le rapport de l'ensemble de la communauté des États — l'évolution sociale, tout en réagissant sur la réglementation intérieure des États dont le régime juridique est inférieur à la réglementation internationale.

Les traités internationaux conclus jusqu'à présent ont réglementé différents aspects importants de la condition de la femme, p. ex. ses droits politiques, sociaux et culturels. Par contre, à l'heure actuelle aucun traité international n'existe au sujet des problèmes fondamentaux comme ceux du droit de la famille et du droit privé. Cette circonstance justifie les efforts visant la conclusion d'un traité global concernant l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Malgré les déficiences, la communauté des États a déjà dépassé le stade où les lacunes de la réglementation juridique constituaient l'obstacle principal du développement ultérieur. Les États dans leur majorité ont abrogé les normes juridiques portant formellement discrimination envers les femmes. À présent l'attention des États se dirige déjà vers l'application effective des droits de la femme, c'est-à-dire vers la création des conditions sociales et économiques servant la mise en œuvre de ces droits.

Влияние общественного развития на международные договоры о правах женщин

X. БОКОР-СЕГЕ

Положение женщин во всех странах непосредственно зависит от общественно-экономического строя данного государства. Вопрос о международном регулировании положения женщин возникает тогда, когда политическое, экономическое и моральное влияние общественных изменений, происшедших в различных странах, уже перешло границы и созревает мысль о необходимости сотрудничества между государствами.

В международных договорах, затрагивающих положение женщин, общественное развитие особенно заметно находит отражение, как только государства признают, что положение женщин должно быть урегулировано уложив его в рамки общественных отношений. Это существенное изменение производилось после создания ООН. Ибо в связи с сохранением мира и безопасности одной из целей данной организации становится обеспечение прав человека без всяких дискриминаций. Этой целью существенно изменяется характер международного регулирования, затрагивающего положение женщин. Вместо «охраны» женщин, «улучшения» их положения выступает, как цель, обеспечение им «равенства в правах».

В период сосуществования государств с различным общественным строем международное регулирование положения женщин — принимая во внимание общество государств в целом — отражает общественное развитие, но вместе с тем

оно оказывает возвратное влияние на внутреннее регулирование тех государств, чьи правовые системы низшего типа, чем международное регулирование.

В заключенных до этого времени международных договорах урегулирован ряд важнейших кругов вопросов, связанных с правами женщин, так например урегулированы их политические, социальные и культурные права. Однако пока еще не заключен международный договор об основных проблемах семейного и частного права. Этим обусловлены те усилия, которые направляются на запрещение всех форм дискриминации женщин, на заключение глобального международного соглашения.

Несмотря на существующие недостатки, государства уже прошли тот период, когда недостатки в правовом регулировании означали основные препятствия для дальнейшего развития. В большинстве государств те законодательные акты, которые предусматривали дискриминацию женщин, были отменены. Внимание государств ныне уже обращается на действительное осуществление прав женщин на практике, а также на создание необходимых для этого социально-экономических условий.

Trente années du droit international privé

par

Prof. L. RÉCZEI

Institut de Droit de l'Université Karl Marx des Sciences Économiques

L'auteur constate qu'en conséquence du développement dynamique du droit après la seconde guerre mondiale un nouveau « corpus iuris » socialiste a été établi, poussant l'ancien système légal à l'histoire du droit. Le droit international privé et la science du droit comparé ont également subi un grand développement, bien que dans ce domaine les travaux de la législation sont encore moins efficaces.

Par rapport à la période entre les deux guerres mondiales, après 1945 les relations du commerce extérieur hongrois se sont élargies du point de vue quantitatif et territorial, et elles sont aussi devenues plus complexes en résultat du fait que non seulement l'échange des marchandises mais les autres rapports de droit économique international se sont dégagés. L'émigration depuis le début du siècle avait bien conféré un caractère international à des relations du droit de famille, de mariage et de succession.

Les nouvelles dispositions du droit de famille contiennent certaines règles de conflit alors qu'à l'égard des relations économiques dans la majorité des cas le droit du vendeur est devenu applicable — mais à l'heure actuelle les lois internes n'offrent plus une solution adéquate dans les affaires internationales et pour cette raison il lui paraît nécessaire d'unifier le droit du commerce international.

L'évolution des rapports internationaux a exercé un grand effet sur les professionnels de la doctrine. La culture sur le plan scientifique du droit international privé et du droit comparé a passé à l'avant-plan. Au début ce furent les questions internationales relatives au traité de paix et à la restauration de l'économie nationale qui étaient analysées du point de vue scientifique, à savoir la juridiction, l'autorité qualifiée, la nationalisation, l'indemnisation, etc. Plus tard, les problèmes pratiques du commerce extérieur menèrent à la mise au point de certaines questions de détail. La science du droit hongrois se fit également représenter aux instances internationales, ses publications en langues étrangères devinrent recherchées.

Le traitement de synthèse du droit international privé fut précédé par la publication de textes polycopiés — ceux-ci reflètent la recherche du chemin tant sur le plan scientifique qu'à l'égard de l'idéologie. Le *Droit International Privé Hongrois* de l'auteur publié en trois éditions chez nous et traduit en allemand a aussi été précédé par des notes publiées en deux éditions.

Dès 1956 la culture scientifique du droit international privé et du droit comparé a ouvert une période de prospérité. Des ouvrages de synthèse et des questions de détail alternent avec des monographies. L'ouvrage de l'académicien L. Szabó traite les bases de principe de la culture du droit comparé, mais Gy. Eörsi, F. Mádl, I. Szász et de nombreux autres se présentent aussi avec des traités d'une grande portée.

Le Ministère de la Justice a préparé, avec la participation des professionnels de la science, le projet du code du droit international privé. L'auteur ne voit pas d'inconvénient à ce que ce projet devienne une loi. Il prévoit également la possibilité qu'à la place des nombreux accords bilatéraux d'assistance judiciaire un seul accord multilatéral soit mis au point.

1. Les trente années passées depuis la libération de la Hongrie correspondent à une période des plus dynamiques de l'évolution du pays. Je suis de l'avis que cette constatation n'a pas besoin d'être appuyée par des données statistiques, car elle représente une vérité non seulement connue, mais aussi *vécue* par nous tous. Ce

développement a exercé un effet sur tous les secteurs de la vie de l'État, économique, sociale et scientifique, il a entraîné toutes ses parties, il n'y avait pas et il ne sera pas non plus d'arrêt.

La cadence irrésistible et emportant tout dans ce développement est bien mesurable sur notre évolution légale. Le droit est incliné à la paresse, il reste en arrière, il suit avec un certain retard les changements des rapports fondamentaux – il ne se réveille que si les faits de la réalité l'y obligent. Et tout de même: pendant ces trente ans nous avons créé un nouveau « corpus iuris », à près de quelques exceptions insignifiantes nous avons remis notre système légal d'avant la libération à l'histoire du droit – notre vie est réglementée par des règles adéquates, reflétant les conditions économiques et sociales de nos jours.¹

Par conséquent, notre doctrine a reçue une tâche révolutionnaire: jeter les bases, mettre au point les fondements théoriques socialistes du droit hongrois, et sur cette base lancer la pratique pleine de responsabilité de l'application et de l'interprétation du droit, sélectionner, sauver les idées progressistes de notre système légal d'avant la libération. Il n'est pas dénué de fondement d'affirmer que notre science du droit a pu répondre à cette tâche.

Est-ce que tout ceci concerne le droit international privé hongrois? Est-ce qu'il a tenu le pas avec le développement que la doctrine, la pratique et la législation ont atteint dans le domaine des autres disciplines du droit? Est-ce que je ne considère pas d'une manière univoque et positive les résultats obtenus par d'autres branches du droit pour ne pas susciter le soupçon que je chante également les louanges des professionnels du droit international privé? Pourrions-nous être satisfaits du développement indubitablement effectué dans cette discipline? Je pense de ne pas introduire un ton dissonant dans l'atmosphère solennelle de notre trentième anniversaire en rendant compte non seulement des résultats considérables obtenus, mais en mentionnant également les points sensibles où je ne vois pas que les résultats atteints soient satisfaisants.

2. Après la deuxième guerre mondiale, nous étions témoins que des rapports du droit civil et de commerce ont subi sur le plan international de changements *quantitatifs* sans pareil. La Hongrie n'aurait pas pu élever de six à sept fois sa capacité industrielle par rapport au niveau d'avant la guerre, tenant compte du fait que le pays est pauvre en matières premières, sans que le commerce extérieur n'aurait été multiplié dans une mesure encore plus élevée. La base en matières premières de l'industrie hongroise est tout d'abord le commerce extérieur. En conséquence de notre participation accrue au commerce international, les entreprises de l'État autorisées à exercer le monopole du commerce extérieur sont devenues les sujets des rapports juridiques internationaux en une quantité et en un volume auparavant

¹ Je ne puis m'étendre ici sur la question qu'un tel dynamisme de la législation renferme de gros dangers: en plus d'une quantité superflue de règles de droit il déclenche le volontarisme, la conception erronée selon laquelle il suffit d'inclure en une règle de droit un vœu politique quelconque et il est à l'instant-même exaucé.

inconcevables. Par l'augmentation du nombre des pays indépendants notre commerce extérieur est devenu essentiellement plus large aussi du point de vue géographique.

Ce processus en croissance encore à l'heure actuelle a fait ressentir son effet, au sein du développement de notre droit et de notre jurisprudence déjà peu après la libération. Bien que notre droit positif ne contenait pas des dispositions suffisantes pour trancher les affaires litigieuses du commerce extérieur, notre jurisprudence évolua tout de même, à l'égard du droit applicable une pratique uniforme tenant compte du fait que dans la grande majorité des cas elle considérait le droit du vendeur comme faisant la règle au sujet du contrat.²

Par ailleurs, ce point de rattachement fut adopté en large étendue après la deuxième guerre mondiale et dans nos jours on considère ce principe comme étant accepté sur le plan mondial.³ C'est le mérite de l'Arbitrage près de la Chambre de Commerce de Hongrie que l'unité de la pratique judiciaire et coulant de ce fait, la confiance internationale envers cet organ purent être assurées.

Non seulement le développement efficace de notre commerce extérieur, mais également des circonstances politiques contribuèrent à la croissance numérique des rapports de droit civil à caractère international. De nombreux Hongrois ont émigrés, ils se séparèrent non seulement de leur patrie, mais bien souvent aussi de leurs proches, de leur famille. La Hongrie est dès le début de ce siècle le pays des émigrés; Au début la misère, puis les persécutions, la guerre et finalement l'aliénation de l'idée du socialisme alimentèrent ce processus. Le camp nombreux des émigrants fuyant la misère fut suivi par des gens de situation aisée, voire fortunée, par ceux qui réussirent à sauver à temps une partie considérable de leurs biens ou qui étaient attendus à l'étranger par une existence complète. Les affaires ayant trait au droit de famille, à l'entretien, au droit matrimonial et de succession se multiplièrent – en d'autres mots, la partie considérable des rapports du droit de famille passa au domaine international.

3. En plus de cette croissance explosive – en empruntant un mot à la vogue – du nombre de ces rapports de droit civil de nouveaux liens légaux se présentèrent bien dans le domaine des relations internationales. Des affaires auparavant inconnues ou se produisant seulement en un nombre insignifiant passèrent à l'avant-plan, comme la coopération, le know-how, les investissements des biens étrangers, etc.; en tant qu'affaires incidentes les modalités des divers comptes, de paiement ou les garanties, etc.; Cela revient à dire que le domaine légal s'élargit par de nombreuses espèces d'affaires qui – dans la plupart des cas – ne furent pas réglementées par le droit interne, par des dispositions positives adéquates. Il y eut

² Article 110 des Conditions Générales de Livraisons de 1968 du C. A. E. M.

³ On pourrait avancer en tant que preuve « indirecte » de l'expansion rapide du principe que l'accord de La Haye conclu le 15 juin 1955 par plusieurs pays de l'Europe occidentale qui prévoit l'application du droit du pays du vendeur – en cas du manque de la clause y relative des parties – est entré en vigueur en un délai relativement bref. De nombreux pays signataires se sont pressés pour ratifier l'accord.

même un changement à l'application du mot, à la place de la définition générique « commerce extérieur » il fut introduit « l'économie extérieure » dont le commerce extérieur n'est qu'une espèce. A partir des affaires bancaires jusqu'au tourisme la Hongrie est partout présente dans les échanges internationaux.

Bien entendu, ce développement d'une cadence rapide et sans exemple influence même le travail de notre législation et de notre pratique en politique étrangère. Certaines lois hongroises contenaient aussi auparavant, faute d'un code du droit international privé, des règles de conflit⁴ – semblablement aux nombreux accords internationaux bi- et multilatéraux. Du point de vue d'un code postérieur nous devons considérer un fait important que le décret-loi No 23 de l'an 1952 faisant entrer en vigueur la Loi No IV de l'an 1952, notre loi sur le droit de famille, réglementait les conflits des rapports de droit relatifs au mariage, à la famille et aux mineurs d'une manière cohérente.⁵ En des délais relativement rapides des accords bilatéraux d'assistance judiciaire civile furent conclus avec les pays socialistes, les règles de conflit et de juridiction concernaient tout d'abord les rapports du droit de famille. Notre accession relativement rapide à l'Accord de New York du 20 juin 1956 sur l'exécution de la pension alimentaire à l'étranger se réfère aux problèmes érigeant en conséquence de la séparation des familles hongroises.⁶

4. L'état actuel des relations économiques internationales est moins caractérisé par la constatation que celles-ci se sont énormément accrues quant à leur nombre, qu'elles se sont élargies du point de vue géographique et qu'elles ont subi un changement qualitative ou à mieux dire elles se sont mélangées avec de nouveaux éléments qualitatifs. Elles sont devenues plus compliquées, plus complexes. Sans égard à l'ordre social et économique des pays participants, bien souvent la gestion de l'État ou une certaine intervention par l'État percent à l'avant-plan à ces relations. Or, ceci est effectué avec l'aide du droit, par conséquent la réglementation jusqu'à présent purement reliée au droit civil se mélangea avec des éléments du droit public ce qui contribua en deux directions à la complexité: *foro interno* elles sont mises en valeur par le pouvoir de l'ordre public, mais le juge étranger n'appliquera pas en général de telles règles, car elles n'ont pas un caractère du droit civil. Il suffit peut-être de mentionner les différentes lois sur les devises ou les règles relatives à la planification nationale (aussi bien dans des pays capitalistes!) avec lesquelles les systèmes de licence des importations et des exportations sont également reliés. Le commerce des pays socialistes entre eux repose sur des principes économiques identiques – néanmoins la mesure de l'intervention de l'État est différente –, les sphères des compétences des entreprises alternent pour ainsi dire de pays en pays.

⁴ SZÁSZY, I.: *Magyar nemzetközi magánjog-tervezet* (Projet du droit international privé hongrois). Budapest 1948. p. 37 et seq.

⁵ L'article 227 du décret Nr 1/1974/VI. 27/O. M. émis sur la procédure des autorités tutélaires en connexion avec la Loi No I de l'an 1974 sur la modification du Code de famille contient également une règle de conflit.

⁶ Décret-loi No 53 de l'an 1957.

Afin de résoudre les litiges provenant de ces rapports juridiques et dans leur aspect toujours plus compliqués, les règles de conflit du droit international privé pris au sens classique du mot ne s'avèrent plus comme satisfaisantes. Une hypothèse se fraya un chemin toujours plus large; selon celle-ci les affaires commerciales ou à d'autre motif économiques conclues au sein des relations internationales ne diffèrent pas seulement par « l'élément étranger » s'y trouvant des affaires dites purement internes. Dans l'intérêt de la solution de l'affaire, il ne suffit pas d'appliquer le droit national indiqué par l'élément étranger car ce droit ne contient non plus une solution satisfaisante. C'est en vain que le droit propre considère l'affaire tout entière « interne » – puisqu'il est maintenant déjà devenu indifférent à l'égard de l'élément étranger⁷ – le rapport juridique ne sera pas identique au rapport juridique purement interne. La simple application du droit interne n'offre pas une solution adéquate. C'est par leur *nature de droit* que les rapports juridiques internationaux diffèrent des rapports juridiques civils internes. Ceci est déjà un problème de date récente. Ripert affirmait encore en 1948 que le droit commercial... « c'est un droit de nature internationale », qu'il semblait donc inutile d'avoir une *lex mercatoria* « qui devrait être superposée aux droits locaux ».⁸ De nos jours il n'y a plus de doute qu'une réglementation uniforme du droit matériel sur le plan international est devenue indispensable.

5. A l'égard des rapports juridiques provenant des relations économiques internationales il y a de longue date une tendance selon laquelle la réglementation ne soit pas obtenue par l'application du droit interne (national), mais par la voie de la réglementation du droit *matériel*, adoptée en général sur le plan international. C'est de cette manière que furent conclus les divers accords internationaux multilatéraux qui concernent les différentes espèces du transport des marchandises et des personnes, la protection de la propriété industrielle, le droit d'auteur, les lettres de change, les chèques, etc. Ces conventions – avec l'exception des conventions du droit d'auteur – réglementent les rapports juridiques se présentant en tant qu'affaires incidentes des contrats de vente – alors que le droit commercial international resta non réglementé.

Cela va sans dire que le commerçant est plus prompt que son État. Si les États ne réglementent pas, d'un accord commun, leurs relations économiques pourtant considèrent nécessaire de les développer, mais s'ils ne sont pas capables de prévenir les obstacles se trouvant sur ce chemin, les commerçants eux-mêmes le feront sous la forme des contrats, faisant usage de la liberté contractuelle. En outre des différentes « conditions générales », coutumes, usances des bourses et des affaires professionnelles, des formulaires émis par les différentes entreprises de monopole, les réglementations élaborées par les grandes organisations économiques internationales (CEE, ECAFE, CCI) et considérées comme faisant la règle par la volonté des parties directement contractantes éliminent les conflits des droits nationaux et

⁷ Voir de l'auteur: RENVOI. In: *Questions of International Law*. 1970. p. 197.

⁸ RIPERT: *Traité de droit commercial*. Paris, 1948.

l'application d'un des droits. Ce processus est encourageant dans la mesure où il s'éloigne de la conception en vertu de laquelle par l'application d'un droit interne *quelconque* il serait possible de résoudre n'importe quel litige provenant d'un rapport juridique international. Mais il est inquiétant qu'il s'éloigne en même temps de l'unification, car en principe toute région, toute profession, tout monopole vient de créer lui-même d'une manière autonome ses propres « règles » sous la forme du contrat. Or, en de nombreux cas ce n'est pas le pouvoir de l'État, mais la force économique d'une des parties qui impose le principe du Code Napoléon: le contrat est la loi de ceux qui l'ont conclu. De nos jours la doctrine souligne déjà la conception que les contrats établis de cette manière ont un caractère « autonome », c'est-à-dire leur validité, leur interprétation ne pourraient être jugées sur la base d'un droit national donné. De cette façon un nouveau problème s'est présenté pour les législateurs et la doctrine le nouveau produit récent du droit ou de l'absence du droit: *le contrat sans loi* ou plutôt « hors de la loi ». Jusqu'à ce moment le contrat nous était connu comme une institution et un moyen de l'économie ayant ses racines dans le droit positif. Le seul milieu dans lequel le contrat peut exister et fonctionner c'est le droit. La liberté du contrat correspond elle-même à une *institution juridique*. Et maintenant entre sur la scène le contrat économique international en tant que forme autonome se développant par conséquence de *l'absence* du droit et il dénie le droit duquel il a obtenu la liberté permettant qu'il soit conclu par le consentement des parties. Il dénie les modalités traditionnelles de la décision du contentieux: le contrat ne se trouve plus sous la domination du droit désigné par la règle du droit international privé. A nos connaissances le contrat peut se substituer à la règle dispositive du droit, dans le cas du contrat sans loi la différence entre la force coercitive et la force permissive n'ont plus de sens.

6. Les pays-membres du C. A. E. M. ont déjà reconnu en 1958 la nécessité de la réglementation uniforme, voir déjà plus tôt, en 1951, quand ils avaient élaboré – afin de faciliter l'application bilatérale – en tant que modèle les conditions commerciales générales et uniformes. Les Conditions Générales de Livraison de 1958 et les Conditions réformées de 1968 réglementent par la vigueur de la règle de droit, d'une manière uniforme, la livraison mutuelle des marchandises entre les États-membres.⁹

De cette façon l'incertitude légale, en tant que cause provoquant des obstacles et des difficultés fut éliminée de la voie du commerce interne du C. A. E. M. – mais le manque de la réglementation du commerce international ne diminua pas sur le plan mondial. Le mérite revient au gouvernement hongrois ayant reconnu la voie de la guérison. Sur sa proposition soumise en 1965 à l'Assemblée générale de l'ONU on a établie en 1966 la Commission du Droit Commercial International de l'ONU chargée de coordonner et d'unifier d'une manière progressive le droit commercial

⁹ Celles-ci furent suivies après de longues années, en 1964, par la Convention de La Haye sur l'achat et la vente des objets mobiliers; ce dernier n'entra en vigueur que 8 ans plus tard à l'égard de quelques États.

international. L'incertitude du droit, le caractère divergent des réglementations internes ou l'absence de la réglementation forment un des obstacles du développement des relations économiques fondées sur les avantages réciproques et égales en droits. Suivant la proposition du gouvernement hongrois, l'ONU s'est engagée de faire supprimer cet obstacle.

7. Le développement des relations internationales a donné un grand essor à la doctrine juridique hongroise: il a réveillé l'intérêt aux problèmes du droit international privé et du droit comparé. Ces deux disciplines étaient un domaine négligé par la jurisprudence par ailleurs riche entre les deux guerres mondiales. Il n'y eut comme traité d'une valeur permanent que le *Droit Privé International* de I. SZÁSZY, publié en 1938 et c'est peut-être lui qui fut le seul scientifique de cette même période qui s'occupa des questions du droit international privé et du droit comparé, à savoir pas à titre accessoire.¹⁰

Immédiatement après la libération ce ne furent pas les grandes questions théoriques, mais plutôt les problèmes actuels qui préoccupèrent – d'une façon tout à fait compréhensible – la science du droit: le traité de paix, les biens ravis, l'indemnisation des étrangers, etc.

Or, I. SZÁSZY émit en Hongrois déjà en 1948 son ouvrage intitulé *Projet de loi et motifs du droit international privé hongrois* qui fut suivie par l'insertion en des cahiers de ses cours à l'université. Des cahiers de cours d'université furent aussi publiés par E. FLACHBARTH et M. VILAGHY (les deux en 1951) en matière de droit international privé aux fins de l'enseignement. Quant au bien-fondé théorique ces notes étaient encore dans un état cherchant le chemin. C'est également compréhensible: les étudiants des universités hongroises d'avant la libération commençaient de faire connaissance des bases théoriques et idéologiques du droit socialiste et ceci rendit leurs pas incertains.¹¹ Ceux qui s'intéressaient à la discipline reçurent en 1951 une grande aide: *Le Droit International Privé* de L. A. LUNZ fut traduit en Hongrois et édité. Ceci fut le premier livre écrit par un auteur étranger sur ce sujet qui trouva un éditeur en traduction hongroise. En tout cas, son importance fut surtout qu'il servit un exemple à la synthèse de l'idéologie de la politique étrangère et du droit marxiste. L'œuvre n'était pas sans défauts (son auteur révisa par la suite plusieurs de ses thèses), mais il servit tout de même comme flambeau pour ceux qui cherchaient la bonne route.¹²

8. A partir de ce moment il commença aussi le développement de certaines questions théoriques du droit international privé, comme la juridiction, la nationalisation, l'indemnisation, la clause d'ordre public, le problème de la

¹⁰ BALLA, I. était avocat, hors de ouvrages de SZÁSZY, I. ce n'est que de lui que fut publié sous la forme d'un livre: *Tételes nemzetközi magánjog* – (Le droit international privé positif). – en 1928.

¹¹ FLACHBARTH, E. énonçait par exemple que le juge socialiste ne pourrait appliquer le droit d'un État capitaliste, car le droit socialiste est supérieur. Il ne s'était même pas aperçu de liquider de cette manière le droit international privé.

¹² N'oublions pas qu'en ces temps les erreurs scientifiques étaient aussi risquées: les adjectifs de trotskiste, révisionniste, etc. étaient prêts parmi les moyens de la critique.

qualification, etc. Les juristes hongrois s'activèrent d'une manière éclatante. Ceci fut manifesté non seulement par les éditions du droit, mais aussi par notre adhésion et par notre participation active aux travaux de l'International Law Association (I. L. A.) par notre adhésion aux conférences scientifiques internationales, par les études publiées en langues étrangères, etc. La section du droit international privé de l'Association des Juristes Hongrois aboucha heureusement les professionnels théoriques du droit commercial international avec les conseils juridiques fonctionnant dans le commerce extérieur et avec d'autres juristes de la pratique. Les volumes d'études de cette section, parus en langue hongroise, *Problèmes juridiques dans le commerce extérieur*, traitent dans des études précieuses les problèmes de ce domaine juridique et on ne pourrait que regretter l'interruption de cette série utile, même si nous sommes un peu consolés en voyant l'intérêt inlassable et les exigences scientifiques par lesquels les membres de cette section continuent de s'occuper avec des problèmes juridiques. Je tiens mentionner en ce lieu que la section hongroise de l'I. L. A. publie, sous le titre *Questions of International Law*, en langues anglaise et française, de volumes d'études à l'occasion des conférences biennales de l'Association, ces volumes contiennent également des études concernant le droit international privé. Le niveau de ces volumes est témoigné par l'intérêt manifesté de la part des juristes étrangers lors de la réception des volumes, voir – si on pouvait appliquer une telle expression – ils les réclament avec instance.

Le *Droit International Privé* de l'auteur du présent article fut d'abord publié en deux éditions comme cahiers de cours d'université, ensuite de 1956 à 1961 sous la forme d'un livre en trois éditions hongroises et en une édition allemande. Ce traité s'est efforcé d'énoncer sur la base de la conception du droit socialiste hongrois les principes du droit international privé hongrois considérés comme valables de nos jours. En même temps l'auteur est aussi au courant du fait que le livre ne pourrait satisfaire les exigences de la vie juridique que si les professionnels, les juges et les avocats l'utilisent avec effet.

9. Après 1956 s'ensuivit la période d'un nouvel essor. Les relations internationales du pays se déployèrent et la nouvelle génération des juristes était devenue adulte, celle qui avait déjà obtenu une formation par la voie des études de la conception et du droit socialistes. La sphère de leurs intérêts et les domaines de leurs recherches embrassent tous les secteurs de la vie économique internationale et les résultats de leurs études apportent non seulement une couleur, mais également un niveau à notre littérature de droit. En outre, l'activité de la « première » génération n'a non plus diminué. A côté des problèmes de synthèse (unification du droit, droit de procédure, cour d'arbitrage, brevets d'invention, etc.) apparaissent des études sur des questions de détail (comme les licences, les garanties, les contrats de représentation, la responsabilité accessoire, la concurrence déloyale, les marques de fabrique et de commerce, etc.)

I. SZÁSZY se présente à nouveau avec un ouvrage de valeur générale: il met au point les aspects du droit international du travail; des ouvrages de synthèse sont aussi

écrites par I. MEZNERICS qui traite le droit des paiements internationaux par des ouvrages connus également à l'étranger. Ils apparaissent également des auteurs jeunes, en partie ceux qui travaillent dans autres domaines du droit, mais dont le travail demande aussi la solution des problèmes internationaux. Je mentionne ici les travaux de GY. BOYTHA, F. MÁDL, A. HARMATHY, I. VIDA, I. TIMÁR – en restant injuste à l'encontre des auteurs qualifiés dont il m'est impossible de mentionner les noms dans le cadre de cet article.¹³

10. La constitution de la commission du droit commercial de l'ONU renforce l'intérêt envers l'unification juridique, cette fois-ci à l'égard de l'unification du droit sur le plan mondial. Ce but rend nécessaire de trouver des règles juridiques qui seraient conformes et applicables tant pour les pays socialistes que capitalistes et pour les pays en voie de développement. Est-ce que cela sera possible? Le droit – de bonne raison nous l'affirmons – ne peut être plus développé que sa base constituante; mais il y a aussi l'exigence qu'il reflète d'une manière adéquate son fondement: non seulement une société sous-développée ne saurait que faire d'un droit apte à une société développée, mais la société développée ne viendrait à bout de l'application d'un système de règles primitif ou rudimentaire. Or, cette thèse n'est que la règle des sociétés de trouvant en différents degrés du développement, supposés étant isolées les unes des autres. La totalité des pays participe au commerce mondial et cette multitude des participants se trouve encore dans un état où la réglementation du point de vue des rapports économiques se produisant entre eux manque. Ce que nous appelons à l'heure actuelle étant uniformément réglementé ne correspond qu'à un fragment des rapports juridiques – voire de telles règles « uniformes » ne sont mises en valeur que dans une partie des États. N'importe quel ordre est mieux que le chaos: c'est cette reconnaissance qui s'abrite derrière la résolution de l'ONU et c'est ce discernement qui aboutira – au prix de travaux prolongés et tenaces – à des résultats.

La Hongrie participe d'une manière active dans les travaux de la commission du droit commercial international de l'ONU. De nombreux rapports d'un niveau élevé ont vu le jour concernant l'activité de la commission et des comités de travail établis par elle, tranchant de questions pratiques et théorique reliées à l'unification et à la coordination du droit. La commission fonctionne depuis huit ans, la Hongrie participe à ses travaux dès le début; c'est de plein droit que la publicité des juristes hongroises a le sentiment d'une lacune puisqu'aucun rapport cohérent n'a été fait jusqu'à présent sur les effets de ces huit ans.

¹³ L'enrichissement soudain de la littérature traitant ce domaine du droit est bien illustré par la publication *Bibliography of Hungarian legal literature 1945–1965*. Réd.: NAGY, L. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966. 315 p., ainsi que par les bibliographies publiées couramment dans les volumes des *Acta Juridica*. Des publications antérieures traitent la littérature du droit international privé en tant que 9ème ou 10ème sous-titre du chapitre intitulé « Droit Civil », en une étendue d'une à deux colonnes. Le sous-titre du volume de 1964–1966 s'étend à plusieurs pages, le volume de 1967–1969 énumère déjà en tant que chapitre spécial, sur 10 pages, la littérature de la période en question.

11. Les efforts visant à l'unification sur le plan mondial prêtèrent un nouvel élan au droit comparé. Bien entendu, la science du droit comparé n'était pas inconnue jusqu'à ce moment, sa culture, son application en tant que ses méthodes furent nécessaires dans toutes les branches de la doctrine. Ceci ne se fit pas dans l'étendue caractérisant la science du droit bourgeois où – en recourant à l'expression de I. SZABÓ – la doctrine du droit comparé « proliféra », mais il n'y eut non plus une théorie stable et pour cette raison les professionnels du droit comparé venaient très souvent à l'idée de comparer des thèses non comparables. Afin d'éviter la constatation des « conclusions erronées », des « similitudes apparentes » I. SZABÓ énonça dans son ouvrage intitulé *La science du droit comparé*¹⁴ les bases de principe du droit comparé, en démontrant qu'au cas de la comparaison avec le droit socialiste c'était la ressemblance, et en cas du droit capitaliste c'était la différence qui devait être soulignée en premier lieu.¹⁵ La validité de cette thèse n'est pas ébranlée par le fait que lors des comparaisons effectuées avec *le but de l'unification*, l'idée principale est de chercher des ressemblances, sans égard aux divergences entre les ordres sociaux et économiques, car telles similitudes peuvent contribuer à trouver des solutions uniformément acceptables.¹⁶ Il est plus facile de faire accepter un texte qui exprime des règles connues et adoptées dans une partie considérable des droits vivants que de rechercher des solutions nouvelles pour tous, en craignant un compromis.

Par conséquent, ce sont des objectifs pratiques qui inspirent les travaux littéraires s'élargissant sans cesse au sujet de la comparaison. Szászy, Eörsi, Meznerics, Harmathy et de nombreux autres publient les résultats de leurs recherches de comparaison tant dans des revues hongroises qu'étrangères. Ces travaux sont consacrés aux buts pratiques et théoriques quand ils font connaître les traits principaux de divers systèmes juridiques étrangers.¹⁷ Un ouvrage éminent en ce domaine est le livre de F. MÁDL intitulé *Le droit de la Communauté Économique Européenne* qui offre un exposé détaillé du système juridique régissant cette grande intégration, en tenant compte tant des points de vue théoriques que pratiques. Enfin, mentionnons le traité excellent de Gy. Eörsi *Droit Civil Comparé* dont la partie ayant le sous-titre *Les types des droits, les groupes des droits et les voies du développement juridique* tranche les systèmes du droit civil des pays socialistes, capitalistes et en voie de développement.¹⁸

¹⁴ *Kritikai tanulmányok a modern polgári jogelméletéről* (Études critiques sur la théorie de droit civil moderne, rés. français). Budapest, Akadémiai Kiadó, 1963. p. 41 et seq.

¹⁵ Op. cit. p. 70

¹⁶ SZABÓ, I. écrit : « On ne pourrait considérer comme science ou science autonome l'activité effectuée sous le titre de la doctrine du droit comparé qui suit... exclusivement des objectifs pratiques ». Op. cit. p. 59.

¹⁷ Comme par exemple: EÖRSI, GY.: *A skandináv jogról és jogtudományról* (Du droit et la science du droit scandinaves). MTA Állam- és Jogtudományi Intézete, Polygr. 1974. p. 119

¹⁸ Tous les deux publiés en langue hongroise par: Akadémiai Kiadó, le traité de MÁDL fut édité en 1974, celui d'EÖRSI en 1975.

12. L'élaboration d'un projet sur le droit international privé fut un moment important quant au développement du droit international privé hongrois. Suite à la proposition du ministre de la Justice une commission composée de juristes de la jurisprudence, des universités et de la pratique mit au point un projet détaillé. Au cours des travaux de plusieurs années un certain nombre de questions contestées fut élucidé, non seulement à l'égard de la jurisprudence mais aussi en ce qui concerne la juridiction. Vraiment, si un projet était rédigé en voie officielle afin de régler juridiquement un domaine auparavant hors de la réglementation, l'effet s'en fera ressentir tôt ou tard aussi dans la pratique. Il nous paraît qu'il n'y ait pas d'obstacles principales ou politiques à ce que le projet soit promulgué, tout de même il subit un retard. Le renforcement de la légalité exigerait également que le code uniforme fasse cesser la dispersité actuelle des règles de droit en vigueur et, à l'égard d'autres rapports juridiques, le manque total d'un arrangement. La codification des règles, la position sur une base stable des principes de droit déjà adoptés ne pourraient signifier un risque supérieur à celui de l'absence de la réglementation. Nous espérons toutefois que la rédaction de ce projet ne sera pas une station importante de notre droit, mais seulement un arrêt facultatif.

13. Je viens de mentionner dans le cadre de cet aperçu que nous avons des accords d'assistance judiciaire en matière de droit civil avec tous les pays socialistes qui, tenant compte de leur objet, influencent plutôt des cas relatifs au droit de famille et moins de règles à l'égard des relations économiques incluses à des accords spéciaux. Ces conventions sont bilatérales ce qui permet de prendre en considération les points de vue spécifiques des parties contractantes. A mon avis il vaudrait la peine de considérer le fait que *chaque* pays socialiste a conclu un accord bilatéral avec *chacun des autres* pays socialistes. Ceci a mené à un grand nombre (superflu) des accords qui pourrait être essentiellement réduit par *un* seul accord d'assistance judiciaire civile socialiste multilatéral. Je résiste à la tentation de parler en détails des possibilités ainsi offertes, mais il semble être actuel qu'après trente ans une initiative soit faite afin d'*unifier* les plusieurs douzaines d'accords et de les rédiger en un accord multilatéral. Bien entendu, ceci devrait être précédé par un travail comparé qui procéderait à la comparaison des ressemblances et des divergences de tous les accords bilatéraux.

14. Ces travaux, et, en outre, la coordination des systèmes de droit socialistes, l'unité des décisions rendus au cours des échanges de marchandises internationaux seraient grandement avancés par une revue pratique et théorique publiée *en commun* par les instituts de la science politique et du droit des pays socialistes. La publication, l'analyse des règles de droit et des jugements dans le cadre du C.A.E.M. concernant l'activité économique des pays-membres, ainsi que l'exposé des questions scientifiques y relatives pourrait bien sûr contribuer à l'évolution harmonieuse de notre droit.

15. Il est impossible de comparer le développement du droit international privé hongrois au cours des dernières trente années aux résultats d'une période

quelconque du passé. L'intérêt mince et provenant plutôt du plaisir du passe-temps que de l'avidité du savoir se manifestant avant la libération à l'égard de cette branche de la doctrine ne pourrait même pas être considéré comme de début duquel il se développa, après la libération, notre discipline d'un niveau contemporain. Notre riche littérature d'aujourd'hui du droit international privé traitant toutes les questions de détail du droit civil, du droit de famille et du droit de travail n'exista ni à l'état embryonnaire dans notre science de droit avant la libération. Le déploiement de nos relations internationales sans pareil donna une impulsion qui lança le développement esquissé ci-haut, créa sa propre doctrine et nous remit la longue liste des professionnels de cette science. Les universités continuent entretemps la formation des professionnels futurs de cette branche du droit et peut-être pourrait-on aussi mesurer notre évolution en affirmant que la culture du droit international privé n'est plus un « loisir », mais elle sert à un but d'une importance vitale, elle n'est pas un monopole, car chaque juriste doit connaître et comprendre ce domaine du droit au sein des rapports juridiques devenus internationaux.

Dreißig Jahre Internationales Privatrecht

von

L. RÉCZEI

Als Ergebnis der dynamischen Entwicklung des Rechts in den Jahren nach dem zweiten Weltkrieg entstand – wie der Verfasser feststellt – ein neues, sozialistisches *corpus iuris*, das somit das frühere Rechtssystem der Rechtsgeschichte überließ. Auch die Wissenschaft des Internationalen Privatrechts und der Rechtsvergleichung durchlief eine bedeutende Entwicklung obwohl die Rechtssetzung auf diesem Gebiete noch keine befriedigende Arbeit vorweisen kann.

Im Vergleich zur Epoche zwischen den zwei Weltkriegen sind die ungarischen Außenhandelsbeziehungen in den Nachkriegsjahren nicht nur zahlenmäßig und territorial beträchtlich angewachsen, sondern infolge anderer, neben dem Warenhandel sich entwickelten internationalen wirtschaftlichen Rechtsverhältnisse noch viel komplexer geworden. Infolge der seit Anfang des Jahrhunderts andauernden Emigration ist ein bedeutender Teil auch der familien-, ehe- und erbrechtlichen Beziehungen international geworden.

Obwohl die neuen familienrechtlichen Normen für den Fall von Kollisionen entsprechende Lösungen enthalten und in den wirtschaftlichen Beziehungen die Anwendung des Rechts des Verkäufers die Oberhand gewann, bieten die inneren Gesetze in internationalen Angelegenheiten heute keine adäquate Lösungen mehr. Es besteht also die Notwendigkeit einer Vereinheitlichung des Rechts des internationalen Handels.

Die Entwicklung der internationalen Beziehungen hat auf die Rechtswissenschaftler eine große Wirkung ausgeübt. Auf dem Gebiet des Internationalen Privatrechts und der Rechtsvergleichung trat die wissenschaftliche Tätigkeit in den Vordergrund. Den Gegenstand der wissenschaftlichen Analyse bildeten anfangs die Zuständigkeit, Verstaatlichung, Entschädigung usw. als aus dem Friedensvertrag und der Wiederherstellung der Volkswirtschaft folgende Probleme. Später führten die praktischen Probleme des Außenhandels zur Ausarbeitung verschiedener Detailfragen. Die ungarische Rechtswissenschaft ließ sich auch vor internationalen Foren vertreten, ihren fremdsprachigen Publikationen gegenüber wuchs das Interesse immer mehr.

Den umfassenden Werken über das Internationale Privatrecht gingen die Skripten voran, die aber sowohl aus wissenschaftlicher wie auch aus ideologischer Sicht erst das Forschen nach neuen Wegen spiegelten. Auch der Verfasser veröffentlichte Skripten in zwei Auflagen, bevor sein Werk „Ungarisches Internationales Privatrecht“ in drei ungarischen und einer deutschen Auflage erschien.

Der wahre Aufschwung des Internationalen Privatrechts und der Rechtsvergleichung begann nach 1956. Es erscheinen umfassende und Einzelfragen besprechende Werke und Monographien. Die prinzipiellen Grundsätze der Rechtsvergleichung werden in der Monographie des Akademikers Imre

Szabó besprochen, doch bedeutende Fragen besprechen in ihren Werken auch Gyula Eörsi, Ferenc Mádl, István Szászy und viele andere noch.

Der Entwurf des Gesetzbuches des Internationalen Privatrechts wurde vom Justizministerium bei Einbeziehung von Wissenschaftlern fertiggestellt. Der Verfasser vertritt die Meinung, daß kein Hindernis bestehe, diesen Entwurf zu einem Kodex zu erheben. Er sieht auch die Möglichkeit dazu, zwischen den sozialistischen Ländern statt zahlreichen bilateralen Rechtshilfeabkommen ein multilaterales Abkommen ausarbeiten zu können.

Тридцать лет истории международного частного права

Л. РЕЦЭИ

Автор устанавливает, что после второй мировой войны в результате динамического развития права новый социалистический «корпус юрис» возник и правовая система предыдущего периода перешла в историю права. Науки международного частного права и сравнительного права развивались тоже в крупных размерах, хотя правотворчество в этой области пока еще не имеет достаточных результатов.

По сравнению с периодом между двумя мировыми войнами после второй мировой войны внешнеэкономические связи Венгрии расширились не только с количественных точек зрения и имея в виду охваченные ими территории. Они стали более комплексными тем, что наряду с торговлей товарами иные международные экономические правоотношения также возникли. Вследствие эмиграции, продолжавшейся с начала нашего века, значительная часть брачно-семейных и наследственных правоотношений тоже стала международной.

В новых семейных законодательных актах содержатся и формы разрешения, имеющие характера коллизии, а в экономических отношениях применение права продавца получило преимущество. Однако внутренними законами ныне уже не обеспечено адекватное разрешение международных дел и поэтому право международной торговли нуждается в унификации.

Развитие международных отношений оказало большое влияние и на ученых-юристов. На передний план выдвинулось занятие международным частным правом и сравнительным правом на научном уровне. Вначале предметом научного анализа явились проблемы, связанные с заключением мира и восстановлением народного хозяйства (например подсудность, национализация, компенсация [возмещение убытков]).

Впоследствии практические вопросы внешней торговли привели к разработке отдельных частных вопросов. Представители венгерской юридической науки присутствовали в работе международных форумов и труды венгерских юристов на иностранных языках стали известными.

Охватывающему изучению международного частного права предшествовало издание учебных пособий. Для них характерно искание путей как в научном так и идеологическом аспектах. Например выход в свет учебного пособия данного автора в двух изданиях тоже предшествовал изданию его монографии о венгерском международном частном праве два раза на венгерском и раз на немецком языках.

Начиная с 1956 года научная деятельность в области международного частного права и сравнительного права оживилась. Принципиальные основы занятия сравнительным правом изложены в монографии академика Имре Сабо, но появились крупные труды и Дьюлы Эрши, Ференца Мадла, Иштвана Саси и других ученых.

С привлечением ученых был подготовлен в министерстве юстиции проект международного частноправового кодекса. Автор считает, что не имеются трудностей, чтобы проект кодекса был утвержден законом. Он считает возможным и то, чтобы вместо многочисленных двусторонних соглашений, заключенных между социалистическими странами о правовой помощи, было разработано единственное многостороннее соглашение.

Weg und Perspektiven der ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft

von

Prof. L. SZAMEL
Universität Pécs

Der Aufsatz betont in der Einleitung die Richtigkeit dessen, daß die Staatsverwaltung das Forschungsthema verschiedener Wissenschaften sein muß, wodurch diese Wissenschaften selbst zu Verwaltungswissenschaften werden. Gleichzeitig unterstreicht er, daß die Verwaltungsrechtswissenschaft unter diesen Wissenschaften einen würdigen Platz einnehmen muß.

Die ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft gestaltete sich entscheidend unter deutschem Einfluß und folgte mit einer bedeutenden Phasenverschiebung deren Richtungen. Deshalb sind in der bürgerlichen ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft sowohl die im Zeichen des anfänglichen, wie auch die des späteren Positivismus entstandenen Werke aufzufinden, aber sie reagierte verhältnismäßig schnell auch auf die verwaltungsrechtliche Dogmatik. Die wertvollsten Produkte der bürgerlichen ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft sind rechtsdogmatische Werke. Der Aufsatz trachtet von der bürgerlichen ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft ein umfassendes Bild zu geben, und dieses durch die Zusammenstellung eines Katasters der Werke der hervorragenderen Autoren zu illustrieren und zu beweisen.

Nach dem zweiten Weltkrieg schlug die ungarische Verwaltungswissenschaft und innerhalb deren die Verwaltungsrechtswissenschaft in weltanschaulicher und politischer Hinsicht entschieden eine neue Richtung ein; ansonsten war sie aber durch die Suche neuer Wege gekennzeichnet und vermag keine bedeutenderen wissenschaftlichen Ergebnisse aufzuweisen. Der Aufsatz erörtert dessen Ursachen.

Seit dem Jahre 1957 belebte sich innerhalb der Verwaltungswissenschaft in erster Linie die Verwaltungsrechtswissenschaft, die aber in keine Richtung der bürgerlichen Verwaltungsrechtswissenschaft eingereiht werden kann. Der Aufsatz trachtet die ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft der vergangenen zwei Jahrzehnte zu charakterisieren und zählt deren wichtigste Forschungsthemen und Ergebnisse auf.

Das umfangreichste letzte Kapitel des Aufsatzes skizziert jene Aufgaben, die vor der ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft stehen. Von diesen gibt er eine Übersicht in der Gruppierung um die Themen der Rechtsverhältnistheorie, der juristischen Person im Verwaltungsrecht, der Lehre der Verwaltungsakte, von näher der Wirtschafts- und Unternehmenslenkung (Aufsicht) als juristisches Mittel dienenden Akte, des Arbeitsverhältnisses der Werktätigen in der Staatsverwaltung und der Rechtsanwendung in der Staatsverwaltung.

I

Die Entwicklung der sozialistischen Staatsverwaltungswissenschaft kann in den vergangenen anderthalb Jahrzehnten dadurch gekennzeichnet werden, daß die Staatsverwaltungsrechtswissenschaft ihre über zwei Jahrzehnte genossene beinahe monopolistische Stellung verloren hat und es schließen sich verschieden bezeichnete (organisatorische, leitungstheoretische, soziologische usw.) verwaltungswissenschaftliche Richtungen an oder zumindest sind im Begriffe sich anzuschließen. Ihr Gegenstand ist nicht ausschließlich die Staatsverwaltung. Soweit sie aber ihre Forschungen auch auf die Staatsverwaltung erweitern, oder zu ihrem Gegenstand

gänzlich, bzw. primär die Staatsverwaltung wird, – so können wir sie mit gutem Recht zu den Staatsverwaltungswissenschaften zählen.

Das Auftreten dieser Richtungen in der sozialistischen Staatsverwaltungswissenschaft ist nicht als eine negative Erscheinung zu betrachten. Ganz im Gegenteil: ihr Erscheinen und ihre Ergebnisse förderten die wissenschaftlich begründete Entwicklung der Verwaltungsorganisation und deren Tätigkeit, – ohne darüber zu sprechen, daß von ihrer Entfaltung in weitem Umfang das Erarbeiten noch zahlreicher Werte zu erwarten ist. Jene Befürchtung ist aber in diesem Zusammenhang nicht unbegründet, daß sie *bei ihren Forschungen die juristische Seite der Staatsverwaltung zu Unrecht vernachlässigen*; sie nehmen nicht in Betracht, daß die Staatsverwaltung eine rechtlich geregelte Organisation und Tätigkeit ist und es auch bleiben muß. Am auffallendsten ist das bei der sog. entscheidungstheoretischen Richtung zu beobachten, die offen oder stillschweigend der Meinung ist, daß man in der Verwaltung eine *optimale Entscheidung* treffen muß, und das darf dadurch nicht gehindert werden, *daß die Verwaltung juristisch geregelt ist*. Von da braucht man nur einen Schritt zu tun um die Theorie zu akzeptieren, daß jede Verwaltung, und insbesondere auch die Staatsverwaltung, „frei“ d. h. rechtlich ungebunden sein muß.

Ohne weitere Argumentation erlauben wir uns die Feststellung, daß *unter den die Staatsverwaltung behandelnden Wissenschaften die Verwaltungsrechtswissenschaft auch im weiteren einen würdigen Platz einnehmen muß*. Wir möchten hier zur Unterstützung unserer These nur soviel erwähnen, daß die sozialistische Staatsverwaltung nicht auf Kosten der Gesetzlichkeit, sondern mit ihr zusammen erfolgreich (wirksam) sein muß. Unter den Komponenten, deren Resultante die Wirksamkeit ist, müssen auch das Recht, bzw. die Rechtsinstitute dabei sein. Deren wissenschaftliche Untersuchung ist aber die Aufgabe der Verwaltungsrechtswissenschaft, die sie unter den ständig sich ändernden Bedingungen des Aufbaus des Sozialismus, bzw. des Kommunismus zu besorgen hat. Das muß deshalb betont werden, weil jene schon ursprünglich fehlerhafte Annahmen zurückzuweisen sind, als ob die sozialistische Verwaltungsrechtswissenschaft hinsichtlich irgendwelchen Rechtsinstituts in Formeln für die Ewigkeit denken und eine einmal als gelöst betrachtete Frage endgültig als abgeschlossen betrachten könnte.

Was nun die ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft betrifft, so sind wir noch sehr weit davon entfernt, daß wir deren volles System als ausgearbeitet betrachten könnten.

Die ungarische Staatsverwaltungswissenschaft aus der Zeit vor der Befreiung ist nur ein Vorereignis der sozialistischen, sie ist aber kein Vorgänger der jetzigen, obwohl einige deren Werte nicht abgewiesen, ja sogar verwendet werden. Dieser letztere Umstand macht es notwendig in unserem Aufsatz nicht nur die sozialistische Verwaltungsrechtswissenschaft zu behandeln, sondern auf die gesamte ungarische Staatsverwaltungsrechtswissenschaft zurückzublicken. Das Hauptziel ist aber zu zeigen, wo die sozialistische ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft steht und in welche Richtung sie weiterschreiten muß.

II

1. Die ersten Boten der ungarischen bürgerlichen Verwaltungswissenschaft erschienen in den 70-er Jahren des vergangenen Jahrhunderts, und zwar mit einem guten Jahrhundert hinter der westeuropäischen Entwicklung zurückgeblieben. Infolge der deutschen Orientierung hat diese Verwaltungswissenschaft als Verwaltungsrechtswissenschaft ihren Weg eingeschlagen und blieb, abgesehen vom einzigen, als Verwaltungslehre bezeichneten Versuch von Győző Concha, sowie von der Tätigkeit nicht juristischer Art von Zoltán Magyary und seiner Schule, durchgehend eine Verwaltungsrechtswissenschaft.

Die Tätigkeit der ersten Bearbeiter des Verwaltungsrechtes, der Anhänger der sog. rechtserkenntnistheoretischen Richtung, weist nur insofern eine gewisse Bestrebung in Richtung der Wissenschaftlichkeit auf, daß sie die Systematisierung des Rechtsmaterials aufgrund irgendeines Prinzips durchführen wollte.¹ Als erster ist Kálmán Csiky darüber hinweggekommen,² der sich stark dem verwaltungsrechtlichen Positivismus näherte, welcher sich bei uns ein wenig nur dann entwickelte, als diese Richtung im Westen Europas bereits in der Defensive gegen die Verwaltungsrechtsdogmatik war.

2. Der *verwaltungsrechtliche Positivismus* brachte in der europäischen kontinentalen Verwaltungswissenschaft im Vergleich zu der späten Polizeiwissenschaft insofern neues, daß er sich von der Staatsrechtswissenschaft trennte und die Untersuchungen nur auf jenes Rechtsmaterial erweiterte, das sich außerhalb der konstitutionellen Regelung befand. Diese Richtung bildete sich überall als Kathederwissenschaft aus, was sich hauptsächlich darin widerspiegelt, daß ihre Anhänger mit Lehrbüchern aufgetreten sind. Die positivistische Monographieliteratur erschien erst nach Vordringen der Verwaltungsrechtsdogmatik, und zwar mit Werken, die das gesamte Recht je eines Verwaltungsrechtszweiges in irgendeinem System darlegen wollten. Diese Werke können aber in reinem Sinne des Wortes nicht mehr als positivistisch bezeichnet werden, da sie sich einerseits auf die Ergebnisse der rechtsdogmatischen Literatur stützen, andererseits gingen sie in historische Analysen und verwaltungspolitische und rechtspolitische Bewertungen ein, deren Aufnahme in die positive Rechtslehre seitens der verwaltungsrechtlichen Positivisten in ursprünglichem Sinn eindeutig abgewiesen wurde.

In den Werken, die im Zeichen des Positivismus verfaßt wurden, suchen wir vergebens einen allgemeinen Teil in heutigem Sinn. Das Wesen des theoretischen Standpunktes der verwaltungsrechtlichen Positivisten ist nämlich der, daß das Verwaltungsrecht sehr heterogen ist, daraus keine Rechtsinstitute abgeleitet werden

¹ BONCZ, F.: *A magyar közigazgatási törvénytudomány kézikönyve* (Handbuch der ungarischen Verwaltungswissenschaft). Budapest, 1876. GRÜNWARD, B.: *A törvényhatósági közigazgatás kézikönyve* I–III köt. (Handbuch der Munizipalverwaltung Bd. I–III). Budapest, 1880.; FÉSÜS, GY.: *A magyar közigazgatási jog kézikönyve* (Handbuch des ungarischen Verwaltungsrechtes). Budapest 1880.

² CSIKY, K.: *A magyar állam közigazgatási joga* (Verwaltungsrecht des ungarischen Staates). Budapest, 1888.

können, die auf die ganze Staatsverwaltung bezogen werden können. Deshalb gehen die positivistischen Werke nur sehr kurz und eklektisch auf die mit der Verwaltung und dem Verwaltungsrecht in Zusammenhang stehenden Grundbegriffe (Begriff der Verwaltung und des Verwaltungsrechts; Gliederung der Verwaltungstätigkeit, usw.) ein. In dieser Hinsicht weist übrigens der verwaltungsrechtliche Positivismus eine starke Streuung auf. Der *anfängliche Positivismus* geht namentlich bezüglich der Grundbegriffe über den Begriff der Verwaltung und des Verwaltungsrechtes beinahe nicht hinaus, der *späte Positivismus* dagegen, der sich nach dem Vordringen der Verwaltungsrechtsdogmatik gewissermaßen überlebt hatte, konnte die Ergebnisse der Dogmatik nicht ganz außer Acht lassen. Deshalb ist der Kreis der Grundbegriffe in den späten positivistischen Werken schon stark ausgedehnt und es sind darin Themen enthalten, die dem klassischen Positivismus vollkommen fremd waren (Rechtsverhältnis, subjektive Rechte im Verwaltungsrecht; Verwaltungsakte, usw.).

Für die Literatur der frühen positiven Verwaltungsrechtslehre war es kennzeichnend, daß im Zusammenhang mit einer gegebenen Gruppe des Rechtsmaterials die Verwaltungsaufgabe nur angedeutet wurde, die von den Verwaltungsorganen durch die Anwendung des Rechtsmaterials gelöst werden mußte. Darüber hinaus ist man höchstens in die Darlegung und Interpretation der Rechtsregeln eingegangen. Dagegen ist beim späten Positivismus eine entschiedene Bestrebung zu beobachten, eine eingehendere Beleuchtung der Verwaltungsaufgaben durchzuführen, und näher zu beweisen, daß der betreffende öffentliche Bedarf in den Aufgabenkreis der Verwaltung eingeordnet werden muß (manchmal zur Unterstützung des gegensätzlichen Standpunktes). Auch von diesen Werken fehlt die systematische und eingehende Beschreibung des positiven Rechtes nicht, auch nicht die Interpretation des Rechtes. Sie überschreiten den frühen Positivismus, neben der verwaltungspolitischen Bewertung im Zusammenhang mit den Verwaltungsaufgaben, hauptsächlich dadurch, daß sie die rechtliche Regelung auch einer rechtspolitischen Bewertung unterwerfen. Deshalb behaupten viele – und nicht ganz unbegründet – daß der verwaltungsrechtliche Positivismus auf dem Gebiete *der Entwicklung der Verwaltungspolitik und der Verwaltungsrechtspolitik* unvergängliche Verdienste hat. Auch darin, daß er durch systematische Bearbeitung des Verwaltungsrechtes den Boden für die verwaltungsrechtliche Dogmatik vorbereitet hat.

3. Nach der obigen allgemeinen Charakterisierung des verwaltungsrechtlichen Positivismus haben wir nur sehr wenig über dessen Erscheinungsform in Ungarn zu sagen. Wie wir es schon erwähnt haben, erschien diese Richtung bei uns, als sie in Westeuropa im wesentlichen bereits überschritten war.

Der ungarische verwaltungsrechtliche Positivismus erkennt zwar in dieser historischen Situation, daß das Verwaltungsrecht ebenso eine Dogmatik haben kann, wie die anderen rechtswissenschaftlichen Zweige, aber er nimmt die um die Jahrhundertwende schon bedeutenden Ergebnisse der verwaltungsrechtlichen

Dogmatik nicht zur Kenntnis. (Ebenso weist er die Verwaltungslehre, als einen Bestandteil der politischen Wissenschaft, ab, der nichts mit der Verwaltungsrechtswissenschaft zu tun hat.)

Der verwaltungsrechtliche Positivismus herrschte von der Jahrhundertwende bis zur zweiten Hälfte der 20-er Jahre in der ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft, trotzdem, daß sehr wenige es waren, die sich starr an diese Richtung gehalten hätten. Diese Tatsache ist dem führenden Vertreter des ungarischen verwaltungsrechtlichen Positivismus, Károly *Kmety*, seiner persönlichen Position und seinem Einfluß zuzuschreiben.³ Außer ihm hatte die Richtung nur einen bedeutenden Vertreter: Ede *Márfy*, bei dem aber der Positivismus schon mit der Rechtsdogmatik vermischt erscheint.⁴

Während der hiesigen Glanzzeit des verwaltungsrechtlichen Positivismus, als einer Kathederwissenschaft, sogar dazu parallel, erscheinen in der Literatur die *ersten Zeichen der Verwaltungsrechtsdogmatik*. Unter den gegebenen Kräfteverhältnissen nähern sich die Bearbeiter der Verwaltungsrechtswissenschaft jedenfalls nur zögernd und unsicher der neuen Richtung. Das widerspiegelt sich darin, daß sie meistens nur kurz und skizzenhaft auf die grundlegenden Institute des Verwaltungsrechtes (Rechtsverhältnis, subjektive Rechte, Verwaltungsakt, usw.) eingehen und darüber hinaus eine positive Verwaltungsrechtslehre schreiben (Ferenc *Vasváry*, Viktor *Jászi*, Elek *Boér*).⁵ Daran ändert auch die Tatsache nicht, daß sich unter den Verfassern, die die Verwaltungsrechtsdogmatik berühren, auch solche befinden, die die theoretische Erörterung der Verwaltungsinstitute als Hauptaufgabe betrachteten (obzwar sie diese Aufgabe nicht erfüllten, wie Viktor *Jászi*), auch ein solcher sogar, der sich ausgesprochen für die sog. juristische Methode von Otto *Mayer* ausspricht (Elek *Boér*), obwohl er daneben die verwaltungstheoretische und positiv-verwaltungsrechtliche Bearbeitung des Materials für notwendig hält und verspricht (aber nicht durchführt).

4. Das Auftreten der *Verwaltungsrechtsdogmatik gegen Ende des vergangenen Jahrhunderts* brachte tatsächlich eine Revolution in der Verwaltungsrechtswissenschaft mit sich. Der verwaltungsrechtliche Positivismus (meistens auch dessen endgültige und entwickeltste Variante) ging dem Wesen nach daraus aus, daß zwischen dem Verwaltungsorgan und dem Staatsbürger ein *Machtverhältnis* besteht, das zwar durch die rechtliche Regelung gemildert, dieser Charakter aber nicht aufgehoben wird. Dagegen faßte die Verwaltungsrechtsdogmatik die verwaltungsrechtlich geregelten gesellschaftlichen Verhältnisse als *Rechtsverhältnisse* auf, in

³ KMETY, K.: *A magyar közigazgatási és pénzügyi jog kézikönyve* (Handbuch des ungarischen Verwaltungs- und Finanzrechtes). Budapest, 1911.

⁴ MÁRFY, E.: *Magyar közigazgatási és pénzügyi jog* (Ungarisches Verwaltungs- und Finanzrecht). 1. köt. Első r. 2. kiad. Budapest, 1926.

⁵ VASVÁRY, F.: *A magyar közigazgatás központi alapszervei. Bevezetessel a magyar közigazgatási jogtudományba* (Die zentralen Hauptorgane der ungarischen Staatsverwaltung. Mit einer Einführung in die ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft). Budapest, 1902.; JÁSZI, V.: *A magyar közigazgatási jog alapvonalai* (Grundlinien des ungarischen Verwaltungsrechtes). Debrecen, 1907.; BOÉR, E.: *Magyar közigazgatási jog. Általános rész* (Ungarisches Verwaltungsrecht. Allgemeiner Teil). Kolozsvár, 1908.

denen sowohl das Verwaltungsorgan, als auch der Staatsbürger (oder eine Gemeinschaft der Staatsbürger) *Rechtssubjekte* sind, deren Rechte und Pflichten sich gegenseitig entsprechen. Die Einführung der Theorie des Verwaltungsrechtsverhältnisses in die Verwaltungsrechtswissenschaft setzte zugleich voraus, daß die Rechtsstellung der Subjekte der Verwaltungsrechtsverhältnisse und insbesondere die Theorie der *subjektiven Verwaltungsrechte* ausgearbeitet wurden. Damit war unvermeidlich die Bearbeitung der Rechtsformen der Verwaltungstätigkeit, der Lehre der normativen, und noch mehr der konkreten *Verwaltungsakte*, hinsichtlich sowohl der materiell-rechtlichen wie auch der verfahrensrechtlichen Seite verbunden. Die Rechtsverhältnistheorie und die Lehre der Akte warf aber zugleich in der Wissenschaft die Frage auf, welche Institute den Parteien als Subjekten des Verwaltungsrechtsverhältnisses gegen die eventuellen Rechtsverletzungen, oder gar die Willkür der Staatsverwaltung einen *Rechtsschutz* sichern können, ferner welche Rechtsinstitute zur Verfügung stehen müssen, damit das *rechtsverletzende Verwaltungsorgan* oder dessen Angestellter für das fehlerhafte Verhalten zur *Verantwortung* gezogen werden kann.

Im Vergleich zur dem Wesen nach beschreibenden positiven Verwaltungsrechtslehre, die sich sogar in Kenntnis der Theorien über den bürgerlichen Rechtsstaat von der Formel Staatsgewalt-Untertan nicht ganz loslösen konnte, brachte also die Verwaltungsrechtsdogmatik jenes wesentlich Neue mit sich, daß der Begriff des Rechtsstaates nicht nur die Gerechtigkeit und die Gebundenheit der Verwaltung an das Recht, sondern auch die *Rechtspersönlichkeit des Staatsbürgers im Verwaltungsrechtsverhältnis* bedeutet. Das setzte die Zurückführung der verschiedenen verwaltungsrechtlichen Regelungen auf gemeinsame Grundsätze, den Nachweis ihrer gegenseitigen Bedingtheit, die Darlegung ihrer Zusammenhänge, d. h. die *Systematisierung des Rechtsmaterials in Rechtsinstituten* voraus. Dessen Voraussetzung war aber die *Erschaffung des Begriffsystems des Verwaltungsrechtes*, weshalb die Verwaltungsrechtsdogmatik auch *begriffsbildende Verwaltungsrechtswissenschaft genannt wird*, und zwar oft in herabsetzendem Sinn. Der Verwaltungsrechtsdogmatik kam aber nicht nur die oben dargestellte Aufgabe zu, sondern sie mußte auch solche verwaltungsrechtliche Begriffe und Institute ausarbeiten, die im positiven Recht entweder überhaupt nicht enthalten, oder aber höchstens im Recht eines Verwaltungszweiges (Nebenzweiges) zu entdecken waren. Diese rein theoretische Arbeit, sowie die Ausbildung der aus dem positiven Recht abzuleitenden Rechtsbegriffe und Institute, hatte gemeinsam zur Folge, daß die *Verwaltungsrechtsdogmatik mit Recht als die erste wirkliche Theorie des Verwaltungsrechtes betrachtet werden kann*.

Das Geheimnis der stürmischen Erfolge der verwaltungsrechtsdogmatischen Richtung liegt vor allem darin verborgen, daß dadurch allgemein anerkannt wurde, daß die Pflege des Verwaltungsrechtes auf den Rang einer Wissenschaft erhoben werden kann. Sie bewies nämlich, daß nicht nur das Strafrecht und das Zivilrecht ein eigenes Begriffs- und Institutensystem besitzt, sondern auch das Verwaltungsrecht.

Sie bewies ferner, daß dieses Begriffs- und Institutensystem ein historisches Gebilde ist und historischen Änderungen unterworfen ist. Es ist also nicht ein für allemal und überall gültig, sondern es ist von der gesellschaftlichen Entwicklung abhängig. Es ist eine andere Sache, daß die Verwaltungsrechtsdogmatik im späteren erstarrte und, indem sie gerade diese historische Betrachtungsweise verlor, in herabsetzendem Sinn dogmatisch wurde: sie versuchte, ein für die Ewigkeit geltendes Begriffs- und Institutensystem zu konstruieren.

5. In Ungarn war der ohne Zweifel folgerichtigste Bearbeiter der Verwaltungsrechtsdogmatik Móric Tomcsányi. Er ist in der ungarischen Verwaltungsrechtsdogmatik der einzige Verfasser der erstrebte, mit einigen Monographien die Erschaffung seiner zusammenfassenden Werke (allgemeiner und besonderer Teil der Verwaltungsrechtswissenschaft) gewissermaßen vorzubereiten und jene auch vollzubringen.

Die *rechtsdogmatischen Monographien* Tomcsányi's entstanden in seinen jüngeren Jahren.⁶ Diese erwiesen sich für den Aufbau einer systematischen Verwaltungsrechtsdogmatik ungenügend. Deshalb ist also sein als allgemeiner Teil der Verwaltungsrechtsdogmatik entstandenes Werk⁷ eher als gewähltes Kapitel aus dem Kreis der Verwaltungsrechtsdogmatik, als eine systematische verwaltungsrechtsdogmatische Bearbeitung zu bezeichnen, andererseits enthält es die übernommene theoretische Auffassung einer Reihe ausländischer Verfasser. Dabei hat es nicht einmal einen restlos dogmatischen Charakter, weil es bezüglich der Organisationsfragen der Verwaltung dem Wege einer Variante des verwaltungsrechtlichen Positivismus folgt, indem es – mit gewissen verwaltungspolitischen Erörterungen ergänzt – das positive Recht betreffs des Aufbaus und des Wirkungskreises der zentralen und Selbstregierungsorgane der Verwaltung darlegt.

Das Problem der dogmatischen Bearbeitung des besonderen Teils des Verwaltungsrechtes konnte Tomcsányi überhaupt nicht bewältigen. Das Werk, das diesen Teil seiner Behauptung nach umfaßt,⁸ überschreitet die positivistischen Werke in dem Sinn, daß es einigermaßen das Rechtsmaterial um die Rechtsinstitute der Zweige und Nebenzweige zu gruppieren versucht, ferner dadurch, daß die Betonung nicht auf die Aufgaben, sondern auf die Befugnisse der Verwaltung gelegt wird. Im Zusammenhang mit den einzelnen Sachgebieten wird erörtert, welche gegenseitigen Rechte und Pflichten den beiden Subjekten des Verwaltungsrechtsverhältnisses zukommen bzw. sie belasten. Ein auffallender Fehler ist aber das Unterlassen der Bekanntmachung des Verwaltungsapparates, weshalb die Befugnisse von den sie ausübenden Organen getrennt erscheinen. Dabei nimmt sich

⁶ TOMCSÁNYI, M.: *A vagyoni felelősség elve a közigazgatásban* (Das Prinzip der materiellen Verantwortung in der Verwaltung). Budapest, 1905.; *A közigazgatási jogviszony* (Das Verwaltungsrechtsverhältnis). Budapest, 1912.; *Jogerő a közigazgatási jogban* (Rechtskraft im Verwaltungsrecht). Budapest, 1916.

⁷ TOMCSÁNYI, M.: *A magyar közigazgatási jog alapintézményei* (Hauptinstitutionen des ungarischen Verwaltungsrechtes). Budapest, 1926.

⁸ TOMCSÁNYI, M.: *Magyar közigazgatási és pénzügyi jog. Különös (szakigazgatási) rész.* (Ungarisches Verwaltungs- und Finanzrecht. Besonderer Teil (Fachverwaltung)). Budapest, 1933.

Tomcsányi häufig nicht die Mühe, das Rechtsmaterial systematisch zu bearbeiten, das er durch Zitieren des vollen oder auszugsweise mitgeteilten Textes der Rechtsregeln ersetzt.

Auf dem Gebiete der Verwaltungsrechtsdogmatik wird Tomcsányi, sowohl hinsichtlich des Umfanges, wie auch des Niveaus seiner Tätigkeit durch István *Ereký* wesentlich übertroffen. Er schrieb aber keinen zusammenfassenden verwaltungsrechtsdogmatischen allgemeinen und besonderen Teil, weil er nur mit einigen Elementen des großen Gebäudes fertig wurde. Dessen Grund glauben wir darin zu erkennen, daß er in seinen produktivsten Jahren sich hauptsächlich mit rechtshistorischen (verwaltungsgeschichtlichen) Forschungen befaßte, später aber, als rechtswissenschaftlicher Polyhistor sich auch in verfassungsrechtlichen, rechtstheoretischen und verwaltungspolitischen Themen vertiefte. Trotzdem ist seine verwaltungsrechtsdogmatische Tätigkeit auch reich. Er schrieb eine wertvolle Monographie über die Definition der Verwaltung,⁹ über die Quellen des Verwaltungsrechtes,¹⁰ über die Verwaltungsrechtssubjekte,¹¹ über die subjektiven öffentlichen Rechte,¹² welches Werk zwar hauptsächlich einen rechtstheoretischen und verfassungsrechtlichen Charakter hat, aber wir erwähnen es hier mit Recht, da die verwaltungsrechtlichen subjektiven Rechte unter den öffentlich-rechtlichen subjektiven Rechten besondere Bedeutung haben.

Neben Tomcsányi und Ereký weist die ungarische Verwaltungsrechtsdogmatik noch besonders in folgenden Themenkreisen Werke von wissenschaftlichem Werte auf:

- Das Verwaltungsverfahren (Andor *Sigmond*)
- Die Rechtskraft im Verwaltungsrecht (Elek *Boér*, Sándor *Krisztics*, Nándor *Baumgarten*)
- Das freie Ermessen der Verwaltung (Vilmos *Szontagh*)
- Das Rechtsverhältnis im öffentlichen Dienst (Ferenc *Keleti*, Béla *Felszeghy*, Gusztáv *Ladik*)
- Das Enteignungsrecht (Ferenc *Harrer*).¹³

⁹ EREKÝ, I.: *Közigazgatás és önkormányzat* (Verwaltung und Selbstverwaltung). Budapest, 1933.

¹⁰ EREKÝ, I.: *Jogtörténelmi és közigazgatásjogi tanulmányok* I és II. köt. (Rechtshistorische und verwaltungsrechtliche Studien). Eperjes, 1917., 1918.

¹¹ EREKÝ, I.: *A jogi személyek* (Die juristischen Personen). Városi Szemle, XIV/1928.; XV/1928.

¹² EREKÝ, I.: *A tárgyi és alanyi jogok dualizmusa* (Dualismus des objektiven und subjektiven Rechts). Budapest, 1928.

¹³ SIGMOND, A.: *A közigazgatási eljárás vezérfonala, tekintettel a törvényhatósági közigazgatásra* (Leitfaden des Verwaltungsverfahrens, mit Hinsicht auf die Munizipalverwaltung). Budapest, 1904.; BOÉR, E.: *A közigazgatási intézkedések jogereje* (Rechtskraft der Verwaltungsakte). Budapest, 1910.; KRISZTICS, S.: *A jogerő hatásai és érvényesítésének korlátai a közigazgatási jogban* (Wirkungen der Rechtskraft und Schranken ihrer Durchsetzung im Verwaltungsrecht). Budapest, 1915.; BAUMGARTEN, N.: *Jogerő a közigazgatási eljárásban* (Rechtskraft im Verwaltungsverfahren). Budapest, 1917.; SZONTAGH, V.: *A közigazgatás szabad belátása* (Das freie Ermessen der Verwaltung). Miskolc, 1928.; KELETI, F.: *Az államszolgálat jogi természete és a rendszeres államszolgálati pragmatika elvei* (Rechtliche Natur des Staatsdienstes und Grundsätze einer systematischen Dienstpragmatik). Budapest, 1883.; FELSZEGHY, B.: *Fegyelmi jog a közigazgatási szakban* (Disziplinarrecht im Verwaltungsfach). Budapest, 1912.; LADIK, G.: *A közzszolgálati alkalmazottak jogviszonyai* (Rechtsverhältnisse der

Diese, nur die beachtenswertesten Monographien enthaltende kurze Aufzählung wird noch durch jene rechtsdogmatischen Werke ergänzt, die von den Mitgliedern der Magyary-Schule stammen.

Die Magyary-Schule wies hinsichtlich der *Verwaltungsrechtswissenschaft* den verwaltungsrechtlichen Positivismus eindeutig ab und schuf *verwaltungsdogmatische Werke*, die mit verwaltungspolitischen und rechtspolitischen Elementen verflochten waren. Die wichtigsten Themenkreise waren:

- Die Rechtsnormregelung (Károly Mártonffy, József Valló)
- Das Verwaltungsverfahren, im Zusammenhang womit die Grundsätze eines Verwaltungsverfahrensgesetzes ausgearbeitet und auch der Entwurf eines Gesetzbuches vorbereitet wurden (József Valló)
- Sicherung der Rechtmäßigkeit der Verwaltung und die Verwaltungsgerichtsbarkeit (János Martonyi).¹⁴

In allen diesen Themenkreisen vertrat die Schule im Vergleich mit der tatsächlichen Lage der damaligen ungarischen Verwaltung und den meisten Vertretern der Verwaltungsrechtswissenschaft politisch fortschrittlichere, fachlich modernere, vorwärtsweisende Anschauungen.

III

1. Im Zusammenhang mit der Verwaltungswissenschaft, und näher mit der Verwaltungsrechtswissenschaft der Jahre zwischen 1945 und 1956 können wir über eine entwickelte Richtung oder Richtungen nicht sprechen, da keine Werke entstanden sind, die Folgerungen ermöglichen würden.

Die Periode von der Befreiung bis zum Jahr der Wende (1948–49) stellte der Verwaltungswissenschaft nicht die Frage, ob die Verwaltungsrechtswissenschaft oder andere Verwaltungswissenschaften betrieben werden sollen, sondern *auf welche ideologisch-politische Grundlage sie sich zu stellen hat*. Die wenigen in diesen Jahren publizierten Bücher und Abhandlungen widerspiegeln von dem in engem Sinne genommenen Positivismus über die Verwaltungsrechtsdogmatik bis zur Betonung der verwaltungs-organisationswissenschaftlichen oder soziologischen Konzeption den Einfluß zahlreicher wissenschaftlicher Richtungen, ohne daß nur

Staatsangestellten). Budapest, 1908.; HARRER, F.: *A kisajátítási jog* (Das Enteignungsrecht). Budapest, 1896.

¹⁴ MARTONFFY, K.: *A szabatos törvény. A jogszabályok szerkesztése és közzététele* (Das exakte Gesetz. Kodifikation und Verlautbarung der Rechtsnormen), Budapest, 1932.; VALLÓ, J.: *Közigazgatási eljárás* (Das Verwaltungsverfahren). Budapest, 1937.; VALLÓ, J.: *A hatályos jogszabályok összegyűjtése* (Sammlung der geltenden Rechtsnormen). Budapest, 1941.; VALLÓ: *Törvénytervezet az általános közigazgatási rendtartásról, indokolással* (Gesetzesentwurf über die allgemeine Verwaltungsgeschäftsordnung, mit Begründung). Budapest, 1942.; MARTONYI, J.: *A közigazgatási bírászkodás és legujabbkori fejlődése* (Die Verwaltungsgerichtsbarkeit und ihre neueste Entwicklung). Budapest, 1932.; MARTONYI: *A közigazgatás jogszerűsége a mai államban* (Die Rechtmäßigkeit der Verwaltung im heutigen Staat). Budapest, 1933.

eines unter denen bis zur systematischen Aufzählung der zukünftigen Zielsetzungen gelangt wäre.

Im Laufe dieser vier Jahre hat sich natürlich auch die Verwaltungswissenschaft mit sozialistischer Ideologie bemerklich gemacht, und zwar mit verwaltungspolitischen Abhandlungen in Zeitschriften – wir denken hier in erster Linie an einige Abhandlungen von János Beér¹⁵ –, aus denen neben der Eindeutigkeit der ideologisch-politischen Stellungnahme herauszulesen ist, daß *zwischen der sozialistischen Verwaltungswissenschaft und der Verwaltungsrechtswissenschaft kein Gleichheitszeichen gesetzt werden kann*. Es wurde aber damals noch bei weitem nicht geklärt, in welche Richtung die sozialistische Verwaltungswissenschaft fortschreiten soll. Einen großen Einfluß übte darauf die Tatsache aus, daß in der Sowjetunion die wissenschaftliche Behandlung der Verwaltung dem Wesen nach eine rechtswissenschaftliche war, andererseits aber, daß damals schon solche Theorien erschienen sind (diese spielten später im Streit über das Wirtschaftsrecht eine große Rolle), die neben dem Staatsrecht die Daseinsberechtigung des Verwaltungsrechtes in Frage stellten.

2. Seit dem Jahre 1949 können wir aus dem Inhalt der Zeitschrift Állam- és Közigazgatás (später Állam és Igazgatás) und aus einigen (hauptsächlich sich mit den Räten befassenden) Studiensammlungen zu der Feststellung kommen, daß die sozialistische Verwaltungswissenschaft in Ungarn weder der Richtung der Verwaltungsrechtsdogmatik, noch der der Verwaltungslehre folgen wollte und auch die aus Amerika stammende betriebswirtschaftliche organisatorische Richtung dem Wesen nach abwies. Trotzdem gelangte sie – zwar nicht auf einer ausgearbeiteten verwaltungstheoretischen Grundlage – aus den neuen Aufgaben der Staatsverwaltung und aus der Notwendigkeit des Umbaus des Apparates zu der Erkenntnis, daß die *Organisierung der Staatsverwaltung* (das Organisationsrecht inbegriffen) *ein Gegenstand der Verwaltungswissenschaft sein muß*. Der Begriff der Organisierung der Staatsverwaltung wurde dann auch auf die Organisierung der Verwaltungstätigkeit ausgedehnt (wurde also nicht mit dem Aufbau des Verwaltungsapparates abgeschlossen), ferner wurde allgemein anerkannt, daß die Verwaltungswissenschaft sich auf die über ihre eigene Organisation hinausgehende Organisationstätigkeit der Staatsverwaltung erstrecken muß.

Zwischen 1949 und 1956 wurde in Ungarn keine einzige verwaltungswissenschaftliche Monographie publiziert, und auch für den Universitätsunterricht entstanden nur – ziemlich eklektische – Skripten. An dieser sehr schwachen Bilanz ändert nichts, daß zahlreiche Entschuldigungen vorgebracht werden können. Hauptsächlich die Tatsache, daß die Zahl der Forscher sehr gering war und auch diese mußten die Schwierigkeiten der Pionierarbeit überwinden. Andererseits

¹⁵ BEÉR, J.: *A magyar demokrácia és a reakció* (Die ungarische Demokratie und die Reaktion). Társadalmi Szemle, 1948.; *A közigazgatás újjászervezése elé* (Vor der Umorganisation der Staatsverwaltung). Társadalmi Szemle, 1948.; *A közigazgatás új feladatai* (Neue Aufgaben der Staatsverwaltung). Gazdaság, 1949.

konnten sie im allgemeinen nur einen geringeren Teil ihrer Kapazität der wissenschaftlichen Arbeit widmen, der größere Teil war durch ihre Tätigkeit in den verschiedenen Schlüsselpositionen der Staatsverwaltung in Anspruch genommen. Ein vielleicht noch wesentlicher Grund war, daß in den Jahren des Personenkultes in sämtlichen Gesellschaftswissenschaften die publizierten Werke mit dem Maßstab der sich ändernden Tagespolitik beurteilt wurden und das hatte – unter vielen anderen – auch ein zurückhaltendes Verhalten der Verwaltungswissenschaft zur Folge. Schließlich erwähnen wir noch, daß die Leistungen der Verwaltungswissenschaftler in diesen Jahren in bedeutend größerer Menge in den nicht publizierten amtlichen Berichten, als in den publizierten Büchern oder Zeitschriften aufzufinden sind. Alle diese Faktoren, neben denen noch zahlreiche zu erwähnen wären, erklären freilich nur, warum durch beinahe ein Jahrzehnt die ungarische Verwaltungswissenschaft, und innerhalb deren auch die Verwaltungsrechtswissenschaft, kaum etwas hervorbringen konnte, aber sie ersetzen natürlich nicht die nicht entstandenen Werke. Jedenfalls geben sie auch eine Erklärung dafür, warum auch in der Geschichte der Verwaltungswissenschaft in Ungarn das Jahr 1957 einen Grenzstein bildet, von wo angefangen unvergleichlich günstigere Bedingungen der schöpferischen Forschung als früher sich herausgestellt haben.

IV

1. Bei der Enthüllung der Gründe der ungarischen Gegenrevolution vom Jahre 1956 hat die politische Leitung des Landes: die Ungarische Sozialistische Arbeiterpartei und die Regierungsorgane, übereinstimmend festgestellt, daß die mit dem Personenkult verbundene Willkür und Gesetzwidrigkeiten den Demokratismus des sozialistischen Staates und der Gesellschaft schwer verletzt und der Sache des Sozialismus unermessliche Schäden beifügt haben. Diese Feststellung ist an sich schon eine entsprechende Erklärung dafür, daß die ungarische Verwaltungswissenschaft (ebenso wie die Staats- und Rechtswissenschaften im allgemeinen) den Dienst der Idee der sozialistischen Gesetzlichkeit dadurch als ihre erste Pflicht betrachten muß, daß sie deren theoretische und grundsätzliche Probleme in Anbetracht der Staatsverwaltung ausarbeitet. In der Periode der Entfaltung unserer Verwaltungswissenschaft ist also als eine ihrer Richtungen die Bearbeitung der Verwaltungsrechtswissenschaft zu beobachten. Diese Verwaltungsrechtswissenschaft kann aber in keine der herkömmlichen (bürgerlichen) Kategorien eingereiht werden, und insbesondere kann sie weder als verwaltungsrechtspositivistisch noch verwaltungsrechtsdogmatisch qualifiziert werden. Wir begründen diese These durch folgendes:

a) Die Anwendung der marxistischen dialektischen Methode oder zumindest das Bestreben danach, schloß es aus, daß unsere Verwaltungsrechtswissenschaft bei der positivistischen systematisierenden Beschreibung stecken bleibt. Auch das, daß

sie die vorhandenen bzw. erwünschten Erscheinungen und Institute des Verwaltungsrechtslebens unter Außerachtlassung ihrer wirtschaftlich-gesellschaftlichen Zusammenhänge aus dem positiven Recht ableitet, bzw. solche Abstraktionen konstruiert, die der wirtschaftlich-gesellschaftlichen Wirklichkeit fremd, d.h. nur theoretisch sind. Aufgrund des Überbaucharakters der Verwaltung und des Verwaltungsrechtes gehen jene Werke, die in erster Linie als rechtswissenschaftliche zu bezeichnen sind (zwar ist keines von ihnen ein rein verwaltungsrechtliches), davon aus, daß die zu behandelnden und institutionell systematisierten oder zu erschaffenden Regeln des Verwaltungsrechtes an sich nicht, sondern nur im Zusammenhang mit jenen gesellschaftlichen Verhältnissen zu verstehen sind, zu deren Konservierung bzw. Gestaltung sie berufen wurden.

b) Im Zusammenhang mit dem Gesagten ist ein wichtiger Zug dieser Werke ihre geschichtliche Betrachtungsweise. Das beruht auf jener Erkenntnis und Bekenntnis, daß die dem Regelungsobjekt des Verwaltungsrechtes dienenden Lebensverhältnisse – ebenso wie in den anderen Rechtszweigen – gewissermaßen immer „gemischt“ sind, indem sie die Vergangenheit und auch die Zukunft in sich bergen. Demzufolge sind die Rechtsregeln und die Rechtsinstitute notwendigerweise dem Gesetz der Veränderlichkeit unterworfen. Ihre rechte Entwicklungsrichtung kann nur dann aufgedeckt werden, wenn wir jene geschichtlichen Ursachen und Umstände kennen, unter denen sie im Rechtsleben erschienen sind und welche sie gestaltet haben.

c) Unsere in Entfaltung befindliche Verwaltungsrechtswissenschaft weist starke rechtspolitische Züge auf. Aus jedem der Werke ist die Annahme jener Bestimmung der Verwaltungsrechtswissenschaft ersichtlich, daß die Gesetzgebung, die Praxis der Rechtsanwendung, das Bestehen und Funktionieren der Rechtsinstitute nicht nur zur Kenntnis genommen, sondern auch ihre bewertende Untersuchung aus verschiedenen Gesichtspunkten durchgeführt werden muß.

Der rechtspolitische Zug unserer Verwaltungsrechtswissenschaft ist unmittelbar dadurch zu beobachten, daß diese Werke Vorschläge de lege ferenda ausarbeiten. Dazu ist es aber notwendig, daß sie nicht nur in engem Sinne rechtspolitisch, sondern auch verwaltungspolitisch sind, weil – mit einigen Ausnahmen – weder die Kritik der Erscheinungen des Rechtslebens, noch die Begründung der auf die Entwicklung, auf die Beseitigung der Fehler gerichteten Vorschläge ohne die empirische Untersuchung der politischen Ziele der allgemeinen oder der Fachverwaltung sowie der Verwaltungstätigkeit möglich ist.

Es wäre noch verfrüht, wenn wir die ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft der unmittelbar vergangenen beinahe zwei Jahrzehnte als eine solche Richtung auffassen wollten, die mit einem neuen Namen zu nennen ist. Es scheint aber unzweifelhaft zu sein, daß diese Verwaltungsrechtswissenschaft – in herkömmlichen Begriffen ausgedrückt – irgendwo im Treffpunkt der Verwaltungspolitik, der Verwaltungsrechtspolitik und der Verwaltungsrechtsdogmatik ihren Platz hat. Daraus ergibt sich jenes weitere Kennzeichen, daß sie einerseits das traditionelle

Begriffssystem der Verwaltungsrechtsdogmatik auf sozialistische Verhältnisse bezogen umwertet, andererseits aber – schritthaltend mit der Entwicklung der sozialistischen Verhältnisse – auch das sich entfaltende neue Begriffssystem im Spiegel der sich ändernden Zeit abwägt. Unsere Verwaltungsrechtswissenschaft begann diese seine Rolle zu erfüllen, aber die Hauptarbeit steht uns noch bevor.

2. Die wichtigsten Themenkreise der oben allgemein charakterisierten ungarischen sozialistischen Verwaltungsrechtswissenschaft sind die folgenden:

– Die Gesetzlichkeit der Staatsverwaltung – die Forschung jener Rechtsinstitute auch inbegriffen, die eine hervorragende Rolle bei der Sicherung der Gesetzlichkeit spielen, insbesondere der Verwaltungsmittel, Art und Weise der Einlegung der Rechtsmittel, der gerechtlchen Überprüfung der Verwaltungsakte (János Martonyi, Ferenc Toldi, Lajos Szamel). – Das Verwaltungsverfahren (Géza Kilényi, Ferenc Toldi). – Verwaltungsrechtliche Fragen der Leitung der staatlichen Betriebe (Lajos Ficzer). – Die Verwaltungsbuße und das Verwaltungsstrafrecht (Lajos Szatmári). – Die Tätigkeit der Behörden und ihre Organisation (József Varga).¹⁶ Hier erwähnen wir auch das Universitätslehrbuch des allgemeinen Teiles des ungarischen Verwaltungsrechtes.¹⁷ Dieses Lehrbuch wünscht abweichend vom Titel mehr zu bieten als jede beliebige bisherige traditionelle Annäherung des Verwaltungsrechtes. Das Ziel war, nach einer systematischen Übersicht der Grundbegriffe der Staatsverwaltung und des Verwaltungsrechtes ein zusammenfassendes Bild über die Organisation und Tätigkeit der Staatsverwaltung sowohl in verwaltungstheoretischer, wie auch in rechtswissenschaftlicher Hinsicht zu geben.

Die fachverwaltungsrechtliche monographische Literatur produzierte in folgenden Themenkreisen Werke von wissenschaftlichem Wert:

– Das Enteignungsrecht (György Kampis und József Varga). – Das Bergrecht (Ernő Tárkány-Szűcs und Mitverfasser). – Die Lenkung der wissenschaftlichen Forschung (Lajos Lőrincz). – Die Vormundschaftsverwaltung (József Takács). – Die Industrieverwaltung in der Sowjetunion (Sándor Berényi). – Die Wohnungsverwaltung (Lajos Mónus).¹⁸ Eine Übersicht des Fachverwaltungsrechtes ist aus

¹⁶ MARTONYI: *Államigazgatási határozatok bírói felülvizsgálata* (Gerichtliche Überprüfung der Verwaltungsbeschlüsse). Budapest, 1960.; TOLDI, F.: *Az államigazgatási rendelkezések megsemmisítése és megváltoztatása* (Außerkräftsetzung und Abänderung der Verfügungen). Budapest, 1965.; SZAMEL, L.: *Az államigazgatás törvényességének jogi biztosítékai* (Rechtliche Garantien der Gesetzlichkeit der Verwaltung). Budapest, 1957.; KILÉNYI, G.: *Az államigazgatási eljárás alapelvei* (Grundsätze des Verwaltungsverfahrens). Budapest, 1970.; TOLDI, F. – PÁKAY, B.: *Az államigazgatási eljárás általános szabályai* (Allgemeine Regeln des Verwaltungsverfahrens). Budapest, 1959.; FICZERE, L.: *Az állami vállalat a gazdaságirányítás új rendszerében* (Das staatliche Unternehmen im neuen System der Wirtschaftslenkung). Budapest, 1970.; SZATMÁRI, L.: *A bünye a magyar államigazgatásban* (Die Buße in der ungarischen Staatsverwaltung) Kandidatendissertation, Handschrift; 1961.; VARGA, J.: *A hatósági tevékenység és a hatósági szervezet* (Die Tätigkeit der Behörden und ihre Organisation). Kandidatendissertation, Handschrift, 1968.

¹⁷ BERÉNYI, S. – MARTONYI, J. – SZAMEL, L. – SZATMÁRI, L.: *Magyar államigazgatási jog. Általános rész* (Ungarisches Verwaltungsrecht. Allgemeiner Teil.) 4. kiad. Budapest, 1976. Red. von L. SZAMEL.

¹⁸ KAMPIS, GY. – VARGA, J.: *Kisajátítás* (Enteignung). Budapest, 1970.; TÁRKÁNY SZÜCS, E. – RADNAY, J. – KISS, L.: *Magyar bányajog* (Ungarisches Bergrecht). Budapest, 1970.; LŐRINCZ, L.: *A tudományos kutatások állami irányítása* (Staatliche Lenkung der wissenschaftlichen Forschungen).

dem besonderen Teil des Universitätslehrbuches des ungarischen Verwaltungsrechtes zu erhalten.¹⁹ Das Lehrbuch trachtete eine Übersicht nicht der Verwaltungsfachzweige, sondern der Zweiggruppen zu geben, und zwar auf die Weise, daß jene Institute, die eine Gruppe charakterisieren – unter ihnen natürlich auch die Rechtsinstitute – hervorgehoben werden. Es wird die Verwaltungspolitik der einzelnen Gruppen und innerhalb deren der einzelnen Fachzweige geschildert. Im Zusammenhang mit den Hauptaufgaben und den Befugnissen wird ferner das Organisationssystem und dessen spezielle Elemente der Fachgruppen bzw. der Fachzweige dargestellt. Das positive Recht wird nicht aus dem Kreise der Untersuchungen ausgeschlossen, aber das Lehrbuch folgt nicht der beschreibenden Methode, sondern trachtet die Behandlung des positiven Rechtes in einer Gruppierung nach Instituten durchzuführen.

V

1. Der Ministerrat der Ungarischen Volksrepublik bestimmte die komplexe wissenschaftliche Begründung der Entwicklung der Verwaltung als eine hervorgehobene Forschungshauptrichtung. Das Kapitel über das Verwaltungsrecht der darüber vorbereiteten Forschungskonzeption legt fest: der Zusammenhang zwischen der Verwaltung und dem Recht wurde bisher von der Seite der rechtlichen Regelung der gesamten Organisation und Tätigkeit der Verwaltung und aufgrund dessen in erster Linie der Garantien der Gesetzlichkeit der Verwaltung untersucht. Es wird hinzugefügt: die Entwicklung der modernen, die Gesetzlichkeit der Verwaltung zu sichern berufenen Institutionen und die Ausarbeitung der damit verbundenen Fragen ist auch weiterhin von großer Bedeutung und im Rahmen der Forschungshauptrichtung zu betreuen.

Hier möchten wir zu der früheren Feststellung zurückkehren, daß die sozialistische ungarische Verwaltungsrechtswissenschaft die Umwertung des Begriffssystems der Verwaltungsrechtsdogmatik bzw. die Ausarbeitung der infolge der sozialistischen Entwicklung aufgetauchten neuen Rechtsinstitutionen zwar begonnen, aber die auf diesem Gebiete ihr zukommenden Aufgaben bei weitem noch nicht erfüllt hat. Von diesen möchten wir hauptsächlich folgende herausheben.

a) Eine primäre Institution des Verwaltungsrechtes ist das Verwaltungsrechtsverhältnis. Die klassische bürgerliche Verwaltungsrechtsdogmatik hat – wie wir darauf schon hingewiesen haben – die Theorie des Verwaltungsrechtsverhältnis-

Budapest, 1969.; TAKÁCS, J.: *Gyámhatóságaink új feladatai* (Neue Aufgaben unserer Vormundschaftsbehörden). Kandidatendissertation, Handschrift, 1955.; BERÉNYI, S.: *A szovjet iparigazgatás szervezete* (Die Organisation der sowjetischen Industrieverwaltung), Kandidatendissertation, Handschrift, 1961.; MÓNUS, L.: *A lakásügyi igazgatás és jogi szabályozás* (Die Wohnungsverwaltung und die rechtliche Regelung). Kandidatendissertation, Handschrift, 1966.

¹⁹ BERÉNYI – MARTONYI – SZAMEL – SZATMÁRI: *Magyar államigazgatási jog. Különös rész* (Ungarisches Verfassungsrecht. Besonderer Teil). Budapest, 1972. Red. von L. SZAMEL.

ses in das Verhältnis Behörde–Partei gestellt ausgearbeitet. Das wurde aus dem Privatrecht ausgehend durchgeführt, aber unter Erkenntnis jener Eigenheit des Verwaltungsrechtsverhältnisses, daß hier die Subjekte des Rechtsverhältnisses nicht nebengeordnet sind. Bei der Untersuchung der Garantien der sozialistischen Gesetzlichkeit hat die sozialistische Verwaltungsrechtswissenschaft eine besondere Aufmerksamkeit den Mitteln gewidmet, wodurch es erreichbar scheint, daß das Verhältnis zwischen Behörde und Partei nicht durch eine Über- und Unterordnung charakterisiert wird, obwohl das Entscheidungsrecht infolge der Natur der Sache bei der Behörde bleiben muß. Dieser Schritt vorwärts bedeutet aber bei weitem nicht, daß sämtliche Fragen der sozialistischen Verwaltungsrechtsverhältnistheorie dadurch beantwortet wären. Näher gesprochen:

– Auf der Organseite des behördlichen Rechtsverhältnisses steht das Verwaltungsorgan, das notwendigerweise eine Rechtspersönlichkeit haben muß. Bezüglich der Rechtspersönlichkeit der Verwaltungsorgane konnte aber unsere Verwaltungsrechtswissenschaft bis heute über den zivilrechtlichen Begriff der juristischen Person nicht hinwegkommen und enthüllte nicht jene Kriterien, die beim Verwaltungsorgan vorhanden sein müssen, damit es ein Subjekt des behördlichen Rechtsverhältnisses sein kann, und zwar auch dann, wenn es in zivilrechtlichem Sinn keine juristische Person ist.

Die Identifizierung der Rechtspersönlichkeit der Verwaltungsorgane mit ihrer zivilrechtlichen Persönlichkeit – zumindest in bezug auf jene Verwaltungsorgane, die in individuellen Verwaltungssachen mit behördlichen Befugnissen bekleidet sind – kann in erster Linie auf jene, übrigens nur als richtig zu bezeichnende rechtspolitische Bestrebung zurückgeführt werden, daß die Behörden für ihre rechtswidrig schadenverursachende Handlung oder ihr Versäumnis materiell zur Verantwortung gezogen werden können, daß gegen sie ein Prozeß eingeleitet werden kann. Andererseits hängt es mit jener Tatsache zusammen, daß die Verwaltungsorgane in zivilrechtliche Rechtsverhältnisse geraten; ferner auch damit, daß sie als Arbeitgeber in arbeitsrechtlichen Rechtsverhältnissen stehen. In allen diesen Sachen nehmen sie als zivilrechtliche juristische Personen durch ihren Vertreter teil.

Wahrscheinlich hat der Gesetzgeber diese Gegebenheiten in Betracht gezogen, als er im Bürgerlichen Gesetzbuch die Verwaltungsorgane zu juristischen Personen qualifizierte dadurch, daß er die Rechtspersönlichkeit der Haushaltsorgane ausgesprochen hat. Die Verwaltungsorgane sind nämlich alle Haushaltsorgane (dabei ist der Begriffskreis der Haushaltsorgane ausgedehnter, als der der Verwaltungsorgane). Diese Lösung hat eine gewisse grundsätzliche und praktische Bedeutung auf dem Gebiete sowohl der zivilrechtlichen Übernahme einer Verpflichtung wie auch der zivilrechtlichen Verantwortlichkeit für Schäden, und zwar darin, daß dadurch die Feststellung der für ein fehlerhaftes Rechtsgeschäft bzw. ein rechtswidriges Verhalten verantwortlichen Person (Personen) erleichtert wird. Seine weitere vorwärtsweisende Rolle können wir aber nicht wahrnehmen, mit

besonderer Hinsicht darauf, daß eine Reihe zivilrechtlicher Verpflichtungen die Haushalts- und unter ihnen die uns näher interessierenden Verwaltungsorgane auch über ihr Budget hinaus belasten und in solchen Fällen von einer haushaltsmäßigen Deckung gesorgt werden muß. Damit sind wir aber dahin gelangt, daß für die Verpflichtungen des Verwaltungsorgans letzten Endes der Staat verantwortlich ist.

Das nach obigen einheitlich erscheinende Bild wird dadurch gestört, daß die Organisationseinheit der juristischen Person nur dann eine juristische Person ist, wenn eine Rechtsnorm oder aufgrund deren Ermächtigung ein Beschluß oder eine Urkunde so verfügt. (Eine solche Verfügung ist z. B. im Gesetz I vom Jahre 1971 über die Räte enthalten, indem von den Ratsorganen das Exekutivkomitee und die Fachverwaltungsorgane zu juristischen Personen erklärt werden.) Insbesondere zwei Fragen bleiben aber offen:

Die erste ist, ob man mit der staatsrechtlich-politischen Verantwortung des Ministers und des eine Behörde mit Landesbefugnissen leitenden Staatssekretärs die zivilrechtliche Rechtspersönlichkeit des Ministeriums (der Behörde mit Landesbefugnissen) jede Entscheidungsbefugnis dem Minister (Staatssekretär) zukommt. Daraus entspringt übrigens jene damit zusammenhängende Frage, daß die Organisationseinheiten die in dem vom Minister (Staatssekretär) übertragenen Wirkungskreis über eine ausgedehnte Entscheidungs- und Verfügungsbefugnis verfügen, keine juristischen Personen sind, obwohl auf dem Gebiete der Leitung der untergeordneten Organe de facto hauptsächlich diese in einem Rechtsverhältnis mit den geleiteten (unter Aufsicht stehenden) Organen stehen.

Die andere Frage ist, ob die den Ministern (Staatssekretären) untergeordneten und nicht in das System der Räte gehörenden sog. dezentrierten Organe, die einen eigenen und vom Minister (Staatssekretär) nicht entziehbaren Wirkungskreis, und innerhalb dessen häufig in individuellen Sachen eine Behördebefugnis ausüben, sonst aber zweifellos Haushaltsorgane sind, als juristische Personen zu betrachten sind oder nicht. Diese Frage weist auf jene andere zurück, ob innerhalb eines Organisationssystems dessen Untersysteme als Organisationseinheiten oder als selbständige Organe zu betrachten sind. Sie sind zweifellos Rechtssubjekte in den Verwaltungsrechtsverhältnissen, darüber kann aber gestritten werden, ob sie über eine zivilrechtliche Rechtspersönlichkeit verfügen, bzw. verfügen sollen.

Die Gesetzgebung hat offensichtlich mit diesem Problem gerechnet, als sie hinsichtlich der Prozesse wegen Anfechtung eines Verwaltungsbeschlusses besagte, daß in diesen Prozessen auch jenes Verwaltungsorgan Partei sein kann, das sonst keine prozessuale Rechtsfähigkeit hat (Zivilprozeßordnung § 327).

Als Wegweiser auf dem Wege zur Lösung können folgende dienen:

Jedes Verwaltungsorgan wird zur Besorgung von öffentlichen Aufgaben errichtet. Zur Durchführung der öffentlichen Aufgaben hat das Verwaltungsorgan gewisse Berechtigungen notwendig, denen zugleich bestimmte Pflichten entsprechen, bzw. die Ausübung der Berechtigungen ist an sich seine Pflicht. Diese Berechtigungen (und Pflichten) machen den Wirkungskreis des Verwaltungsorgans

aus (es wäre aber ein Fehler, das mit der Entscheidungsberechtigung in individuellen Verwaltungssachen zu identifizieren, obwohl der größte Teil des Wirkungskreises zahlreicher Verwaltungsorgane daraus besteht). Der in der Rechtsnorm gesicherte Wirkungskreis macht das Verwaltungsorgan in konkreten Rechtsverhältnissen zu einem Rechtssubjekt. Da aber ein Organ in erster Linie eine organisierte Gemeinschaft von Menschen ist und seine Tätigkeit durch deren Arbeit zum Ausdruck kommt, kann das Organ nicht mit seinem Leiter identifiziert werden, der von den im Organ tätigen Menschen nur unterstützt wird. Trotzdem also, daß das Verwaltungsorgan keine Vermögensgemeinschaft seiner Werk tätigen ist, sind wir gezwungen, seine Eigenschaft als Rechtssubjekt mit seiner Rechtspersönlichkeit zu verbinden. Aber eben mit Hinsicht darauf, daß das Verwaltungsorgan keine Vermögensgemeinschaft ist, ist diese Rechtspersönlichkeit grundlegend keine zivilrechtliche, sondern eine verwaltungsrechtliche. Es ist nicht notwendig mit der verwaltungsrechtlichen Rechtspersönlichkeit des Verwaltungsorgans auch eine zivilrechtliche zu verbinden, da es ja ein Subjekt von Vermögensrechten und Pflichten nur im Zusammenhang mit der Ausübung (oder Nichtausübung) seines Wirkungskreises sein kann. Seine verwaltungsrechtliche Rechtspersönlichkeit ist also untrennbar von der zivilrechtlichen Rechtspersönlichkeit.

Im Verhältnis dazu ist es eine sekundäre Frage, ob gewisse Verwaltungsorgane oder eher Organisationssysteme nicht ausdrücklich zu zivilrechtlichen juristischen Personen erklärt werden sollen. Dessen Notwendigkeit kann dann vorhanden sein, wenn die Betonung ihrer vermögensrechtlichen Selbständigkeit ein besonderes Interesse hat (z. B. wenn die Wirksamkeit und das Interessensystem eines Organs das mehrere Betriebe leitet, miteinander verbunden oder die wirtschaftliche Selbständigkeit einer Gebietsselbstverwaltung unmißverständlich gemacht werden soll). Dazu ist aber eine solche Konstruktion des staatlichen Vermögens notwendig, wobei die Verantwortung des Verwaltungsorgans das eine zivilrechtliche Rechtspersönlichkeit innehat, für das ihm anvertraute Vermögen realisiert werden kann.

– Unsere Verwaltungsrechtswissenschaft stand natürlicherweise auch dem Typ der Rechtsverhältnisse gegenüber, in welchem die leitenden (die Aufsicht besorgenden) Verwaltungsorgane und die geleiteten (unter Aufsicht stehenden) Unternehmen und andere erzeugende, verteilende, dienstleistende Wirtschaftseinheiten miteinander in Verbindung stehen. Im System der Wirtschaftslenkung durch Planweisungen wurde ihr Rechtsverhältnis dem Wesen nach als ein behördliches Rechtsverhältnis aufgefaßt, das nicht durch einen nach außen wirkenden Akt (Beschluß), sondern durch die Planweisung entsteht, abgeändert, oder beendet wird. Restlos war das niemals wahr. Die Verwaltungsrechtswissenschaft vernachlässigte die Auswirkungen der Auflösung des starren Wirtschaftssystems durch Planweisungen, dann des Überganges auf das neue System der Wirtschaftslenkung auf diesen Typ der Verwaltungsrechtsverhältnisse, bzw. analysierte nur indirekt inwiefern der Umfang, bzw. die Bestimmung der Grenzen der Leitungs-

(Aufsichts-) Tätigkeit auf die Rechte und Pflichten der Subjekte eines solchen Rechtsverhältnisses auswirkt.

– Die traditionelle Verwaltungsrechtsdogmatik erhielt auch in den kapitalistischen Ländern eine scharfe Kritik (hauptsächlich nach dem zweiten Weltkrieg), weil sie die Untersuchung der inneren Verwaltungsrechtsverhältnisse unterlassen hat. Ein solches Versäumnis kann zu Lasten unserer Verwaltungswissenschaft nicht geschrieben werden, weil die sozialistische Verwaltungsrechtswissenschaft das innere Organisationsrecht immer für einen organischen Teil des Verwaltungsrechtes hielt. Die Untersuchung dieser Rechtsverhältnisse beschränkte sich aber auf den juristischen Ausdruck einiger grundlegender Organisationsgrundsätze (demokratischer Zentralismus; doppelte Unterstellung; hierarchische und außerhierarchische Lenkung und Aufsicht; Selbstverwaltung und Selbständigkeit, usw.). Es wurde aber nicht entsprechend betont, daß in den inneren Organisationsrechtsverhältnissen auch die untergeordneten Organe über gewisse Berechtigungen verfügen, denen die Pflicht der übergeordneten Organe entspricht. Dem ist es z. B. zuzuschreiben, daß die Regelung des Gehorsams den konkreten Weisungen im Arbeitsgesetzbuch ohne Hinsicht auf die Besonderheiten der Staatsverwaltung erfolgt ist, oder, daß die übergeordneten Organe solche normativ erscheinenden Lenkungsmittel eingeführt haben, die in unserem positiven Rechtsquellensystem unbekannt sind.²⁰

b) Die Lehre von den Verwaltungsakten wird in der bürgerlichen Verwaltungsrechtswissenschaft unter die Themen eingereiht die allzusehr behandelt wurden und auch die sozialistische Verwaltungsrechtswissenschaft hat dem Wesen nach damit im Zusammenhang die durch die neuen gesellschaftlichen Verhältnissen erforderte Umwertung durchgeführt. Wir sind soweit gekommen, daß die normativen und die konkreten Verwaltungsakte wegen ihrer grundlegend abweichenden Natur gemeinsam nicht untersucht werden können, weil bei ihnen kaum eine gemeinsame wissenschaftliche Gesetzmäßigkeit zu entdecken ist. Wir sind auch dahin gekommen, daß auch die nach außen wirkenden und die inneren konkreten Akte einen abweichenden rechtlichen Charakter haben. Zahlreiche Bücher und noch mehr Abhandlungen analysierten die Besonderheiten dieser beiden grundlegenden Gruppen der konkreten Verwaltungsakte, besonders ihre rechtlichen Mängel und die Mängel in Hinsicht der Geeignetheit, sowie die Mittel und Methoden der Abhilfe.

Die sozialistische Entwicklung brachte viele neue Fragen der Lehre über die Verwaltungsakte zum Vorschein, die die Verwaltungsrechtswissenschaft zu beantworten hat. Die erste ist vielleicht, daß die Verwaltungsorgane zahlreiche

²⁰ Auf diesem Gebiet versucht der Beschluß Nr. 1.063/1974./XII.30./Mt.h. Ordnung zu schaffen, indem er die zur einheitlichen Auslegung der Rechtsnormen anwendbaren Rechtsformen (Rechtsnorm, Richtlinie, Stellungnahme) regelt, und die inhaltlichen Unterschiede der zu verkündigenden und zu verlautbarenden Rechtsregeln neu regelt. Darüber hinaus soll die weitere Ausdehnung der von uns erwähnten Formen in erster Linie dadurch verhindert werden, daß die Regelung der Art und Weise, der inneren und äußeren Koordinierung der Herausgabe der rechtlichen Richtlinien zur Pflicht der Minister gemacht wird.

Entscheidungen treffen, die in die herkömmlichen Kategorien der normativen und konkreten Akte nur schwer einzureihen sind (z. B. die verschiedenen Körperschaftsbeschlüsse, die sog. Zusammenarbeitsvereinbarungen, usw.). Deren rechtliche Natur muß geklärt werden, weil sonst auch ihre Geltungserfordernisse und rechtlichen Mängel nicht geklärt werden können. Nicht weniger problematisch sind die nach außen wirkenden Entscheidungen der dienstleistenden und anderen Unternehmen, die eine Monopolstellung einnehmen, und die in der Praxis als Verwaltungsakte erscheinen, während zwischen diesen Unternehmen und zwischen denen Personen, die ihre Dienstleistung in Anspruch nehmen, ein Zivilrechtsverhältnis besteht. Daher kann die Frage der Akte solcher Organe einbezogen werden, die zu dem Typ des Unternehmens zu zählen sind. Die Organe solcher Art operieren mit Blankettverträgen und entscheiden selbst darüber, wem und mit welchen Bedingungen sie eine Dienstleistung zu bieten geneigt sind. Schließlich sollte noch erwähnt werden, daß eine Folge der wissenschaftlich-technischen Revolution die verwaltungsrechtliche Einschränkung des Handlungsbereiches – besser gesagt der Freiheitssphäre – des Staatsbürgers ist, und zwar nicht gegen die staatsbürgerliche Freiheit gerichtet, sondern in deren Interesse (Gebietsplanung, Umweltschutz, usw.) steht. Die Enthüllung der Besonderheiten der auf diesem Gebiete herausgegebenen normativen und konkreten Akte mit besonderer Hinsicht auf den Zusammenstoß verschiedener Interessen ist ein neues und beinahe noch unberührtes Forschungsgebiet der Lehre von den Verwaltungsakten.

Eines der interessantesten und wissenschaftlich am wenigsten bearbeiteten Kapitel der Lehre der Verwaltungsakte ist die Lehre von den Akten der Wirtschaftslenkung und innerhalb deren der Unternehmens- (Genossenschafts-) Lenkung bzw. Aufsicht. In diesem Zusammenhang ist der grundlegende Mangel, daß es der Verwaltungswissenschaft nicht gelungen ist, eindeutig zu klären und seitens der Praxis, genauer der Gesetzgebung akzeptieren zu lassen: a) daß die Lenkung und die Aufsicht nicht identische Begriffe sind; b) wo die Grenze zwischen Lenkung und Aufsicht verläuft; c) wie weit sich die Lenkungs- und Aufsichtsrechte erstrecken; d) welche juristische Mittel von der Lenkung, bzw. der Aufsicht angewendet werden können, bzw. müssen.

Die juristischen Mittel der Lenkung (Aufsicht) sind im Kreise der Wirtschafts- und insbesondere der Unternehmenslenkung im allgemeinen Verwaltungsakte und werden voraussichtlich auch in der Zukunft diese bleiben. Es ist aber auch die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, daß zwischen dem Lenkungsorgan und dem gelenkten Unternehmen ein Zivilrechtsverhältnis zustandekommt. Jene These der behördlichen Staatsverwaltung, daß zwischen dem Verwaltungsorgan und dem anderen Subjekt des Rechtsverhältnisses keine Vereinbarung stattfinden kann, ist kaum auf die Rechtsverhältnisse der Lenkung (der Aufsicht) sinngemäß auszu-dehnen.

Die Verwaltungsrechtswissenschaft begnügte sich bisher damit, daß sie von den juristischen Mitteln der Unternehmenslenkung feststellte, daß diese entweder

Rechtsregeln (auch die normativen Weisungen inbegriffen), oder konkrete Weisungen, deren hervorragend wichtige Gruppe im gegebenen Lenkungssystem die sog. Planweisungen bildeten, oder Beschlüsse in Personalfragen sind, die aber eher durch ihre herkömmliche Form, als durch ihren Inhalt den behördlichen Beschlüssen ähnlich sind (davon gar nicht gesprochen, daß sie hinsichtlich der Ordnung der Beschlußfassung sich scharf von diesen trennen). Darüber hinaus wurde auch der behördliche Akt in Anschluß an die Theorie über die Trennung der Lenkung auf Eigentümerslenkung und behördliche Lenkung (Verwaltung) unter die konkreten juristischen Mittel der Lenkung eingereiht.

Jene behördlichen Akte, die Mittel der Unternehmenslenkung sind, können nicht in das Prokrustes-Bett der im Zusammenhang mit dem Rechtsverhältnis zwischen Behörde und Partei herausgegebenen behördlichen Akte eingezwängt werden. Es genügt vielleicht darauf hinzuweisen, daß im Bereich dieser Akte das Prinzip der Zweckmäßigkeit (Wirtschaftlichkeit, Wirksamkeit) vorherrschend ist und ebendeshalb diese rechtlich bei weitem nicht so stark gebunden sein können, wie die herkömmlichen behördlichen Beschlüsse. In der Frage z.B., welches Unternehmen ein Produktionspreisergänzung, Dotation, Verbraucherpreisergänzung, staatliche Rückerstattung, erhalten kann, kann der Grundsatz der Gesetzlichkeit nur bis zu der Grenze maßgebend sein, daß solche im Falle des Fehlens der in der Rechtsnorm festgestellten Bedingungen von der Behörde nicht gewährt werden dürfen. Dem Wesen nach gilt dasselbe auch für die den Produktenverkehr einschränkenden individuellen Akte (Kontingentvorschrift, Bestimmung eines Verwertungsorgans, Vorschrift einer Vertragspflicht, usw.). Auch bei diesen ist die wirtschaftliche Zweckmäßigkeit bestimmend und die Geltungserfordernisse der Akte können kaum dieselben sein, wie bei den herkömmlichen behördlichen Akten.

Dabei sind – von der anderen Seite gesehen – die Mittel des Schutzes der Selbständigkeit des Unternehmens gegen die Akte der leitenden Behörde, wie auch gegen die anderen Lenkungsakte noch nicht ausgearbeitet. Grundsätzlich ist es zwar nicht ausgeschlossen, daß das Unternehmen gegen solche behördlichen Akte das Recht der Einlegung eines Rechtsmittels erhält, noch weniger, daß es dagegen Einspruch erhebt, bzw. Einwendungen macht. In der Praxis kann aber das Unternehmen von diesen Möglichkeiten kaum Gebrauch machen, da ja in der Hand des Lenkungs- (Aufsichts-) Organs solche Berechtigungen konzentriert sind, die die Realisierung dieser Möglichkeiten beinahe ausschließen.

Hier möchten wir noch auf die Empfehlungen des Lenkungsorgans eingehen (einfachheitshalber lassen wir die Untersuchung dessen beiseite, ob deren Formen normative oder konkrete Akte, oder ob sie überhaupt Akte sind). Die Empfehlung ist für das Unternehmen nicht verpflichtend. In Wirklichkeit kann sich aber eine Situation ergeben, daß das Lenkungsorgan das Unternehmen, das der Empfehlung nicht folgt, nachteilig behandelt und noch mehr dadurch, daß es Retorsionen gegen den Direktor und die leitenden Angestellten des Unternehmens anwendet (z. B. bei der ad hoc Anwendung der Regeln über ihr Interessiertheitssystem). Deshalb ist

dann die Empfehlung häufig ein bedeutend wirksameres und zugleich rechtlich, insbesondere hinsichtlich der Verantwortung ungreifbareres Mittel, als der Verwaltungsakt.

Alldies führt uns zu dem Komplex, wie sich das Rechtsverhältnis des Lenkungsorgans und des Unternehmens hinsichtlich der Verantwortung gestalten soll. Näher gesprochen: wer trägt die materiellen Folgen eines unzweckmäßigen Lenkungsaktes, das Lenkungsorgan oder das Unternehmen; auf wem fallen die Vermögenskonsequenzen der Erfüllung eines volkswirtschaftlich zweckmäßigen, aber vom Gesichtspunkt des Unternehmens nachteiligen Aktes. Im Vergleich damit ist es sekundär, aber nicht unwesentlich, welche rechtliche Folgen der Gesetzmangels der Lenkungs- (Aufsichts-) Akte bezüglich der Folgepflicht, der Unternehmensselbständigkeit und der Verantwortung für die Erfüllung nach sich zieht und deren Last wem zufällt.

c) Bei der Registrierung der positiv-rechtlichen Regelung behandelt die Verwaltungsrechtswissenschaft das Arbeitsverhältnis in der Staatsverwaltung nicht als ein Verwaltungsrechtsverhältnis, sondern als ein Arbeitsrechtsverhältnis, das aber Besonderheiten gegenüber dem typischen industriellen (Unternehmens-) Arbeitsverhältnis aufweist. Infolge der nicht entsprechenden Ausarbeitung der Personalfragen der Verwaltung taucht immer von neuem die Idee der sog. einheitlichen Dienstpragmatik, bzw. – als eine Kompromißlösung – die Konzeption der Ausarbeitung eines Verwaltungsarbeitsrechtes auf. Die theoretische Ungeklärtheit der grundlegenden Fragen des Themenkreises hat zur Folge, daß auch die theoretischen und grundsätzlichen Probleme des mit dem Verwaltungsarbeitsrechtsverhältnis im Zusammenhang stehenden Institutionssystems nicht zufriedenstellend enthüllt sind und die einer rechtlichen Regelung vorangehenden politischen Entscheidungen sich auf solche Ergebnisse der Verwaltungsrechtswissenschaft nicht stützen können. Nur als Illustration des Gesagten möchten wir erwähnen, daß es größtenteils dieser Tatsache die beinahe volle Unwirksamkeit des geltenden Disziplinarrechtes in der Staatsverwaltung oder eine solche Regelung der Verantwortung für einen einer dritten Person im verwaltungsrechtlichen Geschäftsbereich zugefügten Schaden im BGB zuzuschreiben ist, die weder der Rechtssicherheit der Staatsbürger, noch der Vertiefung des Verantwortungsbewußtseins des Verwaltungsapparates entsprechend dient.

d) Es fehlt bei uns beinahe vollständig die sozialistische Theorie der Rechtsanwendung in der Verwaltung. Jene wenigen Kapitel in den Lehrbüchern, Abhandlungen, Studien und Artikel, die in diesem Themenkreis erschienen sind, bewegten sich hauptsächlich um eine bestrittene Erscheinung der Rechtsanwendung in der Staatsverwaltung; das ist das freie Ermessen (Diskretion, Erwägung), und zugleich damit die Billigkeit. Darüber hinaus läßt sich aber unsere verwaltungsrechtliche Literatur in Erörterungen über die Rechtsauslegung unter dem Banner der Rechtsanwendung ein – wahrscheinlich aus dem Grunde, daß über die Rechtsausle-

gung eine rechtstheoretische Monographie mit entsprechender Autorität zur Verfügung steht.²¹

2. Zum Abschluß möchten wir noch auf eine These der Forschungskonzeption über die Entwicklung der Staatsverwaltung hinausgehen. Darauf nämlich, daß die Beziehung zwischen Verwaltung und Recht über das Gebiet des Verwaltungsrechtes hinausweist. Dessen Wahrheit ist nicht zu bezweifeln, und damit zusammen auch das nicht, daß die Verwaltungsrechtswissenschaft auch von anderen rechtswissenschaftlichen Zweigen unterstützt werden muß. Dessen nähere Erörterung gehört aber nicht mehr in diesen Aufsatz, in welchem wir versucht haben, über die Vergangenheit und über die Perspektiven unserer Verwaltungsrechtswissenschaft ein zusammenfassendes Bild zu geben.

Le chemin et les perspectives de la science du droit administratif hongrois

par

L. SZAMEL

En guise d'introduction, l'étude souligne la justesse de la thèse que l'administration d'État doit être sujet des recherches de différentes sciences et par conséquent les sciences de ce genre deviennent sciences administratives. L'étude souligne en même temps que la science du droit administratif doit obtenir une place digne dans les rangs de ces sciences. La science du droit administratif hongrois s'est formée d'une manière décisive sous l'influence de la science allemande et a suivi d'un déphasage prononcé les directions de cette dernière. Dans la science du droit administratif hongrois bourgeois se trouvent donc des ouvrages nés sous le signe du positivisme initial ainsi que du positivisme tardif, mais elle a relativement vite réagi au dogmatisme du droit administratif aussi. Les réalisations les plus précieuses de la science du droit administratif hongrois bourgeois sont des ouvrages de dogmatisme de droit. L'étude offre une appréciation étendue de la science du droit administratif hongrois bourgeois en la complétant par une illustration et documentation composées des ouvrages des auteurs les plus éminents.

Après la deuxième guerre mondiale, la science administrative hongroise et à l'intérieur de celle-ci la science du droit administratif a pris nettement une nouvelle direction au point de vue idéologique-politique. Par ailleurs elle était caractérisée par la recherche du nouveau chemin ne pouvant donc présenter des résultats scientifiques notables. L'étude en explique les causes.

A partir de l'an 1957, c'est la science du droit administratif qui s'est vivifiée en premier ligne, en Hongrie, à l'intérieur de la science administrative. Cette science du droit administratif ne peut être rangée dans aucune des tendances de la science du droit administratif bourgeois. L'étude s'efforce de caractériser la science du droit administratif hongrois des deux dernières décennies et fait connaître les thèmes de recherches et ses résultats importants.

Le chapitre dernier et le plus étendu de l'étude esquisse les tâches qui doivent être résolues par la science du droit administratif hongrois. L'auteur esquisse ces tâches en les groupant autour de la théorie des rapports de droit, de la personne juridique de l'administration, de la théorie des actes juridiques, des actes servant d'instruments juridiques de la direction (surveillance) de l'économie et de l'entreprise, des rapports de travail des travailleurs du service public et de l'application du droit administratif.

²¹ SZABÓ, I.: *A jogszabályok értelmezése* (Die Auslegung der Rechtsnormen). Budapest, 1960.

Пути и перспективы. науки венгерского административного права

Л. САМЕЛ

Во вступительной части статьи автором подчеркивается правильность того, чтобы государственное управление стало предметом изучения различных наук, и этим последние станут административными науками. В то же время автором статьи подчеркивается, что науке административного права надо предоставить должное место среди других наук. Наука венгерского административного права развивалась главным образом под германским влиянием и слеловала — со значительным смещением по фазе — его направлению. Поэтому в буржуазной науке венгерского административного права встречаются труды, зарожденные в знак как раннего так и позднего позитивизма, но она сравнительно быстро реагировала также и на административно-правовую догматику. Самые ценные произведения буржуазной науки венгерского административного права представляют собой труды правовой догматики. Автор настоящей статьи пытается дать охватывающую оценку о буржуазной науке венгерского административного права, а также иллюстрировать и доказать ее списком произведений самых выдающихся авторов.

После второй мировой войны наука венгерского государственного управления, и в том числе наука административного права, взяла новое с мировоззренческой и политической точек зрения направление. Но в общем она характеризовалась поисками новых путей и не имеет значительных научных достижений. Автор излагает причины этого.

Начиная с 1957 года в Венгрии в рамках науки государственного управления в первую очередь наука административного права оживилась, которую нельзя включить ни в одно из направлений буржуазной науки административного права. Автор данной статьи стремится охарактеризовать науку венгерского административного права последних двух десятилетий и перечисляет важнейшие темы и результаты исследований данного периода.

В последней части показаны задачи, поставленные перед наукой венгерского административного права, а именно: теория правовых отношений; юридическое лицо в административном праве; учение об актах; акты, служащие правовыми средствами управления (надзор) экономикой и предприятием; трудовые правоотношения работников государственного управления, а также применение права в области государственного управления.

Судебный контроль за законностью административных решений в европейских социалистических странах

Ф. ТОЛДИ

Заведующий отделом Института государства и права
Венгерской Академии наук

Автор статьи с помощью сравнительного метода исследования в историческом аспекте подвергает анализу три круга вопросов.

В первом кругу вопросов рассматриваются принципиальные основы судебного контроля, втором анализируется система судебного контроля за законностью административных решений, а в третьем кругу проблем показаны специфические черты судебного контроля в отдельных социалистических странах.

Рассматривая принципиальные основы судебного контроля, автор указывает на место исследуемого института в социалистической правовой системе, в системе пересмотра дел в административном порядке.

В рамках системы судебного контроля за законностью административных решений автор рассматривает основные формы судебного контроля, вопросы, связанные с компетентными по таким делам судами, пределы судебного порядка пересмотра решений, его характер, а также проблемы, связанные с дифференцированностью юрисдикции в отношении такого рода решений.

Для наглядного сравнения специфические черты судебного контроля анализируются автором по странам в историческом аспекте, дается подробная информация относительно дел, передаваемых судам.

Заключительная часть статьи посвящена изучению характера административного иска, а также влиянию судебного контроля на административный процесс в целом, и главным образом на систему обжалования внутри самой системы государственного управления.

I

Принципальная основа судебного контроля

1. Цели социалистического государства и методы их осуществления вообще, и в особенности отношения между государством и гражданами, а также существенные с точки зрения государства отношения между гражданами находят свое выражение главным образом в юридической форме. Органы государственного управления могут наделять любого гражданина правами и возлагать на него обязанности только имея на это полномочие и лишь при наличии определенного фактического состава. В этом отношении правомочие административных органов регулируется законом или основывающейся на нем нормой права. Из этого следует, что основой деятельности органов государственного управления, непосредственно направленной на достижение

правового действия, является закон и основывающаяся на нем правовая норма, а также основное общественное требование — соблюдение норм права, законности.

Законность обеспечивает стабильность регулируемых государством отношений, а в отношении их сущности — определенность их содержания. Это имеет весьма большое значение как вообще, и в особенности в делах граждан и их организаций.

Определенность в правовом отношении деятельности органов государственного управления и требование соблюдения законности являются важными элементами социалистической демократии. Ибо демократизм государства неотделим от социалистического правопорядка, от соблюдения норм правопорядка. Развитие демократизма социалистического государства, укрепление социалистической законности и ее условий, а также усиление ее роли являются объективным законом развития социалистического государства. Важным показателем социалистической демократии и уровня ее развития является то, какими средствами и в какой мере обеспечено соблюдение законов и основывающихся на них правовых норм.

Юридическая определенность деятельности органов государственного управления и соблюдение законности по своему общественному воздействию являются сложным явлением. В частности, ими обеспечивается надлежащее претворение в жизнь государственных целей, отраженных в праве, что служит условием ответственности как должностных лиц, так и граждан, а также дисциплины применяющих право и граждан вообще. В целом они действуют в направлении создания таких общественных отношений, в которых права и обязанности урегулированы, и все могут знать свои права и обязанности, а в случае нарушения этих прав и интересов имеются необходимые достаточно эффективные гарантии для его устранения.

2. В отношении деятельности органов государственного управления социалистическое государство создает и развивает гарантии соблюдения законности и охраны законных прав *в первую очередь и главным образом внутри самой системы органов государственного управления*. Это объясняется тем, что в государственном управлении — вследствие его масштабов, многогранности и специфики — надлежащее обеспечение законности и *главным образом охрана законных прав* невозможны путем учреждений, которые функционируют вне системы органов государственного управления.

Даже аппарат с самой идеальной структурой и располагающий хорошими кадрами может совершить и допускает ошибки. Очевидно далее, что охрану различных прав граждан не могут обеспечивать сами по себе материальные средства и окружающие их общественные отношения.¹ Поэтому в интересах охраны прав и законных интересов как государства так и граждан социалистическое государство стремится к созданию и постоянному совершенствованию эффективных средств — специальных институтов. Среди таких средств, как

¹ НЕДБАЙЛО, П. Е.: *О юридических гарантиях правильного осуществления советских правовых норм*. „Советское государство и право“, 1957, № 2.

правило, значительное место получил и институт судебного контроля за законностью решений органов государственного управления.

Обеспечение возможности для судебного контроля за законностью административных актов является всего лишь одним из средств соблюдения законности. Судебный контроль применяется, как правило, после того, как исчерпаны все административные средства для устранения нарушений права. Следовательно, в условиях социалистического государства *судебный контроль ни дополняет, ни подменяет обязанности и функции административных органов по обеспечению законности*. Таким образом возможность судебного контроля за законностью решений органов государственного управления в области соблюдения законности представляет собой ценность сверх осуществляемой административными органами деятельности этого направления. *Обеспечение возможности судебного контроля имеет веские мотивы, в то же время сам контроль — свои пределы.*

3. Обеспечение возможности судебного контроля в социалистическом государстве основывается на юридическом и политическом требовании обязательного для всех соблюдения законности, а не на противопоставлении гражданина государству, как это имеет место в буржуазных государствах.² Из этого положения следует, что судебный контроль применим как в интересах гражданина, так и государства.

Конкретные мотивы обеспечения возможности судебного контроля кроются в специфике системы государственного управления, судоустройства и судопроизводства.

В силу своей природы административный процесс в значительной степени не связан даже в тех странах, в которых имеются административно-процессуальные кодексы. Это объясняется тем, что административный процесс, как правило, односторонен, т.е. административное производство ведется одним из субъектов правоотношения — органом государственного управления — который применяет и материальное право в отношении другого субъекта. Для процесса характерно далее, что в большинстве случаев стороне становится известно лишь из вынесенного решения о том, что велось производство по делу, затрагивающему ее права, законные интересы или правовое положение. О несвязанности административного процесса свидетельствует также и то, что в большей части административный процесс детально не урегулирован и не может быть таким образом регламентирован. По необходимости, в административном процессе осуществляется правовой принцип, согласно которому процессуальные действия юридически лишь в той степени ограничены, в какой они урегулированы правом. Наконец, масштабы, разнообразие административных дел и требование их быстрого рассмотрения тоже могут послужить источником ошибок.

Существующая система административных средств (обжалование, жалоба, надзор, и т. п.), предусмотренных для отмены или изменения решений, приводит к тому, что установление нарушения правовых норм остается в рам-

² MERKL, A.: *Allgemeines Verwaltungsrecht*. (Общее административное право). Wien—Berlin, 1927, p. 371.

ках системы органов государственного управления. Основные характерные свойства процесса не изменяются. Вследствие этого бывают случаи, когда нарушение не устраняется.

Правовое положение, организация суда, природа его функций и строго определенный формальный порядок его деятельности создают особенно благоприятные условия и вместе с тем преимущества для укрепления законности, так как судебные органы образуют обособленную, самостоятельную систему внутри единого государственного механизма. Судебная деятельность же существенно отличается от административной деятельности. Суды являются особыми органами, учрежденными для отправления правосудия. В своей деятельности они независимы, и подчиняются только закону. Разбирательство дел происходит, как правило, гласно. Правовые споры — на основе принципа равноправия сторон — решаются на основе двустороннего производства, обычно коллегией. С учетом всего этого обосновано мнение, согласно которому в социалистическом правопорядке лучшей гарантией законности является суд.³

Применительно рассматриваемой нами темы на исключительное значение судов указывал и *Энгельс*. Первым условием всякой свободы он считал то, чтобы каждый чиновник ответственность за свои служебные действия по отношению к любому из граждан нес перед обыкновенным судом.⁴ Это положение *Энгельса*, хотя оно зародилось в иных общественных отношениях, заслуживает внимания и в наших условиях.

4. Обеспечение возможности судебного контроля за законностью административных решений *в принципиальном отношении* полностью соответствует системе государственной власти социалистического государства.

Основным положением государственной жизни и государственного устройства социалистического государства является единство народного суверенитета и государственной власти. Единство государственной власти в первую очередь и главным образом реализуется в высшем органе народного представительства, воплощающем народный суверенитет. Обеспечение судебного контроля за законностью административных решений выражает единство государственной власти, верховность высшего органа государственной власти и первичность его актов. Ведь с функциональной точки зрения власть народа прежде всего и главным образом осуществляется в высшем органе народного представительства, посредством его актов. А в законотворчестве, в исполнении законов и соответствующих им правовых норм власть народа конкретизируется. Логическим следствием народного суверенитета, его непременным условием является осуществление власти при помощи права, прежде всего закона. А это, если правопорядок перестает быть выразителем подлинной воли народа, превращается в фикцию.⁵ *Поэтому соблюдение законов и соответствующих*

³ СТРОГОВИЧ, Н. С.: *Теоретические вопросы советской законности*. „Советское государство и право”, 1956, № 4.

⁴ МАРКС, К. и ЭНГЕЛЬС, Ф.: *Сочинения*, т. 34, стр. 103.

⁵ BURDA, A.: *Praworządność w systemie demokracji socjalistycznej* (Законность в системе социалистической демократии). Wrocław—Warszawa—Kraków, 1967, pp. 58—59.

им правовых норм является не только основной юридической проблемой, но и столь важным и политическим вопросом.

В судебной системе законодателем была создана особая система для обнаружения и декларирования нарушений законов, а также для принятия мер, связанных с конкретными делами. Суд, как институциональная система органов, зависит от существования государства. В силу вышеизложенного роль его в социалистическом государстве сильно возрастает и расширяется. В условиях социализма суд является не только форумом разрешения правовых споров, но и важной политической гарантией правопорядка народной власти, реальности законов и законности. То же самое можно сказать и в отношении административных решений. Для выполнения этой роли суд особенно пригоден вследствие указанных выше общих особенностей его организационной структуры и деятельности.

Судебный контроль за законностью административных решений не означает, однако, что административные органы подчинены судам, зависят от них или вместе с ними осуществляют управленческие задачи. Подчиненность административных органов судам исключается их организационной обособленностью, а также предметом и целью деятельности судов по отправлению правосудия, а также процессуальным положением административного органа по отношению к суду. Опасность переплетения исключается, кроме того, и специфичностью объема судебной юрисдикции, а также и тем обстоятельством, что судебный контроль имеет место всегда по конкретному делу и носит состязательный характер.

5. Возможность судебного контроля за законностью административных решений отражается в конституции, законе о судоустройстве или в процессуальных кодексах той или иной социалистической страны, или же в большинстве перечисленных источников права. В то же время способ отражения различен. Некоторые законодательные акты допускают или прямо предусматривают судебный контроль за законностью административных решений, другие же лишь не исключают возможности такого контроля. Решение же проблемы ставят на усмотрение компетентного нормотворческого органа. Практика регулирования данных вопросов значит в социалистических странах различна.

Несмотря на различия в практике регулирования в социалистической юридической науке существует почти единогласное мнение, согласно которому в отношении определенного круга административных решений судебный контроль обоснован и оправдан.

Задачи и требования, предъявляемые к государственному управлению, конкретная практика государственного управления, а также дифференцированная охрана прав и законных интересов граждан свидетельствуют о том, что административный и судебный порядки устранения нарушений законов следует не только сохранить, но и желательно их расширить. Ибо чем больше путей для устранения нарушений законов, тем демократичнее, и, можно добавить эффективнее сама система устранения нарушений.⁶

⁶ ЯМПОЛЬСКАЯ, Ц. А.: О субъективных правах советских граждан и их гарантиях. В кн.: Вопросы советского государственного управления. Москва, Изд. АН СССР, 1958, стр. 223—224.

6. В социалистических странах над решениями органов государственного управления осуществляется, как правило, *прокурорский надзор*, который, однако, судебный контроль заменить не может. Протест прокурора касается определенного дела и в конечном счете решение дела по существу — если судебный путь не обеспечен — остается в рамках системы органов государственного управления. Как раз поэтому эффективность вмешательства прокурора в значительной степени возрастает с возможностью судебного контроля. В связи с прокурорским надзором в судебном контроле конкретизируется *ленинское* представление о государстве. По мнению Ленина, что касается местных органов власти, задачей прокурора является передача судам дел о нарушениях законов и их нарушителей.⁷

Выступление прокурора в интересах судебного контроля может играть значительную роль особенно по таким делам, в которых устранение правонарушающего положения *требуют в первую очередь интересы государства*. Ибо граждане непосредственно ощущают нарушения их прав и законных интересов и при помощи дифференцированных средств могут защищать и защищают их. Ощущение нарушений законов, сорванных в ущерб государства, не в такой степени эффективно. Да и средства устранения нарушений законов не столь дифференцированы, как для граждан.

7. Институтом судебного контроля за законностью административных решений государством обеспечивается участие особой, независимой, в рассматриваемом деле прямо незаинтересованной организации, созданной для решения правовых споров. Деятельность по отправлению правосудия органа располагающего такими свойствами, является успокоивающей для сторон. Социалистическое государство считает немаловажным и этот *психический* мотив.

Судебный контроль за законностью административных решений является чрезвычайно подходящим институтом и для повышения стабильности правоотношений, основывающихся на административных решениях, так как в силу усиленной охраны этих отношений и под влиянием решений суда эти правоотношения реже и в меньшей мере подвергаются изменению со стороны органов государственного управления.

8. Накопленный опыт в области судебного контроля за законностью административных решений свидетельствует о том, что данный институт имеет *двойное влияние*. Одно из прямых следствий допустимости контроля состоит в том, что суд, отменяя правонарушительное решение, обеспечивает законность. Другое, косвенное влияние проявляется в том, что уровень работы административных органов по делам, подвергающимся контролю со стороны суда, сравнительно выше и по таким делам сравнительно реже выносятся решения, нарушающие правовые нормы. Значение судебного контроля состоит, главным образом, в этом последнем косвенном влиянии. Ибо обеспечение возможности осуществления судебного контроля имеет своей основной целью добиться положения, чтобы как можно реже возникла необходимость в судебном пересмотре решений административных органов, а если это все же

⁷ ЛЕНИН, В. И.: *Полное собрание сочинений*, т. 45, стр. 198.

неизбежно, чтобы как можно реже имелись основания к отмене административного решения.

Таким образом учреждение судебного контроля объясняется не числом дел, нуждающихся в пересмотре. Оно основывается на требованиях совершенствования механизма государственной власти, развития социалистической демократии.

9. Допустимость судебного контроля за законностью административных решений не отделима от общественных отношений данной страны, от отдельных государственных задач и методов их осуществления. Поэтому то, что в той или иной социалистической стране используется ли возможность судебного контроля и если да, то вообще или же только по определенным делам, зависит от конкретных внутренних условий данного государства. В общем, однако, можно сказать, что возможность осуществления судебного контроля существует и в принципе оправдала себя. Сейчас уже институт судебного контроля составляет органическую часть правопорядка в большинстве европейских социалистических стран.

II

Система судебного контроля за законностью административных решений

1. В социалистическом правопорядке судебный контроль за законностью административных решений имеет две основные формы. В соответствии с первой формой административное решение может быть приведено к исполнению только в том случае, если оно было пересмотрено судом с точки зрения законности. В таких случаях в основе судебного контроля лежит не иск потерпевшего, а служебная обязанность административного органа предъявить решение в суд. Судебный контроль является таким образом условием исполнения решения. По второй форме дело рассматривается судом по инициативе стороны, права которой нарушены, или по инициативе прокурора. Общепринятой является последняя форма.

В социалистических странах существует единая система правосудия. В рамках этой единой системы осуществляется и судебный контроль за законностью административных решений. Осуществление судебного контроля за законностью административных решений относится к компетенции *обычных судов*. Однако в некоторых странах встречаются и т. н. квазисудебные органы, например комиссии, созданные вне системы органов государственного управления или под их надзором. В последнем случае, поскольку такой орган находится в подчинении административного органа, он не равноценен обычному суду.

Полномочие обычных судов по контролю административных решений в принципе основывается на последовательном построении единой системы правосудия, и на том, что общие и специфические условия, необходимые для отправления правосудия, наиболее полно могут быть реализованы судами, входящими в эту систему. Общие условия осуществления правосудия вытекают из

указанных выше его особенностей. Что касается особых условий, то они направлены на специализацию деятельности по отправлению правосудия, на быстрый и квалифицированный контроль за оспариваемыми административными решениями.

2. Судебный контроль имеет значение главным образом в отношении конкретных административных решений, регулирующих права и обязанности граждан и их организаций. В некоторых социалистических странах в регламентированном порядке допускается также и прямой судебный контроль за решениями органов государственного управления, имеющими нормативный характер. Метод косвенного контроля общеизвестен и широко применяется.⁸

В социалистических странах судебный контроль за законностью решений, затрагивающих права и обязанности граждан, может производиться в т. н. энумерационном порядке. Обе формы энумерации — негативная и позитивная — известны. Негативная энумерация — определение круга дел, изъятых из судебного контроля — применяется в тех социалистических странах, в которых предоставлены более широкие возможности для судебного контроля (Болгария, Румыния, Югославия). В общем можно сказать, что в странах, допускающих судебный контроль с применением позитивной энумерации — т. е. определением круга дел, которые могут быть переданы на рассмотрение суда — соответствующие законодательные акты толкуются судами расширительно. Таким образом конкретные дела, подвергаемые судом контролю в юридической практике более дифференцированы, чем как это кажется без глубокого анализа действующего законодательства.

3. В рамках судебного контроля за законностью административных решений *судебная юрисдикция дифференцирована*. Ведь существуют государственные регистры и административные решения, предоставляющие право (*favourable*) и налагающие обязанности (*onerouse*), в отношении которых правовыми нормами допущено полное правосудие (*Contentieux de pleine juridiction*). Общеизвестные регистрации это такие как книги ЗАГС, регистры недвижимого имущества, и т. п. Из актов, устанавливающих права или обязанности, сюда входят административные решения по некоторым имущественным вопросам (компенсация; возмещение убытков; денежная плата, установленная после реализации исполнения), а также регулирующие определенные брачно-семейные отношения и отношения в области социального обеспечения. По таким делам суд выносит решение по существу дела и может изменить решение административного органа.

Подобную компетенцию имеет суд по так называемым *репрессивным административным делам*. По делам такого рода административные органы налагают взыскания или принимают другие меры принуждения. По таким делам суд, как правило, может не только отменить решение административного органа, но и изменить его.

Несмотря на все это, в сфере контроля за правильностью административных решений *юрисдикция суда ограничена*, что можно считать основным прави-

⁸ Формы контроля за законностью и конституционностью актов административных органов не являются темой нашего исследования.

лом. Это ограничение двух направлений. Дело в том, что контроль может иметь своей целью установление того, не нарушает ли решение правовую норму. Если нарушение имеет место, то *правомочие суда распространяется всего лишь на отмену данного решения* (Contentieux de l' annulation).

Судебный контроль за законностью административных решений представляет собой комплексную проблему. Ведь административное решение часто основывается на взвешивании в более широком смысле слова. В каждом отдельном случае законодательство обеспечивает возможность выбора из многих, с формальной точки зрения одинаково возможных решений. Если бы деятельность суда по отправлению правосудия распространялась и на оценку правильности, целесообразности решений, выбираемых административным органом в пределах, установленных законодательством, то это ущемляло бы самостоятельность органов государственного управления. Ведь в вопросе целесообразности к суду перешло бы право административного органа и он подменил бы его своим собственным решением. А это допускается только в исключительных случаях, по делам, попадающим под полную юрисдикцию.

Суд, как правило, может выносить решение только по таким делам, которые не входят в компетенцию административного органа или же административный орган каким-то образом нарушает предоставленные ему в таких делах права. Основанием для вмешательства суда служит, как правило, только решение, изданное *contra legem* и *praeter legem*.

В целях установления возможных правонарушений суд рассматривает:

- а) что противоречит материальному праву в обжалованном административном решении;
- б) установлены ли в соответствии с материальным правом фактические обстоятельства дела, лежащие в основе административного решения;
- в) административный орган не допустил ли процессуальной ошибки, влияющей на суть дела, при производстве, предшествовавшем принятию решения;
- г) принято ли решение органом, наделянным соответствующей компетенцией;
- д) издано ли решение в установленной форме, если это является условием его действительности.

Задачей судебного контроля является обнаружение возможных недостатков и ошибок, допущенных по правовым и фактическим вопросам данного дела. Ибо в большинстве случаев выявление допущенных в установлении фактических обстоятельств дела ошибок помогает установить и оценить также и недостатки, допущенные по правовым вопросам дела. Выявление ошибок, допускаемых при установлении фактического состава, имеет особое значение с точки зрения изучения возможностей оценки административным органом при выборе и выхода за рамки такой возможности.

В сфере обеспечения законности судебное производство распространяется, таким образом, на пересмотр решения во всех важнейших его аспектах с целью обнаружения нарушения закона.

Своеобразную форму нарушения норм права представляет невыполнение обязанности по принятию решения или мер. В некоторых социалистических

странах судебная защита обеспечивается и на случаи *бездействия органов государственного управления*.

На основе изложенных можно установить, что *в социалистических странах суды осуществляют своеобразный надзор над административной деятельностью*. Этот надзор ограничивается делами, предусмотренными законодательством. Надзор ограничен и по содержанию, поскольку он может направляться лишь на проверку правомерности решения, а в случае установления нарушения законов, тоже как общее правило, — на отмену решения.

4. Другой спецификой — и вместе с тем ограничением судебного контроля — является то, что *суд может рассматривать лишь административные решения, которые могут быть исполнены*. Целью такого подхода является добиться того, чтобы правонарушение рассматривалось и устранялось в первую очередь компетентным на это административным органом, а также чтобы была обеспечена возможность проверки и исправления каждого такого обжалованного, нецелесообразного решения, которое нарушает не право, а интересы. Этот способ имеет в виду — наряду с изложенными — и необходимую экспедитивность органов государственного управления.

Правомочие судов по осуществлению контроля за законностью административных решений не затрагивает их права обращаться к компетентным органам с требованием проверки как нормативных, так и единичных актов, если в ходе своей деятельности по отправлению правосудия они встречаются с нарушениями правовых норм. Таким правом наделен каждый суд. В этом случае, однако, органом, принимающим решение по оспариваемому акту, является не суд, а издатель акта или его вышестоящий орган. Суд не обязан принимать за правовую и фактическую основу своего решения такой административный акт, который нарушает законы.

Это право суда основывается на том, что он подчинен только закону⁹ и его решение должно основываться на выясненных фактических обстоятельствах и должно быть законным. По отношению к конкретным актам ГПК Венгрии предусматривает более широкие рамки. Согласно § 9 ГПК суд выносит решение независимо от решения другого органа или дисциплинарной комиссии и установленного ими фактического состава. Т. е. суд не связан даже с конкретным актом, не нарушающим правовые нормы. Эта форма спорна, ибо она предполагает законность двух видов, судебную и административную.

5. Судебный контроль за законностью административных решений осуществляется *в порядке искового производства*. Сам административный орган является стороной процесса и защищает свое решение в качестве одной из сторон, участвует в процессе в соответствии с установленными правилами и т. д. Это, однако, относится лишь к форме, формальному порядку спора. Но предмет процесса, его сущность отличается от гражданского и уголовного процессов.

В случае судебного контроля за законностью административных решений *предметом контроля, иска является законность административного решения*.

⁹ BИHAPИ, O.: *A szocialista államszervezet alkotmányos modelljei* (Конституционные модели социалистической государственной организации). Budapest, 1969, p. 361.

В гражданском судопроизводстве предметом спора является правовое положение, которое должно быть создано или прекращено выносимым судом решением. В уголовном же процессе суд распоряжается о последствиях виновного поведения. По таким делам юрисдикция суда является полной. При контроле за законностью административных решений — в административном производстве — суд исследует исключительно законность решения, невзирая на возможно возникшие права, на нанесенный ущерб. В производствах иного характера дело ведется как раз для того, чтобы суд урегулировал последствия какого-нибудь поведения. Административный орган также может быть стороной такого процесса. Это бывает тогда, когда предметом спора является нарушение такого договорного обязательства, в котором административный орган выступает в качестве одной из договаривающихся сторон, а также, когда процесс направляется на установление ответственности административного органа за причинение вреда. Такими являются и дела, вытекающие из административных служебных правоотношений, а также основывающиеся на них имущественные споры. Рассмотрение такого типа процессов выходит за рамки нашей темы.

Поскольку целью судебного контроля за законностью административных решений является обнаружение и констатирование противозаконности административного решения, возможность соглашения сторон исключена. Противозаконность решения предметом соглашения быть не может.

С возбуждением судебного производства в интересах контроля за законностью административных решений *форма и характер производства по делу изменяется*. Это уже не означает продолжение административного процесса на более высоком уровне, а процесс, который до этого момента был односторонним, превращается в двусторонний судебный процесс и возбуждается новое производство.¹⁰

Возбуждение судебного контроля за законностью административного решения в социалистическом правопорядке *имеет условно девальвативную силу*, так как административный орган имеет возможность отменить или изменить свое решение в соответствии с иском еще до вынесения судом решения. Это служит эффективности и экономичности административного процесса.

III

Особенности судебного контроля в отдельных социалистических странах

1. В системе судебного контроля за законностью административных решений в отдельных странах обнаруживаются существенные различия и специфические черты. В данном институте и его особенностях отражаются целесообразные с политической точки зрения способы обеспечения законности в нынешних условиях данной страны. Ни сам институт, ни его особенности

¹⁰ TOLDI, F.: *Az államigazgatási rendelkezések megsemmisítése és megváltoztatása* (Отмена и изменение административных актов). Budapest, 1965, p. 271.

нельзя считать, таким образом, историческими, национальными традициями. Когда социалистические страны в принципе не отказываются от прежних известных уже и в других местах правовых форм, которые могут быть сохранены и адаптированы, в то же время они не продолжают практику и формы судебного контроля за законностью административных решений, существовавшие при прежнем государственном строе. Эти страны стремились и стремятся к созданию новой и более эффективной системы судебного контроля за законностью административных решений, наиболее соответствующей их общественным отношениям.

Обеспечение возможности судебного контроля за законностью административных решений и порядок его осуществления находятся в тесной связи с общественными отношениями отдельных стран, их развитием и утверждением. Судебный контроль как корреляционное явление в социалистическом государственном строительстве после национализации важнейших средств производства, фундаментального изменения общественной структуры, выступает в качестве осуществимого, реального требования обеспечения сложившихся социалистических отношений. На ранней стадии развития вследствие глубоко революционного характера и быстрых темпов преобразования условия и предпосылки для осуществления судебного контроля за законностью административных решений не были широко обеспечены. Этим объясняется то, что на раннем этапе развития стран народной демократии существовавший институт административной юстиции был ликвидирован.

Особенности судебного контроля за законностью административных решений — учитывая их правовое значение — весьма многообразные. Поэтому в дальнейшем будут рассмотрены лишь те моменты и специфические черты этого института, которые имеют важное значение с точки зрения его общей оценки. Будет показана история развития института судебного контроля и практика его применения. Для обозримости и сравнения данный институт рассматривается по отдельным странам.

2. В развитии судебного контроля за законностью решений органов государственного управления в СССР до настоящего времени можно различать три периода.

В первый период развития (в 20-е годы) судебный контроль за законностью административных решений был актуальным вопросом, постоянно обсуждавшимся в юридической литературе. В юридической литературе были высказаны различные мнения, начиная с предоставления полномочий обычным судам вплоть до создания особых административных судов.¹¹ Но революционные преобразования страны и его темпы не позволяли осуществлять судебный контроль по широкому кругу дел.

Охрана прав трудящихся, основывающихся на трудовых отношениях, уже и в этот период была максимально обеспечена. Так например, судебная защита предоставлялась по делам, связанным с дисциплинарными взыскания-

¹¹ САЛИШЕВА, Н. Г.: *Административный процесс в СССР*. Москва, „Юридическая литература”, 1964, стр. 137 и. сл.

ми, незаконным увольнением или отказом в законном увольнении трудящихся.¹²

Во второй период, после создания социалистической крупной промышленности и коллективизации сельского хозяйства, вслед за принятием Конституции 1936 года, советское государство утвердило широкое применение судебного контроля за законностью административных решений по определенному кругу дел.¹³ В этот период судебный контроль имел важное значение в первую очередь по решениям, устанавливающим определенные обязанности. Так, например, принудительное изъятие у колхозов и отдельных граждан имущества для покрытия недоимок по государственным и местным налогам, обязательному окладному страхованию, а также обязательным натуральным поставкам могло быть произведено только решением суда.

Кроме того суды могли рассматривать:

1. Правомерность включения или невключения в список избирателей;
2. Правильность записей в книгах ЗАГС;
3. Правомерность постановления о выдаче ордера на жилую площадь;
4. Отказ в выдаче разрешения на обмен жилой площади;
5. Допустимость отказа нотариуса дать информацию;
6. Отказ в регистрации строений;
7. Постановления о способе и размере вознаграждения авторов изобретений и рационализаторских предложений;
8. Дела, направленные на исключение имущества из описи;
9. Денежные штрафы, наложенные за лесонарушения.

В третий период, начиная с середины 50-х годов, вопрос судебного контроля вновь попадает в центр внимания юридической литературы. Авторы решительно выступают за существенное расширение судебного контроля. Некоторые из авторов выступают с требованием осуществления судебного контроля за законностью почти всех административных действий, затрагивающих субъективные права граждан.¹⁴

Основанием для расширения судебного контроля служит дальнейшее укрепление социалистических общественных отношений, в особенности укрепление законности и развитие ее институтов. *Расширение возможности применения судебного контроля является логическим следствием развития социалистической демократии.*¹⁵

¹² Постановление ЦИН и СНК СССР 29 августа 1928 года о Правилах о примирительно-третейском разбирательстве и судебном рассмотрении трудовых конфликтов. СЗ СССР 1928 г. № 56, ст. 495.

¹³ СТУДЕНИКИН, С. С.: *Советское административное право*. Москва, Госюриздат, 1949, стр. 154 и сл.

¹⁴ ЧЕЧОТ, Д. М.: *В. И. Ленин и проблема судебного контроля за законностью в деятельности органов государственного управления*. „Вестник Ленингр. ун-та”, сер. экономика, философия, право, 1970, № 5, стр. 114—123.; КВИТКИН, В. Т.: *Вопросы судебного контроля за законностью разрешения административных дел*. „Вестник Моск. ун-та”, сер. право, 1967, № 2, стр. 64—68.; БОННЕР, А. Т. и КВИТКИН, В. Т.: *Судебный контроль в области государственного управления*. Москва, Изд-во Моск. ун-та, 1973, стр. 102 и сл.

¹⁵ САЛИШЕВА, Н. Г.: *Граждан и административная юрисдикция в СССР*. Москва, 1970, стр. 125.

Обеспечению законности, в том числе судебному контролю за законностью административных решений придается особенно важное значение законом от 1959 года об Основах законодательства о судостроительстве Союза ССР, союзных и автономных республик. Согласно закону задача правосудия состоит в обеспечении точного и неуклонного соблюдения и исполнения законов всеми учреждениями, организациями, должностными лицами и гражданами.¹⁶

В названный период до настоящего времени советское законодательство стремилось главным образом *дать общую и принципиальную формулировку основ судебного контроля*. Это отражено и в уже названном законе о судостроительстве. В этом же направлении действует и закон об Основах гражданского судопроизводства Союза ССР и союзных республик от 1961 года.¹⁷ Дела, вытекающие из административно-правовых отношений, относятся к особой категории гражданского судопроизводства. Регулирование, таким образом, имеет принципиальное значение в трех отношениях. Во-первых, дела, вытекающие из административно-правовых отношений, считаются самостоятельной категорией рассматриваемых дел. Во-вторых, эти дела, как правило, подведомственны судам. Наконец, в-третьих, к делам, отнесенным к ведению суда, предусматривается применение правил гражданского судопроизводства. Этим закон в категории этих дел создает и юридически и в целом единообразно урегулированные отношения.

Изменился и объем судебного контроля за законностью административных решений, обеспеченного в предшествующий период. В 1957 году была отменена система обязательных поставок сельскохозяйственной продукции и здесь судебная защита стала излишней. В других же отношениях ранее обеспеченная возможность судебного контроля расширилась.¹⁸ Это расширение заслуживает внимания в двух отношениях.

Законом 1970 года об утверждении Основ законодательства о труде Верховный Совет СССР совершенствовал порядок рассмотрения трудовых споров. В соответствии с ним, если работник не согласен с постановлением по его трудовому спору, с просьбой рассмотреть трудовой спор он может обратиться в народный суд. Это правило не относится к узкому кругу работников, установленному законодательством.

Президиум Верховного Совета СССР указом 1961 года о дальнейшем ограничении применения штрафов, налагаемых в административном порядке, обеспечил возможность для судебной проверки законности актов о наложении штрафа. В отношении этих актов имеет место полный судебный контроль.

3. В *Болгарии* процесс создания судебного контроля за законностью административных решений можно разделить на два периода.

После освобождения административный суд, существовавший с 1912 года, в 1948 году был объединен с Верховным судом. Вслед за этим была создана

¹⁶ „Ведомости Верховного Совета СССР”, 1959, № 1.

¹⁷ „Ведомости Верховного Совета СССР”, 1961, № 50.

¹⁸ *Административное право*. Под. ред. Ю. М. Козлова, Москва, „Юридическая лит.” 1968, стр. 310—312.; САЛИШЕВА, Н. Г.: *Гражданин и административная юрисдикция в СССР*. стр. 118 и сл.

система судебного и квазисудебного контроля за законностью административных решений.¹⁹ Отдельные административные решения по делам, связанным с избирательной системой и загсом, территориальным планированием, возмездным изъятием имущества, некоторым жилищным и налоговым делам, а также административным взысканием, рассматривались обычными судами. Под надзором Верховного суда функционировали и особые органы юрисдикции. Наряду с ними были созданы также административные комиссии — например для контроля за постановлениями по жилищным делам, — в которых председательствовал судья.

Коренное изменение в изложенной системе контроля произошло на второй стадии развития, а точнее в начале второго периода, в 1969—1970 гг.

В ноябре 1969 года был принят закон об административных правонарушениях и наказаниях, затем в июле 1970 года — закон об административном процессе.²⁰

Закон об административных правонарушениях и наказаниях открывает путь для обжалования решений первой инстанции в народный суд,²¹ а окружным судам предоставлено право осуществления надзора по этим делам.

Народный суд может подвергнуть контролю постановление первой инстанции о правонарушении в полном его объеме и может не только отменить, но и изменить его. С помощью этой формы закон стремится обеспечить полную судебную защиту по делам о правонарушениях.

Закон об административном процессе, введением негативной эnumерации, обеспечивает возможность осуществления судебного контроля за незаконными административными решениями. Соответственно этому обращаться в суд невозможно:

а) по делам, непосредственно связанным с государственной обороной и безопасностью;

б) с обжалованием постановлений, изданных на основе закона о валютных операциях и контроле валют;

в) по актам, изданным Государственным комитетом контроля;

г) по делам о содержании актов о признании или применении права.

В суд могут быть обжалованы только решения административного органа первой инстанции, т. е. — исполнительные решения. На обжалование имеют право заинтересованные стороны и прокурор.

К судебной защите можно прибегнуть и в случае невыполнения административным органом второй инстанции своей обязанности по принятию решения. В этом случае непосредственным предметом судебного контроля является не бездействие органа второй инстанции, а нерассмотренное этим органом решение первой инстанции.

¹⁹ СТАЙНОВ, П.: *Особените юрисдикции в област на администрацията* (Особенности юрисдикции в области государственного управления). София, 1956, стр. 234.

²⁰ Държавен вестник, 1969, № 92; 1970, № 54.

²¹ Следует отметить, что в соответствии с абз. 3 § 59 закона, обжалования не допускается, если размер денежного штрафа или возмещения за изъятое имущество или же за причиненный вред не превышает 20 лева.

Возможность судебного контроля *одноступенчатая* и в случае обнаружения правонарушения она распространяется, как правило, на частичную или полную отмену решения.

На практике, в виде исключения, бывает, что пересматриваемое судом решение вынесено на основании подзаконного источника права, противоречащего закону. В таком случае болгарский суд эту норму права не применяет. Суд может отменить обжалованный индивидуальный акт и обратиться в компетентные органы с заявлением о противозаконности нормативного акта.

4. В *Германской Демократической Республике* судебный контроль за законностью административных решений осуществляется умеренно, в действительности лишь в случае изъятия имущества по вопросу о размере компенсации, а также по делам о незаконном включении или невключении в список избирателей. Кроме этого суд в гражданском процессе — если это только преюдициальный вопрос — может выносить решение о действии административного решения.²²

Статья 239 Конституции ГДР 1949 года предусматривала возможность судебного контроля за законностью административных решений в более широком кругу. В соответствии с указанной статьей административным судам должна была предоставлена защита против незаконных действий органов государственного управления. Организацию и деятельность административных судов должен был регулировать особый закон, но он не был издан.

Ныне действующая Конституция ГДР 1968 года широко определяет задачи судов. Согласно ст. 90 Конституции суды служат укреплению социалистической законности, защите и развитию страны и ее государственного и общественного строя. Суды защищают свободу, мирную жизнь, права и достоинство человека. Из этого следует, что не существуют даже конституционных препятствий для обеспечения возможности судебного контроля за законностью административных решений.²³

Раньше о рассмотрении заявлений и жалоб, связанных с незаконностью административных решений, соответствующие положения содержались в статьях 104 и 105 Конституции. В ходе изменения Конституции в 1974 году эти положения были отменены. В настоящее время заявления и жалобы на административные решения подлежат рассмотрению на основе закона о жалобах, вступившего в действие 19 июня 1975 года.

В Германской Демократической Республике согласно §§—ам 1—2 и 7 постановления от 19 декабря 1974 г., о преследовании правонарушений, изданного в ходе исполнения Уголовного кодекса, решения по делам об административных правонарушениях, вынесенные органом милиции, во второй инстанции пересматриваются в суде.

5. В *Польше* административная юстиция имела сравнительно давние традиции. Это было учтено и в т. н. Малой Конституции 1947 г., в ст. 26 ко-

²² BÖNNINGER, K. UND AND.: *Das Verwaltungsrecht der DDR* (Административное право ГДР). Berlin, 1957, pp. 318—319.

²³ TOEPLITZ, H.: *Law and Legislation in the German Democratic Republic* (Законность и отправление правосудия по новой Конституции ГДР.) Spec. Edition, 1968, pp. 35—40.

торой предусматривалось, что контроль за законностью административных актов будет урегулирован особым законом, который, однако, не был создан.

Кроме широкого освещения в юридической литературе²⁴ административная юстиция получила отражение и в программе Польского Народного Фронта от 1956 года. Программа имела целью обеспечить судебный контроль за законностью административных решений, затрагивающих личность и имущественные отношения граждан. Эта программа осуществлена не была.

В настоящее время можно различать три группы административных дел, которые могут быть пересмотрены судом. К первой группе относятся дела, связанные с выборами, ко второй — дела по социальному страхованию, а третью составляют дела об административных нарушениях.²⁵

Рассмотрение дел, связанных с выборами, не отличается от вышеизложенной практики социалистических стран.

Дела по социальному страхованию рассматриваются специальными, т. н. судами социального страхования. Согласно закону о Верховном суде от 15 февраля 1962 года палата Верхнего суда по вопросам труда и социального страхования — в рамках и в порядке, установленном соответствующим законодательством — осуществляет надзор за решениями судов социального страхования. Следует отметить, что такое право предоставлено этой палате также по делам, вытекающим из трудовых правоотношений.

Названным положением закона о Верховном суде юрисдикция в области социального страхования отнесена к обычным судам, и в действительности названные выше специальные суды включены в систему обычных судов.

По делам об административных нарушениях судебная защита направлена на усиленную защиту личной свободы. Ибо уполномоченное на это лицо может обжаловать в суд решение первой инстанции о лишении или ограничении свободы, вынесенное коллегией по делам о нарушениях.

В Польше в качестве квазисудебных органов функционируют и т. н. кассационные комиссии. В этих комиссиях административная подчиненность уравновешивается путем привлечения внешних лиц. Таковы, например, кассационная комиссия и комиссия по делам об изъятии имущества.²⁶

6. В Румынии до 1948 года действовал закон 1925 года об административных спорах. Позднее вплоть до 1967 года возможность судебного контроля обеспечивалась на случай незаконного включения или невключения в список избирателей, аннулирования и исправления в книгах записей актов гражданского состояния или отказа в этом, далее в случае занятия квартиры, а также применения принудительных средств в связи с невыполнением поставок, на-

²⁴ Łętowski, L. J.: *Sądy powszechne i praworządność w administracja* (Общий суд и законность в государственном управлении). Wrocław—Warszawa—Kraków, 1967.

²⁵ Staroścjak, J.: *Prawo administracyjne* (Административное право). Warszawa-PWN, 1969, p. 390.; Процессуальный кодекс о правонарушениях. Dziennik Ustaw, 12/1971.

²⁶ Włodyka, S.: *Ustrój organów ochrony prawny* (Система органов по охране прав), Wrocław—Warszawa—Kraków, PWN, pp. 111—113.

ложения ареста на недвижимое имущество для покрытия недоимок по налогам, а также в случае установления некоторых санкций за правонарушения.²⁷

На уровне Конституции изменения произошли в 1965 году. Статья 25 Конституции 1965 года гласит, что *лицо, права которого нарушены незаконным актом государственного органа, при наличии предусмотренных законом условий может требовать в компетентных органах отмены этого акта и возмещения ущерба*. В соответствии с абз. 3 § 96 Конституции *суды рассматривают жалобы лиц, чьи права нарушены административными актами и при установленных в законе условиях могут вынести решение по вопросу о законности этих актов*.

Соответствующий этому положению Конституции закон был издан в 1967 году.

По закону судебный контроль за административными делами *относится к компетенции обычных судов*, которые рассматривают административные дела по правилам гражданского судопроизводства. В судебном заседании, однако, *участие прокурора обязательно*.

Действие закона установлено т. н. *негативной эnumerацией*. Согласно этому судебный контроль не распространяется:

а) на административные акты, связанные с государственной обороной, безопасностью и общественным порядком;

б) на управленческие плановые акты;

в) на административные акты, связанные с отправлением правосудия, а также те из них, по которым закон предусматривает другой порядок рассмотрения;

г) на акты, в которых административный орган выступает в качестве юридического лица;

д) на заявления государственных организаций, относящиеся к административным актам, и наконец;

е) на срочные меры, предпринятые с целью предупреждения и преодоления эпидемий и болезни растений, а также в случае стихийных бедствий и других подобных обстоятельств.

Следует отметить, далее, что иски по установлению и уменьшению размеров налогов и сборов, обязательных по закону страховых сумм, а также штрафов, предусмотренных законами о налогах и сборах, при установленных в законе условиях рассматриваются органами, указанными в отдельном законе. Согласно закону № II от 1973 года рассмотрение таких дел отнесено к компетенции Верхнего Финансового Ревизионного суда и его органов.

Возможность судебного контроля обеспечена и *на случаи бездействия административных органов*. Если в установленный срок административные органы не принимают решения по предмету представленного заявления, то их «акт» следует считать противозаконным.

²⁷ VINTU, I.: *Les garanties accordées aux citoyens de la République Populaire Roumaine contre les abus de l'administration* (Гарантии, обеспеченные гражданам СРР против незаконных действий органов государственного управления). Bukarest, 1968, pp. 22—27.

Судебный порядок в Румынии является *условным*, поскольку лицо, чьи права нарушены, должно обращаться с жалобой в орган, издавший этот акт. Возможность для обращения в суд открывается в случае, если последний не принимает благоприятного для потерпевшего решения по делу. Но перед тем, как обратиться в суд, он имеет возможность обратиться также в вышестоящий по отношению к издавшему правового акта орган, но это не является обязательным условием для рассмотрения дела в судебном порядке. Рассмотрение дела вышестоящим органом не исключает возможности обращения в суд.

Румынским законом предусматривается объективный срок, по истечению которого право на судебный контроль утрачивается, а именно по истечению 6 месяцев с момента оглашения акта. Этот срок служит эффективности работы административных органов и своевременному закрытию дела.

7. В Чехословакии существовавший ранее административный суд формально действовал до 1952 г. Этот факт был отражен в § 137 Конституции 1948 г. А программа реорганизации народного управления намечала разработку норм, относящихся к административной юстиции. Намеченный закон, однако, не был издан.²⁸

После ликвидации административных судов отдельные законодательные акты по-прежнему обеспечивали и обеспечивают судебную защиту по отдельным делам. Судебная защита, в частности, обеспечена в случае неправильного включения и невключения в список избирателей, по делам об установлении размера компенсации за изъятое недвижимое имущество. Кроме того в Чехословакии административное решение о выселении из квартиры может быть исполнено после его утверждения судом.²⁹ В настоящее же время суды являются общими форумами разрешения трудовых споров.³⁰

В § 70 закона об административном производстве от 1967 года говорится о возможности судебного контроля за законностью административных решений. В соответствии с этим особыми законами предусмотрены случаи, когда суды могут пересматривать решения органов государственного управления. Из сказанного следует вывод, что законодатель ставит своей целью и впредь возможность предоставления судебной защиты ограничить случаями, специально установленными в законе.

8. В Югославии административная юстиция осуществлялась с 1921 года Государственным Советом. Во время и после второй мировой войны этот орган был отменен.

В интересах укрепления сложившихся после освобождения страны организационных форм, развития социалистического демократизма в деятельности государственного управления, а также укрепления законности, в Югославии

²⁸ MÍKULA, V.: *Správní soudnictví — ano či ne?* (За и против административной юрисдикции). *Právník*, 9/1968.

²⁹ LEVIT, P.: (выступление на совещании по вопросам законности, проводившемся в Москве в ноябре 1957 г.) *Le droit au service de la Paix*. 2/1957, p. 62.

³⁰ Положение о порядке рассмотрения трудовых споров. *Sbirka Zakonu*, 47/1969.

уже в 1952 году была широко обеспечена возможность судебного контроля за законностью административных решений.

В закон 1952 года об искомом производстве по административным делам — о судебном контроле за законностью административных решений — были внесены изменения и дополнения в 1953 и 1965 годах.³¹ Они были направлены главным образом на принципиальное определение функций данного института и на реализацию происшедших изменений. Первоначально такому контролю подлежали и административные решения, вынесенные по трудовым спорам работников органов государственной власти. В результате внесения изменений в закон судебный контроль за такого рода решениями был изъят из сферы искового производства по административным делам и отнесен к компетенции судов по трудовым спорам с применением норм, относящихся к трудовым делам. Контроль за административными решениями был отнесен к ведению Конституционного суда, созданного на основе Конституции 1963 года и позже утрежденного и Конституцией 1974 г.

Контроль за законностью индивидуальных административных решений, а также постановлений по трудовым спорам относится к ведению обычных судов. Разбирательство дел об административных решениях производится по специальным правилам коллегиями по административным делам верховных судов. Трудовые споры на первой инстанции рассматриваются коллегией обычного суда по трудовым спорам, а на второй — соответствующей коллегией окружного суда.

Согласно закону об искомом производстве по административным делам решение второй инстанции может быть обжаловано истцом. В случае же нарушения закона административным решением в пользу частного лица или какой-нибудь организации, административное исковое производство может быть возбуждено и по инициативе компетентного прокурора или уполномоченного законом иного органа.

Возможность судебного контроля обеспечивается законом *путем негативной эnumerации*. Согласно этому административный иск не может быть предъявлен по делам:

а) по которым судебная защита обеспечивается вне административного искового производства:

б) по которым — по прямым указаниям союзного закона — административное исковое производство проводить нельзя;

в) по которым — в соответствии с обеспеченными Конституцией правами — решения принимаются республиканскими или Союзной Скупщиной, их советами или же Президентом Республики;

г) по дисциплинарным делам.

Что касается дисциплинарных дел и дел, предусмотренных в союзном законе, проведение административного искового производства возможно, если имеет место превышение компетенции.

В ходе производства предметом оспаривания может быть законность вынесенного акта, наличие или отсутствие компетенции, неправильное приме-

³¹ Službeni List, S.F.R.J. 16/1965.

нение процессуальных норм, в особенности — недостаточное выяснение фактических обстоятельств дела и вывод, сделанный на их основе.

Судебный контроль является, как правило, *одноступенчатым*. Решение суда может быть обжаловано только в том случае, если это допускается союзным законом.

Законодательство Югославии обеспечивает судебную защиту также против решений второй инстанции, принятых коллегией по делам о нарушениях, если им наложен арест или назначаются другие меры, ограничивающие личную свободу, или же установлен денежный штраф в размере, превышающем установленную сумму.³²

Рассмотрение дел о правонарушениях также относится к компетенции коллегий верховных судов по административным делам.

9. В Венгрии процесс создания системы судебного контроля за законностью административных решений можно разделить — подобно Болгарии — на два периода. Первый период охватывает время с освобождения страны до 1957 года, а второй — с этого года до наших дней.

В 1949 году законом № II 1949 года был упразднен административный суд, созданный еще в 1896 году, а также суд, по делам о компетенции действовавший с 1907 года.³³ Вместо административного суда были созданы две арбитражные комиссии: одна — по делам о сборах, другая — по финансовым делам. Задачи упраздненного суда по делам о компетенции перешли к арбитражной комиссии по делам о компетенции. В сущности арбитражным комиссиям была передана компетенция упраздненных судов по делам о сборах и по финансовым делам. Созданные комиссии были квазисудебными органами.

Хотя арбитражные комиссии по делам о сборах и по финансовым делам функционировали под надзором министра финансов, председателем же комиссии мог быть только судья, отправляющий правосудие. Эти две комиссии были упразднены в 1950 году, когда создавалась система Советов. Арбитражная комиссия по делам о компетенции функционировала в качестве смешанной комиссии. Председателем комиссии был заместитель министра юстиции, а в состав ее членом входили представители Верховного Суда и важнейших ведомств. Эта комиссия была упразднена законом № II 1954 года при создании новой судебной системы. Ибо закон о судоустройстве создал единую систему обычных судов. Вследствие этого разрешение вопросов о компетенции внутри самой судебной системы обеспечивается в рамках самой системы. Что касается споров о компетенции между судом и административными органами § 65 названного закона предусматривал, что решение суда по вопросу о наличии или отсутствии его компетенции по данному делу является обязательным для административных органов.³⁴ Таким образом в результате урегулирования арбитражная комиссия стала излишней.

³² Единый текст общего закона об административных нарушениях. *Službeni List, S.F.R.J.* 26/1965.

³³ MARTONYI, J.: *A közigazgatási bíráskodás bevezetése, szervezete és hatékonysága Magyarországon (1867–1949.)* (Введение административной юрисдикции, ее организация и эффективность в Венгрии (1867–1949)). *Acta Juridica et Politica*, Szeged, 1972.

³⁴ Это правило сохранено и § 5 закона № IV 1972 года о судах.

В первый период возможность судебного контроля за законностью административных решений законодательство обеспечивало только в сравнительно узком кругу. Законодательство предоставило возможность для судебного контроля за законностью административных решений, принятых по наиболее важным спорным вопросам, возникающим в сфере пенсионного обеспечения, пособий в связи с несчастным случаем, а также страхового обеспечения по случаю болезни.³⁵

Существенные изменения в области судебного контроля за законностью административных решений произошли в 1957 году. Во-первых, законом № IV 1957 года об общих правилах административного процесса в отдельном разделе были урегулированы *принципиальные основы* судебного контроля, во-вторых расширена возможность рассмотрения определенных категорий дел в *судебном порядке*.

Закон не касался отдельных законодательных актов, которые до этого обеспечивали судебный контроль за законностью административных решений. Обеспеченная раньше возможность судебного контроля сохранилась до сих пор.

За истекшие почти 20 лет в § 57 названного закона внесен целый ряд дополнений, которые были направлены отчасти на расширение действия этой нормы, а отчасти на более точное ее определение. В соответствии с действующими положениями названного законодательного акта в суд могут быть обжалованы:

а) отказ в записи сведений о смерти, рождении и браке в книге актов гражданского состояния, отказ в записи личных данных в всенародный учет населения, отказ в их исправлении, дополнении, а также отказ в даче личных сведений лицу, имеющему на это права, в установленной для этого официальной форме;³⁶

б) решение или ордер на квартиру или ее часть, решение об отказе в даче разрешения на обмен квартиры. На основе данного пункта обжалованию не подлежит решение строительных органов и вооруженных сил о найме жилого помещения;³⁷

в) решение об отказе в выдаче имущества, на которое был наложен арест в течение административного процесса;

г) решение или распоряжение о передаче в собственность или в пользование земли или другого имущества;

д) решение, устанавливающее обязанности по уплате налогов или других платежей по вопросу о правовом основании наложения.

На основе пункта «г» не подлежит обжалованию решение или распоряжение о передаче в собственность или в пользование земли, если этого требовали интересы землеустройства, размежевания и изъятия земель, а также если это в интересах предупреждения чрезвычайной опасности или стихийного бедствия.

³⁵ TOLDI, F.: op. cit. p. 193.

³⁶ Текст с изменениями, внесенными §-м 5 указа № 8 1974 г.

³⁷ Текст с дополнением, внесенным § 6 указа № 2 1971 г.

По делам, указанным в пп. «а» и «в» § 57, суд может изменить решение административного органа.

Положения пункта «б» подробно были изложены в постановлении Совета Министров ВНР № I/1971 от 8 февраля и № I/1974 от 9 января. В соответствии с ним допускается обжалование в суд следующих незаконных решений жилищного органа, вступивших в законную силу:

а) решения о предоставлении жилого помещения в коммунальной квартире в доме, принадлежащем местному Совету, с целью ликвидации коммунального характера квартиры;

б) об изъятии из общего или исключительного пользования какого-нибудь помещения коммунальной квартиры, расположенной в доме местного Совета;

в) о заселении наемной квартиры в доме, принадлежащем местному Совету, освобожденной за выездом нанимателя;

г) о заселении наемной квартиры в доме местного Совета, если наниматель приговорен к лишению свободы;

д) об отказе в предоставлении наемной квартиры в доме местного Совета определенному лицу, указанному в законодательстве, или о выдаче ордера на квартиру другому лицу;

е) об отказе в сохранении в доме местного Совета квартиры за членами семьи в случае смерти нанимателя квартиры;

ж) об отклонении уступки права пользования наемной квартиры в доме местного Совета в пользу другого лица;

з) об отказе на обмен наемной квартиры в доме местного Совета;

и) об изъятии излишков жилой площади, если наниматель или супруги занимают по договору найма несколько квартир в домах местного Совета.

После введения в действие закона круг дел, которые могут быть обжалованы в суд, значительно расширилась. Обжалованы в суд могут быть:

а) фактические обстоятельства, послужившие основанием к вынесению решения о наличии, утрате венгерского гражданства, или о том, что данное лицо не является венгерским гражданином.³⁸

б) установление размера ущерба, причиненного при проведении горных работ, а также — при отсутствии договоренности — решение о возмещении этого ущерба;³⁹

в) административное решение о возмещении убытков, причиненных дикими зверями;⁴⁰

г) вступившее в законную силу административное решение о роспуске сельскохозяйственного кооператива, если роспуск стал необходимым вследствие того, что деятельность кооператива не соответствовала законодательству или уставу;⁴¹

³⁸ Абз. 2 § 18 закона № V 1957 г.

³⁹ Закон № III 1960 года и абз. 2 § 76 постановления Совета Министров № 9/1961 от 30 марта.

⁴⁰ Абз. 2 § 36 указа № 28 1970 г.

⁴¹ Закон № III 1967 года и § 20 указа № 34 1971 г.

д) вступившее в законную силу административное решение *о ликвидации* кооператива, если ликвидация была вызвана несоответствием деятельности кооператива законодательству или уставу;⁴²

е) вступившее в законную силу административное решение *о разрешении усыновления*, если вместо родителей согласие на усыновление было дано органом опеки — право на обжалование принадлежит родителю;⁴³

ж) постановление районного земельного отдела о регистрации данных, а также сведений *прав, связанных с недвижимым имуществом*;⁴⁴

з) *решение о платежных обязанностях*, вытекающих из водных правоотношений, связанных с выполнением водных работ, с построением, содержанием, эксплуатацией, а также переустройством и ликвидацией водных сооружений;⁴⁵

и) решение, устанавливающее размер компенсации за материальные услуги, предоставленные для оборонных целей;⁴⁶

к) вступившее в законную силу административное решение *об отказе в утверждении договоров о предоставлении содержания и об уплате пожизненной ренты*;⁴⁷

л) *решение о возврате семейной надбавки, выплаченной без имеющегося на это юридического основания*;⁴⁸

м) *решение о передаче музейных ценностей публичным коллекциям*.⁴⁹ В действительности же это последнее является лишь толкованием пункта «г» абз. 1 § 57 названного закона;

н) в области *социального страхования* — решения о наличии страховых правоотношений, о праве на пенсионное обеспечение в старости, а также при увечьи, об исчислении служебного стажа, о квалификации несчастного случая (например, имел ли место на производстве), и наконец решение, обязывающее возвратить полученную сумму или возместить причиненный ущерб, вынесенное на основании недобросовестного поведения лица, получившего ее или причинившего ущерб.⁵⁰

В своеобразном, не административном процессе решаются споры *о компенсации за изъятое имущество*, а также *о защите владения*.

Согласно абз. 2 № 15 от 1965 года об изъятии недвижимого имущества собственник имущества имеет право обратиться в суд с требованием выплаты суммы, превышающей размер предложенной ему.

⁴² Абз. 2 § 51 закона № III 1971 г.

⁴³ Абз. 2 § 50 закона № I 1974 года об изменении и изложении в единой редакции закона № IV 1952 г.

⁴⁴ Абз. I § 25 указа № 31 1972 г.

⁴⁵ § 4 указа № 30 1968 года о внесении дополнения в § 35 закона № IV 1968 г.

⁴⁶ Абз. 4 § 11 постановления Совета Министров № 18/1964 от 9 августа.

⁴⁷ Абз. 5 § 2 постановления Совета Министров № 7/1967 от 26 февраля.

⁴⁸ Абз. 2 § 11 постановления Совета Министров № 50/1967 от 22 ноября.

⁴⁹ Постановления министра просвещения № 2/1965 от 9 января.

⁵⁰ Абз. 2 § 115, а также § 117 закона № II 1975 г.; абз. I § 256, а также § 259 постановления Совета Министров № 17/1975 от 14 июня о введении в действие вышеназванного закона.

В соответствии с положениями ГК ВНР и § 26 указа № II 1960 года разрешение споров о защите владения относится к компетенции административных отделов местных Совств. Заинтересованная по делу сторона вправе обратиться в суд с жалобой на неправильность решения административного отдела. Если же административный отдел местного Совета не принимает решения в установленный срок, то право вынесения решения по делу принадлежит суду.

Указанные выше два процесса являются своеобразными потому, что в судебном процессе административный орган процессуальной стороной не является.

Развитие венгерского права показывает, что среди административных решений, пересматриваемых судами, доминируют решения, вынесенные по гражданским и семейным делам, а также связанные с социальным страхованием и различными актами государственной регистрации. По такого рода делам суд наделен также правом изменить административное решение.

В Венгрии *судебный* контроль за законностью административных решений осуществляется по правилам гражданского процесса, в соответствии с нормами раздела XX ГПК ВНР.

Хотя возможность судебного контроля за законностью административных решений в Венгрии расширилась, процесс развития данного института, однако, пока еще нельзя считать законченным. Нет еще системы инстанций по осуществлению судебного контроля за законностью административных решений, не разработан и его процессуальный порядок. Путем упрощения системы инстанций и производства по делам можно бы избежать обоснованного пока еще упрека, что судебный порядок значительно затягивает окончательное рассмотрение дел. Опыт Болгарии и Югославии показывают, что вместо существующего в настоящее время двухступенчатого судебного порядка более подходящим кажется одноступенчатый судебный контроль, при котором дела на первой инстанции рассматривались бы на высшем уровне, в столичном и комитатском судах. Такая система инстанций пересмотра решений соответствовала бы и общей системе органов государственного управления, вынесших решения, которые пересматриваются судами. Как правило, суд имеет право вынести решение лишь о законности административного решения. Обеспечение возможности обжалования решения в суд — поскольку юрисдикция, как правило, ограничена — не всегда обосновано. Правонарушения могут быть устранены по протесту прокурора.

Судебное производство, ведущееся в процессе осуществления контроля за законностью административных решений, не является гражданским процессом, следовательно правила гражданского судопроизводства вряд ли применимы. Поэтому необходимо было бы разработать такие нормы, которые обеспечивали бы более простое и эффективное производство по этим делам.

10. Практика европейских социалистических стран дает основание сделать и некоторые другие выводы.

Судебный контроль за законностью административных решений распространяется на *две категории дел*. В первую категорию входят дела, по которым

компетенция суда ограничивается отменой незаконного решения. Другую категорию составляют дела, по которым суд имеет право изменить противозаконное решение.

Рассмотрение дел первой категории в юридической литературе относится к объективному административному процессу, а дел второй категории — к субъективному.⁵¹ Критерием такой классификации является *цель процесса*: в первом случае процесс направлен на защиту объективного права, а во втором — субъективных прав истца.

Думается, что в наших условиях такое различие не имеет принципиальной основы. Ибо защита объективного и субъективного в административном процессе составляет единое целое. Процесс ведется одновременно в интересах защиты как объективного, так и субъективного права, т. е. целью его является устранение нарушений закона. Разница заключается лишь в способе устранения правонарушений. По делам, отнесенным к полной юрисдикции суда, это обосновывается специфическими чертами дел. Дело в том, что по своему предмету эти дела относятся к области «цивилистики», или же носят характер санкций, или же связаны с недостатками в государственных регистрациях, учете, относящихся к личному или имущественному положению граждан. По всем этим делам, в силу природы вещей, полная судебная юрисдикция, усиленная судебная защита обоснованы, в то же время большую роль играет также быстрое и успешное проведение процесса.

Различение объективного и субъективного процесса имело бы основание тогда, если бы суд решал вопрос о правильности решения, не нарушающего правовые нормы, возможность чего, однако, исключена.

Накопленный опыт свидетельствует о том, что в упомянутых странах процесс установления судебного контроля за законностью административных решений усиливается, т. е. пока еще не закончен. В действительности, недооценивать роль судов в обеспечении законности в области государственного управления длительное время невозможно. Правда, этот процесс не лишен трудностей.

Опыт социалистических стран показывает также, что в условиях социализма расширение судебного порядка рассмотрения дел не означает конкурирование административных и судебных органов, властное преимущество одного типа органов перед другими или же уравнивание.⁵² В этом процессе находит свое выражение социалистическая демократия, и внутри этого — развитие в данных условиях форм структуры и деятельности государственных органов а также разделение труда между ними. Важной частью этого объективного процесса развития является создание все более эффективной системы обеспечения законности.

Как уже было показано, в большинстве европейских социалистических государств суды уже сейчас играют значительную роль в обеспечении законности в действиях административных органов.

⁵¹ LAUBADÈRE, A.: *Traité élémentaire de droit administratif*. (Введение в административное право). Paris, 1953, p. 347.

⁵² BINARI, O.: *op. cit.* p. 404.

Возможность судебного порядка пересмотра дел имеет определяющее значение с точки зрения того, каково должно быть регулирование административного производства, в особенности, какова может быть система отмены и изменения решений. Дело в том, что *широкое обеспечение судебного пути способствует значительному упрощению административного процесса и придаче ему характера общего.*

При наличии судебного пути может быть упрощено и обжалование в административном порядке. Так, *система обжалования в административном порядке может быть превращена в одноступенчатую*, как это сейчас имеет место в ВНР по делам, передаваемым в суд. Как показывает опыт, такая система оправдывает себя.

Le contrôle judiciaire des décisions administratives dans les Etats socialistes européens

par

F. TOLDI

Dans son étude l'auteur analyse sous un aspect historique et sur une base comparative trois sphères du problème posé.

Dans la première sphère il traite les fondements de principe du contrôle judiciaire, dans la deuxième il s'occupe du système du contrôle judiciaire des décisions administratives, tandis que dans la troisième il analyse les particularités de ce contrôle selon les différents pays.

En traitant les fondements de principe du contrôle judiciaire l'auteur marque la place de cette institution dans le système socialiste du droit et à l'intérieur de celui-ci dans le système des voies de recours administratives.

Dans ce cadre l'ouvrage traite les formes fondamentales du contrôle judiciaire, les tribunaux procédant, les possibilités offertes par la voie judiciaire, l'état différencié de la juridiction et ses limites ainsi que le caractère de la procédure judiciaire.

Pour rendre plus plausible la comparaison l'auteur analyse les particularités du contrôle judiciaire des différents pays séparément en offrant en même temps un aperçu historique de cette institution et une orientation détaillée en ce qui concerne les cas qui peuvent être soumis aux tribunaux.

L'auteur finit son étude par une analyse du caractère du procès administratif ainsi que de l'effet exercé par le contrôle judiciaire sur la procédure administrative et en particulier sur le système des voies de recours à l'intérieur de l'organisation administrative.

Gerichtliche Überprüfung der Verwaltungsentscheidungen in den europäischen sozialistischen Staaten

von

F. TOLDI

In der Abhandlung untersucht der Verfasser auf historischer und rechtsvergleichender Grundlage drei Probleme.

Im Kreise des ersten Problems werden die prinzipiellen Grundlagen der gerichtlichen Überprüfung besprochen; der zweite Problemkomplex umfaßt das System der gerichtlichen

Überprüfung der in Frage stehenden Entscheidungen, während der dritte die in den verschiedenen Ländern wahrnehmbaren Eigentümlichkeiten der gerichtlichen Überprüfung erfaßt.

Indem der Verfasser die prinzipiellen Grundlagen der gerichtlichen Überprüfung erörtert, bestimmt er zugleich den Platz der besprochenen Institutionen im sozialistischen Rechtssystem und innerhalb dessen im System der Rechtsmittel bei Verwaltungssachen.

Innerhalb des Systems der gerichtlichen Überprüfung von Verwaltungsentscheidungen behandelt der Verfasser unter anderem die Grundformen der gerichtlichen Überprüfung, das verfahrenende Gericht, die durch den richterlichen Weg gebotenen Möglichkeiten, die Differenziertheit der Rechtspflege und ihrer Schranken, sowie den Charakter des Gerichtsverfahrens.

Die Eigentümlichkeiten der gerichtlichen Überprüfung stellt der Verfasser — zwecks deutlicherer Vergleichung — den Ländern nach dar, wobei er den Lesern einen historischen Überblick dieser Institutionen gewährt und eine ausführliche Information auf die Frage gibt, welche Verwaltungssachen dem Gericht unterbreitet werden können.

Der Verfasser schließt seine Abhandlung mit der Analyse jeder Wirkung ab, die die gerichtliche Überprüfung auf das verwaltungsrechtliche Verfahren überhaupt und innerhalb der Verwaltungsorganisation auf das System der Rechtsmittel ausübt.

Rolle der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung in der Geschichte des sozialistischen Rechts

Neue Richtungen in der Entwicklung der vergleichenden rechtsgeschichtlichen Forschungstätigkeit

von

Prof. P. HORVÁTH

Eötvös-Loránd-Universität Budapest

Im Laufe der jüngsten Jahrzehnte hat sich die sozialistische Rechtswissenschaft mit großem Interesse den vergleichenden Methoden zugewandt. Dies gab auch zur Ausdehnung der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit einen Ansporn. Für die ungarische Rechtsgeschichtsschreibung hat die Erweiterung der Forschungsarbeit dieser Art besonders große Bedeutung. Aufgrund der in diesem Bereich erworbenen Resultate der ungarischen Geschichtswissenschaft ist der Verfasser der Meinung, daß die komparative Forschung in jeder Epoche der ungarischen Rechtsgeschichte aktuell und von Nutzen ist. Im Vordergrund stehen jedoch jene Aufgaben, die sich die Erforschung der sich in der sozialistischen Epoche abspielenden Rechtsentwicklung zum Ziel setzen. Als eine solche Aufgabe sieht die Abhandlung die Analyse der Herausbildung und Entwicklung des sozialistischen Rechtssystems, sowie seiner verschiedenen Zweige und Institutionen an. Diese Bestrebungen bedingen aber eine gründliche Erkenntnis insbesondere der Rechtsentwicklung der Nachbarvölker. Die Befriedigung dieses Anspruches setzt natürlich die vergleichende Untersuchung konkreter historischer Quellen voraus. Infolgedessen ist die primäre Aufgabe der ungarischen Rechtshistoriker auf dem Gebiet der komparativen rechtshistorischen Forschungsarbeit die Untersuchung der Rechtsentwicklung der mittel- und osteuropäischen, sowie der auf der Balkanhalbinsel lebenden Völker.

Das Interesse für die Staats- und Rechtsentwicklung stand immer mit den Bestrebungen der Denker der gegebenen Zeit im Zusammenhang, sich in den gesellschaftlichen Problemen ihres Zeitalters zurechtzufinden, dieselben zu verstehen und in die Möglichkeiten des weiteren Fortschritts einen Einblick zu gewinnen. Uns auf die wiederbelebenden historiographischen Erfahrungen unseres Jahrhunderts stützend können wir mit Recht sagen, daß diese Bestrebungen auch in den Ergebnissen der systematischen, d. h. wissenschaftlich begründeten rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit aufzufinden sind. Wenn wir uns an die Worte des großen, einen Märtyrertod erlittenen französischen Historikers Marc Bloch erinnern, müssen wir diese Feststellung genauer formulieren, die den Rechtshistorismus bei weitem nicht im allgemeinen kennzeichnet. Es handelt sich hier nicht um jene Rechtsgeschichtsschreibung, die die nationale Verslossenheit verkündete, die geschichtlichen Rechte verteidigte, in den Provinzialismus untergetaucht ist, die als ein Nebenprodukt des juristischen Denkens der verspäteten bürgerlichen Umwälzung entstanden ist und eher eine Distanzierung von der Sache des Fortschritts verkündete. Die Denker, die exakte wissenschaftliche Werte suchten, waren dennoch bestrebt, sich fast immer mit dem von M. Bloch ausgesprochenen Gedanken zu identifizieren, wonach „das Unverständnis der Gegenwart aus dem

Unverständnis der Vergangenheit stammt“.¹ Das ist die Erklärung dessen, daß der an der Sache des gesellschaftlichen Fortschritts haftende Rechtshistorismus beinahe gleichzeitig mit dem Entstehen der modernen Rechtswissenschaften aufzufinden ist und auch im Laufe der Entwicklung des ungarischen juristischen Denkens in ständigem ideellen Kampfe verfolgt werden kann. Ein markanter Komponent dieses komplizierten ideengeschichtlichen Prozesses ist jene komparative Anschauungsweise, die weitere Horizonte zu erforschen trachtet, oft auch im Kreise der Teilnehmer nur teilweise bewußt wird, und die im Laufe der Aufklärung, des bürgerlichen Liberalismus, des Positivismus oder gar der Suche nach einem methodologischen Weg erwachen konnte. Ohne auf die Einzelheiten dieses außerordentlich komplexen wissenschaftsgeschichtlichen Prozesses einzugehen,² können wir sagen, daß die Wiederaufdeckung dieses nicht unterschätzbaren wissenschaftlichen Erbes an sich schon ein genügender Grund wäre, in Ungarn die sozialistische rechtsgeschichtliche Forschungsarbeit zu beleben.

Wir können von den fortschrittlichen Traditionen der Wissenschaftsgeschichte im allgemeinen tatsächlich als von einem Impulse verleihenden Faktor des Vordringens der modernen marxistischen Rechtsgeschichtswissenschaft im 20. Jahrhundert und in deren Reihe auch von den progressiven Werten der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungstätigkeit sprechen. Die sich auf der ganzen Welt mit der Losung des „*droit comparé*“ entfaltende Bewegung wurde – wie man mit Recht sagt – zu einer Realität, die sich mit Stillschweigen nicht übergehen läßt.³ Diese Verflechtung dieses unleugbar bedeutenden inspirativen Faktors mit dem in marxistischem Geiste betriebenen Rechtshistorismus erwies sich tatsächlich als ein reeller Faktor und wirkte in Richtung der Veredelung des modernen juristischen Denkens. Das konnte aber nur ein wirksamer Ansporn der erhöhten Erwartungen gegenüber der in engem Sinne genommenen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit werden.

Die Erweiterung der Wirkungskraft der marxistischen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit kann in unseren Tagen sowohl im ungarischen wie auch im internationalen wissenschaftlichen Leben wahrgenommen werden. Sogar die Bereicherung der verhältnismäßig als bescheiden zu bezeichnenden ungarischen

¹ *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*; dieses Werk erschien ursprünglich in den als Forum der fortschrittlichen französischen Historiker des 20. Jahrhunderts bekannten „ANNALES“ no. 3. Vgl. BLOCH, M.: *A történelem védelmében* (Die Apologie der Geschichte). Budapest, 1974. p. 56. Bezüglich der Rolle des „Annales-Kreis“-es bzw. Marc Bloch's siehe MAKKAI, L.: *Marc Bloch (1886–1944)*. Világtörténet, 2–3/1964. pp. 75–79., LEDERER, E.: *A magyar polgári történetírás rövid története* (Kurze Geschichte der ungarischen bürgerlichen Geschichtsschreibung). Budapest, 1969. pp. 104–105.

² S. die monographische Bearbeitung dieses Themenkreises vom Verfasser: *Tudománytörténeti és módszertani kérdések a jogtörténet köréből* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen im Bereich der Rechtsgeschichte). Budapest, 1974. Kap. I. VI., loc. cit. pp. 7–322.

³ „... gewisse Erkenntnisse fördern sogar die gegenseitige Erkennung und Verständnis“ s. PÉTERI, Z. – HARMATHY, A.: *Nemzetközi összehasonlító kerekasztal-értekezlet a jogintézmények társadalmi funkciójáról* (Internationale Rundtisch-Konferenz für Rechtsvergleichung über die gesellschaftliche Funktion der Rechtsinstitute). Állam- és Jogtudomány, 2/1973. p. 319.

wissenschaftlichen Basen läßt sich nicht mit dem Maßstab der bürgerlichen Wissenschaftlichkeit messen. Wollte man die Erfahrungen der Entwicklung des bürgerlichen Rechtshistorismus darauf nur mechanisch übertragen, wäre dieser Fortschritt ein Rätsel. Es ist nämlich auffallend, daß die Zeiten, in denen die Änderungen der bürgerlichen Rechtsordnung vor der Türe stehen den Rechtshistorismus objektiv abwiesen, bzw. bei einem Kompromißcharakter und langsamer werdenden Intensität dieser Änderungen⁴ die Vorherrschaft der retrospektiven, hauptsächlich inhaltlich reaktionären Rechtsgeschichtsschreibung beobachtet werden konnte. Freilich sind die Bestrebungen der Entwicklung der Wissenschaft unserer Zeit mit einem diametral entgegengesetzten Vorzeichen auf recht komplizierte Weise mit den gegenüber den marxistischen Rechtswissenschaften erhobenen vollständig neuen Erfordernissen verbunden. In Hinsicht auf unseren Gegenstand jedoch sind sie auch mit der zunehmenden Rolle der geschichtlichen, der wirtschafts- und kulturgeschichtlichen Forschungsarbeit verbunden. All dies und noch viele andere Faktoren haben dahin geführt, daß das Interesse für die Erkenntnis der Rechtsentwicklung heute schon die Grenzen der einzelnen Völker, Nationen, Staatsbildungen weit überstieg. Mit der marxistischen Rechtswissenschaft begann nämlich eine neue Epoche in der Entwicklung der Rechtsgeschichtswissenschaften, da sie die Untersuchung der Rechtsentwicklung der verschiedenen Völker und Nationen weiterentwickelt und zu einem neuen Leben erweckt hat, wobei dazu die exakte wissenschaftliche Analyse der allgemeinen Zusammenhänge der Rechtsentwicklung verwendet und damit ergänzt wurde. Die diesmal nur zu erwähnenden Kennzeichen der sozialistischen Rechtsgeschichtsschreibung bringen offensichtlich die untrennbare Beziehung des Verständnisses der nationalen und der universalen Rechtsentwicklung, die Komplexität der nationalen und universalen Werte des gesellschaftlichen Fortschritts zum Ausdruck. Durch die Weltanschauung auf der unser Rechtshistorismus gründet, wird unsere Aufmerksamkeit also auf die Untrennbarkeit des Universalen bzw. des Nationalen gerichtet. All dies kann als eine natürliche Folge der radikalen Änderungen auf dem Gebiet der modernen Rechtswissenschaft aufgefaßt werden und die darin verborgenen Möglichkeiten verkörpern sich bei weitem nicht allein in den sog. universalen (bzw. allgemeinen) rechtsgeschichtlichen Forschungen. Eben deshalb wäre es ein einseitiger Ausdruck der Qualität dieser in der Anschauungsweise eingetretenen wesentlichen Änderung das mit den sich übrigens erfreulich erweiternden komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungen identifizieren zu wollen. Mit einer kleinen historiographischen Abschweifung müssen wir wieder darauf hinweisen, daß weder die deskriptive „allgemeine Rechtsgeschichte“, noch die neuestens mit einem repräsentativen Verfahren operierende „universale Staats- und Rechtsgeschichte“ als ein Ergebnis des sozialistischen Rechtshistorismus angesehen werden kann. Es soll nur ein Hinweis auf die wissenschaftsgeschichtlichen Stützpunkte unserer Behauptung sein,

⁴ S. hauptsächlich in der Entwicklung des juristischen Denkens der mittel- und osteuropäischen Völker.

wenn wir an jene Kenntnisse denken, die im Rahmen der schon fast anderthalb Jahrhunderte früher entwickelten „Introduction générale à l'histoire du droit“, der auf deutschem Boden entstandenen „Allgemeinen Rechtsgeschichte“, oder der ebenfalls als Produkt des 19. Jahrhunderts bekannten „Wseobschtschaja Istoria gosudarstwa i prawa“ erörtert wurden. Noch viele andere Formen der Suche nach synthetisierenden (allgemeinen) rechtsgeschichtlichen Wegen könnten hier erwähnt werden. Unter ihnen finden wir z. B. die unter dem Einfluß der bürgerlichen Idee des Fortschritts, des Liberalismus, oder gar der vergleichenden Gesetzgebung entstandenen synthetisierenden Bestrebungen (L'histoire des législations comparées) ebenso, wie die auf Integration eingestellten weltrechtsgechichtlichen Überblickswerke, die die Apologetik der bürgerlichen Klasseninteressen vertreten. Diese Versuche sind an sich mindestens so alt wie die vergleichende Analyse selbst. Aufgrund der internationalen Erfahrungen der einschlägigen neueren marxistischen Rechtsgeschichtsschreibung ist heute schon jene übrigens sehr lehrreiche ideengeschichtliche Entwicklung bekannt, in der die Wurzeln des, eine vergleichende, universale Betrachtungsweise voraussetzenden Rechtshistorismus bis zur Tätigkeit der ideellen Vorbereiter der Aufklärung zurück verfolgt werden können.⁵ Aufgrund der Forschungsergebnisse des bekannten polnischen Rechtshistorikers, Juliusz Bardach,⁶ haben wir näher die auf Jahrhunderte zurückgreifenden Antezedenzen der modernen rechtshistorischen Forschungsarbeit erkannt. Der Zeitpunkt dieser Wendung und zugleich des Erscheinens jener kräftigen geistigen Strömung, die in der historisch-rechtshistorischen Literatur der europäischen sozialistischen Staaten die Probleme der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit an das Tageslicht förderte dürfte die erste Hälfte der 60er Jahre gewesen sein. Die Entfaltung der geistigen Gärung auf diesem Gebiete ist heute schon von einer durchschlagenden Kraft, die über die Aufdeckung der historiographischen Erfahrungen der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit hinaus, zum wissenschaftlichen Fortschritt auch den methodologischen Grund gelegt hat.⁷

⁵ Bezüglich der grundlegenden historiographischen Anhaltspunkte des bis zur zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts zurückzuführenden Prozesses s. *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen). 1974. pp. 65–66, 335–339. Eine der frühesten Formen der Ursprünge erscheint im Werk des oft vergessenen neapolitanischen Rechtsprofessors Giambattista VICO (1668–1744) (*Principi di una scienza nuova*), dessen Publikation in ungarischer Sprache erst in der letzten Zeit verwirklicht werden konnte (1963).

⁶ S. *Metoda porównawcza w zastosowaniu do powszechnej historii państwa i prawa* (Rolle der vergleichenden Methode in der allgemeinen Staats- und Rechtsgeschichte) *Czasopismo Prawno-Historyczne* XIV (1962) zeszyt 2. Vgl. HORVÁTH, P.: *A jogfejlődés összehasonlító vizsgálatának előtérbe kerülése a jogtörténet területén*. *Jogtudományi Közlöny*, 10/1969. pp. 505–515., auch in deutscher Sprache: *Die vergleichende Untersuchung der Rechtsentwicklung im Vordergrund der Rechtsgeschichte*. *Acta Juridica*, 1–2/1970. pp. 187–213., KARPAT, J.: *Porovnavacia metoda v historiografii štátu a prava* (Vergleichende Methode in der Staats- und Rechtsgeschichtsschreibung). *Právny Obzor* 3/1972. pp. 262–268.

⁷ Dieser Fortschritt ist hauptsächlich in der sowjetischen, tschechischen, polnischen, bzw. deutschen und rumänischen Fachliteratur zu beobachten, s. das Auftreten von ADAMUS, BARDACH, BYSTRICKÝ, CONSTANTINESCO, TSCHERNILOWSKI, TSCHISTOSWONOW, DANILOW, GALPERIN, GRABSKI, GRAJEVSKI, KETSCHERIAN, KOLESNITZKI, KOLPAKOW, KOROLEW, KOSSAREW, KOTABRINSKI, KURITZIN, MANTEUFFEL, MARKARIAN, PIETRZAK, RONIN, PONOMAREW, SCHRÖDER, TITOW, USCHAKOW, WROBLEWSKI, SIWS und andere in der Fachliteratur der letzten zwei Jahrzehnte. Vgl. *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen). 1974 pp. 325–331.

In Anbetracht der weltanschaulichen Grundlagen der Rechtswissenschaft mit marxistischem Charakter ist mit Recht zu sagen, daß eines der ab ovo mit sich gebrachten Kennzeichen der sich entfaltenden sozialistischen Rechtsgeschichtsschreibung ein komparativer Rechtshistorismus ist, der die nationale Verslossenheit auflöst. Anfangs zeigte sich ein fast spontanes Verlangen, den vergleichenden Aspekt auszubreiten; später erweiterte die vollständigere geschichtskritische Analyse der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Zusammenhänge der untersuchten Fragen die Grenzen der Rechtsentwicklungsfaktoren. All dies wirkte dauernd auf die Bekämpfung des introspektiven Nationalismus der bürgerlichen Rechtsgeschichtsschreibung, dennoch ist es offensichtlich, daß es nach einer gewissen Zeit zur Vernachlässigung der methodologischen Erfordernisse führte. Gerade auf dem Gebiete der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit wird die Erscheinung augenfällig, daß sich auch der impulsgebende Charakter der marxistischen Weltanschauung entkräftigt, sobald die Weiterentwicklung der methodologischen Grundlagen vernachlässigt wird. „Die Bestimmung der Forschungsmethode kann (nämlich) nicht von den Erfordernissen des Wissenschaftszweiges unabhängig sein.“⁸ Es ist offensichtlich, daß diese Fehler bis Mitte der 50er Jahre auf dem Gebiete der Rechtsgeschichtsschreibung fühlbar wurden, und zugleich die Verbreitung des Schematismus, das Wiedererwachen der deskriptiven Rechtsgeschichte und die Entkräftigung der methodischen vergleichenden Forschung mit sich brachten.

Wir setzen den Wert jener allgemein bekannten Feststellungen nicht herab, daß in unserer Zeit im Zusammenhang mit der wissenschaftlich-technischen Revolution des Bedürfnis zur Weiterentwicklung der Methodologie in den Vordergrund trat,⁹ das sich als Welterscheinung in dem dem Problem und der Methode gegenüber gezeigten Interesse¹⁰ allgemein wahrnehmen läßt. Die von den 60er Jahren bis zu unseren Tagen anhaltende Suche nach einer entsprechenden Methodologie hängt jedoch auf dem Gebiete des sozialistischen Rechtshistorismus unleugbar mit der zeitweisen Vernachlässigung der methodischen Fragen,¹¹ auf dem

⁸ „... vom untersuchten Themenkreis und dessen wesentlichen Komponenten bzw. im weiteren Sinn von den Bedürfnissen der gesellschaftlichen Entwicklung“ s. HALASZ, J.: *A szocialista közigazgatás fejlődése és összehasonlító vizsgálatának metodológiai problémái* (Entwicklung der sozialistischen Verwaltung und methodologische Probleme der vergleichenden Untersuchungen). Állam- és Jogtudomány, 1/1971. p. 40.

⁹ S. Келдыш, У. В.: Проблемы методологии и прогресс науки. (Probleme der Methodologie und Fortschritt der Wissenschaft). Методологические проблемы науки. Moskau, 1969. p. 229. Vgl. Тилло, А. А., Швеков, Г. В.: Сравнительный метод в юридических дисциплинах. (Die vergleichende Methode in den juristischen Disziplinen). Moskau, 1973. pp. 3—4.

¹⁰ ROSE, A. M.: *Theory and Method in the Social Science*. Minneapolis, 1954. pp. 245—249.; anschließend KULCSÁR, K.: *A szociológiai gondolkodás fejlődése* (Entwicklung des soziologischen Denkens). Budapest, 1973. pp. 276—277.

¹¹ «Der Fehler stammte hauptsächlich aus der Vernachlässigung der Methodologie» sagen mit Recht die neueren sowjetischen Stellungnahmen. S. Тилле, А. А.; Швеков, Г. В.: *op. cit.* 1973. pp. 67—68.; Кригер, Г. А.; Розин, Е. Л.: Исследование сравнительного метода в правоведении как средство глубокого познания государства и права. (Die vergleichenden methodologischen Forschungen in der Rechtsgeschichte als ein Mittel des

Gebiete der Rechtsgeschichtswissenschaft aber mit der immer unbedeutenderen Rolle der methodischen Fragen zusammen. Die weitgreifende methodologische Wegsuche, deren markante Komponente die hier nur skizzenhaft erwähnte methodologische Literatur auf dem Gebiete der neuesten marxistischen geschichtlich-rechtsgeschichtlichen Forschungen ist, bedeutet also die Überwindung der Widersprüche, die durch die neuen Erfordernisse des Wissenschaftszweiges und die methodologische Rückständigkeit aufgetreten sind.

Diese neuen Forschungsergebnisse machen aber nicht nur die Probleme der „Selbständigkeit“ der sog. komparativen Rechtswissenschaft, die historiographischen Ursachen und ideellen Grundlagen des Erscheinens der zahlreichen Synthesversuche in der vergleichenden Rechtsgeschichte verständlich, sondern sie bewegen auch zur Verwendung der damit verbundenen, wissenschaftlichen Wert besitzenden Ergebnisse der bürgerlichen Fachliteratur. Diese Bestrebung ist von der Verwirklichung der methodologischen Grundlegung der neuen Erfordernisse des Wissenschaftszweiges gekennzeichnet.¹² Zu der bedeutenden internationalen Basis dieser Bestrebung hat¹³ auch die ungarische Rechtsliteratur neuere wertvolle Beiträge geleistet.¹⁴

tieferen Verständnisses des Rechtes) Вестник Московского Университета. Серия Право, 2/1974. pp. 94—96.

¹² S. Галперин, Г. В.; Королев, А. И.: Методологические и теоретические вопросы науки истории государства и права СССР. (Methodologische und theoretische Fragen der Staats- und Rechtsgeschichtswissenschaft der Sowjetunion). Leningrad, 1974. Французова, В. П.: Исторический метод в научном познании (Die historische Methode in der wissenschaftlichen Erkenntnis). Вопросы методологии и логики исторического исследования. (Fragen der Methodologie und Logik der geschichtlichen Forschung). Moskau, 1972; Файзинов, М.: Исследование классиками марксизма-ленинизма сравнительного метода при исследовании государственного-правовых явлений (Vergleichende Forschungen der Klassiker des Marxismus-Leninismus auf dem Gebiete der staatlichen und rechtlichen Erscheinungen). Советское Государство и Право, 8/1973. pp. 120—123; Миронов, Д. Н.: А. А. Тилле, Г. В. Швеков, Сравнительный метод в юридических дисциплинах. (Die vergleichende Methode in den Rechtswissenschaften). Советское Государство и право, 7/1974. pp. 141—142; PIEKARCZYK, S.: *Historia kultury poznania* (Historische Kultur der Erkenntnis). TOPOLSKI, J.: *Metodologia historii* (Methodologie der Geschichte). Warszawa, 1973; DERS.: *Wspolczesne problemy metodologiczne nauk historycznych* (Neuzeitliche Probleme der Methodologie der Geschichtswissenschaft). Kwartalnik Historyczny, 9/1974. pp. 528—546; VANEČEK, V.: *K metodickým základům právněhistorické vědy* (Zu den methodologischen Grundlagen der Rechtsgeschichtswissenschaft). Právník, 1973. pp. 401—419, usw.

¹³ S. bei der Analyse der Möglichkeiten der Verwendung der vergleichenden Methoden: *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichte und methodologische Fragen). 1974. Kap. IX—X. pp. 351—459. Bezüglich der neuesten internationalen Erfahrungen s. ANCEL, M.: *Utilité et méthodes du droit comparé. Eléments d'introduction générale à l'étude comparative des droits*. Neuchâtel, 1971.; *Méthodologie de l'histoire et des sciences humaines*. Par ARION, R.; BAUER, E., etc. Toulouse, 1973.; COING, H.: *Juristische Methodenlehre*. Berlin—New York, 1972.; CONSTANTINESCO, L. J.: *Rechtsvergleichung*. Bd. 1. *Einführung in die Rechtsvergleichung*. Köln—Berlin—Bonn, 1971.; vgl. ZRG. Germanische Abteilung, 1972. pp. 446—448.

¹⁴ S. BIHARI, O.: *Összehasonlító államjog* (Vergleichendes Staatsrecht). Budapest, 1967.; EORSI, GY.: *Összehasonlító polgári jog* (Vergleichendes Zivilrecht). Budapest, 1974. Die internationalen Erfahrungen werden zusammengefaßt in PÉTERI, Z. — HARMATHY, A.: *Nemzetközi összehasonlító jogi kerekasztal értekezlet* (Internationale vergleichende juristische Rundtisch-Konferenz). loc. cit. (1973) pp. 319—325., MÁDL, F.: Zweigert, K. — Közt, H., *Einführung in die Gebiete des Privatrechts*. Bd. 2. *Institutionen*. Tübingen, 1969.; s. Állam- és Jogtudomány XV. (1973) Nr. 4, pp. 668—670., VARGA, Cs.: *René, R., Introduction au droit comparé*. Barcelona, 1967. Állam- és Jogtudomány, 4/1968. pp. 626—627.

Über dieses umfangreiche, auch methodologisch grundlegende Material heute eine Übersicht zu gewinnen, ist nicht mehr leicht. Das macht uns im allgemeinen darauf aufmerksam, daß es zur individuellen und komplexen Anwendung der auf wissenschaftlicher Grundlage beruhenden vergleichenden Methoden auch auf dem Gebiete der rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit vielerlei Möglichkeit gibt. Neben der Vergleichung der Zweige, Institutionen und Funktionen räumen diese Lehren z.B. auch der Suche nach analoger Terminologie, der Anwendung der retrospektiven Methode, bzw. der Methoden zur Aufdeckung der sog. Relikten, sowie der die Rezeption bzw. die Wechselwirkungen erforschenden Vergleichung und auch der Verwendung der repräsentativen Methoden einen Platz ein. Die Darstellung dieser Gedanken bedeutet bei weitem nicht eine erschöpfende Aufzählung der in der Anwendung der vergleichenden Methoden verborgenen Möglichkeiten. Doch ist es wichtig, darauf hinzuweisen, daß es bei weitem nicht genügt, unsere wissenschaftlich begründeten methodologischen Möglichkeiten bloß zu erkennen. Der Erfolg (die Wissenschaftlichkeit) oder der Mißerfolg der rechtsgeschichtlichen vergleichenden Bestrebung hängt im gegebenen Fall von Raum und Zeit, von den konkreten gesellschaftlichen Bedingungen, von der Art der Quellen und von vielen anderen Faktoren ab. Daraus folgt offensichtlich die Tatsache, daß die Richtigkeit der wissenschaftlichen Folgerungen an sich durch keine der angewandten vergleichenden Methoden garantiert werden kann,¹⁵ da auf jedem Gebiet der Rechtsentwicklung die nur formelle Ähnlichkeit der Erscheinungen bzw. der vergleichende Prozeß zwischen solchen Erscheinungen an sich noch keine Beweiskraft darstellt. All dies läßt es als begründet erscheinen, daß die berührten methodologischen Möglichkeiten im Lichte der neueren Erfahrungen zum Gegenstand einer Analyse gemacht werden. Bevor wir darauf zurückkämen, werfen wir einen Blick auf das Verhältnis zwischen marxistischer Forschungsarbeit und vergleichender Methodik.

Die Verwendungsmöglichkeiten der oben antizipierten methodologischen Mittel wurden schon öfters – wie es die moderne Historiographie zeigt – zur Quelle von schweren Irrtümern auf dem Gebiet des juristischen Denkens. Man denke nur an die Forschungsergebnisse von Ch. Darwin, L. H. Morgan, oder gar von J. J. Bachofen, die verschiedenen Denkern Anlaß dazu gaben, von der komparativen Analyse der Rechtsgeschichte mit der Kraft der Entdeckung wirkende Nova zu erwarten. Andere wieder flohen aufgrund ihrer weltanschaulichen Einstellung oder gar unter dem Einfluß der erkannten Mißerfolge der vergleichenden Methodologie zurück zu den Problemen der Rechtsentwicklung innerhalb der nationalen Rahmen und fühlten sich von den ziemlich arbeitsdürftig erscheinenden Verpflichtungen der vergleichenden rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit befreit. Für einen oberflächlichen Beobachter diene zur Beruhigung schon der Umstand, daß die

¹⁵ Auch die neuesten Forschungen weisen ausdrücklich darauf hin. S. Тилле, А. А.; Швеков, Г. В.: *op. cit.* 1973. p. 84.

berührten methodologischen Möglichkeiten formell für solche erscheinen, die sich unter die Mittel der allgemeinen (universellen) Geschichte der Rechtsentwicklung einreihen lassen. In Wirklichkeit erfordert die wissenschaftlich begründete moderne Rechtsgeschichtsschreibung auch in der Aufdeckung der örtlichen, nationalen Spezialitäten, ja sogar im Nachweis der individuellen Erscheinungen der Rechtsentwicklung eine Vergleichung. Die vergleichende rechtsgeschichtliche Forschungsarbeit dient also nicht nur und nicht unbedingt der Unterstützung der analogen wissenschaftlichen Beobachtungen, sondern auch der Aufdeckung der Verschiedenheiten.¹⁶ Dem Umstand ist es zuzuschreiben, daß die Untersuchung der Rechtsentwicklung der einzelnen Völker und Nationen im Rahmen der sozialistischen Rechtswissenschaften nicht verkümmern, sondern eher einen Aufschwung zunehmen scheint. Die moderne Rechtsgeschichtsschreibung beansprucht die vergleichende Forschung in der Untersuchung sowohl der nationalen, wie auch der allgemeinen Zusammenhänge, wobei als Erfordernis der Rechtsgeschichtswissenschaft gegenüber erscheint – mit dem ihr eigenen Mittelsystem – zu der Aufdeckung der Wege (oder eben der Irrwege) des gesellschaftlichen Fortschrittes und der inneren Gesetzmäßigkeiten der Rechtsentwicklung ihren Beitrag zu leisten. Diese Erfordernisse werden konzentriert durch die sog. regionale Komparativistik zum Ausdruck gebracht, die sich die vergleichende Untersuchung der räumlich und zeitlich zusammenhängenden, in ihrem Charakter identischen oder nahestehenden Rechtsentwicklungsfaktoren zum Ziele setzt. Einfach und klar scheint die Zielsetzung zu sein, die durch Zusammenhänge, die in der Rechtsentwicklung von Völkern derselben Region aufgedeckt werden können, zur Aufdeckung eines Rechtstyps oder einer ganzen Rechtsgruppe innerhalb eines Rechtstyps führt. Die vergleichende Untersuchung der Rechtskultur verschiedener Völker bzw. die Bestrebung, die mit konkreten geschichtlichen Bedingungen verbundene Wechselwirkung aufzudecken, ist aber an sich ebenfalls keine neuartige historiographische Erscheinung. Wir möchten nur auf Franz Bernhöft hinweisen, der schon vor einem Jahrhundert geahnt hatte, daß in der Geschichte der verschiedenen Völker durch Ausdehnung der vergleichenden Forschungen sich Gesetzmäßigkeiten vom Rang eines allgemeinen Gesetzes entdecken lassen.¹⁷ Auf dem ersten internationalen Kongreß der vergleichenden Forscher (Paris, 1900) bekannte sich M. Kowalewskij zur Vergleichung der Rechtsordnung der Gesellschaften mit ähnlichem Entwicklungsniveau.¹⁸

¹⁶ Marc Bloch wies schon entschieden jeden Versuch zurück, der die Anwendung der vergleichenden Methoden nur zum Beweis der Identität bzw. der Analogie einschränken wollte. Bei ihm ist eine gleichwertige und primäre Bedingung des Vergleichs, daß die untersuchte Erscheinung „über eine gewisse Ähnlichkeit oder Abweichung“ verfüge. S. MARC BLOCH: *A történelem védelmében (Apologie der Geschichte)*. 1974. pp. 68–69.

¹⁷ Franz Bernhöft war Professor an der Universität von Rostock, Begründer des Organs „Zeitschrift für die vergleichende Rechtswissenschaft (1878). S. seine diesbezüglichen Feststellungen in: *Über Zweck und Mittel der vergleichenden Rechtswissenschaft*. loc. cit. I.; vgl. BARDACH, J.: *Metoda prawnawcza* (Die vergleichende Methode). loc. cit. 1962. 41. CONSTANTINESCO: *Rechtsvergleichung*. 1971. ZRG. Germanische Abt. 1972. pp. 447–448.

¹⁸ S. Тарановский, Ф. В.: *Сравнительное правоведение в конце XIX. в.* (Vergleichende Rechtsforschung am Ende des 19. Jahrhunderts). Warszawa, 1902. p. 19; vgl.

Franz Bernhöft und der ihm nahestehende Georg Cohn bzw. der später zu einem hohen Ansehen gelangte Joseph Kohler nahmen schon ausdrücklich auch auf die Rechtsordnung der mittel- und osteuropäischen, ja sogar der asiatischen Völker unter einem ähnlichen Aspekt Ausblick. Es ist also kein Zufall, wenn Engels in einem Brief an Karl Kautsky eben zu dieser Zeit eine gewisse Hoffnung in das Auftreten der Vertreter der vergleichenden Methode setzte.¹⁹ Dem steigenden komparativen rechtsgeschichtlichen Interesse folgten aber erst sehr bestreitere Ergebnisse. Unter dem Einfluß der erlittenen Mißerfolge konnten die reaktionären Strömungen der Rechtsgeschichtsschreibung vordringen, und es verbreitete sich dann auch das Desavouieren der tatsächlich mit der Kraft einer Entdeckung wirkenden komparativen rechtsgeschichtlichen Erfahrungen. In seiner Auswirkung begünstigte all dies jene unwissenschaftlichen Bestrebungen, die durch tendenziöse Interpretation der ursprünglichen, nationalen (oft rassistischen, geographischen bzw. religiösen) Besonderheiten der Rechtsentwicklung auch mit der ideellen Reaktion der imperialistischen Bourgeoisie in Verbindung traten. In besserem Fall bot die beschreibende „allgemeine Rechtsgeschichte“ gewisse Möglichkeiten jenen, die den kontinentalen Zusammenhängen der Rechtsentwicklung noch eine Bedeutung zuschreiben.²⁰

Noch heute ist jene irrtümliche Auffassung lebendig, daß in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts bereits eine selbständige komparative Rechtswissenschaft existierte.²¹ Tatsächlich näherten sich die Ergebnisse der komparativen rechtsgeschichtlichen Forschungsarbeit zur Schaffung der Grundlagen der sog. „allgemeinen Rechtsgeschichte“. Im allgemeinen herrschte aber in der vergleichenden Untersuchung des Rechtes eine Vielfalt von Richtungen und Bestrebungen bzw. eine Ungeklärtheit der Weltanschauung. Nur wenn wir auf die Hauptkomponenten hinweisen, sehen wir, daß schon in der ersten Hälfte des Jahrhunderts die sog. philologische Richtung bekannt ist, die, sich auf die Ergebnisse der vergleichenden Philologie stützend, die systematische Untersuchung der griechisch-römischen Rechtsentwicklung, bzw. der germanisch-slawischen Volkselemente erweitert hat. Die andere bedeutende Strömung war die sog. ethnologische vergleichende

Тилле: *op. cit.* 1973. pp. 89—90; Vom Verfasser dieser Zeilen: *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen. 1974. pp. 335—336.

¹⁹ „Indes kommt jetzt mit den vergleichenden Juristen ein neues Element hinein.“ S. Engels an Karl Kautsky in Stuttgart (13. Juni 1891) MARX, K., ENGELS, FR.: *Werke*. Band 38. Berlin, 1968. pp. 114.

²⁰ S. die als solche betrachteten Forschungen von P. Vilutsky, E. Winkelmann, und auch die in Ungarn bald aufgehobene (1906) allgemeine europäische Rechtsgeschichte kann in diesen Kreis eingereiht werden. S. *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen). 1974. 337—338. Vgl. HORVÁTH, P.: *Egyetemtörténeti tanulmányok* (Studien aus der Geschichte der Universität). Budapest, 1973. pp. 296—303.

²¹ „Als Wissenschaft“, s. in Anschluß an GENSMER, E.: *Zum Verhältnis von Rechtsgeschichte und Rechtsvergleichung*. Archiv für Rechts- und Sozialgeschichte, 3/1955. p. 326.; KULCSÁR, K.: *Történetiség a 20. század jogtudományában. Kritikai tanulmányok a modern polgári jogelméletéről* (Historismus in der Rechtswissenschaft des 20. Jahrhunderts. Kritische Studien über die moderne bürgerliche Rechtstheorie). Red. SZABÓ, I. Budapest, 1963. p. 134.; SCHNITZER, A. F.: *Vergleichende Rechtslehre*. Basel, 1945. p. 3.

Forschung, die die neu entdeckten Ergebnisse der beschreibenden Ethnographie bzw. der Anthropologie in den Vordergrund stellte. In der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung wendet sich diese Richtung der Aufdeckung der alten primitiven Verhältnisse zu.²² Die Forschung stand auf dem Standpunkt der Evolutionstheorie und richtete ihre Aufmerksamkeit auf den Ursprung des Rechtes bzw. auf die Zeiten vor der staatlich organisierten menschlichen Gesellschaft. Zwar ergaben sich diesmal in der Aufdeckung der Verhältnisse der Urgesellschaft, des Mutterrechtes bzw. der primitiven Zustände des Eigentumsrechtes sehr wertvolle Ergebnisse, die kritiklose Verwendung der erzielten wissenschaftlichen Wahrheiten und die voluntaristische Praxis der komparativen Methoden durch Epigonen löste aber gegenüber der vergleichenden Forschungsarbeit wieder die Skepsis aus. Die sog. soziologische Richtung setzte sich aber bald zum Ziel, die Reputation der sich ständig wiederbelebenden Vergleichungstendenz herzustellen, deren bestgebildeten Denker die Garantien der Wissenschaftlichkeit der vergleichenden Forschungsarbeit in der komplexen Verwendung der Ergebnisse der Geschichte, der Volkskunde, der Wirtschafts- und Rechtsgeschichte sahen. Diese vergleichende Richtung und die damit oft natürlicherweise verbundene positivistische Rechtsgeschichtsschreibung erhoffte von den systematischen komparativen Verfahren die Möglichkeit der Aufdeckung der Gesetze der Rechtsentwicklung.²³ In Wirklichkeit „bereicherten die Positivisten methodologisch mit zwei neuen Verfahren die Geschichtswissenschaft, das eine ist die Zusammenfügung der verschiedenen (wirtschaftlichen, gesellschaftlichen, literarischen, politischen) Daten, das andere die vergleichende Methode“. Und zugleich lieferten sie, hauptsächlich durch die ausgedehntere Untersuchung der zur Erkenntnis der Rechtsentwicklung dienenden gesellschaftlich-wirtschaftlichen Ursachen neue, bleibende Ergebnisse.²⁴

Ohne die bis zu unseren Tagen andauernden Wellenlinien dieses komplizierten historiographischen Fortschrittes zu verfolgen, wird es berechtigt sein anzunehmen, daß die Untersuchung der Rechtsentwicklung seit Auftreten der modernen Rechtswissenschaft ständig komparative Bestrebungen erweckt hat. Beinahe alle in Betracht zu ziehenden relevanten Quellen der Rechtsgeschichte und die überwiegende Mehrheit der zu untersuchenden Erscheinungen bergen die Möglichkeit der Anwendung der vergleichenden Analyse im vorhinein in sich. Daß aber bei uns bzw.

²² Ein Teil der Forschungen von BACHOFEN, MOGRAN, DARWIN, MAINE, POST und KOWALEWSKI kann auch in diesen Kreis eingereiht werden.

²³ Die neueste Forschung, die die Rolle des Positivismus in Ungarn untersucht, sagt z. B. mit Recht, daß diese Richtung die Gesetzmäßigkeiten der Geschichte zu erforschen suchte und das „auch dann eine bedeutende Leistung der bürgerlichen Geschichtswissenschaft ist, wenn wir wissen, daß sie sich oft geirrt haben“ s. R. VARKONYI, Á.: *A pozitívista történetészlelélet a magyar történetírásban* (Die positivistische Geschichtsauffassung in der ungarischen Geschichtsschreibung). I. Band, Budapest, 1973. pp. 81–84, 120.

²⁴ Von den darin verborgenen Möglichkeiten machte hauptsächlich die sich entfaltende wirtschaftsgeschichtliche Forschung und die positivistische Rechtsgeschichte mit mehr oder weniger Erfolg Gebrauch. S. BARDACH, J.: *Historia państwa i prawa Polski* (Staats- und Rechtsgeschichte Polens) I. 1964. pp. 30–31.; vgl. LEDERER, E.: *A magyar polgári történetírás* (Die ungarische bürgerliche Geschichtsschreibung). 1969. pp. 20–21.

bei zahlreichen anderen mittel- und osteuropäischen Völkern auf dem Gebiet des Rechtshistorismus diese Möglichkeiten noch lange Zeit hindurch nur fragmentarisch bewußt werden konnten, das hat seine leicht erschließbaren historiographischen Ursachen. Diese Erscheinung tritt im juristischen Denken jedes solchen Volkes auf, wo die Grundlegung der systematischen Rechtsgeschichtswissenschaft unter dem Einfluß der historischen Rechtsschule geschehen war. Sagt man also, daß „der Bewertung der Rechtsvergleichung als einer logischen Operation der juristische Nationalismus lange im Wege stand,“²⁵ so versteht man darunter primär jene mit der verspäteten bürgerlichen Umgestaltung auftretende historische rechtliche Richtung, die in diesem Raum die Katheder-Rechtswissenschaft ins Leben rief. Diese Richtung verlegte die methodologischen Schwerpunkte auf die spezifisch nationale Rechtsentwicklung und der sich auf das historische Recht stützende Nationalismus schwächte ständig die Daseinsberechtigung der auf die Vergleichung abgezielten Tendenzen.²⁶ Die in diesem Sinne regressive, oft schwere Verzerrungen in sich bergende Wirkung der Schule konnte aber lange Zeit hindurch durch die Tatsache verdeckt werden, daß in Anschluß an die Tätigkeit der Vertreter der historischen Rechtsschule die Aufdeckung hauptsächlich der mittelalterlichen Rechtsentwicklung sehr große Fortschritte machte. Diese mittelalter-zentrische historisch-rechtliche Forschungsarbeit war aber selbst nicht konsequent in der Ablehnung der komparativen Methoden. Sogar bei der ungarischen – sich zu einer Schule nie entwickelnden – historisch-rechtlichen Forschungsarbeit erscheint auf Schritt und Tritt jene Art der Vergleichung, die die Alleinigkeit des urwüchsigen „völkisch-nationalen“ Rechtes in den Vordergrund stellt, d. h. die Vergleichung zu einem Beweis der Besonderheiten der Rechtsentwicklung herabsetzt.²⁷ Das Vordringen der bürgerlichen Rechtsordnung und hauptsächlich die den Bedürfnissen der warenproduzierenden Wirtschaft dienende Gesetzgebung-(Kodifikations-)bestrebung wirkten mit einer immer wieder erneuten Intensität anregend auf die die neuzeitlichen modernen Rechtssysteme umfassende Vergleichung.²⁸ Auf deutschem

²⁵ „... welche Richtung die Gesetzgebung jedes Landes in eigene Grenzen zurückdrängen wollte und auf dem Gebiete der Rechtsschaffung jeden Import zurückwies“, s. NIZSALOVSKY, E.: *Eötvös és a „Jövő zenéje“*. Ábránd és valóság (Eötvös und die „Zukunftsmusik“. Traum und Wirklichkeit). Budapest 1973. p. 194; vgl. Тилле, Швеков: Сравнительный метод. (Vergleichende Methode) loc. cit. 1973. p. 39.

²⁶ S. SCHRÖDER, H.: *Über das komparative Prinzip der marxistischen Rechtsgeschichtsmethodik. Marxistische Beiträge zur Rechtsgeschichte*, Wissenschaftliche Schriftenreihe der Humboldt-Universität. Berlin, 1968. 178. Bei uns s. bezüglich der späten fragmentarischen Erkenntnisse ILLES, J.: *Bevezetés a magyar jog történetébe. A források története* (Einführung in die ungarische Rechtsgeschichte. Geschichte der Quellen). Budapest, 1930. pp. 11–12.

²⁷ Diese Erscheinung verfolgt die ganze Epoche der bürgerlichen Rechtsgeschichtsschreibung, von dessen Einfluß sich nicht einmal die Begründer der positivistischen Forschungsarbeit befreien konnten. S. HORVÁTH, P.: *Historische Umstände der Entstehung der selbständigen ungarischen Rechtsgeschichtswissenschaft*. Annales Univ. Sc. Budapestinensis. Sectio Juridica, 1974. pp. 49–82.

²⁸ S. hinsichtlich der ungarischen Bezüge dieses Themenkreises: *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen) loc. cit. 1974. pp. 99–102., 338–339. Neuere Beiträge liefert aus dem Gebiet des ungarischen Privatrechtes PÓLAY, E.: *Kisérlet a magyar öröklési jog önálló kodifikációjára a XIX. század végén* (Versuch der selbständigen Kodifikation des ungarischen Erbrechtes am Ende des 19. Jahrhunderts). Acta Jur. et Pol. Szeged 1974. pp. 41–42.; ders.: dasselbe in deutscher Sprache, Rechtshistorische Abhandlungen Heft 6., Budapest, 1974. pp. 77–106.

Gebiet bzw. in Frankreich entstanden schon in der ersten Hälfte des vorigen Jahrhunderts wissenschaftliche Zentren, vergleichende Rechtsorgane, später auch wissenschaftliche Gesellschaften, die die Erfahrungen der ausländischen Rechte analysierten.²⁹ Alle diese, wie auch die heute bekannten wichtigsten Organe der Rechtsvergleichung,³⁰ dienten primär den Ansprüchen gegenüber der Gesetzgebung des gegebenen Zeitalters, wobei sie auch ein sehr lehrreiches komparatives Erfahrungsmaterial anhäuften, hauptsächlich bezüglich der Entwicklung der modernen Rechtssysteme. Es ist nicht daran zu zweifeln, daß diese bis in unsere Tage vielseitig auftretende Tendenz eben in der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung der Neuzeit und der neuesten Zeit fruchtbringend verwendet werden kann.

Die Überschätzung der rechtsgeschichtlichen Werte der bürgerlichen komparativen Forschungsarbeit wäre aber schädlich. Diese Bestrebungen führten zur Aufdeckung eines großen wertvollen Kenntnismaterials oft von einem Quellenwert und diese können – nach einer systematischen geschichtskritischen Analyse – sowohl bei den Teil-, wie auch bei den synthetisierenden Forschungen als nutzbar bezeichnet werden. Ihre Klassenschranken, ihre innere Widersprüchlichkeit und Befangenheit erfordern aber auf diesem Gebiete von der modernen Rechtsgeschichtsschreibung eine besondere Empfindsamkeit. Diese Bestrebungen sind im allgemeinen dadurch gekennzeichnet, daß sie die Rechtsordnung der verschiedenen Epochen und Entwicklungsstufen unabhängig von der bestimmenden Rolle der Produktionsverhältnisse, meistens von statischem Gesichtspunkt aus, also unter einem unhistorischen Aspekt untersuchten, wobei sie die Erscheinungen mit Vorliebe oft mit nationalen Eigenheiten³¹ bekleideten. So erscheint z. B. in den Erfahrungen der bürgerlichen komparativen Forschungsarbeit nur sporadisch und mit untergeordneter Bedeutung die Gesetzmäßigkeit der Rechtsentwicklung, oder auch nur das bewußte Suchen nach regionalen Zusammenhängen, die den Weg zur Erkenntnis der Gesetzmäßigkeit zeigen. In diesem Sinne ist jene, durch die Tätigkeit von P. Wiltzky bzw. M. Stieber und anderer gekennzeichnete Bestrebung als eine Ausnahme zu bezeichnen, die in der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen im Rechtshistorismus der Nachbarvölker erschienen ist.³² Diese Richtung ließ in der Rechtsentwicklung der Völker, die in sich im späten Mittelalter herausgebildeten

²⁹ Heidelberg und Paris waren die ersten Heimstätten dieser Bestrebungen, ferner können wir auf die Erscheinung der schon erwähnten „Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft“ (1878), sowie auf die Gründung der Société de Legislation Comparée im Jahre 1869, oder der Gesellschaft für vergleichende Rechts- und Staatswissenschaft (1893) und der Internationalen Vereinigung für Volkswirtschaftslehre hinweisen. S. CONSTANTINESCO: *Rechtsvergleichung Band 1.*, ausführliche Analyse darin enthalten.

³⁰ S. Comparative Political Studies (Großbritannien), Comparative Politics (USA), Comparative Law Review (Japan).

³¹ In anderen Fällen mit geographischen, religiösen, rassischen Eigenheiten.

³² S. BARDACH: *Metoda porównawcza* (Vergleichende Methode). loc. cit. pp. 41–42.; vgl. HORVÁTH, P.: *Vergleichende Untersuchung der Rechtsentwicklung im Vordergrund der Rechtsgeschichte*. Acta Juridica, 1–2, 1970. p. 202.; *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen) pp. 339–340.

mittel- und osteuropäischen, von vielen Nationalitäten zusammengesetzten Reichen lebten, eine eigentümliche Wechselwirkung bzw. das Bestehen der regionalen Zusammenhänge der Rechtsentwicklung wahrnehmen.³³ Aber sogar diese, einen breiteren Horizont, weitere Entwicklungszusammenhänge suchende bürgerliche Richtung kann unsererseits noch nicht eindeutig als wissenschaftlich wertvoll angesehen werden. Es ist nämlich heute schon bekannt, daß auf dem Boden dieser Tendenzen, schon lange vor der Jahrhundertwende, jene neoromantische Anschauung erschienen ist, die den mystischen Gedanken des uralten (slawischen) rechtsschaffenden Genius nährte oder als Mittel zur Wiederbelebung solcher Ideen diente.³⁴ Obwohl wir unsere Wachsamkeit hinsichtlich der Verwendung der früheren Erfahrungen der komparativen Forschungsarbeit nicht verringern, können wir doch darauf hinweisen, daß in unseren Tagen gerade die wachsende Reputation der wissenschaftlich begründeten vergleichenden rechtswissenschaftlichen Forschungen unsere erfolgreiche Zusammenarbeit mit der *Société Jean Bodin* ermöglicht, deren nächste internationale Konferenz unter der Ägide der Wissenschaftlichen Akademie der Polnischen Volksrepublik abgehalten wird.³⁵ Einer der bleibendsten Werte der sich seit den 30er Jahren entfaltenden internationalen rechtswissenschaftlichen Zusammenarbeit im Rahmen der *Société Jean Bodin* ist nämlich die Bestrebung, aufgrund der die diskutierten rechtswissenschaftlichen Themen³⁶ enthaltenden nationalen Referate die Möglichkeiten zur Grundlegung einer systematischen vergleichenden Analyse zu entwickeln. Die internationale wissenschaftliche Zusammenarbeit innerhalb der Gesellschaft hatte schon deshalb die aktive Mitwirkung der Rechtshistoriker der sozialistischen Länder zur Folge.³⁷ Wenn wir an die in engerem Sinne genommene Aktualität der komparativen Forschung der regionalen Rechtsentwicklung in Ungarn denken, traten natürlich jene Möglichkeiten in den Vordergrund, die durch die ungarisch-tschechoslowakische rechtsgeschichtliche Zusammenarbeit im Laufe der beiden letzten Jahrzehnte entwickelt wurden. In dieser letzteren Form der Zusammenarbeit bzw. im allgemeinen als Ergebnis der Rechtsgeschichtsschreibung der europäischen sozialistischen Länder, wurde durch die moderne Rechtsgeschichtswissenschaft die Bedeutung der Rechtsentwicklung der mittel- und osteuropäischen Völker sozusam-

³³ Unser Rechtshistorismus ließ leider in der Zeit der Gegenrevolution diese Bestrebungen beinahe außer acht, obwohl neben den genannten tschechoslowakischen Forschern hauptsächlich im Kreise der polnischen Rechtshistoriker K. Korányi, T. Manteuffel, St. Kutrzeba und andere auch die methodologische Begründung dieser Bestrebungen versucht haben.

³⁴ Die neuere Forschung macht in Anschluß an die Tätigkeit von BODJANSKIJ, МАЙКОВ, КОТЛАРЕВСКИЈ, СІЕГЕЛ, СОБЕСТЯНСКИЈ, HILFERDING und anderer die Rolle der politischen Tendenz dieser Bestrebungen verständlich, s. Тилле, Швеков: Сравнительный метод (Vergleichende Methode). loc. cit. 1973, pp. 92—93.

³⁵ S. die Vorbereitungen der von der *Société Jean Bodin* (Bruxelles) angekündigten internationalen Konferenz mit dem Thema „Communauté rurale“.

³⁶ Häufig bestimmte Institutsformen: z. B. die Immunität, das Grundbesitzrecht, der Feudalismus usw.

³⁷ Heute verfügen schon mehrere sozialistische Länder über eine nationale Vertretung bzw. über die individuelle Mitgliedschaft der Forscher im Rahmen der Gesellschaft Jean Bodin. Die ungarische Rechtsgeschichtswissenschaft ist durch György BÓNIS und Andor CSIZMADIA in dieser hochangesehenen Organisation vertreten.

gen neu entdeckt. Die ungarisch-tschechoslowakische rechtsgeschichtliche Kooperation begründete durch ihre der erweiterten Zusammenarbeit dienenden internationalen Konferenzen ein anerkanntes Forum der vergleichenden Rechtsgeschichte der sozialistischen Länder. Dieses Forum stellte in diesem Raum des Kontinents die Rechtsentwicklung in den Vordergrund der Untersuchungen, aber es hat zugleich die Tore der internationalen Zusammenarbeit auch in andere Richtungen weit geöffnet. Es war ein durchschlagender Erfolg dieser Bestrebungen, daß sie die Aufmerksamkeit der modernen rechtswissenschaftlichen Forschung auf die vergleichende Analyse der Rechtsentwicklung der Neuzeit und neuesten Zeit gelenkt haben. Durch die erzielten Ergebnisse steigerte sich insbesondere die Bewertung der komparativen Untersuchung der verspäteten bürgerlichen Staats- und Rechtsordnung und es wurden jene Schranken endgültig abgeschafft, die infolge der mittelalter-zentrischen Auffassung der bürgerlichen Rechtsgeschichtsschreibung entstanden waren.³⁸ Unter diesem Einfluß erhielt die auf die neueste Zeit auszudehnende methodische rechtsgeschichtliche (vergleichende) Untersuchung der bürgerlichen Rechtsordnung sowohl auf den Foren der internationalen wissenschaftlichen Zusammenarbeit, wie auch in der Untersuchung des sich innerhalb der Nationalstaaten entwickelnden Rechtes ihr Bürgerrecht. Darüber hinaus wurde sogar jener Anspruch klar formuliert, daß diese Bestrebungen nicht nur auf die Epoche der Herrschaft der bürgerlichen Staats- und Rechtsordnung begrenzt zur Geltung kommen, sondern auch auf die Periode der nunmehr schon als geschichtliches Zeitalter aufzufassenden sozialistischen Rechtsentwicklung ausgedehnt werden.³⁹ Die moderne Rechtsgeschichtsschreibung warf die Aktualität dieser letzteren Forderung schon dann auf, als sie das zeitweilige Weiterleben einzelner Elemente unserer auf bürgerlichem Boden entstandenen Rechtsentwicklung aufzudecken begann. Wir erkannten diese Erscheinungen als Begleiter der Anfangsperiode der sich entwickelnden sozialistischen Rechtsordnung und gelangten bei ihrer Aufdeckung durch die Anwendung der sog. vertikalen komparativen Verfahren zu wertvollen wissenschaftlichen Folgerungen.⁴⁰ In zahlreichen Fällen

³⁸ Dieser oft nicht entsprechend gewürdigte Fortschritt ist auch daran zu beobachten, daß heute die schon erwähnte Société Jean Bodin die vergleichende Behandlung der genannten „Communauté rurale“ (1976, Warschau) selbstverständlich auch auf die neueste Zeit ausdehnt. Auch die ungarischen Teilnehmer wirken in diese Richtung, s. CSIZMADIA, A.: *L'organisation et les fonctions des communautés rurales en Hongrie entre 1848 et 1944.*; HORVÁTH, P.: *Les communautés paysannes du moyen âge comme instruments de la justice et de la taxation.*, bzw. mit den auf die Zeit der sozialistischen Rechtsentwicklung ausgedehnten Vorträgen von HALASZ, J. S. Communiqué zum vorgesehenen Material (1976, Warschau) der Société Jean Bodin pour L'Histoire Comparative, Secrétariat Général. Bruxelles le 25 mai 1974.

³⁹ Das ist durch die 1975 in Prag veranstaltete ungarische-tschechoslowakische rechtsgeschichtliche Konferenz ausgedrückt, deren Thema unter dem Titel: *Entstehung und Entwicklung des sozialistischen Rechts* festgelegt wurde. S. Communiqué. Sekretariat der rechtshistorischen Konferenz „Entstehung und Entwicklung des sozialistischen Rechts“, Juridische Fakultät der Karls-Universität, Praha am 19. November 1974.

⁴⁰ ROZMARYN lenkte schon im Laufe der 60er Jahre die Aufmerksamkeit auf die diesbezüglichen Aufgaben durch seine Studie im *Państwo i Prawo*, 3/1965. Vgl. *A jogösszehasonlító kutatások és munkák elméletéből* (Aus der Theorie der rechtsvergleichenden Forschungen und Arbeiten). Külföldi Jogi Cikkgyűjtemény, 1966. 389. p.; HORVÁTH, P.: *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen). 1974 pp. 440–441.

kann aber auch die horizontale Vergleichung angewandt werden, z.B. in der methodischen Untersuchung der genannten Erscheinungen, wenn es sich beweisen läßt, daß die verschiedenen hergehörenden Elemente des alten Rechtes nur formell weitergelebt haben, oder gar sich mit einem neuen Inhalt organisch in das Grundmaterial der neuen, sozialistischen Rechtsordnung eingliederten. Diese und ähnliche, hier nur skizzenhaft anzudeutenden aktuellen Aufgaben können mit Recht als Ausgangspunkte zur Erkenntnis der neuen großen Themenkomplexe der in unseren Tagen wiederbelebten komparativen rechtshistorischen Forschungsarbeit angesehen werden. Unter Annahme der unbedingten Geltung der marxistischen Geschichtsauffassung bedarf es also kaum einer Begründung, daß die methodisch vergleichende Forschung auch in der historischen Aufdeckung der nunmehr eine einheitliche geschichtliche Epoche darstellenden sozialistischen Rechtsordnung unversiegbare Möglichkeiten bietet. Es ist aber zu betonen, daß in der rechtshistorischen Analyse der konkreten Erscheinungsformen des sozialistischen Rechtstyps die Resultanten der grundlegenden Zusammenhänge auch wieder innerhalb der Rechtsgruppen,⁴¹ Regionen und Unterregionen bzw. der mit diesen organisch verbundenen nationalen Rahmen aufzufinden sind. Jeder Schritt, den die Rechtsgeschichtswissenschaft auf diesem Gebiete zurücklegen kann, vermag einen unmittelbaren Einfluß auf die Entwicklung eines weit klareren öffentlichen juristischen Denkens als je zuvor auszuüben und kann indirekt auch die Wahl der zukünftigen Richtung beeinflussen. Diese außerordentlich aktuell zu bezeichnende Aufgabe kann aber kaum durch das methodische Arsenal der modernen bürgerlichen Komparativistik – scheint es noch so aufgegriffen – erreicht werden.⁴² In der Zukunft soll aber den auf einer methodischen Quellenkritik beruhenden, die Methoden der horizontalen, vertikalen, institutionellen, funktionellen, repräsentativen usw. Vergleichung anwendenden Analysen der sich innerhalb von regionalen bzw. nationalen Rahmen entwickelnden Komponenten des sozialistischen Rechtstyps ein entsprechend großer Raum gewidmet werden.⁴³ Es ist also evident, daß sich an die methodologisch begründete Klärung dieser Möglichkeiten besondere Interessen der modernen Rechtsgeschichtsschreibung knüpfen.

⁴¹ So verlangen z.B. die Gruppen der europäischen, bzw. asiatischen sozialistischen Rechte offensichtlich eine Trennung, aber die Beobachtung der Kennzeichen weiterer Unterregionen ist nicht ausgeschlossen, sogar in der Entwicklung der Rechtsordnung der einzelnen europäischen sozialistischen Länder.

⁴² Wir weisen nur als Beispiel auf die verschiedenen Migrations-, Diffusions-, Integrationsauffassungen hin, die an sich genug Beweise dafür geliefert haben, auch in historiographischem Sinn, daß die moderne Rechtsgeschichtsschreibung die Neuformulierung der komparativen methodologischen Möglichkeiten und die streng wissenschaftliche Bestimmung der Grenzen dieser Möglichkeiten als eine unverschiebbare Aufgabe betrachten mußte. Der Verfasser dieser Zeilen versuchte die diesbezüglichen Werte der Rechtsgeschichtsschreibung der sozialistischen Länder in ein System zusammenzufassen. S. *Tudománytörténeti és módszertani kérdések* (Wissenschaftsgeschichtliche und methodologische Fragen). 1974. pp. 351–459.

⁴³ Ferner muß eine methodologisch nicht zu vernachlässigende Aufmerksamkeit auch auf das Wie der Verwendung der durch die bürgerliche Komparativistik produzierten Möglichkeiten gewendet werden. Hierher könnten auch die verwendbaren Elemente der Bestrebungen eingereiht werden, die auf die Verwendung der paradigmatischen bzw. der eine Spezialität suchenden, der Rezeption bzw. Wechselwirkung suchenden, der beschreibenden und der retrospektiven usw. Methoden gerichtet sind.

The Role of Comparative Study of Legal Evolution in the History of Socialist Law

by

P. HORVÁTH:

Socialist jurisprudence has been devoting an increased attention in the past decades to the application of comparative methods. This process provided an encouragement to extending comparative researches also in the field of the history of law. It is particularly important for Hungarian historiography of law that researches of such a nature should be extended. For this reason, relying on the results achieved in Hungarian historiography we are of the view that comparative researches are timely and useful in respect of all epochs of the history of Hungarian law. Still, those tasks appear to be most urgent which are connected with the history of socialist law. Such a task is considered in the paper to be the revealing of its emergence, its branch and institutional development. Our endeavours connected therewith require principally a more thorough-going knowledge of the legal evolution of the neighbouring peoples. This requirement in turn presupposes the comparative study of the concrete sources of history. Thus for Hungarian legal historians it is the legal evolution of the peoples of Central and Eastern Europe and the Balkans which will be placed in the foreground of comparative researches in the field of the history of law.

Роль сравнительного исследования правового развития в области истории социалистического права

П. ХОРВАТ

Социалистическая правовая наука за последнее десятилетие большое внимание обращает на применение методов сравнения. Это дало толчок и для расширения сравнительного исследования по истории права. Для венгерской истории права особенно важно, чтобы исследовательская работа такого характера получила как можно большее распространение. Поэтому, опираясь на достигнутые нашей исторической наукой в этой области результаты, подчеркиваем, что сравнительные исследования являются полезными и актуальными на всех периодах истории права. Все же на переднем плане стоят задачи, связанные с раскрытием правового развития социалистического периода. Такой задачей считает статья раскрытие возникновения социалистической правовой системы, его отраслевого и институционального развития. А связанные с этим наши стремления требуют более глубокого знания правового развития главным образом соседних народов. А это требование в свою очередь предполагает сравнительное исследование конкретных исторических источников. Таким образом, для нас в области сравнительной исследовательской работы по истории права на передний план выступает правовое развитие народов средней и восточной Европы, а также народов, проживающих на Балканском полуострове.

Über die Krisenerscheinungen der Vertragstypisierung

von

L. VÉKÁS

Dozent

Eötvös-Loránd-Universität Budapest

In den heutigen bürgerlichen Gesetzbüchern sind die Normen der Vertragstypen immer weniger imstande die Erfordernisse des modernen Güterverkehrs zu erfüllen. Die seit der Entstehung der grundlegenden Prinzipien und Hauptnormen der Vertragstypen erfolgten wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Änderungen erheben gegenüber dem Vertragsrecht immer neuere Ansprüche. Der Aufsatz folgt diesen Entwicklungen auf der Spur und geht auf die Probleme der wichtigsten kapitalistischen sowie der europäischen sozialistischen Rechtssysteme ein. Der Verfasser erörtert die Zusammenhänge der standardisierten Verträge und der Vertragstypisierung, geht auf die „selbstregulierenden Verträge“ ein und berührt auch die Planverträge (Wirtschaftsverträge) der sozialistischen Rechte.

1. Monopolkapitalistische Entwicklungen und Klassizismus des BGB.

Die Anfang des 19. Jahrhunderts geschaffenen Kodizes, wie der *Code Civil* und das *österreichische ABGB* haben den Regeln der Vertragstypen mit Recht eine aushilfliche, verkehrserleichternde Rolle zugedacht. Diese Gesetzbücher sind in der Glanzzeit des klassischen Kapitalismus geboren, so verfügte ihre von der naturrechtlichen Theorie ernährte Konzeption der Vertragsfreiheit über eine gesellschaftliche Deckung. Es ist begreiflich, wenn die Verfasser des *Code Civil* und des *österreichischen ABGB* betont darauf achteten, daß die Normen der einzelnen Vertragstypen nicht einmal die kleinste Schwierigkeit im Wege der Wirkung der Vertragsfreiheit bedeuten. Darum haben sie das die Vertragstypen des römischen Rechtes modernisierende Vertragssystem als eine die Vertragsabschlüsse und die Beurteilung der Vertragsstreite erleichternde *dispositive Mustersammlung* aufgebaut.¹

Die Eigenart der *deutschen Entwicklung* ist, daß sie – anderen Völkern von Mittel- und Osteuropa ähnlich – nach einer *unvollendeten bürgerlichen Revolution* die *monopolistische Epoche des Kapitalismus* erreichte. Da hatte das Recht nicht mehr nur einfach mit den Folgen der Kapitalisierung zu rechnen, sondern den Herausforderungen der Wirtschafts- und Gesellschaftsentwicklung entgegenzusehen. Während das alle Errungenschaften der siegreichen Revolution zu seinen Gunsten enteignende Bürgertum bei der Schaffung des *Code Civil* mit Recht auf die allmächtige wirtschaftlich-gesellschaftliche Kraft des freien Wettbewerbs vertrauen konnte und die Idee der Vertragsfreiheit im *ABGB* zufolge der verspäteten

¹ CHARMATZ, H.: *Zur Geschichte und Konstruktion der Vertragstypen im Schuldrecht*. Brünn – Wien, 1937; unveränderte Neuauflage: Frankfurt/M. 1968. 149., 156., 203., 347. p.

bürgerlichen Entwicklung fast vorzeitig war, wurde das Vertragsrecht des kapitalistischen freien Wettbewerbs (das aus dem römischen Recht stammend und mit naturrechtlichen Ideen durchtränkt war) in Deutschland am Ende des Jahrhunderts zur Zeit der Ausarbeitung des BGB sowohl durch die monopolkapitalistischen Entwicklungen wie die soziale Notlage der Arbeiterklasse in Frage gestellt.

Die gesellschaftlichen Fragezeichen wurden im Zuge der deutschen Kodifikation kaum beachtet, und dies ist im Vertragsrecht besonders auffallend. Die Regelung der Verträge – hauptsächlich das System der Vertragstypen – wurde auf das auf römisch-rechtlicher Grundlage erhobene pandektistische System gebaut. Das Vertragsrecht des BGB wurde in dieser Weise grundlegend so ausgestaltet wie das Vertragssystem der kapitalistischen Gesetzbücher vom Anfang des Jahrhunderts: das Prinzip der Vertragsfreiheit wurde mit der ergänzenden Rolle der Vertragstypen kombiniert. Die Übertreibung des Prinzips der Vertragsfreiheit hat schon seinerzeit eine scharfe Kritik ausgelöst; Menger hat sie sogar aus Klassengesichtspunkt der Kritik unterzogen.² Noch mehr hat man den konservativen, unzeitgemäßen Aufbau der Vertragstypen kritisiert.³ Die deutsche Rechtswissenschaft ist auch heute der Meinung, daß es nur unvollkommen möglich gewesen wäre, die Ansprüche der modernen Wirtschaft durch die meistens römisch-rechtlichen Vertragstypen des BGB zu befriedigen. Daher waren die handelsrechtlichen Rechtsgeschäfte notwendig. Esser schreibt: „Solche ‚Antiquiertheit‘ im schuldrechtlichen Bereich war weniger nachteilig, weil das wichtige Gebiet des Handelsrechts, in dem viele Schuldgeschäfte näher ausgestaltet sind, bereits 1861 mit dem Allgemeinen Deutschen Handelsgesetzbuch kodifiziert und in den meisten deutschen Staaten als gemeindeutsches Handelsrecht in Kraft gesetzt worden war.“⁴

Die wichtigsten Ansprüche der kapitalistischen Wirtschaft, die elementaren Interessen des kapitalistischen Güterverkehrs wurden dadurch schon befriedigt; dann wurde in 1895 das neue deutsche Handelsgesetzbuch zur Unterstützung der bourgeoisien Unternehmungen geschaffen. In einer solchen Lage war der *Luxus des Klassizismus* bei der Kodifikation der privatrechtlichen Vertragstypen zulässig, und das *Denkmal des Pandektismus* konnte anstatt eines den Ansprüchen der Zeit entsprechenden Gesetzbuches errichtet werden.

Die Wurzeln der Vertragstypen selbst greifen auch im BGB über die Pandektistik zum römischen Recht zurück. Ihre Definition und begrifflich-systematische Form haben sie vom „*usus modernus pandectarum*“ bekommen.⁵ Also gleich wie im beinahe hundert Jahre älteren österreichischen Kodex. Das BGB ist sogar in vielen Hinsichten noch mehr „klassisch“, dem römischen Recht noch mehr getreu.

² S. Menger, A.: *Das bürgerliche Recht und die besitzlosen Volksklassen*. 1904. 150. p.

³ S. vor allem: GIERKE, O.: *Der Entwurf eines bürgerlichen Gesetzbuchs und das deutsche Recht*. 1889.

⁴ S. Esser, J.: *Schuldrecht Bd. I*. Karlsruhe, 1970. 2. p.

⁵ Vgl. Bekker, E.I.: *System des heutigen Pandektenrechts Bd. II*. Weimar, 1889, 121. p. CHARMATZ: op.cit. 10., 22., 30. p.; LEENEN, D.: *Typus und Rechtsfindung*. Berlin, 1971. 124. p.; WIEACKER, F.: *Privatrechtsgeschichte der Neuzeit*. Göttingen, 1967. 237. p.

Die Normen der Vertragstypen im BGB weichen von den Lösungen der am Anfang des 19. Jahrhunderts geschaffenen Kodizes in einer Hinsicht doch ab: die *kogenten Normen* sind im deutschen Gesetzbuch bei der Regelung einzelner Vertragstypen zuerst erschienen. Das ist eine unverkennbare Erscheinung der monopolkapitalistischen Tendenzen, der gesellschaftlichen Krisensymptome und sozialen Spannungen: der Staat, das Recht sind gezwungen, auch auf dem herkömmlichen Gebiet der Privatsphäre zu intervenieren; sie haben die Vertragsfreiheit mittels konkreter Schranken einzuengen und konnten sich mit allgemeinen Verböten (z. B. dem Verbot der gegen die guten Sitten verstoßenden Verträge oder der Wuchergeschäfte) nicht begnügen. Die zwangsweise Akzeptierung der gesellschaftlichen Änderungen zeigt sich darin, daß der erste Entwurf des BGB noch ebenso keine *kogenten Vorschriften* unter den Regeln der Vertragstypen beinhaltet hat, wie die um die Wende des 18.–19. Jahrhunderts entstandenen Kodizes.⁶ Die kogenten Normen aber erscheinen schon im endgültigen Text unter den Normen des Dienstvertrages (§§ 617, 618, 629, 630) denen später – z. B. unter den Bestimmungen der Miete (§ 552/a) – auch weitere folgten.⁷ Das waren *die ersten Zeichen der Änderung*, die die Normen der Vertragstypen – unter dem Druck der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Umwandlung – in diesem Jahrhundert erfahren haben.

Das Erscheinen der kogenten Regeln unter den Bestimmungen des BGB für die Vertragstypen hat an und für sich schon einen neuen Charakter diesem Rechtsgebiet gegeben. Das Buch von Charmatz hat als erstes – obwohl es die Folgen der Aufnahme von kogenten Normen übertreibt – auf diese Änderung hingewiesen.⁸ Mit der klaren Manifestation *des Werturteils des Gesetzgebers* haben schon die dispositiven Bestimmungen selbst die Bedeutung der Qualifikation der einzelnen Verträge erhöht. Die ihrem Wesen nach häufig abweichenden Rechtsfolgen hängen ja von der Einordnung des gegebenen Vertrags in diesen oder jenen Typ ab. Das BGB hat auch schon dadurch der Vertragstypisierung ein größeres Gewicht verliehen als die früheren Gesetzbücher, die nämlich den Tatbeständen und Auslegungsmustern der einzelnen Vertragstypen nur relativ wenige und ziemlich allgemeine Rechtsfolgen hinzugefügt haben.⁹ Mit der Anwendung der kogenten Normen aber *wuchs die Bedeutung der Einordnung in Vertragstypen weiter*, nachdem die Parteien nunmehr nicht einmal mit übereinstimmendem Willen die Intention des Gesetzgebers übersehen konnten und die Rechtsfolgen ihres Rechtsgeschäftes sich von der Qualifikation ihres Vertragsverhältnisses abhängig und nicht auf Grund ihres eigenen Beschlusses gestalten. Die Abgrenzung von Arbeits- und Werkverträgen ist z. B. vom Gesichtspunkt elementarer Interessen

⁶ Vgl.: CHARMATZ: op.cit. 226., 260. p.; s. noch: EHRLICH, E.: *Das zwingende und nichtzwingende Recht im Bürgerlichen Gesetzbuch für das deutsche Reich*. Jena, 1899. Zum Vertragssystem des ersten Entwurfes im allgemeinen s.: BEKKER: op.cit. 127. p.

⁷ Vgl.: CHARMATZ: op.cit. 348. p.; ESSER: op.cit. 83. p.; RAISER, L.: *Vertragsfunktion und Vertragsfreiheit*. In: *Hundert Jahre Deutsches Rechtsleben*. Bd. I. Karlsruhe, 1960. 102. p.; WIEACKER: op.cit. 238., 430. p.

⁸ S.: CHARMATZ: op.cit. VIII. p., 226., 245., 260., 348. p.

⁹ Vgl.: CHARMATZ: op.cit. VIII., XIV., 348. p.

zufolge der teilweise kogenten Regelung des Dienstvertrages das Zünglein an der Waage geworden.¹⁰

Der Standpunkt von *Leenen* ist doch überzeugend: die Normen der einzelnen Vertragsarten im BGB sollen trotz engerer Bindung der Tatbestände und Rechtsfolgen, des weiteren des Erscheinens der kogenten Normen ebenso als *Typenbestimmung und nicht als Begriffsbestimmung* aufgefaßt werden wie in den früheren Gesetzbüchern. Seine Schlußfolgerung lautet: die Vertragstypen des BGB sind vom Gesichtspunkt der Gesetzgebungstechnik aus wirkliche Typen, die die richterliche Konkretisierung ermöglichen.¹¹

Auf dem klassischen babylonischen Turm der Vertragstypen deuten das Erscheinen der kogenten Bestimmungen sowie die exaktere Verbindung zwischen Tatbeständen und Rechtsfolgen auf Spuren der neuen Zeit hin. Diese Änderungen haben die Seeschlange der kontinentalen vertragsrechtlichen Rechtsprechung des 20. Jahrhunderts erzeugt: das Problem der *gemischten Verträge*.¹²

2. Die „bewahrende Aufhebung“ der Elemente des klassischen bürgerlichen Vertragsrechtes.

Ein allgemeines Merkmal der Entwicklung nach dem BGB besteht in einem spezifischen Anpassungsprozeß, einer Art „bewahrend abschaffende“ Anpassung der klassischen Vertragsprinzipien und Institute den Anforderungen, die die gesellschaftlichen und wissenschaftlich-technischen Revolutionen ausgelöst haben. In unserem Aufsatz befassen wir uns mit diesem Adaptationsvorgang nur aus dem Gesichtspunkt, *wieweit und in welcher Weise sich die Funktion und Bedeutung der Vertragstypen während dessen geändert haben*. Nur im Zusammenhang mit unserem diesbezüglichen Gedankenkreis weisen wir auf den Zerfall des klassischen Vertragsbegriffes hin, während zahlreiche Teilerscheinungen von grundlegender Bedeutung (wie z.B. die Änderungen der Auffassung vom Vertragsverhältnis als einem Zweipersonenverhältnis,¹³ die Probleme der sogenannten faktischen Verträge¹⁴ usw.) überhaupt nicht erörtert werden.¹⁵

¹⁰ Vgl.; CHARMATZ: op.cit. 245. p.

¹¹ S.: LEENEN: op.cit. 131. p.

¹² Das Hauptziel von CHARMATZ op.cit. ist die Zusammenfassung der Problematik der gemischten Verträge; die Darstellung der einzelnen theoretischen Standpunkte s.: 261. p. (deutsche, österreichische und französische Literatur); von den neueren Werken s.: LARENZ, K.: *Methodenlehre der Rechtswissenschaft*. Berlin, 1969. 443. p.; und *Lehrbuch des Schuldrechtes Bd. II*. München, 1968. 5., 129. p.; ESSER: op.cit. Bd. I. 100. p. LEENEN: op.cit. 133., 166. p.

¹³ S.: HARMATHY, A.: *Felelősség a közreműködőért*. (Haftung für Zulieferer) Közgazdasági és Jogi Könyvtár, Budapest, 1974. 109. p., mit ausführlichen Angaben zum Schrifttum.

¹⁴ Von der sehr ausgedehnten Literatur s. vor allem: HAUPT, G.: *Über faktische Vertragsverhältnisse*. 1941.; SIMITS, S.: *Die faktischen Vertragsverhältnisse als Ausdruck der gewandelten sozialen Funktion der Rechtsinstitute des Privatrechts*. Frankfurt/M. 1957.; LARENZ: *Lehrbuch Bd. I*. 33. p.; ESSER: op.cit. Bd. I. 97. p. Von den Gegnern der Lehre s.: FLUME, W.: *Rechtsgeschäft und Privatautonomie*. In: *Hundert Jahre Deutsches Rechtsleben*. Bd. I. Karlsruhe, 1960. 183. p.

¹⁵ Zu den Wandlungen des bürgerlichen Vertragsrechts s.: FRIEDMANN, W.: *Changing functions of contract in the common law*. University of Toronto Law Journal, 1/1951.; RAISER, L.: *Vertragsfunktion heute*. Juristenzeitung 1958.; MAYER-MALY, T.: *Vertrag und Einigung*. In: *Festschrift Nipperdey*. München, Berlin, 1965. Bd. I. 512. p.; EÖRSI, GY.: *Összehasonlító polgári jog* (Vergleichendes Zivilrecht) Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975. 232. p.

Die in der zweiten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts in der kapitalistischen Wirtschaft und Gesellschaft aufgetretenen Änderungen haben sich in unserem Jahrhundert fortgesetzt, sogar beschleunigt. Der gewaltige Fortschritt der Produktivkräfte hat jedoch selbst die traditionelle privatrechtliche Auffassung, so auch die Rahmen des klassischen bourgeoisien Vertragsrechtes auseinandergedrückt. In derselben Richtung wirkten auch die *verschärften Widersprüche zwischen den Produktivkräften und Produktionsverhältnissen*. Insbesondere nach dem zweiten Weltkrieg wurden diese Vorgänge akzeleriert, da das Recht mit den durch die wissenschaftlich-technische Explosion beschleunigten gesellschaftlich-wirtschaftlichen Entwicklungen kaum Schritt halten konnte. Der in der kapitalistischen Wirtschaft unaufhaltsam fortschreitende Konzentrationsprozeß hat den Boden des auf die Rechtsgeschäfte der einstigen Kleinunternehmer angepaßten bourgeoisien Vertragsrechtes genommen und auch die Krisenglocken angeschlagen.¹⁶

Wir messen vom Gesichtspunkt der Rolle der Vertragstypen aus in erster Reihe *zweier Erscheinungen* eine besondere Wichtigkeit bei. Eörsi schreibt: „Die Entwicklung der Produktivkräfte hat auf dem Gebiet der Verträge einerseits die Massenproduktion und damit die Standardisierung der Vertragsbedingungen, andererseits damit im Gegensatz äußerst komplizierte, große und oft vielseitige Fachkenntnisse beanspruchende individuelle Verträge herbeigeführt.“¹⁷ Beide Entwicklungen machen die Vertragstypen oft überflüssig und schalten sie als Kategorien der Systematisierung aus, sie führen sogar häufig zur Umgehung des ganzen dispositiven Vertragsrechtes.

Die „Selbstregulierung“ ist im Falle der komplizierten individuellen Verträge in der Regel so vollständig, daß die Rolle des dispositiven Gesetzesrechtes völlig verwischt wird. Die Bedeutung der Vertragstypisierung hört in diesem Kreise praktisch auf, weil die Vertragspartner die möglichen Folgen ihres Rechtsverhältnisses beinahe in jedem Falle ausführlich regeln und die Qualifikation ihrer Vereinbarung in einem eventuellen Rechtsstreit keine Rolle spielt. Das bedeutet natürlich nicht, daß die „Selbstregulierung“ immer irgendeine Art „neues Recht“ bilden würde; im Gegenteil, die Parteien schließen ihre Verträge in den meisten Fällen sich auf die dispositiven Normen des geltenden Rechtes stützend ab, sie bauen ihre Rechte und Pflichten, ebenso wie die Rechtsfolgen der Rechtsverletzungen, auf die vorhandenen Elemente des bestehenden Rechtes. Zuzufolge der objektiven Kompliziertheit und individuellen Charakters ihres Rechtsverhältnisses müssen sie andererseits die gesetzlichen Grenzen der Vertragstypen überschreiten, sich über die Schranken der Vertragstypisierung hinwegsetzen; selbst wenn ihr Vertrag grundsätzlich typischen Charakter hat. Die ausführliche, umfassende Regelung wird obendrein sehr oft dadurch begründet, daß die Rechtsverhältnisse

¹⁶ S. z. B.: BATIFFOL, H.: *La „crise du contrat“ et sa portée*. Archives de philosophie du droit, 1968. 13. p. Skeptisch äußert sich bezüglich des ganzen Privatrechts WIEACKER: *Das bürgerliche Recht im Wandel der Gesellschaftsordnungen*. In: *Hundert Jahre Deutsches Rechtsleben*. Bd. II. Karlsruhe, 1960. 1. p. insbesondere 18. p.

¹⁷ S.: EÖRSI: op. cit. 232. p.

dieser Art – wegen der Zusammengesetztheit ihrer Leistungen, der verzweigten Rechte und Pflichten, die sie involvieren – nicht in den gesetzlichen Typen liegen, sondern gemischter oder atypischer Natur sind. In jedem Fall ist die Konsequenz dieselbe: bei der Beurteilung solcher Verträge erweisen sich die herkömmlichen Bauelemente des klassischen Vertragsrechtes, die Vertragstypen als veraltet, daher werden sie in der Praxis außer acht gelassen. Die Entwicklung der Produktivkräfte hat in diesem Kreis diejenige rechtliche Auffassung und die rechtlichen Möglichkeiten überschritten, die in den Vertragstypen ihren Ausdruck finden.

Die andere erwähnte Erscheinung ist ähnlichen Ursprungs und bringt ähnliche Rechtsfolgen mit sich, jedoch Probleme von wesentlich größerer gesellschaftlicher Bedeutung: die zufolge der Massenproduktion entstandene *Standardisierung der vertraglichen Bedingungen*. Während bei den erörterten „selbstregulierenden“ Verträgen in den meisten Fällen – sowohl hinsichtlich der wirtschaftlichen Potenz als auch der juristischen Bildung – grundsätzlich ausgeglichene, über ähnliche oder gleiche Möglichkeiten verfügende Partner einander gegenüberstehen, bergen die standardisierten Verträge die Gefahr der Ausnützung der Lage eines wirtschaftlich schwächeren und rechtlich unerfahrenen Partners in sich. Die typischen Subjekte der „selbstregulierenden“ Vereinbarungen sind Großunternehmen; in den standardisierten Verträgen stehen dagegen oft viele voneinander isolierte Kleinverbraucher von schwächerer Position einem Vertragspartner gegenüber, der eine bedeutende Überlegenheit der wirtschaftlichen Lage und der Fachkenntnisse besitzt. Aus dieser Situation des eigenartigen „rechtlichen Wuchers“ entfaltete sich eine der größten Problemkreise des heutigen bürgerlichen Vertragsrechtes: „Die standardisierten Verträge haben sich eine so große Bedeutung verschafft, daß sie immer mehr ein selbständiges Rechtsgebiet neben dem herkömmlichen Recht der Verträge werden. Auf das Vertragsrecht wird in breiten und wichtigen Bereichen – z.B. Konsumentenschutz, Versicherungsrecht, Antitrustgesetzgebung – ein mächtiges, das Vertragsrecht von außen abänderndes Vertragskontrollrecht gebaut.“¹⁸ Das ist eine sehr charakteristische Lösung des bürgerlichen Vertragsrechtes der Gegenwart: das Neue umarmt das Alte von außen; das Alte wird nicht aufgeräumt, sondern „*bewahrend aufgehoben*“; genauer: das Herkömmliche wird auf den Kreis der meistens weniger bedeutenden Verträge verdrängt.

3. Die standardisierten Verträge und die Mißachtung der Vertragstypen.

Unter den Rechtsgeschäften des Sammelbegriffs standardisierter Verträge¹⁹ zeigen die auf Grund sogenannter *Blankettenverträge* und *allgemeiner Geschäftsbedingungen* abgeschlossenen Vereinbarungen eine gewisse Nuancenabweichung. Im

¹⁸ S.: EÖRSI: op.cit. 233. p. vgl.: ebenda 175., 242. p.

¹⁹ S.: Von der sozusagen eine Bibliothek bildenden umfangreichen Literatur vor allem: RAISER, L.: *Das Recht der Allgemeinen Geschäftsbedingungen*. Hamburg, 1935., neue Auflage: 1961.; WEBER, W.: *Die Allgemeinen Geschäftsbedingungen*. Sonderdruck aus der 11. Auflage des Staudinger-Kommentars. Bd. II/1a. Berlin, 1968. 205. p.; SCHMIDT-SALZER, J.: *Das Recht der Allgemeinen Geschäfts- und Versicherungsbedingungen*. 1967.; REHBINDER, M.: *Allgemeine Geschäftsbedingungen und die Kontrolle*

Falle der ersteren führt die konkrete Vereinbarung die Bedingungen selbst an, während die Partner auf die allgemeinen Geschäftsbedingungen im Zuge der konkreten Vereinbarung nur verweisen oder diese in irgendeiner anderen Weise zum Inhalt des Vertrages machen (dem Vertragspartner werden sie separat übergeben, oder er kann sie nur in der Form von Veröffentlichung zur Kenntnis nehmen usw.).²⁰ Dieser Unterschied ist zwar nicht ganz formeller Natur, er kann ja gegebenenfalls – z. B. aus dem Gesichtspunkt der Feststellung des übereinstimmenden Vertragswillens – rechtliche Bedeutung erlangen, das Wesen der Sache wird dadurch noch nicht berührt: beide Arten der standardisierten Verträge *ermöglichen, daß der Partner von wirtschaftlich stärkerer Position auf seinen Vertragspartner nachteilige Bedingungen zwingt*.

Die rechtlichen Probleme entstehen nämlich dadurch; jedermann erkennt die Daseinsberechtigung und Rolle der standardisierten Verträge, sogar ihre wesentlichen Vorteile unter den Verhältnissen der Massenproduktion an. Die Blanketten liefern nur die Möglichkeit und Mittel dazu, was der Partner mit einer wirtschaftlichen Übermacht, eventuell in Monopollage ohnehin tun könnte. Den Kern des Problems bildet ja diese günstige wirtschaftliche Lage, die Marktüberlegenheit, überlegene Fachkenntnisse, die Monopollage, deren mißbrauchartige Ausnützung durch die standardisierten Verträge nur erleichtert werden. Die rechtlich tadellose Handlungsfreiheit des schwächeren Vertragspartners wird zufolge des mangelnden Gleichgewichtes in der wirtschaftlichen Position auf die bescheidene, kompromißbereite, häufig erniedrigende Alternative: „*take it or leave it*“ beschränkt, oder nicht einmal darauf, wenn der Partner, der die Bedingungen diktiert, eine Monopollage genießt. Die standardisierten Verträge vertiefen selbst auf die wirtschaftliche Übermacht gebaut mit sekundärem Gepräge die nachteilige Lage des anderen Vertragspartners: sie überhäufen die wirtschaftliche Übermacht mit Vorteilen aus dem materiellen Recht (Risiko-Bestimmung, Klausel zur Milderung und Ausschließung der Verantwortung usw.) und dem Verfahrensrecht (Schiedsklausel) zugleich.²¹

Die wichtigeren rechtlichen Mittel: die kogenten Vertragsregeln, das Antitrustrecht, die vorherige verwaltungsrechtliche Kontrolle, die Blanketten und Geschäftsbedingungen sowie – hauptsächlich – ihre gerichtliche Kontrolle.²²

ihres Inhalts. Berlin, 1972.; PRAUSNITZ, O.: *The standardization of commercial contracts*. London, 1937.; KESSLER, F.: *Contracts of adhesion – Some thoughts about freedom of contract*. Colum. L. Rev. 1943. 629. p.; HIPPEL, E. VON: *Die Kontrolle der Vertragsfreiheit nach amerikanischem Recht*. 1963.; KELLER, H.: *Allgemeine Geschäftsbedingungen. Eine Rechtsstatsachenuntersuchung in einigen Zweigen der schweizerischen Wirtschaft*. Bern, 1970.; BERLIOZ, R.: *Le contrat d'adhésion*. Paris, 1973.

²⁰ Eine solche Distinktion verwendet z. B. ESSER: op. cit. Bd. I. 92. p.

²¹ S.: WEBER: op. cit. 222. p. und die dort angeführte Literatur.

²² Außer der in Fußnote 19. zitierten Werke s.: *Richterliche Kontrolle von Allgemeinen Geschäftsbedingungen*. Studienband, Arbeiten zur Rechtsvergleichung Nr. 41. Frankfurt/M. – Berlin, 1968.; RAISER, G.: *Die gerichtliche Kontrolle von Formularbedingungen im amerikanischen und deutschen Recht*. 1966.; STOCKAR, C. H.: *Zur Frage der richterlichen Korrektur von Standardverträgen nach schweizerischem Recht*. Basel–Stuttgart, 1971. Vgl. noch: ZWEIGERT, K. – KÖTZ, H.: *Einführung in die Rechtsvergleichung auf dem Gebiete des Zivilrechts*. Bd. I. Tübingen, 1969. 11. p.; JÖRGENSEN, S.:

Die westliche Theorie pflegt die Auswirkungen der Mißbräuche mit den standardisierten Verträgen in zwei Verletzungen des herkömmlichen Vertragsrechtes auszudrücken: in der Beschränkung oder völligem Ausschluß der Vertragsfreiheit und der massenhaften Umgehung, Beiseitelegung en bloc des dispositiven Rechtsstoffes. Die zwei Erscheinungen hängen miteinander eng zusammen: die Einschränkung der Vertragsfreiheit des Partners in schwächerer wirtschaftlicher Position bringt die Beiseitelegung der für das Geschäft maßgebenden dispositiven Normen mit sich; von der anderen Seite gesehen, schließt der wirtschaftlich übermächtige Partner das dispositive Gesetzesrecht aus, indem er sich auf die Vertragsfreiheit beruft – in der Tat jedoch seine wirtschaftliche Macht geltend macht. Schon Kessler schrieb darüber, daß die Vertragsfreiheit in dieser Weise zu einem einseitigen Privileg wird.²³ All dies erfolgt trotzdem, daß die Vertragsblanketten und die allgemeinen Geschäftsbedingungen (Liefer-, Zahlungs-, Kredit-, Versicherungsbedingungen usw.) – nach allgemeiner Auffassung – *an sich keine Rechtskraft haben* und den normativen Charakter nur durch ihre Aufnahme in die vertragliche Vereinbarung erlangen.²⁴ In Kenntnis der „Vereinbarungsfreiheit“ handelt es sich praktisch doch darum, daß die einseitig ausgestalteten Bedingungen die dispositiven Rechtsnormen verdrängen.

Die Rechtswissenschaft hat diesen Vorgang von Anfang an kritisch beurteilt. Raiser betonte schon vor vierzig Jahren, daß die Funktion des dispositiven Rechtes sich gar nicht auf die subsidiäre Regelung der vertraglichen Verhältnisse beschränkt, sondern eine sehr wichtige Rolle in der „gerechten und zweckmäßigen Ausgleichung“ der gegenüberstehenden Interessen der Vertragspartner spielen; daher hat er den Kampf gegen den allgemein werdenden Vorgang angesagt, in dem die Geschäftsbedingungen die Durchsetzung des dispositiven Rechtes mit generellem Charakter ausschließen.²⁵ Raiser und nach ihm die ganze, dieses Thema bearbeitende Literatur heben hervor, daß die dispositiven Vorschriften der Rechtsnormen die typische Interessenlage der Vertragspartner ausdrücken, die Rechtsgrundlage zur gerechten Beurteilung des im gegebenen Tatbestand zum Ausdruck gebrachten Falles liefern. Die allgemeine Mißachtung der dispositiven Vorschriften in den einseitig ausgearbeiteten Geschäftsbedingungen entspricht daher keinesfalls den Intentionen der Dispositivität und das in den allgemeinen Bedingungen geschaffene „Recht“ den gesetzgeberischen Willen hinter den einzelnen Vertragstypen nicht am mindesten ausdrückt. Die Abweichung von den Vorstellungen der Gesetzgebung, die in den dispositiven Bestimmungen der Vertragstypen manifestiert werden, ist nur

Vertrag und Recht. København, 1968. 25. p. Kogente Normen anstatt dispositiver Regelung als rechtliches Mittel gegen unlautere Vertragsbedingungen – tauchte auch an der deutsch-schwedischen Juristentagung von 1975 auf. S.: Den Bericht von HOFFMANN und SIEHR: *Rabels Z.* 1975. 525. p.

²³ S.: KESSLER: op. cit. 640. p. vgl.: EÖRSI: op. cit. 234. p. Fußnote Nr. 470. und 458. p.

²⁴ Außer der Werke angeführt in Fußnote Nr. 19. s.: ESSER: op. cit. Bd. I. 92. p.; SUNDBERG, J.: *The law of contracts. Jurisprudential writing in search of principles.* Scandinavian Studies in Law 1963. 133. p. insbesondere 143. p.; JØRGENSEN: op. cit. 30. p.

²⁵ S.: RAISER, L.: op. cit. 293. p., ähnlich WEBER: op. cit. 226. p.

in denjenigen Fällen begründet, in denen der konkrete Tatbestand selber von der im gesetzlichen Typ zugrunde gelegten objektiven Interessenlage abweicht.²⁶

Die durch die standardisierten Verträge ausgelösten Probleme haben die Aufmerksamkeit der Wissenschaft auch mit allgemeinem Charakter auf die Normen der Vertragstypen bzw. auf das ganze dispositive Vertragsrecht gelenkt. Die Rolle der in ihrer Mehrheit auch heute dispositiv geregelten gesetzlichen Typen in der Verwirklichung der wichtigsten wirtschaftlich-geschäftlichen Ziele, in der Interessenerwägung und Risikoverteilung wird immerfort betont.²⁷ Es werden zur gleichen Zeit – hauptsächlich in der skandinavischen Rechtsliteratur – auch solche kritischen Bemerkungen laut, die das Zustandekommen der standardisierten Verträge auf die Überlebtheit des Gesetzesrechts, Langsamkeit der Rechtssetzung, Ungeschmeidigkeit der Vertragstypen zurückführen, sogar diese „außerrechtliche Gesetzgebung“ für gerechtfertigt halten. Jørgensen weist z. B. auf den Anachronismus des skandinavischen Kaufgesetzes von 1907 als Illustration hin, das überwiegend die technischen und wirtschaftlichen Umstände der Jahrhundertwende spiegelt. Die Langsamkeit, Schwerfälligkeit der Rechtssetzung gewähren den standardisierten Verträgen (Geschäftsbedingungen und Blanketten) einen ausdrücklichen Spielraum für die „rechtliche Regelung“ der neueren, gesetzlich nicht oder nicht genügend geregelten – aus diesem Aspekt also atypischen, jedoch im Geschäftsleben schon zum typischen kristallisierten – Geschäftsverhältnisse (Kreditgeschäfte, Miet- und Lieferverträge usw.).²⁸

Der in der Bundesrepublik Deutschland 1974 ausgearbeitete Gesetzentwurf über die Regelung der allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB) setzt doch eindeutig das Ziel, die dispositiven Bestimmungen der gesetzlichen Typen zu schützen. Nach der Generalklausel des Entwurfes (§ 6): „Allgemeine Geschäftsbedingungen sind stets unwirksam, wenn... wesentliche Rollen oder Pflichten, die sich aus der Natur des Vertrages oder aus seinem von der Verkehrsanschauung geprägten Leitbild ergeben, so eingeschränkt werden, daß die Erreichung des Vertragszwecks gefährdet ist.“ Diese Regelung trachtet denjenigen Forderungen der Rechtsliteratur weitgehend nachzukommen, die das dispositive Vertragsrecht wieder in seine einstige Rolle einsetzen wollen und verhindern möchten, daß die einseitigen Akte der allgemeinen Geschäftsbedingungen die gesetzgeberische Interessenerwägung und Wertbeurteilung aus ganzen Sektoren des Wirtschaftslebens verdrängen können.²⁹

²⁶ Vgl.: ebenda, des weiteren: ENNECCERUS – NIPPERDEY: *Allgemeiner Teil des Bürgerlichen Rechts*. Tübingen, 1959, 1960, 301., 1011. p.; und WERP, M.: *Die Grenzen der Abdingbarkeit dispositiven Gesetzesrechts, insbesondere beim Kauf- und Werkvertrag*. München, 1969.

²⁷ Vgl.: LEENEN: op.cit. 127. p.; LARENZ, K.: *Allgemeiner Teil des deutschen bürgerlichen Rechts*. München, 1967. 26. p.; ESSER: op.cit. Bd. I. 96. p. Die Rolle des dispositiven Vertragsrechts wird aus ähnlichem Aspekt erörtert bei WEBER, M.: *Rechtssoziologie*. Neuwied, 1960. 123. p.

²⁸ S.: JØRGENSEN: op.cit. 21., 45., 103. p., in ähnlichem Geiste und derselben Beurteilung der Situation – an Hand der Normen des BGB für den Werkvertrag – LEENEN: op.cit. 164. p.

²⁹ S.: Schweizerische Juristen-Zeitung, 1974. 216. p. Über die Abwehrmethoden des skandinavischen Rechts s.: JØRGENSEN: op.cit. 27. p.

Der Kampf ist also zwischen dem neuen „Recht“ der standardisierten Verträge und der herkömmlichen dispositiven Regelung der Vertragstypen im Gange. Einige westliche Rechte (BRD) versuchen tatkräftiger, andere (angelsächsische Rechte) vorsichtiger den mit rechtlichen Mitteln kaum aufhaltbaren Vorgang, die Tendenz der Beiseitelegung des geltenden Rechtes zum Stehen zu bringen.

Mit der Verbreitung der standardisierten Verträge verblaßt die Rolle der Vertragstypen jedenfalls. Diese Strömung ist also ihrer Wirkung nach ähnlich dessen, wie wir die individuelle Leistungen ausbedingenden „selbstregulierenden“ Verträge charakterisiert haben. Zwischen den beiden Erscheinungen sind jedoch wesentliche Abweichungen zu verzeichnen. Abgesehen von der – ansonsten gleichfalls nicht wegzuleugnenden – Abweichung, wonach es bei den „selbstregulierenden“ Verträgen seltener zur mißbrauchartigen Geltendmachung der wirtschaftlichen Übermacht kommen kann, sind die Differenzen soziologischer Natur. Im Falle der „selbstregulierenden“ Verträge besteht das Problem in dem primären Widerspruch des Entwicklungsstandes der Produktivkräfte und der Möglichkeiten der rechtlichen Regelung: in der Phasenverschiebung der herkömmlichen rechtlichen Schablonen – in diesem Falle: der Vertragstypen – und der modernen Technik bzw. des modernen Geschäftsverkehrs; wir können auch sagen, daß es sich um eine moderne Version eines uralten Problems, der traditionellen „Impotenz“ des Rechtes, um die Schranken der rechtlichen Regelung an sich handelt, die im Zeitalter der wissenschaftlich-technischen Revolution öfter und schärfer erscheinen als je zuvor in der Geschichte.

Die mit den standardisierten Verträgen verknüpften Probleme werden demgegenüber im Recht nur reflektiert, oder höchstens verstärkt zum Ausdruck gebracht. Hier handelt es sich nämlich um den Widerspruch von Produktivkräften und Produktionsverhältnissen, der in der rechtlichen Sphäre in sekundärer Weise erscheint. Die Wurzeln der um die standardisierten Verträge entstandenen Probleme sind in dem Widerspruch zwischen den mächtigen modernen Produktivkräften und der privaten Enteignung der Ergebnisse der Produktion zu finden. Ein bezeichnendes Beispiel bietet hierfür eine Feststellung des Kommentars zum *Uniform Commercial Code*, die das Ziel des rechtlichen Schutzes gegen standardisierte Verträge so bestimmt: Vorbeugung der Unterdrückung und unfairer Überraschung und nicht die Störung der Risikobestimmung, die der größeren Geschäftskraft zuzuschreiben ist. *Das Problem der standardisierten Verträge ist daher nicht nur in seiner Entstehung eine sekundäre Erscheinung im Recht, sondern auch seine vollständige Lösung kann nicht mit bloßen rechtlichen Mitteln erzielt werden.*

Das Zivilrecht paßt sich auch auf diesem Gebiet den neuen Verhältnissen an. Mit den Worten von Eörsi³⁰ führt es eine *gezwungene Adaptation* durch. Diese Adaptation wird jedoch nur zum Teil mit der Methode der Geltendmachung neuer

³⁰ S.: EÖRSI: op.cit. 400. p.

Erfordernisse *im alten Recht* vollzogen (z. B. die Beschränkung des Prinzips der Vertragsfreiheit durch die Generalklausel von Treu und Glauben im westdeutschen Recht,³¹), eventuell im Wege einer neuen, verschärfenden Regelung. Eine gut formulierbare, eigenartige Form der rechtlichen Anpassung der Entwicklung der Produktivkräfte und Produktionsverhältnisse auf dem Gebiet der standardisierten Verträge ist „die Verdrängung des Rechtes auf die Peripherie“, also die oben beschriebene Erscheinung mit der Beiseitelegung des dispositiven Rechtsstoffes der Vertragstypen, dazu noch legal, unter dem Schirm der Vertragsfreiheit: „Ein... Mittel der aktiven Adaptation bildet die Verdrängung des Rechtes auf die Peripherie durch Handelsusancen, Blanketten- und Adhäsionsverträge, die anstelle des Vertragsrechtes des Kodex das Vertragsrecht der Partner setzen.“³² Daher können wir sagen, daß die Rolle der Vertragstypen auf dem Gebiet der standardisierten Verträge sehr oft ebenso aufhört oder mindestens kräftig in den Hintergrund rückt, wie im Falle der komplizierten, auf individuelle Leistungen gerichteten „selbstregulierenden“ Verträge. *In beiden Fällen handelt es sich um einen unwillkürlichen Raumverlust des klassischen Vertragsrechtes* zufolge der beschleunigten Entwicklung der Produktionskräfte bzw. der Widersprüche zwischen den Produktionskräften und den Produktionsverhältnissen.

4. Vertragstypisierung im sozialistischen Zivilrecht

Das Vertragsrecht in den ersten Zivilgesetzbüchern der europäischen sozialistischen Staaten weicht in seinem dogmatischen Aufbau, seiner Struktur nicht allzu von den Traditionen der kontinentalen bourgeoisen Rechte ab: sein Ausgangspunkt ist der Grundsatz der allgemeinen bindenden Kraft des Vertrages, während die herkömmlichen Vertragstypen die Rolle der strukturellen Pfeiler mit ihren meistens dispositiven Normen spielen. Diese strukturelle Ähnlichkeit der bourgeoisen privatrechtlichen Codizes und der ersten sozialistischen Zivilgesetzbücher ist auffallend. Kleinere Abweichungen finden wir nur bezüglich der geregelten Vertragstypen, die meisten Unterschiede jedoch rühren nicht von den verschiedenen gesellschaftlichen Systemen oder den völlig anders gestalteten Eigentumseinrichtungen her. Dies zeigt auch der Umstand, daß wir solche Differenzen zwischen den bourgeoisen Gesetzbüchern ebenso feststellen können wie bei der Vergleichung der sozialistischen und bourgeoisen Codizes.

Die angedeuteten strukturellen Ähnlichkeiten sind – natürlich – bloß formeller Natur, wie auch die nicht geringe inhaltliche Verwandtschaft, Übereinstimmung der Normen des sozialistischen Vertragsrechtes mit der Regelung in den westlichen Gesetzbüchern nur oberflächlich ist. Mit Recht betont *Knapp* in seinem Aufsatz über die Probleme der Vergleichbarkeit der sozialistischen und bourgeoisen Vertragsrechte, daß die Verträge der sozialistischen und kapitalistischen Rechte, die

³¹ S.: ESSER: op.cit. Bd. I. 95. p.

³² S.: EÖRSI: op.cit. 23. p., vgl.: ebenda 458. p.

in vielen Hinsichten verwandte Kleider tragen, grundverschiedene wirtschaftliche Ziele verfolgen, und zwar auch in den Beziehungen von Privatpersonen.³³ Als tiefste Wurzeln der Ähnlichkeiten müssen wir das *Vorhandensein der Warenverhältnisse* als andere wichtige Gründe – zweifellos – die *Traditionen* zuerst erwähnen. Mit der Verwendung der Waren-Geldverhältnisse hängt das Problem gleichfalls zusammen, welche Rolle das traditionelle Bauordnungsprinzip der Vertragsrechte des Kontinents, die *Vertragstypisierung* im sozialistischen Zivilrecht spielt.

In den europäischen sozialistischen Staaten löst die für längere oder kürzere Zeit geltende direkte Wirtschaftslenkung mit Planaufteilung, die in den Beziehungen der Wirtschaftsorgane nicht auf die Verwendung der Waren-Geldverhältnisse baut, die herkömmlichen Gesichtspunkte der Vertragstypisierung in verwaltungsrechtlichen Elementen, vor allem im Planvollstreckungscharakter der volkswirtschaftlichen Verträge, auf. Die Verträge der sozialistischen Organisationen werden nicht zuletzt daher nach ihrer Systematik von den Geschäften der Staatsbürger, die in den traditionellen Kanälen nach Vertragstypen gegliedert sind, unterschieden. In diesem Lenkungsmechanismus scheint es, als wenn die auf das gesellschaftliche Eigentum gebauten Verbindungen vertraglichen Charakters sich aus dem gewohnten System der Vertragstypisierung, die grundlegend auf der wirtschaftlichen Funktion und physischen Natur der Leistung beruht, endgültig hervorheben würden, wobei diese Beziehungen anstatt dessen oder daneben auf einer höheren Ebene der Abstraktion (Planvertrag, Wirtschaftsvertrag) eine mehr oder weniger abgesonderte Einheit bilden würden.

Durch die wirtschaftsrechtsartige Kodifikationslösung wird diese tatsächlich vorhandene Differenzierung – unserem Standpunkt nach – absolutisiert, obgleich sie jedenfalls von Übergangscharakter ist und größtenteils von der Wirtschaftslenkung mit Planaufteilungsordnung nicht aber aus dem gesellschaftlichen Eigentum der Produktionsmittel stammt. Die tschechoslowakische Gesetzgebung entwickelt diese Lösung soweit, daß sie die traditionellen Grundsätze der Vertragstypisierung nicht nur zur Trennung der Verträge von Staatsbürgern und sozialistischen Organisationen auflöst und dafür je ein selbständiges Vertragssystem im Zivilgesetzbuch und Wirtschaftsgesetzbuch aufbaut, sondern diese Grundsätze auch bei den Verträgen der Staatsbürger vernachlässigt: bei dem Warenkauf bildet sie je nach dem Gepräge der Vertragspartner selbständige „Typen“, indem sie die sogenannten Ladenverkäufe und Warenkäufe der Staatsbürger untereinander separat regelt (§§ 239 ff bzw. §§ 399 ff); ein Teil der Normen wird bei den unternehmungsartigen Verträgen nach dem Gegenstand des Geschäftes verdoppelt und die „Typen“ je nachdem abgesondert, ob sie die Herstellung einer neuen Sache oder Reparatur und Umwandlung bezwecken (§§ 257 bzw. 263 ff). Auch im allgemeinen wird die Einordnung nach dem Gegenstand mit der Aufteilung nach den Subjekten verglichen in den Hintergrund gedrängt: in dem tschechoslowaki-

³³ S.: KNAPP, V.: *Verträge im Tschechoslowakischen Recht*. Ein Beitrag zur Rechtsvergleichung zwischen Ländern mit verschiedener Gesellschaftsordnung Rabels Z. 1961/62, 495. p.

schen Zivilgesetzbuch ist das entscheidende Merkmal der Gruppierung – als eine unverkennliche Auswirkung der wirtschaftsrechtlichen Anschauung – ob der zur Hauptleistung verpflichtete Vertragspartner eine sozialistische Organisation ist (§§ 222 ff). Die Folge dieser Lösung besteht – neben anderen – darin, daß es für die einzelnen Vertragstypen zwischen den Staatsbürgern (Werkvertrag, Kommission usw.) überhaupt keine Bestimmungen gibt.

In dem planmäßigen Marktmechanismus, der auch in dem volkswirtschaftlichen Sektor die Waren-Geldverhältnisse verwendet und den zivilrechtlichen Verträgen eine bedeutende inhaltliche Funktion vorbehält, ist die Gesetzgebung imstande auf einer höheren Ebene (die inhaltlichen Neuerungen der volkswirtschaftlichen Verträge verwendend) auf die herkömmlichen Grundsätze der Vertragstypisierung zu bauen und auf Grund dieser Prinzipien die Kodifikationseinheit des zivilrechtlichen Vertragssystems zu verwirklichen. In dem indirekten Wirtschaftslenkungsmodell werden gleichzeitig *gegensätzliche Wirkungen* verstärkt. Wir denken in erster Reihe an die Verwendung der in den heutigen bourgeoisen Rechten beobachteten Erscheinungen, der „selbstregulierenden Verträge“ und der standardisierten Verträge unter sozialistischen Umständen.

Eörsi weist darauf hin, daß das im wesentlichen gleiche Niveau der Produktivkräfte in den Rechten der beiden gesellschaftlichen Systeme zu ähnlichen rechtlichen Lösungen führt. Die Erklärung dafür ist, daß „obgleich die Produktivkräfte meistens durch die Produktionsverhältnisse auf das Recht ihre Wirkung ausüben und der hier bestehende Gegensatz die durch die Produktivkräfte indizierte Ähnlichkeiten meistens widerruft, dies doch nicht vollständig erfolgt. Die Trennung der Wirkungen von beiden ist aber immer künstlich und schwer.“³⁴ Für die konvergierende Wirkung des ähnlichen Niveaus der Produktivkräfte in der Welt des Rechtes kann eben das Erscheinen der „selbstregulierenden“ und Standardverträge ein anschauliches Beispiel bieten: „Die Entwicklung der Produktivkräfte führte zu Mengen der standardisierten Bedingungen, und dies ließ in beiden Systemen eine Menge von standardisierten Verträgen entstehen.“³⁵

In der auf das gesellschaftliche Eigentum der Produktionsmittel gebauten sozialistischen Volkswirtschaft kommt es in erster Reihe im indirekten, planmäßigen Marktmechanismus, der zugleich auch die Warenverhältnisse berücksichtigt, zu komplizierten, individuellen Vertragsabschlüssen, da in diesem Leitungssystem die Verträge zwischen sozialistischen Wirtschaftsorganisationen tatsächliche Vermittler und keine bloß rechtlichen Formen der wirtschaftlichen Beziehungen darstellen. Die Entwicklung der Produktivkräfte, ihre komplizierte Gestaltung schaffen immer häufiger solche Situationen, in denen die Vereinbarung der Wirtschaftsorganisatio-

³⁴ S.: EÖRSI: op. cit. 377. p. Er sieht die zwei anderen Hauptursachen der Ähnlichkeiten zwischen den bourgeoisen und sozialistischen Rechten im Übergangscharakter des sozialistischen Staates und in der Wirkung des Klassenkampfes, die eine gewisse Konvergenz fördert. S. ebenda. Vgl.: MADL, F.: *Az összehasonlító nemzetközi magánjog elmélete. Egy kísérlet magyarázatokkal* (Theorie des vergleichenden internationalen Privatrechts. Ein Versuch mit Erklärungen). Állam- és Jogtudomány, 1972. 497. p.

³⁵ S.: EÖRSI: ebenda 380. p., vgl.: ebenda 317. p.

nen – wegen ihrer inhaltlichen Zusammengesetztheit – sich nicht in das System der typisierten Vertragsarten einfügt. Die Partner „regeln“ daher auch die Einzelheiten ihrer Verbindung selber, anstatt die unzeitgemäß erscheinenden Vertragstypen zu mischen oder zwangsweise zu verwenden. Bei solchen komplizierten, spezifische Fachkenntnisse voraussetzenden wirtschaftlichen Verhältnissen ist nicht einmal das sozialistische Zivilrecht imstande die optimale Hilfe zu bieten. Die Entwicklung der Produktivkräfte zeigt auch im sozialistischen Recht über das herkömmliche System der Vertragstypen hinaus.

Die mißbrauchartige Verwendung der standardisierten Verträge (Blanketten, Vertragsmuster usw.) ist unter sozialistischen Verhältnissen potentiell gleichfalls nicht ausgeschlossen. Solche Situationen kamen schon im System der direkten Wirtschaftslenkung, in erster Reihe in der Beziehung der Industrie und Landwirtschaft vor. Unseres Erachtens entsprechen die wirklichen Vertragsmuster den Bedingungen des geregelten Marktmechanismus vielmehr als das System der rechtsnormenartigen, aber hybriden allgemeinen Bedingungen von sehr zweifelhaftem Wert. Das führt einerseits ebenso oder ähnlich zur Verminderung der Rolle der Vertragstypen, wie wir es bei den bürgerlichen Rechten feststellen konnten, andererseits wird dadurch grundsätzlich die Möglichkeit der mißbrauchartigen Ausnutzung der wirtschaftlichen Überlegenheit der Monopollage gewährt. Während jedoch das sozialistische Recht im Falle der „selbstregelnden“ Verträge mit den sich aus Entwicklungsstand und Kompliziertheit der Produktivkräfte ergebenden Situationen ebenso relativ direkt konfrontiert wird, wie das bürgerliche Recht, gelangt die Wirkung der Produktivkräfte im Falle der Blanketten durch den Filter der Produktionsverhältnisse zu den Aufbauelementen. Daher hat das sozialistische Recht – im Prinzip – bessere Möglichkeiten zur Verhinderung der Mißbräuche mit den standardisierten Verträgen, als die bürgerlichen Rechte. Darin zeigt sich die Rolle des gesellschaftlichen Eigentums der Produktionsmittel und die Bedeutung dessen, daß die Warenverhältnisse zwischen den sozialistischen Wirtschaftsorganen auf die vergesellschaftete Form des Eigentums gebaut werden. Wir müssen jedoch betonen, daß die sozialistischen Wirtschafts- und Produktionsverhältnisse – wie auch die Erfahrungen des Wirtschaftslebens zeigen – nur die Möglichkeit zur Verhinderung der Mißbräuche mit Blanketten, Geschäftsbedingungen, Vertragsmustern schaffen, ohne diese automatisch zu verhindern. Es ist also notwendig, die letzteren zu kontrollieren, mit rechtlichen Mitteln im Zaum zu halten.

Im obigen haben wir versucht Beispiele in erster Reihe für diejenigen Entwicklungen aufzuführen, die auf gewissen Gebieten des Wirtschaftslebens auch unter sozialistischen Umständen über die Rahmen des herkömmlichen Vertragssystems, hauptsächlich der traditionellen Vertragsmuster hinauszeigen. Die Entwicklung der Produktivkräfte und Produktionsverhältnisse bewegt auch das sozialistische Recht zur Anpassung, zur „aktiven Adaptation“. Bei der Beurteilung des Vertragssystems der Volkswirtschaft haben wir auch diese Erneuerung verlangenden Umstände zu beachten.

5. Warnklingel oder Totenglocke?

Kein Wunder, daß es nach den gesellschaftlich-wirtschaftlichen Wandlungen unseres Jahrhunderts, die das klassische Vertragsrecht im Grunde angefressen, seine Grundsätze und Institute in weiten Bereichen entleert haben, auch zur theoretischen Abwertung der Vertragstypisierung kam.

Eine neue Klarlegung der Vertragstypen mit neuer Abgrenzung ihrer Rolle finden wir hauptsächlich in der *skandinavischen Rechtswissenschaft*. Dies kann kein Zufall sein, wenn wir daran denken, daß die einst im kontinentalen – in erster Reihe deutschen – Rechtssystem wurzelnden nordischen Rechte nunmehr seit etlichen Jahrzehnten aus den angelsächsischen Rechtssystemen (hauptsächlich den Rechten der Vereinigten Staaten) Impulse zur Weiterentwicklung, Erneuerung gewinnen; aus solchen Rechten also, die die vom römischen Recht entsprossene kontinentale Vertragstypisierung im Zuge ihrer Entwicklung bis zum Ende vermieden haben.

Die klassische Struktur der Vertragstypen wurde natürlich auch früher und anderswo – diese zuweilen bis an den Grund erschütternd – kritisiert. So hat z.B. *Hoенiger* in seiner Monographie über die gemischten Verträge die Vertragstypen als Lasten, als Fessel der adäquaten Rechtsanwendung qualifiziert; er hat demgemäß der Rechtswissenschaft das Ziel gesetzt, die Typen zu zerstückeln, diese auf ihre Elemente aufzulösen.³⁶ *Charmatz* weist in seinem Buch an zahlreichen Stellen darauf hin, daß das bestehende System der Vertragstypen sowohl in der deutschen wie französischen Rechtswissenschaft weit und breit strittig sei. Er bezweifelt die frühere Auffassung von der „Unvergänglichkeit“ dieses Systems und tritt mit dem Anspruch eines den modernen wirtschaftlich-gesellschaftlichen Anforderungen entsprechenden Obligationenrechtes auf.³⁷ Unlängst wurde an der deutsch-schwedischen Juristentagung – eben bei der Erörterung der rechtlichen Möglichkeiten der Verhinderung von Mißbräuchen mit Vertragsbedingungen festgestellt: „... die Vertragstypen des BGB die Differenziertheit des modernen Waren- und Dienstleistungsverkehrs nicht erfassen.“³⁸

Die umfassenden Kritiken gegen die Vertragstypen sind jedoch hauptsächlich in der skandinavischen Literatur der letzten Jahrzehnte erschienen. Diese Kritiken unterscheiden sich von den früheren auch darin, daß sie die Zeitmäßigkeit der überlieferten Vertragstypisierung, ja sogar ihre Daseinsberechtigung unter den heutigen Umständen nicht nur mit einem Fragezeichen versehen, sondern auch *positive Gegenvorschläge* entwerfen; solche Annäherungen, die heute schon durch die Praxis der Geschäftsabschlüsse unterstützt oder sogar gerechtfertigt werden. Der praktische Sinn ist für ihre Problemannäherung auch sonst bezeichnend. *Jørgensen* schreibt: „In der neuesten skandinavischen Theorie spricht man auch nicht mehr von Rechtsgeschäften und Willenserklärungen, sondern von *dispositiven*

³⁶ S.: HOENIGER, H.: *Untersuchungen zum Problem der gemischten Verträge*. Bd. I. *Die gemischten Verträge in ihren Grundformen*. Mannheim, Leipzig, 1910. 384. p.

³⁷ S.: CHARMATZ: op. cit. VIII., 22. p. et seq.

³⁸ S.: Den Bericht VON HOFFMANN und SIEHR: *Rebels Z.* 1975. 525. p.

Erklärungen. Man legt den Hauptwert auf die Rechtswirkungen der Erklärung ohne Rücksicht darauf, ob die sprachlichen Äußerungen Symbole, Handlungen oder Unterlassen sind... Wenn ein Verhalten, das gewöhnlich mit einem gewissen Komplex von Rechtswirkungen verbunden ist, beobachtet wird, so treten diese typischen Rechtswirkungen normal auch ein.“³⁹ Ähnlich ist die Ansicht von *Olivecrona* – sowohl in ihrem Inhalt wie nach ihrer theoretischen „Anspruchslosigkeit“ –, wonach der Vertragsabschluß ebenso entsteht, als wenn wir einen Knopf drücken würden, der das Erscheinen einer Dose auslöst. Diese „Dose“ beinhaltet nicht nur den Willen der Vertragspartner, sondern auch vieles andere. Solche Dinge, die aus dem Vertragstyp folgen, und auch solche, die die Partner nicht beabsichtigt haben, oder wenigstens einer von ihnen nicht wollte (z.B. wenn die objektiv begründete gerichtliche Auslegung einem verwendeten Ausdruck eine andere Bedeutung zuschreibt als die Partner selbst oder nur einer von ihnen). Die tatsächliche Form des Vertrages entspricht also dem Inhalt der übereinstimmenden Willenserklärungen nicht: der Druck auf den Knopf hat also keine individuelle „Dose“ erscheinen lassen, sondern nur einen Dostyp, der dem Willen der Vertragspartner am meisten entspricht. Daher hält auch das Gericht die Intention der Partner und das entsprechende Modell vor Augen. Es trachtet vor allem, den Vertrag mit einem schon bekannten Modell zu identifizieren, und wenn es nicht gelingt, strebt es die Ausgestaltung eines neuen Modells an.⁴⁰

Diese Auffassungen sind zweifellos vielmehr auf die tatsächliche Praxis ausgerichtet und sind weniger bestrebt – oder vorderhand weniger fähig – das Ziel zu setzen, eine umfassende, auf eine ausgearbeitete Terminologie gebaute Theorie zu bieten. Das Loswerden von den überlieferten, pandaktistischen Kategorien ist selbst keine leichte Aufgabe – wie auch die obzitierten Feststellungen von *Jørgensen* zeigen. Die Modell-Theorie von *Olivecrona* bringt schon klarer zum Ausdruck, in welcher Richtung die skandinavische Gerichtspraxis die Schranken der Vertragstypen überschritt: in erster Reihe mit einer offenen, mehr flexiblen Annäherung zum Geschäftsleben, einer mehr lebensnahen, den gesetzlichen Vertragstypen gegenüber weniger weiträumigen Kategorisierung.⁴¹ *Sundberg* hält in seinem *clausal law approach*, das er als Ergänzung der klassischen Vertragstypisierung ausgearbeitet hat die herkömmlichen Vertragstypen – und so auch die schwerfällige, langsame Methode der gesetzlichen Typisierung im allgemeinen – in erster Reihe für die rechtliche Abfassung der neuen Verhältnisse des Güterverkehrs für unzulänglich. Das „clausal law“, womit er praktisch die standardisierten Verträge im breitesten Sinne bezeichnet,⁴² hilft den Geschäftsverkehr und die Rechtspflege über die

³⁹ S.: JØRGENSEN: op. cit. 40. p.

⁴⁰ S.: OLIVECRONA: *Penninghetens problem*. Lund, 1953. 146. p.; vgl.: SCHMIDT: *Model, intention, fault. Three canons for interpretation of contracts*. Scandinavian Studies in Law, 1960. 207. p.

⁴¹ Vgl.: OLIVECRONA: ebenda.

⁴² „Clausal law as a term is hereby adopted to signify those rules which are created by the contract and derive their force from the validity of the contract, and which set aside the law of the cases and the governmental legislation unless it is in cogens.“ S.: SUNDBERG: op. cit. 129. p.

„rechtsleeren“ Situationen hinüber, in die die Starre der klassischen Vertragstypen und die jahrzehntelange Verspätung der Gesetzgebung die modernen Vermögensverhältnisse und die immer neueren Geschäftsarten versetzt. In diesem Sinne nennt Sundberg das „clausal law“ Recht „*praeter legem*“, das dem Recht der klassischen Schule, also die Vertragstypisierung – eventuell vorübergehend, bis zur neuen rechtlichen Regelung – aushilft.

Das letztere bietet nämlich zur rechtlichen Beurteilung der neuen, entstehenden Geschäfte „herzlich wenig“: „The Classical School has little to offer. Only by pursuing conceptualistic methods, like *subsuming* the new phenomenon under a preexisting contract type and thereby bringing all the legal consequences attached to that concept to apply, can the school lay down law in the classical sense. Such conceptualism is not fashionable in presentday Scandinavia.“⁴³ Außer der rechtlichen Erfassung der neuen Erscheinungen bedeutet das „clausal law“ – nach Sundberg – bei gewissen *Geschäften des internationalen Handels* dem traditionellen, auf Vertragstypisierung gebauten Recht einen Beitrag. Das wird dadurch ermöglicht, daß gewisse Klauseln in den Geschäftsbedingungen zahlreicher Länder in derselben Form abgefaßt werden. Er erwähnt als Beispiel die *Flugkartenverträge* der internationalen Luftfahrtgesellschaften.⁴⁴

Für die Modelltheorie von Olivecrona, das „clausal law approach“ von Sundberg und die anderen, die Überwindung der starren Vertragstypisierung bezweckenden skandinavischen Versuche ist die auffallend gemeinsame Bestrebung charakteristisch, den lästigen pandektistischen Nachlaß des kontinentalen Systems und deren Begriffsbildung stark betont – zuweilen schon gezwungen – zu vermeiden. Das zeigt – trotz gewisser Übertreibungen – sehr viele realistische, den modernen Anforderungen entsprechende Elemente und bringt vor allem den tiefgreifenden Widerspruch zum Ausdruck, der vor Jahrhunderten erkannt, jedoch erst zufolge der wirtschaftlich-wissenschaftlich-technischen und gesellschaftlichen Entwicklungen verschärft wurde, der nämlich zwischen dem grundlegend statischen Gepräge der gesetzlichen Typisierung und dem ständigen Dynamismus der Lebensverhältnisse besteht.⁴⁵ Die dargelegten Auffassungen können trotz der richtigen Kritik der klassischen Vertragstypisierung und der elastischen Beurteilung der neuen gesellschaftlichen Relationen für keine Alternative des auf Vertragstypen gebauten Vertragsrechtes gehalten werden. Übrigens haben auch ihre Verfasser nicht die Absicht dies zu tun. Sundberg z.B. betont ausdrücklich: „The clausal law approach... is not meant to replace the Classical School. Its function is to supplement this school in the areas where the latter is unable to achieve results.“⁴⁶ Jørgensen erachtet andererseits die Aufrechterhaltung der Vertragstypen wegen der Stabilität

⁴³ S.: Ebenda 130., 149. p.

⁴⁴ S.: Ebenda 131. p.

⁴⁵ Vgl.: ebenda 144. p. Die allgemeine Klarlegung des Problems („die Anpassung des notwendigerweise starren Rechts der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Umgebung.“) s. EÖRSI: op.cit. 391. p.

⁴⁶ S.: SUNDBERG: op.cit. 149. p.

und Übersichtlichkeit des Rechtes als notwendig, obgleich man diesem Anspruch – seiner Meinung nach – auch durch vereinheitlichte Vertragsbedingungen und Musterverträge nachkommen kann.⁴⁷

Es wäre also unrichtig aus den dargelegten kritischen Meinungen die Schlußfolgerung zu ziehen, daß die Methode der Vertragstypisierung und die Lösungen der herkömmlichen Vertragstypen in Gänze überholt wären. Die Kritiken sollen nur von der Übertreibung der Rolle der Vertragstypen, nicht aber von der Verwendung dieser Kategorien zurückhalten. Die kritischen Bemerkungen sind stichhaltig soweit, daß wir die Vertragstypen nicht als Mittel der rechtlichen Schematisierung der sich ständig entwickelnden und ändernden wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Verhältnisse, als ein „Prokrustes-Bett“ der Warenverhältnisse auffassen dürfen.

Es kann zugleich kaum strittig sein, daß die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Änderungen des vergangenen Jahrhunderts – neben anderen Institutionen der traditionellen privatrechtlichen Dogmatik – auch die Kategorie der Vertragstypen angegriffen, ihre Rolle und Bedeutung gewandelt haben. Die Probleme haben sich in erster Reihe im Zuge der Rechtsanwendung gezeigt, und sich hauptsächlich in der Diskrepanz zwischen den „Begriffen“ der Vertragstypen und der Rechtsfolgen offenbart. Diese Diskrepanz ist unseres Erachtens vor allen Dingen darauf zurückzuführen, daß die Lebensverhältnisse seit der Entstehung der Normen der Vertragstypisierung wesentlich komplizierter geworden sind, und während die „Begriffe“ – mit genügender Abstraktheit – geeignet sind die neuen Verhältnisse, neue Tatbestände auszunehmen, sind die gesellschaftlich-wirtschaftlichen Entwicklungen in vielen Fällen über die Durchmesser der Einzelnormen hinübergewachsen. Die Rechtsfolgen der Vertragstypen bringen nämlich in sehr vielen Fällen ein früheres wirtschaftlich-gesellschaftliches Niveau zum Ausdruck. Ein bedeutender Teil dieser Normen drückt auch in den heute geltenden Gesetzbüchern meistens die Geschäfte des einfachen Kleinunternehmers des liberalen Kapitalismus bzw. die von auf Grund seines persönlichen Eigentums Verträge abschliessenden sozialistischen Staatsbürgers und die in diesen sich offenbarenden Lebensverhältnisse aus.

Das moderne Wirtschaftsleben trachtet diesen Anachronismus der Vertragstypen zu vermeiden. Diese Bestrebung wird in den erörterten Krisenerscheinungen, darunter in der Verbreitung der standardisierten und „selbstregulierenden“ Verträge, der Vertragstypisierung zum Ausdruck gebracht. Dieselbe Tendenz erscheint auch in der Zunahme der Unterformationen von verschiedenen Vertragstypen: insbesondere bei den Kauf- und Werkverträgen finden wir immer mehr normative Begriffsbestimmungen von *Untertypen*.

Die spezifischen Probleme der sozialistischen Vertragssysteme entsproßen teils derselben Wurzel. Die Zusammenfassung der Verträge der sozialistischen

⁴⁷ S.: JÖRGENSEN: op. cit. 21. p., vgl.: ebenda 15., 45. p. vgl. noch: BETTI, E.: *Der Typenzwang bei den römischen Rechtsgeschäften und die sogenannten Typenfreiheit des heutigen Rechts* (Festschrift Wenger I.) München, 1944. 282. p.

Organisationen und Staatsbürger in einem einheitlichen System ist ja – grundsätzlich – in dem indirekt planmäßigen Marktmechanismus möglich, eine homogene Regelung ist jedoch bei allen Vertragstypen nicht zu verwirklichen. Die Aufnahme teilweise abweichender Normen in die Kodizes (z.B. bei Werkvertrag, Auftrag, Gesellschaft, eventuell Kommission, um die Sonderstellung des Liefervertrags nicht zu erwähnen) wird grundlegend nicht zufolge der abweichenden Erfordernisse der verschiedenen Eigentumsformen notwendig. Der Anspruch einer differenzierten Regelung taucht nur auf, weil sie durch die begriffliche Allgemeinheit des gegebenen Vertragstyps umfaßten Lebensverhältnisse nicht derart homogen sind, daß sie einheitlich geregelt werden könnten. Die Betriebsmassenproduktion, Serienproduktion oder die Herstellung von komplizierten Einzelprodukten beansprucht in vielen Hinsichten andere rechtliche Regelung als die überlieferten, manufakturalen, beschränkten Marktverhältnisse.

Die Lösungen zur Modernisierung der Vertragstypen haben also *mehrere Wege*. Das Recht ist gezwungen – ebenso wie auf anderen Gebieten – sich den wandelnden Lebensverhältnissen anzupassen. Unseres Erachtens ist doch die Auffassung richtig, die neben der Erforschung der Modernisierungsmethoden davon ausgeht, daß die kritischen Stimmen, die die aufgetretenen wirtschaftlich-gesellschaftlichen Änderungen mit Recht ausgelöst haben, nicht als Läuten der Todesglocke über die Vertragstypen, sondern als eine Warnklingel auszulegen sind.

Sur les phénomènes de crise de types de contrat

par

L. VÉKÁS

Dans les codes civils de nos jours, les règles des types de contrat sont de moins en moins en mesure de faire face aux exigences de la circulation pécuniaire. Les changements économiques et sociaux intervenus pendant le temps écoulé depuis la formation des principes fondamentaux et des règles principales des types de contrat soulèvent des exigences de plus en plus nouvelles à l'égard du droit de contrat. L'étude suit ces changements à partir du *Bürgerliches Gesetzbuch* allemand et aborde tant les problèmes importants des systèmes juridiques capitalistes que ceux des systèmes juridiques capitalistes européens. L'auteur s'occupe des rapports existants entre les contrats standardisés et la création de types de contrat, ensuite aborde le sujet des contrats nommés « autorégulés » et effleure également les contrats en exécution du plan de l'économie nationale.

О кризисных явлениях типизации договоров

Л. ВЕКАШ

Положения современных гражданских кодексов, относящиеся к типам договоров, все в меньшей мере отвечают требованиям настоящего имущественного оборота. Экономические и общественные изменения, происшедшие за истекший период с возникновения основных принципов и правил типов договоров, предъявляют все новые и новые требования к праву договоров. Автор рассматривает эти следствия начиная с BGB и останавливается на проблемах как основных капиталистических, так и европейских социалистических правовых систем. Автор подвергает изучению взаимоотношения стандартизированных договоров и типизации договоров, останавливается на т.н. «саморегулирующих договорах» и касается также и социалистических плановых (хозяйственных) договоров.

Informationes

Третий закон о советах

10-ого февраля 1971 г. Парламент Венгерской Народной Республики принял закон № I. от 1971-ого года о советах. Во двадцатилетней истории развития советов настоящий по порядку уж третий закон имеет большое значение. Закон распространяется как на конституционные принципы создания советов так и на их центральное управление, структуру и деятельность. В нашей статье не говорится о связях создания закона и опыте его исполнения, мы пытаемся характеризовать значение закона просто представлением принципиальных, возникших при кодификации вопросов.

I.

Создание третьего закона о советах является органической частью работ, определённых Центральным Комитетом Венгерской Социалистической Рабочей Партии и Советом Министров на совместном совещании от 5 по 6 марта 1969 г. с целью разработки задач развития государственной жизни и социалистической демократии. Работы распространились на чрезвычайно широкую область государственной деятельности, рассмотрели историческое развитие, данную ситуацию, и с учётом определённых партий принципов разработали возможности дальнейшего развития. Задачи развития государственной жизни и социалистической демократии были уже конкретно установлены в ноябре 1970 г. на десятом съезде Венгерской Социалистической Рабочей Партии. На съезде подробно занимались основными принципами нового закона о советах, и тем самым в большой мере способствовали разработке законопроекта. В отчёте ЦК указывается: ... «Сущностью нашей государственной жизни и дальнейшего развития социалистической демократии является наряду с укреплением центральной власти увеличение самостоятельности местных органов.»

По сообщению ЦК на съезде подчеркнули важность «укрепления представительного и самоуправляющего характера советов». Относительно децентрализации, компетенцию центральных органов в принципе ограничили на выполнение задач, являющихся со стороны общества важными и основными, и тем самым остальные местные дела попали в компетенцию местных органов¹. Это же конкретно формулируется в резолюции съезда: «советы обязаны принять решение о вопросах, касающихся лишь населения данной территории, т.е.

¹ *Az MSZMP X. Kongresszusának jegyzőkönyve* (Протокол десятого конгресса Венгерской Социалистической Рабочей Партии). Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1971. pp. 95—98.

данного села, далее о вопросах, которые советы могут лучше всего уладить при настоящих условиях.²»

В связи с ролью советов следует упомянуть, что работы, связанные с подготовкой кодификации закона о советах, начались уже раньше. В интересах развития работ советов как в теории так и на практике проводились исследования, которые можно было применять при последующей кодификации. В некоторых отношениях исследования отличались друг от друга.³ В 1965-ом году в общем проверили работу советов и установили, что дифференцированное урегулирование необходимо осуществить при советах разного уровня. В 1965-ом году предприняли попытку на подготовку особого закона о селах, но в то же время оказалось, что задачи советов, их представительный характер надо было определить с более общепринятой силой, и надо стремиться к более точному разграничению компетенций.⁴ В результате проведённых работ был создан Закон № VIII от 1965-ого года, который правительству предоставил полномочия на то, что в качестве эксперимента вместо предписанных в действующем законе организационных форм оно временно может применять новые решения. Вследствие проведения некоторых организационных изменений открывалась возможность на надежное урегулирование новых форм в законе.

В ходе кодификации особое внимание уделили организационным вопросам. Новый закон не предписывал особенной реорганизации, всё таки в интересах осуществления новых принципов как со стороны советов так и стороны государства надо достигнуть значительных изменений взгляда. Тесная связь кодификации с развитием государственной жизни и социалистического демократизма чрезвычайно обогащала урегулирование, и тем самым стала пригодной вызвать обширную общественную активность в политическом, экономическом и других отношениях.

II.

При разработке третьего закона о советах надо было принять во внимание требования, возникающие в период полного построения социалистического общества и осуществления развитого социалистического общества. В кодификации надо было считаться с результатами и перспективами общего политического развития, с изменениями местных бытовых условий, с достижениями городской и сельской политики. В первую очередь требовалось рассмотреть самый важный для нас международный опыт, соответствующий требованиям отечественного развития. В интересах вышеупомянутого на основе социалистической теории государства надо освещать вопросы представительной системы советов, проблемы функций территориальной организации, далее проблемы удовлетворения местных требований и местной самостоятельности.

Что касается решения задач, положение слишком трудное. Дело в том, что при принципиальном обосновании первого и второго законов особое внимание уделяли различиям, состоящим между буржуазными местными самоуправлениями

² То же самое стр. 472.

³ Монографическую разработку исторического пути советов и возможностей развития написал. BEÉR J.: *A helyi tanácsok kialakulása és fejlődése Magyarországon 1945–1960* (Создание местных советов и их развитие в Венгрии 1945—1960). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1962.

⁴ См. FONYÓ Gy.: *Községi igazgatás* (Управление селами). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1970. pp. 27—36.

и системой советов. Третий закон превышает принципиальное установление, по которому советы считались органами социалистической государственной власти, однако специфических черт советов не было указано.

В дальнейшем необходимо было уточнить, с помощью каких гарантий может быть осуществлен демократический централизм в системе советов. По этому поводу надо было изучать возможности осуществления центральной воли при таких условиях, когда обеспечивается самостоятельность компетенции органов представительства.

В связи с советами принципиальным вопросом возникла возможность одновременного внедрения непосредственной демократии и демократии представительства. В этом подходе одновременно нам надо останавливаться на вопросе, каким образом социалистическое государство может препятствовать тенденции отчуждения. Всем же известно, что профессиональный аппарат, формы административного способа неизбежно рожают бюрократические тенденции, и против этих тенденций надо было создать организованные формы⁵.

В принципе надо разбирать даже вопрос, в чём же состоит сущность самоуправления советов.

В конце концов при разработке принципиальных вопросов возникло желание, чтобы касающиеся населения управленческие функции принадлежали компетенции управленческой организации советов, тем самым открывалась бы возможность для осуществления единости управления, и одновременно для эффективного общественного контроля над функциями управления.

Вышеупомянутые принципиальные вопросы были решены исследованиями, проведёнными специалистами, с конкретным анализом деятельности советов и на основе разных общественных наук. Принципиальные выводы исследований были опубликованы⁶. Как сотрудники советов так и общественность следовали за подготовительными работами закона с особым вниманием, и тем самым они могли по ходу познакомиться с основными принципиальными вопросами, и компетентные лица вовремя могли подготовиться к приёму закона. Одновременно люди обменивались мнениями. В ходе дискуссий выяснилось, на что надо обращать внимание относительно изменения старых взглядов, где показываются недостатки в знакомстве с принципиально-теоретическими основами планированных решений.

III.

Важнейшим выводом оценки системы советов является дальнейшее укрепление демократии советов. Тот факт, что советы являются представительными органами, обуславливающими самостоятельность граждан, имеющими самую тесную связь с населением, способными сформулировать местные интересы и удовлетворять местные требования со своими средствами, отражается в данных последних десятилетий об отношениях советов к массам. Из этого стало ясным, что советы занимают очень важное место в системе институтов социалистической демократии и осуществляют значительные функции. В частности, кодификация

⁵ См. SAMU M.: *Az állam elidegenedése* (Отчуждение государства). Állam és Igazgatás, 6/1965.

⁶ LAKOS S.: *A tanácsok helye és szerepe a szocialista építés jelenlegi szakaszában* (Место и роль советов в настоящий период строительства социализма). Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1969.

имела цель выражать представительный характер советов в законе, и применять соответствующие этому организационные формы.

Подводя итоги исследованиям следует заметить, что радикальное изменение, последовавшее в законе, было осуществлено на практике. Представительный характер советов сел и городов усилился.

Из высших территориально-организационных единиц комитат распоряжается представительными функциями, при осуществлении которых наряду с интересами местных советов выражаются даже свойственные территориальные интересы. Децентрализация функций по развитию и хозяйству территорий, задачи территориальной координации поставили территориальную заинтересованность на реальные рельсы.

При представительной деятельности советов находят своё выражение не только местные интересы. Советы, как составные элементы социалистического государства представляют собой и социалистическое национальное единство; как органы представительства, части политического механизма, выполняющие задачи, связанные с управлением и организацией общества, по классовой сущности они соответствуют классовой сущности социалистического государства, и при осуществлении функций не теряют из виду центрально определённых общественных целей. Осуществление этого требования надо было быть обеспечено выше-названным правовым урегулированием.

Представительная роль советов влечет за собой активное участие граждан в применении непосредственной демократии и в решении общих задач.

IV.

Закон определяет самоуправляющий характер советов в соответствии с представительными функциями. Между прочим, предпосылкой успешного выполнения представительной роли советов является самостоятельное решение о вопросах, входящих в их компетенцию.

Кодификация разрешила сомнения об опасности сравнения советов с буржуазными самоуправлениями. В системе организаций социалистического общества существуют самоуправляющиеся корпорации как в экономической сфере (кооперативы) так и в области науки (ВАН) и в области культурной жизни (культурные общества). Самоуправляющий характер не исключает их участия в решении государственных задач, даже и государственный характер самого органа. Это только обеспечивает для корпораций самостоятельное решение, и тем самым определяет собственные формы ответственности, из которых важное место занимает ответственность перед коллективом, лицами, представленными органом, или перед сообществом.

Вследствие развития буржуазного государства, путём разделения функций администрации и правосудия был уничтожен юридический штат старых дворянских и городских буржуазных автономий. Наряду с самоуправлениями была построена центрально управляемая государственная бюрократия. Видимая независимость буржуазной автономии повела предположением, что местные предствительства являются независимыми от правительства. На самом деле и в деятельности местных представительных органов отражается классовый характер государственной власти и центральное управление делает действительным свои цели с помощью экономических и юридических гарантий. Центральное управление поручило надзорному органу контроль над выполнением задач самоуправления.

Социалистическая государственная власть создала социалистический тип самоуправления советов, который — ввиду их одинакового классового характера — ни в коем случае не может быть независимым от центральной государственной власти. Поэтому закон подчёркивает, что советы являются органами единого социалистического государства, и соответственно этому закон способствует осуществлению самоуправляющего характера советов.

Закон № I. от 1971-ого года

- а) обеспечивает самостоятельность представительства в местных делах,
- б) определяет выполнение задач, входящих в компетенцию представительства, в соответствии с этим и методы правового урегулирования компетенций,
- в) увеличивает как ответственность корпораций так и личную ответственность выборных членов представительства,
- г) определяет средства реализации экономической самостоятельности советов (имущественное, бюджетное правомочие, правомочие налогообложения и прочие правомочия в интересах развития поселений и коммунальных услуг, а также в интересах обеспечения культурного, учебно-образовательного, санитарного и социального снабжения),
- д) для советов создает средства координации между советами и другими местными органами управления, предприятиями и институтами в интересах по возможности полного удовлетворения потребностей населения,
- ж) предоставляет право советам на решение по организационным и личным вопросам.

Одним из самых важных элементов автономного характера является осуществление экономической самостоятельности. Закон не мог пользоваться принципом экономического самофинансирования, потому что в множестве советов материальные основы для этого являются недостаточными, но относительно экономических вопросов закон всё таки обеспечил компетенции, обладая которыми в зависимости от активности и самостоятельности работы, направляющейся на использование экономических источников, советы успешно могут выполнить задачи.

V.

При урегулировании задач и компетенций закон обратил большое внимание на новые принципы. Влияние этих принципов сильно появляется на практике. Дифференцированное установление задач и разграничение компетенций — несмотря на их сложность — являются поучительными. Законное урегулирование соответствовало требованию, чтобы наряду с общими задачами разных советов определили даже конкретные задачи, налагающиеся на советы разной степени. Задачи основных единиц организации, сел и городов лежат в основе для установления их деятельности.

В отличие от предыдущих двух законов о советах в третьем законе на первый план выдвигаются представление интересов населения, участие в осуществлении центральных государственных задач и решение о задачах государственного управления.

На самом деле общие задачи были установлены по нижеследующим группам вопросов:

- а) советы представляют интересы населения и заботятся об удовлетворении коммунальных, социальных, санитарных, культурных и учебных потребностей (местные задачи),

б) советы выполняют определённые законодательством работы в связи с местным осуществлением центральных задач, далее работы государственного управления, осуществляют ведомственную деятельность, касающуюся населения (государственные задачи),

в) совет создаёт свои органы, заботится об управлении и проверке их деятельности, а также об организации сотрудничества со другими органами. При выполнении задач совет опирается на общественные организации и на непосредственное участие населения (местные организационные задачи).

Закон обеспечивает материальные условия к деятельности совета, и тем самым предоставляется возможность для подробного установления задач. Особенно важное значение имеет то положение закона, по которому размер предоставленных в распоряжение советов бюджетных средств и центральной поддержки должны быть установлены сроком на 5 лет.

Развёртывание экономических организационных функций советов обеспечивается правомочиями решения, которыми советы пользуются при составлении программ развития и бюджета, а также при создании предприятий и институтов. Правовое положение предприятий и институтов может быть изменено только с согласием заинтересованного совета. Законодательные акты обеспечивают роль советов в использовании территорий, организации развития поселений, и координации экономической деятельности в данной области.

Вопреки тому, что по сравнению с формулированием предыдущих законов задачи советов уменьшились, в то же время их деятельность по сущности обогащалась. Относительно развития сел и городов деятельность советов становится более конкретной, всё лучше и лучше возрастает их определяющая роль в организации удовлетворения местных потребностей. Законом были предприняты шаги в интересах того, чтобы советы были заинтересованными в экономической деятельности, ведущейся в данной области. Взаимная заинтересованность, имеющаяся между организованными советом услугами и развитием поселения с одной стороны, и экономической деятельностью неподчинённых совету органов с другой стороны, и в будущем обнаруживает богатые возможности сотрудничества.

VI.

Как мы уже заметили, закон мог предписать некоторые новые методы организационных работ на основе практического опыта. Уже раньше открывалась возможность для вовлечения более значительных деревень в правовое положение больших сел, подчинения сел городам и приостановления деятельности исполнительных комитетов маленьких сел. Дальнейшие изменения, происшедшие в организации, коснулись уже полной структуры, поскольку:

- изменилось центральное управление, конституционный надзор советов,
- прекратилась подчинённая связь между представительствами. Представительство самостоятельно поступает в своей компетенции, оно подчиняется только закону,
- прекратился районный совет, создано районное управление,
- была установлена функция председателя совета, изменилась компетенция заместителей председателя,
- изменилось правовое положение секретаря исполнительного комитета,
- прекратилось двойное подчинение органов специального управления,
- изменился состав постоянных комитетов, управление их работой,

— в случае вовлечения сел в совместный совет организация собраний в провинции стала общеобязательной и т.д.

Сущностью изменений, происшедших в организации, являются усиление демократии советов, расширение роли корпоративных органов.

Организационные изменения облегчили организацию советов, задачи представительства стали более ясными. Переключение на работу при изменённых условиях в самом начале районному управлению предоставило затруднения. Надо было провести исследования о передаче компетенций в селах, не имеющих исполнительного комитета, далее о правовом положении пригородных сел. Наверно соответственная закону организация была осуществлена без всяких трудностей, и имеет выгоды в каждом отношении.

Одним из самых важных изменений является интеграция сельских советов. Закон имел в виду те последствия, происшедшие в общественной жизни сел, после их вовлечения в совместный совет. Институт собраний деревни, деятельность групп членов совета и использование функций заместителя председателя обеспечивают обширный общественный форум для обсуждения проблем коллективности сел, вовлечённых в совместный совет, в то же время касательно удовлетворения общественных потребностей наблюдается быстрее развитие, доказывающее успехи интеграции.

За неимением районного представительства интересы сел оцениваются по степени комитата. Множество членов комитатов выбираются на заседаниях сельских советов, и они обязаны дать отчёт о своей деятельности на разных форумах. На заседании комитатского совета решают об использовании средств развития, и в рамках заседаний причисляются интересы сел к соответственному рангу. Деятельность районных управлений в первую очередь направляется на поддержку сел, на развитие управленческой работы, без того, как интересы сел интегрировали бы на районной степени.

Особое значение придаётся прекращению двойного подчинения органов специального управления⁷. Осуществление принципа демократического централизма должно быть обеспечено двойным подчинением исполнительного комитета. Кроме урегулирования законодательными актами только в такой организационной форме может осуществиться центральное управление местной деятельности государственного управления.

Со вступлением третьего закона о советах в силу взяло начало новый период в развитии советов. Его институты обогащали деятельность советов. Организация работы советов осуществляется в более прочных правовых рамках. Установление компетенций советов в источниках права высшей степени лежит в основе для стабилизации, более подробной оценки в разделении труда между органами совета.

Заслуживает внимания, что в 1973-ом году парламент поставил на повестку дня рассмотр эффективности закона, и в ходе оживлённой дискуссии, подводя итоги результатам, удостоил значение закона⁸. Опытом этой дискуссии также доказалось, что закон в большой мере способствовал дальнейшему развитию советов, обогащал их источники силы. Относительно политического и общественного влияния, закон создаёт благоприятные условия для дальнейшей деятельности советов.

И. ТАКАЧ

⁷ BERÉNYI S.: *A tanácsí szakigazgatási szervek központi irányítása* (Центральное управление органами специальной администрации). *Állam és Igazgatás* 2/1971.

⁸ См. *Állam és Igazgatás*, 11/1974.

Act III of 1974 on Foreign Trade

The Act III of 1974 on Foreign Trade was promulgated on October 17, 1974, and it came into force on January 1, 1975. The regulation of foreign trade by means of a particular act became a topical problem in Hungary recently. The rhythm of the increase of foreign trade turnover has surpassed that of gross national production or national income, respectively, also in this country. The contribution of the exports to Hungarian national income has been as high as about 40 per cent. Hungary has been maintaining trade relations with almost all countries of the world. Thus a regulation by a particular act was justified by the continuously increasing importance of foreign trade as well as by the fact that, as it is put down in the Hungarian Constitution, the functions falling within exclusive state activity need be determined by particular acts.

The Act under reference is composed of a preamble and four chapters, covering 29 articles. The provisions on the implementation of the Act are given in Resolution No. 1053/1974 (October 17) of the Council of Ministers and Decree No. 7/1974 (October 17) of the Minister for Foreign Trade, published and come into force simultaneously with the Act.

1. In the *preamble of the Act* the role of foreign trade is laid down. Thus it serves to establish ties between national and world economy, to contribute to the extension of the international division of labour, to be instrumental in the satisfaction of the needs of the national economy, and to further the continuous economic development of the country.

Besides, principles of great importance are declared, applied by the Hungarian People's Republic in the field of foreign trade. Thus trade relations are established and maintained by Hungary on the basis of the principles of the respect of international commitments, equality of rights, mutual benefits, and the absence of discrimination. In compliance with the said principles, it is stipulated in Article 23 of the Act that if a country applies discriminatory measures in its trade conducted with the Hungarian People's Republic, similar measures may be applied by Hungary in its foreign trade for the sake of protection. Nevertheless, Hungary will never take the *initiative* in applying discriminatory measures.

About two thirds of Hungary's foreign trade is realized with the socialist countries, and the necessary institutional frames are given by the Council for Mutual Economic Assistance.

It is for this reason that, as it is accentuated in the Preamble of the Act on Foreign Trade, trade relations with the socialist countries in general, and with the member countries of the Council for Mutual Economic Assistance in particular, as well as socialist economic integration are of outstanding importance for Hungary.

2. In the four articles of *Chapter I* of the Act on Foreign Trade, the purpose and validity of the Act, the state monopoly of foreign trade, and the functions of foreign trade are determined.

The Act covers not only international trade in goods and services but the new forms of international economic relations with their constantly increasing importance as well, such as international co-operation, specialization, and economic ventures abroad. On the other hand, the validity of the Act does not include the exchange of goods and services within the range of the personal needs of physical persons, banking and insurance activity, postal and telecommunication services, passenger transport services, freight transport services performed by domestic carriers, and tourism. Under the provisions of the Act, some other sorts of activity of international character such as services connected with the performances of sportsmen and artists, the services of the office charged with the supply of the diplomatic corps in Hungary, are regulated by special rules out of practical reasons, i. e. beyond the field of validity of the Act.

Under the terms of the Act, the state monopoly of foreign trade is determined as an exclusive right of the state containing the following elements:

The state

- a) ensures the international conditions of foreign trade,
- b) establishes the organizational system of foreign trade,
- c) directs and inspects foreign trade activity.

The tasks of foreign trade are listed in detail by the Act so that they represent a very broad field of activity.

3. *Chapter II* of the Act, covering Articles 5 to 15, is concerned with the organizations and functions of foreign trade.

Under the wording of the Act, foreign trade activity consists in the preparation, conclusion, and performance of foreign trade contracts, and a foreign trade contract is understood to be a contract concluded between a Hungarian and a foreign physical and/or juridical person within the range of economic activity coming under the ruling of the Act. Foreign trade contracts are listed positively in the rule on the implementation of the Act.

Foreign trade activity can be carried out only by an economic organization e.g. a company or co-operative duly authorized to perform this activity. The right of performing foreign trade activity is granted by the state on two conditions which have to be ensured simultaneously: first, the granting of the right to perform foreign trade activity has to be in compliance with the interests of the national economy in the field of foreign trade; second, the economic organization concerned has to dispose of the organizational and personal conditions necessary for the successful conduct of foreign trade activity.

If the subject-matter of a foreign trade contract is a co-operation in production or a specialization, respectively, the economic organization concerned in the production range is also entitled to participate in the preparation and conclusion of the contract in question, together with the company authorized to perform foreign trade activity, even without being granted the right of performing such activity.

The requirements expected to be observed by a socialist foreign trading company are outlined in the Act. Thus, foreign trade activity shall be carried out in harmony with the objectives of the national economic plan, in observance of international agreements, statutes and official regulations, by taking into consideration the guiding principles of foreign trade policy, in accordance with the usages of international trade applied also in the foreign trade of the socialist countries, and this activity should conform always to the care that may be expected from a specialized enterprise.

In view of the afore mentioned, foreign trade companies are authorized by the Act to send delegates abroad, to employ physical persons or legal entities as their commercial representatives, to establish representations, branches, agencies, or companies abroad, or to acquire a share in a foreign company. As for the detailed provisions, they are put down in separate rules.

The companies not authorized to perform an activity in the field of foreign trade are free to choose their partner foreign trade company for the realization of foreign trade transactions; the detailed provisions are laid down in separate rules. The fundamental principles of the contracts to be concluded by a producing and a foreign trading company are also laid down in the Act. Thus the contractual relations between a foreign trading and an other company, not authorized to act in the field of foreign trade, are to be governed by the interests of the national economy instead of the particular requirements of any of the parties concerned, always in accordance with the directions laid down in the law.

4. *Chapter III* of the Act, including Articles 16 to 24, contains rules bearing upon the control of foreign trade activity. As the intention of the legislator is clear from the text and the motivation of the Act, the control of foreign trade activity has to be formulated and enforced so as to cope with foreign trade policy which, of course, constitutes part of the general economic policy. Nevertheless, the relations and conditions of world economy have to be taken into consideration with a special respect in this particular field. The fundamental elements of foreign trade policy are determined in the Act on the National Economic Plan i.e. in Articles 41 to 44 of the Act on the Fifth Five Year Plan. According to these fundamental principles, the scope and the guiding principles of foreign trade are to be laid down by the Council of Ministers, and the Minister for Foreign Trade is responsible for the detailed elaboration thereof.

The co-ordinated activity of the organs of public administration is governed by the Act so that the continuous close relationship between the economic processes taking place abroad and at home should be considered and ensured.

The governing and management of foreign trade are effected in a uniform way, and the forms of property and the rules of supervision of the economic organizations concerned are irrelevant in this respect.

As for the use of the means required for guidance and management such as permits, regulations, directions etc., the proper authorization is given in the Act.

The central governing organs of foreign trade such as the Council of Ministers and the Minister for Foreign Trade, respectively, and the relevant offices residing abroad i.e. the commercial sections of Hungarian missions are also laid down in the Act.

5. *Chapter IV* of the Act, with Articles 25 to 29, contains miscellaneous and closing provisions. The commercial activity of aliens in Hungary is regulated in Article 25. Aliens residing temporarily in Hungary are allowed to carry out commercial activity without having a permit. In case of a stay of lasting character, the pursuance of commercial activity by an alien is subject, however, to a special licence issued by the minister for foreign trade. Detailed rules are given in Decree Nr. 8/1974 (October 17) of the Minister for Foreign Trade that came into force simultaneously with the Act.

Finally, some skeleton-type dispositions are given bearing upon the general procedural rules and the inspection of the administration of foreign trade.

The authentic translations of the Act in Russian, English, German, and French are available.

L. SOÓS

Recensiones

Die Entstehung einer Theorie*

1. Das erste sozialistische Land, wo man sich mit Rechtsvergleichung im eigentlichen Sinne sich zu befassen begonnen hat, war nicht Ungarn. Man kann jedoch getrost feststellen, daß die bisher umfassendste tiefgreifendste Theorie der Rechtsvergleichung Ungarn geschaffen hat. Imre Szabó hat eine überwiegende Rolle daran gehabt und hat sie auch heute: er hat die vielseitige und vielfältige, einheitliche und gegliederte Theorie der ungarischen sozialistischen Rechtsvergleichung ausgearbeitet; andere können höchstens Teilerfolge und rechtsvergleichende Arbeiten aufweisen.

Diese Theorie ist natürlich nicht auf einen Schlag entstanden. Die Studiensammlung von Imre Szabó stellt ein, auch an sich hochinteressantes Geschichtsbuch der Entstehung, Entwicklung einer Theorie, des Auftauchens, Triumphes und Überholens von Ansichten vom Beginn in 1963 bis 1974 dar. Die Studie „Theoretische Fragen der vergleichenden Rechtswissenschaft“ von 1972 bildet auf dem Weg dieser Entwicklung einen Grenzstein insofern dar, daß sie eine systematische Darstellung aller Aspekte des Problems bietet, obgleich auch der Verfasser selbst diese Zusammenfassung nicht als einen Abschluß betrachtet. Er hält seine Auffassung für eine „mögliche heutige Variante“ eines sozialistischen Standpunktes (130/1972) und erklärt, daß seine Thesen mit der Entwicklung Änderungen ausgesetzt werden

können.¹ Beispielgebend und sympatisch ist, daß der Verfasser seine Werke nie in die Vitrine legt, sondern grundsätzlich im voraus bewußt bereit ist, diese nicht nur zu verfeinern und vervollkommen, sondern – wenn notwendig – auch aufzugeben. Er weiß, daß eine Theorie in der Tat nie vollendet sein kann, sondern deren Existenz in der unendlichen Annäherung der Wahrnehmung der veränderlichen Wirklichkeit besteht.

Das bedeutet jedoch bei weitem nicht, daß in dieser Theorie alles flüssig und unausgeformt wäre. Im Gegenteil. Die ideellen Rahmen und der Begriffsapparat der Theorie sind völlig fest, ihre Folgerungen scheinen meistens langfristig abgeklärt zu sein. Die Laufbahn der Theorie ist wohl markiert, die Zahl der Fragezeichen weniger geworden. Er hält einen Teil seiner Folgerungen mit Recht für ständig (130/1972). Tatsächlich meinen wir ein einziges größeres Fragezeichen zu sehen, und zwar in Bezug des Problems, wieweit die Rechtsvergleichung eine theoretische Wissenschaft ist und wo sie ihren Platz im Kreise der zahlreichen Familie der Staats- und Rechtswissenschaften hat.

Im weiteren werden wir nach der Darstellung von Teilfragen in ihrer Entwicklung zu diesem Problem gelangen.

2. Nach einer geschichtlichen Analyse der Rechtsvergleichung legt der Verfasser dar, daß die

* SZABÓ, I.: *A jogösszehasonlítás szocialista elmélete* (Die sozialistische Theorie der Rechtsvergleichung). Budapest, Akadémiai Kiadó, 1975. 241 p.

¹ Es ist interessant, daß die Überzeugung des Verfassers eben in der Zusammenfassung vom Jahre 1972 vollständig reif wird, wonach seine Thesen Gedanken von relativem Wert auf dem Wege zu den endgültigen Antworten der sozialistischen Rechtsvergleichung darstellen (87), und gewisse Elemente seiner Auffassung mit den Wandlungen der wissenschaftlichen Vorstellungen und im allgemeinen mit der Entwicklung sich ändern können (130, siehe auch 109). Die erste Abhandlung, deren großer Verdienst die Initiative selbst ist und die auch für den Verfasser schon überholt erscheint, zeigt noch eine weit mehr kategorische Tongebung.

Rechtsvergleichung gesellschaftliche, sowie in der „Selbstentwicklung“ der Wissenschaft enthaltene Wurzeln aufweist.

Zufolge der Entstehung der nationalen Rechte meldete sich der Anspruch, daß die Rechtswissenschaft die nationalen Schranken des positiven Rechts überwinden sollte (17/1963; 88/1972). Vom Anfang des XX. Jahrhunderts an schaltete sich der dem Kapitalexpert entsprechende „Rechtsexport“ als ein wesentlicher Faktor ein, der den rechtlichen Ansprüchen der imperialistischen, neokolonialistischen Bestrebungen Handlangerdienste geleistet hat. Die führenden kapitalistischen Mächte waren bestrebt, ihre Rechtssysteme auszubreiten; eine Ideologisierung dieser Bestrebungen war die trügerische Idee eines Weltrechtes (19, 20, 21/1963; 75/1971). Denselben entsprachen die drei Perioden der bürgerlichen Rechtsvergleichung: am Anfang war das Kennenlernen des fremden Rechtes genügend. Später trat mit dem Imperialismus die Einbürgerung der Institutionen des fremden Rechtes auf und schließlich die den supranationalen und Integrationsbestrebungen entsprechende Rechtsvereinheitlichung im Zeichen der Weltrechtsidee (22/1963).

Nach dem zweiten Weltkrieg hat die Geburt des sozialistischen Weltsystems eine neue Situation geschaffen (23/1963; 73/ohne Jahr; 77, 81/1971; 75/1972; 205/1974): sie hat die Vergleichung der Rechtstypen der verschiedenen gesellschaftlichen Systeme aktuell gemacht, das gesellschaftliche Element in die Rechtsvergleichung unvermeidlich hineingetragen, den Weg vor den theoretischen Folgerungen höherer Stufe geöffnet. All dies werden wir im weiteren erörtern.

Die Suche nach den in der „Selbstentwicklung“ der Wissenschaft enthaltenen Elementen geht einen gewissen Weg der Entwicklung. Am Anfang führt das Voranrücken der Entwicklungs-idee und der induktiven Methode zum Vordringen der Komparatistik im allgemeinen. Auf dem Gebiet des Rechtes meldet sich einerseits die historische Rechtsschule mit ihrer Bestrebung die abweichenden Wesenszüge der Rechte der verschiedenen Völker auszuweisen, andererseits die positivistische Soziologie mit der vergleichenden Untersuchung der Rechtsbeziehungen der „primitiven“ Völker, im Zeichen der Abkehr vom erstarrten Vernunftrecht. Später verwendet das Naturrecht

die Rechtsvergleichung zur Bezeugung der abstrakten vernunftrechtlichen Ideen eines „idealen Rechtssystems“ (13–15/1963). In der zusammenfassenden Studie von 1972 erscheint die naturrechtliche Wirkung als die Konfrontierung der neukantianischen Rechtsphilosophie mit der Entstehung der abweichenden positivrechtlichen Systeme, die den Anspruch an eine neuartige Allgemeinheit des rechtlichen Positivismus stellte; hier wird die Rechtsvergleichung eine Hilfswissenschaft der Rechtsphilosophie (88/1972). Schließlich werden die einschlägigen Darlegungen – in demselben Jahr – noch konkreter: die allgemeine Rechtsvergleichung (nachstehend Punkt 8) dient im Kreise der Kant'schen Rechtsphilosophie als eine Illustration zu den aprioristischen Thesen, im Geiste der positivistischen Richtung aber quasi als „Vorkapitel“ der Philosophie des positiven Rechtes. In der ersten Hälfte dieses Jahrhunderts trat eine gewisse theoretische Gleichgültigkeit auf, die die Rechtszweigevergleichung in den Vordergrund stellte, darauffolgend aber sozusagen die Renaissance der allgemeinen Rechtsvergleichung (139–140/1972) wahrzunehmen ist. Diese bürgerliche Rechtsvergleichung wird entweder in spekulativer oder praktizistischer Weise betrieben (28/1963); man pflegt eine zerstückelte Rechtsvergleichung mit solch kleinen Einheiten, deren Vergleichung zu keinen verlässlichen Folgerungen führt (209–210/1974); man gründet die Aufteilung der Rechtssysteme auf die Pluralität der Kriterien und verwirft den sich auf die Verschiedenheit der Rechtssysteme gründenden Begriff des Rechtstyps: man kann demzufolge die Aufteilung der Rechtssysteme nicht stichhaltig durchführen (37–38/1963). Die Hauptthemen dieser bilden vor dem Zustandekommen der sozialistischen Rechte: die Rechtsquellen, Organisation der Justiz und die allgemeinen Grundsätze des Rechtes (77/1971).

Der Verfasser leitet die ungarische Rechtsvergleichung von den Reformen der dreißiger, vierziger Jahre des XIX. Jahrhunderts, insbesondere von László Szalay ab und führt sie sehr interessanterweise bis zu unseren Tagen durch (60–72/1963).

3. Als Ziel der Rechtsvergleichung wird grundlegend die Erkenntnis bezeichnet, die die effektivere Gestaltung der gesellschaftlichen Wirkung des Rechtes bezweckt (24, 27/1963;

100–101/1972; 208/1974). Man hat nicht die von Raum und Zeit losgelöste Essenz der Rechtssysteme, den „gemeinsamen rechtlichen Schatz“ zu suchen, sondern in erster Reihe die Vielschichtigkeit und den Reichtum der Rechtssysteme aufzudecken und zu erforschen, womit je ein Rechtssystem der Schatzkammer des Rechtes beiträgt (228/1974). Die Suche nach neuen rechtlichen Lösungen als Ziel ist von keinem wissenschaftlichen Anspruch, sie steht vielmehr der rechtlichen Technik nahe (28/1963); dasselbe gilt auch für die Rechtsvergleichung, die mit dem Ziel der Rechtsvereinheitlichung geführt wird (82/1971). Das ist wirklich so, wenn diese Tätigkeiten nur mit der Vergleichung der rechtlichen Techniken operieren. Wenn sie jedoch von der Wechselwirkung zwischen dem gesellschaftlichen Element und dem Recht ausgehen, können sie unseres Erachtens in den Kreis der ungenau „angewandt“ genannten Wissenschaft gehören.

4. Der Verfasser hat auch in bezug des Gegenstandes, Begreifens und der Methode der Rechtsvergleichung wesentliche Feststellungen. Er schaltet vom Kreis der Rechtsvergleichung teils die Vergleichung der mit dem Wesen in keiner Weise verbundenen Hegel'schen „gleichgültigen“ Formen (120–122/1962), andererseits auch das Verfahren aus, da jemand sein eigenes Rechtssystem auf rechtsvergleichender Basis bearbeitet: hier ist die Rechtsvergleichung kein „Selbstzweck“, sondern ein bloßes Mittel (102/1972). Das eigene Rechtssystem ist jedoch nicht einmal bei der wirklichen Rechtsvergleichung gleichgültig: eine gewisse Voreingenommenheit zugunsten des eigenen Rechtssystems ist nicht auszuschließen. Der Ausschluß dieser Vorurteile stellt aber eine Bedingung der Rechtsvergleichung dar (101, 87/1972). Eine andere Schwierigkeit in der Darstellung der Wirklichkeit besteht darin, daß eine Art allgemeine Vorstellung über das Recht der Rechtsvergleichung, eine gewisse theoretische Grundlage, die zu einer bestimmten theoretischen „Befangenheit“ führt unbedingt vorangeht; diese „Befangenheit“ ist aber von der früher erwähnten nicht unabhängig und muß zwischen Schranken gedrängt werden (143–144/1972). Er nimmt gegen die aprioristische, im voraus den Beweis von etwas bezweckende Rechtsvergleichung Stellung: die Folgerung kann nur von der vergleichenden Untersuchung abgeleitet werden (108–109/1972).

Sehr wesentlich ist die Feststellung, die methodologisch zu den Hauptthesen des Verfassers führt, wonach das zentrale Problem der Vergleichung die richtige Bestimmung der Vergleichsgrundlage ist: es ist notwendig, daß die zu vergleichenden Erscheinungen auf einen gewissen gemeinsamen Nenner gebracht, d. i. grundsätzlich der gleichen Gattung eingeordnet werden können (35–36/1963). Diese These ist eigentlich selbstverständlich, das Hauptgewicht liegt jedoch darauf, daß die Feststellung des gemeinsamen Nenners richtig erfolge. Auf diesem Gebiet gehen nämlich die bürgerlichen Juristen anderswie vor, als die Marxisten, indem sie die Verschiedenheiten der gesellschaftlichen Systeme nicht als Hindernis des Vorhandenseins eines „gemeinsamen Nenners“ erachten. In der diesbezüglichen Polemie (z. B. 23, 37/1963; 90–92/1972) entstand in zwei Stufen eine der grundlegendsten Thesen, die in einer Rechtsvergleichung von marxistischem Anspruch heute nunmehr kaum mißachtet werden kann: die Unterscheidung zwischen Rechtstypen und Rechtsgruppen, sowie innerer und äußerer Rechtsvergleichung.

5. Der *Rechtstyp* umfaßt die in den Kreis der gleichen gesellschaftlichen Formation gehörenden Rechtssysteme, z. B. die Rechtssysteme des Privat- oder gesellschaftlichen Eigentums (36/1963, 70/o. J.; 91–92/1972), die Rechtsgruppe aber, die Rechtssysteme innerhalb je eines Rechtstyps, die auf Grund anderer Merkmale eine Ähnlichkeit aufweisen. Die Rechtsvergleichung zwischen verschiedenen Rechtstypen wirft im Grunde und in erster Reihe Licht auf Verschiedenheiten, diejenige innerhalb des gleichen Rechtstyps aber auf Ähnlichkeiten (39–40/1963; 82–83/1971). Er hebt in Verbindung mit der Vergleichung verschiedener Rechtstypen anfangs eine Reihe Vorbehalte hervor: er legt dar, daß die Vergleichung zwischen Rechtstypen keine so bedeutende Rolle spielen kann, wie zwischen den Rechten des gleichen Rechtstyps (43/1963). Obgleich er die Daseinsberechtigung der Rechtsvergleichung zwischen Rechtstypen nie leugnet, gelangt er zur Folgerung, daß es „bezweifelt werden kann, ob der Begriff der Rechtsvergleichung zur Zusammenfassung der rechtsvergleichenden Tätigkeit zwischen Rechtstypen und innerhalb der Rechtstypen geeignet ist“ (40, 42–43/1963). In dieser Frage zeigen die Ansichten des Verfassers eine wesent-

liche Entwicklung. Da er 1971 für die Trennung der Vergleichung von Rechten der gleichen und verschiedenen gesellschaftlichen Systeme argumentiert, hat er keine Vorbehalte mehr. Im Gegenteil, er schreibt, daß „das Hauptproblem der Rechtsvergleichung in unseren Tagen in der Vergleichung der Rechtssysteme verschiedenen gesellschaftlichen Charakters besteht“ (81/1971), in den folgenden Jahren erscheinen dann die Hauptelemente der diesbezüglichen Theorie, in erster Reihe die Unterscheidung von *äußerer* Rechtsvergleichung zwischen den Rechtstypen und *innerer* Rechtsvergleichung innerhalb je eines Rechtstyps als zweier Grundelemente der allgemeinen Rechtsvergleichung (96–101/1972). Hier ist also die Zusammenfassung von beiden im Zeichen der „Rechtsvergleichung“ nicht mehr problematisch, die scharfe Trennung wird sogar verworfen, weil die beiden „eine gewisse Wesenseinheit besitzen“ (99/1962) und er gelangt von dem Beinahe-Leugnen bis zu dem Punkt, wo er die äußere Rechtsvergleichung für hochwertiger hält: die innere Rechtsvergleichung kann seines Erachtens eben aus diesem Grunde, weil sie innerhalb eines bestimmten Rechtstyps bleibt, „in der Tat, im wissenschaftlichen Sinne des Wortes nicht genug allgemein sein“ (109–110/1972). Diese Wendung rührt von der Wendung in der Hauptfrage her: sie ist damit verbunden, daß der Verfasser das gesellschaftliche Element in den Kreis der Rechtsvergleichung einbezieht (nachstehend, Punkt 10) und in der Auffassung der „Nur-Methode“ nachläßt (nachstehend, Punkt 11). Solange nämlich die Rechtsvergleichung eine „Nur-Methode“ darstellt und von der Einbeziehung der gesellschaftlichen Elemente frei ist, liegt die Abwertung der Vergleichung zwischen den Rechtstypen an der Hand, da deren Ergebnis nur oberflächlich und irreführend sein kann. Sobald aber das gesellschaftliche Element in die Rechtsvergleichung einzieht und es sich nicht mehr um eine „Nur-Methode“ handelt, wird die theoretische Bedeutung der äußeren Rechtsvergleichung notwendigerweise erstrangig.

6. Das Hauptproblem der *äußeren* Rechtsvergleichung besteht darin, daß es im Zeichen der friedlichen Koexistenz zur Vergleichung von antagonistisch verschiedenen Rechten kommt. Die Rechtsvergleichung kann entweder auf sozialistischer oder bürgerlicher Grundlage betrieben wer-

den, wobei in ihren Pflegern der Anschein entstehen kann, als wenn sie sich über die verschiedenen Rechtstypen erheben würden (24–25/1963). Am Anfang hat der Verfasser die kritische Einstellung als bezeichnend erachtet: die marxistischen Rechtsvergleicher trachten das Klassenwesen des bourgeois Rechts aufzudecken (41/1963), das Ergebnis ihrer Tätigkeit ist der Beweis der Überwertigkeit des sozialistischen Rechtes (57/1963). 1974 schreibt er jedoch, daß die sozialistische Komparatistik diesen Beweis übertroffen und das wertende Element der Rechtstheorie überlassen hat (212/1974). In der Tat handelt es sich vermutlich darum, daß die marxistische rechtsvergleichende Analyse die Überwertigkeit des sozialistischen Rechtes klarzumachen trachtet, ohne jedoch die Folgerungen aus der Wertung unhöflicherweise ausdrücklich zu ziehen. Was aber die bürgerliche äußere Rechtsvergleichung betrifft, hat diese das sowjetische Recht bis zu den Jahren nach dem II. Weltkrieg ignoriert, oder sogar seinen rechtlichen Charakter geleugnet.

Später hat sie jedoch den letzteren anerkannt und dem sozialistischen Recht immer mehr Interesse gewidmet (77–78/1971). Das letztere wird jedoch zum bourgeois Recht als Maßstab gemessen (41/1963) und höchstens auf den Rang einer Rechtsgruppe erhoben (z.B. 211/1974). Eine andere, wohlwollende, theoretisch jedoch falsche Richtung der bürgerlichen äußeren Rechtsvergleichung betrachtet die friedliche Koexistenz als die ideologische Grundlage der Rechtsvergleichung und gelangt zur irrigen Theorie der Konvergenz verschiedener gesellschaftlicher Systeme (79/1971; 108/1972).

Die friedliche Koexistenz führt auf sozialistischer Seite dazu, daß die Rechtsvergleicher den Prozeß, die Art und direkte wissenschaftliche Folgerungen der rechtsvergleichenden Untersuchungen bis zu einem gewissen Maße harmonisieren (133/1972), den Weg der einheitlichen Annäherung von Rechtstypen grundlegend verschiedenen Charakters suchen und irgendeine gemeinsame Grundlage zu ihrer Vergleichung zu finden trachten (141/1972). Sie streben nach Zusammenarbeit, einerseits ohne theoretische Gleichgültigkeit, andererseits ohne die Zuspitzung der theoretischen Unterschiede (144/1972); die Vertreter der gegenüberstehenden Theorien werden durch diese Tätigkeit näher gebracht, ihre Theo-

rien jedoch nicht (108/1972). Die Anhänger der verschiedenen Ansichten in der Rechtsvergleichung treffen sich an der Station der Rechtsvergleichung, die eine Art Zurechnungspunkt im Schnittpunkt gesellschaftlich gegensätzlicher Rechtssysteme und rechtlicher Konzeptionen bedeutet (85–86/1971; 107/1972).

7. Die sozialistische *innere* Rechtsvergleichung wird durch die fundamentale Verwandtschaft der zugrunde liegenden Rechte bestimmt. Die Hauptaufgabe stellen die Aufdeckung des Gemeinsam-Allgemeinen und die Nachweisung der sekundären Abweichungen im Entwicklungsprozess dar – mit Rücksicht auf den gegenseitigen Einfluß der einschlägigen Rechtssysteme (ausführlicher, mit vielen beachtenswerten Feststellungen 229–236/1974).

Auf die theoretische Beurteilung der äußeren und inneren Rechtsvergleichung kommen wir im Punkt 11 zurück.

8. Außer der Unterscheidung zwischen äußerer und innerer Rechtsvergleichung ist die Differenzierung *nach Ebenen*, die die erstere kreuzt, die wichtigste. Aus diesem Grund differenziert der Verfasser die allgemeine, die nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen durchgeführten Rechtsvergleichungen und deckt ihre teils zusammenfallenden, teils jedoch in wichtigen Beziehungen abweichenden Eigenschaften auf. Dazu kommt es gleichfalls hauptsächlich im Aufsatz, der die erste große Zusammenfassung bietet (101–129/1972), obgleich er schon hier diese Dreifaltigkeit in Doppelheit umzuwandeln anfängt: er legt dar, daß es sich hier eigentlich um zwei Extremitäten handelt: um diejenigen der allgemeinen und nach Rechtsinstitutionen durchgeführten Rechtsvergleichungen (126–127/1972). Er gelangt immer mehr zu der Überzeugung, daß die Rechtsvergleichungen nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen nur schwer zu unterscheiden sind, einerseits weil die Vergleichung der Rechtszweige in großem Maße durch Vergleichung von Rechtsinstitutionen vor sich geht (127/1972), andererseits, weil die auf dem letzteren Gebiet erzielten Ergebnisse in der Theorie des Rechtszweiges aufgehen. 1974 unterscheidet er ausgesprochen nur allgemeine Rechtsvergleichung und Vergleichung der Rechtsinstitutionen (206–207, 234–235/1974).

a) Die allgemeine Rechtsvergleichung bedeutet die Vergleichung von ganzen Rechtssystemen

(101/1972). Ihre erste Stufe stellt quasi die Vergleichung von Rechtssystemen dar, während die zweite erreicht wird, wenn es sich um die Vergleichung von Gruppen der Rechtssysteme handelt (137–138/1972).

Die allgemeine Rechtsvergleichung stellt der Verfasser zu der Rechtstheorie in Verhältnis und gelangt zur Folgerung, daß die erstere weniger, zugleich aber auch anders ist, als die Rechtstheorie, weil sie mit dem Rechtssystem in ihrer Gesellschaftlichkeit als mit einer konkreten Realität, während die Rechtstheorie mit dem Recht als einer abstrakten Kategorie rechnet. Sowohl die Qualität der Verallgemeinerungen der Rechtstheorie, wie die Fundgrube ihrer Methodologie wichen von der der allgemeinen Rechtsvergleichung ab (103–104/1972; 138–140/1972; 206/1974). Auf die Frage, ob sie eine selbständige Wissenschaft darstellt, kommen wir im Punkt 11–12. zurück.

b) Der Verfasser erkennt die Rechtsvergleichung *nach Rechtszweigen* in seinem ersten Aufsatz noch nicht an, weil diese sich – nach seiner damaligen Auffassung – nicht auf eine genügend allgemeine Ebene erheben kann (56/1963). Da er jedoch den Gedanken der Zweigtheorien aufwirft, ändert sich seine Auffassung notwendigerweise. Wie wir jedoch erwähnt haben, verschmilzt er diese Theorien sofort mit denen der Rechtsvergleichung nach Rechtsinstitutionen. Er knüpft diese Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen an die Zweigtheorien. Aus geschichtlichen Gründen sind die letzteren neben der Pflege der Wissenschaft der Rechtszweige innerhalb des nationalen Rahmens, davon abgesondert entstanden. Das Ziel ist jedoch die Vereinigung der beiden Gebiete (52/1963). Als Ergebnis der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen kommen die vergleichenden Rechtswissenschaften der Rechtszweige zustande. Die sind verglichen mit der Theorie des Rechtszweiges verhältnismäßig selbstständig (119/1972) und schließen sich nach dem Aufsatz von 1974 an die Seite der Theorie der Rechtszweige zugleich an. Es ist jedoch möglich, daß sie sich in die Wissenschaft des gegebenen Rechtszweiges einbauen werden (207, 234–235/1974).

Die allgemeine Rechtsvergleichung und die der Rechtsinstitutionen und Rechtszweige sind

ihrem Wesen nach gleichartig (89/1972); die Anerkennung dieser Tatsache bildet in der Tat den Anfangsschritt der „Theorie“ der Rechtsvergleichung (90/1972 – Anführungsstrich vom Verfasser). Die innere und äußere Rechtsvergleichung müssen auch hier unterschieden werden (114–116/1972). Im Jahre 1972 schreibt der Verfasser, daß die Bedeutung dieser Unterscheidung sich nach seiner Annahme in der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen vermindert, weil die Allgemeinheit des Rechtes hier eine niedrigere Stufe erreicht und die Rolle der direkten gesellschaftlichen Funktion wichtiger ist (120/1972). 1974 fügt er hinzu, daß die Unterschiede bei der allgemeinen äußeren Rechtsvergleichung aus demselben Grunde vorherrschen, während die äußere Rechtsvergleichung nach Rechtsinstitutionen demgegenüber viele Ähnlichkeiten aufweist (207/1974). Im Einklang damit stellt er mit allgemeiner Gültigkeit fest, daß die Beurteilung der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Institutionen „gewissermaßen anders“ ist, als die der allgemeinen (110/1972). Bei der ersteren muß man nämlich neben den grundlegenden gesellschaftlichen Determinanten auch weitere andere gesellschaftliche Elemente beachten, und auch die Wichtigkeit der rechtlich-technischen Analyse nimmt zu (116/1972). Auf dieser Ebene kann also die Vergleichung der „inhaltsreichen Form“ nützliche Erfolge erzielen. Die direkte gesellschaftliche Funktion der Rechtsinstitutionen kann für die Rechtsvergleichung eine Grundlage bieten, ohne daß man in dieser Weise Folgerungen von theoretischer Tiefe ziehen könnte. Auf dem Wege zum Wesen der Gesellschaft kann man über eine Station nicht hinweggehen; die Vergleichung nach Instituten hat „eine größere direkte, als perspektivische Bedeutung“ (110, 123–124/1972). Die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen muß bezüglich der gesellschaftlichen Analyse nicht so tief dringen, wie die allgemeine (119/1972).

9. Imre Szabó macht im Kreise der Rechtsvergleichung nach Rechtsinstitutionen noch eine Unterscheidung. Er unterscheidet die Vergleichung der *in mehreren Rechtszweigen oder in mehreren Rechtssystemen erscheinenden Rechtsinstitutionen* (z. B. Vertrag oder Verantwortung). Die erstere nennt er „gemischte“, „nicht reine“ bzw. „bedingte“ Rechtsvergleichung und meint sogar, daß sie

„kaum... als eine Pseudo-Rechtsvergleichung betrachtet werden kann“, weil ihr die direkte gesellschaftliche Grundlage, als aus diesem Gesichtspunkt die Gleichartigkeit fehlt. Dies führt in der Regel zu einem ziemlich oberflächlichen Erfolg, es verzichtet ja darauf, die offensichtliche Abweichung der direkten gesellschaftlichen Funktion des verglichenen Rechtsinstituts zu beachten (127–129/1972; 158/1972). Das ist aber unseres Erachtens nicht notwendigerweise so. Wenn jemand z. B. die Verträge oder die Haftung im Zivilrecht und im Arbeitsrecht, bzw. im Recht der Genossenschaften vergleicht, so kann er das auch mit theoretischem Anspruch tun. In diesem Falle wird er von der Abweichung der zugrunde liegenden gesellschaftlichen Verhältnisse ausgehen und erforschen, welche Varianten der Verträge oder der Haftung durch diese zugrunde liegenden gesellschaftlichen Verhältnisse indiziert werden. Er wird also die wirtschaftlich-gesellschaftlichen Verhältnisse als Basis annehmen, seine Folgerungen werden nicht oberflächlich sein, – sondern sie können die gewissermaßen allgemeinen Gesetzmäßigkeiten der Wechselwirkung der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Verhältnisse und des Rechtes aufklären. Das scheint methodologisch tatsächlich verdächtig zu sein: es ist nämlich eine quasi „verkehrte“ Rechtsvergleichung, bei der eine Art Gleichartigkeit in der rechtlichen Sphäre besteht, und in den gesellschaftlich-wirtschaftlichen Verhältnissen diejenige Verschiedenartigkeit vorhanden ist, die in der rechtlichen Sphäre zu einer differenzierten Gleichartigkeit führt. Gleichzeitig gibt es hier eben in der direkten gesellschaftlichen Funktion eine hochgradige Ähnlichkeit, wenn auch keine Gleichheit. Wir können ja eben aus diesem Grunde in jedem Rechtszweig von Vertrag (Zusammenschluss) oder Verantwortung (Haftung) sprechen. Die Erfüllung der Funktion erfolgt wegen Abweichung der gesellschaftlich-wirtschaftlichen Verhältnistypen (gesamtgemeinschaftlich – kollektiv – relativ autonom) in je anderer Weise.

10. Bevor wir auf die Hauptfrage, auf die Qualifizierung der Rechtsvergleichung aus wissenschaftlichem Gesichtspunkt kämen, haben wir die Ansichten von Imre Szabó über das Erscheinen des *gesellschaftlichen Elementes* darzulegen. Diese Ansichten haben hier bedeutende Änderungen erfahren, wieder in engem Zusammenhang mit der

Aufgabe der Auffassung von der Rechtsvergleichung als „nur-Methode“. 1963 macht er die Feststellung, daß die Rechtsvergleichung „im vorhinein keinen Platz in ihrem System für die Analyse der wesentlichen gesellschaftlichen Umstände sichert“ (21/1963). Er gibt jedoch diese wahrscheinlich von der Praxis der bürgerlichen Rechtsvergleichung abgeleitete Feststellung bald auf und erkennt, daß er – wenn er die Auffassung der „nur-Methode“ überschreitet, die marxistische Rechtsanschauung auch in der Rechtsvergleichung geltend zu machen hat, die ohne die gesellschaftlichen Elemente unvollständig ist; „letzten Endes ist ja alles, was rechtlich ist, zugleich tief gesellschaftlich“ (116/1972). 1971 mißt er schon der Beachtung der wichtigsten gesellschaftlichen Verhältnisse eine grundlegende Bedeutung bei, als er darüber schreibt, daß die sozialistischen Rechtsvergleicher in der Rechtsvergleichung überwiegend die gesellschaftlichen Unterschiede der beiden Systeme betonen, und wie wesentlich dies z.B. in der Argumentation gegen die Konvergenztheorie sein kann. Die gesellschaftlichen Elemente spielen in der Rechtsvergleichung eine immer größere Rolle und ohne ihre Berücksichtigung würde die Rechtsvergleichung sich auf die rechtliche Technik beschränken (78–82/1971). Seine diesbezüglichen Ansichten erreichen gleichfalls in dem zusammenfassenden Aufsatz vom Jahre 1972 einen theoretischen Horizont. Die allgemeine Rechtsvergleichung kommt hier mit den grundlegenden gesellschaftlichen Faktoren in Korrelation. Die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen, und die nach Rechtsinstitutionen noch mehr, erstrecken sich auf weitere gesellschaftliche Elemente, die ihren Platz auf einer niedrigeren Stufe der Allgemeinheit haben, und in der gesellschaftlichen Praxis erscheinen (116–117, 119–120/1972). Auf der Ebene der Rechtsinstitutionen gewährt deren direkte gesellschaftliche Funktion die Vergleichbarkeit, ohne daß sie Folgerungen von wirklich theoretischer Tiefe ermöglichen würde. Unseres Erachtens hängt dies von den Rechtsinstitutionen ab. Es ist kaum zu bezweifeln, daß die Rechtsvergleichung die auf dem Gebiet des Eigentumsrechtes gepflegt wird, geeignet ist Folgerungen von theoretischer Tiefe auszuarbeiten. Es ist wohl wahr, daß diese Rechtsinstitution einen hervorgehobenen Platz hat, es ist jedoch auch gewiß möglich andere

aufzuzählen, deren Vergleichung zu Folgerungen von theoretischer Ebene führen kann.

Die Berücksichtigung der gesellschaftlichen Elemente bedeutet jedoch nicht, daß die Rechtsvergleichung in irgendeine angewandte Soziologie verwandelt wird (82/1971). Die allgemeine Rechtsvergleichung ist zwar als ein Teil der allgemeinen Soziologie des Rechtes aufzufassen (99/1972), eine häufige Annäherung zu ihr ist ja in der Tat von rechtssoziologischer Richtung (142/1972), die Rechtssoziologie vernachlässigt jedoch das Wesen des Rechtes, führt nicht in der Richtung der Rechtstheorie (143/1972), wogegen die Rechtsvergleichung die Erscheinungen an erster Stelle in ihrer Rechtlichkeit erfaßt (115/1972).

Außerdem erfaßt die Rechtssoziologie heute die gesellschaftlichen Elemente oberflächlicher, äußerlicher als die Rechtsvergleichung (99/1972) und beschäftigt sich bloß mit der Geltung des Rechtes, indem sie den Prozeß der Entstehung des Rechtes vernachlässigt (142–143/1972).

Die Rechtsvergleichung wird mit der Wissenschaft der Politik, die die eigenartigen rechtlichen Beziehungen ebenso nicht beachtet, gleichfalls nicht eins.

11. Damit sind wir zur Hauptfrage angelangt. „Ist die ‚vergleichende Rechtswissenschaft‘ eine selbständige Wissenschaft, oder bloß eine wissenschaftliche Methode?“ – lautet der erste Satz der ersten Abhandlung des Bandes. Die Antwort in 1963: nur Methode; der Standpunkt von Imre Szabó ist in der Frage ob die tiefere Erkenntnis des Rechtes eine selbständige marxistische vergleichende Rechtswissenschaft beanspruche, „eindeutig negativ“ (44/1963). In 1974 aber ist er der Meinung, daß sie eine Wissenschaft darstellt, und zwar die allgemeine Rechtsvergleichung keine selbständige, die nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen demgegenüber eine selbständige Wissenschaft.

Die Wendung wurde durch die Erkenntnis dessen veranlaßt, daß die Rechtsvergleichung in dem theoretisch-ideologischen Kampf eine große Rolle spielen kann; die Hauptursache der Entfaltung der Theorie der Rechtsvergleichung war, „daß die Vergleichung der Rechtsordnungen der zwei Weltsysteme eine unvermeidliche Aufgabe geworden ist.“ (141/1972). Diese Erkenntnis hat der defensiven Periode der Theorie der marxisti-

schen Rechtsvergleichung ein Ende bereitet, die nämlich die Rechtsvergleichung – um die Gefahr einer „neutralen Wissenschaft“ abzuwehren (97/1972) – als eine „Nur-Methode“ betrachtete und leugnete, daß eine das Ganze umfassende Rechtsvergleichung einen Gegenstand hätte. Damit hat sie im wesentlichen das Wasser unter der bourgeoisen Rechtsvergleichung abgegraben. Das Überwinden dieser Thesen hat den Ausbau einer marxistischen Theorie der Rechtsvergleichung ermöglicht und zugleich eine im Zeichen der friedlichen Koexistenz höfliche offensive Periode eröffnet. Dazu war eine Cäsar in der Theorie der Rechtsvergleichung nötig.

Es wurde in erster Reihe der Ausbau der Theorie der allgemeinen äußeren Rechtsvergleichung vollbracht, indem es klar geworden ist, daß die *gesellschaftlichen Elemente* in der Rechtsvergleichung von erstrangiger Wichtigkeit sind. Er hält 1963 die äußere Rechtsvergleichung noch für weniger wichtig, als die innere, eben weil die Rechtsvergleichung nicht fähig ist zu den gesellschaftlichen Elementen vorzudringen (46/1963); sobald sie dieses Gebiet betritt, ist sie keine vergleichende Rechtswissenschaft mehr, sondern eine Disziplin, die unter anderem auch Rechtsvergleichung handhabt (25/1963). Seine diesbezügliche Meinung ändert sich durch die Erkenntnis, daß die äußere allgemeine Rechtsvergleichung am wertvollsten ist, eben weil sie das gesellschaftliche Element auf der höchsten Stufe der Allgemeinheit, d.i. am meisten theoretisch erfassen kann.

Den anderen Hauptfaktor der Wendung stellt die Änderung seine Anschauung in der Frage der *Methode* dar. Im Jahre 1963 und dann 1971 schreibt er, daß die Rechtsvergleichung im Grunde keine selbständige Wissenschaft ist, weil sie keine theoretische Grundlage hat, sie gründet sich ja auf eine – sehr bedeutende – Methode (29, 31, 73/1963; 80/1971). Die Wendung beginnt auch hier in dem zusammenfassenden Aufsatz vom Jahre 1972. Da stellt er fest, daß die Ansicht, wonach die Rechtsvergleichung keinen Gegenstand habe, irrtümlich ist; die sozialistische Rechtswissenschaft wurde – da sie die Rechtsvergleichung nur als Methode auffaßte – durch den Wunsch geleitet, der Gefahr einer „neutralen Rechtswissenschaft“ entgegenzuwirken. Mit der Entstehung des sozialistischen Rechtssystems wurde die angeführte ursprüngliche Fragestellung

gesellschaftlich überholt (96–97/1972). Die Auffassung der „Nur-Methode“ ist veraltet: in der Rechtsvergleichung werden alle Gesetze und Methoden des Denkens gehandhabt, wenngleich die vergleichende Methode darin vorherrschend ist. Die letztere erscheint unter der materialistischen Dialektik als erste und der historischen, sowie logischen Methode als zweite methodologische Ebene, als eine dritte methodologische Ebene, quasi als eine „methodologische Praktik“, oder Technik (110–112/1972). Aus dieser Rangordnung ist es einerseits offensichtlich, daß hier ein wesentlicher Schritt in der Entwicklung der Theorie getan wurde, andererseits jedoch ist dieser Schritt insofern nur anfänglich, daß die Rechtsvergleichung auf dieser Grundlage nur „ein Mittel“ ist am Wege zur Erkenntnis (113/1972) – die wahre Änderung wird – wie erwähnt – durch die Einbeziehung des gesellschaftlichen Elementes herbeigeführt. Er stellt in einem anderen Aufsatz vom Jahre 1972 schon kategorisch fest, daß die Auffassung als „Nur-Methode“ die Annäherung der allgemeinen Rechtsvergleichung zur Rechtstheorie hemmte (140/1972). Endlich hat er 1974 mit Zajtay übereinstimmend festgestellt, daß die Methode die Funktion des Gegenstandes und das Ziel der wissenschaftlichen Forschung darstellt (228/1974).

12. Obgleich der Aufsatz vom Jahre 1971 – wie im vorhergehenden Punkt erwähnt – noch auf dem prinzipiellen Standpunkt der „Nur-Methode“ steht, bildet er jedoch schon einen Auftakt zum Durchbruch. Imre Szabó legt dar, daß die Inkorporierung der gesellschaftlichen Probleme gewissen Grades die Rechtsvergleichung zu einem Übergang zwischen den allgemeinen und Zweig-Rechtswissenschaften gestalten kann; daß die Rechtsvergleichung eine relativ selbständige Projektion der Rechtstheorie und Rechtszweige darstellt (85/1971). Sie wird zu einer selbständigen Hilfswissenschaft (73–74/1971); diese Feststellung findet er aber schon nach einem Jahr ungenau, da diese Bezeichnung die relative Selbständigkeit nicht ausdrückt (104–105/1972). Jetzt nämlich stellt er nunmehr fest, daß der grundsätzliche Anfangsschritt in der Richtung des Theorie-Werdens erfolgt (90/1972). 1971 betrachtet er die Vergleichung nur als eine Station auf dem Wege der Erkenntnis der rechtlichen Erscheinungen (85/1971). Es erscheint auch schon die erste

Fassung seiner jetzigen Schlußfolgerung: „die relative Selbständigkeit der Rechtsvergleichung steht im verkehrten Verhältnis zu dem theoretisch-abstrakten Gepräge der Rechtswissenschaft“; der abgesonderte Abschnitt der Rechtsvergleichung erblaßt in der allgemeinen Rechtsvergleichung mehr, als in den Zweigvergleichen, die sich mit dem geltenden positiven Recht befassen (85/1971).

Der Aufsatz vom Jahre 1972 überholt, wie wir sehen, die Qualifizierung als Hilfswissenschaft, entfaltet mehr die in dem wissenschaftlichen Charakter der Zweig- und allgemeinen Rechtsvergleichung bestehenden Unterschiede und geht bis dahin, daß er die allgemeine und nach Rechtszweigen durchgeführte Rechtsvergleichung als zwei Extremen innerhalb der grundsätzlichen Einheit betrachtet (126/1972):

a) Die allgemeine Rechtsvergleichung, obwohl sie zugleich äußerlich ist, kann als ein absonderbarer Teil der Rechtstheorie aufgefaßt werden. Wenn sie innerlich ist, kann sie in die Rechtstheorie eingefügt werden (98–99/1972), obgleich die letztere – zufolge ihrer engeren gesellschaftlichen Sphäre – nicht genug tief allgemein und daher in höherem Grade selbständig sein kann, als die erstere (109–110/1972). Sie ist eine Übergangs- oder Interimswissenschaft, keine vollständige Theorie, die vor den grundlegenden Unterschieden des gesellschaftlichen Charakters stillsteht, aus gesellschaftswissenschaftlichem Gesichtspunkt auf der Ebene der Einseitigkeit steckenbleibt, daher eine sehr relative Selbständigkeit besitzt. Die rechtstheoretische Annäherung betreffend nimmt er einen zurückhaltenden Standpunkt ein, sogar äußert er die Meinung, man sollte versuchen zu verhindern, daß sie eine theoretische Tiefe erreiche, wodurch sie in eine einseitige, wissenschaftlich unvollkommene Rechtstheorie überginge. Es ist jedoch wahrscheinlich, daß ihre Auffassung als eine „relativ selbständige Rechtswissenschaft“ früher oder später sich Bahn bricht. Die theoretische Bestimmtheit ihres theoretischen Gepräges, ihrer grundlegenden Annäherungsweise ist auch heute nicht zu leugnen (105, 108, 118/1972).

b) Nachdem es sich bei der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Institutionen um die geltenden positiven Rechte und die Abgrenzung bis zur direkten gesellschaftlichen Funktion

(„die relative Wahrnehmung der Gesellschaftlichkeit“) handelt, stehen die Folgerungen einerseits notwendigerweise auf einer niedrigeren Stufe der Allgemeinheit („sie sind nützlich, wenngleich nicht genügend gründlich“), andererseits kann die Selbständigkeit der Wissenschaft der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Institutionen zur Zeit größer sein, als die der allgemeinen (125–127/1972). Die Schlußfolgerungen des Aufsatzes vom Jahre 1974 sind schließlich: die allgemeine Rechtsvergleichung kann nur ein Sektor der theoretischen Rechtswissenschaften sein: der allgemeinen Rechtstheorie, der Rechtssoziologie oder der Rechtsphilosophie (206/1974), sie ist eine „relativ allgemeine Wissenschaft“ die sich der allgemeinen Rechtstheorie anschließt. Sie geht in ihr nicht auf, weil sie sich auf die Analyse des positiven Rechtes gründet, während die allgemeine Rechtstheorie die abstrakte Allgemeinheit des Rechtes zum Gegenstand hat. Demgegenüber ist es möglich, daß die Rechtsvergleichung nach Rechtsinstitutionen sich in die Wissenschaft des gegebenen Rechtszweiges einbaut, deren organischer Bestandteil wird; „so entsteht die sozialistische Wissenschaft eines Rechtszweiges, als eine auf ein Rechtssystem gebaute, zugleich mehrere Rechtssysteme umfassende Zweig-Rechtswissenschaft“ (234–235/1974).

13. Letzten Endes können wir in Bezug der Qualifizierung der mit wissenschaftlichem Anspruch gepflegten Rechtsvergleichung eine nicht abgeschlossene dreistufige Entwicklung feststellen:

- a) keine Wissenschaft, nur Methode
- b) Wissenschaft, die relativ selbständig ist,
- c) nicht selbständig, sondern in die Theorie des entsprechenden Rechtszweiges eingebaut, die allgemeine Rechtsvergleichung knüpft sich jedoch bloß der Rechtstheorie an und behält ihre relative Selbständigkeit.

Im Zeichen des Mitdenkens werfen wir die Frage auf, ob ein weiterer Schritt zu tun möglich wäre, der die Doppelheit im Punkt c) auf einen Unterschied innerhalb derselben Qualität reduzieren würde – mit besonderer Rücksicht auf die Auffassung von Imre Szabó über die Theorie der Rechtszweige, die die allgemeine Rechtsvergleichung und die Rechtsvergleichung von Rechtszweigen bzw. Rechtsinstitutionen als eine gleichartige Tätigkeit betrachtet, die im Verhältnis des

Ganzen und des Teiles zueinander stehen (89/1972). Der Verfasser selbst stellt fest, daß „die Vergleichung der positiven Rechte des gleichen gegebenen Rechtszweiges an sich der Theorie des Rechtszweiges im wesentlichen gleichfalls *in derselben Weise* beitragen kann, wie die Vergleichung der Gesamtheit der positiven Rechte der Rechtstheorie beiträgt, wobei diese das Wesen bzw. die Gesamtheit des rechtswissenschaftlichen Zweiges nicht erschöpft,“ ((114/1972) – erste Hervorhebung von mir Gy.E.). Unseres Erachtens können wir über die Theorie der Rechtsinstitutionen dasselbe sagen (Eigentumstheorie, Vertragstheorie, Haftungstheorie, die übrigens alle mehrere Rechtszweige umfassen können (Punkt 9)).

Aus diesen Feststellungen scheint die Folgerung sich zu ergeben, daß man die allgemeine und nach Rechtszweigen bzw. Rechtsinstitutionen durchgeführte Rechtsvergleichung *identisch* qualifizieren und die relativen Unterschiede (Umfang der zugrundeliegenden gesellschaftlichen Sphäre und die entsprechende Allgemeinheit der theoretischen Allgemeinheit) *innerhalb* dieser identischen Qualifizierung entfalten müßte. Es ist war, daß daraus eine identische Qualifizierung von solchem Sinne folgen würde, die der Verfasser der allgemeinen Rechtsvergleichung zuschreibt: die Rechtsvergleichung würde den Status der relativ selbständigen Wissenschaft auf jeder Ebene erhalten. Fraglich ist jedoch, ob ein Standpunkt nicht zu verteidigen wäre, wonach jede Ebene der Rechtsvergleichung auf der Stufe der Ebenen mit der entsprechenden rechtswissenschaftlichen Stufe relativ absonderbar vereinigt wird: die allgemeine Rechtsvergleichung wäre ein relativ separierbarer Teil der Rechtstheorie, während die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen ein relativ separierbarer Teil der Theorie des Rechtszweiges, angenommen natürlich, daß die Rechtsvergleichung mit theoretischem Anspruch und nicht nur praktische Ziele verfolgend gepflegt wird.

14. Das stößt nach der Auffassung des Verfassers auf zwei Hindernisse: eines zeigt sich auf dem Gebiet der Einbeziehung des gesellschaftlichen Elementes, das andere in der Unterscheidung zwischen der abstrakten Allgemeinheit des Rechtes und der Verallgemeinerung der positiven Rechte.

a) Ist es z. B. nicht möglich aufzuwerfen, daß die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Rechtsinstitutionen im Vergleich zu der allgemeinen sich nicht nur auf der niedrigeren Ebene der Allgemeinheit, sondern zugleich auch in der reichen Sphäre der *Besonderheit* bewegt, wo das Leben des Abstrakten und Konkreten, des Allgemeinen und Individuellen verflochten organisiert wird? Daß eine Rechtsvergleichung nach Institutionen daher zu Erscheinungen auf sehr hoher Stufe der Allgemeinheit, vor allem zur Gegensätzlichkeit der gesellschaftlichen Systeme führen kann? Der Verfasser ist z. B. der Meinung, daß die ganze gesellschaftliche Grundlage der Vergleichung von Rechtszweigen die direkte gesellschaftliche Funktion der Rechtsinstitution ist, die einerseits „nur nützliche, jedoch nicht genug gründliche“ theoretische Folgerungen gestattet; nur mit anderen Annäherungsmethoden kann man auch selbständig stichhaltige Folgerungen ziehen. Es ist aber aufzuwerfen, ob die Sphäre der *Besonderheit* nicht mehr gestattet. Die direkte gesellschaftliche Funktion des Vertrages ist z. B. im Sozialismus der Dienst des Volkswirtschaftsplanes unter den Verhältnissen der erhalten gebliebenen Warenproduktion, im Kapitalismus die Profitmaximalisierung des Marktes unter den Verhältnissen der Warenproduktion. Sind wir nicht schon am Anfang beim Gegensatz von Plan- und Marktwirtschaft? Führt nicht die Rechtsvergleichung selbst auf diesem Wege bis zum Gegensatz vom Gesellschafts- und Privateigentum, quasi auf einem Weg der vertragstheoretischen Folgerung? Nachdem die allgemeinen Gesetzmäßigkeiten des Rechts sich in den Rechtsinstitutionen gleichfalls offenbaren, sind diese Gesetzmäßigkeiten auch von der Vergleichung der Rechtsinstitutionen herauszulesen, wenngleich auf nicht auf so breiten Grundlagen, wie es durch die allgemeine Rechtsvergleichung möglich ist. Wenn die Rechtstheorie und die Theorie des Rechtszweiges von demselben Gepräge sind, scheint dies möglich zu sein, und in diesem Falle gibt es nur einen Stufenunterschied zwischen den Wissenschaften der allgemeinen Rechtsvergleichung und der Vergleichung von Rechtszweigen; die beiden sind das Wesen betrachtet in demselben Verhältnistyp mit der Rechtstheorie bzw. der Zweigtheorie.

b) Der Standpunkt von Imre Szabó gründet sich darauf, daß die Rechtstheorie die abstrakte

Allgemeinheit des Rechtes zum Gegenstand hat, die Zweigtheorie einen positiv-rechtlichen Rechtszweig. Die sich immer mit positiven Rechten befassende Rechtsvergleichung – die allgemeine Rechtsvergleichung – kann sich zur ersten nicht emporheben, ohne daß sie aufhören würde eine Rechtsvergleichung zu sein. Mit der letzteren – der Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen oder Rechtsinstitutionen – kann sie jedoch sich vereinigen, weil beide irgendeinen Zweig oder eine Institution des positiven Rechtes zum Gegenstand haben. Hier kann gleichfalls aufgeworfen werden, daß es sich nicht um eine Cäsar handelt, sondern nur um eine Abweichung der Stufe oder des Umfangs. Letzten Endes hat auch die Rechtstheorie eine Wurzel in den positiven Rechten. Was aber die Zweigtheorie betrifft, kann auch diese sich auf die Ebene der abstrakten Allgemeinheit des Rechtszweiges oder der Rechtsinstitution erheben. Die Proportionen sind wohl nach den bisherigen Erfahrungen verschieden: die allgemeine Rechtstheorie trennt sich stärker von den positiven Rechten, als die Rechtstheorie der Rechtszweige oder Rechtsinstitutionen, das ist jedoch nur ein Stufenunterschied. Was aber die Rechtsvergleichung betrifft, haben wir erwähnt, daß ein gerader Weg grundsätzlich auch von dort zu den Schlußfolgerungen führen kann.

15. Der Unterschied der Ansichten ist äußerst gering und kann vielleicht als ein Beitrag zur Richtigkeit der These „das Sein bestimmt das Bewußtsein“ aufgefaßt werden. Wir stimmen in der wissenschaftlichen Beschaffenheit und relativen Absonderbarkeit der Rechtsvergleichung überein. Die Frage ist nur, ob diese Absonderung der Rechtstheorie gegenüber erfolgt, oder eine Absonderung innerhalb der Rechtstheorie im Falle der allgemeinen Rechtsvergleichung darstellt. Darin stimmen wir gleichfalls überein, daß die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen und Institutionen eine Absonderung innerhalb der Theorie des zweiges oder der Institution wurde oder wird.

Wir werfen also wieder auf: ist die allgemeine Rechtsvergleichung nicht als ein absonderbarer Teil der allgemeinen Rechtstheorie aufzufassen? Ist es nicht zu behaupten, daß sowohl die allgemeine Rechtsvergleichung wie die Rechtsvergleichung nach Rechtszweigen oder Rechtsinstitutionen verhältnismäßig absonderbare Teile der allge-

meinen bzw. Zweig- und Institutionsrechtstheorie darstellen; sind die bestehenden Unterschiede nicht als Unterschiede *innerhalb* dieser aufzufassen? In diesem Fall würde der Entwicklungsgang von der „Nur-Methode“ über die relativ abgesonderte Wissenschaft bis zum Einbau in die Theorie entsprechender Ebene zur Zeit eine vollendete Entwicklungslinie bilden. Das ist natürlich kein Argument für die hier dargelegte Auffassung, diese Vollendetheit ist ja, wenn sie nicht genügend begründet wird, wertlos.

16. Der Studienband von Imre Szabó beinhaltet außerdem noch viel anderes. Die Abhandlungen „Rechtstheorie und vergleichendes Recht“, „Vergleichendes Recht und die Menschenrechte“, sowie „Die sozialistischen Verfassungen und die staatsbürgerlichen Rechte“ gehören nicht in unsere Kompetenz, so befassen wir uns mit diesen nicht. Ebenso haben wir die Abhandlung „Die Rolle des Sowjetrechtes in der Entstehung und Entwicklung des ungarischen volksdemokratischen Rechtes“ außer Acht gelassen; wir waren bestrebt auf die Theorie der Rechtsvergleichung zu konzentrieren. Der Verfasser macht desweiteren eine Anzahl sehr beachtenswerter Feststellungen in den Fragen außer der Rechtsvergleichung, wie z.B. das Naturrecht und Positivismus, Geschichte der Wissenschaften der Rechtszweige, Theorie der Rechtszweige, Fehler aus der Verwechslung der rechtswissenschaftlichen Ebenen, in den Fragen der Rechtsanwendung und Rechtsvereinheitlichung.

17. Wir glauben kaum, daß eine allgemeine Würdigung nach alldem noch nötig wäre. Der diese Zeilen gelesen und natürlich noch mehr der das hier erörterte Buch studiert hat, zieht selber die Folgerung: Imre Szabó hat zu einem Zeitpunkt, wo die gesellschaftliche Wichtigkeit dessen reif wurde, die umfassende und in ihren Einzelheiten weitgehend ausgearbeitete marxistische Theorie der Rechtsvergleichung – deren Begriffsapparat, System, innere Beziehungen – fast aus dem Nichts erschaffen. Seit mehr als einem Jahrzehnt verfeinert er diese und feilt daran. Er hat keine Theorie geschaffen, die mit ihrer Vollkommenheit sich brüstet, sondern eine solche, die sich den Änderungen der gesellschaftlich-wirtschaftlichen und politisch-rechtlichen Verhältnisse anpassen kann, jedoch über feste Rahmen verfügt.

Kann man mehr wünschen?

GY. EÖRSI

Responsabilité contractuelle du fait d'autrui*

I. L'ouvrage fournit de beaucoup plus que le titre ne le promet. Nous croyons pouvoir affirmer que plus de la moitié de l'étendue traite de la responsabilité d'autrui devant le débiteur et devant le créancier.

Malgré la nouveauté de la dénomination, il ne s'agit pas d'une nouveauté socialiste quelconque, néanmoins l'auteur voit la différence entre le sous-contractant existant également dans le système capitaliste, indissoluble comme notion et le sous-contractant jouant un rôle bien important dans le système socialiste, dans le fait que c'est dans ce dernier système que la coopération systématique (planifiée) prend vraiment de l'extension dans l'exécution de opérations économiques, notamment sous la direction de l'État et avec l'organisation de la division du travail.

II. Après une courte introduction de l'ouvrage viennent deux chapitres qui peuvent être estimés conjointement comme une base théorique et historique. En connaissance de ceci, le lecteur reçoit, à son tour, comme naturelle la répartition matérielle des deux chapitres exposant les problèmes de fond de l'ouvrage. Le premier chapitre analyse la mise en cause des tiers personnes et la responsabilité assumée d'elles, le dernier exécute d'une manière exceptionnellement suggestive l'intégration de cette responsabilité dans le système de responsabilité contractuelle. Le captivant du chapitre final c'est qu'il ne nous fournit pas le résumé des résultats déjà trouvés, mais l'auteur a gardé encore pour ce chapitre aussi des nouveautés à dire, en présentant ici, en particulier, les données économiques, en évitant très justement de les intercaler parmi les explications juridiques.

Dans la suite de la composition de l'ouvrage – et il en est ainsi non seulement dans le cas des premiers deux chapitres – l'auteur part le plus souvent de certaines thèses de principe de droit civil appelées à se faire valoir en généralité, constituant également sujet de discussion, en s'élevant toujours à la hauteur de la théorie du droit, notamment en résumant à fond le rôle littéraire joué de celles-ci dans les différents États. Il se propose pour but de présenter la transforma-

tion de ces thèses dans le système économique socialiste, dans le cas où une telle transformation a eu lieu, ou bien l'adaptation de l'application de celles-ci au système socialiste, dans le cas où une telle transformation à fond n'est pas intervenue. En guise de «nouveau», en tant que de type, l'ouvrage est dominé par le désir, voire par l'exigence de la coopération socialiste.

III. Dans le cadre du rappel d'histoire (chapitre II), au cours du rappel du développement du droit français, l'auteur s'efforce de présenter l'origine du principe de la responsabilité délictuelle. Tandis que la pratique et la science juridiques françaises partent sous plusieurs autres rapports de principes généraux là aussi où l'allemand se méfie de déborder le cadre de la loi qui se voit ferme, dans le monde français a pu devenir sujet d'une discussion sérieuse de savoir si la formule de la responsabilité pour le sous-entrepreneur possède une règle générale. (La prise de position négative de Rodière, p. 27). Au cours de l'exposition du développement du droit allemand, apparaît presque surprenante, dans une décision de l'année 1920, l'exclusion, par la pratique, du fournisseur du vendeur, des rangs des sous-contractants.

Dans l'ouvrage entier je trouve l'un des passages les plus intéressants, riches en idées, la mise à jour des causes économiques escamotées, presque dissimulées dans la littérature capitaliste, causes qui se reflètent dans les règles ayant trait à la responsabilité contractuelle du fait d'autrui. Tunc relève le but préventif, Esser l'insuffisance de la responsabilité réduite, dans la sphère de la production usinière, à la culpabilité personnelle, pendant que la division sociale du travail et l'intégration systématique de l'activité des producteurs restent en arrière-plan.

En opposant la responsabilité pour le sous-contractant à la responsabilité pour l'employé, l'auteur juge que cette dernière perd beaucoup de son importance dans l'économie socialiste. Il explique cependant ce fait par cela qui nous considérons les actes des employés des entreprises, en tant que personnes morales – comme des actes directs de la personne morale et de cette manière il

* HARMATHY, A.: *Felelősség a közreműködőért*. Budapest, Közg. és Jogi Könyvtiadó, 1974. 331 p.

n'y a pas besoin d'intercaler la responsabilité pour l'employé en tant qu'autrui.

Deux questions de délimitation se présentent encore très intéressantes dans l'exposé de l'auteur: la responsabilité du sous-contractant pour le préjudice causé en dehors du contrat (violation de l'intérêt nommé de «sauvegarde.» du créancier) et la séparation de la règle de la responsabilité pour le mandataire. Dans ces questions, l'auteur parcourt d'une manière très intéressante les variations des travaux préparatoires du Code civil hongrois dès le projet de l'année 1900 jusqu'au texte nommé «de la commission» de l'année 1915, ne laissant pas de côté non plus la décision No 84 prise par le plénum de la Cour suprême, décision née parmi d'orageuses discussions littéraires dans la question de la responsabilité sans faute. Le rappel d'histoire juridique était en tous cas bien à propos, parce qu'en 1952 le Collège de principe de la Cour Suprême a abouti, par le maintien en vigueur du texte modifié de cette décision, à la solution appliquée par le Code civil.

De toute façon, il convient de mettre en évidence, de concert avec l'auteur, que les dispositions de l'art. 315 du Code civil ne constituent pas une règle indépendante. «L'utilisation» d'autrui est le résultat d'un contrat conclu avec celui-ci, par rapport au type et au contenu duquel, la question de la responsabilité peut arriver à côté de la personne utilisée à différentes solutions. Il suffit à renvoyer au fait que dans le cas du contrat d'entreprise le contrat de sous-entreprise constitue un cas typique, alors que dans le cas du mandat la remise de l'exécution à autrui est atypique. Si celui-ci a eu le droit de recourir aux services d'un tiers, la responsabilité basée sur l'art. 315 se réduit au cas de culpa in eligendo aut inspiciendo, s'il n'a pas eu le droit, la responsabilité du mandant dépasse même l'art. 315. Il nous faut encore penser en outre également au cas du gérant d'affaire.

Mais, cette bigarrure à quoi sert-elle? L'auteur met très nettement sur le tapis la question en ce qui concerne la raison d'être de la bifurcation. Après avoir analysé nombreux cas pratiques intéressants, l'auteur arrive à l'un des résultats importants de son ouvrage: «L'abandon du principe de la dépendance et de l'exigence de la faute personnelle, la mise sur les bases identiques de la responsabilité du fait du sous-contractant et de celle du fait du

mandataire constituent la solution adéquate». D'autre part, dans la question de la responsabilité pour le préjudice causé au cours de l'exécution il trouverait pertinente une telle règle modifiée de la responsabilité pour le mandataire qui engloberait toutes les personnes procédant dans l'intérêt du mandant, si ce dernier peut en général influencer leur attitude par instructions et contrôle.

Le dernier point du chapitre II s'occupe de la discussion sortie à propos de la qualification de type indépendant du contrat nommé de coopération, discussion déroulée avec véhémence dans la littérature de l'Union Soviétique. En conséquence de la réforme de la direction de l'économie, les opinions montrent également dans d'autres pays socialistes des variations intéressantes, les plus spectaculaires, peut-être, dans la R.D.A. Je dois être d'accord, en jugeant du passé de pareilles questions de type, avec la prise de position de l'auteur, suivant laquelle il n'est pas nécessaire d'établir d'une manière théorique un type indépendant, pour le développement juste de la formation différente du contenu des contrats.

IV. C'est le chapitre III qui approfondit à proprement parler le problème de la responsabilité contractuelle du fait d'autrui en traitant les modalités de la mise en œuvre de cette responsabilité, y s'attachant la possibilité de l'action directe du créancier contre le tiers.

La question de fond est de savoir si les obligations produisent de l'effet sur le tiers aussi, et en cas affirmatif, quels sont les cadres de cela. Dans son analyse, l'auteur part de la manifestation nette du Code français pour la relativité et observe d'une manière juste que la doctrine bipersonnelle des obligations ne se développe que dans le XX^{ème} siècle de la manière qu'elle voit inévitable de ne pas prendre connaissance de certains rapports entre les contrats et les tierces personnes. Le défaut de la publicité des droits d'obligation et celui de la possibilité de la reconnaissance de ceux-ci, par tous, à l'opposé des droits réels, constituent l'obstacle le plus sérieux de l'application direct du droit contre l'intervenant. Bien sûr, l'auteur parvient ici aussi au problème irrésolu de la responsabilité directe du producteur, problème déjà effleuré antérieurement aussi, lequel a soulevé de grands débats en conséquence du volume tragiquement grand de l'affaire Contergan bien connue. L'auteur ne peut pas fournir non plus une

solution définitive à cette question ni après l'étude d'Emilia Weiss qui a traité le plus foncièrement cette question dans la littérature hongroise. L'auteur se contente de mettre en lumière le chemin du développement. Il soulève la question de savoir s'il n'y avait pas indiqué d'insérer aussi une règle de responsabilité en plus pour les cas du défaut de la faute.

Il n'est pas facilement résoluble non plus l'autre question préalable soulevée par l'auteur, notamment de savoir qui peut être considéré comme producteur que nous voulons justement obliger à la réparation du préjudice devant le consommateur. L'auteur évite de répondre à la question, en disant: «la question qui nous intéresse c'est précisément de savoir comment la responsabilité se forme dans les rapports entre les producteurs».

V. Le processus de la dissolution de la délimitation des rapports de droit de structure absolue et relative – jadis ayant une précision presque dogmatique – est parcouru par l'auteur sur la base d'un riche matériel littéraire.

Nous voyons le résultat des explications de l'auteur dans cela que – bien qu'on ne puisse pas maintenir le point de vue qu'à l'égard d'un rapport contractuel intervenu entre les autres, la tierce personne n'aurait aucune attitude obligatoire, néanmoins «les règles spéciales de la responsabilité contractuelle perdrirent le sens si dans le cas de la survenance du préjudice on les pouvait à bon droit mettre à côté et considérer les règles de la responsabilité délictuelle comme applicable».

Je ne veux pas entrer en discussion avec l'observation de l'auteur que dans la jurisprudence ne se fait valoir la tendance favorisant la base délictuelle, toutefois je trouve très logique l'établissement d'Eörsi que l'état trop limité des règles portant sur l'accomplissement défectueux mène les tribunaux vers le choix du chemin délictuel.

VI. Après avoir présenté presque d'une manière dramatique la lutte des fondements délictuels et contractuels, l'auteur limite de chapitre de l'exposé de fond (chapitre II de l'ouvrage entier) aux problèmes de la responsabilité contractuelle.

Voilà les trois questions délicates qu'il se propose et résout: a) conciliabilité de la responsabilité du fait d'autrui avec le principe fondamental de la responsabilité contractuelle; b) délimitation des genres de rupture du contrat où la responsabi-

lité du fait du sous-contractant peut être mise en cause; c) question de savoir s'il existe la possibilité de la défense en présence dans la situation grave et inéquitable provoquée par le recours contre le tiers et quels en sont les moyens.

En connexion avec la première question, c'est le problème de la rupture du contrat causée par le créancier qui avance au premier plan de l'examen, s'y attachant les thèses de Grossschmid concernant le retard excusé. Parmi celles-ci, l'auteur trouve significatif le renvoi au fait que dans le cas de la rupture du contrat il s'agit aussi de quelque chose de différent que simplement du résultat contraire au contrat.

Je connais des tentatives antérieures, pour la plupart sans résultat, restée même inédites, qui ont essayé l'élucidation scientifique de la question de savoir si le créancier est le maître de l'affaire, qui n'est pas tenu d'accepter et collaborer, mais par l'omission de ceci il cause tout au plus de préjudice à soi-même. L'auteur en s'attachant au résultat d'Asztalos, résultat approché aussi par d'autres, établit que la théorie et la création de droit socialistes ont qualifié l'attitude mentionnée du créancier d'injuste. Toutefois il ne trouve pas encore élucidées les conséquences qui doivent être transmises au créancier violateur du contrat.

Dans l'intérêt de l'image d'ensemble il convient encore de relever l'établissement du fait que dans le cas où c'est l'acte d'une tierce personne qui a provoqué la situation contraire au contrat, dont la responsabilité ne charge pas les parties contractantes ou – ce qui tombe sous la même considération – c'est un événement naturel qui en constitue la cause, les conséquences de la rupture du contrat intervenue seront supportées par les parties contractantes ou l'une de celles-ci aux conditions de la charge des risques.

VII. Dans la question de l'exécution défectueuse, l'ouvrage remonte aux causes qui ont provoqué l'edictum d'Aedilis. Dans l'exposé du développement du droit et les cadres de la comparaison du droit s'enchaîne d'une manière harmonieuse l'exposition des commentaires faites par Emilia Weiss qui traite d'une façon approfondie les conséquences s'attachant suivant le droit hongrois au défaut de l'équilibre de l'onérosité. L'auteur se réfère à l'une des conséquences probables de la garantie, notamment à *actio quanti minoris*, précisément par rapport à la question de l'équilibre des

prestations réciproques contractuelle. Emilia Weiss démontre que le défaut de l'équilibre, tout seul, n'a pas eu nulle part – dans les droits des États socialistes non plus – des conséquences aussi graves que la contestabilité réglementée par l'alinéa (2) de l'art. 201 du Code civil. A ce sujet il convient encore d'observer que la décision de principe No 9 de la Cour Suprême, l'antécédent direct du Code civil, a imprimé à cette règle un caractère presque d'ordre public. Il semble que se généralise l'opinion que dans la solution hongroise les conséquences soient surdimensionnées.

Au sujet de l'exécution défectueuse, l'auteur cherche également la règle particulière relative à la rupture du contrat imputable au créancier.

Par opposition à la manière de voir, considérée comme dominante dans la littérature, qui a fait outre mesure prévaloir la prévention comme but de la responsabilité de droit civil, l'auteur met en évidence – presque en guise d'avertissement – le caractère mixte.

Dans ce champs d'investigations, la question probablement le plus difficilement résoluble – et pour le moment ouverte – c'est celle du moindre défaut de la pièce de change ayant relativement une moindre valeur, pièce fabriquée par le tiers et montée par la partie contractante directe dans un sous-ensemble livré au commandant. Un tel défaut, en conséquence de la réaction défavorable à certaines conditions atmosphériques particulières, causé par la pièce défectueuse, peut entraîner la chute de l'avion et des dommages-intérêts de chiffres astronomiques au profit des personnes à charge des victimes.

Il est presque naturel que l'auteur arrive à la pensée de la limitation des dommages-intérêts; de même qu'au cours du développement du trafic ferroviaire allemand y sont arrivées la loi *Haftpflicht-Gesetz* allemande et les autres règles de droit ayant un caractère similaire qui en suivent la voie. On pourrait tenir séparément les règles de la responsabilité du voiturier, à l'égard du mélange desquelles avec les règles relatives au sous-contractants l'auteur proteste à juste raison.

Dans le droit hongrois, l'alinéa (2) de l'art. 339 offre la possibilité générale ouverte à la limitation de la mesure de la réparation du préjudice. Je trouve cependant, dans la sphère de la responsabilité du fait d'autrui, la solution basée sur les circonstances dignes d'une considération particu-

lière – une voie impropre, parce qu'on ne doit pas perdre de vue justement l'enchaînement des contrats, par contre, la prise de position sur la base de l'équité entraîne chaînon par chaînon des solutions différentes. On pourrait, peut-être, éviter cette difficulté, si nous extrayions de l'enchaînement entier le chaînon qui constitue le vrai lieu de l'apparition des causes de préjudice et si nous décidions sous ce seul rapport de droit sur la mesure de l'indemnité, en appliquant éventuellement l'équité aussi. Bien sûr, il faudrait compter avec l'éventualité que précisément ce sont les intéressés solvables qui s'élimineraient au détriment du créancier.

La solution de l'auteur ne laisse pas de grand terrain aux conditions de vie des intéressés, fait qui estompe, en effet, les scrupules mentionnées tout à l'heure, mais il fait plutôt fondement sur la question de savoir à quels cas les parties ont pu compté d'avance. Or, de cette manière c'est « la probabilité » qui reçoit un rôle pas précisément désirable. L'auteur s'efforce à nouveau de corriger cela, en édifiant la prévisibilité sur des éléments partie subjectifs, partie objectifs.

VIII. Le chapitre final présente d'un riche coloris les rapports de coopération existants dans la vie économique hongroise, en les englobant en huit tableaux partant de différents points de vue. Ces tableaux sont très instructifs et ainsi ils disent au lecteur de beaucoup plus comme si l'auteur aurait dispersé leur contenu dans le cadre des explications juridiques.

A cet endroit intervient l'appréciation de l'auteur sur la forme, déjà effleurée, du contrat de commission de commerce extérieur en connexité avec la pratique de la Chambre Économique de la Cour Suprême.

Le défaut de la conformité dans le contrat conclu par l'entreprise de commerce extérieur avec le partenaire intérieur et celui extérieur a souvent conduit à des conflits parmi les intéressés intérieurs. Dans le but de l'élimination des conflits et pour sauvegarder la conformité, j'ai trouvé moi-même aussi convenable la forme de la commission, voire j'ai proposé, en effet, plus d'une fois la recreation, aux fins modernes, de la forme de la gestion d'affaire, latente. Par malheur, la lutte des intérêts de groupes parmi les entreprises de commerce extérieur et d'autres a abouti à autre chose que la commission véritable, fait observé,

bien entendu, par l'auteur aussi, bien qu'il s'abs-
tienne, fort bien, d'exclure, sous certains rapports,
du rangs des tiers l'entreprise de commerce exté-
rieur et sous autre rapport le partenaire extérieur
de celle-ci.

Par la suite, nous recevons encore en guise de
nouveau l'éclaircissement de la formation mixte,
où une faute quelconque pèse également sur la
partie contractante elle-même. L'auteur voit la
possibilité d'une solution partielle (répartition des
dommages) sur cette base, dans la cas où la partie
contractante ne s'est pas rendue coupable d'autre
omission outre la communication de l'empêche-
ment, ou bien dans l'hypothèse où l'on peut établir

d'une manière sélectée la partie de la rupture du
contrat qui est en rapport direct exclusivement
avec la rupture du contrat du tiers. Je ne crois pas
qu'une telle matérialité des faits aggravent très
souvent la solution des cas.

IX. Attila Harmathy fournit non pas l'élabo-
ration d'une tranche s'attachant à un petit angle de
la sphère puissante du droit civil socialiste. Ce sont
le domaine principal du droit civil, le droit du
contrat et le droit de la responsabilité qui se sont
enrichis d'un ouvrage multilatéral, de grande
valeur qui a également contribué au développe-
ment de la théorie du droit.

E. NIZSALOVSKY

Varia

Comparative law – international scientific co-operation

(Report on international conferences held in 1975)

It is of high significance in our days to ensure that research work should not be carried out in a separated way; on the contrary, co-operation has to be established among research workers, not only inside their state of residence but on international scale as well. Comparative law has been one of the important fields in which international scientific co-operation has been taking shape. The help given to the clarification of the substance of phenomena in the field of legal research work by comparative methods has been commonly known but the investigation of approaches to the solution of legal problems in foreign countries requires direct relations, and personal links are thus needed among research workers residing in various countries.

The Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences has been making efforts in this respect long since, with a view to establish the closest possible contacts with the research institutes and university lecturers of the socialist countries, on the one hand, and to set up co-operation with the relevant research institutes of some non-socialist countries as well, on the other hand, within the frames of the existing inter-state scientific and cultural agreements. The said efforts resulted in several marks and achievements in the field of both comparative law and the various branches of law. As it is beyond our task to give a comprehensive report on this matter, the following survey will be limited to the principal international conferences held in 1975, organized by, or obtained contribution from, the research staff of the Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences.

Four conferences worth of mentioning were held in 1975; an international conference at Budapest on socialist comparative law, an American-Hungarian and a British-Hungarian conference on legal theory, and the French-Hungarian jurists' days. As for the latter meeting, a special report was compiled on it, thus the following review will only cover the three conferences mentioned above.

1) Research work in the field of comparative law has been put into the foreground of the activity of the Institute long since. An international conference, with *socialist comparative law* as its subject-matter, was held again at Budapest in December, 1975. Research workers of the socialist states, engaged in this range of problems, were invited by the Institute to participate in its work.

The agenda of the conference comprised three points i.e. the substance of socialist comparative law, the place of socialist comparative law within the field of general comparative law, and unification and harmonization of law within the frame of socialist economic integration. Short theses served as basis of the work of the conference, prepared by Imre Szabó (point a.), Zoltán Péteri (point b.), and Attila Harmathy (point c.), respectively.

a.) In his theses presented on the substance of socialist comparative law, Imre Szabó made it clear that the former homogeneity of comparative law ceased to exist with the formation of the socialist states, and the comparison of the law of countries of different social systems, called by him as external comparison of law, got separated from the comparison of the law of countries with the same social system, termed by him as internal comparison of law. As he emphasized, time was ripe to

establish the independence of socialist comparison of law and to elaborate its principal theoretical theses. In his view, the task of the more and more independent socialist comparison of law was to give help to the socialist countries in respect of the easier adoption of their experiences in the field of law, to co-ordinate the different rhythms of legal development, and to bring into harmony the principal features of the socialist legal systems.

Two fundamental theses of socialist comparison of law were exposed. As regards the first, the identical economic-social basis of the socialist countries and the collective ownership of the means of production in them were named as fundaments of the unity of this branch of comparative law, being on the way of separation. In his second thesis Professor Szabó made hints to the circumstance, however, that differences presented themselves between the socialist systems of law. The identical bases of the law of the socialist countries were investigated already by legal theory thoroughly but the investigation of the factors that led to differences was not a clarified point as yet. In view of this, a prominent place was reserved to the problem of the said differences in the theses. Reference was made thus to the following factors resulting in differences presenting themselves in the legal systems; the differences existing between the economic system and structure of the individual countries, the specific features of the political systems, the given conditions of the transitional period from capitalism to the phase for which the laying down of the foundations of socialism has been declared as a target to be attained, the different degrees of social development, the characteristics manifesting themselves in the historical period of the establishment of socialist law, and the differences presenting themselves in the contemporary development of the legal system, e. g. in the rhythm of codification, in the role of the courts. It has been an important part of socialist comparative law to reveal all the said differences and to make a thorough fact-finding work, in order to prepare and facilitate a forthcoming development.

In the closing part of his theses, I. Szabó pointed to the circumstances that the phase of divergences has to be regarded as overcome in the development of the legal systems of the socialist countries, i. e. the period of tinged generalizations (in various fields at different degrees) has been

attained. The socialist comparative law, revealing existing differences and facilitating harmonization, has an important role in this frame.

b.) In the theses entitled "The place of socialist comparative law in general comparative law" Zoltán Péteri treated first and foremost the characteristics and tasks of socialist comparative law. He drew attention to the point that, in relation to the comparison of the legal systems of countries with different social systems, higher requirements are raised by socialist comparative law but broader possibilities are ensured by it at the same time. The higher requirements appear in the field of both practice and theory. From the point of view of practice, it is particularly important to be got acquainted with the legal systems of the other socialist countries. The so called applied comparative law plays thus an equally important role in the field of law-making, the application of law, and international economic relations. As for theoretical work, the particular significance of socialist comparative law is principally manifested in respect of scientific cognition and the revealing of substantial criteria and relationships. As a consequence of the fact that the legal systems of the socialist countries form part of the same type of law, there have been broad possibilities for a thorough examination of similarities and differences, and examinations of this kind render a valuable help for the elaboration of the fundamental principles of the individual branches of law.

As it is emphasized in the theses, the possibilities for the elaboration of the fundamental conceptions of comparative law increase considerably in the frame of socialist comparative law. The elaboration of the conceptions in question involves the problem of the ways and means in which the conceptions laid down in the frame of socialist comparative law will fit in the traditional system of conceptions of the general comparative law. A particular emphasis is laid in the theses to the idea according to which both the range and the significance of the ways and methods of scientific approach aiming at the investigation of the substance of legal phenomena is increasing in the field of socialist comparative law. This extension means that the sociological methods needed for the examination of the social role and enforcement of law are applicable in a broad range. Besides, comparison based on the investigation of reality

behind legal regulation and of the actual enforcement of law is regarded in Z. Péteri's theses as one of the most important topic of socialist comparative law.

c.) The third problem treated by the conference concerned the unification and harmonization of laws being on the way of development in the frame of socialist economic integration. The starting point of the theses relating to this problem, prepared by the author of the present review, was the circumstance that the problems of the unification and harmonization of laws have not been dealt with intensively in the socialist legal literature whereby the whole group of problems was not clarified satisfactorily. Consequently, attention has to be directed to the fundamental problems. The elaboration of legal problems requires to be acquainted with the substance of the phenomenon being examined. In the given case this means the analysis of the development of the socialist states. In this respect the principal statements, regarded as generally accepted in the non-legal literature on socialist economic integration are outlined in the theses.

As it is stated in the literature referred to above, the main tendency in the 25-year development of the socialist states was the approach to each other and the intensification of co-operation between them. Apart from the achievements already attained, the important differences existing in the level of development of the socialist countries are to be taken into account even in the present period. The differences are diminishing slowly and the process of approach is advancing but it will be realized only gradually, over a long historical way.

The common feature of socialist legal development are treated in the legal literature with a deep attention. The problems of the unification and the harmonization of laws used to be considered much simpler after World War II than they were actually. Later on, it had to be recognized, however, that they had to be fitted to a historical process. As a result of the said recognition, a double-type movement started to take shape in the field of law. A strengthening of the common features could be observed in the institutions of fundamental importance of the legal system, on the one hand, and efforts were made in the field of legal work within the frames of the CMEA, on the

other hand, aiming at the elaboration of common substantive rules in the widest possible range of economic relations. The two lines of the double-type development mentioned above have been separated from each other, and the fact of making steps in both directions has been less conscious. As a consequence of this, the necessity of the connection of both methods concerned has been less born in mind. The fundamental principles are also unclarified as yet. As for the unification of law, divergent views have been expressed also in the literature. The author of the report shared the view according to which the concept of the unification of law comprises both the working out of substantive rules by means of international conventions and the target to give a uniform content to the internal rules of the individual countries related to integration.

According to a view generally accepted in the legal literature, the setting up of institutions of identical character and the harmonization of the legal rules has been a fundamental tendency in the development of the internal statutes of the socialist countries. Apart from the said approach, the comparison of the internal statutes shows considerable differences, and the basis of this is to be found in the differences of the level of development of the socialist countries, on the one hand, and the relevant historical antecedents, on the other hand. The approach of the legal rules to each other is taking place in different rhythms in the various branches of law, and there have been differences between the individual legal institutions within the specific branches of law as well. In view of the above-said, a co-ordinated investigation was proposed in the presented theses, in order to put down the fields in which the preparation of new international conventions seems to be necessary, to make clear the identities and differences within the internal legal rules related to economic integration, to reveal the factors from which the differences in question result, and to explore the possibilities that are open for the harmonization of the rules.

d.) A vivid debate developed on the basis of the theses, and the principal statements were discussed thoroughly. Messrs. Bianchi, Petrukhin, Rybicki, Seiffert, Tikhomirov, Zlatescu, Eörsi, Kálmán, Lontai, Mádl, Nizsalovszky, Szász, Szászy, and Trócsányi took part in the debate.

2.) The Parker School of Foreign and Comparative Law, working within the frame of the Columbia University of New York, organized a conference in May, 1975, and a delegation of Hungarian lawyers was invited to take part in it. The conference took place in two phases. The participants of the first section were university professors from the United States, teaching international law, private international law, and comparative law. The programme of the conference comprised problems bearing upon the teaching of the said disciplines and the recent achievements of investigations. As a rule, four to five short lectures, giving a summary of theses, were delivered concerning the individual subject-matters, and the lectures were followed by a debate. As regards Hungarian lecturers, L. Réczei spoke on the teaching of international law, and Z. Péteri presented his theses on the teaching of comparative law.

The American-Hungarian conference on legal theory took place in the second part of the meeting. With a limited number of participants, the conference had the character of a round-table meeting. It was presided over by Arthur Taylor von Mehren, and S. Macaulay, I. R. MacNeil, D. Trubek, H. J. Berman, A. Farnsworth, and R. M. Unger took part in it for the American party, while Hungary was represented by Gy. Eörsi, A. Harmathy, Z. Péteri, L. Réczei, and I. Szász.

The subject-matters of the second part of the conference were put down by the Hungarian and the American party beforehand. The summaries of the problems to be discussed were co-ordinated in advance by the delegations, and then reports were prepared on the basis of the individual groups of subject-matters.

In compliance with the agreement referred to above, four groups of subject-matters were discussed in the course of the conference. The first group concerned negotiation, and the problems concerning the mechanism of the conclusion of contracts, the liberty and obligation of concluding a contract, and legal rules determining the content of a contract were put into the foreground. Under the title of "Allocation and Adjustment of Risks", the second group of subject-matters comprised a very broad field. The problems dealt with concerned first and foremost mistake and breach of contracts. The third group of subject-matters contained also complex problems, i. e. the function

of the remedies for breach of contracts, and the ways of the solution of disputes (the role of arbitration, the efficiency of carrying on lawsuits) were discussed. Problems bearing upon long-term contracts were dealt with in the fourth group of subject-matters, including those relating to the effect of substantial changes to contracts, occurred after the date of the conclusion of the contract, and to the established ways and means concerning the maintenance and termination of contracts.

S. Macaulay prepared a report to the first and third group of subject-matters from the American part, while the report to the fourth point was presented by I. R. MacNeil. Furthermore, an essay entitled "Notes on the comparative study of processes of handling disputes between economic enterprises", written by D. Trubek and S. Macaulay was submitted for discussion. The reports reflected a modern bourgeois conception of contracts, with a definitely pragmatic and sociological background, instead of regarding the analysis of precedents as principal task, in the way usual in common law. As for the contributions of the Hungarian party, Gy. Eörsi presented an introduction with a general survey as well as a report to the second and third group of subject-matters, while A. Harmathy prepared a report to the first and fourth group of subject-matters. Furthermore, an essay by I. Szász, entitled "Long-term contractual relations within the CMEA", and an other one, by Gy. Eörsi, dealing with the established way of the regulation of remedies in the socialist countries, were also presented as papers to be discussed by the conference.

The individual reports prepared for the various groups of subject-matters reflected the intention to give the clearest possible image of the fundamental principles and the ways of enforcement of the legal regulation of the country concerned for the other partner, accustomed to economic and legal conditions and solutions of different nature. The problems dealt with by the reports and, also, in the course of the debates following the reports were limited to the trade taking place between large-scale enterprises i. e. the regulation of contracts concluded by private persons was not taken into consideration. Beyond the legal problems of internal trade, the debate was extended to some legal problems and elaborated solutions related to international economic relations. As a result of

a careful work of preparation, a highly interesting debate developed concerning the said problems, with a remarkable economic significance, and the discussion rendered a valuable help for a better understanding of the legal solutions and theoretical conceptions of the other party.

3.) The Centre of European Law, displaying its activity in the frame of the King's College of the Faculty of Law of the University of London organized a conference in July, 1975, and a delegation of Hungarian lawyers was invited to take part in it. Gy. Eörsi, A. Harmathy, V. Peschka, Z. Péteri, and A. Rác were members of the delegation. The organizer of the conference and the Institute for Legal and Administrative Sciences of the Hungarian Academy of Sciences came to an agreement previously concerning the subject-matters of the conference, and reports were to be presented to the conference on the subject-matters agreed upon. As for the British party, reports of a highly valuable content with an informative character were prepared by A.G. Chloros, on "Codification and case law", Mrs. J. Giddings, on "The sources of English law", and A. Kiralfy on "The English Law of East-West Trade". The Hungarian party presented the following reports: "The relation between written law and judge-

made law", by Gy. Eörsi, "The sources of law", by V. Peschka, and "Legal aspects of economic relations among socialist countries", by A. Harmathy.

Apart from the authors of the reports, several distinguished specialists of theory and practice, with a high international reputation, also took part in the conference for the British party, so D. Graveson who presided over the opening and closing sessions. The sessions were characterized by unformal and vivid exchanges of views. The good choice of the subject-matters and the reports as presented secured a basis for discussions which made it possible to expose some fundamental features of the conceptions of the common law, on the one hand, and of the marxist views on law, the socialist legal systems, the Hungarian law, on the other hand, to make easier their understanding, and to offer an opportunity for a better mutual understanding of the views bearing upon the legal problems of international economic relations as well.

Summarizing the above-said, it can be stated that all conferences mentioned in the precedings were useful, they served efficiently the development of scientific co-operation, and gave a solid help for domestic research-work.

A. HARMATHY

Les quatrièmes Journées juridiques Franco-Hongroises

Les 4^{èmes} Journées juridiques franco-hongroises, organisées comme les précédentes par la Société de législation comparée en collaboration avec l'Institut des Sciences juridiques et politiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, se sont déroulées à Paris du 3 au 7 novembre 1975. Elles portaient sur « la responsabilité pour les faits d'autrui », thème qui fut traité sous les aspects de droit privé, de droit public et de droit pénal.

Les Journées ont été ouvertes à Paris, devant une assistance nombreuse par M. le Bâtonnier Brunois, président de la Société de législation comparée. Aux souhaits de bienvenue qu'il adressa à la délégation hongroise répondit, au nom de celle-ci, M. le Professeur Imre Szabó, chef de la délégation hongroise, directeur de l'Institut des Sciences juridiques et politiques de l'Académie des Sciences de Hongrie.

Le programme des Journées – selon l'usage général – comportaient plusieurs manifestations d'amitié qui permettaient aux juristes français et hongrois de se rencontrer et d'échanger leurs points de vue sur différentes questions des systèmes juridiques français et hongrois.

Les discussions s'étendant sur les trois journées de travail ont donné lieu à de nombreuses interventions bien intéressantes, qui ont contribué à l'éclaircissement d'un nombre de problèmes de la responsabilité pour les faits d'autrui. Il est impossible, au cours de ce bref compte rendu, de les faire connaître tous, nous devons nous limiter à l'exposé des rapports constituant la base de la discussion.

Le rapport sur la responsabilité selon le droit civil pour les faits d'autrui a été préparé pour la Hongrie par M. Attila Harmathy, chef de section à l'Institut des Sciences juridiques et politiques de

l'Académie des Sciences de Hongrie; pour la France par Mlle Geneviève Viney, professeur de droit privé à l'Université de Paris-I.

M. Attila Harmathy dans son rapport sur la réglementation hongroise de la responsabilité du fait d'autrui en droit civil étudie les résultats de deux périodes: les changements intervenus vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle; et le développement du droit socialiste établi après 1945.

Le rapporteur montre qu'en Hongrie jusqu'aux années 1870 la responsabilité délictuelle et contractuelle pour les faits d'autrui, en conformité avec les principes généraux, étaient basées sur le principe de la faute. Seulement vers la fin de XIX^e siècle se manifestaient les tendances visant l'expansion de la responsabilité sur une base sans faute et à cet égard la mise en cause pour les faits d'autrui indépendamment de la faute personnelle.

Dans la situation esquissée ci-haut un changement essentiel se produisit après 1913 et la solution établie, selon le rapporteur, peut être caractérisée en grandes lignes par les points suivants:

a) « La responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle du fait d'autrui furent placées sur des bases séparées. La responsabilité contractuelle du fait d'autrui était maintenue inchangée sans la faute personnelle du débiteur. »

b) « Les cas de la responsabilité délictuelle pour les faits d'autrui ne furent non plus jugés sur une base identique. On peut distinguer deux groupes principaux du point de vue de la responsabilité: les cas de la responsabilité sur la base de la faute et ceux de la responsabilité sur une base objective. Appartenaient à la sphère de la responsabilité basée sur la faute d'une part la responsabilité pour le mandataire, pour l'employé et d'autre part la responsabilité pour les incapables. La responsabilité subsista sans faute pour les dommages causés par les objets jetés, ou tombés du logement ... »

Dans la deuxième partie de son rapport, M. Harmathy examine la situation actuelle.

Tout d'abord il procède à une comparaison avec la situation antérieure, et il rappelle que les changements intervenus dans le domaine de la responsabilité du fait d'autrui permettent de souligner deux modifications fondamentales. Une de celles-ci est la séparation de la responsabilité pour l'employé qui est considérée comme responsabilité

personnelle de l'entreprise employeur, et de ce fait une diminution considérable de la portée de la responsabilité délictuelle pour les faits d'autrui. L'autre modification « porte sur l'utilisation en un large cercle des règles de la responsabilité contractuelle pour les faits d'autrui dans les rapports contractuels des entreprises d'Etat et des coopératives, et par conséquent, l'accroissement de l'importance de cette règle. »

En examinant les règles du Code Civil hongrois promulgué en 1959 le rapporteur souligne que « la loi exprime d'une manière nette que ce n'est pas la faute individuelle qui correspond au fondement de la responsabilité, mais l'omission du comportement exigé par la société afin d'éviter le dommage dans certaines situations données. Cette généralisation de la responsabilité est concrétisée par le code selon les divers groupes de cas de dommages... », et la responsabilité pour les faits d'autrui apparaît en tant qu'un groupe de cas réglementés séparément.

M. Harmathy note que selon le droit hongrois actuellement on peut considérer en tant qu'unique et véritable champ de la responsabilité pour les faits d'autrui: la responsabilité du locataire ou de l'usager de logis pour le préjudice causé par le jet, la chute ou l'effusion d'une chose du logis; car certains cas traditionnels de la responsabilité pour les faits d'autrui étaient succédés à la responsabilité pour le propre comportement.

En revanche dans la sphère de la responsabilité contractuelle pour les faits d'autrui il est devenu une croissance de grande envergure du cercle des cas de l'application de cette règle de responsabilité, surtout dans les rapports contractuels des entreprises de l'Etat et des coopératives.

Le rapport français, présenté par Mlle Geneviève Viney, dans l'introduction s'occupe de l'apparition et du concept de la responsabilité du fait d'autrui. Elle estime que la responsabilité du fait d'autrui n'est pas aujourd'hui un concept uniforme. « C'est une étiquette qui recouvre des hypothèses variées, aménagées selon des techniques différentes. »

Mlle Viney examine ensuite le domaine d'application de la responsabilité civile du fait d'autrui. Elle montre que c'est dans le Code civil où figurent les textes qui ont servi de point de départ au développement du concept de responsabilité civile du fait d'autrui, mais les cas de responsabilité du

fait d'autrui ont été définis selon des critères tout à fait différents pour la responsabilité contractuelle.

En examinant les cas spéciaux du fait d'autrui prévus par l'article 1384 du Code civil et la jurisprudence, Mlle Viney constate que dans le droit français on accorde à la responsabilité du fait d'autrui un domaine relativement vaste. Ce qui pose le problème de savoir s'il ne convient pas d'admettre par analogie avec les cas énumérés par le Code civil, un principe général de responsabilité délictuelle du fait d'autrui c'est-à-dire que tout individu serait responsable du fait des personnes dont il a la garde.

Le problème d'une éventuelle généralisation s'est posé encore avec plus d'acuité dans le domaine de la responsabilité contractuelle, car dans le Code civil on trouve plusieurs dispositions, fragmentaires et casuistiques, prévoyant des cas spéciaux de responsabilité contractuelle du fait d'autrui.

En connexion du problème de l'admission d'un principe général de responsabilité du fait d'autrui Mlle Viney donne un aperçu en détail de la jurisprudence et de la doctrine.

Pour la détermination des frontières de la responsabilité du fait d'autrui par rapport aux autres régimes de responsabilité, Mlle Viney examine différents cas où la victime se trouve dans une situation qui lui permet de se prévaloir non seulement d'un principe de responsabilité du fait d'autrui, mais de se placer sur un autre terrain et même cumuler le bénéfice de plusieurs régimes différents de responsabilité. Elle trouve que la jurisprudence française, avec certaines restrictions, montre « favorable au droit d'option de la victime qui, lorsqu'elle bénéficie concurremment de plusieurs dispositions permettant son indemnisation, est admise à choisir le terrain que lui est le plus favorable. »

La seconde partie du rapport porte sur le régime de la responsabilité civil du fait d'autrui.

Mlle Viney explique que « dans une très large mesure, l'aménagement du régime juridique de la responsabilité du fait d'autrui dépend de la conception que l'on adopte de cette notion; y voit-on une responsabilité personnelle encourue à l'occasion d'un dommage causé par autrui », ou « est-ce plutôt une garantie de la responsabilité d'autrui ». Mais dans le droit français ni le législateur, ni la

jurisprudence n'a pas adopté franchement l'une ou l'autre de ces conceptions et de ce fait des flottements se manifestent quant à la définition des situations respectives du civilement responsable et de l'auteur direct.

En examinant en détail le droit positif ainsi que la jurisprudence des tribunaux Mlle Viney conclut que l'évolution récente de la responsabilité civile du fait d'autrui est assez ambiguë.

La conclusion finale du rapporteur est que « la responsabilité du fait d'autrui tend à devenir aujourd'hui essentiellement un moyen de « canaliser » les responsabilités sur la tête de certaines personnes que leur position économique et juridique désigne pour contracter une assurance destinée à couvrir l'activité de tous ceux sur lesquels elles exercent un pouvoir de direction. »

Les rapports sur l'examen de la situation en droit public pour la responsabilité du fait d'autrui étaient les œuvres du M. György Csarádi, professeur à l'Université des Sciences économiques de Budapest et du M. Pierre Delvolve, professeur à l'Université des sciences de Toulouse.

Le rapport du M. Csanádi comporte l'examen de la responsabilité civile pour le préjudice causé par autrui dans les cas où l'auteur direct du préjudice est une personne se trouvant en rapport de travail.

Dans son rapport M. Csanádi montre que c'est la production à grande exploitation qui a rendu insoutenable le principe traditionnel de la responsabilité des dommages-intérêts, à des raisons suivantes: a) au cours de la production à grande exploitation « la commission du préjudice devient souvent anonyme; il se produit souvent que les préjudices causés au cours du fonctionnement de l'organisation ne peuvent pas être ramenés au comportement individuel d'un travailleur. » b) « Au sein de l'organisme à grande exploitation, au cours de l'accomplissement de leur travail, les travailleurs entrent en relation avec des objets de grande valeur et s'ils y causent des dommages, la réparation de ceux-ci dépasse de loin leurs possibilités matérielles. Par conséquent, la responsabilité des dommages-intérêts du travailleur ne correspond pas à une véritable couverture de préjudice du point de vue de la personne préjudiciée. »

Après un court exposé de l'évolution du droit hongrois de la matière M. Csanádi passe à la situation après 1945.

A la réglementation légale le tournant a été apporté par le décret-loi N° 7 de l'an 1951, le Code du Travail. Celui-ci offrit au droit du travail une réglementation autonome séparée de celle du droit civil.

En même temps un changement est survenu dans la structure de la responsabilité pour les préjudices que le travailleur cause, en relation avec l'accomplissement de son travail, à de tierces personnes. Selon l'auteur théoriquement les deux éléments principaux de la solution sont devenus clairs:

a) « L'activité du travailleur exécutée en rapport avec l'accomplissement de son travail est une activité de l'entreprise. Pour cette raison l'entreprise doit répondre à l'encontre de tierces personnes pour le préjudice causé par le travailleur. »

b) « La responsabilité de dommages-intérêts du travailleur est une affaire interne de la communauté. Sauf quelques cas exceptionnels, le travailleur ne peut avoir une responsabilité directe de dommages-intérêts selon le droit civil à l'encontre d'une tierce personne, de la personne ayant subi le préjudice. »

Ci-dessous le rapport s'occupe de la responsabilité de l'entreprise pour les préjudices causés par ses travailleurs au sein des rapports de travail. M. Csanádi distingue deux catégories de responsabilité de l'entreprise dans le cas où le travailleur subit un préjudice dans le cadre des rapports de travail. D'un côté se pose la responsabilité de l'entreprise à l'encontre du travailleur en ce qui concerne la partie du préjudice non réparée par voie des services de l'assurance sociale; d'autre côté intervient la responsabilité de l'entreprise à l'encontre de l'organisation de l'assurance sociale.

Dans la dernière partie de son rapport, M. Csanádi examine la question de la responsabilité des dommages-intérêts pour les préjudices causés d'une manière illicite dans les attributions de l'administration publique, des juges et des procureurs.

Il note que en Hongrie avant 1945 la réglementation uniforme de cette question manquait. En ce qui concerne la situation actuelle, l'article 349 du Code civil applique également pour ce cas la règle de la responsabilité de l'employeur prévue par l'article 348, mais avec des restrictions très importantes. Ces restrictions correspondent d'une part à une simple adaptation de l'obligation de la

victime d'atténuer le préjudice: l'organe de l'administration publique ne sera responsable que si l'endommagé a épuisé les voies de recours ordinaires; d'autre part la responsabilité de l'organe de l'administration publique a aussi comme condition que la faute de l'employé ayant procédé ait été établie au cours d'une instance criminelle ou disciplinaire.

Le rapporteur français, M. Pierre Devolve tout d'abord précise les caractéristiques de la responsabilité du fait d'autrui en droit administratif.

Il montre qu'en droit administratif il n'y a pas de définition permettant de déterminer rigoureusement le contenu et les limites d'une responsabilité du fait d'autrui et cela veut dire qu'aucun critère ne l'englobe dans tous ses éléments. « On ne trouve pas, comme en droit civil avec l'article 1384 C. civ. de texte énumérant les cas dans lesquels une personne publique peut être reconnue responsable du fait d'autrui. Le législateur n'est intervenue que pour certaines hypothèses particulières. La jurisprudence n'utilise pas l'expression et détermine une à une les solutions qui s'y rapportent.

La responsabilité du fait d'autrui se présente en droit administratif dans des conditions très complexes: les techniques et les solutions en sont très variées. Le lien qui unit les différents cas de responsabilité administrative du fait d'autrui réside toujours dans l'obligation pour une personne publique de réparer un dommage causé par une autre personne. Ainsi selon M. Delvolve la responsabilité du fait d'autrui en droit administratif n'est homogène ni dans ses conditions ni dans sa mise en œuvre.

En connexion avec des conditions de la responsabilité du fait d'autrui l'auteur examine les caractéristiques du fait d'autrui, et le lien de ceux-ci avec la personne publique dont la responsabilité est recherchée.

M. Delvolve montre que en droit administratif « le fait d'autrui doit également le plus souvent présenter un caractère fautif pour que la responsabilité de l'administration puisse être engagée. Mais celui-ci peut également l'être sans qu'une faute d'autrui soit considérée en elle-même comme en étant la cause; le risque présenté par autrui est parfois suffisant pour que, lorsqu'il se réalise, il entraîne la responsabilité de l'administration. » Le fait d'autrui peut donc engager la responsabilité de

l'administration tantôt qu'il constitue une faute, tantôt parce qu'il résulte d'un risque.

En ce qui concerne la notion de la faute la jurisprudence a été amenée depuis longtemps à distinguer deux types de fautes: la faute de service et la faute personnelle. L'auteur montre que la faute d'autrui se présente, selon les cas, dans des conditions très différentes: ni la faute ni autrui n'ont d'unité.

Quant au lien entre le fait d'autrui et la personne publique responsable l'auteur distingue deux hypothèses: 1) le fait d'autrui accompli pour le compte de la personne publique responsable; 2) le fait d'autrui, facilité par la personne publique responsable.

M. Delvolve passe ensuite aux mécanismes de la responsabilité du fait d'autrui. Il montre que dans tout les cas de la responsabilité administrative du fait d'autrui il s'agit d'un rapport triangulaire où se pose deux questions. Tout d'abord de savoir comment la victime peut tenter un recours contre l'administration à raison de l'obligation à la dette à laquelle elle est tenue et ensuite comment l'administration peut se retourner contre l'auteur du dommage, à raison de la contribution à la dette qui peut lui être imposé.

Le rapporteur constate que dans plusieurs hypothèses la victime n'a pas un choix entre une action contre l'administration et une action contre l'auteur réel du dommage: elle ne peut poursuivre que l'administration. Il en va ainsi tantôt parce que la responsabilité née du fait d'autrui est imputée à la seule administration, tantôt parce que la responsabilité de l'administration est substituée à celle d'autrui. Dans un certain nombre de cas la victime ne dispose pas seulement d'un recours, mais de deux, elle peut aussi bien attaquer directement l'Etat que l'auteur réel du dommage.

Finalement M. Delvolve traite le problème de recours de l'administration contre l'auteur du dommage. Il montre que selon le droit administratif français dans un certain nombre de cas la personne publique responsable dispose d'un recours contre l'auteur du dommage, mais dans d'autres, elle est privée de toute possibilité de ce genre.

Les rapporteurs sur les aspects de droit pénal du sujet étaient M. Miklós Vermes, directeur de recherches à l'Institut des Sciences juridiques et politiques de l'Académie des Sciences de Hongrie

et M. Georges Levasseur, professeur à l'Université de Droit, d'Économie et de Sciences sociales de Paris.

M. Miklós Vermes analyse tout d'abord, les problèmes théoriques de la responsabilité pénale pour les faits d'autrui. Il nous explique que « des intérêts importants de la politique pénale rendent nécessaire que la responsabilité pénale s'étend également aux personnes dont l'activité ou l'omission jouent un rôle dans la réalisation de l'infraction par l'auteur effectif. Dans ces cas les intérêts de la politique pénale se présentent par l'exigence que les conséquences du droit pénal atteignent toutes les personnes qui sont en une certaine mesure responsables pour la commission de l'infraction. » L'objet de l'incrimination, dans tous les cas lorsqu'il s'agit de la constatation de la responsabilité en rapport avec une infraction commise par autrui, est l'activité ou l'omission propre du participant intellectuel, psychique ou physique, la violation de son obligation personnelle.

Cette responsabilité est à l'égard des conséquences: a) accessoire quand des sanctions constatées pour l'infraction de base sont appliquées; b) indépendante si la propre responsabilité détermine sa mesure.

Le rapporteur ensuite aborde la sphère des associations criminelles ou en conséquence de l'activité d'autrui, de l'auteur d'une infraction dite de base, quelqu'un devient le sujet de la responsabilité pénale. En connexion de la sphère des associations criminelles il examine en détail les problèmes théoriques ainsi que la jurisprudence de la Cour Suprême dans l'appréciation des cas de l'instigation, du complice et de l'auteur indirect. M. Vermes montre que dans la réglementation du droit pénal hongrois le système accessoire se fait prévaloir à l'égard des participants parce que le comportement du participant provoque les conséquences du droit pénal déterminées quant au délit principal.

Puis M. Vermes consacre la deuxième partie de son rapport à quelques dispositions plus importantes se trouvant à la Partie Spéciale du Code Pénale. Selon le rapporteur la responsabilité pénale pour les faits d'autrui se manifeste par exemple dans certains cas de la violence envers les personnes chargées de fonctions publiques et de la rébellion de détenues. Il cite comme exemple aussi la sphère des infractions contre la sécurité de la circulation et

la règle de droit sur les dangers causés dans l'exercice d'une profession. Il souligne que celle-ci prévoit la punition des dangers causés par l'imprudente violation des différentes règles de profession, menaçant la vie, l'intégrité corporelle ou la santé d'une personne ou de plusieurs personnes et en cas qualifié, cause la mort. « La protection de la vie et de l'intégrité corporelle se trouve dans les règles écrites et non écrites des différentes branches de professions et à celles-ci appartiennent la sélection, l'instruction, la surveillance et le témoignage d'une prudence obligatoire au cours du contrôle des personnes poursuivant les activités professionnelles en question. Dans la sphère des activités des dirigeants compétents l'omission de cette prudence obligatoire correspond en général à une violation de devoirs qui permet l'application de la règle de droit mentionnée et de la responsabilité pénale. »

Le rapporteur analyse aussi quelques infractions contre la gestion de l'économie nationale assez souvent sous les conditions des rapports de travail, tant dans la sphère des fonctions des dirigeants que dans celle des fonctions des subordonnées, en conséquence de l'omission de la prudence obligatoire on constate la responsabilité qui réalise sur la base d'une infraction commise par autrui.

M. Vermes conclut son rapport en examinant le problème de la responsabilité pénale de la personne morale. Il nous expose là l'institution de l'amende économique introduite dans le droit hongrois il y a quelques ans. Il note que celle-ci ne comprend que des conséquences à caractère de peine financière et, est prononcée dans le cadre de la procédure civile. On ne pourrait la considérer en tant qu'institution du droit pénal, mais tout de même elle contient des éléments du droit pénal, à savoir que les éléments constitutifs du droit pénal offrent une base à son application.

Le rapport français, l'œuvre de M. Georges Levasseur, dans une partie introductive rappelle que, en conséquence du régime légal de la complicité dans le droit pénal français il y a plusieurs manifestations de la responsabilité pénale pour autrui. La responsabilité pénale des actes commis par le groupe criminel s'étend à tous les participants à l'action, qu'il s'agisse d'auteurs, de co-auteurs ou de complices, et tous sont exposés à la

même peine, quel que soit celui d'entre eux qui, matériellement, ait commis le fait.

Selon le rapporteur il s'agit de responsabilité pénale du fait d'autrui quand la loi où les tribunaux considèrent, en droit français, comme auteur ou co-auteur d'une infraction un individu qui ne réalise pas en sa personne tous les éléments, matériels ou psychologiques de l'infraction. « C'est alors que l'on pourra dire que cet individu est rendu pénalement responsable d'un fait qui n'est pas légalement le sien, mais celui d'autrui. On le considère comme l'auteur de l'infraction alors qu'elle ne réalise pas ces éléments, et qu'en particulier l'acte matériel a été commis par une autre personne. »

M. Levasseur parle de deux catégories de cette responsabilité; d'une part responsabilité pénale directe du fait d'autrui; d'autre part, responsabilité pénale indirecte du fait d'autrui.

« La responsabilité pénale du fait d'autrui se traduit par une poursuite dirigée contre le pénalement responsable, une procédure suivie contre lui, une condamnation prononcée contre lui, une peine inscrite à son casier judiciaire, cette personne étant punie pour les agissements matériels d'une autre. Tantôt cette personne, punie pour les agissements matériels d'une autre, est considérée comme le seul et unique auteur de l'infraction, tantôt elle est considérée comme un co-auteur de l'acte matériel commis par l'autre personne qui reste retenue, elle aussi, dans les liens de la poursuite. »

Parmi les hypothèses de responsabilité pénale du fait d'autrui le rapporteur distingue trois situations: celle de l'auteur indirecte de l'infraction, celle de l'auteur intellectuel de l'infraction, et celle de l'auteur médiate de l'infraction.

Il s'agit de la responsabilité pénale indirecte du fait d'autrui quand une personne, sans faire l'objet d'une citation, sans faire l'objet peut être d'une condamnation, une personne « soit amenée à supporter la charge de la condamnation d'autrui, à partir d'une certaine façon de la condamnation d'autrui, à supporter les conséquences de cette condamnation sans avoir mérité. »

Selon le rapporteur, à première vue, la responsabilité pénale indirecte paraît moins grave, parce que la répression n'est pas orientée vers l'individu qui la supporte, il ne va pas être personnellement poursuivi. Mais cette forme de responsabilité

pénale du fait d'autrui est plus grave parce que ceux qui vont là subir n'auront peut-être commis aucune faute.

Après l'auteur examine les incidences juridiques de la répression pénale. Il montre que parfois la loi elle-même a prévu certaines institutions dont le fonctionnement amène certaines personnes innocentes à supporter le poids de la répression attachée aux agissements d'autrui. Il diffère trois formes essentielles de l'incidence juridique: la responsabilité civile du paiement des peines pécuniaires, la transmissibilité héréditaire des amendes

et confiscation, et l'effet de certaines peines pécuniaires à caractère réel. A cet égard le rapporteur constate que l'évolution du droit positif français tend à réduire la place de la responsabilité pénale indirecte du fait d'autrui.

En terminant son rapport M. Levasseur observe que « certains cas de responsabilité directe ou indirecte du fait d'autrui proviennent de ce que le droit français se refuse, en règle à peu près générale, à reconnaître une responsabilité pénale des personnes morales. »

V. LAMM

Die Rolle der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung auf dem Gebiet der rechtsgeschichtlichen wissenschaftlichen Forschungen

(Internationale wissenschaftliche Konferenz)

Der Konferenzsaal der Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität war wieder die Stätte einer internationalen Konferenz. Die Wissenschaftliche Kommission der Fakultät veranstaltete unter dem Titel: „Die Rolle der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung auf dem Gebiete der rechtsgeschichtlichen wissenschaftlichen Forschungen“ eine Session. Die Grundlage der nunmehr traditionell gewordenen internationalen Zusammenreffen bildet jene Vereinbarung, die im Jahre 1974 zwischen der Leningrader Staatlichen Schdanow Universität und der Eötvös-Loránd-Universität zustande kam.

Ein international zunehmendes Interesse verfolgt die vergleichenden Rechtsforschungen. Diese Tatsache wird auch durch den Umstand dokumentiert, daß in dem verstrichenen Jahrzehnt fast überall auf der Welt mit immer zunehmender Häufigkeit derartige Beratungen veranstaltet werden und es entstehen nacheinander derartige zusammenfassende Arbeiten. Es ist eine erfreuliche Erscheinung, daß in den letzten Jahren ein zunehmendes Interesse hinsichtlich der vergleichenden rechtsgeschichtlichen Forschungen und Untersuchungen zu verzeichnen ist. Im Zeichen dessen kam es zwischen dem 11–13. Dezember 1975 zur obenerwähnten vergleichenden rechts-

geschichtlichen Konferenz, deren zentrale Themenkreise die folgenden waren: inwieweit wurden die vergleichenden Untersuchungen in der Rechtsgeschichte angewendet und inwieweit können sie angewendet werden, welche Fragen tauchen im Zusammenhang mit der Anwendung der Methode der Vergleichung im sozialistischen Staats- und Rechtstypus auf, was ist die Bedeutung der vergleichenden Forschungen auf dem Gebiet der Rechtstheorie, geschichtliche Gesichtspunkte in der sozialistischen Rechtsvergleichung; die Entwicklung der Verwaltung und die methodologischen Fragen der Vergleichung.

Die rechtsgeschichtliche Forschungsarbeit bildet tatsächlich beinahe seit ihres Entstehens ein gewisses Grenzgebiet innerhalb des Bereiches der Gesellschaftswissenschaften. Es ist nicht zu bestreiten, daß ihre Forschungstendenzen jeder Zeit durch die Umstände bestimmt wurden, die für die Gesamtheit der Rechtswissenschaft der gegebenen Epoche charakteristisch waren, gleichzeitig aber knüpft sich die rechtsgeschichtliche Forschung notwendigerweise an zahlreiche Wissenschaften, die außerhalb des Bereiches der Rechtswissenschaften liegen. Im Zusammenhang damit tauchte die Frage auf, ob überhaupt die Wissenschaft der rechtsgeschichtlichen Forschungen eine selbständige Methodenlehre besitzt. Die rechtsge-

schichtlichen Forschungen überschritten sogar die nationalen Rahmen. und so mußte auch die Frage beantwortet werden, ob es überhaupt eine selbständige vergleichende und eine selbständige nationale Rechtsgeschichte existiert. Es stellt sich auch die Frage wo der Platz der allgemeinen Rechtsgeschichte ist, da auf sämtlichen Gebieten der rechtsgeschichtlichen Forschung, angefangen von der Quellenkritik, die methodische vergleichende Analyse überall erforderlich ist.

Eben die Fragen dieser Art sind dessen wert, und eignen sich auch dazu, daß sie den Gegenstand von internationalen Debatten und Meinungsaustausche bilden, wie das der Dekan der staats- und rechtswissenschaftlichen Fakultät, Professor Dr. Imre Takács in seinem Eröffnungs-Exposee hervorhob.

Aufgrund der vorbereiteten Debatten-Materiale hielten die Vertreter der Rechtsfakultät der Leningrader Schdanow Universität Professor A.I. Koroljow Lehrstuhlleiter, und Universitätsdozentin N.I. Wasiljeva unter dem Titel: „*Die Probleme der vergleichenden Methode in der Untersuchung des sozialistischen Staats- und Rechtstypus*“ einen Vortrag. Professor Koroljow und Dozentin Wasiljeva legten in ihrem Hauptreferat dar, daß die vergleichende Forschungsarbeit mit den methodischen Grundlagen der Staats- und Rechtswissenschaft in enger Verbindung steht. Die Referenten betonten, daß die ideologischen und methodischen Fragen im Zuge der Untersuchung der sozialistischen Staats- und Rechtsentwicklung polarisierter aufgeworfen werden müssen. Sie lenkten die Aufmerksamkeit auf Schwierigkeiten, die einerseits im Zuge der Umwertung der bürgerlichen Literatur, andererseits im Fall der Absolutisierung der ausschließlichen Anwendung einzelner konkreter Methoden auftauchen. Sie betonten gleichzeitig, daß die Ermittlung der konkreten Anwendungsmöglichkeiten der vergleichenden Methode unbedingt notwendig ist. Daraus folgt, daß die Ergebnisse der Staats- und Rechtstheorie im Bereiche der vergleichenden rechtsgeschichtlichen Untersuchungen in gesteigertem Maß beachtet werden. Die Notwendigkeit der vergleichenden Analyse des sozialistischen Staats- und Rechtstypus betonend wiesen sie darauf hin, das als Ergebnis der Untersuchungen eine im Vergleich zum früheren tiefere und umfassendere Analyse der Entwicklungsspezifika der einzelnen sozialisti-

schen Länder, sowie der in der sozialistischen Entwicklung erscheinenden gemeinsamen Gesetzmäßigkeiten möglich wird.

Dem Vortrag der Professoren Koroljow und Wasiljeva folgte das Referat des Leningrader Universitätsprofessors V.A. Koslow unter dem Titel: „*Die Bedeutung der vergleichenden Forschungen in der Staats- und Rechtstheorie*.“ Er lenkte die Aufmerksamkeit durch eine umfangreiche und umfassende Analyse der aktuellen Probleme der vergleichenden Forschungen der sozialistischen Länder auf die Wichtigkeit der Erörterung der grundlegenden theoretischen Fragen – noch vor den konkreten vergleichenden Untersuchungen.

„*Geschichtliche Gesichtspunkte in der sozialistischen Theorie der Rechtsvergleichung*“ war der Titel des Vortrags des Universitätsdozenten Zoltán Péteri, Abteilungsleiter des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Er stellte fest, daß die mit der Terminologie: vergleichendes Recht bezeichnete Bewegung von Weltausmaß mit dem in Paris im Jahre 1900 stattgefundenen I. Internationalen Kongreß für Rechtsvergleichung verbunden ist, wobei es in gewissem Sinne unbeachtet bleibt, das rechtsvergleichende Untersuchungen auf dem Gebiet der Rechtsgeschichte eine lange Vergangenheit haben. Seiner Meinung nach war aber die Ausarbeitung der theoretischen Fragen dieser Tätigkeit mit der Entfaltung der rechtsvergleichenden Tätigkeit nicht in Einklang. Er verfolgt die Wissenschaftsgeschichte der Rechtsvergleichung und analysiert Maine's mechanisches System obwohl er betont, daß das vergleichende System infolge seiner Tätigkeit ausdrücklich zum Mittel der Rechtswissenschaft geworden ist. Er ist der Meinung, daß die vergleichenden historischen Forschungen in drei Relationen zu Ergebnissen führen können, die sowohl für die Theorie als auch für die Praxis nutzbringend sein können; erstens kann die Bestimmung der Entwicklungstendenzen der zu analysierenden staatlichen und rechtlichen Erscheinungen erleichtert werden; zweitens kann die Beurteilung der konkreten Formen der zu untersuchenden staatlichen und rechtlichen Erscheinungen gefördert werden; schließlich können die Kenntnisse hinsichtlich des Wesens der gegebenen staatlichen und rechtlichen Institutionen erweitert und die

Exaktheit der Begriffsbestimmungen gefördert werden.

Professor József Halász, Lehrstuhlleiter der Politischen Hochschule der USAP hielt unter dem Titel: „*Die Entwicklung der Verwaltung und die methodologischen Fragen der Vergleichung*“ einen Vortrag. Seiner Meinung nach kann man auf dem Gebiete der Verwaltung drei grundlegende Richtungen der Vergleichung unterscheiden: a) welche gesellschaftlich-politische Zusammenhänge weisen die Lösungen des Staatsapparates und der Verwaltung in den gesellschaftlichen Einrichtungen der verschiedenen Länder auf, b) welche bestimmende Prinzipien sind bei der Vergleichung der verschiedenen Verwaltungstheorien und institutionsorganisationsmäßigen Lösungen vor Augen zu halten, und c) was für wissenschaftsorganisatorische Prinzipien und was für eine Zusammenarbeit sollen bei der Untersuchung der interdisziplinären Probleme zwischen den einzelnen Wissenschaftsbereichen ausgestaltet werden.

Lehrstuhlleiter Professor Pál Horváth, Vorsitzender der Wissenschaftlichen Kommission der Fakultät (Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität) hielt einen Vortrag unter dem Titel: „*Die Möglichkeiten der Anwendung der komparativen rechtsgeschichtlichen Methoden auf dem Gebiete der Rechtsgeschichte*.“ Er stellte fest, daß die moderne Rechtswissenschaft in Ungarn die theoretische Grundlage der Fachrechtswissenschaften durch die Systematisierung des geschichtlichen Rechts ausgebaut hat. Er betonte, daß von diesen Erfahrungen nunmehr fast ausschließlich die Rechtsgeschichtswissenschaft gebrauch macht. Er machte darauf aufmerksam, daß auf dem Gebiete der Fachrechtswissenschaften auch später noch Ergebnisse historischen Charakters zu verzeichnen waren und wies darauf hin, daß diese Möglichkeiten gegenwärtig durch eine sich erfreulicherweise erweiternde komparative (fachliche) Forschung gesteigert werden. Er sprach über die bisherigen Richtungen der vergleichenden Rechtsgeschichte und ihre Wirkungen aufeinander und warf das Problem der Rechtstypologie auf. Er sprach sich für die regionale Komparatistik aus, betonend, daß die Untersuchung der Rechtsgeschichte der Völker Mittel- und Osteuropas für die ungarischen rechtsgeschichtlichen Forschungen eine äußerst wichtige Aufgabe ist, deren Lösung auch in der Formung

des gesellschaftlichen Bewußtseins und der öffentlichen Denkweise von Bedeutung sein kann.

Nach den Hauptreferaten meldeten sich viele zu Wort.

Universitätsdozent Árpád Volczer (Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität) kam in erster Linie auf die seitens der Leningrader Referenten angeschnittenen Fragen zurück und befaßte sich mit dem philosophischen Aspekt der vergleichenden Methode. Er betonte, daß mit der vergleichenden Methode bedeutende Ergebnisse erzielt werden können, man kann aber nicht außer Acht lassen, daß im Bereich der grundlegenden gesellschaftlichen Verhältnisse auch andere Methoden angewendet werden müssen.

Ferenc Pecze, Sekretär der Fachabteilung für Rechtsgeschichte des Ungarischen Juristenverbandes nahm zu den in den Hauptreferaten aufgeworfenen Fragen von der Seite der vergleichenden Untersuchung der Geschichte des Rechtsunterrichts Stellung. Er hob hervor, daß die Vergleichung die wissenschaftliche Ermittlung der Geschichte des Rechtsunterrichts an den verschiedenen Universitäten in ein neues Licht stellt.

Gábor Hamza, Assistent an der Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität sprach, in Anschluß an den Vortrag von Professor Horváth über die Möglichkeiten der Anwendung der vergleichenden Methode in den Forschungen auf dem Gebiet des römischen Rechts. Seiner Ansicht nach ist die umsichtige und begründete Auswahl des Prototyps, das heißt des Rechtssystems, das die Basis der Vergleichung bildet, äußerst wichtig. Er wies ferner darauf hin, daß bei der Anwendung der vergleichenden Methode bei den rechtsgeschichtlichen Forschungen in zahlreichen Fällen Modernisierungstendenzen wahrzunehmen sind, und diese Erscheinung beschwört die Gefahr des Anachronismus herauf.

István Kállay, Adjunkt an der Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität exponierte in seinem Beitrag zwei Fragen. Teils wies er anhand der rechtsvergleichungsgeschichtlichen Darlegungen des Dozenten Péteri darauf hin, daß auf dem Gebiete des römischen Rechts bereits seit dem XVI. Jahrhundert Werke erscheinen, die ihrer Herkunft nach abweichende Rechtssysteme miteinander verglei-

chen. Andererseits lenkte er – von den Ergebnissen seiner längeren Studienreise im Fernen Osten berichtend – die Aufmerksamkeit auf das Studium der fernöstlichen Rechtssysteme, insbesondere des entwickelten japanischen Rechts, da dieses Recht sich sozusagen unter laboratorischen Verhältnissen herausgebildet hat.

Professor Andor Csizmadia, Lehrstuhlleiter an der Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Pécs, gab in seinem Beitrag Überblick über die Ergebnisse unserer sozialistischen Rechtsgeschichtsliteratur auf dem Gebiete der Rechtsvergleichung. Er maß besondere Wichtigkeit der auf eine Vergangenheit von Jahrzehnten zurückblickenden ungarisch-tschechoslowakischen rechtswissenschaftlichen Konferenzen bei, die in den letzten Jahren zu internationalen Foren der regionalen Komparatistik wurden. Er gab seiner Überzeugung Ausdruck, daß diese periodisch veranstalteten Konferenzen die Entwicklung der vergleichenden Rechtsgeschichte bedeutend fördern.

Ferenc Márkus, leitender Mitarbeiter des Instituts für Staats- und Rechtswissenschaften der Ungarischen Akademie der Wissenschaften faßte die wichtigsten Ergebnisse der vergleichenden Forschungen auf dem Gebiete der Strafrechtsgeschichte zusammen. Indem er Antike und mittelalterliche Quellen untersuchte, befaßte er sich mit der Frage, wie es möglich wäre die grundlegenden Gesetzmäßigkeiten der Rechtsentwicklung auf dem Gebiete der strafrechtsgeschichtlichen Forschungen auf eine exaktere Art zu ermitteln.

László Szük, Adjunkt an der Staats- und Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität warf den Gedanken eines internationalen, mit den sozialistischen Staaten

gemeinsam zu errichtenden Instituts für Rechtsvergleichung auf. Er wies darauf hin, daß die Rechtsgeschichte, hauptsächlich aber die allgemeine Rechtsgeschichte die vergleichende Untersuchung aller drei Sphären (Rechtsnorm, Rechtspraxis, Rechtswissenschaft) beansprucht, im Zuge dessen, neben dem determinierenden Charakter der wirtschaftlichen Basis auch die verhältnismäßige Selbständigkeit des Rechts beachtet werden muß.

Die Debatten riefen lebhaftes Interesse hervor. Unter den zahlreichen Teilnehmern soll Professor G. Zota (Universität zu Iaşi) erwähnt werden, der unter dem Titel: „*Die Elemente der Bestimmung des Staatsbegriffs*“ ein schriftliches Referat eingereicht hat.

Professor Pál Horváth, Lehrstuhlleiter, faßte in seinem Schlußwort die Vorträge und Diskussionsbeiträge der Konferenz zusammen und wertete ihre Ergebnisse.

Das volle Material der mit recht für bedeutend erachteten Konferenz wird die Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät der Eötvös-Loránd-Universität in fremder Sprache in der Hoffnung veröffentlichen, daß die in großer Zahl aufgeworfenen und besprochenen Fragen auf diese Weise auch den internationalen wissenschaftlichen Kreisen zugänglich werden. Professor Koroljow erklärte in seinem Schlußwort die Beratungen und Meinungsaustausche derartigen Charakters für so wichtig, daß er den Vorschlag machte, die Beratungen bereits im nächsten Jahr, also in 1976, fortzusetzen, wo der Schauplatz der Beratungen die Juristische Fakultät der Staatlichen Schdanow Universität in Leningrad wäre.

G. HAMZA; I. KÁLLAY

Internationalia

PODGÓRECKI, Adam: *Law and society*. London & Boston, Routledge & Kegan Paul, 1974. 302 p.

The sociology of law, after passing through the usual stages of junior branches of science (the definition of its problems, empirical stage and the stage of influencing practical politics), has entered the period of the creation of a general theory of the sociology of law. As Podgórecki states it in his work under review, the creation of a general theory is still in the realm of hope, although his work is a significant landmark on the route to the fulfilment of this hope. That this is the case is borne out by the fact that this volume has been published in the series International Library of Sociology, a series hall-marked by the name of its founder K. Mannheim.

In his sociology of law Podgórecki before all sums up his inquiries into legal sociology now looking back to a past of about two decades.

The volume by reporting on researches going on at present (when the omission of the results of Hungarian authors can only be deplored) already indicates that in the opinion of the author the sociology of law is merely an empirical discipline called to fill the gaps in jurisprudence (legal dogmatics) and in the theory of law. Already at this point the effects manifest themselves of an altogether different kind of interest: Podgórecki as a theoretician and cultivator of sociotechnics considers the sociology of law in the first place a method exploring the operation of the law and improving the efficacy of this operation. (He devotes separate chapters to legal policy as a discipline and the question of the efficacy of law).

Accordingly in the chapter meant to offer a definition of the sociology of law the author makes it clear that the sociology of law is not merely an attempt at the solution of the traditional questions of the philosophy of law (moral and legal norms, official and non-official law, righteousness, etc.) by applying the methods of sociology. The sociology of law, with the analysis of operation and efficacy, throws open the gates to a new field of research and at the same time enriches general sociology, too. This it does by giving a new sense to the integrity of the social system (p. 47).

The work then, under the heading of "Research methods in the sociology of law", not only reviews methods partially resorted to in general sociology, but under the guise of exploiting these methods at the same time renders account of his most important researches. Under the heading of "The historical method" he calls forth attention to the lessons offered by the past, on analysing the doctrines of Andrzej Frycz (Fricius) a Polish scholar of statecraft in the 16th century, for their timeliness. The ethnographical approach has been reviewed by Jacek Kurczewski, an excellent coworker of Podgórecki's, mainly on the ground of the work of Malinowski, Evans-Pritchard and Hoebel. Thereafter, in Chapter 5 (Questionnaire and interview methods) a comprehensive account is rendered of a variety of surveys made in Poland in topics such as "law and public opinion", "the attitude to law", "the prestige of law", (between 1962 and 1970 more than thirteen thousand persons were questioned in these surveys). On analysing the empirical results Podgórecki comes to the conclusion that the social and sub-cultural variables do not explain the distribution of the answers. The explanation has to be looked for in invisible factors. Such are e.g. the conceptual and instrumental attitudes to the law, the social and individualist

moral orientation, social alignment (and its object). He explains the operation of the law by relying on a model of three variables: the contents of the given legal provision and the concrete sense of its abstract meaning being defined by the social and economic conditions, the sub-culture and the personality type of the individual.

As an example of the monographic method the author refers to the Polish researches made by lay assessors and the study of prison life. Substantially he explains these phenomena with a variety of reference groups. On the ground of his own researches made at social courts Podgórecki deals with the experimental method; and with the statistical method. He applied statistics by processing the extreme penalty and its efficacy, and in the analysis of legal material in like way by relying on his study of libel cases.

The author has devoted Part Three of the work in the first place to answering traditional questions of the theory of law and sociology (anomia, conformism, legalism) in the spirit of the sociology of law. In his concept of the legal norm he tenaciously adheres to Petrazycki's tradition, whose undeservedly little known, yet for research actually in progress determinant doctrines he has made subject to a thorough analysis. In any case the effects of Petrazycki and of Malinowski's functionalism as influenced by Petrazycki, are presented in the conclusion of Part Four bringing about a synthesis of legal sociology of the doctrines of status inconsistency and cognitive dissonance and the results of concrete research work congruous with these doctrines. Accordingly not only state law qualifies as law: "... law is a social norm which is based on four reciprocal elements belonging to the parallel parties and containing two corresponding pairs of rights and duties." (p. 272).

By this he means that not only a state-enacted norm provided with a mandatory sanction may originate mutual rights and obligations. To the one-time question of St Augustin, namely, what is difference between the State and a band of brigands Podgórecki decisively replies: Nothing (cf. p. 273). He concludes that the law acts integrative, petrificative, reductive, motivating and educative roles. Meanwhile, as demonstrated by Marxism, it does not distribute rights and obligations uniformly.

A. SAJÓ

SCHWARTZ, D. C.: *Political alienation and political behavior*. Chicago, Aldine Publishing Co., 1973. 268 p.

In the opening years of the 'sixties American social sciences scored spectacularly against their own side with the prophecies sounded in the 'fifties. It was the predominant opinion among the students of politics, sociologists and politicians that the other-directed man would in no circumstances become a creative factor in American political life. The riots of the negro ghettos, and later those of the American universities, prodigiously defeated the prognostications. Sociological research, now in a period of prosperity after this failure of the prophets, however, was notwithstanding of partial results it could score, unable to grasp this hotchpotch of activity and apathy quickly stamped as alienation, however important the problem was for the home policy of American administrations. The exploration of the sociological situation and the various government schemes and programmes built on this exploration came to naught owing to their failure to draw the alienated into the American political system. The results of research could hardly offer an explanation for the extreme varieties of the alienated behaviours, and proved a complete failure when it came to prognosticate the behaviour on the hand of the attitudes. The author of the work under review has completed surveys on a large scale, among others with participants of the demonstrations, a feat which owing to the brutality of police interference betrays a high degree of courage. Partly on the ground of these surveys; yet partly on theoretical grounds, he tries to eliminate the causes of earlier failures. He believes that for the failure of past efforts a strongly simplifying research strategy may account.

According to the author and contrary to the current approach social-economic status is hardly correlated to alienation, or even not at all, and therefore he recommends a psychological explanatory

model instead of it. The alienated person will display the one or the other behaviour pattern according to the political communication in which he takes part.

The author draws a line between political and socio-cultural alienation. According to his definition alienation is a state of the individual expressing his estrangement from the political system. Alienation is an attitude whose consequence in behaviour may be ritualism, reformism, radicalism, activity or passivity within or without the system. According to the author a merit of his pattern is the high degree of probability of the prediction of the behaviour forthcoming from the otherwise uniform attitude.

The attitude of alienation will take shape in the personality when he becomes aware of a fundamental conflict arising between the political basic values and the values prevailing in practical politics. He then feels that neither he nor the political system can mitigate this conflict. Accordingly the author has drawn the following pattern for political alienation: the sensing of the threat of a conflict of value (accompanied by agony or oppression, etc.) plus the sensed personal political inefficacy plus the sensed inefficacy of the system. The alienated person will turn to sources of political information outside the system and these sources will then determine his behaviour.

In the first chapter of his work the author offers a general theoretical discussion of the topic. In the second and third chapters he criticizes the empirical material of earlier theories of alienation. In chapters four to seven the author renders account of research work carried out by himself in the alienation of town-dwelling students and of politologists. In chapters eight to thirteen he analyses the effects of alienation on behaviour, in like way on the ground of his own empirical research work. He has carried out research work at the time of riots in black ghettos, among rioting students and participants in urban demonstrations. The last chapter sums up the results of research work.

A. SAJÓ

Държавната и правната система при изграждане на развито социалистическо общество в Народна Република България. (Political and legal system in the People's Republic of Bulgaria building the developed socialist society). Ed.: RADEV, J., STALOV, Zh., LYUTOV, K. Sofia, *Izd. BAN*, 1975. 498 p.

On the thirtieth anniversary of the historical year 1945 a fair number of works have been published in the socialist countries reviewing the distance covered by jurisprudence. The valuation of the short, yet substantial socialist past has as a matter of course been followed by studies looking forward to the future, pegging out the path and setting the targets for jurisprudence.

Among these studies the volume of papers reviewing the foundations, factors, potentialities and trends of the Bulgarian political and legal system in the phase of building up developed socialism deserves particular attention.

The collection of studies, split up into six chapters, discusses the fields and problems of the political and legal system which for development in the near future are of particular timeliness. The chapters are: I. The socialist state and the building of a developed socialist society. II. Socialist democracy. III. Civil law and the economic order. IV. Protection of the socialist conditions under criminal law. V. The Bulgarian people's state and international law. VI. Ideological struggle against the socialist political and legal order.

I. The first chapter of the work is of utmost importance, the development of the State and of the governmental machinery, the formation of their character being determining factors for the development of all branches of law. This is the case also because the metamorphosis of the character of the State and of the governmental machinery constitutes the substance of the following phase of the development of society, and lends timeliness and sense to the publication of this work and also to the subject-matter of the following chapters. What is reviewed here is the path leading from the dictatorship of the proletariat to the State embracing the whole population.

As the objective condition of the establishment of the all-popular State the author names the continual perfection of the socialist production relations and the metamorphosis of the class structure

(p. 17). The author emphasizes four trends in the development of the governmental machinery, viz. the continual perfection of the administrative apparatus and its metamorphosis owing to functional changes; the continual development of socialist democratism and the expanding participation of the workers in administrative activities; the effects of the scientific-technical revolution; gradual accommodation to the needs of international socialist integration.

In addition the study calls forth attention to the circumstances which at present still act as obstacles to the intensification of democratism, and consequently the author establishes an unarguable contradiction between the profoundly popular character of the political power and the objectively limited potentialities of the single workers in the exercise of administrative functions. The elimination of this contradiction depends on the remedy of such factors as e.g. the off-hand treatment of the workers by the representatives of the governmental machinery, the want of leisure time, or the want of professional erudition or practical experience (p. 33).

The authors want to discover the two principal means of the performance of the momentous tasks to be tackled by those building the new Bulgarian society in the socialist State and in the socialist law. In the future development of legislation the authors assign a prominent role to the form of codification, and would welcome the limitation of multi-stage legislation and the profilation of provisions of law as its outcome. They would greet a higher degree of significance to be attributed to the primary sources of law, viz. codes, acts of legislation, law-decrees (p. 62).

II. In the chapter on socialist democracy the perennial principles of this democracy and those of a transient character have been discussed. In this respect the conclusions drawn are not beyond argument. On the other hand the ideas exposed in connexion with the further development of democratism are of unquestionable interest, in particular those advanced in the question of the institutionalization of the popular plebiscite (p. 72). The interest of the reader will be attracted also by what has been advanced as regards the interrelations of the intensification of democracy as the political system and the stress laid on the person of the citizen, further by the emphasis of the responsibility of the law for man (pp. 114–117).

III. A prominent place has been assigned in this volume of studies to the analysis of questions associated with civil law and the economic system. In the opinion of the contributors to the volume namely a prominent role will be acted by civil law in the coming phase of progress. The authors have concentrated their attention on the most timely questions of the institutions of civil law and on the concrete steps to be made.

The tasks to be tackled and the tendency of their solution have been expounded with respect to fields such as the clearing up of the theoretical problems of human beings and legal entities, the improvement of the system of contracts, the horizontal and vertical integration of agricultural organization, scientific and productive associations, the personal ownership of living quarters, the law of inventions, the civil law problems of socialist economic integration, further the development of labour law.

IV. The chapter on the protection of the socialist conditions of life under criminal law conveys an idea of the likely trend of development in the first place by casting a glance at the long-range transformation of the punitive policy of the socialist State. Here prevention, the increasing participation of society and the extra-judicial determination of criminal cases will be assigned a greater role than earlier. Within the punitive measures the limitation of repression and the differentiated treatment of the perpetrators of offences of moderate and greater weight may be expected. Of questions of a more general nature the differentiation and individualization of the liability under criminal law received a thorough treatment. As regards the special part of criminal law problems associated with the protection of social property under criminal law have been given prominence.

The problems of both civil and criminal procedure have been discussed in this chapter.

V. In the review of the relations of the Bulgarian popular democratic State and international law reference has been made to almost all projections of the foreign relations of the socialist State as transmitted by international law. Both instruments and institutions of international law appearing in the domain of socialist economic integration beyond question bear out the noteworthy contribution of the

socialist countries to the development and democratization of this branch of the law and to the enrichment of its earlier principles.

VI. The closing chapter of the volume deals with three principal questions. The authors present and evaluate the principal trends in the development of socialist and capitalist political systems and discuss in detail the principal critical tendencies relating to the socialist State and socialist law.

The intensive scientific elaboration of the questions thrown out in the volume under review is as a matter of course still a task confronting science. In this collective work the authors have undertaken to offer an insight into the growth of the Bulgarian State and its law in the near future. The authors have discharged their work in a manner deserving unrestrained recognition.

A. HORVÁTH

CHOVANEC, J.: *A Csehszlovák Szocialista Államszövetség* (The Czechoslovak Socialist Confederacy). Bratislava, Pravda, 1975. 232 pp.

It is not for the first time that the author appears with works of related topics in Czechoslovak literary publication in the Hungarian language. His other publication are: *A Csehszlovák Szocialista Köztársaság új államjogi elrendezése* (The new constitutional settlement of the Czechoslovak Socialist Republic) (in collaboration with R. Trella, 1971), *A Csehszlovák Szocialista Köztársaság népképviselői rendszere* (The system of popular representation of the Czechoslovak Socialist Republic) (1973). It is only to be greeted that the author has taken a step further on the path he has entered and enriched legal literature in the Hungarian language in Czechoslovakia with a further work.

Part One of the work discusses the position taken by the Czechoslovak Communist Party in the nationality issue and the struggle it has continued for a solution of the issue in the spirit of Marxism-Leninism. It should be noted, however, that the author still deals with the relations of the state-creating nations, the Czechs and the Slovaks, whereas the problems of the minorities living within the boundaries of the Republic have been discussed in another part (Part Five) of the work.

As for the Hungarian reader in Part One mainly certain historical reminiscences might be of interest. Thus in the Hapsburg Monarchy the demand of the Slovak nation for constitutional rights was first sounded in the *The Desires of the Slovak Nation*, published in Liptószentmiklós on May 10, 1848, whereas in the Slavonic Congress convened in Prague in June 1848 proposals were brought forward for the formation of a union of Bohemia, Moravia and Slovakia within the federated Hapsburg Monarchy. Reference is made in the work to the covenant of the Czech National Federation and the Slovak League in Cleveland in 1915 according to which the Slovaks would constitute an independent nation and their union with the Czechs in a common State was possible only on the principle of a confederacy. As compared to this covenant the Pittsburgh agreement signed in 1918 meant a step backwards. The agreement carefully avoids the terms "Slovak nation" or "Czechs nation", and speaks only of Slovaks and Czechs. By the side of "Czechoslovakism" as the concept of a state the idea of the settlement of the relations of the two nations on the basis of a confederacy was for many years to come consigned to oblivion. In the Slovak National Declaration approved in 1918 a concept was formulated which in its substance was in conformity with Masaryk's concept of the uniform Czechoslovak nation. The concept was then laid down in the Constitution of 1920 of the Czechoslovak Republic.

A long road had to be plied before the idea of a confederacy could take shape. The author describes the stations of this road in detail and makes it clear that the disintegration of the Czechoslovak Republic and the Second World War meant the advent of a new era in the relations of the Czech and the Slovak nations. It is on this understanding that the author emphasizes the significance of the Slovak national uprising, an event with which the creation of Slovak national organs was closely associated. The ideas for the formation of a Czech-Slovak Federal State gradually crystallized in 1945. So the Slovak National Council in its proclamation of the 4th February, 1945 insisted on the formation of the Czech-Slovak Federal State. Since, however, in the Czech-inhabited parts of the country the idea of

a confederacy was still far from maturity, a compromise was already taken up into the government programme of Košice. In the following events took a course in a sense that from the government programme of Košice eventually the asymmetric model of the constitutional relations of Czechs and Slovaks had grown out. Thus the Constitution of the 9th May, 1948 did not exploit the potentiality consistently to settle the relations of the two nations uniformly. The Constitution of Czechoslovakia of 1960 failed to solve the problems of the Slovak nation. The author points out that only the abolition of personal power provided the facilities for the settlement of the nationality problem on qualitatively new foundations. The Constitution of 1968 on the Czech-Slovak Confederacy has institutionalized the Czechoslovak socialist federation. In 1970, on the second anniversary of the foundation of the Czechoslovak socialist federation, the experiences gained with the political mechanism were evaluated. As the outcome of this evaluation certain modifications have been carried out in the relations between the national republics and the confederacy tending towards an increase of the role of the centre of the confederacy, in particular in the domain of national economy. These modifications, however, have not affected the constitutional principles of the confederacy.

Part Two deals with the political and constitutional principles of the Czechoslovak Socialist Republic. The author discusses the substance of the federation, its external criteria, and points out that the Czechoslovak confederacy has been built up on national foundations, its subjects are national states, viz. the Czech Socialist Republic and the Slovak Socialist Republic. The author also informs the reader that at the time of the formation of the confederacy proposals were brought forward for the formation of a trialistic confederacy. The author has, however, bypassed the discussion of this proposal in its details. The work continues with an analysis of the guarantees of the equality of rights of the two national republics. The members of the federal legislature of the one nation cannot outvote those of the other. In the Supreme Court of the Czechoslovak Socialist Republic the Czech members are on a par with the Slovak members. The principle of the equality of rights prevails also at the appointment to the more important offices of the State. The author then continues with the analysis of the question who is the carrier of the sovereignty within the confederacy and states that the national and political sovereignty of the confederacy has been vested in the Czech and Slovak national agencies, the Czech Socialist Republic and the Slovak Socialist Republic being vested with original jurisdiction, part of which the two have conferred on the federal State of their own will and by mutual agreement. It is in this way that the exclusive jurisdiction of the federal State, the joint jurisdiction and the exclusive jurisdiction of the national states have come into being. In the course of the analysis of the political and constitutional principles of the Czechoslovak Socialist Confederacy the author deals specially with the territorial organization and nationality.

Part Three of the work offers a survey of the system of the supreme agencies of the Czechoslovak Socialist Confederacy. Here the author discusses the constitutional position, jurisdiction and competences of the federal assembly of the Confederacy, its president, government, federal government departments and other federal central agencies of public administration, the Supreme Court and the Chief Procurator one by one. In *Part Four* the author casts a light on the system of the governmental agencies of the Czech and the Slovak Socialist republics separately.

In *Part Five* the situation of the minorities is reviewed. Here the author mentions that during the Second World War both among the nations and the minorities the spirit of nationalism flared up again, a development which spoilt the chances of a smooth settlement of the minority question. In these circumstances the appropriate conditions for the solution of the problem could not be brought about. In the course of the enforcement of the minority policy of the Czechoslovak Communist Party the governmental agencies committed errors, especially the problems of mixed populations had to be tackled. The Constitution of 1960 was a step forwards towards the equitable solution of the minority problem, inasmuch as the Constitution guaranteed the cultural development of the Hungarian, Ukranian and Polish minorities in their own vernaculars and provided even for the means of it. The provisions of the Constitution were then replaced in an amplified form and extended also to the German minority by the 1968 Act on the regulation of the conditions of the minorities. Basically the new enactment defines not

only the civil rights of the particular citizens as members of the minorities, but recognizes the minorities as a whole. The author acquaints the reader with this enactment in all its details and quotes statistical data in support of the satisfactory practical operation of the act.

By way of summing up the statement may be made that the book of J. Chovanec provides useful information for all who would like to have a comprehensive survey of the constitutional arrangements of the Czechoslovak Socialist Republic. It conveys a good idea of the interrelations which have been decisive at the construction of the present political system. In addition the work serves as a useful guide as far as questions of detail are concerned. Even the notes abound in informative matter on the substance of the work. In particular the definitions of the notions given in the notes will assist the reader in taking his bearings. It is by this method that the author believes to help to a better understanding of what he has to tell the reader. At the same time he offers a lecture free of the clogs of dogmatic expositions. For our part we would add that similar works forthcoming from other domains of the law would no doubt be welcomed by those interested in Czechoslovak law.

L. TRÓCSÁNYI

CETERCHI, I. AND OTHERS: *Organizarea și activitatea de stat în Republica Socialistă România* (Organization and activity of the State in the Socialist Republic of Rumania). Editor: Vîntu, I., Bucharest, Edit. Academiei R.S.R., 1974. 472 p.

In the new circumstances of the age the problem of the political and economic leadership of the State has gained in significance. The investigations of the authors of this volume may for their timeliness reckon with the interest not only of the experts but also of the broad public.

The volume opens with an introductory chapter. Title I of this chapter is the work of L. Lőrincz. In this he deals with the role of the State in the period of transition from capitalism to socialism. The reader will become acquainted with the dynamics of the revolutionary process in Rumania and with the accomplishment of the bourgeois-democratic revolution. Title II of the introductory chapter has been written by Ceterchi I. He deals with the role of the State in a many-sidedly developed socialist society. Among others the author analyses the role of the State, the problem of the essence and contents of the State and the dynamics of the functions of the State. The author conceives the transition from the people's republic to the socialist republic as the perfection of the form of the state. In his discussions he lays stress on the question of the intensification of socialist democracy.

The bulk of the volume following upon the introductory chapter is split up into two parts. Part One bears the title: Principal trends of governmental activity in the phase of a many-sidedly developed socialist society.

The author of Chapter I is D. Gheciu. In connexion with the planning and management of national economy he deals with the economic policy of the party, the role of the State in national economy, the notion of the economic-organizational functions and their tendencies, the means and methods of the mechanism of influencing, the place and the function of the provisions of law and the legal aspects of the efficacy of the economic incentives.

Chapter II is the work of S. Popescu. Dealing with cultural-educational and social activities he analyses the principles, goals of these activities and the means of their achievement, further the problems of the special mechanism.

Chapter III by I. Fodor analyses the problems of the safeguard of social property and civil rights.

In Chapter IV Al. Bolintineanu discusses questions of foreign policy. He investigates the dialectic relations of foreign and home policy, the principal traits of the foreign policy of Rumania. He discusses the relations to the socialist countries, those to countries recently become independent and to all other countries separately. He continues with a survey of the role of the agencies in charge of foreign relations. These are: the supreme organ of the sovereign power, the supreme agency of public administration, the Chamber of Commerce and Industry, the UNESCO Committee, the diplomatic missions and the commercial representations.

Chapters I and II of Part Two are the work of A. Naschitz. The author enlarges on a generalizing analysis of the various questions. Of these mention may be made of that of the uniform and sovereign popular power, the leading role of the Party and the collective methods of leadership and operations, democratic centralism, socialist legality and its enforcement in the operations of the different governmental agencies, co-ordination and the combination of governmental and social activities. In the following passage the author analyses the interrelations of the exercise of power and the law and expounds the Marxist concept of law. She then outlines the mechanism of the legislative activities of the socialist states and tries to find a theoretical foundation for the priority of the legislative acts. Finally she discusses the participation of the citizens and the social organizations in legislation.

In Chapter III of Part Two I. Vintu discusses some of the theoretical and practical problems of the executive activities. Such are e.g. the nature of executive activities and their principal traits, the relations between the improvement of the executive agencies and the development of socialist democracy. The author subjects to a study the procedure of public administration and brings forward suggestions for the compilation of a new code of public administration.

The same author, in Chapters IV and V, discusses the theoretical aspects of legality, the means of supervision of legality, the specialities of the agencies in charge of supervision, further the different theoretical and practical questions of the forum system in the administration of justice and of the agencies in charge of the administration of justice.

What has to be pointed out as the principal trait of the volume is the approach of the authors to governmental activity and to the new, manifold and complex relations of the socialist society, and also the manner how the authors place into juxtaposition the organizational and procedural problems and the realities of life. On the whole the authors have been successful in their analysis of the political, economic and social life in its entirety, its development and dynamism. In their approach to these problems they emphasize the need for structural changes carefully adapted to the exigencies of the time. For the reader versed in law in particular the manner how the authors reveal the interrelations between socio-economic processes and the law will be of interest. They demonstrate the significance of the role of the law in the process of the management, operation and development of State and society.

M. LAZAR

CIZKOVSKÁ, V.: *Vlastnická soustava evropských socialistických států* (The ownership system of the European socialist states). Prague, Academia, 1975. 292 p.

The work is composed of three parts. In Part One the author discusses the methodological and theoretical starting points of the work. Thus in *Chapter I* on the method of investigation, the author makes it clear that the subject-matter of the work is the legal reflection of the essence of ownership relations in the socialist society, and not the social substance of ownership. Furthermore by the notion of the system of socialist ownership the author understands all forms of ownership in being in socialist society. On this understanding she deals with all kinds and forms of ownership, so also with private ownership, as in the given historical environment all forms of ownership are subordinated to the objectives set by the development of socialist society. She refers to the example of the German Democratic Republic where the temporary integration of private ownership into the socialist economic system may be observed (p. 11).

In *Chapter II* on the legal system of socialist ownership the author in the first place discusses the manifestation of the problem of ownership in the socialist society. She makes it clear that the principal traits of the system of ownership are uniform in all socialist legal systems made subject to her investigations. This uniformity of the systems of ownership is so to say the reflection of the uniformity of the social relationships. Notwithstanding the uniformity of certain traits of the regulation of the ownership systems there are also differences in the particular national legislations, mainly following from the divergent concepts of the regulation of property and ownership relations (whether there is a consolidated civil code or not) and from the stage reached in social development (in particular from the existence and

method of regulation of personal and private ownership). The author then continues with the discussion of the socialist ownership of the means of production. She points out that at the regulation of property relations the socialist states have set out from the difference between the means of production and the consumers' goods, i.e. they jettison the idea of a uniform concept of ownership and replace it by a differentiated system of ownership (p. 30). Socialist society brings under regulation the ownership of the means of production in the form of two institutions, viz. all-social ownership and co-operative ownership. The author in detail discusses the principal traits of the two forms of ownership. She reviews the arguments advanced against what may be called enterprise ownership one by one (pp. 35–38) and makes it clear that no change will be brought about in the negative social consequences of enterprise ownership even when state ownership continues to live on by the side. This is the case because the bulk of the means of production is in enterprise ownership, whereas the ownership of the State would remain restricted to what may be termed public property. She also makes it clear that the theory of enterprise ownership is indefensible also on considerations of the economic independence of the enterprises, because in the circumstances of socialist production this economic independence can be reinforced by the commodity nature of production rather than by the ownership relations. Incidentally the author discusses the question of enterprise ownership not only at this place, but also in Part Two, in conjunction with the analysis of the ownership systems of the compared legal systems.

In this chapter the author gives special attention to personal ownership. She points out that the appropriation of the objects of personal consumption overwhelmingly takes place through the institution of personal ownership. As regards the relationship between social ownership and personal ownership the author makes it clear that social ownership is the precondition of personal ownership and at the same time its source. At the same time it is true that social ownership presupposes the cessation of personal ownership for else the given thing could not pass over from social ownership to personal ownership. Hence the two kinds of ownership mutually presuppose, and also preclude each other (p. 44). The author continues with the analysis of the question next calling for a study, notably whether or not personal ownership can "degenerate" in the course of development, and if so, what will be its symptoms (pp. 44–45). She calls forth attention to the fact that the enormous sums the socialist societies expend for cultural, educational and social purposes virtually lead to a situation where the financial position of the citizens will improve in the first place through goods of consumption serving cultural, hygienic, social etc. ends rather than through the growth of personal property (p. 48).

The author completes her relevant discussions with the presentation of socialist theories of law relating to ownership as subjective law. The theories brought forward differ from one another in their divergent acceptations of the substance of subjective law, and if the acts or the behaviour of the obligee are qualified as subjective law, the question remains to be answered whether the obligee may insist on the corresponding behaviour of the obligor. To the general definition of the subjective law are attached the various definitions relating to subjective ownership. In this connexion the author gives special attention to the doctrines of Venediktov, Genkin, Bratus and Yoffe. She briefly reviews doctrines given expression in the jurisprudence of other socialist countries, and then on summing up she comes to the conclusion that there is agreement in the construction of ownership as absolute law of property. Opinions, however, diverge as to the qualification of ownership as substantive law, i.e. in the question whether there is need at all for the category of substantive rights by the side of absolute rights. Opinions differ also in the question whether ownership exists without the legal relationship, or within its framework (pp. 57 et seq.)

In Part Two of the work a survey has been given of the ownership systems of the particular socialist countries. Accordingly Chapter III deals with ownership under Soviet law, Chapter IV discusses Czechoslovak ownership, Chapter V the Polish regulation of ownership, Chapter VI the Hungarian conditions, Chapter VII deals with ownership in the German Democratic Republic, Chapter VIII deals with the situation in Bulgaria and Chapter IX with that in Rumania. The explanations adhere to a uniform system throughout, and rely on categories or forms of ownership as defined by the constitution, the civil code or other provisions of law. These explanations are then followed by discussions of the problems of social, personal and private ownership, and conclude with the presentations of provisions in force in the

law of the respective countries relating to the object, contents and protection of ownership. The discussions relying on the statutory law of the particular countries have been supplemented with positions taken by various authors in literature.

Part Three of the work sums up the final conclusions drawn by the author and presents the common and specific traits of the ownership systems of the socialist countries reviewed in this comparative study.

The purpose of the author is with the aid of a comparative analysis to study the forms of the phenomena through which the system of property survives and operates in the legal systems of the European socialist countries. The author tries to explore the trends in development everywhere and so also the relationships of the processes of development. The work is timely because the comparison of the particular institutions of law is of particular importance within the member states of the Council for Mutual Economic Aid. In COMECON increasing attention is namely given to the approximation and harmonization of the institutions of law of the particular socialist countries.

L. TRÓCSÁNYI

LOGA, JERZY: *Wypadek przy pracy* (Industrial accident). Łódź, Uniwersitet Łódzki (Acta Universitatis Lodziensis) 168 p.

The policies followed by the social insurance schemes in cases of industrial accidents and the systems of the compensation of the victims look back to a long past already in a number of countries, and so also in Poland. The author on elaborating the subject-matter simultaneously with his analysis of the development of the system gives attention to the study of the statutory solution and the relevant judicial practice. On the whole the author has set a full-value monographic treatment of the subject-matter as a goal before him. It is not the purpose of the work, however, to discuss the consequences of industrial accidents within the scope of the social insurance services and damages. The author directs his attention in the first place to the factors which provide the legal basis for damages.

In the work the author enlarges on problems associated with the development of the system of liability and the worker's or the employer's liability insurance. For a better understanding of the subject-matter the author gives a short historical retrospect.

Professor Loga devotes the first chapter of his work to the historical development of the means of compensation purposing the elimination of the consequences of industrial accidents. He makes it clear that the question of industrial accidents came to the fore mainly as the outcome of the industrial revolution. In the beginning the labour force was recruited in the first place from among the unskilled peasantry. At that time the introduction of industrial methods was not followed by the introduction of labour safety regulations, and the owners of the manufacturing plants were eager to exploit the physical capacity of their labour force to the utmost.

The danger of industrial accident remained a permanent risk in the life of the workers, still in the event of its occurrence they could rely on neither individual nor social assistance, as until about the end of the 19th century both accident insurance and statutory regulation relating to industrial accidents were unknown. Accordingly invalid workers could make good their claims to damages only by producing evidence of the negligence of the employer by judicial procedure.

In the United Kingdom until the end of the 19th century cases of this kind were determined by the ordinary courts under the common law, whereas in certain countries of Continental Europe, so in the first place in France, judicature relied on the Code Napoléon. In Belgium and in France in jurisprudence the principle of a special liability for employment contracts made its appearance towards the end of the 19th century. The effects of the principle in the judicial practice of the courts then gave birth to the principle of the objective liability for damages. At the same time in Prussia, Austria, Switzerland und Russia the question of liability for industrial accidents was settled in conformity with the general rules of civil law.

The precursor in settling the question of liability for industrial accidents within the social insurance scheme was the Swiss act of the 23rd March, 1877 (*Fabrik-Arbeitsgesetz*). This enactment was followed by the British Workmen's Compensation Act of 1897 defining the conditions of the employer's liability for industrial accidents. This was followed by the French act of 1898. A special court was vested with powers to establish the liability for industrial accidents and a national fund was created to aid those who could not hope to be compensated by their employers.

At the turn of the century in a number of countries legislation was passed introducing a variety of forms of accident insurance to be followed by the yet more emphatic legal developments between the two world wars. Insurance has been extended to occupational diseases and accidents sustained on going to and returning from work. In certain countries in the event of the insolvency of the obligor employer the State guaranteed the payment of damages.

In Poland, which as the outcome of the First World War regained her independence, three systems of worker's compensation insurance were in force, viz. the Prussian regulation of real insurance of July 19, 1911, the Austrian obligatory worker's compensation insurance of December 28, 1887, and the Russian regulation of factory work of June 2, 1903. The demand for a consolidation of the regulation emerging after the recovery of independence was met by stages only, by patching up the earlier provisions of law, when at last, on March 28, 1933 the consolidated social insurance code was promulgated, which in addition to illness, disability, old age and death extended also to industrial accidents and occupational diseases. Until the outbreak of the Second World War substantially this code of social insurance was in operation. Later the code was amended by a decree of June 25, 1954 and an act of legislation of January 23, 1968.

In Chapter Two of the work the author deals with the components of the definition of industrial accidents, he discusses accidents as fatalities, and is of the opinion that the definition includes two components of critical significance, viz. "the accident" itself, as the defining type of events and "the work" as the potential source of the accident. These elements have repercussions on the person concerned.

On advancing a notional definition of the industrial accident the author offers a survey of the socialist and capitalist legal definitions and statutory provisions. He analyses the causes enumerated by the theory and at the same time makes it clear that according to Polish law what is of importance is that the accident should have an external cause. Beyond this there is as another determining factor the abruptness of the impact causing the industrial accident, this abruptness being the sole fundamental criterion of the segregation of industrial accidents and occupational diseases.

Chapter Three is devoted to the connexion of accident and work. Here the author discusses the manner how the legislations of the various countries define the notion of work for the purpose of the worker's compensation insurance. According to British and French opinions industrial accidents must arise from the performance of work, or occur during the working hours. According to Soviet law an extremely wide construction has to be given to the notion of work performance. This notion embraces not only work done in the shop in the strictest meaning of the term, but also the instructive experiments of teachers or the activities of the surgeon in the operating room, i.e. for the purpose of industrial accidents the operations of the surgeon and the chemical experiments of the teacher have to be valued as performances of concrete work.

Under Polish law there will be a case of industrial accident if this accident occurs during the performance of work, usual or such at the instruction of the supervisors, or in association with this work, work performed even without order in the interest of the enterprise, or in association with this work, or at the instruction of the enterprise, during passage from the premises of the enterprise to the site of work. In addition the term of industrial accident includes accidents occurring on route to work or from work, irrespective of the type of vehicle used by the worker for travel.

In connexion with the analysis of the causal nature and the specific criteria of industrial accidents the author emphasizes that for the qualification of the accidents neither the site of its occurrence nor the time of occurrence are decisive. On the other hand, in the legal sense, work as the eliciting cause is of extreme importance.

In the following discussion the author deals with the criteria to which judicial practice has recourse at the establishment of the causal relationship between the performance of work and the occurrence of the accident. In the course of this analysis the author enlarges also on the problems of the relationships between alcoholism, frictions among the workers (quarrels, rows, etc.) and suicide and the industrial accident.

The closing Chapter Four deals with the relationship between lesions in the person of the insured party and the industrial accident. He extends his investigations to the relationship between the various injuries to health and the impacts and accidents directly jeopardizing the life of the worker.

Notwithstanding the relatively moderate size of the work the author offers an extreme thorough and erudite analysis of the problem of industrial accidents. At the study of the different categories of problems the author not only gives a historical retrospect but at the same time offers a panorama on a European scale of the position taken in jurisprudence and the substance of concrete legislative solutions. In addition he deals with the Polish regulation of the problem in greatest detail.

The volume is supplemented with notes at the end of each chapter and a comprehensive and valuable bibliography.

I. SPRÉM

MICHAS, J.: *Ausgestaltung des Arbeitsrechtsverhältnisses, Arbeitsvertrag, Änderungsvertrag, Beendigung. Arbeitszeit und Erholungsurlaub*. Arbeitsrecht in der Praxis, 2nd & 5th vols, Berlin, Staatsverlag der DDR, 1974. 80 and 78 p.

In the German Democratic Republic in order to assist practical activities university professors, research workers, prominent experts of practice in small volumes discuss certain cardinal problems of labour law in a manner understandable by the broad public. These volumes strictly speaking supplement the commentary to the Labour Code. They cast light on the particular domains of labour law from several sides. In addition they include much of recent material. As a matter of fact simultaneously with the changes of statutory law the publication of a small volume is less fraught with problems than the writing of a commentary.

The author, J. Michas, is professor of labour law in the Humboldt University of Berlin. In two volumes he dealt with two important spheres of labour law, namely the law of labour contracts, and, secondly, with the problems of regulation of the working time and paid holidays.

Vol. 2 on the formation of relations under labour law, the labour contract, modifying contract, termination of the contract is split up into the following headings: (1) the enforcement of the right to work at the creation of relations under labour law, their modification and termination; (2) making of the labour contract and its contents, first, the parties to the contract; considerations to be respected at contract-making, further conditions to be observed at the employment of the worker; secondly, mandatory contents of the contract, the establishment of the pay category, other terms of the contract, labour contracts for terms definite, elimination of deficiencies in the individual labour contract; (3) appointment and election as forms of the establishment of employment; (4) temporary transfer to another assignment; (5) significance and the making of a modifying contract; termination of employment, and within it the principles of the regulation governing the termination of employment, termination of employment by mutual agreement (terminating contract), termination by way of notice, the character of notice, causes of notice, the reasons for notice and the notice terms, the rights of the trade unions at notice, protection of definite groups of persons against notice, notice with immediate effect, pleas against the termination of the labour contract, the recall; (7) qualification.

In Vol. 5 on the *working hours and the paid holidays* the author discusses the following questions: (1) foundations and significance of the statutory regulation of the working time, within it the social basis of the law relating to the working time, the significance of the statutory regulation of the working time; (2) regulation of the working time, within this field the duration of the working time in general and its

distribution, special regulation of the working time for definite professional and occupational groups, partial employment, regulation of the factory working hours within the working time plan, regulation of night work, regulation of the Sunday and holiday working hours, overtime work, stand-by; (3) legal regulation of the interruption of the obligation of the performance of work, within this scope certain types of the interruption of the obligation of performance of work, their significance and their review, free time for the discharge of political and social functions, for attending a professional extension course, a day off for the performance of household duties, interruption of the obligation of work for personal reasons, protection of working women and mothers, free time for nursing and caring children, exemption from the obligation of work to obey court summonses; (4) dormant labour law relations; (5) leave for recreation, within it the foundation and legal regulation of leave for recreation, the minimum holiday, the basic holiday, the supplementary holiday and its categories, calculation of the service term determining the holiday and the vacation plan, legal questions of holidays, claim to holidays, days to be included in the holidays, wages and salary for the holiday term, claims to compensation in the event of a failure to grant holidays.

What has been set forth so far conveys an idea of the vast field the author has covered in his work. In the course of his investigations at the appropriate place he calls forth attention to the relevant statutory provisions, judicial practice, professional literature to be consulted by the reader desirous to study the question to yet greater depth. This is of great help of those who wish to have a deeper understanding of the questions. The extremely precise references to the relevant statutory provisions adds considerably to the usefulness of the work for scientific studies too.

L. TRÓCSÁNYI

Délinquance juvénile et développement socio-économique. Paris – La Haye, Mouton, 1975. 317 p. (Publications of the Centre Européen de Coordination, de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales. 6.)

1. This publication of a collection of studies sponsored by the CNRS renders account of the results of research work, perhaps one of the most important during the latter years, carried out in the domain of criminology with the participation of research workers of several countries.

As recounted by H. Michard and P. Wierzbicki in the preface of the volume, the initiative for this research was taken by Poland, or more precisely by Professor St. Walczak. Professor Walczak in a colloquy sponsored by the Viennese *Centre Européen de Coordination, de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales* and convened in Warsaw, in 1964, suggested the launching of joint research work in "Juvenile Delinquency in Europe." The colloquy was attended by seven countries, others were present as observers. The colloquy approved further three research schemes, embracing a statistical study (relating to the quantitative data of juvenile delinquency and to quantitative data appropriate for determining the trend of economic development), a case study (relating to the psycho-social problems of juvenile offenders of regions or districts of different standards of economic development) and a monographic study (of juvenile delinquency of towns or small districts at various level of development).

The research workers of five countries, Poland, France, Hungary, Yugoslavia and for monographic research, Belgium, declared their readiness to join in the research scheme. Greece, originally one of the participants, retired owing to the political events of 1967. The elaboration of the methodology of the collection of statistical data was undertaken by Y. Chirol (Vaucresson), for Yugoslavia by K. Momirovič. In the management of research work Professor Walczak was assisted by H. Michard (Vaucresson). Later P. Wierzbicki succeeded to M. Walczak's post. The research workers met for altogether eight colloquies and in addition the centre at Vaucresson offered facilities for longer discussions on the common topics and comparative data.

2. The work here reviewed is a compilation of results of researches of the statistical kind. It is the foundation of the work undertaken as a whole. The purpose namely of the scheme was to define with accuracy in their outline the interrelations between the level of juvenile delinquency and that of economic development. The regional analysis of delinquency has in reality explored the interrelations of major importance and helped to define the type of offences associated with a definite stage of economic development. The analysis of the different forms of manifestation of the interrelations was outside the scope of the researches. The second phase of the research scheme, viz. the case study, is expected to confirm the assumptions, to pursue the investigations and as a result of these describe the mechanism of the interrelations of economic development and juvenile delinquency. The monographic studies have as their objective the illustration of these interrelations and present their mechanism. Unfortunately in this work only Yugoslavia and Poland will take part.

3. The work under review is divided into three parts. In Part One H. Malawska – B. Maroszek – V. Peyre render account of the preliminaries of the research work and cast light on the peculiar features of the work. Y. Chirol and V. Peyre offer an insight into the methodology of the researches (framework of the scheme, study of the geographical inequalities and the study of development in the temporal order, the selection of the regional units, the method of the factor analysis applied, phases of the analysis of social and economic development, analysis of development and criminality). Part Two contains the studies made of the particular countries (V. Peyre: France, A. Szabó: Hungary, B. Maroszek: Poland, D. Lazarević and Z. Jasović: Yugoslavia). Part Three is made up of two comparative analyses (B. Maroszek: Inter-territorial, inter-regional comparison; in this comparative study only the data of France, Poland and Yugoslavia have been processed; and V. Peyre: International comparison; here also the data collected in Hungary have been taken up).

Although practically all papers published in this compilation emphasize the difficulties caused by the divergent practices followed in the countries under study, so also by the differences in the legal systems, the routine of the criminal records offices, the collection of the statistical data and their processing, etc., nevertheless certain conclusion may be drawn from the comparative analyses as to the interrelations of the phenomena subjected to study, viz. juvenile delinquency and social and economic development.

The Appendix to the volume (pp. 305 to 309) gives the bibliography of the material published of the research work.

4. Apart from the results of recent research work, which beyond doubt will advance the exploration of the causes of juvenile delinquency and the drawing of the relevant conclusions, and which offer a reliable basis for the elimination of the causes of juvenile delinquency and for the repression of criminality, the publication of this volume of studies *is of significance also for considerations of science organization*. The difficulties associated with the launching of research work at the same level, with the participation of several countries and mainly with its termination, namely the publication of the results, are sufficiently known. The participating institutions, the editors of the volume under review and their team of co-workers have succeeded in overcoming these difficulties. The Documentation Centre for Social Sciences in Vienna extended its assistance to the scheme from the very beginning. The research centre dealing with youthful offenders at Vaucresson and by no means in the last resort, H. Michard himself, have done their utmost to remove any obstacles in the way of the joint efforts. The work of the participating institutes, and of the team of research workers is by no means of lesser significance. The researches themselves are still going on, and it is adequately borne out by the publication under review that successful team work, hereincluded the publication of the results of the researches is not conceivable unless the participating institutions and persons, and so also the editors of the volume presenting the results of the work, devote their efforts, their enthusiasm for the subject-matter, consistently and unrelentingly to the achievement of the objective of the scheme.

L. NAGY

DONGOROZ, V. AND OTHERS: *Explicații teoretice ale Codului de procedură penală român. Partea generală. Vol. I.* (Theoretical interpretation of the rumanian Code of Criminal Procedure. General Part. Vol. I.). Bucuresti, Editura Academiei R. S. R., 1975. 434 p.

The Code of Criminal Procedure of Rumania has been promulgated as Act 28/1968. This Act has abrogated the Code of Criminal Procedure of 1936, amended on several occasions. A restatement of the new consolidated socialist code of criminal procedure has been published, with slight modifications, in Nos 58–59 of the *Buletinul Oficial* (Official Gazette) of 1973. Since then law-decree No. 235/1974 has amended a single provision only, and we don't have to deal with it.

The volume to be reviewed in the following has been edited by V. Dongoroz. He is the author also of the introduction. In this introduction he discusses a few questions of general importance, such as the legal order, procedural law in general and criminal procedure in particular, the theory of criminal procedure, the norms and practice of criminal procedure. In addition the author gives a historical retrospect of the procedural systems and outlines the contemporary systems of criminal procedure.

Dongoroz is also the author of Title I of the volume. Here also general questions have been discussed, which, however, are somewhat closer to practice. Such questions are e. g., the policy of criminal procedure of Rumania, the political principles of criminal procedure, the principles of procedural law, the social and legal objectives of the criminal suit and its social and political role, legality and *ex officio* procedure, establishment of substantive truth, the active role, guarantees of freedom and the right to defence, finally the question of the use of the vernacular. The following section deal with procedural dynamism and here the author inquires into the notion of the claim to the infliction of punishment and its enforcement. He continues with a study of the civil law claims from the very same aspect. He then analyses the notion of procedural relationship, the interrelations of criminal procedure and the variety of questions associated with the subjects of procedure.

Dongoroz has also written Title II, on the various aspects of jurisdiction and competence. In the introductory section, where he tries to make clear certain general notions, he sets up the following categories: jurisdiction by subject (material jurisdiction), jurisdiction by the person (personal jurisdiction), the territorial competence, competence by the jurisdiction of the agency (functional jurisdiction). He then proceeds to discussing the legal bearings of the particular problems, with special regard to the regulation of Rumanian criminal procedure act.

Title III of the volume deals mainly with evidence and the means of evidence. The introductory study of Kahane deserves special attention. The author analyses the various notions, the character of evidence and the means of evidence, the function of evidence and its significance. In connexion with evidence and the classification of the means of evidence the author calls forth attention to the substantial differences between these means. With due regard to the law actually in operation he classifies the means of evidence as oral, written, and material or technical means. The means of evidence must not be confused with the various procedures of taking evidence. The latter are namely only the method by which the court may proceed at making use of the means of evidence. Among the examples he quotes mention may be made of the method of obtaining the statement of the person under charge, viz. the hearing, the written statement, the questioning (examination) and the confrontation. The author discusses several kinds of classification of evidence. Thus a distinction may be made between the evidence of the accusation and the defence, between evidence in being before the offence and after the offence, primary and derivative evidence, direct and circumstantial evidence. He deals with the difference between the *factum probans* and the *factum probandum*, the admissibility of evidence, on principle unrestricted, relevant and irrelevant evidence; the question of negative facts and conclusive evidence; the problem of presumptions and of the *onus probandi*. In a special part he analyses the interrelations of evidence and other regulations, further extra-procedural scientific and professional knowledge.

The remaining chapters of Title III have been written by Antoniu, Bulai and Stănciu. Each of them has treated different questions, mainly relating to the rules of evidence and the practice of taking evidence. The authors offer exhaustive and detailed analyses of the questions treated by them.

Title IV of the volume, too, has Kahane as author. He discusses the preventive and other procedural measures.

At the end Iliescu deals with questions of defence and representation, the summonses and delivery, the writ of attachment, the terms, the procedural costs, the elimination of patent errors and the remedy of defaults, nullity and court fines.

The authors of the volume under review have not only given the theoretical interpretation of the effective procedural rules but also where necessary, beyond this investigated the theoretical problems associated with criminal procedure in general also through a comparison of the methods adopted in capitalist and socialist countries.

M. LAZAR

MAZILU, D. I.: *Echitate și justiție* (Equity and judicature). Bucuresti, Edit. știintifica, 1972. 290 p.

In the opening passage of the work under review the author gives expression to his opinion that the present age excels not only in technical and scientific achievement or in the rapid progress in the many fields of economy, but also in the enrichment of human life with certain new values. Of these values the author selects the notions of equity and judicature as the subject-matter of his investigations. He analyses these notions in his work in the process of development of human society, in particular in the circumstances of socialist society. He tries to analyse these notions in their meaning closest to their most general and everyday acceptation. By equity he substantially understands the prevalence of justice. In his opinion the administration of justice stands for the satisfaction of the postulates, of the highest and sublimest order, of social justice.

The excursions of the author into history are extremely instructive. Here he makes clear the relationship between equity and the administration of justice as they developed throughout the centuries and investigates the contents of justice. The author gives selections from the history of ethical, philosophic and legal thinking, from Babylonian thinking onwards and concludes with an outline of the contributions of Marx and Engels to the theoretical exposition of these notions. As pointed out by the author, historical materialism has permitted the transgression of the earlier class barriers of equity and the administration of justice. Marxism studies these notions not as ends by themselves, but in their interrelations with the struggle continued by the proletariat against inequity and injustice, for the liquidation of the existing unjust systems.

The author, among others, by emphasizing the dialectic relationship of equity and judicature, with extreme thoroughness analyses the significance of the subjective and objective factors, further the place and role of the law in this relationship. His ideas of the correlation of equity and the administration of justice as the decisive requirement of the improvement of social relationships may give the reader thought.

According to the author the law is not merely some sort of a totality of rules of behaviour, but the totality of norms defined by the State and provided with sanctions by it, whose meaning and finality are given by equity and justice.

In the following discussion the author, in connexion with equity and the administration of justice, extensively analyses certain principles, such as the equality of the citizens, the use of the vernacular, the exploration of the facts, oral procedure and immediacy of procedure, the unchanging composition of the proceeding panel and the continuity of judicature, the independence of the judges and the lay assessors and their eligibility, the adversary system of procedure, the *ex officio* procedure in criminal suits, and the principle of discretion in civil suits.

The author devotes a separate section to the discussion of the enforcement of equity in the course of the administration of justice. He analyses this postulate as related to the criminal and then to the civil suit, and comes to the conclusion that in the process of the administration of justice there is need for a certain equilibrium, and that the respect for the rights of the other party is a demand equally important for both parties.

The author then makes it clear that in the course of procedure the competent agency has to bear in mind the principle of socialist equity and even enforce it. Thus e.g. the agency acting for the prosecution has to explore not only the aggravating circumstances but also the extenuating ones. This is a precondition of justice. The author also studied, among others, the problems of defence, the functions of socialist lawyers, further the enforcement of equity and justice in the judicature of the courts and the social tribunals. He lays stress on the obligation of the court to ensure the harmony of the administration of justice and equity.

In the closing section of his work the author discusses the principle of legality and expounds the idea that the principle of legality substantially means a certain delimitation of the relationship between equity and the administration of justice.

What is characteristic of the work is the author's striving for clarity and unambiguousness. He carefully avoids the use of cumbersome technical terms, the exaggerated use of professional parlance hard to understand. In this way abstract notions will be grasped by the broad layers of readers easier. Another trait of the work at the exposition of the subject-matter is the fighting character of the author's argumentation. It appears as if the author wanted to produce an effect not only on the intellect of the reader but also on his world of sentiments. In general the author grasps the problem raised at a theoretical level and only by way of illustration he may have recourse to arguments of a statutory character whenever this is necessary for conviction or for the better understanding of what has been set forth.

M. LAZÁR

HUCHTHAUSEN, L.: *Römisches Recht*. Bibliothek der Antike. Berlin, Aufbau Verlag, 1975. 548 p.

The author of the work published in the Roman series of the *Bibliothek der Antike* has undertaken a by no means trifling task. The author's work split up into an introductory study, carefully selected excerpts from sources and a section of notes and indices compiled in a truly scholarly manner wants to convey an idea of Roman law to be understood also by the non-professional reader. In the introductory section the author clearly states that what he has set for himself as a goal is to arouse the interest of the large camp of readers in Roman Law. In our opinion the leaves of this work may be turned with profit also by experts of law. Until of late in the German Democratic Republic Roman law did not figure in the curriculum of the faculties of law as a discipline for and by itself. Actually, however, a trend for the better has set in. The publication of this volume is perhaps a symptom of this new trend.

In the introduction the author above all draws a comparison between the Roman *ius civile* on the one side, and the capitalist *Privatrecht* and the socialist *Zivilrecht*, on the other. He makes it clear that as a matter of course the *ius civile* of the Romans stands closer to the bourgeois *Privatrecht*, although the two cannot be identified unless with limitations. Furthermore he points out that a study of Roman law cannot rely exclusively on positive law, or the analysis of the provisions of law. The study of legal practice cannot be bypassed. The demand for the analysis of legal practice is adequately illustrated by the *lex Marcia* an enactment dating back to the 2nd century B.C., prohibiting usurious practices. Although this piece of legislation was of little avail, it nevertheless lends itself readily for representing the conflict between the law and the actual judicial practice. The author appropriately stresses the duality of the *Gesetzesrecht* and the *Juristenrecht*, still he fails to discuss the *ius praetorium* to the extent it would deserve. In this manner praetorial law is not represented with its proper weight among the sources of Roman law, although praetorial law was the basis of the by Huchthausen properly valued *Juristenrecht* relying on the responses of the scholars of law at least to the same extent as the Law of the Twelve Tables, or the small number of enactments following upon the latter and bringing under regulation certain problems of the *ius privatum*.

On investigating the role of jurisprudence the author states that Roman *iurisprudentia*, unlike its counterparts in the Oriental states of Antiquity, had with the decline of the role of the *pontifices* soon become secularized and so it was not petrified to a strict *Priesterrecht* or priest law.

The author's description, his account of the historical circumstances of the birth of the Law of the Twelve Tables, are very illustrative. We cannot, however, approve of his apostrophizing this law as primitive or *primitiver Formalismus*. It would have been more to the point, had the author used the epithet archaic instead of primitive. The author by emphasizing the thesis *adversus hostem aeterna auctoritas esto* (III. 7) illustrates the rigid rules of ancient Roman law valid for the inhabitants of a small *polis* only.

At the valuation of the *ius Flavianum* publishing the forms of actions at law and laying them down in writing in our opinion the proper course would have been to rely on the more modern and more authentic concept of Theo Mayer-Maly instead of on the traditional notion. The author on speaking of classical slavery uses Pólay's technical term of *Betriebssklaverei*, a term more acceptable than the not wholly unambiguous *Massensklaverei*. At the valuation of the *Edictum Perpetuum* of Salvius Iulianus quasi "codifying" the *ius praetorium* it would have been proper to mention that within hardly a few decades following upon the *Edictum Perpetuum* praetorial law was completely thrust to the background, only to disappear wholly before long.

The survey given of the principal traits of the Roman methods of the administration of justice holds its own in every respect. The comparison of the Roman and the Athenian trial by jury is illustrative. To convey an idea of the often extremely close relationship between rhetoric and *iusprudentia* the author reverts to Cicero's defence of Sextus Roscius. At the same time he makes the statement that there was close interrelation between the growth of the influence of Greek rhetoric in Rome and the first tentative attempts at a systematic portrayal of Roman law. At the presentation of the development of *iusprudentia* it would have been proper, by the side of Quintus Mucius Scaevola, to mention Servius Sulpicius Rufus who cultivated jurisprudence at a qualitatively higher level.

The valuation of Gaius is correct. The author properly remarks that it was due to the function of the *Institutiones* (they were namely a handbook for beginners of the study of law) that first, they did not deal with certain institutions of law (e. g. the *dos*), and, secondly, their style would not stand a comparison with that of the rhetorist Cicero.

The author also reminds the reader that although law and jurisprudence adequately reflect the production relations, in certain cases, so e. g. as regards the institution of the *colonatus* they would present a false picture of the conditions as they really existed. Roman law brings under regulation the institution of *colonatus*, the legal relations of the *coloni*, in the form of the contracts for *locatio-conductio operis* and *locatio-conductio operarum*, contracts of a content wholly different from that of the *colonatus*. Nor is there a chapter in the *Institutiones* of Gaius which would deal with the *coloni*. The *colonatus* and the legal relations of the *coloni* present problems waiting for being tackled by the students of Roman law.

Among the causes accounting for the codification of Justinian the author in the first place mentions the insecurity of the law. The same cause explains the growth of the significance of the imperial rescripts as early as the beginnings of the postclassical era. Another consequence of legal insecurity was that the rescripts often deal with questions which could be answered also by relying on Gaius's handbook written for beginners. The *lex citationis* promulgated by the emperors Theodosius II and Valentinian III is in the opinion of the author a precursor of the Justinianian codification.

With the aid of the selections from the sources the reader will be able to form for himself a comprehensive picture of the structure and system of the *Digesta*. The fragments giving the sources of law and the rights of persons for both their form and contents provide suitable means for a comparison with the corresponding passages of the *Institutiones* of Gaius. The author helps to an acquaintance with the institution of the *dos* missing in Gaius by quoting a few fragments from the relevant *titulus* of the *Digests*. The fragments of the *titulus* 50.16 of the *Digesta*, *De verborum significatione*, in the selection of sources cast light on the typical phenomenon of Roman law, that the overwhelming majority of the terms used in Roman law had their origin in the vernacular. The author aptly remarks in connexion with the *regulae* of Roman law, that the *regula* itself is not a provision of law, but a rule giving expression to the spirit of the law (*Geist der Gesetze*).

As regards the question of interpolations, the author agrees with the moderate tendency and accordingly disapproves of the *Interpolationsjagd* (hunt for interpolations) knowing no bounds.

On appraising the significance of the Justinianian codification the author quotes Pólay, who wants to discover the principal traits of codification in the growth of the fundamental norms of law, the extension of the scope of operation of the normative rules, the consolidation of the legal norms regulating uniform institutions of law or the same questions of law, the further refinement of the solutions of classical law and the elimination of obsolete formalism. The author points out that the principal traits of the contents of codification as summed up above are not without antecedents. In fact already in the age of Gaius (Inst. IV. 23 and Inst. I. 111) certain theses departing from the solutions of the pre-classical age began to turn up. Formally the Codex Gregorianus, the Codex Hermogenianus and the Codex Theodosianus were the precursors of the Justinianian codification.

On speaking of the survival of Roman law the author makes the statement that already the glossators and the commentators dealt with Roman law as adjusted to their age, i.e. ahistorically. On appraising the role of the most prominent figure of the historical school of law, Savigny, he states that Savigny's doctrines betray a feudal spirit rather than a bourgeois. In connexion with the work of Ihering, *Kampf ums Recht*, he points out that this scholar recognizes the dialectics of social and legal development only as related to the past. As regards the dispute between Romanists and Germanists invoking the un-German character of Roman law now going on for many decades the author makes it clear that even the partisans of the primacy of Teutonic or Germanic law have failed to give a watertight answer, first, as to the concrete social and economic relations amidst which the collections of customary law in so great esteem with them were born, and, secondly, how could in England the law of Teutonic origin adapt itself to capitalist conditions.

In addition to the introductory study and the selections of sources there is a carefully compiled register giving the brief careers and appraisal of the jurists, emperors, magistrates occurring in the selections, the date and circumstances of the origin of the laws, rescripts and *senatusconsulta* quoted in the work, and finally explanations summing up the substance of the particular legal institutions. In our opinion the *actio familiae heriscundae* and the notion of the *familia* require a more copious explanation. No mention is made in the register of the *lex Atinia* so important for the conditions of positive prescription. The same applies to the *lex Poetelia Papiria* of historical importance and to the *lex Villia Annalis* regulating the order of the appointments to the magistracies. Also the *donatio propter nuptias* has been bypassed in the register, although this institution, as the counterpart of the *dos*, absolutely calls for an explanation.

By way of summing up the statement may be made that with his book Huchthausan did pioneer work. In like way tribute has to be paid to G. Härtel, who has collected and translated the fragments of the *Digesta* methodically. On reading this book the reader, be he a student of law or merely interested in it, will obtain a comprehensive, novel panorama of the sources, institutions and growth of Roman law.

G. HAMZA

NOCERA, G.: "*Iurisprudentia*" *Per una storia del pensiero giuridico romano*. Roma, Bulzoni Editore, 1973. 100 p.

In his book the professor of the University of Rome analyses the first phases of the genesis of Roman legal thinking. Already in the first chapter the author makes it clear that *iurisprudentia* is not merely the *historia* of *notitia*, *scientia* or any of the *artes*, but above all the history of the jurists, of the men learned in law, where the interrelations of the *iurisperitus* and of society, interrelations which already in the times of ancient law underwent innumerable changes, find expression.

The functions of the religious, and in many cases political, guidance of the community, the roman *polis*, were during the kingdom and the aristocratic republic discharged by the *pontifices*. Ulpianus, giving his definition of the *ius publicum* (D. 1. 1. 1. 2.) in a concrete form refers to the relations of the priesthood and the magistracy. In Rome priesthood was not some sort of a charismatic status: it was merely a *dignitas*. Religion was strictly speaking an *instrumentum regni*, one of the means of the enforcement of power. Its

purpose was the protection of the institutions of the State with its peculiar system of means. A sign of this function of *rem publicam conservare* was that with the exception of P. Cornelius Colussa for more than a century nobody could be elected *pontifex maximus* unless he had filled a magistracy earlier (Livy, 25.5.4.).

Nocera points out that all colleges of priests and not only the *collegium pontificale* could perform duties given by the sources the terms *interpretari*, *aritrari* and *decernere*. At the same time the author lays down as a fact that in the domain of *ius privatum* the *pontifices* had primordial significance. This is borne out by quotations from Pomponius (D. 1.2.2.6), Livy (4.3.9; 9.46.5) and Cicero (Brut. 42.156). The significance of the *religio* may be inferred also from the circumstance that the legal terminology, even in the Law of the Twelve Tables, is overwhelmingly of sacral origin and in many cases of ritual contents. In agreement with Riccobono the author points out that the Law of the Twelve Tables contained the *ius* only, but not the *fas*. This prominent collection of the decemviral legislation was the first sign of the segregation of the *profanum* (in the given case the law) and the *sacrum*. In this way the law was on the way of gaining its independence. The independence of the *ius* was not, however, followed by the laicization of jurisprudence. The priests remained the depositaries of the *iurisprudentia*. Their duty was the interpretation of the *voluntas deorum immortalium*. Keeping the maxim of *narra mihi factum et dabo tibi ius* in view the priests instructed the parties on hand of the facts at issue. Instead of making the law known to the litigants they invoked the will of the gods. In the domain of both the *ius privatum* and the *ius publicum* Nocera quotes concrete examples to illustrate the role of the priests at the settlement of particular cases. In certain cases the college of the *pontifices* determined most issues of law by a *decretum*, even at a time when the era of the republic was about to expire. This kind of interference carried greater weight than the *responsa* of the jurists: the word of the priest was beyond doubt of a decisive character. The *decretum* was the privilege not only of the *collegium pontificale*. This way of settling disputes can be encountered, in the domain of the *fas*, also in procedure of colleges of the *pontifices fetiales* (Livy, 31.8.3.). The reflections to the dispute were of several forms: the form of approval could be *recte*, *recte factum*, *recte facturum*, or simply, *placere*, etc.

Beyond the concrete cases conferring a consulting jurisdiction, or often a case-determining power, on the *pontifices*, *augures* and *fetiales*, the general guiding, supervising function of the priesthood found expression also in certain institutions of law. In this way in the procedure of *confarreatio* or *adrogatio* the *pontifices* were given a direct role. The author remarks that the "spiritual presence" of the college of the *pontifices* in the *legis actio* procedure is beyond doubt, although the members of the colleges of priests took part in the actions at law neither as representatives of the parties nor as judges. According to Nocera on traditional considerations the *ius*, *fas* and *mos* are notions inseparable from one another and their interrelations may be justified also on institutional grounds. The author points out that although in the *collegium pontificale* there was a division of duties, still this did not affect the uniform character of the corporation as manifesting itself to the outer world. A sign of this was the collective authority of the body.

It was characteristic of the method of clerical jurisprudence that it was ignorant of abstraction, it ignored *pro futuro* regulation, and responded only to concrete cases. From a jurisprudence of this kind both the instruction and propagation of the law were alien. The despise of instruction is but one of the reasons of this state of affairs. According to Cicero (Orat. 42.144.) *docere dignitatem non habet*. The true cause of the reluctance of the priestly jurists to teaching was the preservation of the privilege of *scientia*, the privilege of knowing.

It was characteristic of Roman law that in the course of development oral procedure did not disappear altogether, it did not yield to the use of written records. Within the domain of *mancipatio*, *sponsio*, *acceptilatio* and *stipulatio* the oral act continued to dispose of legal relevance. According to Nocera for this phenomenon the sacral origin of the ancient institutions of law may account. These institutions then preserved their sacral character for centuries to come. What was characteristic of oral procedure was the strict adherence to rigorous forms at the particular acts. This enforcement of forms was seemingly conflicting with the development that certain acts by waiving their original nature of a concrete legal transaction became suitable for the performance of other acts of progressive social contents earlier

not known, e. g. the *emancipatio*. The author calls forth attention also to the fact that it was exactly because of the abstract transaction tied to a rigorous form that acts leading to changes in the *status familiae*, such as *emancipatio*, *adrogatio*, could be prevented from proliferating. In the majority of cases the ancient preserved forms being less and less capable of reflecting the changed, new contents adequately broke away from reality. Nocera emphasizes that the breaking away of the ancient forms of transaction from reality created the potentialities of the growth of jurisprudence as a theory. *Mancipatio* as the general form for the conveyance of property, and *stipulatio* as the general form of obligation, etc. were the first forms of *iurisprudentia* as theory.

According to the author the promulgation of the *ius Flavianum* i. e. of the forms of procedure, signalled the end of the intellectual privileges of the *pontifices*. In the period following upon the birth of the Law of the Twelve Tables until the promulgation of the *ius Flavianum* the *pontifices* defended their privilege of the knowledge of the law so much the more, the more they became aware of this knowledge being thrust by the norms of the laws to an ever narrower sphere. In this period above all they exercised the supervision and control over the application of law.

The appearance of lay jurists took place almost unnoticed. The author points out that laicization, first, led to the disintegration of the earlier uniform, homogeneous jurisprudence, heralded by the appearance of notions such as the *ius controversum*, *disputatio*, etc. Secondly, the "impersonal" jurisprudence was superseded by personality, the *iurisperitus* having a face of its own. According to Nocera the lay jurisprudence of the pre-classical era was encountered by two principal tasks, viz. first, the liquidation of the casuistry of the *iurisprudentia pontificalis*, secondly, the "defence" against the norms of the laws narrowing down the scope of activities of the jurists. Since these tasks to be tackled made their appearance in the pre-classical era superseding the era of the ancient Roman law and are so outside the temporal domain of the work, the author has refrained from the concrete analysis of these problems.

Even if allowance is made for a not too convincing thesis, or two, Nocera's work is a useful contribution to the solution of questions associated with the history and development of Roman legal thinking. The author tries to present the law as the living voice of facts, and therefore he does not confine himself to the analysis of sources exclusively of legal character. On reading this work the student will gain a comprehensive picture, abounding in original ideas, of the origins of Roman legal thinking.

G. HAMZA

PAULI, LESŁAW: *Infirmis Sexus*. Warszawa-Kraków, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1975. 102 p.

This monograph of Professor Pauli is vol. No. 399 of a series of publications of the Jagiello University of Cracow, Poland. The monograph deals with the legal status of women in the light of the statutes of the Italian city states of the 11th to 15th centuries. Out of about two thousand penal statutes of towns in Northern and Central Italy the author unravels the principles which underlay the for women by no means flattering thesis of *infirmis* or *fragilis sexus*. The thesis of the frailty of women sets out from the doctrine that for the purpose of criminal judicature the criteria applicable to the female sex differ from those valid for men because of the incapacity, frailty or vulnerability of women. It is a grotesque grimace of the history of law that in certain cases discrimination to the prejudice of women guaranteed a privileged position for them, whereas the abolition of discrimination and the "admission of women into the parts of criminal law" brought about a situation prejudicial to the culpable.

The first chapter more of the character of an introduction permits insight into the multicoloured statutes of an enormous number analysed by the author. Besides the overwhelmingly penal rules and norms there are also such of other branches of the law. The significance of the work of Professor Pauli is even enhanced by the circumstance that municipal legislation had a decided influence on the development of European criminal law as a whole until the Constitutio Carolina. In the statutes the dynamic interaction of the different legal systems may be traced easily. With the reception of Roman law the initial Teutonic, Langobard colouring of the rules became more and more faded. So far professional literature has not yet

made clear the legal situation of women in the substantive criminal law of the Italian city statutes. The small monograph of Professor Pauli has made good this shortcoming at a high level.

On discussing the *liability of women under criminal law* the author describes the process in the course of which the administration of justice by the family as rooted in the *patria potestas* of Roman law and the *mundium* of Germanic tribal laws, in criminal cases of women gradually yielded its place to the community forum. The disciplinary powers (*ius castigandi*, *Züchtigungsrecht*) of the *paterfamilias* in matters of the dependants and the servants, however, remained as before, in the same way as certain categories of *delicta propria* of women survived from the ancient law, so e.g. adultery. It was only canon law that did not recognize any difference between men and women. In the opinion of the canonists uniform criteria had to be applied at the appraisal of crime to all.

The communes were fairly indifferent to petty offences occurring among those living in *una domo et familia*. Jurisdiction in cases of difamation, assault and battery, had been conferred on the master of the house. It was not necessary to bring the offenders to trial. The domestic disciplinary jurisdiction extended to the wife, offsprings, step-children, grandchildren, sisters, servants, the concubine. In addition to the father, brothers or any other male relative had disciplinary powers with respect to unmarried females.

The *infirmitas sexus* did not preclude the liability of women under criminal law. The insufficiency latent in the female sex, however, was considered a factor reducing liability. For certain criminal offences milder penalties were inflicted on women in general one half or three fifth of the sanction otherwise imposed on the offender. Particular leniency was applied when both the offender and the wronged party were women: *inter se delinquentium*. In the statutes gradually the opinion made its appearance that as regards offences against life or bodily integrity both sexes were equally liable under criminal law. In the 14th century the idea gained general currency that the rules of the statutes had to be applied uniformly to both sexes. In certain cases this new concept was apt to impair the situation of women, still the practice cannot be considered a step backwards. According to the author the privileged treatment of women was irrational even before.

As regards certain offences the exclusive liability of women prevailed. Only females could be held liable for unauthorized marriage. Men could not be prosecuted for adultery, and only women could be subjects to damning. In general the statutes did not punish "the most ancient of all professions", and action was taken only when police rules had been infringed. A case of prostitution as a specifically female offence could be established only when the prostitutes did not keep aloof from persons of *bonae famae*, did not observe the prohibition to live in specified quarters of the town, or did not wear the clothes prescribed by statute.

The enumeration of the penalties inflicted on women is apt to fill the reader with horror, at least as far as the practice of the municipal tribunals as concerned. The primary means of domestic disciplining was the lash or whip. Lashing or whipping could not be too severe or cruel. In general the causing of the extravasation of blood was forbidden. A private punishment was domestic arrest, a punishment the *paterfamilias* could impose in the wife, offspring and the home folks *etiam multis diebus*. Expulsion from the house was mainly applied to the adulterous wife.

A specifically female punishment was the burning at the stake, namely women could not be hanged. The forfeiture of the dowry, relegation to a convent and exposition to ridicule, e. g. by dipping into water, or carrying rocks, were penalties inflicted exclusively on women.

As regards the *protection of women under criminal law*, it was a feature of the municipal statutes that unlike Germanic laws they did not contain general norms by which women in the state of the wronged party would have been judged differently. On the other hand there were certain special provisions which provided the ground for a stronger protection of women under criminal law. By way of example reference may be made to offences injuring female dignity. Only women could be the injured party of sexual offences. The commission of a sexual offence against men was considered precluded even when the victim was a minor. Slave-trade was a flourishing venture in the Medieval Italian towns. Women slaves were sold not only as labour force but also *libidinis causa*. The statutes in general connived at this offence except, however, when Christian girls or women were concerned.

Nor was the limited protection of women under criminal law unknown. In the first place here criminal offences among women as mentioned earlier are meant. In conformity with the doctrine of *infirmitas sexus* at the regulation the congenital quarrelsome disposition of women and the consequential reduced accountability of women were taken into account. Protection under criminal law was even more restricted or absent altogether as far as women of bad fame were concerned or such as belonged to the lower strata of society.

Several statutes operated with the proviso that insults by word or act, offences against morals, or even rape, entailed punishment only when the wronged party was a woman *bonae famae* or *honestae vitae*. Strictly speaking this regulation had little to do with the different treatment of the sexes. Here rather ethical and class considerations had a word to say. Discrimination to the prejudice of women *malae famae*, in particular of prostitutes, was the expression of moral condemnation. This constitutes a general characteristics of medieval law. The limited protection under criminal law afforded to women in worst financial conditions strictly speaking amounted to their being set on a par with women of ill fame. The various considerations prompting to these discriminations came to be commingled later.

The situation of women is by no means an isolated problem in the history of criminal law. The differential treatment of the sexes was even more accentuated in other branches of the law. Let only civil law or public law be mentioned, where discrimination *propter sexum* came to an end only in the 19th and 20th centuries. Criminal law reflects the trend steering towards emancipation. The tendencies of emancipation manifested themselves in the Italian city states earliest. The significance of these tendencies has been appraised by Eberhard Schmidt, quoted by the author, as revolutionary. The principle of equal deal has made headway despite the position of Germanic law to the contrary, although the traces of unequal deal have survived to the end. The author describes this process as follows: „What was essential was that the theory of *infirmitas sexus* constituting the basis for the general discrimination of women lost its footing in one branch of the law at least. A precedent was born which in respect of other domains of the law, too, presented the trend of the metamorphosis and this was one of the trends towards an equal deal *in favorem mulierum*.“

This concisely worded monograph relying on an enormous mass of records and literary sources will make useful reading for the student of law, the historian and intelligent persons in general.

F. SIK

Bibliographia

HUNGARIAN LEGAL BIBLIOGRAPHY 1976, 1st PART¹

Books of Reference

Collected legislative acts

Törvények és rendeletek hivatalos gyűjteménye. 1975. [Official collection of acts and decrees. 1975. Официальный сборник законов и постановлений 1975 г.] Közzéteszi az Igazságügyi Minisztérium közreműködésével a Minisztertanács Titkársága. Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. XXXI, 1199 p.

Scientific records — Сборники статей

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae.

ВЕНГЕРСКАЯ ЮРИДИЧЕСКАЯ БИБЛИОГРАФИЯ 1976, 1-ая ЧАСТЬ

Справочные издания

Сборники законодательства

Sectio iuridica. Tomus 16. 1974. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1974. [1976.] 229 p.

A budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának actái. 16. köt. Szerk. a Kar tudományos és módszertani bizottsága. Acta Facultatis Politico-Iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Tomus 16. Red. Commissio scientiae et methodi studiorum Facultatis. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 357 p. — Dt. Zusammenfassung;

¹ Edited by Lajos Nagy and Katalin B. Veredy. This bibliography contains legal works of Hungarian authors issued as monographs in Hungary between the 1st of January and the 30th of June 1976, material of periodicals (articles or book reviews) and studies published in collective works.

The material for the period 1965 is resumed in the following publication: *Bibliography of Hungarian legal literature*. 1945—1965. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966. 315 p.

The material published from the 1st of January, 1966 is currently processed half-yearly in the *Acta Juridica*, beginning with the Tomus 8, 1966. Nos 3—4.

Periodicals processed in this bibliography:

ÁI. 1—5/1976; AJurid. 1—4/1975, [1976.]; HLR. 1—2/1975. [1976.]; JK. 1—5/1976; MTud. 1—5/1976; OVPr. 1—2/1975. [1976.]; RDH. 1—2/1975. [1976.]; TSZ. 1—6/1976.

Abbreviations of periodicals and other abbreviations see in the *Acta Juridica*, Nos. 1—2 of 1972.

Collective works processed in this bibliography and their abbreviations:

Acta Bp. Tomus 16. = A budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának actái. 16. köt. Szerk. a Kar tudományos és módszertani bizottsága. Acta Facultatis Politico-Iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Tomus 16. Red. Commissio scientiae et methodi studiorum Facultatis. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 357 p.

Annales Bp. Tomus 16. = Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 16. 1974. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 229 p.

Библиографию составили Л. Надь—К. Б. Вереди. Настоящая библиография содержит в себе самостоятельные юридические издания, материалы, опубликованные в сборниках за время с 1 января до 30 июня 1976 г.

Материал от 1945 до 1965 гг. опубликован: *Bibliography of the Hungarian legal literature*. 1945—1965. [Библиография венгерской юридической литературы. 1945—1965. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966. 315 p.]

Библиография материала, появившегося с 1 января 1966 г., публикуется последовательно по полугодиям в журнале „*Acta Juridica*” начиная с № 3—4, тома 8, 1966.

Разработанные журналы:

ÁI. 1—5/1976; AJurid. 1—4/1975. [1976.]; HLR. 1—2/1975. [1976.]; JK. 1—5/1976; MTud. 1—5/1976; OVPr. 1—2/1975. [1976.]; RDH. 1—2/1975. [1976.]; TSZ. 1—6/1976.

Сокращение журналов и другие сокращения см. в журнале *Acta Juridica* в 1—2 номерах 1972 г.

Разработанные сборники и их сокращения:

Acta Bp. Tomus 16. = A budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának actái. 16. köt. Szerk. a Kar tudományos és módszertani bizottsága. Acta Facultatis Politico-Iuridicae Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Tomus 16. Red. Commissio scientiae et methodi studiorum Facultatis. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 357 p.

Annales Bp. Tomus 16. = Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio iuridica. Tomus 16. 1974. Red. Commissio scientiae. Bp. Állami ny. 1974. [1975.] 229 p.

Bibliographies — Библиография

NAGY Lajos—VEREDY Katalin, B.: Hungarian legal bibliography. 1974. 2nd part — Венгерская юридическая библиография. 1974 г. 2-ая часть. AJurid. 1—2/1975. [1976.] 219—234.

NAGY Lajos—VEREDY Katalin, B.: Hungarian legal bibliography. 1975. 1st part — Венгерская юридическая библиография. 1975 г. 1-ая часть. AJurid. 3—4/1975. [1976.] 447—458.

Труды преподавателей факультета, появившиеся с 1-ого января 1972 г. до 31-ого декабря 1972 г. — Publications des enseignants de la Faculté du 1-er janvier 1972 au 31 décembre 1972. [Publications of the teaching staff of the Faculty of Law between 1st January, and 31st December, 1972.] — Annales Bp. Tomus 16. 197—229.

I. Theory of State and Law — Теория государства и права

Books — Книги

KULCSÁR Kálmán: A jogszociológia alapjai. [Foundations of the sociology of law. Основы социологии права.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 438 p. — Bibliogr. 375—391.

Articles — Статьи

FÖLDESI Tamás: A kérdések és normák igaz voltának problémájáról. [Problems of the truth of questions and norms. О проблеме истинности вопросов и норм.] JK. 1/1976. 1—7.

FÖLDESI Tamás: Moderne Probleme der „Erkennbarkeit“. [Recent problems of „cognizability“. Современные проблемы познаваемости.] — Annales Bp. Tomus 16. 17—33. — Eng. summary; Русск. содерж.

KULCSÁR Kálmán: A történetiség a jogszociológiában. [Historicity in the sociology of law. Исторический подход в социологии права.] JK. 4/1976. 177—182.

K[ULCSÁR] K[ÁLMÁN]: Nemzetközi jogszociológiai konferencia Japánban. Tokio-Hakone, 1975. szept. 1—4. [International conference on the sociology of law. Tokyo-Hakone, September 1—4, 1975. Международная конференция по социологии права. Токио—Гаконе, 1—4 сентября 1975 г.] JK. 4/1976. 216—222.

PAPP Ignác: Fejezetek a politikai és jogi gondolkodás történetéből, 1950—1970. [Chapters of the history of political and legal thinking, 1950—1970. Главы из истории политического и юридического мышления.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 86 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 6./

PESCHKA V[ilmos]: Gedanken über Savigny's Rechtsauffassung. [Thoughts on Savigny's concept of law. Право в толковании Савиньи.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 49—76 Rés. franç.; Русск. содерж.

SAJÓ A[ndrás]: Recent attempts at the definition of sanctions. [Новые эксперименты для определения санкции.] AJurid. 3—4/1975. 321—338. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SAJÓ A[ndrás]: Une Conférence de table-ronde de la théorie du droit à l'Académie des Sciences de Hongrie. 21—22 novembre 1973. [Round-table conference on the theory of law, held at the Hungarian Academy of Sciences, 21 to 22 November, 1973. Конференция „круглого стола“ по вопросам теории права в Венгерской Академии наук. 21—22 ноября 1973 г.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 197—202.

VARGA Cs[aba]: The formation of a new, socialist type of codification. [Развертывание нового, социалистического типа кодификации.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 111—138. — Rés. franç.; Русск. содерж.

VARGA Csaba: Kodifikációs tendenciák a felvilágosult abszolutizmus korában. [Codification tendencies in the period of the enlightened despotism. Тенденции в кодификации в эпоху просвещенного абсолютизма.] JK. 2/1976. 70—80.

WOLCZER Árpád: A „gnoszeológiai“ és az „ontológiai“ jelentésének kérdéséhez, a fogalmak és terminusok viszonyának problémájára történő kitekintéssel. [Remarks to the meaning of „gnoseological“ and „ontological“ element with a brief survey on the relations of the concepts and terms. К вопросу о значении выражений „гносеологическое“ и „онтологическое“ с кратким обзором анализа проблемы взаимоотношения понятий и терминов.] — Acta Bp. Tomus 16. 73—83. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

KULCSÁR Kálmán: Társadalom, politika, jog. [Society, politics, law. Общество, поли-

тика, право.] Вр. Gondolat Kiadó, 1974. 365 p. By Bihari Mihály — Рец. Бихари Михай МТуд. 2/1976.118—120.

II. State Law. Constitutional law — Государственное право

Articles — Статьи

BIHARI Ottó: Contradictions intérieures et égalisations dans l'organisme de l'Etat socialiste. [Internal contradictions and egalitarianism in the organization of the socialist state. Внутренние противоречия и уравнивания в социалистическом государственном аппарате.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 235—248. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

BIHARI Ottó: L'organisation de l'Etat socialiste — une organisation de l'Etat moderne. [The organization of the socialist state — a modern organization of state. Организация социалистического государства — современная государственная организация.] Pécs, Pécsi Szikra ny. 1976. 14 p. /Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata. 85./

CSIZMADIA Andor: Az 1946. évi I. törvény alkotmányjogi jelentősége. [Significance of Act I of 1946 from the point of view of constitutional law. Конституционное значение закона № 1 от 1946 года.] ÁI. 1/1976. 1—10.

KOROM Mihály: A jogalkotás időszzerű kérdései. [Topical problems of law-making. Актуальные вопросы правотворчества.] ÁI. 4/1976. 285—292.

KOVÁCS István: Le régime économique de la société dans la Constitution. [The economic system of society in the Constitution. Хозяйственная система общества в Конституции.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976. 46 p. /Acta Universitatis Szegediensis de] Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 5./

KOVÁCS István: A quarter of a century on the path of popular democratic constitutional development, 1949—1974. [Четверть века по пути развития народно-демократической Конституции. 1949—1974.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 1—46. — Rés. franc.; Русск. содерж.

RUSZOLY József: A választási bíráskodás története Európában. [The history of electoral jurisdiction in Europe. История избиратель-

ного правосудия в Европе.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 57 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 7./ — Dt. Zusammenfassung.

VASTAGH Pál: Harminc éves a köztársasági törvény. [30th anniversary of the promulgation of the Act on the Republic. Тридцатилетняя годовщина закона о республике.] JK. 3/1976. 133—137.

Book reviews — Рецензии

SZABÓ Imre: Cultural rights. [Культурные права.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1974. 116 p. By Antalffy György — Рец. Анталффи Дёрдь AJurid. 1—2/1975. [1976.] 403—407.

III. Administrative Law — Административное право

Books — Книги

BERÉNYI Sándor — MARTONYI János — SZAMEL Lajos — SZATMÁRI Lajos: Magyar államigazgatási jog. Általános rész. Egyetemi tankönyv. 4. kiad. Szerk. Szamel Lajos. [Hungarian administrative law. General part. A university textbook. 4th ed. Ed. Szamel Lajos. Венгерское административное право. Общая часть. Учебник для вузов. 4. изд. Ред. Самел Лайош.] Вр. Tankönyvkiadó, 1976. 571 p.

A kulturális nevelő munkára vonatkozó fontosabb jogszabályok, útmutatások. Összeáll. és szerk. Simó Tibor. [Principal legal rules and directions relating to cultural educational work. Comp. and edit. by Simó Tibor. Важнейшие законодательные акты и указания по культурной просветительной работе. Сост. и ред. Шимо Тибор.] [Вр.] Táncsics Kiadó, 1975. 287 p.

Külföldi környezetvédelmi jogszabályok. Összeáll. Sprém István — Trócsányi László. [Foreign legal rules on the protection of environment. Compil. Sprém István — Trócsányi László. Зарубежные правовые нормы охраны окружающей среды. Сост. Шпрэм Иштван — Троцани Ласло.] Вр. MTA KESZ Soks. 1975. [1976.] 192 p. /Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete Jogösszehasonlító Osztályának kiadványai./

Articles — Статьи

BAJORY Pál: Államigazgatási út — bírósági út egyes kérdései. [Problems concerning the administrative and juridical processes. Некоторые вопросы проблематики — административный путь или судебный путь.] *ÁI.* 3/1976. 233—240.

BERÉNYI Sándor: Az urbanizáció hatása az államigazgatásban. [Effects of urbanization in state administration. Воздействие урбанизации на государственное управление.] *ÁI.* 1/1976. 47—61.; 2/1976. 155—174.

BONDOR József: Az emberi környezet védelméről szóló 1976. évi II. törvény főbb vonásai és a tanácsok feladatai. [Main features of the Act No. II of 1976 on the protection of human environment and the tasks of the councils. Главнейшие черты закона № II от 1976 года об охране окружающей человека среды и задачи советов.] *ÁI.* 5/1976. 381—391.

DOVOS Gábor: A központi akarat érvényesítése a minisztériumi és tanácsi munkában a belkereskedelmi ágazatban. [Enforcement of central intentions in the work at ministry and council level, in the field of home trade. Осуществление центральной воли в работе министерства и советов по отрасли внутренней торговли.] *ÁI.* 3/1976. 218—232.

FALU György: Jogalkotás, jogalkalmazás és környezetvédelem. [Legislation, enforcement of law and the protection of environment. Правотворчество, применение права и охрана окружающей среды.] *MTud.* 3/1976. 129—135.

FEKETE Mihály: Az emberi tényezők szerepe a tanácsigazgatás korszerűsítésében és egyszerűsítésében. [Role of human factors in the modernization and simplification of administration by the councils. Роль человеческих факторов в совершенствовании и упрощении советского управления.] *ÁI.* 1/1976. 62—70.

FORGÁCS Imre: Információ és döntés; a tanácstestület döntési mechanizmusának néhány kérdése. [Information and decision; problems of the decision-making mechanism of the council body. Информация и решение; некоторые вопросы процесса вынесения решения коллективом совета.] — *Acta Bp. Tomus* 16. 277—292. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

HOLLÓ András: Megjegyzések az államjogi felelősségről. [Notes on the responsibility

under state law. Заметки об ответственности по государственному праву.] *ÁI.* 4/1976. 312—318.

KALAS Tibor: Centralizáció-decentralizáció a számítástechnika államigazgatási alkalmazásában. [Centralization and decentralization in the application of electronic data processing in public administration. Централизация — децентрализация в применении вычислительной техники в государственной администрации.] *ÁI.* 5/1976. 417—426.

KÁROLYI István: Az állami népszámlálástartás helyi szerveinek tevékenysége. [Activity of the local organs of state registration of the populace. Государственный регистр населения и деятельность его местных органов.] *ÁI.* 2/1976. 120—129.

KERTÉSZ Márton: A község-megye kapcsolatok helyzete és továbbfejlesztésének lehetőségei. [State of the relations between villages and the county and the prospects of their development. Состояние взаимоотношений между селами и комитатами и возможности их дальнейшего развития.] *ÁI.* 3/1976. 249—260.

KILÉNYI Géza: Közigazgatási szervezetünk fejlődésének néhány sajátos vonásáról. [Some specific features in the development of structure of the Hungarian public administration. О некоторых чертах развития системы венгерского управления.] *TSZ.* 6/1976. 74—82.

KISS György: A statisztika szerepe az államigazgatási munka korszerűsítésében. [The role of statistics in the modernization of work in public administration. Роль статистики в модернизации работы государственной администрации.] — *Acta Bp. Tomus* 16. 121—132. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

KOLLÁTH György: Gondolatok az államigazgatási jogkörben okozott kár megtérítésének szabályairól. [Thoughts on the rules of indemnity for damages caused under the authority of state administration. Соображения о правилах возмещения вреда, причиненного в сфере компетенций государственной администрации.] *ÁI.* 4/1976. 319—327.

LAKI Pál: Az igazgatási ismeretek oktatása a közigazgatási szakközépiskolákban. [Instruction of the knowledge of administration in the special public schools teaching public administration. Обучение административным знаниям в специальных средних школах по экономике.] *ÁI.* 1/1976. 36—46.

LETTRICH Edit: Településhálózat — urbanizáció — igazgatás. [Network of settlements — urbanization — administration. Сеть поселений — урбанизация — управление.] Вр. MTA KESZ. Soks. 1975. [1976.] 93 p. /A Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézetének kiadványa./ /A közigazgatás fejlesztése./

MARTONYI János: A közigazgatás tudományos vizsgálatának közigazgatási jogi iránya. [Aspects of the scientific investigation of public administration as seen from the point of view of administrative law. Публично-административно-правовое направление научного исследования публичной администрации.] ÁI. 1/1976. 20—27.

[NÉVAI László] НЕБАИ Ласло: Вопросы социалистической системы судебного надзора за законностью административных актов — в особенности в Венгрии. [Questions of the socialist system of judicial supervision over the legality of administrative orders with special regard to Hungary.] — Annales Вр. Tomus 16. 137—158. — Eng. summary; Dt. Zusammenfassung.

POLGÁR Ferenc: Megye—járás—község kapcsolatok a szakigazgatási munkában. [Connections between counties, districts and villages in the activity of special administration. Взаимоотношения комитат — район — село по отраслевой административной работе.] ÁI. 5/1976. 392—400.

PUSZTAI Ferenc: Gazdasági együttműködés a terület- és településfejlesztés szolgálatában. [Economic co-operation in the service of regional and settlement development. Экономическое сотрудничество на услуге развития территорий и населенных пунктов.] ÁI. 2/1976. 146—154.

SOLTÉSZ László: Az 1974. évi lakásgazdálkodás tapasztalatai. [Experiences with the allocation of flats in 1974. Опыты хозяйствования жилищным фондом в 1974 году.] ÁI. 1/1976. 11—19.

SZABÓ Károly: Területi fejlesztés az V. ötéves tervidőszakban. [Regional development in the 5th five year plan period. Развитие территории в период пятой пятилетки.] ÁI. 5/1976. 401—416.

TAKÁCS Imre: A szocialista demokrácia elmélete és gyakorlata. [Theory and practice of socialist democracy. Теория и практика социалистической демократии.] ÁI. 2/1976. 96—108.

TRÓCSÁNYI László: Az államigazgatási dolgozók fegyelmi felelőssége. [Disciplinary liability of civil servants. Дисциплинарная ответственность работников государственного управления.] JK. 2/1976. 98—105.

VARGA Emil: Az építésügyi igazgatás időszzerű kérdései. [Topical problems of administration in the field of building. Актуальные вопросы управления строительным делом.] ÁI. 4/1976. 301—311.

VARGA József: A megyei tanácsok irányító és ellenőrző szerepe. [Directing and inspecting role of the county councils. Управляющая и контрольная роль комитатских советов.] ÁI. 3/1976. 189—204.

VARGYAI Antal: A községi tanácstagok jogainak és kötelességeinek érvényesülése [Enforcement of the rights and obligations of the members of village councils. Осуществление прав и обязанностей депутатов сельских советов.] ÁI. 4/1976. 293—300.

ZSUFFA István: Az urbanizáció hatása a közigazgatásra az európai szocialista országokban. [Effect of urbanization on public administration in the European socialist countries. Воздействие урбанизации на публичную администрацию в европейских социалистических странах.] ÁI. 4/1976. 328—341.

Book reviews — Рецензии

DEBBASCH, Charles: Institutions administratives. [Administrative institutions. Административные институты.] Paris, Libr. générale de Droit et de Jurisprudence, 1972. 410 p. By Ferenczy Endre — Рец. Ференци Эндре JK. 1/1976. 44—47.

IV. Financial Law — Финансовое право

Books — Книги

Az illetékekre vonatkozó jogszabályok. (A Pénzügyminisztérium elvi állásfoglalásával és hivatalos magyarázattal.) Összeáll. Tóth Emil. Lezárva 1975. március 1-én. [Legal rules on fees. With the important stands of the Ministry of Finances and with official commentaries. Compil. Tóth Emil. Closed: March 1, 1975. Правовые нормы о сборах. С руководящими указаниями Министерства финансов и официальными толкованиями.]

Сост. Том Эмил. До 1 марта 1975 г.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. [1976.] 641 p. [Kis jogszabálygyűjtemények.]

SENTIVÁNYI Iván: A banktevékenység pénzügyi jogi szabályozásának alapkérdései. [Fundamental problems of the regulation of banking activity under financial law. Основные вопросы финансово-правового регулирования банковской деятельности.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 430 p. — Bibliogr. 397—401.

Articles — Статьи

MEZNERICS I[ván]: Die Modernisierung des ungarischen Devisenrechts. [Modernization of the Hungarian law on foreign exchange. Модернизация венгерского девизного права.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 155—160.

Books reviews — Рецензии

Török Lajos: The socialist system of state control. [Социалистическая система государственного контроля.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1974. 156 p. By Rácz Attila — Рец. Рац Атилла AJurid. 1—2/1975. [1976.] 169—172.

V. Civil Law — Гражданское право

Books — Книги

GYÖRGY Ernő: A gazdasági verseny jogi kérdései. [Legal problems of the economic competition. Правовые вопросы экономического соревнования.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 518 p. — Bibliogr. 487—500.

HEGEDŰS Károly—KURUCSAI László—ONDOK Béla—TÓTH Lajos: A vasút baleseti kárfelelőssége a gyakorlatban. Szerk. Ács Imre—Gulyás János. [Lezárva]: 1974. december 31. [The liability of the railways for damages caused by accidents as shown in practice. Ответственность железной дороги за причиненный ущерб несчастным случаем в практике. Ред. Ач Имре — Гуйаш Йанош. До 31 декабря 1974 г.] Вр. KÖZDOK, 1975. [1976.] 289 p. /A Vasutask Szakszervezetének és a Magyar Államvasutak Vezérigazgatóságának kiadványa./

A tisztességtelen haszon és a gazdasági birság. Szerk. Aczél György. [Unfair profit

and economic fine. Ed. Aczél György. Нечистый прибыль и хозяйственный штраф. Ред. Ацел Дёрдь.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 310 p.

Articles — Статьи

ASZTALOS László: Az „érdekegység” és az együttműködés tartalmi változásainak kifejezésre juttatása a Ptk alapelveiben. [The expression of the changes in the content of „unity of interest” and „cooperation” in the principles of the Civil Code. Выражение в правовых принципах ГК изменений содержания „единства интересов” и „сотрудничества”.] JK. 3/1976. 111—120.

BESZNYEI Lajos: Szerződésszegési sankciók egyes kérdései a szállítási szerződések körében. [Questions of coercive measures for the breach of delivery contracts. Некоторые вопросы санкций за нарушение договора в сфере договоров поставки.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 48 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 1./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

BÉRCZI Imre: Az újító tevékenység ösztönzésének jogi formái. [Legal forms of stimulation of the innovatory activity. Правовые формы стимулирования рационализаторской деятельности.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 32 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 2./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

HARMATHY Attila: A vállalkozási szerződésről. [Contracts of *locatio-conductio operis*. О регулировании договора подряда.] JK. 2/1976. 57—65.

KEMENES Béla: The Hungarian civil law and the protection of consumers. [Венгерское гражданское право и охрана потребителя.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 39 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 4./

KOZMA Pál: A tulajdon fogalma megközelítésének problémája. [Problem of approaching the concept of ownership. Проблема определения понятия собственности.] = Acta Vp. Tomus 16. 31—41. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

SÁRKÖZY Tamás: Állami támogatások joga Nyugat-Európában. [The law of state subsidies in Western Europe. Право государ-

ственных пособий в Западной Европе.] JK. 5/1976. 247—253.

SEBESTYÉN Péter: A know-how szerződés jogi természetéről. [The legal nature of know-how contracts. Правовая природа договора о передаче ноу-хоу.] JK. 1/1976. 26—30.

TANKA Endre: A birtokvédelem egyes időszéri kérdései. [Topical problems of the protection of possession. Некоторые актуальные вопросы охраны владений.] ÁI. 4/1976. 351—362.

TÓTH [Ferencné] FÁBIÁN Eszter: A szállítási szerződések és a direkt gazdaságirányítási rendszer összefüggéseinek néhány problémája. [Problems of the connection between delivery contracts and the system of direct economic management. Некоторые проблемы соотношения договоров поставки и директной системы управления хозяйством.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 26 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 8./ — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

VÉKÁS Lajos: The legal regulation of personal property in Hungary. [Правовое регулирование личной собственности в Венгрии.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 396—402.

VÉKÁS Lajos: A személyi tulajdon jogi kérdéseiről. [Problems of the personal property rights. О вопросах личной собственности.] = Acta Bp. Tomus 16. 259—276. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

VÉKÁS Lajos: Szabványszerződések és a szerződéstípusok felvetése. [Standard contracts and the omission of contract types. Стандартизированные договоры и отнесение на задний план типов договоров.] JK. 4/1976. 182—187.

Weiss Emília: A túlélő házastárs özvegyi hasznélvezeti jogának néhány problémája. [Some problems of the beneficial interest of the surviving spouse. Некоторые проблемы права на usufruct, принадлежащего вдове после смерти супруга.] JK. 1/1976. 19—25.

Book reviews — Рецензии

BOYTHA György: Das Urheberrecht der Ungarischen Volksrepublik. [The law of inheritance in the Hungarian People's Republic. Авторское право в Венгерской Народной Республике.] Berlin, Schweitzer Verl. 1974. 128 p. By Mádl Ferenc — Рец. Мадл Ференц JK. 3/1976. 158—162.

NIZSALOVSKY Endre: A legal approach to organ transplantation and some other extraordinary medical actions. [Юридическое приближение к трансплантации органов и другим необыкновенным медицинским действиям.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1974. [1975.] 211 p. By Lontai E[ndre] — Рец. Лонтау Эндре AJurid. 3—4/1975. [1976.] 407—411.

Vállalatirányítás és a vállalatok jogi helyzete. 1. köt. Szerk. Sárközy Tamás. [Enterprise management and the legal state of enterprises. Vol. 1. Ed. Sárközy Tamás. Руководство предприятиями и правовое положение предприятий. 1 том. Ред. Шаркэзи Тамаш.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 381 p. By Nagy Erzsébet — Рец. Надь Ержебет JK. 4/1976. 229—235.

VI. Labour Law — Трудовое право

Books — Книги

A Munka Törvénykönyve. A végrehajtásáról szóló kormányrendelettel egységes szerkezetbe foglalt szöveg, magyarázó jegyzetekkel, a Legfelsőbb Bíróság elvi állásfoglalásával és a Munka Törvénykönyvével kapcsolatos egyes munkaügyi jogszabályokkal. Szerk. Mattyasovszky Pál. [Lezárva:] 1975. január 1. The Labour Code. Systematically arranged text with its enacting government decree, explanatory notes, important standpoints of the Supreme Court and with other labour law rules related to the Labour Code. Ed. Mattyasovszky Pál. Closed: January 1, 1975. Кодекс законов о труде. Единый текст с распоряжением правительства об исполнении кодекса, с толкованиями, руководящими указаниями Верховного суда и с другими трудовыми нормами. Ред. Маттяшовски Пал. До 1 января 1975 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. [1976.] 623 p. [/Kis jogszabálygyűjtemények./]

NAGY László: A kollektív szerződés rendszere és gyakorlata. 3. bőv. és jav. kiad. Lezárva: 1976. január 31. [System and practice of collective contracts. 3rd rev. and enlarged ed. Closed: January 31, 1976. Система и практика коллективного договора. 3-ое перераб. и доп. изд. До 31 января 1976 г.] Bp. Táncsics Kiadó, 1976. 375 p.

Articles — *Статьи*

FRITZ Éva: Néhány gondolat a nyugdíj közgazdasági természetéről. [Thoughts on the economic character of pension. Мысли об экономическом характере пенсии.] = Acta Bp. Tomus 16. 97—101. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

FÜNTIG Zoltán: A szakszervezetek részvétele a munkajogviszonyra vonatkozó szabályok meghozatalában. [Participation of the trade unions in making rules on labour law relations. Участие профсоюзов в принятии нормативных правил, касающихся трудового правоотношения.] — Acta Bp. Tomus 16. 293—307. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

HAGELMAYER I. [Istvánné]: Die Funktionen des Kollektivvertrags. [Functions of the collective contracts. Функции коллективного договора.] — Annales Bp. Tomus 16. 35—61. — Rés. franç.; Русск. содерж.

HÁJDÚ István: A szakszervezeti jogsegélyszolgálat és a tanácsok együttműködése. [Co-operation between the juridical assistance service of the trade unions and the councils. Сотрудничество между консультациями по правовой помощи при профсоюзах и советами.] ÁI. 3/1976. 241—248.

TRÓCSÁNYI L[ászló]: The Act on social insurance. [Act II of 1975.] [Закон о социальном обеспечении. Закон II от 1976 г.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 390—396.

Book reviews — *Рецензии*

TRÓCSÁNYI László: Le droit de procédure en matière de conflits du travail dans les pays socialistes européens. [Law of procedure of labour conflicts in the European socialist countries. Процессуальное право трудовых споров в европейских социалистических странах.] Bp. Akadémiai Kiadó, 1974. 147 p. By Szász István — Рец. Саси Иштван AJurid. 1—2/1975. [1976.] 164—166.

VII. Family Law — Семейное право

Books — *Книги*

A családjogi törvény. Az 1974. évi I. törvény és a családjoggal kapcsolatos egyéb jogszabályok, a Legfelsőbb Bíróság elvi állás-

foglalásaival. Lezárva: 1975. szeptember 1. [The family law act. Act No. I of 1974 and other legal rules relating to family law, with the important standpoints of the Supreme Court. Closed: September 1, 1975. Закон о браке и семье. Закон I от 1974 г. и другие правовые нормы о браке и семье с руководящими указаниями Верховного суда. До 1 сентября 1975 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 510 p. [Kis jogszabálygyűjtemények.]

Articles — *Статьи*

BACSÓ J[enő]: Le statut de l'enfant. [Правовое положение детей. The status of children.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 383—390.

HARTAI L[ászló]: La réforme de la loi sur le droit hongrois de la famille et son effet sur le régime matrimonial. [The reform of the Hungarian Act on family law and its effect on the matrimonial regime. Реформа закона о браке и семье в Венгрии и ее влияние на систему имущественного права супругов.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 373—379.

KÓTI János: A fiatakorúak utógondozásának fővárosi tapasztalatai. [Experiences with the after-care of juvenile delinquents in Budapest. Столичные опыты постпенитенциарной заботы о несовершеннолетних.] ÁI. 1/1976. 77—86.

PAP T[ibor]: Les questions actuelles de la loi sur le droit de la famille, de la politique démographique et de la protection de la famille. [Topical problems of the Act on family law, demographical policy and the protection on the family. Закон о браке и семье, демографическая политика и актуальные вопросы охраны семьи.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 275—294. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

PETRIK F[erenc]: Le divorce après la modification de la loi sur le droit de la famille. [Divorce after the amendment of the Hungarian Act on family law. Расторжение брака после внесения изменения в закон о браке и семье.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 379—383.

Book reviews — *Рецензии*

CSIKY Ottó: A gyermek családi jogállása. [Legal state of the child in the family. Правовое положение детей в семье.] Bp. Köz-

gazdasági és Jogi Kiadó, 1973. 389 p. By *Nizsalovszky Endre* — Рец. *Нижаловски Эндре* AJurid. 1—2/1975. [1976.] 161—164.

IX. Criminal Law. Criminal Sciences —

Уголовное право.

Вспомогательные науки уголовного права

VIII. Land Law. Law of Co-operative Farms —

Books — Книги

Земельное право. Сельскохозяйственное право

Articles — Статьи

[SERES Imre] ШЕРЕШ И.: О ведании государственной земельной собственностью сельскохозяйственного назначения. [Administration of state-owned cultivable land.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 71—91. — Eng. summary; Rés. franç.

SERES Imre: A mezőgazdasági termelőszövetkezetek szocialista jellegének erősödéséről. [The strengthening of the socialist character in agricultural co-operatives. Об усилении социалистического характера сельскохозяйственных производственных кооперативов.] — Acta Bp. Tomus 16. 3—29. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

SOMODY Dezső: A termelőszövetkezeti törvény korszerűsítéséről. [Modernization of the Act on co-operative farms. О модернизации закона о сельскохозяйственных производственных кооперативах.] ÁI. 3/1976. 261—276.

SÜVEGES Márta: Leninnek a szövetkezeti kérdésben kifejtett véleménye az Októberi Forradalomtól a NEP bevezetéséig terjedő időszakban. [Lenin's view on the co-operatives in the period from the October Revolution to the introduction of the New Economic Policy (NEP). Мнение В. И. Ленина по вопросу сельскохозяйственных кооперативов в период от октябрьской социалистической революции до введения НЭП.] — Acta Bp. Tomus 16. 201—244. — Dt. Zusammenfassung. Русск. содерж.

VERTÉNYI Jenő: A belterületi mezőgazdasági földek építésigazgatási és földvédelmi kérdései. [Problems in the field of building administration and land protection concerning the cultivable land within inhabited areas. Вопросы строительного управления и защиты в отношении сельскохозяйственных земель внутренней территории.] ÁI. 4/1976. 370—376.

A büntető törvénykönyv. (A Legfelsőbb Bíróság elvi állásfoglalásaival.) Lezárva: 1974. december 31. [Criminal Code. With the important standpoints of the Supreme Court. Closed: December 31, 1974. Уголовный кодекс. Вместе с руководящими указаниями Верховного суда. До 31 декабря 1974 г.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 687 p. [Kis jogszabálygyűjtemények.]

GLÁSER István: A szabadságvesztés — büntetés végrehajtása. Történeti áttekintés. [Execution of imprisonment. A historical survey. Исполнение наказания лишения свободы. Исторический очерк.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1975. 1976. 310 p.

RENDEKI Sándor: A büntetés kiszabása. Enyhítő és súlyosbító körülmények. [The inflicting of punishment. Mitigating and aggravating circumstances. Назначение наказания. Смягчающие и отягчающие обстоятельства.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 271 p. — Bibliogr. 253—255.

VAVRÓ István: A bűnözés kriminalstatistikai jellemzői, 1951—1971. [Criminal-statistical characteristics of delinquency, 1951—1971. Криминально-статистические характеристики преступности 1951—1971 гг.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1976. 271 p. Bibliogr. 257—262.

Articles — Статьи

BODGÁL Zoltán: A garázdaság néhány pszichológiai jellemzője. [Some psychological characteristics of rowdyism. Несколько психологических свойств хулиганского поведения.] — Acta Bp. Tomus 16. 85—95. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

[FONYÓ Antal] ФОНЬО А.: Принципиальные вопросы совершенствования системы наказаний в Венгерской Народной Республике. [Problems of principle of the development of the Hungarian penitentiary system.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 93—109. — Rés. franç.; Dt. Zusammenfassung.

GÖNCZÖL Katalin: Az egyes és az általános szintjének vizsgálata a krimináltipológia kialakulása során. [Investigation of the individual the general level in the formation of criminal typology. Исследование уровней единичного и общего в процессе выработки криминальной типологии.] — Acta Bp. Tomus 16. 103—120. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

IRK Ferenc—MERÉNYI Kálmán: A bűnelkövetővé válás egyes kérdései a közlekedési bűncselekményeknél. [Problems of becoming delinquent in traffic crimes. Некоторые вопросы становления преступником в транспортных преступлениях.] Szeged, Szegedi ny. 1975. [1976.] 82 p. /Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta juridica et politica. Tomus 22. Fasc. 3./

LOSONCZY István—LOSONCZY [István]NÉ CSÉCSI NAGY Éva: A gyógyító nevelés alkalmazása. [The application of therapeutic education. Применение лечебного воспитания.] JK. 1/1976. 8—18.

PAPP László: A járműlopásról de lege lata. [On the theft of vehicles de lege data. О похищении автомашин de lege lata.] — Acta Bp. Tomus 16. 309—322. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

SIK Ferenc: Bestrebungen zu einem einheitlichen mitteleuropäischen Strafrecht, 1914—1917. [Efforts for a unified criminal law in Central Europe, 1914—1917. Стремления к созданию единого Средне-европейского уголовного права 1914—1917 гг.] — Annales Bp. Tomus 16. 159—170. — Rés. franç.; Русск. содерж.

SZABÓ András: Egy összehasonlító kriminológiai kutatás eredménye. [Findings of a comparative research in criminology. Результаты одного сравнительного исследования в области криминологии.] JK. 4/1976. 198—208.

SZABÓ A[ndrás]: XI^e Congrès international de l'Association Internationale de Droit Pénal. Budapest, 9—15 septembre, 1974. [11th International Congress of the International Association of Penal Law. Budapest, September 9—15, 1974. XI конгресс Международной Ассоциации по уголовному праву. 9—15 сентября 1974 г. в г. Будапешт.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 175—195.

TAUBER István: Az élődsi bűnözés kriminológiája. [Criminology of parasitic delinquency. Криминология паразитических пре-

ступлений.] — Acta Bp. Tomus 16. 323—342. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

VIGH József: A determináció egyes problémái és a bűnös emberi magatartás. [Some problems of determination and criminal human behavior. Некоторые проблемы детерминации и преступного поведения людей.] JK. 3/1976. 138—144.

VIGH József: Interpretation of determination in delinquent human conduct. [Понятие детерминации в виновном поведении человека.] — Annales Bp. Tomus 16. 171—195. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

[Viski László] VIŠKI L.: Tézisek a построению понятия преступления. [Thesis on the construction of the concept of crime.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 249—273. — Dt. Zusammenfassung; Rés. franç.

Viski László: A nemzetközi büntetőjog továbbfejlesztése és a közlekedési bűncselekmények. [Development of international criminal law and the traffic crimes. Дальнейшее развитие международного уголовного права и транспортные преступления.] JK. 2/1976. 49—56.

Book reviews — Рецензии

BÉKÉS Imre: A gondatlanság a büntetőjogban. [Negligence in the criminal law. Неосторожность в уголовном праве.] Bp. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 457 p. By Wiener A. Imre — Рец. Виенер А. Имре JK. 4/1976. 225—229.

X. Judicial Organization — Судостроительство

Articles — Статьи

Act IV of 1972 concerning the courts. [Publ. by the] Ministry of Justice. [Закон № IV от 1972 года о судах. Изд. Министерства юстиции.] [Text. Текст.] Bp. Corvina Publ. 1975. [1976.] 58 p. /The statutes of the Hungarian People's Republic./

SIK Ferenc: A jogi megtorlás apparátusának kialakítása Magyarországon, 1919—1921. [Establishment of the machinery for primitive sanctions in Hungary, 1919—1921. Создание аппарата правовой репрессии в Венгрии в 1919—1921 г.] — Acta Bp. Tomus 16. 43. 71. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

Закон № IV от 1972 года о судах. Изд. Министерства юстиции. [Act IV of 1972 concerning the courts.] [Text. Текст.] Бп. Корвина Издат. 1975. [1976.] 50 стр. /Нормативные акты Венгерской Народной Республики./

XI. Civil Procedure — Гражданский процесс

Articles — Статьи

NÉMETH János: Begriff des Rechtsmittels im ungarischen Zivilverfahrensrecht. [Notion of complaint in the Hungarian law of civil procedure. Понятие обжалования в венгерском гражданско-процессуальном праве.] — Annales Bp. Tomus 16. 117—135. — Русск. содерж.; Rés. franç.

Book reviews — Статьи

NÉMETH János: Rendkívüli perorvoslatok a magyar polgári eljárásjogban. [Extraordinary remedies in the Hungarian law of civil procedure. Чрезвычайные средства обжалования в венгерском гражданско-процессуальном праве.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1975. 332 p. By Schelnitz György — Рец. Шельниц Дьердь JK. 5/1976. 272—276.

Polgári eljárásjogi füzetek. 1—6. [köt.] Szerk. Névai László, [Studies on civil procedure. Vols 1—6. Ed. Névai László. Тетради по гражданскому процессуальному праву. Том 1—6. Ред. Невай Ласло.] Вр. ELTE Sokszt. 1971—1974. By Nizsalovszky Endre — Рец. Нижаловски Эндре AJurid. 3—4/1975. [1976.] 412—422.

XII. Criminal Procedure — Уголовный процесс

Articles — Статьи

Act I of 1973 on Criminal Procedure. [Закон № 1 от 1973 года „Об уголовном процессе”.] [Text. Текст.] HLR. 1/1975. [1976.] 39—153.

KOVACSICS [József] NÉ NAGY Katalin: Modellek a büntetőeljárásban. [Models in criminal procedure. Модели в уголовном процессе.] — Acta Bp. Tomus 16. 133—200. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

[LASZLÓ Jenő] ЛАСЛО Е.: Основные принципы и система венгерского уголовного процесса. [Principles and system of Hungarian Criminal Procedure.] OVPr. 1/1975. [1976.] 13—40.

LÁSZLÓ Jenő: Principles and system of Hungarian Criminal Procedure. [Основные принципы и система венгерского уголовного процесса.] HLR. 1/1975. [1976.] 12—35.

LÁSZLÓ Jenő: Les principes de base et le système de la procédure pénale hongroise. [Principles and system of Hungarian Criminal Procedure. Основные принципы и система венгерского уголовного процесса.] RDH. 1/1975. [1976.] 13—38.

Loi N° I de l'an 1973 sur la procédure pénale. [Act I of 1973 on Criminal Procedure. Закон № 1 от 1973 года „Об уголовном процессе”.] [Text. Текст.] RDH. 1/1975. [1976.] 41—163.

MARKÓJA Imre: Introductory reflections to the new Code of Criminal Procedure of the Hungarian People's Republic. [Вводные мысли к новому уголовно-процессуальному кодексу ВНР.] HLR. 1/1975. [1976.] 5—11.

MARKÓJA Imre: Quelques idées en guise d'introduction au nouveau code de procédure pénale de la République Populaire Hongroise. [Introductory reflections to the new Code of Criminal Procedure of the Hungarian People's Republic. Вводные мысли к новому уголовно-процессуальному кодексу ВНР.] RDH. 1/1975. [1976.] 5—12.

[MARKÓJA Imre] МАРКОЙА И.: Вводные мысли к новому уголовно-процессуальному кодексу ВНР. [Introductory reflections to the new Code of Criminal Procedure of the Hungarian People's Republic.] OVPr. 1/1975. [1976.] 5—12.

SZÉKELY János: Szaktanácsadók és szakértők. [Expert witnesses and consultants. Эксперты и специалисты.] JK. 2/1976. 80—88.

Закон № 1 от 1973 года „Об уголовном процессе”. [Act I of 1973 on Criminal Procedure.] [Text. Текст.] OVPr. 1/1975. [1976.] 43—170.

Book reviews — Рецензии

NAGY Lajos: Ítélet a büntetőperben. A büntetőbírói döntési tevékenység problémái. [Judgement in the criminal procedure. Problems of the judge's decisional activity. Приговор в уголовном процессе. Проблемы

судейской деятельности по вынесению решения.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 582 p. By Cséka Ervin — Чека Эрвин AJurid. 1—2/1975. [1976.] 166—169.

XIII. International Law — Международное право

Books — Книги

HARASZTI György—HERCZEGH Géza—NAGY Károly: Nemzetközi jog. Egyetemi tankönyv. Szerk. Haraszi György. [International law. A university textbook. Ed. Haraszi György. Международное право. Учебник для вузов. Ред. Хараси Дьердь.] Вр. Tankönyvkiadó, 1976. 491 p.

Articles — Статьи

[HARASZTI György] ХАРАСТИ Дьердь: Некоторые замечания по поводу недействительности международного договора. [Reflections on the nullity of international treaties.] — Annales Bp. Tomus 16. 63—83. — Dt. Zusammenfassung; Rés. franç.

VALKI László: Kormányképviselési és „független” szervek a közös piac előd-szervezeteiben. [Government and „independent” organs in pre-organizations of the Common Market. Государство-представительственные и независимые органы в предшествующих Общему рынку организациях.] — Acta Bp. Tomus 16. 245—258. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

Book reviews — Рецензии

STOURZ, G.: Kleine Geschichte des österreichischen Staatsvertrag. [A concise history of the Austrian treaty. История государственного договора Австрии.] Graz—Wien, Verl. Styria, 1975. By Vargyai Gyula — Рец. Вардаи Дюла JK. 5/1976. 279—281.

XIV. Private International Law — Международное частное право

Books — Книги

Szász Iván: A uniform law on international sales of goods. The CMEA General Conditions. [Единый закон о международной

торговле. Общие условия поставки СЭВ.] Вр. Akadémiai Kiadó, 1976. 240 p. — Bibliogr. passim.

Trends, problems and solutions in international licensing. Papers delivered at a Licensing Symposium, Budapest, Hungary, September 18—19, 1975. Ed. A. Vida. [Направления, проблемы и решения в международном лицензировании.] Вр. MTESZ házi ny. 1975. [1976.] 261 p.

Articles — Статьи

GLATZ Olivér: A KGST nemzetközi gazdaságkodó szervezeteivel kapcsolatos Mintaszabályok egyes jogi kérdéseiről. [On some legal questions of the Model-Rules concerning international economic organizations. Некоторые правовые вопросы Примерных Уставов международных хозяйственных организаций СЭВ.] JK. 4/1976. 187—198.

HARGITAI József: A lex loci delicti commissi elvének alkalmazása a nemzetközi szerződésen kívüli kártérítési jogban. [The application of the principle of *lex loci delicti commissi* in the international law of torts. Применение принципа места совершения преступления в области внедоговорного возмещения ущерба в международных отношениях.] JK. 5/1976. 260—266.

NÉVAI L[ászló]: Das Verhältnis zwischen den Schiedsgerichtsordnungen und den Zivilprozessordnungen in den RGW-Mitgliedstaaten — mit besonderer Rücksicht auf Ungarn. [Relations between arbitration procedure and civil procedure in the member countries of the CMEA, with particular respect to Hungary. Взаимоотношения положений третейских судов и гражданских процессуальных кодексов в странах-членах СЭВ, с особым вниманием на Венгрию.] AJurid. 3—4/1975. [1976.] 295—319. — Eng. summary; Русск. содерж.

PIKLER Kornél: A diplomák jogi egyenértékűsége. [Legal equivalence of diplomas and certificates. Правовая равноценность дипломов.] JK. 3/1976. 144—150.

Szász Iván: A KGST Általános Szállítási Feltételek felelősségi rendszerének továbbfejlesztése. [The development of the liability system in the General Conditions of Delivery (GCD) of the CMEA. Дальнейшее развитие системы ответственности в Общих условиях поставок СЭВ.] JK. 3/1976. 120—132.

Vörös I[mre]: Einige Bemerkungen über das IPR der Deliktobligationen mit besonderer Rücksicht auf die Monographie von V. Trutmann: [Das internationale Privatrecht der Deliktobligationen. 1973.] [Remarks on the obligations resulting from delicts under international private law, with particular respect to V. Trutmann's monography entitled „The international private law of obligations resulting from delicts. К вопросу о деликтуальной ответственности в международном частном праве в связи с монографией В. Трутмана: Международное частное право деликтуальной ответственности. 1973.] AJurid. 1—2/1975. [1976.] 139—154. — Eng. summary; Rés. franç.

Ustor Endre: A legnagyobb kedvezmény és a vámuniók. [The mostfavoured-nation clause and the customs unions. Наибольшее благоприятствование и таможенные унии.] JK. 1/1976. 31—39.

Book reviews — Рецензии

ULMER, E.: Die Immaterialgüterrechte im internationalen Privatrecht. [Law of intellectual property in the international civil law. Право интеллектуальной собственности в международном частном праве.] [H. n.] 1975. 124 p. By Vida Sándor — Рец. Vida Шандор JK. 5/1976. 276—278.

XV. History of State and Law. Roman Law — История государства и права. Римское право

Articles — Статьи

Brósz Róbert: Die behördliche Bestätigung der Unterhaltsverträge im römischen Recht. [Assent of the contracts for maintenance by the public authority in Roman law. Административное одобрение договоров на содержание в римском праве.] — Annales Bp. Tomus 16. 3—16. — Eng. summary; Русск. содерж.

HORVÁTH Imre—IVÁNCICS Imre: Jogalkotásunk fejlődésének egyes kérdései 1869—1874 között. [Problems of the development of Hungarian legislation in the years 1869 to 1874. Некоторые вопросы развития нашего

законодательства в 1869—74 гг.] AI. 2/1976. 130—145.

HORVÁTH Pál: Kapitalistisches Monopole in Ungarn. [Capitalist monopolies in Hungary. Капиталистические монополии в Венгрии.] — Annales Bp. Tomus 16. 85—98. — Eng. summary; Русск. содерж.

ILLAS József: A jogfejlődés összehasonlító vizsgálatának szerepe a jogtörténeti tudományos kutatásokban. Nemzetközi tudományos konferencia, Budapest, 1975. dec. 11—13. [Role of the comparative analysis of the development of law in the scientific researches on the history of law. An international scientific conference, Budapest, December 11—13, 1975. Роль сравнительного исследования развития права в научных исследованиях в области истории права. Международная конференция, Будапешт, 11—13 декабря 1975 г.] JK. 4/1976. 222—225.

KALITÁR István: Pécs szabad királyi város tanácsának működése 1848—49-ben. [Activity of the municipal board of the free royal city Pécs in 1848—1849. Деятельность совета свободного королевского города Печ в 1848—49 годах.] Pécs, Pécsi Szikra ny. 1975. [1976.] 47 p. /A Pécsi Tudományegyetem jogtörténeti tanszékének kiadványai 1./ — Bibliogr.

KOVÁCS Kálmán: A jogalkotás és a jogalkalmazás egyes kérdései Magyarországon a felszabadulástól az alkotmányig (1945—1949). [Some questions of the law-making and of the application of law in Hungary from the Liberation to the coming into force of the new Constitution (1945—1949). Некоторые вопросы правотворчества и применения права в Венгрии в период от освобождения страны до принятия Конституции (1945—1949 гг.)] JK. 5/1976. 237—246.

LOVÁSZ János: A kameralisták szerepe az abszolút monarchiában. [The role of the cameralists in the absolute monarchy. Роль камералистов в абсолютистической монархии.] JK. 2/1976. 88—97.

MÁTHÉ Gábor: A szőlőbirtok utáni tartozások megváltására vonatkozó eljárás az ideiglenes vegyesbíróügyi gyakorlatban. [Procedure relating to the redemption of debts of vineyards in the practice of the provisional mixed courts. Процесс в работе временного смешанного суда относительно выкупа долга, обременяющего виноградник.] — Acta Bp. Tomus 16. 343—355. — Dt. Zusammenfassung; Русск. содерж.

NAGY [László]NÉ SZEGVÁRI Katalin: A jogtörténettudomány kutatási eredményei és perspektívái a felszabadulás után. Helyzet-elemzés. [Results and perspectives of scientific researches on the history of law after the Liberation. A case study. Результаты и перспективы исследования науки истории права после освобождения. Анализ положения.] Вр. ELTE Soks. 1975. [1976.] 127 p. /Jogtörténeti értekezések 7./ — Bibliogr. 83—127.

Book reviews — Рецензии

GAUDEMET, Jean: Les institutions de l'antiquité. [Institutions of the antiquity. Правовые институты древнего века.] Paris, 1972. 518 p. By *Degré Alajos* — Рец. *Дегре Алайош* JK. 3/1976. 163.

Források Budapest multjából. 1—5. köt. [Historical and administrative sources of the municipality of Budapest. Vols. 1—5. Об исторических и административных источниках столицы Будапешт. Том. 1—5.] Вр. Főv. Levéltár. 1971—1974. By *Csizmadia Andor* — Рец. *Чизмадия Андор* AI. 2/1976. 184—187.

HORVÁTH Pál: Tudománytörténeti és módszertani kérdések a jogtörténet köréből. [Problems of methodology and history of science in the field of history of law. Историко-научные и методологические проблемы в области истории права.] Вр. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1974. 502 p. By *Kállay István* — Рец. *Каллаи Иштван* AJurid. 1—2/1975. [1976.] 172—173. By *Pecze Ferenc* — Рец. *Пече Ференц* JK. 3/1976. 163—165.

TOTH, Adalbert: Parteien und Reichstagswahlen in Ungarn, 1488—1892. [Parties and parliamentary elections in Hungary, 1488—1892. Выборы в Венгрии в эпоху дуализма.] München, Oldenbourg, 1973. 384 p. /Süd-osteuropäische Arbeiten 70./ By *Csizmadia Andor* — Рец. *Чизмадия Андор* JK. 1/1976. 44.

XVI. Miscellaneous — Смешанное

Books — Книги

PETRIK Ferenc: Százegy jogi eset. [Hundred and one legal cases. Сто и один казус.] Вр. Minerva Kiadó, 1976. 365 p.

Articles — Статьи

Beér János emlékezetére. [To the memory of János Beér. Воспоминание о Яноше Беер.] AI. 2/1976. 93—95.

NAGY [Lászlóné] SZEGVÁRI Katalin: La formation des femmes aux universités et aux écoles supérieures. [College and university education of women. Обучение женщин в университетах и высших учебных заведениях.] — Annales Вр. Tomus 16. 99—116. — Русск. содерж.; Dt. Zusammenfassung.

PÓLAY Elemér: *Sztehlo* Zoltán (1889—1975). [Zoltán *Sztehlo* 1889—1975. An obituary. Золтан *Стехло* 1889—1975.] JK. 2/1976. 105—106.

Book reviews — Рецензии

Правовая информация. Отв. ред. А. Ф. Шебанов—А. Р. Шляпов—С. С. Москвин. [Legal information.] Москва, Издат. „Наука“ 1974. 157 п. By *Nagy Lajos* — Рец. *Надь Лайош* AI. 1/1976. 87—89.

Dr. Pap Tibor. 1921—1976. [An obituary. Некролог.] JK. 3/1976. 109—110.

XVIII. Documentation — Документация

Articles — Статьи

Jelentősebb külföldi szocialista jogszabályok. [Foreign legal rules of major importance in socialist countries. О значительных зарубежных (социалистических) законодательных актах.]

H[orváth] A[nn]a: Bolgár Népköztársaság. [Bulgarian People's Republic. Народная Республика Болгария.] AI. 1/1976. 90—91.

INDEX

SZABÓ, I.: The notion of law (САБО, И.: О понятии права)	263
EÖRSI, GY.: Paths of legal development in civil law (ЭРШИ, Д.: Пути развития права в гражданском праве)	273
WELTNER, A.: Die Verbindung der Betriebsdemokratie mit dem gesellschaftlichen Eigentum, der Betriebsorganisation und den kollektiven Rechtsverhältnissen (ВЕЛЬТНЕР, А.: Взаимоотношения внутризаводской демократии с общественной собственностью, структурой предприятия и коллективными правоотношениями) ...	289
БОКОР-SZEGŐ, H.: Influence of social development on treaties relating to the rights of women (БОКОР-СЕГЁ, Х.: Влияние общественного развития на международные договоры о правах женщин)	315
RÉCZEI, L.: Trente années du droit international privé (РЕЦЭИ, Л.: Тридцать лет истории международного частного права)	341
SZAMEL, L.: Weg und Perspektiven der ungarischen Verwaltungsrechtswissenschaft (САМЕЛ, Л.: Пути и перспективы науки венгерского административного права)	355
ТОЛДИ, Ф.: Судебный контроль за законностью административных решений в европейских социалистических странах (TOLDI, F.: Le contrôle judiciaire des décisions administratives dans les Etats socialistes européens)	379
HORVÁTH, P.: Rolle der vergleichenden Untersuchung der Rechtsentwicklung in der Geschichte des sozialistischen Rechts (ХОРВАТ, П.: Роль сравнительного исследования правового развития в области истории социалистического права) ..	407
VÉKÁCS, L.: Über die Krisenerscheinungen der Vertragstypisierung (ВЕКАШ, Л.: О кризисных явлениях типизации договоров)	423

Informationes

ТАКАЧ, И.: Третий закон о советах (ТАКАЧ, И.: La troisième loi sur les conseils locaux)	443
SOÓS, L.: Act III of 1974 on foreign trade (ШОШ, Л.: Закон № III 1974 года о внешней торговле)	450

Recensiones

EÖRSI, GY.: Die Entstehung einer Theorie (Über ein Werk von I. Szabó) (ЭРШИ, Д.: Зарождение теории. О монографии И. САБО)	453
НАРМАТНУ, А.: Responsabilité contractuelle du fait d'autrui (Nizsalovszky, E.) (ХАРМАТИ, А.: Ответственность за субподрядчика) (Нижаловски, Э.)	464

Varia

- HARMATHY, A.: Comparative law — international scientific co-operation (International conferences) (ХАРМАТИ, А.: Сравнительное право — международное научное сотрудничество) (Международные конференции) 469
- LAMM, V.: Les quatrièmes Journées juridiques franco-hongroises (ЛАММ, В.: Четвертая встреча французских и венгерских юристов) 473
- HAMZA, G.—KÁLLAI, I.: Internationale Konferenz über die vergleichende Untersuchung in der rechtsgeschichtlichen Forschung (ХАМЗА, Г.—КАЛЛАЙ, И.: Международная конференция о роли сравнительного исследования в области истории права) 479

Internationalia

- Book reviews — Рецензии 483

Bibliographia

- NAGY, L.—VEREDY, K.: Hungarian legal bibliography, 1976, 1st part — (НАДЬ, Л.—ВЕРЕДИ, К.: Венгерская юридическая библиография, 1976, часть I.) 507

A Socialist Approach to Comparative Law

Edited by I. Szabó and Z. Péteri

Foreword by I. Szabó

The authors have compiled this extremely interesting volume in terms of socialist comparative law, a new trend emerging within the socialist science of law. The studies included shed light upon the aspects of utmost variation of socialist comparative legal conception: they analyse problems partly theoretical or methodological in nature and partly belonging to the category of concretely emerging comparative legal questions. Some of the studies report on the concrete application of the comparative method and review the results obtained so far. The volume provides an insight into the whole system of socialist legal thinking.

In English • Approx. 235 pages • Cloth

Distributed in the socialist countries by KULTURA, Budapest, ISBN 963 05 1032 4; in all other countries by A. W. Sijthoff, Leyden



Akadémiai Kiadó • Budapest

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences

E. Lontai

The Research Contracts: Civil-Law Means Promoting Scientific- Technical Progress

The first chapter of the book deals with general questions. The correlations between science theories and organizations as well as economic correlations: the tasks of state guidance of research are illuminated. The second chapter surveys the general role of legal means. The third and the fourth chapter deal in detail with the domestic and foreign regulation and practice. The further chapters analyse certain important questions of research contracts. In the Appendix the existing Hungarian legal regulation and also models of contracts are to be found.

In English • Approx. 180 pages • Cloth

Distributed in the socialist countries by KULTURA, Budapest, ISBN 963 05 1046 4;
in all other countries by A. W. Sijthoff, Leyden



Akadémiai Kiadó • Budapest

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál

A kézirat nyomdába érkezett: 1976. VIII. 24. – Terjedelem: 23 (A/5) ív

77.3500 Akadémiai Nyomda, Budapest – Felelős vezető: Bernát György

ERRATUM

Auf p. 289. Titel lautet:

Die Verbindung der Betriebsdemokratie mit
dem gesellschaftlichen Eigentum, der
Betriebsorganisation und den kollektiven
Rechtsverhältnissen

Les *Acta Juridica* publient des travaux du domaine de la jurisprudence en français, anglais, allemand et russe rédigés par des auteurs hongrois.

Les *Acta Juridica* sont publiés deux fois par an sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume (400—500 pp.) par an.

On est prié d'envoyer toute correspondance destinée à la rédaction à l'adresse suivante:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Le prix de l'abonnement est de \$ 32.00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur de Livres et Journaux «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 — Compte-courant No. 218-10990) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

Die *Acta Juridica* veröffentlichen Abhandlungen ungarischer Verfasser aus dem Bereiche der Rechtswissenschaft in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache.

Die *Acta Juridica* erscheinen halbjährlich in Heften, die jährlich einen Band bilden (400—500 S.).

Jede für die Redaktion bestimmte Korrespondenz ist an die folgende Adresse zu senden:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Abonnementspreis pro Band: \$ 32.00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 Bankkonto Nr. 218-10990) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

«*Acta Juridica*» публикуют трактаты от венгерских авторов из области юридической науки на русском, английском, немецком и французском языках.

«*Acta Juridica*» выходят выпусками, составляющими один том в год (400—500 стр.)

Всякую корреспонденцию для редакции следует направлять по адресу:

Acta Juridica, 1250 Budapest, P.O.B. 25.

Подписная цена — \$ 32.00 за том.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «*Kultúra*» (1389 Budapest 62, P.O.B. 149 Текущий счет № 218-10990) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C. B. D. Library and Subscription
Service
Box 4886, G. P. O.
Sydney N. S. W. 2001
Cosmos Bookshop
145 Acland St.
St. Kilda 3182

AUSTRIA

Globus
Höchstädtplatz 3
A-1200 Wien XX

BELGIUM

Office International de Librairie
30 Avenue Marnix
1050-Bruxelles
Du Monde Entier
162 Rue du Midi
1000-Bruxelles

BULGARIA

Hemus
Bulvar Ruszki 6
Sofia

CANADA

Pannonia Books
P. O. Box 1017
Postal Station "B"
Toronto, Ont. M5T 2T8

CHINA

C N P I C O R
Periodical Department
P. O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

Mad'arská Kultura
Národní třída 22
115 66 Praha
PNS Dovož tisku
Vinohradská 46
Praha 2
PNS Dovož tlače
Bratislava 2

DENMARK

Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
DK-1165 Copenhagen K

FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
P. O. Box 128
SF-00101 Helsinki 10

FRANCE

Office International de
Documentation et Librairie
48 Rue Gay Lussac
Paris 5
Librairie Lavoisier
11 Rue Lavoisier
Paris 8
Europeriodiques S. A.
31 Avenue de Versailles
78170 La Celle St. Cloud

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Haus der Ungarischen Kultur
Karl-Liebknecht-Strasse 9
DDR-102 Berlin
Deutsche Post
Zeitungsvertriebsamt
Strasse der Pariser Kommüne 3-4
DDR-104 Berlin

GERMAN FEDERAL REPUBLIC

Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart 5

GREAT BRITAIN

Blackwell's Periodicals
P. O. Box 40
Hythe Bridge Street
Oxford OX1 2EU
Collet's Holdings Ltd.
Denington Estate
London Road
Wellingborough Northants NN8 2QT
Bumpus Haldane and Maxwell Ltd.
5 Fitzroy Square
London W1P 5AH
Dawson and Sons Ltd.
Cannon House
Park Farm Road
Folkestone, Kent

HOLLAND

Swets and Zeitlinger
Heereweg 347b
Lisse
Martinus Nijhoff
Lange Voorhout 9
The Hague

INDIA

Hind Book House
66 Babar Road
New Delhi 1
India Book House
Subscription Agency
249 Dr. D. N. Road
Bombay 1

ITALY

Santo Vanasia
Via M. Macchi 71
20124 Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45
50121 Firenze

JAPAN

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.
826 Tsunohazu 1-chome
Shinjuku-ku
Tokyo 160-91
Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 5050
Tokyo International 100-31
Nauka Ltd.-Export Department
2-2 Kanda
Jinbocho
Chiyoda-ku
Tokyo 101

KOREA

Chulpanmul
Phenjan

NORWAY

Tanum-Cammermeyer
Karl Johansgaten 41-43
Oslo 1

POLAND

Węgierski Instytut Kultury
Marszałkowska 80
Warszawa
CKP I W
ul. Towarowa 28
00-958 Warsaw

ROUMANIA

D. E. P.
București
Romlibri
Str. Biserica Amzei 7
București

SOVIET UNION

Sojuzpechatj - Import
Moscow
and the post offices in
each town
Mezhdunarodnaya Kniga
Moscow G-200

SWEDEN

Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
S-101 20 Stockholm
A. B. Nordiska Bokhandeln
Kungsgatan 4
101 10 Stockholm 1 Fack

SWITZERLAND

Karger Libri AG.
Arnold-Böcklin-Str. 25
4000 Basel 11

USA

F. W. Faxon Co. Inc.
15 Southwest Park
Westwood, Mass. 02090
Stechert-Hafner Inc.
Serials Fulfillment
P. O. Box 900
Riverside N. J. 08075
Fam Book Service
69 Fifth Avenue
New York N. Y. 10003
Maxwell Scientific International Inc.
Fairview Park
Elmsford N. Y. 10523
Read More Publications Inc.
140 Cedar Street
New York N. Y. 10006

VIETNAM

Xunhasaba
32, Hai Ba Trung
Hanoi

YUGOSLAVIA

Jugoslovenska Knjiga
Terazije 27
Beograd
Forum
Vojvode Mišića 1
21000 Novi Sad